

Henri Lesoin



La Grande Guerre à Clairoix (Oise) et l'histoire de ses combattants

Association Art, Histoire et Patrimoine de Clairoix

Illustrations de couverture

- Prisonniers allemands à Clairoix (actuelle rue de la Poste), le 31 mars 1918. Cliché du fonds Valois de la BDIC (Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine ; Université Paris X - Nanterre). NB : cette photo est parue en page une du quotidien « L'Excelsior » du 6 avril 1918, avec la légende suivante : « Une longue théorie de prisonniers allemands s'achemine, sous escorte, vers nos lignes d'arrière ».

- Le comte Aimery de Comminges (maire de Clairoix de 1904 à 1919) et son cheval, sur le mont Ganelon. Tableau de Joseph Porphyre Pinchon, conservé en mairie de Saint-Marcet (Haute-Garonne).

- Au dos : prisonniers allemands sur l'actuelle rue de la République (au niveau de l'actuel café « Au bon coin »), le 31 mars 1918. Cliché conservé à la BDIC.



Artilleur français

Tenue « bleu horizon » créée en 1915.
Fusil Berthier (modèle 1916)
et sa baïonnette (à la ceinture).



Soldat de l'infanterie allemande

Tenue « fin de guerre » (1917 ou 1918).
Fusil Mauser (modèle 1898).
Grenade à manche (à la ceinture).

Henri Lesoin

La Grande Guerre à Clairoix (Oise)

et l'histoire de ses combattants

Ouvrage édité par l'association
« Art, Histoire et Patrimoine de Clairoix »

Octobre 2018

Sommaire

<i>Préfaces</i>	<i>p. 3</i>
<i>Première partie : une histoire de Clairoix</i>	<i>p. 5</i>
<i>Chapitre 1 : Un certain été 1914 à Clairoix</i>	<i>p. 5</i>
<i>Chapitre 2 : Une étrange histoire d'espionnage : l'affaire Scholler</i>	<i>p. 18</i>
<i>Chapitre 3 : Clairoix, les restrictions et le camp militaire</i>	<i>p. 29</i>
<i>Chapitre 4 : Les civils s'organisent</i>	<i>p. 41</i>
<i>Chapitre 5 : « La zone dangereuse », roman ou histoire vécue ?</i>	<i>p. 46</i>
<i>Chapitre 6 : L'école de Clairoix, le rôle déterminant de l'enseignement</i>	<i>p. 54</i>
<i>Chapitre 7 : Une nouvelle carte du camp de Clairoix</i>	<i>p. 59</i>
<i>Chapitre 8 : 1916, le comte de Comminges met de l'ordre dans le village</i>	<i>p. 65</i>
<i>Chapitre 9 : Les Pinchon, parmi d'autres...</i>	<i>p. 73</i>
<i>Chapitre 10 : 1917, le tournant de la guerre</i>	<i>p. 80</i>
<i>Chapitre 11 : 1918, nouvelle pression du front</i>	<i>p. 88</i>
<i>Chapitre 12 : Acte final à Clairoix</i>	<i>p. 105</i>
<i>Chapitre 13 : Le temps de l'armistice</i>	<i>p. 123</i>
<i>Chapitre 14 : Le temps du deuil</i>	<i>p. 128</i>
<i>Chapitre 15 : Des lendemains incertains, des soldats de Clairoix en terre allemande</i>	<i>p. 133</i>
<i>Deuxième partie : les combattants de Clairoix</i>	<i>p. 135</i>
<i>Postface et annexes</i>	<i>p. 250</i>

Préfaces

Nous avons aujourd'hui la chance de parcourir ce livre qui retrace l'histoire de la Grande Guerre à Clairoix. C'est grâce à de nombreuses personnes et aussi aux recherches innombrables de M. Lesoin que vous pourrez constater la vie au quotidien de notre commune pendant cette guerre, je les en remercie. Ce retour en arrière illustre parfaitement le vécu et l'évolution du village, ainsi que les difficultés du maire de l'époque à résoudre les problèmes liés à la présence de troupes militaires.

La rédaction de cet ouvrage permet de le rendre encore plus attractif à une époque où, bien légitimement, on peut craindre que nos jeunes se détournent quelque peu des vecteurs irremplaçables de culture, de mémoire et de reconnaissance.

En lisant ce livre vous verrez qu'il nous faudra porter ce patrimoine fait de courage, de souffrance et de désespoir, le transmettre le plus rigoureusement possible, intact. Je trouve passionnant de redécouvrir la société telle qu'elle était, et je souhaite que nous puissions faire connaître autour de nous cette histoire, cette mémoire, ce témoignage du passé.

Merci encore à tous pour les nombreuses heures passées à la rédaction de ce livre, vous avez toute ma reconnaissance.

Laurent Portebois, maire de Clairoix

Département souvent oublié par les historiens de la Grande Guerre, l'Oise connut les affres de l'invasion en 1914, une occupation de son extrémité nord-est émaillée de combats durant trente mois, une libération destructrice avec le repli allemand en mars 1917 puis, en mars 1918, une nouvelle invasion ouvrant une phase de combats particulièrement dévastateurs.

Durant toute la guerre, Clairoix se trouva au plus près des événements mais ne connut pas le funeste sort de ses communes voisines du Noyonnais. Envahi le 1^{er} septembre 1914 puis libéré de la présence allemande neuf jours plus tard, Clairoix fut pendant toute la guerre dans la « zone des armées », ce qui en fit un village de cantonnement de troupes françaises et de services de soins alliés. Situé au confluent de l'Oise et de l'Aisne, le village fut témoin du minage des ponts, du transit des troupes allemandes et alliées, mais aussi du passage des canonnières françaises venues en appui des fantassins. Et le mont Ganelon, qui protégea la commune des bombardements allemands, fut lacéré de tranchées et d'abris tandis qu'une Défense Contre Avions (DCA) était installée pour fouiller le ciel.

Restée sur place, la population civile connut une cohabitation avec les militaires de tous rangs, et se trouva confrontée aux limitations de circulation, aux restrictions de toutes sortes, à la violence de la guerre. Mais lorsqu'elle dut évacuer le village en 1918, sous la pression de l'avancée allemande, Clairoix devint la proie des soldats français qui le livrèrent au pillage et au saccage. La guerre avait changé les hommes, les rendant plus aigris et plus fatalistes...

Remarquablement étayé de témoignages de combattants et de documents d'archives, mais aussi de narrations romancées, dont celles du maire Aimery de Comminges et de Roger Puthoste, cet ouvrage nous plonge dans l'histoire vivante d'un village de l'immédiat-arrière-front proche de Compiègne. Au travers des anecdotes, des récits de témoins et des compléments contextuels indispensables à la bonne compréhension du conflit, il nous relate le quotidien de ces gens de la guerre, avec leurs vertus et leurs lâchetés, avec leurs forces et leurs failles. Les biographies des combattants de Clairoix tombés au champ d'honneur complètent ce livre, ouvrant ainsi une page mémorielle que le centenaire de la Grande Guerre a su raviver.

Jean-Yves Bonnard

Vice-président de l'association « Patrimoine de la Grande Guerre »

Membre du CHSSC (Centre d'Histoire des Sociétés, des Sciences et des Conflits) de l'UPJV (Université de Picardie Jules Verne)

Explicitation de quelques sigles

<i>CA</i>	<i>Corps d'armée</i>
<i>CM1</i>	<i>Compagnie de mitrailleuses n°1</i>
<i>DCA</i>	<i>Défense contre avions</i>
<i>GAC</i>	<i>Groupe d'armées du centre</i>
<i>GAE</i>	<i>Groupe d'armées de l'est</i>
<i>GAN</i>	<i>Groupe d'armées du nord</i>
<i>GQG</i>	<i>Grand quartier général</i>
<i>PC</i>	<i>Poste de commandement</i>
<i>QG</i>	<i>Quartier général</i>
<i>RA</i>	<i>Régiment d'artillerie</i>
<i>RAC</i>	<i>Régiment d'artillerie de campagne</i>
<i>RAL</i>	<i>Régiment d'artillerie lourde</i>
<i>RAT</i>	<i>Régiment d'artillerie de tranchée</i>
<i>RG</i>	<i>Régiment de génie</i>
<i>RI</i>	<i>Régiment d'infanterie</i>
<i>RIC</i>	<i>Régiment d'infanterie coloniale</i>
<i>RIT</i>	<i>Régiment d'infanterie territorial</i>
<i>SBM</i>	<i>Secours aux blessés militaires</i>
<i>SMA</i>	<i>Sections de munitions d'artillerie</i>
<i>SP</i>	<i>Secteur postal</i>
<i>SSA</i>	<i>Service de santé des armées</i>
<i>TR</i>	<i>Train régimentaire</i>

Remerciements

Je remercie MM. Rémi Duvert et Jean-Marc Bochand pour leur soutien dans la relecture indispensable de cet ouvrage et aussi pour leur expertise dans la connaissance du village de Clairoix. Mes remerciements s'adressent également aux nombreuses personnes du village, notamment Mme Guère et Mme Blom, et celles qui m'ont apporté des témoignages et des documents personnels, qui ont permis d'étayer les récits et de les rendre vivants. Enfin, j'adresse un grand merci à mon épouse qui a su faire preuve d'une grande, très grande patience durant ces sept années de recherches et de rédaction.

PREMIÈRE PARTIE

Une histoire de Clairoix

CHAPITRE 1

Un certain été 1914 à Clairoix

La chaleur de l'été 1914 est la promesse d'une bonne récolte. Le village de Clairoix, comme toute la France rurale, dissipe encore les senteurs surannées du XIX^e siècle. Depuis les champs, des myriades insolentes d'insectes, au bourdonnement inlassable, mélodies champêtres, couvrent l'activité des hommes, qui, en sourdine et au loin, trahit la lente conversion industrielle du village. Ces hommes se partagent la nature, l'industrie, l'artisanat.

La rue Saint-Simon dont l'appellation rappelle les « *Mémoires de Saint-Simon* »¹ est la plus longue voie du village. Elle s'étend depuis la route de Noyon jusqu'aux marais et héberge presque tous les corps de métier. Parallèle à cette rue, et sinueuse, coule la rivière Aronde qui porte bien son nom. Dans la rue, la ferme côtoie harmonieusement l'atelier de l'artisan, la maison ouvrière, ou la maison bourgeoise. Sur l'Aronde, des moulins, mi-châteaux, mi-demeures de maître, livrent encore pour certaines leur activité séculaire et ancestrale ; la roue à aube entraîne la meule qui écrase le blé, à moins que celles-ci ne fussent converties par la suite en turbines hydrauliques.

Depuis la « *villa Sibien* », œuvre de l'architecte éponyme, on peut apercevoir en contre-bas, face à la mairie-école de la rue Saint-Simon (aujourd'hui rue Germaine Sibien), un édifice imposant et peu ordinaire planté sur un vaste, profond et beau jardin. Une sorte d'écurie s'y attache ; c'est la « *villa de Comminges* ».

Précisément la porte cochère s'ouvre, poussée par un valet, et un cavalier de petite taille, en selle sur une monture à robe claire, s'en échappe ; l'homme à l'allure altière, feutre vert, veste de tweed, culotte et bottes brunes, flotte sur le pavé au cliquetis des sabots. Ce cavalier, Marie Aimery de Comminges, est le maire de Clairoix depuis 1904. De sa prestance se dégage le maintien de l'ancien officier de cavalerie. À l'heure des événements qui se préparent, l'homme est sans doute prédestiné à un rôle providentiel. Rôle qu'il pressent pour avoir été jusqu'en 1899 un militaire au fait des événements, mais qu'il ignore encore dans son ampleur. Grand spécialiste

¹ Le « camp de Coudun » (1698) est notamment relaté par le célèbre mémorialiste de l'époque, Saint-Simon, qui y assista, ce qui explique peut-être qu'une rue de Clairoix, ainsi qu'une rue de Giraumont, portent son nom.



La villa du comte de Comminges vue du côté jardin (collection AHPC).

du cheval, il s'est installé à Clairoix depuis la fin du siècle précédent. Dans sa vaste habitation à colombages (carte postale ci-contre), il loge son cocher, ses valets, son jardinier, sa gouvernante, une cuisinière, des femmes de chambre et des bonnes. En somme, il gère, en entrepreneur responsable, une petite entreprise et des emplois.

Le village, qui se situe à quatre kilomètres de Compiègne, s'étend à l'ouest de la route de Noyon longeant l'Oise depuis l'avenue de Clairoix à Margny jusqu'aux premières maisons isolées de Janville. Au carrefour de l'usine électrique, à gauche file la route

de Montdidier. Le passant empruntera la rue des étangs, non sans avoir au préalable longé une petite maison, saluant au passage Madame Ramu, la garde-barrière. Poursuivant la ligne de chemin de fer de Roye, il laisse sur la droite les parcelles de la Planchette où s'étendent les champs de blé, isolant quelques modestes maisons du reste du village, pour arriver à la halte de la voie ferrée. S'il poursuivait plus avant vers l'ouest, il verrait l'ancienne briqueterie puis la nouvelle où Monsieur Bouraine et ses ouvriers produisent briques et tuiles ².

S'il choisit de longer l'Oise, il tombera sur une petite barrière de chemin de fer menant au Port-à-Carreux et à l'estaminet sur les bords de l'Oise, véritable guinguette des pêcheurs et des marinières. Nous ne saurions que lui suggérer de poursuivre vers le nord. Là, le « *Chalet Pluchart* », ancien moulin à tan, rappelle que l'Aronde se jette dans l'Oise avec un fort débit. Le passant, poursuivant ainsi son chemin, dépassera sur sa gauche l'embranchement de la longue rue Saint-Simon, jadis empruntée par les armées du Roi Louis XIV se rendant pour les manœuvres au camp de Coudun. Passé ce carrefour, le lieu-dit « *Bac-à-l'Aumône* », un pont suspendu à de hauts piliers se dresse fièrement en direction de Choisy-au-Bac. Avant de le traverser, le passant admirera la nouvelle gare de Clairoix dont Monsieur Lobjeois a la responsabilité et l'entretien.

L'ensemble de la plaine, depuis la confluence jusqu'aux deux voies de la société des chemins de fer du nord, est dominé par le mont Ganelon. De son sommet, le marcheur aura une vue plongeante sur l'église Saint-Étienne, sur le village et sur Compiègne, promenade préférée des cavaliers.

Quoi de plus naturel pour ce village qui, depuis la fin du siècle précédent, devint un lieu privilégié de villégiature pour quelques Parisiens fortunés mais aussi pour quelques artistes, dessinateurs ou peintres comme Pinchon, qui de temps à autre, quitte la capitale afin de poursuivre dans son atelier de Clairoix les planches de Bécassine. Un certain Verdé de Lisle, officier de cavalerie émérite, rentier et artiste-peintre, s'y est également installé, tout comme le comte de Comminges, ancien officier, écrivain, spécialiste du cheval reconnu internationalement.

L'orage gronde à l'est de l'Europe. La fête patronale qui a lieu le quatrième dimanche du mois d'août sera probablement compromise, mais nul n'est devin, et chacun s'y prépare ardemment. S'y activent au premier chef le vieil abbé Malherbe, et, très certainement, Mme de Comminges. Quoi de plus facile, ils sont voisins, il n'y a que la rue à traverser.

Dans ce village, nous trouvons une vingtaine de cultivateurs, un instituteur, Monsieur Bergès, une institutrice, Madame Châtelain, un receveur des postes assurant deux distributions, l'une le matin, l'une le soir, un receveur-buraliste, Monsieur Simart, un sous-lieutenant des Sapeurs-pompiers, Monsieur Bochand, quatre constructeurs de bateaux, deux blanchisseuses, un marchand de bois,

² Annuaire téléphonique Paul Douai du commerce et de l'industrie de l'Oise, année 1910.

une bonneterie, un boucher et un boulanger, deux exploitants de carrière sur le mont Ganelon, trois charcutiers, un charron, deux marchands de chaussures, deux cordonniers, quatre couturières, deux épiciers, quatre estaminets, cinq marchands de lait, une lingerie, trois maçons, deux maréchaux-ferrants, deux menuisiers, deux meuniers, un marchand de nouveautés, trois peintres en bâtiment, un tabac, et douze familles rentières. Dans ce récit à la Prévert ³, rajoutons des ouvriers, des jardiniers, des valets, des apprentis, des commis et des journaliers...

Chacun, d'une façon ou d'une autre, apportera sa participation à la fête patronale. La place principale du village est au croisement de la rue Saint-Simon et de la rue du pont menant au sud et cette festivité débutera de l'église vers la rue Saint-Simon en passant par cette petite place.

Dominé par son clocher médiéval, le village de Clairoux, à n'en pas douter, appartient encore au XIX^e siècle. La belle époque domine, comme son clocher, cette vie rurale en pleine mutation, mais pour peu de temps.

En effet, depuis l'attentat de l'archiduc François Ferdinand d'Autriche à Sarajevo le 28 juin 1914, la diplomatie s'est emballée. Nul ne le sait encore, la machine infernale est en route, une guerre inévitable s'annonce. Cette guerre, acte final des événements du siècle précédent, va brutalement remplacer la France rurale dans son époque, le XX^e siècle.

Le comte de Comminges, jadis officier d'ordonnance du Ministre de la Guerre ⁴, le sait bien. Depuis l'attentat de Sarajevo, la diplomatie se complique. Grand lecteur, abonné au « *Progrès de l'Oise* », au « *Gaulois* » et à bien d'autres éditoriaux que lui apporte son valet de pied, il parcourt les pages et en tire chaque matin une analyse. Dans l'édition du mercredi 15 juillet du « *Gaulois* », un article révèle qu'un cran supplémentaire est atteint quant à la menace d'un conflit. L'éditorial fait le point des rapports de force. « Rien de bon, non rien de bon », pense-t-il. En spécialiste du cheval, il imagine déjà les réquisitions, et entre autres, celles des montures, qui ne manqueront pas de se produire...

La mobilisation générale le 1^{er} août 1914

Ce samedi 1^{er} août 1914, venus à bicyclette depuis Compiègne, les gendarmes tirent la sonnette avec instance au portail de la maison du comte de Comminges. Ernest Nevous, son valet, qui vient d'enfiler à la hâte son gilet tailleur, leur ouvre la petite porte attenante à la porte cochère. Ensemble, ils traversent la cour. Les deux gendarmes patientent dans le vestibule de la vaste villa, un document légèrement jauni roulé sous le bras de l'un d'eux, tandis qu'Ernest annonce les visiteurs au comte. Le comte enfile sa robe de chambre par-dessus son pyjama à nœuds hongrois, et, de son bureau, qui domine le parc, entrebâille un ravissant rideau en filet de mèches de Picardie. Il est 5h30, la luminosité, entre chien et loup, dévoile l'aube naissante s'élevant de l'horizon. Pourtant les gendarmes de Compiègne lui demandent d'afficher de toute urgence une grande affiche sur laquelle figure le décret de mobilisation générale. Le jeune secrétaire de mairie, M. Grosmangin, demeurant au Bac-à-l'Aumône, est réveillé à son tour par le deuxième valet. À l'aube, sur la petite place de Clairoux jouxtant la longue rue Saint-Simon, Jules Grosmangin et Jules Dijon, le garde-champêtre, s'emploient à punaiser l'affiche sur le panneau de bois. Les habitants, alertés par le tocsin que le curé Malherbe actionne avec énergie malgré son grand âge, commencent à s'attrouper devant la nouvelle. La guerre est déclarée. Acte final, attendu et sans surprise. D'ailleurs, dès le samedi 1^{er} août dans la matinée, les ménagères, qui avaient commencé à faire des provisions de légumes secs, de pâtes, de sucres et de conserves, se demandent ce qu'elles peuvent bien encore stocker pour les jours difficiles. Les épiciers commencent à manquer de marchandises et augmentent le prix des denrées.

Les hommes, résignés, allaient être mobilisés pour défendre la Patrie, « ... *mais déterminés à défendre leur bon droit ou plutôt le bon droit de la Patrie lorsqu'ils rejoignent les frontières. Les*

³ Déjà cité en 2.

⁴ Le capitaine de Comminges, officier d'ordonnance du Ministre de la Guerre, était placé auprès des deux ministres suivants : Jacques Marie Eugène Godefroy Cavaignac jusqu'au 29 avril 1896, puis le général Jean-Baptiste Billot.

*Français prirent conscience de l'unité de la nation qu'ils formaient, à un point qui n'avait jamais été atteint jusque-là et ne sera plus égalé »*⁵.

Pour bien comprendre ce qui va suivre, il est utile de préciser un point technique de l'administration militaire de l'époque. Il faut savoir qu'en vertu de la loi du 21 mars 1905 sur le service militaire, qui passa de 2 à 3 ans dès mars 1913 (loi dite « des trois ans »), il faut distinguer cinq types de positions administratives des hommes en âge d'être appelés ou rappelés :

- le service militaire actif ; le jeune homme « *sous les Drapeaux* » au moment de la déclaration de la guerre, dès le 1^{er} août 1914, appartient à un régiment qui se pré-positionne à la frontière ou dans la zone de manœuvre. Sont concernés les jeunes hommes des classes 1911 à 1914 ;
- l'engagement volontaire ; le jeune homme s'engage pour une durée de contrat prédéfinie, ou bien, même plus âgé, il s'engage au déclenchement ou pendant le conflit pour la durée de la guerre. Ce sont des engagés volontaires de tous âges (de 18 à 48 ans) et de toutes conditions sociales. Ils représentent 10 % des effectifs dès l'été 14, soit 370 000 hommes hors cadres ;
- le service militaire dans la réserve active ; au moment de la mobilisation générale du 2 août 1914, les hommes jeunes ou moins jeunes (classes concernées : 1900 à 1910, soit des hommes de 24 à 35 ans) sont rappelés dans un régiment dit de réserve (par exemple au 254^{ème} Régiment d'infanterie qui est le régiment constitué en majorité de rappelés du 54^{ème} RI, auquel on ajoute un « 2 », soit le 254^{ème} RI). En règle générale, ils ont tous effectué deux périodes de réserve de quinze jours depuis la fin de leur service militaire actif ;
- le service militaire dans l'armée territoriale (classes de 1893 à 1899) ; les hommes les plus âgés (de 36 à 42 ans) ;
- le service militaire dans la réserve de l'armée territoriale (classes de 1887 à 1892, âges de 43 à 48 ans) ; ces deux dernières entités sont rappelées dans la réserve locale (par exemple au 13^{ème} Régiment d'infanterie territoriale – 13^{ème} RIT).

L'ensemble des classes mobilisées représente 20 % de la population, soit environ 3 700 000 hommes à l'été 1914 et donc, en toute logique, 20 % de la population de Clairoix.

Où sont-ils rappelés ?

Chaque homme possède dans son livret militaire une feuille de route, encore appelée le « *fascicule de mobilisation modèle A* » ; ce « *modèle A* » de couleur rose si le mobilisé doit utiliser le chemin de fer, le « *modèle A1* » vert clair s'il rejoint à pieds, indique sa date d'appel et son trajet (gratuit) jusqu'à son dépôt, où il doit être habillé, équipé et armé.

Tandis que la majorité des jeunes hommes nés dans l'Oise effectuent leur service militaire au 54^{ème} Régiment d'infanterie implanté au Quartier Royallieu de Compiègne, une autre part importante l'effectue au 67^{ème} Régiment d'infanterie de Soissons ; en effet le département de l'Aisne étant de faible densité en conscrits, les effectifs sont complétés par ceux de l'est de l'Oise, département plus dense en population.

Une autre partie des hommes est dirigée vers d'autres régiments (infanterie de marine, artillerie, génie, cavalerie, etc.). Cela s'explique par le fait qu'ils sont natifs d'un autre département (par exemple l'instituteur Bergès de Clairoix, originaire du Gers, est rappelé au 288^{ème} Régiment d'infanterie d'Auch). Certains disposent d'une qualification professionnelle qui a retenu l'attention des bureaux de recrutement, ils sont alors dirigés vers des unités telles que le génie ou l'aviation. D'autres encore, qui avaient effectué leur service militaire actif dans une arme comme la cavalerie ou l'artillerie, rejoignent alors un régiment en cours de constitution dans la même arme.

Les hommes plus âgés sont rappelés dans la « *territoriale* », c'est-à-dire, pour ceux recevant leur fascicule de mobilisation en août 1914, le 13^{ème} Régiment d'infanterie territoriale (13^{ème} RIT) également situé au Quartier Royallieu à Compiègne. Dans ce quartier, nous trouvons ainsi le dépôt du 54^{ème} RI dont le régiment vient d'être positionné sur la ligne de front, le 254^{ème} RI, son régiment de réserve, à l'instruction, et le 13^{ème} RIT qui se reconstitue plus lentement, au fil des départs successifs des bataillons du 254^{ème} RI.

⁵ « *Histoire de la conscription* » Annie Crépin, éditions Gallimard, 2009.

Cette règle générale ne vaut que pour l'été 1914. Au cours du conflit, avec les premières hécatombes, les cartes de l'appel et du rappel des nouveaux conscrits seront totalement rebattues, sans compter les exemptés pour inaptitude du temps de paix qui devront passer devant le conseil de révision pour prendre, cette fois, du service.

D'autres obtiennent des affectations spéciales, dites « *affectations de guerre* » ; ils exercent ainsi le même métier que dans la vie civile mais sont soumis au port de l'uniforme, à la réglementation et à la discipline militaires : cela concerne les employés du chemin de fer (assez nombreux à Clairoix au regard de la population), les ouvriers des usines d'armement, le personnel de la poste, etc.

Enfin, la mobilisation concerne aussi les chevaux, et Clairoix n'y échappe pas. Nous évoquons cette réquisition plus longuement ci-dessous.

À l'été 1914, c'est environ 160 hommes originaires de Clairoix ou résidant dans cette commune qui sont mobilisés, pour une population de 776 habitants. Cette réquisition absorbe la vingtaine de cultivateurs et leurs journaliers, l'instituteur, le receveur des postes, les constructeurs de bateaux, le marchand de bois, le boucher et le boulanger et leurs commis, les exploitants de carrière, les charcutiers, le charron, les marchands de chaussures, les cordonniers, les épiciers, en partie les tenanciers d'estaminets, les marchands de lait, les maçons, les maréchaux-ferrants et leurs apprentis, les menuisiers, le marchand de nouveautés, les peintres en bâtiment, la majorité des ouvriers de la briqueterie Bouraine, bref, en quelques semaines, à l'exception des hommes très âgés et des moins de vingt ans (et encore !), il ne reste que les femmes.

Mais revenons aux journées du 1^{er} au 3 août 1914.

Dans la salle de repos des employés du comte de Comminges, Ernest Nevous et Robert Guétrot, le jardinier, ouvrent le livret militaire qui leur avait été remis à la fin de leur service militaire. Chacun détache le fascicule rose. Breton de naissance, Ernest doit rejoindre le dépôt du 264^{ème} Régiment d'infanterie de Vannes pour y recevoir son équipement. Le brave jardinier Robert, originaire de Touraine, parcourt le titre qui doit le conduire à Blois au 331^{ème} Régiment d'infanterie. Après avoir préparé une modeste valise, surtout constituée de linge de rechange, ils saluent le comte, non sans émotion. Madame Marie Riedmiller, la cuisinière du comte, leur a préparé un pâté, du pain, de l'eau et du vin pour la route, comme le recommande le titre de rappel. Le deuxième valet, Eloi Garde, 18 ans, les accompagnera à la gare de Compiègne. Le cocher, Martin Delépine, les y conduit. Quelques jours plus tard, Martin partira à son tour rejoindre le 266^{ème} Régiment d'infanterie de Tours. La gare de Compiègne, où est installé un bureau militaire pour enregistrer et diriger les rappelés, grouille d'hommes et de familles. L'émotion et les adieux sont à leur comble. La peur cède progressivement à la résignation, puis à l'action. Et enfin, la guerre sera courte... comme on dit. « Nous serons tous rentrés pour Noël ! » ⁶.

La réquisition des chevaux

Alors que les hommes rejoignent les dépôts de leur régiment, conjointement la mobilisation des moyens s'effectue, notamment parmi les voitures et les chevaux.

À Clairoix, Émile Rollet, brigadier de réserve au 2^{ème} escadron du Train Territorial des Équipages vient d'être convoqué par la gendarmerie de Compiègne où il reçoit un fascicule spécial de mobilisation. Le 4 août 1914, il intègre la commission de réquisition n° 27 du canton de Compiègne. Un certain nombre de spécialistes du cheval de monte et de trait et d'agriculteurs constituent cette « *commission 27* », accompagnée de gendarmes et d'un vétérinaire.

⁶ La précédente guerre franco-prussienne, celle de 1870, débutée le 19 juillet, s'était « jouée » en quelques mois et pratiquement terminée par la reddition à Sedan de Napoléon III le 4 septembre, mettant fin au Second Empire. Elle avait été suivie de la République jusqu'en janvier 1871. L'armée française ne possédait pas l'organisation de 1914. C'est donc la seule référence que la population possède en cet été 1914. La défaite de 1870 provoqua un véritable sentiment de frustration collective qui contribuera à l'échec du pacifisme et à l'entrée dans la première guerre mondiale. S'y étant cette fois préparée, l'armée, comme le pouvoir, et comme les citoyens dans leur immense majorité, il ne fait aucun doute dans leur esprit que cette guerre sera courte parce que, précisément, les leçons de 1870 ont été prises en compte.

Le fascicule spécial de mobilisation d'Émile Rollet permet de retracer le début des réquisitions à Clairoix (collection Mme Guère).

Dès le 5 août, neuf autres animaux sont réquisitionnés : celui du maire, M. de Comminges, comme cheval destiné à la monture d'un officier, deux autres bêtes chez l'architecte Sibien, destinées à la monture pour la troupe, et six auprès des cultivateurs Albert Danel (deux chevaux), Paul Déchasse, Maurice Goguet (deux chevaux) et Émile Rollet. Ils seront tous indemnisés fin 1914. Au cours de l'année 1915, trois autres bêtes seront réquisitionnées.

Toutefois, nul n'imaginera que 760 000 chevaux trouveront la mort durant le conflit sur les 950 000 bêtes ponctionnées en France.

Au cours de la guerre, l'Argentine et les États-Unis livreront de nouvelles bêtes, et par milliers.

Des combattants de Clairoix du 13^{ème} Régiment d'infanterie Territoriale et du 3^{ème} Bataillon d'étape protègent les dernières unités alliées de Compiègne ⁸

Commandé par le lieutenant-colonel Le Moyne, le 13^{ème} RIT est activé dès le 1^{er} août. Il reçoit les cadres les jours suivants et le régiment est presque au complet vers le 15 août. Il se compose essentiellement de trois bataillons.

Les « vieux », comme on les surnomme à l'époque, sont renvoyés à l'instruction au quartier Royallieu.

Voici ce que relate le journal des marches et opérations : « Le 28 août 1914, le 2^{ème} bataillon reçoit l'ordre de garder les routes de Margny, Clairoix et Choisy-au-Bac ». Depuis quelques jours, le repli des unités du nord peut entraîner des désordres, nos anciens renforcent donc l'action de la maréchaussée.

Voici comment se déroule la réquisition : « Le vétérinaire les examine avec soin, renvoie les invalides et les poulinières, retient les autres dont le matricule est peint au balai sur l'épaule, puis on estampille au fer rouge sur la corne du sabot » ⁷.

Peu d'incidents surviennent pendant ces opérations de réquisition. Douze chevaux sont réquisitionnés dès le 1^{er} août chez deux commerçants de Clairoix, notamment deux chevaux du boulanger Bédiez et un chez le négociant en vins et bois Joffre.

Puis, à leur tour, les cultivateurs doivent céder des montures. L'agriculteur Émile Bochand livre deux chevaux, et une monture chacun pour Maurice Goguet, David, le maraicher, Albert Delasalle, le marchand de nouveautés Dufay, Alix Foirest, Edgard Leclerc et la veuve Luisin. Ce sont principalement des chevaux de trait destinés à l'artillerie ou au train régimentaire.



Une photo prise sur le vif par un combattant de l'artillerie. Un des chevaux de l'attelage du canon de 75 est touché par un éclat d'obus (collection de l'auteur).

⁷ « Bouguignottes et pompoms rouges », Charles Le Goffic, éditions Grès, 1916.

⁸ JMO (Journal des Marches et Opérations) du 13^{ème} RIT – 26 N 775/6 – SHD, Vincennes.



Soldats du 13^{ème} RIT dans la région de Compiègne, fin août 1914 (collection de l'auteur).

« Le 29, le régiment, qui ne possède ni mitrailleuse, ni voiture et seulement onze paquets de cartouches par homme, fait partie des dernières unités du secteur de Compiègne avant l'arrivée imminente des Allemands. Aucune autre réserve de munitions n'existe dans cette garnison. Le général commandant la place de Compiègne promet d'envoyer des cartouches pour le cas où le régiment devrait la défendre. Le reste de l'armée du nord et les Anglais continuent de se replier vers le sud et ne font que traverser cette ville.

Le 30 août une compagnie du 1^{er} bataillon vient renforcer celle mise en place à Clairoux. Le quartier général est installé depuis le 28 à Compiègne et signale déjà des patrouilles de cavaliers Uhlands à Ribécourt ».

Pour le moment, les « *vieux* » du 13^{ème} RIT, parmi lesquels plus d'une trentaine sont clairoisiens, protègent une section de démolition de la 19^{ème} compagnie du 5^{ème} Régiment de génie commandée par le lieutenant Chidaine, qui a déjà procédé à diverses destructions sur la ligne de Soissons à Compiègne les jours précédents.

« La situation est tendue ; alors que la section *Chidaine* dispose les charges de démolition sur les ponts de la ligne de Soissons à Clairoux-Compiègne et à Verberie, le lieutenant-colonel Le Moyne a rendez-vous à 10 heures au QG (Quartier Général). Le général commandant la place lui a conseillé finalement de ne pas la défendre, ayant lui-même reçu un ordre d'évacuation.

À 15h30 le lieutenant-colonel demande des ordres écrits sur la conduite à tenir en cas d'attaque, mais les services de la place ne fonctionnent plus.

À 16h00 il se rend à la « *mission H* » (mission française attachée à l'état-major du général anglais French) encore en place au château de Compiègne et demande des ordres plus précis, ordres nécessaires étant donné l'importance de Compiègne, du château historique et de la manière de faire des troupes allemandes.

La « *mission H* » ne lui donne pas d'ordres et en réfère aux services de l'arrière.

À 18h00, le lieutenant-colonel, qui avait laissé un cycliste interprète à l'état-major anglais, apprend qu'une colonne d'environ 6 000 cavaliers ennemis a été aperçue prenant la direction de Neufvy-sur-Aronde, Wacquemoulin, Ménencourt et le pont de Verberie. Le colonel anglais qui a donné cette information à l'interprète ajoute « *nous ne sommes pas en force, nous allons nous retirer* ».

Devant cette situation, il se décide à donner l'ordre de repli sur Verberie, laissant le 1^{er} bataillon pour couvrir le retrait de l'état-major anglais. Il dispose des deux autres bataillons pour parer au mouvement tournant des Allemands.

À 22h00 il reçoit l'ordre de faire embarquer le régiment en gare de Compiègne.

Le 30 août à minuit il se rend à la gare du Meux et téléphone en gare de Compiègne pour prévenir le chef de gare de l'embarquement le lendemain de son régiment, qui compte environ 3 000 hommes. On lui apprend qu'il sera impossible d'en embarquer plus de 1 000.

À 6h00 il reçoit l'ordre de regrouper ses hommes à Senlis et à 8h00 il réceptionne enfin 315 caisses de munitions pour ses fusils Lebel.

Dans la nuit, il prévient la « *mission H* » une dernière fois de sa situation et se rend à Verberie.

Le 31 à 9h00, la gare de Compiègne est définitivement évacuée.

À 10h55, sur l'ordre du général Fowkes, commandant le Génie des troupes anglaises, le dispositif de démolition du pont de Soissons doit être activé.

À 11h00 le lieutenant Chidaine fait sauter le pont de chemin de fer sur l'Oise à Compiègne.

Le pont-route du centre-ville vient d'exploser à son tour.

Le pont de Verberie est détruit à 21h15, heure à laquelle les premiers éléments allemands investissent Clairoix »⁹.

Dans ce secteur, la section du lieutenant Chidaine sera donc la dernière unité présente le 31 août avant l'occupation allemande. Occupation qui ne durera que 14 jours, et c'est ainsi que le 13^{ème} RIT, et nos braves « *vieux* » de Clairoix, quittent l'Oise pour venir renforcer les unités qui seront bientôt engagées dans la contre-offensive de la Marne.

En attendant, le 13^{ème} RIT se regroupe à Laval. Il sera de retour le 10 octobre à Compiègne. Il contribuera à la garde de prisonniers, à l'aménagement de terrains d'aviation et de services divers avant d'être refondu dans divers régiments d'infanterie.

La main d'œuvre absente, l'occupation allemande et les nouvelles contraintes

La mobilisation accomplie, le comte de Comminges se retrouve bien seul face à ses responsabilités en tant que maire, et en tant qu'homme. Les tâches sont redistribuées dans l'entretien de sa villa. L'un de ses valets, Ernest Nevous, et son cocher, Désiré Delépine, sont quelque part au front. Son secrétaire de mairie Jules Grosmanin, et même l'instituteur Adolphe Bergès, qui, de temps à autre, secondait ce dernier dans le rôle d'officier d'état civil, sont mobilisés. Tout au plus peut-il demander l'aide de certains notables âgés pour le seconder.

La mobilisation générale, qui fonctionne au-delà des espérances du commandement, ne tenait que sur le principe d'une guerre rapide, faite de mouvements dissuasifs, la diplomatie devant clore l'action des armées. Le conflit s'éternisant et la situation militaire prenant une toute autre tournure, le rappel de presque tous les corps de métier paralyse *de facto* l'activité économique du pays et bien évidemment celle du village. Toute l'activité est touchée au point que toute l'organisation doit être repensée.

L'instituteur Adolphe Bergès n'est pas remplacé. Il ne le sera pas pour la rentrée des classes, bien que le ministère de l'Instruction Publique ait promis de mettre en place des intérimaires dès septembre. De Comminges dans *La zone dangereuse* témoigne : « *Les enfants, qui eussent dû être à l'école, se sauvaient de loin* »¹⁰. Les deux aides boulangers travaillant à la boulangerie Bédiez, Edmond Dugrosprez et Maurice Honnas, ont rejoint leur régiment. M. Bédiez s'apprête également à rejoindre le 13^{ème} RIT à Compiègne. Madame Bédiez, la patronne, reste pour assurer le ravitaillement du village, probablement aidée d'un apprenti fraîchement formé, mais elle n'a plus le cheval pour se ravitailler en farine. Un seul pain est produit, un pain de quatre livres. Encore faut-il envisager de le rationner. Les patrons-meuniers de Clairoix restent en place. Prosper Legentil du moulin des Avenelles, aurait dû être mobilisé ; il est maintenu dans son activité. Quant à Louis Igneux du moulin de Foisselles, il est bien trop âgé pour partir à la guerre. Le maréchal-ferrant David doit à son tour poser son tablier de cuir et rejoindre le dépôt du régiment. Suivent, comme nous l'avons vu, les menuisiers, les maçons, les cultivateurs... Les ouvriers de la briqueterie Bouraine, et le patron lui-même, ont quitté l'entreprise, à l'exception de trois ouvriers belges. Les charrons, les peintres, les jardiniers, les commerçants, les valets de

⁹ Extraits des JMO du 13^{ème} RIT et du 5^{ème} RG, disponibles sur le site « *Mémoire des hommes* » du Ministère de la Défense.

¹⁰ « *La zone dangereuse* », Aimery de Comminges sous le pseudonyme de Saint-Marcet, éditions Grasset, 1924 (p. 152).

piéd... Rappelons-le, environ 160 hommes (sur 234 ménages au recensement de 1911, sur 776 habitants, sur 227 maisons et 285 hommes adultes) quittent leur foyer ou leur employeur à Clairoix dans les quinze jours qui suivent le décret de mobilisation générale. S'il reste 125 hommes, pour la majorité ils ne sont plus en âge de servir dans les armées. Une dizaine, plus jeunes, sont pour l'instant exemptés du service actif. Restent les jeunes de la classe 1915 et 1916... on ne préfère pas y penser.

On le voit, aucune famille, ou presque, n'est épargnée.

Le comte de Comminges, ancien militaire, ne peut plus être rappelé au service en raison de son âge. Il se retrouve donc bien seul, entouré d'hommes trop jeunes ou trop vieux et de femmes - les femmes sont très nombreuses à Clairoix, notamment les jeunes filles ¹¹. Mais ceux-ci sont tout aussi déterminés et vont bientôt compenser la disparition des forces vives du village. Comment relèveront-ils le défi ? Plusieurs chapitres leur seront consacrés dans cet ouvrage.

Au 15 août 1914, les bruits de l'activité humaine se sont tus. Comme dans beaucoup de villages, il règne un silence pesant. Le curé Malherbe officie pourtant dans une église pleine. Mais le mois d'août est un moment suspendu aux nouvelles du front que la presse alimente sans cesse. La construction de la nouvelle école communale, une vraie et moderne, avec une cour, un préau, si elle est un symbole du nouveau siècle, est à l'arrêt ; seul un mur d'un mètre de haut en dessine les timides contours. Les maîtres d'œuvre Stra et Chatrieux, les maçons et les charpentiers, ont été mobilisés. L'usine électrique sur la route de Compiègne tourne au ralenti. Les moissons, dont une partie des récoltes sera soumise à la réquisition ordonnée par le Préfet, sont bonnes mais les bras vont manquer. Les chevaux de trait vigoureux ont été réquisitionnés. Il faut s'organiser et vite !

La bataille d'août 14 sera décisive, dit-on. À l'exception du courrier des soldats envoyés dans les premiers jours, depuis le 25 août, le village ne reçoit plus ou peu de lettres de leurs proches. Le service postal du front fonctionne pourtant très bien. Une lettre met trois ou quatre jours pour arriver au soldat. Mais la censure, que l'on appelle « *Anastasie* » ¹², et mise en place par le ministère de l'Intérieur et celui des armées, freine les nouvelles. En tout cas elle ne permet pas d'en apprendre plus. L'offensive allemande gèle les opérations postières. On parcourt alors les journaux locaux, *Le Progrès de l'Oise* et *Le Petit Journal*. Les feuilles encourageantes de la mi-août laissent subitement planer le doute quelques jours plus tard. *Le Progrès de l'Oise* titre dans le numéro du 28 août : « *Les troupes franco-anglaises dans le Nord ont été légèrement ramenées en arrière. La résistance continue* ». Est-ce tout ? Va-t-on céder à la panique ? Les trains en provenance du nord sont chargés de blessés tandis que de longs convois français et anglais se replient sur la route de Noyon à Compiègne, déjà précédés de réfugiés belges et français. Des Clairoisiens affirment même avoir vu des péniches descendre le cours de l'Oise chargées de civils évacuant le nord du pays ¹³. Le dimanche 30 août ce même journal évoque « *une stabilisation d'une ligne de défense de la Somme aux Vosges* ». La Somme ! « *Les alarmistes sont les pires des Français* » précise-t-il.

En repliant le journal sur son bureau, et, après avoir analysé la situation, le comte de Comminges sait désormais qu'il devra faire face en tant que maire à une situation sans précédent. Il prend des notes sur son calepin.

Des mesures de restrictions alimentaires sont à envisager rapidement. Très rapidement.

Quelques familles de Clairoix ont déjà évacué devant la menace, laissant divaguer poules et lapins, fourrages divers, incitant au pillage général, mais qui finalement n'aura pas lieu.

¹¹ Au recensement de 1911 : 117 jeunes filles et jeunes femmes de 16 à 30 ans ; sans compter les épouses des hommes mobilisés.

¹² *Anastasie*, qui dans l'imagerie populaire représente une femme munie de longs ciseaux, est le surnom donné à la censure de la presse au XIX^e siècle. Le but de la censure est de surveiller les informations circulant sur tous supports qui seraient de nature à renseigner l'ennemi et les espions sur l'état d'esprit de la Nation et de ses soldats.

¹³ « *Compiègne pendant la guerre : 1914-1918* », J.-Robert Lefèvre, éditeur : Progrès de l'Oise, Compiègne, 1926.

Mais les évènements s'enchainent si vite que les mesures administratives seront finalement prises par l'occupant allemand.

D'ailleurs celui-ci fait irruption dans le village le 31 août 1914. La cavalerie passe en reconnaissance, suivie de l'artillerie prussienne et de ses trains de munitions. Quelques temps plus tard, installée sur les hauteurs de Margny, elle canonne le sud de Compiègne. Au village, la population se cloître. Les volets des maisons sont refermés. Chacun peut entendre, la peur au ventre, les rues s'emplir d'hommes, de bruits de moteurs et de cliquetis divers. Un œil indiscret permettrait de percevoir au travers des persiennes des silhouettes vert-de-gris coiffées d'un casque à pointe recouvert d'un tissu jaunâtre et portant un numéro. Des chevaux hennissent. Une ou plusieurs voitures passent, s'arrêtent. Les ordres claquent dans une voix gutturale. Maintenant... que va-t-il se passer ?

Le comte de Comminges, qui de coutume reçoit dans son bureau privé, a traversé la rue et rejoint la mairie située en face. Il attend. Il attend dans son bureau de maire. Droit. Vêtu de sa veste de tweed, il a pris soin de porter un col droit cellulo-toile auquel se fixe une cravate assortie au gilet tailleur. Le pantalon de cavalier mastic et les bottes fauves sont portés avec élégance ; il sort. Il demande en allemand à parler à l'officier du détachement. Un soldat à veste croisée, ornée d'épaulettes argentées, col haut et coiffé d'une casquette, avance. Une conversation s'engage alors dans la langue de Goethe. M. de Comminges parle couramment allemand.

La teneur des propos n'est pas connue.

Le maire, quoique de petite taille, mais aux yeux gris perçants, fit sans doute forte impression face aux officiers allemands, au point d'en réduire leurs vellétés toutes germaniques.

À l'issue de ses conversations, il prendra soin de faire prévenir la population du village et la rassurer.

Les réquisitions de fourrage prévues par le Préfet seront finalement entreprises par l'armée allemande. Mais, aussi étonnant que cela puisse paraître, l'une des premières exigences de l'occupant sera la propreté des rues sur un plan sanitaire :

- *Art. 1 : Tous les jours avant 9h00 du matin, chacun devra balayer le devant de sa maison et la moitié de la rue dont celle des riverains et de faire disparaître les tas d'ordures et de poussières,*
- *Art. 2 : Les contrevenants à cet arrêté se verront adresser procès-verbal en cas de mauvaise volonté ; de plus ce nettoyage sera exécuté à leur frais par les soins de la municipalité en tarif de 0,25 centimes par jour, lesquels seront perçus par le percepteur avec les autres impôts.*

Si la mesure paraît justifiée aux yeux des troupes d'occupation, que cherchent à prouver celles-ci ? Une vexation ? L'occupation durera 14 jours. Courte, certes, mais suffisante pour bouleverser les habitudes des villageois.

Le matin du 11 septembre, la ménagère de Clairoix, appliquée dans sa cuisine, sent subitement une vibration. Les vitres des fenêtres tremblent anormalement. Comme un orage lointain, la canonnade est de nouveau perceptible. Elle s'était tue depuis dix jours. On s'y était presque habitué. Mais au fur et à mesure que les heures s'écoulent, le bruit lointain du canon, en roulement continu, se fait plus fort. Les explosions et leurs puissantes ondes de choc faisant vibrer vaisselle et tableaux permettent de mesurer un proche retournement de situation. La bataille est de nouveau engagée au sud de Compiègne. On prend soin de se cloître une fois encore, mais dans les caves, c'est mieux.

C'est l'attente incertaine.

Le départ des Allemands se fait dans la nuit du 12 au 13 ; à l'aurore, deux fortes explosions secouent les habitants effondrés de fatigue : les pionniers du Kaiser viennent de faire sauter les ponts : celui de l'Oise à Clairoix (au Bac-à-l'Aumône) et celui de l'Aisne à Choisy-au-Bac.

Une troupe chassant l'autre, l'armée française procède à son tour à une entrée libératrice... et aux réquisitions d'usage.

La libération du village s'est effectuée très exactement le 13 septembre à 12h55 avec l'arrivée très remarquée des premiers véhicules de la 37^{ème} Division d'infanterie.

Selon les habitants de Margny, des éléments ennemis séjourneraient encore sur les hauteurs du mont Ganelon. Le secteur est pris sans combat. L'état-major de la 73^{ème} Brigade, suivi du gros de la Division, cantonne dans le village. Le 2^{ème} Régiment de tirailleurs, affecté à sa sécurité, séjourne dans les champs et les prairies de Clairoix. Les tenues chamarrées des Zouaves et des Tirailleurs marocains impressionnent l'habitant, et surtout les jeunes garçons qui ont définitivement abandonné crayons et cahiers.



Les unités qui suivent à marche forcée vont rapidement exercer une nouvelle contrainte sur l'activité du maire : la réquisition de logements.

Ainsi le 3^{ème} Régiment de Zouaves, embarqué le 9 septembre à Villenaux, arrive le 10 à Surveilliers, s'y repose une journée et repart le 12, brûlant les étapes par Coudun et Clairoix. Jusqu'au 15 au matin, on ignore s'il va falloir intervenir sur la rive droite ou sur la rive gauche de l'Oise.

Dans ses « *Souvenirs de guerre* », Jules Carbonel¹⁴, soldat au 2^{ème} Régiment de tirailleurs, évoque la journée du 14

septembre :

« Le reste du régiment arrive à Venette, en bordure de l'Oise, qui le sépare de Compiègne d'où l'ennemi déjà se retire. Vingt heures plus tard la marche reprend, mais des ordres nous arrêtent à hauteur de Clairoix, où nous passons la nuit du 14.

Une certaine hésitation semble présider à notre mouvement : là-bas, devant nous, l'Oise s'infléchit à Noyon ; et le long de ses rives, comme un voile de mystère, s'étalent profondément de vastes massifs boisés à la faveur desquels l'ennemi doit se dissimuler. Les renseignements recueillis sont des plus incertains ; cependant tout nous fait pressentir une résistance qui s'organise en même temps qu'une bataille prochaine.

Le 17 au matin, la marche en avant est reprise. Nous contournons le mont Ganelon et longeons les rives de l'Oise. À droite de notre route bordée de pommiers s'étend la majestueuse forêt de Laigue où, parallèlement, chemine la 74^{ème} Brigade. Tout est calme ; l'ennemi paraît loin : nous laissons, après l'avoir traversé, une compagnie en surveillance au pont de Montmacq et gagnons Saint Léger aux Bois ».

Dans son bureau, le comte de Comminges, satisfait de la tournure récente des événements, replie le *Progrès de l'Oise*. En effet dans son édition du 19, à la rubrique des communes environnantes, le quotidien souligne : *« Tout s'est bien passé à Clairoix pendant l'occupation allemande. Il n'y a eu de pillées que les rares maisons abandonnées. Le maire parlant allemand a pu éviter à ses administrés bien des ennuis et bien des difficultés ».*

En effet, le pire a été évité. Cependant, le front n'est pas loin. En roulement continu, le canon tonne jours et nuits. La nuit, des lueurs rouges et blafardes filtrent au travers des cimes des arbres, des taillis et des haies du mont Ganelon. Ici et là un obus se perd. Le jour, la troupe longe l'Oise, en direction du nord. Les éclatements de shrapnells dans le ciel délimitent nettement la ligne de front.

¹⁴ « *Souvenirs de guerre (1914 – 1918) : le 2^{ème} régiment de marche de tirailleurs* », éditeur J. Carbonel, Alger, 1922, disponible sur Internet (BNF Gallica - <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6447026p/texteBrut>).

Le 28 octobre 1914 le premier soldat français décédé à Clairoix est Jean-Baptiste Garcelon du 139^{ème} Régiment d'Infanterie, régiment originaire d'Aurillac. Le soldat Garcelon est mort des suites de ses blessures dans les combats près de Thiescourt. Un autre chantier débute pour le maire, la recherche d'un lieu de sépulture militaire, au moins provisoire.

L'encombrement des unités qui se suivent et se remplacent fait l'animation du village. Le logement de la troupe de passage se fait dans les champs, dans les granges, chez l'habitant, qui n'a pas vraiment eu le temps de se remettre du passage des Allemands. Le comte de Comminges est l'interlocuteur incontournable du capitaine de garnison du village : « *Il menait son village militairement. Les uns l'aimaient, les autres pas, mais tout le monde lui obéissait. Car il protégeait les habitants contre les exactions des soldats. Il protégeait aussi les soldats contre la mauvaise humeur des habitants* »¹⁵. Son autorité est incontestée, et incontestable. Elle reste ferme et est reconnue de tous. Il est le garde-fou des exigences militaires. Du reste, il entend agir au nom des hommes du village partis au front. C'est son combat, le seul combat qu'il puisse encore livrer.

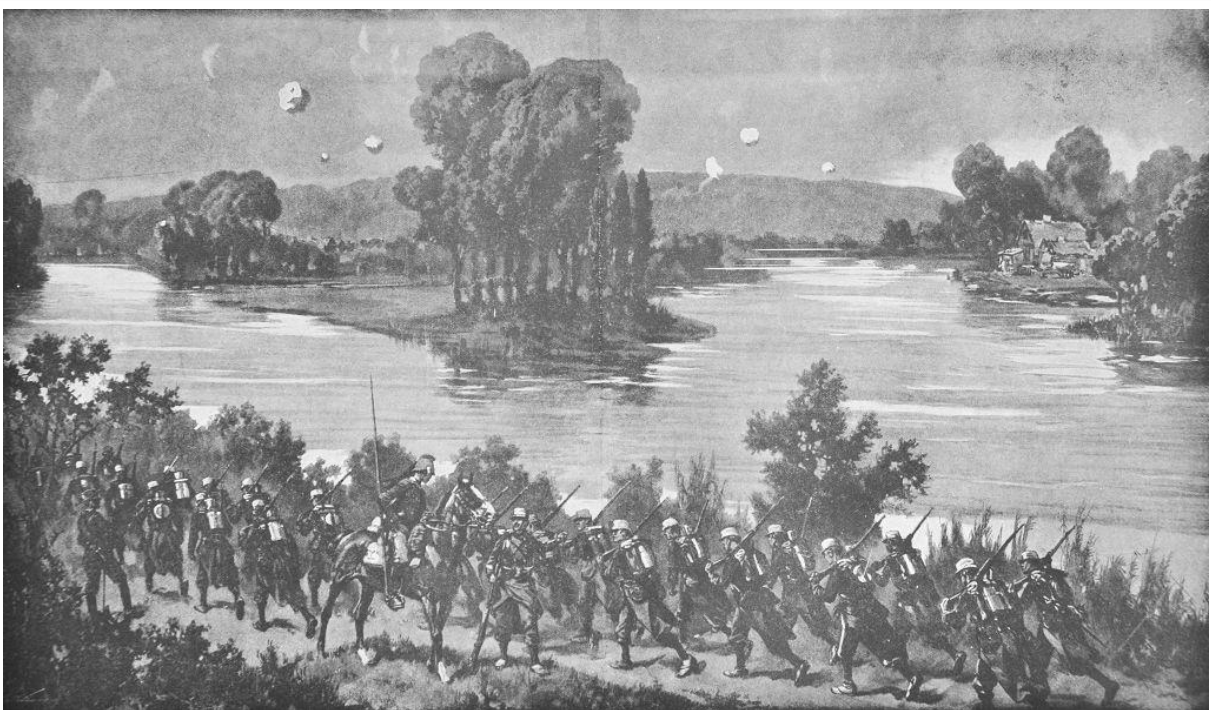


Image tirée du "Panorama de la Guerre de 1914" du peintre Carot, montrant très nettement le passage de la troupe à Clairoix en septembre 1914 au niveau de la confluence de l'Aisne et de l'Oise. Le dessinateur a pris soin de représenter les explosions de shrapnells au nord de Choisy-au-Bac. Nous pouvons situer dans le temps cette image, qui pourrait avoir été dessinée entre le 15 et 17 septembre 1914 (collection de l'auteur).

Fin 1914, premier bilan de la guerre, premiers morts de Clairoix

Comme nous l'avons vu plus haut, la mobilisation est une réussite incontestable. Le faible taux d'insoumission (1 %) surprend tout le monde, jusqu'aux bureaux de recrutement eux-mêmes qui l'estimaient à environ 10 %¹⁶. Durant le temps de paix, à l'issue du service militaire, les deux rappels de quinze jours des réservistes pour des exercices ont permis de forger un outil efficace, une pyramide des grades et l'indispensable cohésion. Le 3 août 1914, chacun rejoint son poste comme à la manœuvre. Le combattant va aux armées, l'affecté spécial à son poste spécialisé, car la mobilisation ne concerne pas que l'homme armé d'un fusil, mais aussi des ouvriers de l'armement, des conducteurs de trains militaires, des postiers pour faire suivre depuis les SP (Secteurs Postaux) le courrier aux familles, le filtrer, le censurer le cas échéant afin d'éviter les

¹⁵ Déjà cité « *La zone dangereuse* », Aimery de Comminges sous le pseudo de Saint-Marcet, éditions Grasset, 1924 (p. 152).

¹⁶ « *La France devant la conscription de 1914 à 1922* », Philippe Boulanger, Géographie historique d'une institution républicaine, Paris, Economica-Institut de Stratégie Comparée, 2001.

indiscrétions si celui-ci venait à tomber entre les mains de l'ennemi après une attaque. Le meunier, comme on l'a vu à Clairoix, ne bouge pas, pas encore, pour que les récoltes soient exploitées.

Cette mobilisation fonctionne comme une horlogerie suisse. Tout roule, excepté que la guerre de mouvement ne se passe pas tout à fait comme prévu. Très vite les pertes s'accumulent, c'est le repli.

Alors pourquoi ce recul ? Comment expliquer, même pour un temps aussi court, la présence des Allemands si près de Paris ?

Avec la loi des trois ans, la mobilisation a, certes, permis de ne pas voir le pays envahi complètement. La France, avec ses 3 700 000 hommes, affronte une Allemagne à plus de 4 000 000 hommes. Mais ce qui fait la réelle différence est la puissance de l'artillerie lourde allemande. Elle s'abat sur les poilus avec densité. Possédant le canon de campagne de 75, au tir autant rapide qu'efficace, l'artillerie française fait des exploits. Mais la puissance de feu des gros calibres allemands désorganise et déstabilise les lignes françaises, sur les premières lignes comme en profondeur. Le commandement français en tire rapidement les enseignements, et, à partir de 1915, fait fabriquer plus de pièces d'artillerie lourde, en conçoit de nouvelles et multiplie, avec les nouveaux conscrits, les régiments d'artillerie lourde (RAL).

Il est temps maintenant pour le maire de Comminges de tracer un premier bilan de la fin de 1914 pour sa commune. Il faut attendre la réorganisation de la vie locale à Clairoix à la mi-septembre pour se faire une idée de l'hécatombe de l'été 1914.

Le premier à tomber au champ d'honneur à la fin août est le sous-lieutenant Pierre Sibien. Architecte à Paris, promis à un bel avenir, tout comme son père, Armand Sibien¹⁷, relativement renommé dans le monde parisien. Le mois de septembre est marqué par la mort ou la disparition (mort présumée) du cultivateur Paul Déchasse, du jeune cavalier Raymond Ply, né à Clairoix mais qui avait quitté le village, et du menuisier Henri Maupin. Les trois autres frères de ce dernier sont au front.

Il faut imaginer que le maire, mais l'homme avant tout, se déplace auprès de chaque famille touchée par le deuil. Après le soutien moral qu'il partage en compagnie de son épouse, et en commun avec le curé Malherbe, il doit pouvoir offrir le soutien social aux parents, aux veuves, aux orphelins.

La fin de l'année apporte également son lot de nouvelles souffrances : Alcide Devillers est tué en octobre ; Victor Saluaux et Louis Petit en décembre.

La contre-offensive de la Marne est un succès incontestable autant qu'inespéré, mais le front se stabilise déjà dans certains secteurs, comme celui près de Clairoix, à six kilomètres au nord. La guerre, qui devait être finie pour Noël, continue. Le roulement incessant du canon et ses lueurs nocturnes sont là pour le rappeler. La France entre dans une guerre de position, avec ses tranchées interminables.

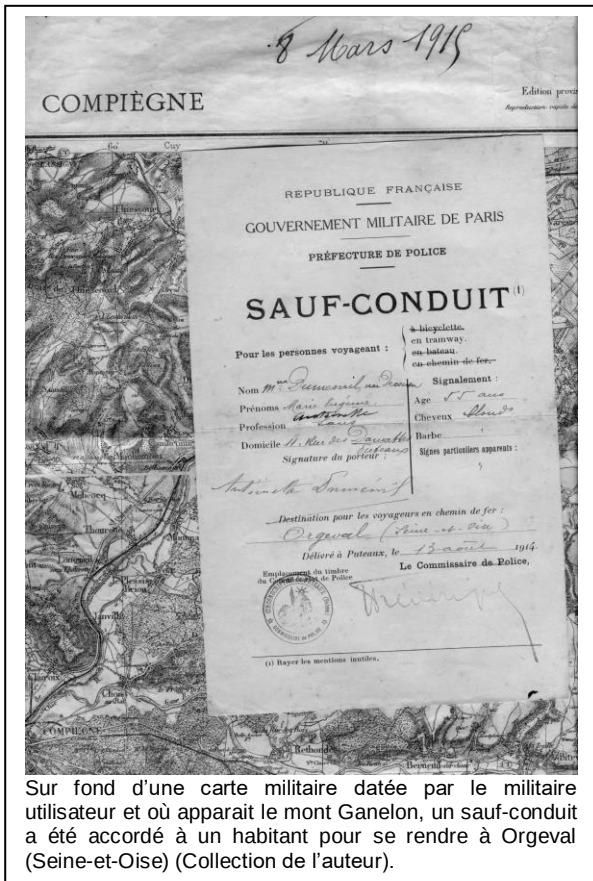
Dans la proximité et la pesanteur du front, une étrange affaire d'espionnage à Clairoix, du moins supposée, va animer la fin de l'année 1914 : le dossier Scholler.

¹⁷ *Les Sibien à Clairoix (Oise)*, Rémi Duvert, collection « *Les notices historiques clairoisiennes* », n° 8, 2015. Armand Sibien réalisa notamment à Paris deux fleurons de l'hôtellerie de prestige, l'Hôtel Régina et l'hôtel Majestic. Son fils, Pierre Sibien, mit ses pas dans ceux de son père.

CHAPITRE 2

Une étrange histoire d'espionnage : l'affaire Scholler

Cette histoire commence par une lettre écrite par l'inspecteur Brossier le 31 octobre 1914 et adressée au 2^{ème} Bureau du 13^{ème} Corps d'Armée à Compiègne ¹⁸.



Sur fond d'une carte militaire datée par le militaire utilisateur et où apparaît le mont Ganelon, un sauf-conduit a été accordé à un habitant pour se rendre à Orgeval (Seine-et-Oise) (Collection de l'auteur).

Pour bien comprendre ce qui va suivre, avec la proclamation de l'état de siège, le territoire national est divisé en deux zones : celle dite de l'intérieur et celle dite des armées. Dans cette dernière, également appelée zone des opérations, « nul ne peut se déplacer à pied, à cheval, en bicyclette et en voiture sans un sauf-conduit ». En outre, pour passer d'une zone à l'autre, une autorisation spéciale est nécessaire pour franchir, en chemin de fer ou en véhicule automobile, une ligne dite « ligne de démarcation » située au nord de Paris. Notamment pour approcher du front, tout déplacement est interdit de nuit. En cloisonnant ainsi le front, le commandement dit lutter avant tout contre l'espionnage, argument plausible, puisque des espions circulant effectivement sur le front en tenue militaire française sont régulièrement arrêtés ¹⁹. Placée au plus près du front et mêlant civils et militaires au repos, cette partie de zone des armées est parfois appelée par la gendarmerie la zone dangereuse. Venus en renfort, des inspecteurs de police sont mis à la disposition de la gendarmerie pour observer les villages de cette zone.

Ainsi, notre inspecteur de police « mobile » Brossier s'adresse au capitaine de gendarmerie

Paquet en place au deuxième bureau du 13^{ème} Corps. Il dresse ses conclusions à la suite d'une inspection dans les communes de la rive droite de l'Oise.

Pour Clairoix, il note : « ... 11 familles émigrées de l'Oise et un alsacien, M. Choller (sic), très âgé, sur le compte duquel je n'ai pas pu obtenir un renseignement précis ». Rappelons que l'Alsace et la Moselle, depuis 1871, appartenaient au Reich allemand. Donc les citoyens masculins alsaciens et mosellans, ayant servi sous l'uniforme allemand, pouvaient a priori être considérés comme des éléments suspects.

Une longue enquête commence sur cet individu...

En parallèle, dans le secteur du 38^{ème} Régiment d'infanterie situé au nord de Compiègne et sur la rive droite de l'Oise, le commandant Gerber signale fin décembre 1914 l'émission de signaux lumineux depuis les contreforts du mont Ganelon dans la direction de Remy.

¹⁸ Archives de la Défense, boîte 22 N 894 – SHD Vincennes.

¹⁹ « La Grande Guerre des gendarmes – Forcer, au besoin, leur obéissance ? », Louis N. Panel, éditions DMPA, Ministère de la Défense, 2013, p. 354.

L'appareil qui les produit semble être un outil puissant et perfectionné, et donc mis en œuvre par des espions allemands infiltrés dans les lignes françaises. Y aurait-il des complicités civiles dans les villages environnants ?

L'affaire Scholler serait-elle liée à ces étranges signaux lumineux ?

Pour bien comprendre le contexte dans lequel cet incident apparaît, il est indispensable de resituer les événements militaires dans la région.

Rappelons qu'au plan national, l'hiver 1914-1915 est marqué par un front qui ne cesse de s'étirer de la frontière suisse à la Mer du Nord. Les lignes se sont progressivement figées. Une nouvelle guerre, dite de position, est née. Les tranchées se sont développées en premières, secondes et troisièmes lignes, reliées en elles par de profonds boyaux à l'abri des vues des lignes adverses. Les lignes au nord de l'Oise font l'objet d'attaques limitées pour tester les dispositifs adverses et y ramener des prisonniers. Parfois celles-ci laissent penser à une percée inattendue, et donc à exploiter sans grande préparation. Elles sont rapidement condamnées à l'échec.

Dans cet amoncellement d'ouvrages renforcés de fils barbelés, le commandement allié cherche à prendre l'initiative. S'il recherche une offensive décisive pour sortir de ses positions enterrées, qui sont mangeuses d'hommes, une « arme » se dégage dans chaque camp par l'observation, notamment aérienne, la recherche du renseignement à l'intérieur des lignes adverses. Cette arme est appelée de nos jours le renseignement. Si l'espionnage est une pratique aussi ancienne que la guerre, on assiste avec ce conflit à une « professionnalisation » de la pratique, et à une concentration du renseignement.

L'espionnage est l'une des composantes de cette arme. On l'appelle le renseignement humain et il s'appuie sur des hommes et femmes connaissant la langue et les coutumes des adversaires. Pour ce faire, les binationaux, les Alsaciens et les Mosellans, disposent pour la France comme pour l'Allemagne des compétences très utiles. Mais aussi les familles mixtes, les représentants de commerce habitués aux déplacements internationaux, les équipages de la marine de commerce, etc. Mais ces espions ne sont rien s'ils n'ont pas d'appuis dans le pays visité. L'argent permet de compromettre facilement les individus, mais aussi l'orgueil, la vengeance et, plus difficilement, mais de façon non négligeable, les affaires sexuelles pouvant conduire au scandale, et de cette façon compromettre le coupable.

Parmi les autres composantes du renseignement, l'aviation d'observation se développe et permet de renseigner les batteries de l'artillerie sur les objectifs probables, et certaines « missions spéciales » permettent de déposer au sein des lignes ennemis des agents. L'arme sous-marine permet à la fois d'observer les côtes, mais aussi d'y déposer des agents infiltrés qui se fondent rapidement dans la population des grands ports.

L'exploitation du renseignement par les prisonniers est un autre aspect du renseignement. On y reconstitue les organigrammes ennemis, leur combativité, les noms de leurs chefs, la qualité de leurs matériels et de leurs innovations techniques, etc.

Le retour d'informations peut provenir de la presse des pays neutres qui possèdent des agences dans les puissances en guerre. L'analyse est l'affaire du corps diplomatique.

Enfin, en parallèle, des appareils de transmissions se développent, comme les machines à crypter les messages, qui fonctionnent autant que l'encre « sympathique », et comme la projection de flashes lumineux de forte intensité, concentrée et de grande portée.

Il semble, et c'est la crainte des armées qui s'affrontent, que le conflit durera. La bataille de Champagne qui se prépare est une réponse à cet enlèvement. Pour les forces comme pour les civils, c'est la sidération. Au petit gradé et à ses hommes, il avait été répété dans le manuel des cadres : « *Les guerres, à notre époque, sont plus rares et moins longues qu'autrefois ; cela tient à la civilisation, aux progrès réalisés dans les armes à feu, et enfin, à l'établissement de certaines lois de droit international acceptées par tous les peuples* »²⁰. Le soldat y croit encore en dépit de

²⁰ *Manuel d'infanterie à l'usage des sous-officiers et caporaux*, éditions Lavauzelle, 1915.

ses pressentiments ; les cadres sous-officiers et officiers aussi. Le peuple également espère et mesure le sacrifice consenti. Le village de Clairoix n'a aucune raison d'échapper à la règle générale, et chacun prie pour un retour prochain d'un fils, d'un mari ou d'un père.

Parallèlement, la vitesse de progression de l'adversaire a instillé le doute et la suspicion dans la population. Encouragée, la délation permet d'étudier des pistes possibles d'informations sensibles qui pourraient être transmises à l'ennemi.

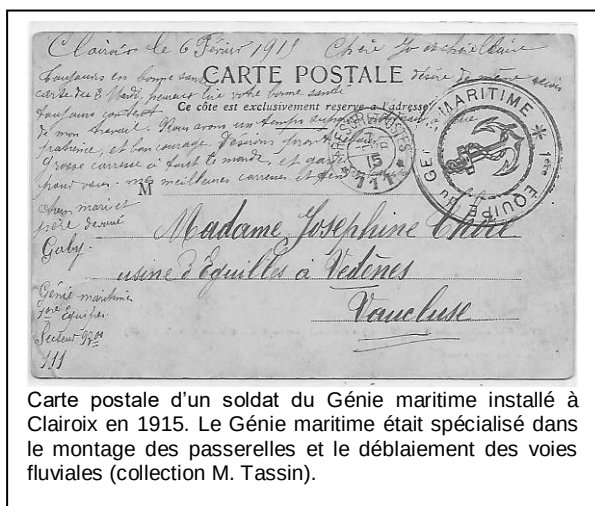
Pour l'heure, au nord de l'Oise, la bataille se poursuit. D'abord entreprise dans le secteur de Quennevières, elle s'étend ensuite vers Lassigny.

Dans l'obscurité de l'hiver, les lueurs du front, comme sorties des entrailles de la terre, se propagent en volutes rougeoyantes montant dans les sombres nuages, et parfois jaillissent en éclairs iridescents. Le mont Ganelon masque le spectacle mais pas la canonnade qui reste perceptible à l'ouïe depuis septembre 1914. Les blessés refluent vers l'arrière et les routes traversant le village de Clairoix offrent le triste spectacle de convois d'ambulances croisant des troupes encore fraîches montant en ligne. Certaines de ces camionnettes frappées de la Croix-Rouge se dirigent désormais vers le moulin Bacot de Clairoix ; nous reviendrons sur le sujet. En tous cas, ce repli de troupes de toutes origines favorise la pénétration d'agents.

Clairoix, un secteur sensible

Le cours de l'Oise et la géographie autour de Clairoix revêtent à la fois un aspect tactique et un intérêt stratégique. C'est un verrou naturel ; un verrou pour Compiègne, un verrou pour Paris.

L'aspect fluvial d'abord, avec la confluence de l'Aisne : cette patte d'oie fluviale a retenu l'attention de la Marine nationale pour l'implantation future de canonnières. En effet, dès 1914, après la stabilisation du front, mettant à profit l'important réseau de voies navigables et reprenant les plans établis en 1875 par l'ingénieur Dislere, le gouvernement décida la construction de canonnières fluviales dans les arsenaux de Brest et de Lorient. Encore faut-il que l'Oise et l'Aisne soient débarrassées des débris des ponts détruits. Le Génie s'y emploie activement dès janvier 1915.



Le temps des réparations, les unités du Génie logent chez l'habitant à Clairoix.

Les voies ferrées partant vers le nord, vers Montdidier et vers Soissons deviennent dès octobre 1914 les destinations du front pour le transport logistique (vivres, munitions, pièces de rechanges, obus, canons...). La gare de triage longeant l'avenue de Clairoix à Margny constitue désormais un objectif de choix pour l'aviation allemande.

À cette époque, le village compte cinq gardes-barrières-cantonniers. Reconnue pour sa fréquentation, la gare de Clairoix-Choisy-au-Bac dispose d'un garde-barrière, Monsieur Lobjeois, qui, avec son épouse, est chargé de l'entretien des voies. Les autres passages à niveaux, moins connus, se trouvent au Port-à-carreaux (près de l'Oise), sur la route de Compiègne à Noyon (près de la centrale électrique), sur la route de Roye (près des sablières), et à la sortie du village en

direction de Bienville. Le personnel masculin est passé pour la majorité d'entre eux sous l'uniforme des affectés spéciaux à la 5^{ème} Section des chemins de fer militaires et conservera jusqu'à la fin du conflit son statut militaire. En effet, ces voies ferrées sont fortement empruntées dès la fin juillet 1914 par les trains militaires lors de la mise en route des unités vers leurs lieux de déploiement. Si la ligne de Compiègne-Noyon se trouve très rapidement limitée par la zone du front relativement proche, celle de Compiègne-Roye passant par Bienville et Coudun est largement fréquentée par des convois de toute sorte. Elle le sera encore plus dès juillet 1915 avec la mise en place des trains de permissionnaires. La circulation des trains spéciaux du réseau Nord est de loin la plus massive avec « le passage de 400 000 [trains militaires de permissionnaires] circulant entre juillet 1915 et janvier 1918 »²¹. Compte tenu de ce trafic, du fait qu'une majorité d'entre eux passèrent très probablement par cet axe ferroviaire, et en y ajoutant les convois de matériels ou de blessés, nous pouvons estimer qu'au minimum 8 à 10 trains par heure empruntèrent cette ligne 24 heures sur 24.

Les routes enfin n'ont jamais été aussi fréquentées. La route de Noyon est l'axe majeur de l'infanterie à pied. La route de Roye (passant par Bienville, Coudun, Ressons...) est l'axe logistique routier à destination des fronts de la Somme et de la Flandre. Les convois sont quasi ininterrompus, et pour longtemps...

Secteur sensible, Clairoix s'emplit de soldats et de véhicules divers. « *Des troupes d'infanterie passaient et des camions de toutes sortes et de l'artillerie et de la cavalerie. Presque chaque jour quelque unité plus ou moins importante s'arrêtait à [Clairoix] pour la nuit et repartait le lendemain* »²². Certaines unités sont de passage et viennent relever un régiment en première ligne ; elles obtiennent un cantonnement et plantent leurs tentes dans les prairies. D'autres séjournent de façon plus durable ; elles bénéficient d'une réquisition dans du « dur », c'est-à-dire chez l'habitant.

Le maire, depuis le passage éclair de l'armée allemande en septembre 1914, est devenu un personnage central. Sa réputation est acquise. Il est, par sa qualité d'ancien officier, l'incontournable autorité du village, celui qui négocie, signe, autorise, refuse... Il connaît les procédures des armées et les anticipe, il s'impose, et, d'une certaine manière, il traite d'égal à égal avec la gente militaire. Fin connaisseur des besoins de la troupe, il ne s'en laisse pas conter. L'interface entre la population et le commandement militaire est un exercice toujours délicat. Sa position, et son succès, peuvent parfois susciter des jalousies...

D'ailleurs, l'armée du Kaiser ne semble pas non plus se désintéresser du verrou de Clairoix. Après le repli de 1914, elle y laisse des « antennes » humaines. Les cas d'espionnage relevés par la Prévôté (gendarmerie mise à la disposition des armées) sont nombreux et sont consignés dans les archives militaires du 2^{ème} Bureau²³.

L'un d'entre eux fait l'objet de toutes les attentions du 13^{ème} Corps d'Armée (CA). Au même moment, nous sommes alors en octobre 1914, d'étranges faisceaux lumineux ont été perçus depuis les hauteurs du mont Ganelon par les hommes du capitaine Nicolardot, officier responsable du parc d'artillerie du 13^{ème} CA implanté à Bienville. Ces signaux inquiètent et poussent le commandement militaire à investiguer davantage. En parallèle, la présence peu claire de M. Scholler inquiète les services du capitaine Paquet, responsable de la sécurité intérieure auprès du 13^{ème} CA. Les deux dossiers sont sur son bureau. Ces deux affaires seraient-elles liées ?

²¹ « *Permissionnaires dans la Grande Guerre* », Emmanuelle Cronier, éditions Belin, 2013, p. 107.

²² Déjà cité, « *La zone dangereuse* », Aimery de Comminges sous le pseudo de Saint-Marcet, éditions Grasset, 1924 (p. 147).

²³ Déjà citées, Archives de la Défense, boîte 22 N 894 – SHD Vincennes.

Monsieur Scholler

Un homme, peut-être d'origine alsacienne, s'est installé à Clairoux. Certains l'avaient entrevu ; un habitué de passage, disait-on. Puis, semble-t-il, depuis quelques temps, il était devenu un habitant à part entière de Clairoux.

Ce village, au caractère rural très marqué, était beaucoup plus préoccupé par le produit de la terre. Les quelques personnes fortunées du village vivaient en symbiose avec les cultivateurs et les ouvriers. En fait, au printemps 1914, les choules (jeu pratiqué par les habitants et généralement dans les rues du village) et les bals villageois reprenaient. L'arrivée de M. Scholler ne préoccupa donc personne. Jusqu'à ce que la guerre éclate en août.

La guerre, l'avancée allemande, puis la zone des armées s'installent tour à tour à Clairoux. Rappelons qu'au cours d'une enquête sur la présence d'étrangers dans la zone des armées, l'inspecteur de police mobile Brossier relève la présence d'un individu sur lequel personne ne peut vraiment se prononcer. Débute alors une discrète enquête menée par le capitaine de gendarmerie Paquet.

De la fin de l'année 1914 au début de celle de 1915, sur toute la ligne de front, des Vosges à Dunkerque, des affaires d'espionnage, vraies ou supposées, apparaissent. Alimentées par l'avancée fulgurante de l'armée allemande, puis par la presse avec l'extravagante affaire des messages codés cachés derrière les plaques émaillées des bouillons KUB, et enfin par les espions arrêtés sous l'uniforme d'officiers français. La psychose amènera même les gendarmes de la Prévôté à cibler les officiers en poste dans le secteur au nord de Compiègne, et, par voie de conséquence, à instaurer un mot de passe aux postes de filtrage.

À ce titre, un incident sans conséquence se produit à Clairoux le 11 avril 1915, qui traduit bien l'atmosphère de soupçon de la présence d'agents ennemis. Le gendarme Louis Lacroix, du détachement de Clairoux, établit un rapport pour violation de consigne et outrage commis par un officier supérieur au poste de Clairoux ²⁴. « Le 11 avril 1915, étant de service au poste de Clairoux, nous avons vu à 15h30 monsieur le colonel commandant le 11^{ème} Régiment de chasseurs à cheval, cantonné à Choisy-au-Bac, qui s'est avancé à cheval devant le dit poste, allant dans la direction de Compiègne. Nous lui avons demandé le mot exigé par la consigne du 13^{ème} Corps d'armée, en date du 17 mars 1915. Cet officier supérieur nous a alors répondu sur un ton élevé : *"je n'ai pas de mot. Je vais à Compiègne et vous ne m'empêcherez pas de passer. Vos collègues me laissent passer tous les jours"*. Nous avons déclaré respectueusement à cet officier que ne le connaissant nullement, nous ne pouvions le laisser continuer sa route ainsi. Il nous a répondu en quittant son képi et en le prenant à la main : *"Vous voyez, je suis colonel, et je n'ai pas à recevoir de morale d'un gendarme, vous n'avez qu'à vous taire"*. Il a alors continué sa route dans la direction de Compiègne, malgré les objections. Vers 16h00 environ, cet officier supérieur est revenu passer devant le poste ; nous lui avons montré la consigne sus-énoncée. Après examen, ce colonel nous a déclaré : *"Vous avez raison, c'était votre consigne, mais faisant partie de la 6^{ème} armée, et étant commandant d'armes à Choisy-au-Bac, j'ignorai la consigne de la 2^{ème} armée"*.

Outre le problème de cloisonnement des grandes unités et des consignes parfois contradictoires qui en résultent, cet ensemble de faits accrédite la thèse d'un réseau d'espionnage allemand important. Des renseignements sont livrés à l'ennemi par des Français. Certains seront fusillés sans ménagement comme à Dunkerque. Le quadrillage de la zone des armées par l'autorité militaire devait être la méthode qui permettrait de filtrer et d'exploiter le renseignement.

La lecture des lettres de délation et des rapports de la Prévôté établis sur le terrain est le lot quotidien des services du capitaine Paquet ; son équipe doit démêler le vrai du faux : des Autrichiens à Margny et à Thourotte, un marinier à Janville disposant de fortes sommes en billets de banque et en or après plusieurs allers-retours sur Paris. Des émigrés étrangers de toute

²⁴ *Gendarmerie et contre-espionnage (1914-1918)*, Louis N. Panel, collection Etudes (Service historique de la Gendarmerie nationale), Maisons-Alfort, 2004 (annexe VI) et rapport issu des archives de la Défense, SHD Vincennes, 22 N 894.

nationalité et des réfugiés français expulsés par les troupes allemandes depuis les zones occupées, parmi lesquels figurent des agents ennemis ²⁵. Les mises en garde sont nombreuses. C'est dans cette ambiance de suspicion générale qu'intervient l'affaire Scholler.

Qui est cet étrange M. Scholler ? D'où vient-il ? Le capitaine Paquet envoie donc ses équipes sur le terrain, en région parisienne et à Clairoix.

Cette affaire, comme nous le verrons par la suite, se clôturera à l'été 1915. Mais elle n'aurait pas eu un tel retentissement si, dans l'intervalle, un autre dossier n'avait alimenté la chronique de l'anti-espionnage dans la région : il s'agit de l'affaire des signaux lumineux lancés et repérés fin novembre 1914 par les armées, depuis les contreforts du mont Ganelon, entre Bienville et Clairoix, en direction de Remy. Un rapport complet daté du 3 décembre 1914 et établi par le capitaine Paquet interpelle la hiérarchie militaire.

Un individu suspect et des signaux lumineux dans le même secteur, voilà une bien étrange coïncidence. L'enquête technique sur le terrain est confiée au commandant Gerber commandant provisoirement le 38^{ème} Régiment d'infanterie, unité qui séjourne à cette époque en arrière du front dans les villages environnant le mont Ganelon. Gerber travaille en étroite relation avec le capitaine de Prévôté Paquet. La Prévôté recherche aussi le contact avec la population civile pour débusquer les espions. Par souci d'efficacité, elle est donc tenue de susciter la délation en appliquant la loi Boulanger concernant cette procédure. C'est précisément cet encouragement à la délation qui va, plutôt que de la faire progresser, parasiter l'enquête.

Concernant ces fameux signaux lumineux, deux actions sont menées simultanément fin 1914. Sur le terrain, une équipe spécialisée du 38^{ème} RI se met en position sur les hauteurs du terrain de Corbeaulieu face aux villages de Clairoix et de Bienville, dans l'axe du village de Remy qui se trouve dans son dos. Pour cette équipe, l'observation de nuit commence. En parallèle, l'adjudant « K... » du 38^{ème} RI est chargé, en relation avec la Prévôté, de s'intéresser aux renseignements de terrain recueillis auprès de la population civile. Pendant ce temps-là, comme nous l'avons dit plus haut, des équipes de l'anti-espionnage s'activent en région parisienne.

La concomitance des signaux repérés par l'équipe spécialisée et des renseignements ainsi recueillis pourrait en effet déboucher sur un cercle restreint d'individus considérés comme suspects. Il ne resterait plus alors qu'à les surveiller et confondre l'espion parmi eux. Avant sa mobilisation, l'adjudant « K... » avait été employé durant six mois dans la police des réseaux de Chemins de fer de l'État. Compte tenu de ses états de service, son chef, le commandant Gerber lui confia cette mission délicate. Du reste, il ne disposait d'aucun autre sous-officier au 38^{ème} RI qui ne détînt une expérience similaire. Les deux gendarmes de la Prévôté débutent leur tournée dans le village de Clairoix. L'adjudant « K... » garde le contact avec eux.

Fin novembre, l'équipe spécialisée venant de prendre ses positions dans la soirée sur la colline de Margny face à Clairoix, le village de Remy dans le dos, ne tarde pas à rendre compte de l'apparition de nouveaux signaux lancés depuis le mont Ganelon et toujours situés entre Clairoix et Bienville. Une équipe est également installée sur l'autre versant du mont Ganelon. Voici le compte rendu daté du 3 décembre 1914 établi par le capitaine Nicolardot, chargé pour le compte de l'infanterie de coordonner les équipes ²⁶ :

« Des signaux et des lumières suspectes ayant été observés du mont Ganelon (N. de Compiègne) à l'intérieur de nos lignes, une surveillance de nuit très serrée a été établie dans le voisinage de cette hauteur et sur la hauteur même 5 nuits consécutives, du 26 au 30 novembre.

Cette surveillance a donné les résultats suivants, qui ont été constatés sur place tant par la S.G. (Sûreté Générale) que par l'adjudant et les hommes du 38^{ème} mis à sa disposition.

a) Des ballonnets lumineux blancs ou des lumières ont été vus les 26, 27 et 30 novembre soirs. Rien n'a été vu les 28 et 29 soirs, sauf les appels lumineux émis par la Tour de Chiry.

²⁵ Déjà citées, Archives de la Défense, boîte 22 N 894 – SHD Vincennes.

²⁶ Rapport du capitaine Nicolardot en date du 3 décembre 1914, à destination de l'Etat Major de la 2^{ème} armée, 2^{ème} Bureau, SC 9839, classé 78/S (secret), 22 N 894, SHD Vincennes.

- b) La direction dans laquelle se trouvaient les signaux ou ballonnets a, à chaque fois, pu être déterminée d'une manière très suffisamment précise, au moyen d'alignements et de repères qui étaient ensuite vérifiés dans la journée avec soin. Toutes les constatations ont concordé : aucun signal n'a été observé dans une direction autre que celles des lignes ennemies, par rapport aux observateurs.
- c) S'il n'a pas été possible d'apprécier de nuit avec précision la distance des signaux, il a pu être, par contre, vérifié que les emplacements de ces signaux ne pouvaient même pas se trouver aux abords de la ligne des tranchées, mais fortement au-delà de cette ligne.
- d) À remarquer que, chaque nuit, les observations ont été faites de 4, et parfois de 5 postes différents. Que ces postes étaient placés à des intervalles suffisants les uns des autres pour que chaque observation puisse être considérée comme indépendante.
- e) Au cours des 5 nuits de surveillance, le calme le plus complet a régné sur le front.
- f) Les hommes de troupe qui avaient, les premiers, affirmé avoir vu les signaux et qui avaient par suite déterminé l'enquête, ont reconnu n'avoir pas vu précédemment ces signaux dans des directions différentes de celles qui ont été déterminées.

J'estime donc qu'à ce point de vue, la question peut être, une fois de plus, considérée comme réglée. Il y a lieu, néanmoins, de faire une remarque au sujet des ballonnets ou des fusées observées le 30 novembre dans la direction à l'Est de l'alignement LONGUEIL – MONTMACQ – St LEGER – BAILLY.

Il serait en effet intéressant (jusqu'à un certain point) de savoir si ces signaux ont été vus par des postes d'observations de la 6^{ème} Armée. (Demande adressée) ».

Pendant ce temps-là, les gendarmes chargés de recueillir le renseignement n'obtiennent quasiment pas d'informations auprès de la population civile, à l'exception d'une délation. Un mot provenant d'un certain Monsieur « M... », habitant de la rue de Flandre à Clairoux, et qui attire leur attention. Sensible, le témoignage est remis à l'adjudant « K... ». Il se révèle explosif !

Les équipes du 38^{ème} RI confiées au capitaine Nicolardot ont maintenant rejoint leur régiment. L'adjudant « K... » détient deux noms ; il s'apprête à rendre visite à ces deux personnes pour les interroger. Mais que vaut une délation sans vérification ? Monsieur « M... » est-il fiable ? La qualité des personnalités visées aurait mérité une vérification préalable. Ce ne fut pas le cas. L'adjudant veut le vérifier par lui-même. Détient-il seulement un mandat d'amener ? Rend-il compte à sa hiérarchie, en tout premier lieu au commandant Gerber ? Le doute est permis. Le capitaine Paquet n'est pas mis au courant. L'adjudant « K... » va alors commettre une erreur...

Mais avant d'aller plus loin dans la démarche de l'enquêteur de fortune, le capitaine Paquet et ses services s'interrogent sur la qualité du matériel employé par les Allemands, qui, manifestement, ont franchi les lignes de front pour s'introduire dans l'arrière-pays sans être vus. C'est une affaire de spécialistes.

Ces signaux proviendraient en fait d'un matériel très sophistiqué mis en service dans l'armée allemande : le « *tétraèdre-réfracteur* »²⁷, tel est le nom technique donné par le contre-espionnage français, qui ne dispose d'ailleurs pas de matériel de prise. Composé d'une optique Zeiss capable de produire une concentration de lumière, le faisceau lumineux ne peut être perçu par le récepteur du signal que si celui-ci se trouve exactement en face et dans l'alignement du signal émis. Ce faisceau est si concentré qu'une personne décalée de quelques mètres ne peut le percevoir. Ce que le contre-espionnage sait, c'est qu'à 5 kilomètres, l'appareil semble donner de bons résultats, ce qui laisse penser qu'il pourrait encore émettre à plus grande distance. Technique qui requiert des hommes particulièrement bien formés à son utilisation, comme émetteur, mais aussi comme récepteur. Leur champ de savoirs nécessiterait également de bonnes connaissances des cartes d'état-major, de leur exploitation, de savoir élaborer une triangulation précise à l'aide de la boussole et d'une paire de jumelles avec graduations dans l'optique, voire d'une optique plus sophistiquée. Il ne s'agit pas d'un travail d'amateur, mais, sans

²⁷ Voir l'annexe 2 provenant de la boîte 22 N 894 et décrivant le principe d'utilisation de l'appareil. Note du GQG – 2^{ème} Bureau SR du 7 février 1915 et adressée au capitaine Paquet, classée 129/S (secret). Archives de la Défense, SHD Vincennes.

aucun doute, de soldats allemands, en civil, infiltrés, très probablement avec un appui dans la population locale, et implantés dans le secteur militaire français.

Comme on l'a vu, les moyens militaires mis en place par le 38^{ème} Régiment d'infanterie perçoivent ces signaux en se plaçant dans l'axe, ou au plus près, plusieurs nuits d'affilée. Durant cette opération de surveillance, ses équipes de recherche, en mouvement lors de leur mise en place, finirent-elles par être repérées ? Le récepteur était-il désormais convaincu que la transmission des messages lumineux était désormais connue et pistée par l'armée française ? Plus vraisemblablement, c'est aussi la fréquentation du mont Ganelon par les fantassins et les travailleurs requis qui rendit cette présence de plus en plus difficile, voire impossible. Nul ne saura vraiment comment ce réseau de communication put s'implanter et transcrire des messages secrets pendant au moins un quadrimestre, d'octobre 1914 à janvier 1915.

Au début de l'année 1915, l'affaire est toujours sur le bureau du capitaine Paquet, prévôt, chargé de la sûreté générale dans le secteur du 13^{ème} CA, et ce faisant, du service du contre-espionnage. Disposant du rapport du capitaine Nicolardot, de comptes rendus similaires provenant d'autres secteurs de l'Oise, d'un volumineux dossier sur M. Scholler, tout naturellement se posent à lui les questions suivantes : que sont devenus ces agents ? Qui les coordonnait, qui leur apportait le soutien nourricier et qui les informait pour mettre en œuvre au moment propice un matériel d'optique si précieux ?

L'enquête se concentre alors sur ce Monsieur Scholler, allemand d'origine et naturalisé français ; elle est, pour l'heure, la seule piste plausible. D'autant que les consignes du généralissime Joffre, datant d'octobre 1914 ²⁸, sont sans appel : *« Il m'est signalé par plusieurs commandants d'armée que l'espionnage dans nos lignes est facilité par la présence de nombreux suspects français ou étrangers demeurés principalement dans les grands centres et dans les régions occupées par nos troupes. Il vous appartient (Prévôts), en vertu des pouvoirs généraux de police dont vous devez faire usage pour assurer la sûreté des armées en campagne, de faire procéder à l'arrestation de tous les individus sur lesquels des motifs sérieux de suspicion auront été recueillis, et de les évacuer sur des points de la zone de l'intérieur où ils seront maintenus et surveillés jusqu'à plus ample informé. » [...] « Je suis informé que des éléments d'espionnage ont été constitués par [l'ennemi], soit parmi les filles publiques, ou les gens sans aveu, soit parmi les étrangers naturalisés, ou étrangers appartenant à des nations neutres ; il y aura également lieu d'envisager l'évacuation des individus déferés au Conseil de Guerre sous inculpation d'espionnage, et relaxés, sur lesquels pèseraient néanmoins des soupçons sérieux ».*

Le capitaine Paquet pourrait être proche du but. Il doit pouvoir faire le lien entre ces signaux et ce M. Scholler. Il pense être sur le point d'aboutir... Mais la nature humaine a ses secrets. L'orgueil prend souvent le pas sur la logique. À la suite de l'hasardeuse enquête de l'adjudant « K... », l'affaire éclate sous la forme d'une diffamation. Son retentissement dans les plus hautes sphères de l'armée va avoir des conséquences inédites sur l'enquête.

Revenons deux mois en arrière sur le témoignage de Monsieur « M... » domicilié à Clairoix. Il affirme à l'adjudant « K... » que les espions pourraient se trouver dans l'entourage des maires de Montmacq, M. Mesdach De Ter Kiele, et de Clairoix, M. de Comminges ! ²⁹

Rappelons le contexte de l'époque. L'offensive allemande laisse paraître que des trahisons pourraient avoir été à l'origine de son fulgurant succès militaire. Le peuple voit des espions partout. La suspicion est générale. De vrais espions sont démasqués et ces résultats confortent la population dans son besoin, en son for intérieur, qui se transforme rapidement en « devoir de délation ». La délation devient dès lors un mode patriotique. Peu importe les innocents, la sûreté est là pour démêler le vrai du faux. Des noms à consonances étrangères, il s'en trouve partout. Flamands, Alsaciens, Hollandais, voire même Anglais, tous paraissent suspects de par leur

²⁸ Déjà cité, « *Gendarmerie et contre-espionnage (1914-1918)* », de Louis N. Panel, collection Études – Service Historique de la Gendarmerie (p. 77).

²⁹ Déjà citées, Archives de la Défense, boîte 22 N 894 – Lettres du GQG en date du 18 décembre 1914 n° 2368, du conseiller technique pour le maintien de l'ordre et de la police aux armées au général commandant en chef, classées 94/S (secret) SHD Vincennes.

patronyme, parfois uniquement par le physique. Ainsi sont mis en accusation par M. « M... », le maire de Montmacq, au nom bien étrange, et l'épouse du maire de Clairoux (née Waldner de Freundstein), sa gouvernante autrichienne, Mme Sandler, née à Vienne, et sa cuisinière originaire d'Alsace, Mme Riedmiller.

Cette affaire remonte aux 11 et 12 novembre 1914, lorsque l'adjudant « K... », en compagnie de l'adjoint au maire de Montmacq, procède à une perquisition au domicile du maire où il saisit quelques notes manuscrites. Le maire de Montmacq dépose une plainte adressée au commandement militaire sur les manières de procéder de l'adjudant. Conformément à la loi sur l'*État de siège* du 3 avril 1878 qui, en temps de guerre, transfère les pouvoirs de police de l'autorité civile à l'autorité militaire, et par là même, l'extension des pouvoirs militaires, il en a le droit, seul le mobile de la perquisition reste contestable.

Une perquisition est également menée au domicile du maire de Clairoux. Le comte de Comminges se trouve, on le comprendra, diffamé ; l'opprobre tombe sur ses proches. Nous pourrions imaginer l'intervention du comte : « *Quelle infamie ! Avec quelle légèreté pouvez-vous mener cette enquête ! Et en vertu de quel mobile ?* ». Ce à quoi, sans perdre son calme, le comte aurait pu ajouter : « *Mon adjudant, sortez, sortez immédiatement de mon bureau !* ». Cette fois, c'en est trop. L'adjudant « K... » parti, le comte prend la plume, et, contrairement au maire de Montmacq qui utilise la voie hiérarchique, sa lettre est destinée au Ministre de la Guerre en personne...³⁰ Proluxe en écriture, une deuxième lettre viendra préciser la première très certainement adressée sous le coup de la colère.

Dans sa carrière d'officier, le 2 août 1895, le lieutenant de Comminges, alors affecté au 14^{ème} Hussards, fut détaché à la fonction d'officier d'ordonnance du Ministre de la Guerre. D'ailleurs les appréciations pour cette période furent élogieuses : « *Officier de bonne instruction, intelligent, ayant un bon esprit, monte fort bien à cheval, fait peut-être un peu trop d'équitation au dépend de son instruction professionnelle. Sert avec entente et régularité, en somme, officier de mérite* ». Le général de Brigade Cabrie (ancien chef de corps du 21^{ème} Chasseurs dans lequel servit de Comminges, et qui par conséquent le connaît bien), ajoute « *... il est de ceux à qui on peut confier des missions difficiles* ». L'inspecteur de la Cavalerie précise qu'il est inscrit au tableau d'avancement de capitaine pour son service en tant qu'officier d'ordonnance du Ministre qui lui réserve un bel avenir³¹. Par la suite, il entretiendra un réseau de relations très précieux dès sa démission d'officier d'active en 1899. En 1915, il dispose sans doute encore d'un carnet d'adresses et de leviers puissants.

Son courrier crée l'effet d'une bombe... Du moins, c'est ce qu'en laisse deviner le contenu de la lettre du Conseiller Technique pour le maintien de l'ordre et de la police aux armées du Grand Quartier Général des Armées de l'Est (GQG Est)³², adressée au général commandant en chef du GQG Est. La lettre redescend au niveau inférieur ; le 21 décembre, le Général Pellé fait connaître cette affaire délicate au Général de Castelnau commandant l'Armée. Le 24, ce dernier s'adresse au général commandant le 13^{ème} CA à Compiègne pour demander des éclaircissements au général commandant la 49^{ème} Brigade d'infanterie sur le rôle joué par le 38^{ème} Régiment d'Infanterie. C'est ce qu'on pourrait appeler une retombée en cascades et « en pluie fine » où tout le monde se trouve, d'une manière ou d'une autre, éclaboussé. Cela témoigne du degré de relations en haut lieu entretenues par le comte de Comminges. Ayant frappé fort dès le début, il imposera le respect à sa personne jusqu'à la fin du conflit. Peut-être en usa-t-il intentionnellement ? L'adjudant « K... », sans le savoir, lui rendit probablement un service inestimable.

³⁰ Lettre du 13^{ème} CA datée du 24 décembre 1914, classée 94/S, adressée au colonel commandant le 38^{ème} RI et faisant référence à la déclaration de Monsieur « M... » et aux deux courriers « sur papier bleu » du comte de Comminges du 29 octobre 1914. Ces trois derniers documents sont hélas absents de la boîte d'archives. Archives de la Défense, boîte 22 N 894, SHD Vincennes.

³¹ Dossier « officier » de Comminges, 5YE C6 81311, SHD Vincennes.

³² Lettre datée du 18 décembre 1914 et enregistrée sous le numéro 2368. Cette lettre fait suite aux courriers de Monsieur de Comminges retransmis par le Ministère de la Guerre sous le bordereau n° 2/169 2/10 N du 19 novembre 1914. Archives de la Défense, boîte 22 N 894, SHD Vincennes.

Cette affaire fut en effet menée légèrement. L'adjudant « K... », puisqu'il n'avait pas rendu compte à sa hiérarchie, en particulier au capitaine Paquet, n'avait pas la qualité ni le niveau requis pour mener cette enquête, encore moins les perquisitions. Pour mettre fin au scandale, le commandement enterra l'affaire. Les deux maires reçurent les plates excuses de la hiérarchie militaire. L'adjudant « K... » rejoindra son poste au sein du premier bataillon du 38^{ème} RI et le commandant Gerber reprendra le commandement du second bataillon au sein duquel, par la suite, il se distinguera.

Début 1915, le capitaine Paquet reprend la main sur ce dossier déjà bien embrouillé. Du reste, le cas Scholler n'est toujours pas résolu. Ses services se rendent fin avril auprès du comte de Comminges pour recueillir des informations complémentaires. Le maire leur signale qu'il n'a pas trouvé l'individu particulièrement suspect. Une enquête de sûreté révélera courant juin que ce M. Scholler était naturalisé français depuis 1882. Il vit à Paris et c'est seulement depuis 6 ans qu'il est en villégiature à Clairoix. Néanmoins, en approfondissant l'enquête à son endroit, les enquêteurs parisiens remarqueront qu'il ne s'est définitivement fixé dans ce village que depuis mars 1914. Le capitaine Paquet apporte la conclusion que *« les renseignements donnés sur lui (Scholler) ont toujours été bons et on peut s'étonner que le Maire de Clairoix lui-même, à qui la Prévôté du 13^{ème} CA s'est adressée lorsqu'il s'est agi de rechercher les étrangers habitant sa commune, n'ait pas cru devoir signaler en temps utile la présence de cet Allemand naturalisé »*³³. Son rapport est repris par le Général Albi du 13^{ème} CA, mais ce dernier ajoute en guise de conclusion : *« Il semble que le zèle tardif dont a fait preuve dans la circonstance M. de Comminges en adressant sa lettre à la deuxième Armée ne soit qu'une manifestation peu intéressante de luttes politiques locales entre le maire de Clairoix et le maire de Margny, M. Butin, député, dont Scholler se dit l'ami intime »*³⁴. Ainsi, le commandement garde encore rancœur de la démarche épistolaire du comte de Comminges à la suite de la visite de l'adjudant « K... ».

M. Scholler n'étant plus allemand, mais français depuis 32 ans, d'un point de vue purement juridique, rien ne pouvait lui être reproché, rien non plus au maire de Clairoix, cette fois d'un point de vue purement administratif. Cependant, ses allers et venues depuis la région parisienne, ses fréquentations avec le monde politique et son installation définitive à Clairoix à 5 mois de la guerre, paraissent pour le moins suspects. Au cours de l'enquête, il est apparu que le chemin de halage le long de l'Oise n'était plus surveillé et aurait permis à un nombre non négligeable d'individus de l'emprunter sans avoir été contrôlés³⁵.

C'est la correspondance du maire de Clairoix qui va finalement mettre en exergue toutes les incohérences. Une correspondance du Général de Castelnau, commandant la 2^{ème} Armée cite : *« les informations données par cette lettre sont précises et ne semblent pas pouvoir être contestées »*³⁶. Combien d'individus ont-ils pu emprunter « ce chemin de traverse » - pour reprendre l'expression du comte de Comminges dans le livre « La zone dangereuse » - sans sauf-conduit ou laissez-passer ? Combien d'agents travaillant pour le compte de l'ennemi ont-ils pu profiter de ce manque de vigilance ? Peut-être aucun. Peut-être cette faille ne fut-elle connue que de la population locale ? Mais le comte de Comminges sait que le Général de Castelnau n'est pas en odeur de sainteté auprès du Général Joffre, commandant en chef au GQG de Chantilly. Le sachant, il réussit la performance de diviser les généraux sur son compte. On ne saura jamais assez souligner le haut niveau de connaissance du comte sur l'identité de chaque officier général et combien lui fut profitable le poste d'officier d'ordonnance du Ministre de la Guerre.

La décision arrive finalement le 4 juin 1915. M. Scholler figure sur une liste de personnes indésirables devant être expulsées de la zone des armées. L'affaire, qui a fait trop de bruit, est finalement classée, à la demande du général commandant la 2^{ème} armée. Le capitaine Paquet n'aura pas pu lier l'affaire des signaux et la présence de M. Scholler. Y avait-il au moins un lien ?

³³ Note pour la Prévôté du 1^{er} juin 1915, n° 1610. Archives de la Défense, boîte 22 N 894, SHD Vincennes.

³⁴ Lettre du général Alby commandant le 13^{ème} CA au commandant de la 2^{ème} armée, transmise sous le n° 1646.

³⁵ Idem lettre du général Alby. Archives de la Défense, boîte 22 N 894, SHD Vincennes.

³⁶ Lettre du QG de la 2^{ème} armée du 28 mai 1915. Archives de la Défense, boîte 22 N 894, SHD Vincennes.

M. Scholler se retire à Boulogne-sur-Seine ³⁷. L'enquête n'aura pas permis de savoir s'il était un agent allemand infiltré de longue date sous la forme d'un agent « dormant ». Ou alors, peut-être, M. Scholler ne fut-il qu'un leurre, utilisé à son corps défendant, permettant ainsi aux espions du Kaiser d'œuvrer dans l'ombre, à l'abri des recherches et des enquêtes du capitaine Paquet se concentrant sur le cas Scholler. Ces agents infiltrés ont pu disparaître, comme il leur a été enseigné, sans laisser de trace. M. Scholler ne sera pas interné, ni jugé. Il fut probablement un citoyen français exempt de tout reproche. Une fois expulsé de la zone des armées, on n'entendit plus parler de lui, à l'exception d'un court séjour à Clairoix pour prendre quelques affaires personnelles. Toutefois, les signaux lumineux s'interrompirent dans cette zone dès l'instant où le capitaine Paquet concentrait ses recherches dans l'entourage de cet individu. Mais, sur d'autres fronts, dans l'Oise et au-delà, dans le secteur de la Somme, les mêmes signaux lumineux continueront d'alimenter pour un certain temps la chronique au 2^{ème} bureau.

Dans cette affaire d'espionnage, la révélation de la personnalité du comte de Comminges est intéressante à plus d'un titre. Au fond, que la hiérarchie militaire se divisât un jour sur son compte, ou qu'elle le méprisât, peu lui en importait. Pour cet homme de conviction, ses administrés, des plus humbles aux plus aisés, leurs actes, dans leurs turpitudes ou leur grandeur, en tant que maire, il les assumait, et il prenait l'âme humaine comme un tout qu'il fallait défendre. Dans son acte de foi intitulé « *Une demi-carrière* » ³⁸, roman à caractère autobiographique, rédigé en 1902, peu avant à l'accession à son mandat de maire en 1904, il évoque « *la vie de garnison d'un lieutenant de Dragons (Péguilhan) [...] Le livre se termine par la démission du principal personnage, et par une longue lettre d'explication, exprimant des opinions sur de nombreux sujets ; vers la fin, il aborde la raison "la plus grave" en faveur de sa démission* » ³⁹. Il y écrit page 184 : « *Vivons donc avec eux, dans nos terres que nous avons tous abandonnées, pour le métier trop facile et sans aléa d'officier* » dit Péguilhan à son compagnon d'Angèle. « *Tu sais, il faut soigner ça – Ne me blague pas, moitié sérieux, moitié riant, c'est une maladie qui se gagne par les troupes qu'il fait. Tu y viendras !* ».

Que ses administrés soient misérables, à l'image de Monsieur « M... », ou héroïques, comme l'ont été jusqu'à ce début d'année 1915 feu le soldat Henri Maupin ou le sous-lieutenant Sibien et leurs proches, le maire doit être le garant de la loi, où des codes de conduite s'imposent face au relativisme engendré par la guerre, des principes immuables et des droits fondamentaux. Son choix de maire et de premier magistrat de la commune est pleinement assumé, comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

³⁷ Note pour le 13^{ème} CA du 5 juin 1915, n° 7375, confirmant son expulsion. Archives de la Défense, boîte 22 N 894, SHD Vincennes.

³⁸ « *Une demi-carrière, roman militaire* », éditions H. Simonis Empis, 1902, sous le pseudonyme de Saint-Marcet, le comte de Comminges.

³⁹ Rémi Duvert, in « *Le comte Aimery de Comminges et Clairoix (Oise)* », collection « *Les notices clairoisiennes de Clairoix* », n° 6, 2013.

Chapitre 3

Clairoix, les restrictions et le camp militaire

Assis à son bureau, le comte de Comminges vient d'ouvrir la première page du Progrès de l'Oise du 10 janvier 1915. L'éditorial pose la question en ces termes : « *Les uns nous font entrevoir les pires éventualités ; c'est-à-dire une guerre durant encore de longs mois, des années peut-être ; d'autres affirment leur foi en une solution prochaine. Où est la vérité ?* ». Le journaliste poursuit sur une note plus optimiste à laquelle chacun se raccroche désespérément : « *Deux choses peuvent hâter nos succès : la supériorité de nos armées, une crise économique chez l'ennemi* ». Le reste de l'article n'est que littérature. Les yeux du maire parcourent alors rapidement le reste de la feuille, puis, brusquement, s'arrêtent sur la énième recommandation adressée aux maires quant aux principes de réquisition : « *... c'est au maire qu'il appartient de ...* ». « Que peut-on réquisitionner de plus ? », se questionne-t-il. Aimery de Comminges se lève et traverse la pièce. Il s'arrête devant la grande fenêtre et, en relevant délicatement les rideaux, fixe le petit parc s'étendant vers l'Aronde. Le jardin n'est plus entretenu. L'hiver l'a recouvert d'une légère gelée et les branches des arbustes, émergeant d'un brouillard couvrant la rivière, scintillent d'étoiles cristallines aux premiers rayons du soleil. Les yeux dans le vague, il pense : « Que va nous réserver cette année 1915 ? ».

Les Allemands, novateurs, ont toujours une longueur d'avance. Ils possédaient déjà une artillerie à longue portée. Ils lancent maintenant le blocus de l'Angleterre avec des sous-marins performants et des raids de bombardement par zeppelins sur Londres et Paris.

Les députés français, qui, en 1913, avaient voté contre la production de pièces d'artillerie de longues portées, et dont un bon tiers est à présent sous l'uniforme, ont, cette fois, compris la leçon. Le prix du sang, celui de dizaines de milliers d'hommes, conduit le gouvernement à produire ces nouvelles armes, qu'il faudra, bien entendu, constituer en unités nouvelles, organisées en régiments d'artillerie lourde (RAL). Ne pouvions-nous pas le faire avant ? Mais il faudra encore attendre avant d'en percevoir les premiers résultats...

Tout cela, le comte de Comminges le sait. Il a été sous-officier, a participé aux opérations de pacification en Cochinchine en 1885 et sait encadrer les hommes. Promu officier, cavalier émérite et enfin officier d'ordonnance du Ministre de la Guerre en 1895, il entrevoit les conséquences, et pense tout de même que cette guerre ne fait que commencer.

Les restrictions sont avant tout la réduction de la main d'œuvre, celle des hommes jeunes. À Clairoix, six d'entre eux sont incorporés dès leur vingtième année, et sept hommes, normalement inaptes, sont reclassés aptes par le conseil de révision. Pour la classe 1915, l'appel est avancé jusqu'à six mois et onze jeunes gens dans leur dix-neuvième année s'ajoutent à ces départs à compter du 13 décembre 1914.

Ainsi vingt-quatre hommes supplémentaires manqueront à l'activité du village. Parfois, ce sont des pères et des fils mobilisés en même temps, comme Auguste Drujon et son fils Étienne, ou Eugène Dutilloy et ses deux fils, Claude, et Charles, le dernier, qui vient d'être incorporé au mois de mai 1915. Chez les Pinchon, ce sont les cinq frères.

Les restrictions par réquisitions, comme celle des déplacements, c'est aussi la réduction des rentrées d'argent, la perte du pouvoir d'achat et, à terme, la paupérisation du village. Le charbon, qui arrivait par péniches, a quasiment disparu, rendant l'hiver plus rude. La population se chauffe désormais de bois mort. C'est encore une chance. Dans certaines villes, du bois, on en fait du

marché noir ! Le sucre et le sel sont aussi des ingrédients rationnés ⁴⁰. Par voie d'affichage, le préfet de l'Oise fixe un prix maximal des denrées vendues aux fins des besoins aux armées et à la population. Concernant notamment le blé et la farine, cette directive est applicable à compter du 1^{er} juin 1915 ; le non-respect, c'est-à-dire leur dépassement, entraîne la réquisition d'office (arrêté préfectoral du 29 mai 1915). Quand les bras manquent, que les salaires diminuent, sans qu'il faille remettre en cause le bien-fondé de ces mesures, la paupérisation des populations devient nettement perceptible.

La chasse est interdite, ce qui est compréhensible ; la pêche est restreinte car les embarcations particulières sur l'Oise ne sont plus admises. Ces barques peuvent permettre le franchissement illégal de l'Oise, et une barque à la dérive peut entraîner des dégâts aux pontons ou ponts de bateaux posés sur l'Oise en remplacement des ponts de pierre détruits.

Les restrictions sont aussi celles de la circulation des piétons, des voitures, nécessitant laissez-passer et sauf-conduits, au sortir des villages, à leur entrée, au franchissement des passerelles et des pontons. Autant de restrictions qui limitent l'économie locale ; les produits du jardin potager ou de la ferme manquent sur les marchés de Compiègne. Comme conséquence, les entrées d'argent des ménagères de Clairoix décroissent. Le maire est le seul habilité à pouvoir produire les sauf-conduits, encore faut-il que ceux-ci puissent correspondre aux directives changeantes des 2^{ème} et 6^{ème} Armées dont les secteurs sont séparés par le cours de l'Oise.

Restrictions et complexité du système, ces mesures sont admises au début, mais, nous le verrons, seront bien vite détournées et vont gonfler les affaires aux tribunaux militaires, car, faut-il le rappeler, en raison de l'état de siège, l'administration militaire s'est substituée à la juridiction civile dans la zone des armées.

Pour le comte de Comminges qui voit l'activité locale décroître de jour en jour, la situation nécessite d'être rapidement organisée, d'autant que certains points ne sont toujours pas résolus depuis septembre 1914. Parmi les priorités du maire, il faut :

- trouver rapidement un instituteur en remplacement de M. Bergès, mobilisé, afin de reprendre en main les gamins qui errent dans les environs, et mobiliser les jeunes hommes et filles au soutien de la cause nationale pour entretenir l'élan patriotique ;
- trouver une main d'œuvre de remplacement parmi les 16 réfugiés (dont trois mineurs). Ils sont logés chez l'habitant par le maire ; il faut leur trouver une activité ;
- veiller aux besoins de la troupe de passage et en cantonnement, tout en assurant l'équilibre des ressources naturelles du village pour la population civile.

À ce titre, une anecdote montre combien le comte de Comminges ne se paye pas que de vains mots. Le verbe est toujours suivi de l'action. À cette époque, le versant sud du mont Ganelon est exploité par les villageois. Des vergers et des cultures maraichères remplacent la vigne d'antan. Depuis 1915, les personnes âgées, les femmes et les enfants retournent, cultivent et aménagent à grand peine une terre bien moins productive qu'en aval. Quand les gens du village lui demandent audience à la suite du piétinement de leurs récoltes par des cavaliers en reconnaissance sur les hauteurs, son sang ne fait qu'un tour. Il prend la plume. Dans un courrier en date du 22 avril 1915, il s'adresse au général commandant le 13^{ème} CA sous la forme d'une plainte ⁴¹. Le maire reproche aux cavaliers des 2^{ème} et 6^{ème} Armées de venir piétiner ces cultures en n'empruntant pas les chemins tracés. Quand ces cultivateurs manifestent leur colère, ces cavaliers leur répondent : « *Que diriez-vous si c'étaient des Boches ?* ». Le maire demande simplement au général que ses soldats puissent respecter le fruit du travail de ses administrés. La cause est entendue, le général donne raison au maire.

La hiérarchie ne l'impressionne absolument pas, au point que ses correspondances, parfois enflammées, sont abondantes. Si l'on en juge par les fonds détenus aux archives militaires à Vincennes et aux archives départementales à Beauvais, il est, de loin, le seul maire à inonder le

⁴⁰ « *Les civils dans la Grande Guerre, Compiègne – Oise – Picardie* », annales historiques compiégnaises n° 145-146, printemps 2017, page 25.

⁴¹ Archives de la Défense, boîte 22 N 894, SHD Vincennes.

13^{ème} CA d'un dense courrier à peine voilé en termes diplomatiques. Le commandement s'exécute souvent. Faut-il y voir, encore, en lui l'ancienne ordonnance du Ministre de la Guerre qui commence à être connu par la hiérarchie militaire locale ? Cette réminiscence d'une influence jadis haut placée sert bien la cause de ses administrés.

Répondre à l'attente des administrés dans une zone occupée par l'armée en temps de guerre est une mission toujours difficile. Comme cela a déjà été évoqué, la zone des armées est totalement quadrillée par l'administration militaire. La Prévôté doit s'assurer que les prix des denrées alimentaires ne subissent pas l'inflation. À cette époque, le prix de chaque denrée est fixé par l'intendant militaire de l'Oise. Le beurre, qu'il soit en livre ou en motte, le jambon, les œufs, le poulet, la livre de pain... Les prix de treize denrées de base fournies par les boulangeries et les épiceries varient en fonction de chaque commune, selon qu'elles soient plus ou moins

[illegible]

Grammoucy	0.15	4.20	4.20	1.80	3.00	1.80	1.80	"	"	3.60	"	"	0.60	0.60
Coudun	0.11	4.20	4.20	1.80	3.00	1.80	1.75	5.60	"	3.60	"	"	0.60	0.60
Briemville	0.20	4.40	4.40	1.80	4.00	1.20	1.80	"	"	4.00	"	"	0.60	0.40
Chairois	0.20	4.20	4.20	1.80	4.00	1.20	1.60	"	"	4.00	"	"	0.60	0.40
Armel	0.20	4.00	3.80	1.80	3.00	1.50	1.60	5.00	5.00	4.20	"	"	0.60	0.40
Wanchu d'Amours	"	4.30	"	1.80	"	"	1.70	4.50	4.00	3.90	"	"	0.60	0.40

État publié par le QG de la Prévôté du 13^{ème} CA à Compiègne. La première photo présente les différentes denrées dans la zone de la 26^{ème} Division d'infanterie. Celle du dessous donne les tarifs par denrées de Clairoix et des villages voisins (SHD, Vincennes, boîte 22 N 894).

qu'elles soient plus ou moins proches du front ou selon leurs sources d'approvisionnement ⁴².

À Clairoix, dès le 19 octobre 1914, le maire avait déjà délivré un arrêté municipal visant à limiter l'inflation par une bonne gestion des denrées de base, à commencer par la boulangerie Bédiez.

« Considérant après enquête, comme fondées les plaintes nombreuses et réitérées de la population et surtout des indigents touchant leur pain sur bon,

Considérant que le soir à 5h, certaines mères de familles n'avaient pas encore de pain depuis la veille, alors que les fournées du matin sont enlevées dans des sacs et brouettes parfois, pour des clients riches venus des villages environnants,

Arrête :

Art. 1 : Les premières fournées livrées ordinairement de 6h30 à 8h, seront exclusivement réservées aux habitants de Clairoix. Les étrangers seront servis à partir de 8h.

Art. 2 : Le garde champêtre se tiendra de 6h30 à 8h dans le magasin et veillera à l'exécution du présent arrêté.

Art. 3 : Il dressera contravention à toute infraction.

Art. 4 : Il vérifiera les laissez-passer des étrangers à la commune.

Art. 5 : Cet arrêté, limité à la durée de la guerre, sera immédiatement exécutoire.

Le Maire, le 19 octobre 1914 ».

⁴² Voir la note précédente.

Depuis, la Prévôté s'était jointe au garde-champêtre Jules Dijon, et travaillait en bonne intelligence avec lui, afin que le marché noir ne s'y développe pas et que les barèmes des denrées soient respectés.

Pour cela, ils s'appuient sur l'état du Quartier Général de la Prévôté du 13^{ème} CA indiquant les prix maxima des comestibles. En effet, une inflation, le développement du marché noir, l'état de disette peuvent être source de compromission avec l'ennemi en échange de renseignements.

Également, concernant la disponibilité de la main d'œuvre, le comte de Comminges n'a pas attendu les décisions de l'État. Il avait anticipé la situation dès 1914 en employant la main d'œuvre disponible parmi les réfugiés italiens provenant des zones occupées par l'ennemi. Même si le 2 avril 1915, le *Progrès de l'Oise* annonce : « *Le principe des permissions agricoles pour les semailles et les battages a été pris en compte par le Ministre de la Guerre. Elles pourront être accordées par les commandants d'unités de la territoriale si les demandes du front sont satisfaites* », il sait que ces décisions seront longues à mettre en route, que les premières permissions des soldats à l'été 1915 se feront à destination de leurs foyers. Et c'est avec un certain succès que le maire tente de soulager ses administrés faisant face aux privations.

Alors que l'approvisionnement des denrées alimentaires constitue un vrai problème, comme toujours, certains commerces, notamment les épiceries, s'enrichissent du seul fait de la présence des militaires. Cependant l'allocation aux familles du mobilisé, notamment pour les moins favorisées, apporte un soutien (parfois supérieur à celui du temps de paix) qui compense le nivellement des revenus ⁴³.

La troupe en cantonnement dans le village, si elle constitue un atout pour certains, est une gêne permanente pour l'ordre social. Le soldat, au retour des première et seconde lignes du front, une fois au repos à l'arrière, ne compte plus son argent. Tout homme qui a vécu un conflit saura que l'argent n'a plus vraiment la valeur qu'on lui attache en temps ordinaire. Les lendemains sont incertains. Seul le temps présent compte. *Carpe diem* ! On dépense ! Les dérives sont imparables.

Clairoix, un camp de l'arrière

Tous les villages et toutes les villes de l'arrière deviennent des lieux de cantonnement importants. À Clairoix, cette cohabitation « civilo-militaire » va complètement modifier la vie des villageois.

Les personnes relativement fortunées avaient, pour beaucoup d'entre elles, quitté dès août 1914 leur villégiature de Clairoix, préférant des lieux plus sûrs en région parisienne. Ainsi vidées de leurs occupants, certaines de ces maisons furent en partie mises à la disposition des réfugiés sur décision du maire en invoquant le moratorium, de sorte que leur location ne rapporte rien au propriétaire. Ces habitations sont-elles, au moins pour le moment, préservées du pillage ? Celles restantes allaient loger la troupe, mais étant insuffisantes en nombre, les habitations occupées par leur propriétaire en reçoivent une partie. Comment va s'opérer la répartition des logements ?

La loi du 3 juillet 1877 fixe les modalités de la réquisition et du cantonnement. Elle prévoit que la négociation s'établisse directement entre un officier de cantonnement et le maire. Ce dernier est informé presque quotidiennement de l'arrivée prochaine d'unités à loger. Sur présentation des ordres de route de ces unités, la mairie délivre les billets de logement, en tâchant, autant que possible, de réunir dans le même quartier les hommes et les chevaux afin d'en faciliter le rassemblement. Il est remis à l'habitant un reçu qui lui permettra d'être indemnisé ultérieurement. Comme les occupants des lieux, les troupes de passage ont droit « au feu et à la chandelle ». Certains édifices importants seront réquisitionnés pour les états-majors, tandis qu'un état des lieux est dressé par le maire pour connaître les pièces libres pouvant loger le militaire chez l'habitant.

⁴³ « *Les civils dans la Grande Guerre, Compiègne – Oise – Picardie* », annales historiques compiégnaises n° 145-146, printemps 2017, page 27.

Ainsi s'établit entre le maire de Clairoux et le capitaine du cantonnement un dialogue régulier. Le comte, pour des raisons pratiques d'organisation, s'est arrangé pour que cet officier soit logé à deux pas de sa villa et de la mairie-école. Il occupe un bâtiment annexe de la grande propriété de la famille Sibien qui s'étend depuis le nord-est de l'église, jusqu'à la rue Saint-Simon, aujourd'hui appelée Germaine Sibien. De ses rapports avec la troupe, il en fait une description très imagée, non sans une pointe d'autodérision :

« Le maire passait une ou deux fois par jour sur un bourrin pie ; le feutre gris sur l'oreille, la pipe à la bouche. Les enfants, qui eussent dû être à l'école, se sauvaient de loin... Beaucoup de gens l'abordaient pour des réclamations contre les soldats ou contre les épiciers qui les étrillaient. Le maire écoutait, gribouillait sur son calepin et poussait son cheval jusqu'au bureau du commandant des troupes. Il saluait tous les officiers et s'arrêtait volontiers pour causer avec eux. Tout en parlant, il regardait autour de lui et rien ne lui échappait. Il menait son village militairement. Les uns l'aimaient, les autres pas, mais tout le monde lui obéissait. Car il protégeait les habitants contre les exactions des soldats. Il protégeait aussi les soldats contre la mauvaise humeur des habitants et tout le monde contre la rapacité des marchands de vin, des boulangers et des épiciers »⁴⁴.

La troupe de passage n'est pas la seule concernée, des unités s'installent durablement dans le village. La réquisition la plus importante sera pour une ambulance qui occupera le moulin Bacot en fin d'année 1914.

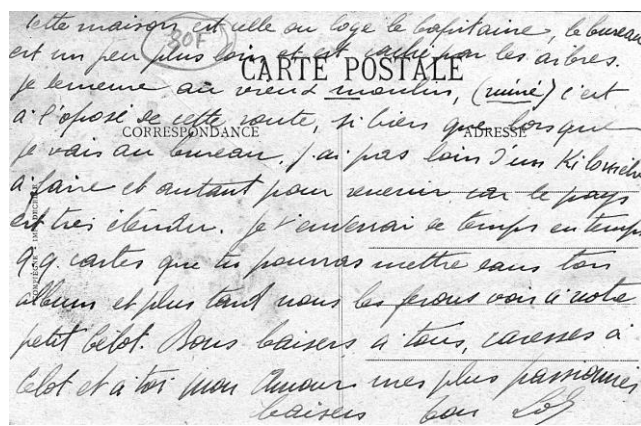
L'armée a besoin de bois. Des coupes sont pratiquées par le Génie dans le mont Ganelon. Toutefois, il semble, comme l'indique une note du 10 mai 1915, que les coupes et les achats soient faits en toute régularité et contre argent sonnante et trébuchante⁴⁵.

Sécurité oblige, les vendeurs itinérants ne sont plus autorisés, ou du moins leurs déplacements sont fortement limités. Dans une note du 15 juin 1915, le commandement du 13^{ème} CA attire l'attention sur le fait que des sauf-conduits sont encore trop facilement accordés et que parmi ces itinérants certains pourraient se livrer à l'espionnage.

L'accès à l'eau pose un problème majeur. Cette pénurie apparaît dès la sécheresse de mai 1915. Les sources du mont Ganelon et les 14 bornes fontaines installées dans les principales rues du village suffisent à une population de 800 âmes. Dès lors qu'un millier d'hommes supplémentaires y séjourne, les bornes fontaines montrent des signes d'assèchement. Si l'arrêté municipal qui suit (daté du 23 juin 1915) est destiné à la population, le maire espère bien qu'il attirera par là même l'attention des troupes en cantonnement.



Le bureau de cantonnement est situé dans une maison à l'entrée du village tandis que les chevaux sont abrités dans la dépendance de la villa Sibien qu'on voit sur cette carte postale.



⁴⁴ Ouvrage déjà cité, « La zone dangereuse » (p. 152).

⁴⁵ Archives de la Défense, boîte 22 N 894, SHD Vincennes.

« Considérant que la sécheresse a notablement diminué le débit des sources alimentant la distribution d'eau, diminution augmentée encore, en l'état présent, par le nombre beaucoup plus grand de consommateurs,

Considérant qu'il importe d'assurer avant tout le ravitaillement en eau potable,

Arrête :

Art 1 : Il est interdit de gaspiller l'eau des fontaines soit en s'en servant pour faire boire les chevaux au seau et au baquet, soit pour faire la lessive sous le robinet, soit encore en calant le robinet de façon à en assurer le débit ininterrompu, ce qui est la cause la plus importante de gaspillage.

Art 2 : Cet arrêté, immédiatement exécutoire, ne concerne que les périodes où des troupes sont logées ou cantonnées dans la commune.

[...] »

L'eau de Clairoix a toujours été d'une étonnante pureté. Ses propriétés particulières attireront l'attention du Service de Santé des Armées qui va établir une ambulance...

L'ambulance du moulin Bacot

Dès le 17 septembre 1914, Clairoix était devenu un point de rassemblement des petits blessés en attente d'évacuation sur l'hôpital de Compiègne, avant que cette mission ne fût confiée au château d'Annel, de l'autre côté du mont Ganelon.

Quelles sont les circonstances qui présidèrent au choix du moulin Bacot afin d'en faire une ambulance, c'est-à-dire un petit hôpital secondaire ?

À cet effet, le JMO (Journal des Marches et Opérations) du service de santé du 13^{ème} CA nous permet de retracer tout le cheminement qui présida au choix de ce lieu. Le moulin Bacot offre de l'espace. L'ambulance n° 3 du Service de Santé du 13^{ème} CA commence à y prendre place et quitte les locaux très peu appropriés de Longueil-Annel. Dans l'immédiat, elle est chargée de prendre en compte les petits blessés et les éclopés.



Mais la guerre ne produit pas que des blessures. Les conditions de vie et sanitaires fortement dégradées entraînent aussi des maladies infectieuses. Le Service de Santé se met donc à la recherche d'une formation hospitalière et plus particulièrement pour traiter ses cas de typhoïde de plus en plus nombreux.

La France avait été marquée en 1880 par une importante épidémie de fièvre typhoïde dont les décès de militaires étaient de 20 pour 10 000 hommes. Grâce aux mesures d'hygiène, le taux fut ramené à 3 pour 10 000 en 1901. Pour la population civile, les proportions étaient identiques. Les conditions d'hygiène de la guerre relancent le spectre de la pandémie. En raison du prolongement de la guerre, les effectifs combattants deviennent indispensables ; toute maladie doit être traitée comme une blessure pour une remise sur pied rapide. Il faut alors impérativement lutter contre cette maladie et isoler les cas avérés avant toute contagion.

Le 5 novembre, le Service de Santé se trouve confronté à plusieurs difficultés dans la gestion des maladies infectieuses. D'une part l'interdiction d'hospitaliser les malades à Compiègne avec d'autres blessés, et d'autre part l'encombrement des hôpitaux de Montdidier, le mettent dans la

nécessité de prévoir un point où il serait possible d'hospitaliser les typhoïdiques. Le château de Séchelles (entre Compiègne et Montdidier) est géographiquement bien situé, la disposition de ses locaux permet une utilisation pratique, mais une difficulté sérieuse se présente : le manque d'eau. Il n'y a dans le château et ses dépendances ni puits, ni source. On ne peut trouver d'eau qu'au village de Cuvilly distant de 800 mètres et il n'existe aucun haquet (charrette avec barriques) permettant de la transporter.

Le 8 novembre, les visites du directeur de santé du 13^{ème} CA permettent d'identifier le château de Venette, proche de la route de Creil. Un moteur à gaz permet d'apporter l'eau dans toutes les pièces du rez-de-chaussée. Le chauffage est assuré par un calorifère. Mais le domaine est alors occupé par le propriétaire. Un autre château qui se prête parfaitement à une organisation hospitalière est le celui de la Folie à Margny-lès-Compiègne. Les chambres au rez-de-chaussée sont vastes, bien éclairées et bien aérées. Au premier étage, se trouvent des chambres plus petites qui pourraient contenir chacune 4 à 8 malades. Il existe dans le château des chambres à 12 lits complets. On pourrait y faire une installation de 130 lits. L'édifice est pourvu d'eau.

Mais le 11 novembre, aux hôpitaux de Compiègne on dénombre déjà 127 cas de typhoïde. Bien que les décès soient peu nombreux (3 constatés), il est impératif d'isoler et traiter ces cas dans un lieu dédié. L'augmentation probable des cas typhoïdiques conduit le directeur de santé à rechercher un deuxième château. Entre temps, il dénombre 35 cas supplémentaires à Montdidier, confirmés cliniquement. Le château de la Folie à Margny-lès-Compiègne sera insuffisant, d'autant que les malades augmentent de façon inquiétante, notamment à la Brigade marocaine et au 3^{ème} bataillon du 16^{ème} d'infanterie. Le 14 novembre, 65 cas déclarés viennent gonfler la prise en charge. Le directeur de santé poursuit son enquête sur les capacités d'accueil du 13^{ème} CA alors qu'au même moment 30 malades par jour pressent le Service de Santé. Le 22 novembre, le bilan des hôpitaux de Compiègne signale 130 cas de typhoïdes et 9 décès, et ne figurent dans cette statistique que les seuls cas confirmés cliniquement !

Le 26 novembre, l'ambulance n° 8, en provenance d'une autre armée, occupe le château de la Folie à Margny-lès-Compiègne et prend en charge les cas de typhoïde du 13^{ème} Corps. Elle devient l'ambulance 8/13. Une première salle est immédiatement équipée. Il faut trois à quatre jours pour monter sa capacité à une centaine de lits. Mais ses capacités s'avèrent très rapidement insuffisantes. Le 1^{er} décembre, l'installation de l'ambulance 8/13 au château de la Folie est terminée. Elle reçoit 25 malades et monte son installation à 140 lits. Mais la capacité d'accueil s'avérant à nouveau insuffisante, les recherches se portent ailleurs.

Or, selon un avis de la Commission supérieure consultative d'hygiène et d'épidémiologie militaire du 2^{ème} Corps, remontant à la fin du siècle précédent, les installations militaires bénéficiaient d'une eau d'excellente qualité (4 m³ par jour) à la source de Clairoux, filtrée par des sables glauconieux au pied du mont Ganelon. Cette eau de qualité permettait d'éviter la propagation des cas typhoïdiques et de les soigner. L'aménagement d'une concession de cette source, rue



Le poste de garde de la fontaine, rue d'Annel, et les inscriptions des soldats chargés d'y monter la garde jusqu'en 1909. Ici, un nom rayé, un numéro de matricule et la date de libération du soldat.

d'Annel à Clairoix, débuta en 1889 et fut utilisée, sous la garde de plantons militaires, jusqu'en 1909 ⁴⁶.

C'est ainsi que l'ambulance n° 3/13 s'installe au moulin Bacot le 3 décembre 1914 pour l'hospitalisation des typhoïdiques du 13^{ème} CA. Ses locaux sont vastes, bien disposés et se prêtent très bien à une installation hospitalière qui pourra contenir 100 à 120 lits. Des religieuses sont employées comme infirmières. Au même moment, l'hôpital américain, chargé de traiter les petits blessés, s'installe au château d'Annel. Enfin, le 18 décembre, l'ambulance 3/13 de Clairoix est portée à 100 lits. Aucun décès ne s'est encore produit jusqu'ici bien que certains malades soient atteints de formes graves de cette maladie. Celle-ci devient pleinement opérationnelle le 1^{er} janvier 1915.

À la fin du mois de janvier, 30 malades trouvent la guérison à Clairoix. Si les cas de typhoïde sont en voie de disparition, d'autres maladies infectieuses prennent le relais. L'ambulance 3/13 effectue donc sa conversion pour l'isolement des porteurs de méningocoques au cas où les méningites cérébro-spinales deviendraient plus nombreuses. Ces pratiques sanitaires ne sont pas sans danger. Le Médecin major de 2^{ème} classe Benech de l'ambulance est atteint de néphrite infectieuse. Il est dans un état jugé assez sérieux et est traité sur place, à l'ambulance 3/13, preuve du degré de contagion que représentent ces maladies. À la fin du mois de février, 4 hommes du 38^{ème} d'Infanterie et du 78^{ème} Territorial porteurs de méningocoques ont été dirigés vers l'ambulance de Clairoix. L'état du médecin Benech s'est entre-temps très légèrement amélioré. Puis fin mars, tous les cas contagieux ont disparu. L'ambulance peut traiter des maladies classiques et s'ouvrir vers l'extérieur.

En l'absence de médecins civils, pour leur majorité mobilisés, le Général Joffre autorise les civils vivant dans la zone des armées à pouvoir consulter dans les ambulances militaires locales. Les soins aux habitants sont donnés gratuitement. Ainsi par exemple le 8 mai à Clairoix, un jeune garçon blessé par le sabot d'un cheval est soigné à l'ambulance. Dans son livre « La zone dangereuse », page 230, le comte de Comminges témoigne : « ... *Les civils n'avaient qu'à se présenter à la visite à l'heure fixée, ils étaient toujours bien reçus et bien soignés. Les remèdes et les consultations étaient gratuits ; on distribuait du sucre aux vieillards et du lait en conserve aux enfants. Les Américains et [la comtesse] étaient passés par là* ». Au passage, dans ce roman, le comte souligne l'investissement personnel de la famille que l'on devinera être la sienne.

Le propre d'une guerre est l'absence de routine. Dans la nuit du 2 au 3 avril, une attaque lancée par le 13^{ème} CA dans le secteur centre au nord de Compiègne va remettre temporairement l'ambulance 3/13 au-devant de la scène dans le traitement des blessés du secteur.

À partir de juin 1915, l'ambulance élargit ses traitements et recueille cette fois des cas de troubles mentaux (que l'on pourrait appeler de nos jours des cas post-traumatiques du combat) mais aussi des hommes atteints de tuberculose pulmonaire, de méningite cérébro-spinale, etc.⁴⁷

La présence d'hommes guéris, encore sous observation et en attente d'un retour en première ligne, attire déjà le commerce de femmes de petite vertu. Ainsi, à la nuit tombée, lorsque les ambulances grises empruntent la ruelle depuis la route de Bienville, et avant que le grand portail qui lui fait face ne s'ouvre, un simple regard sur la droite, au détour de la ruelle, vous permet de voir les ombres furtives des « femmes publiques » ; un détail qui n'avait bien évidemment pas échappé au comte de Comminges. Circonstances que le maire avait d'ailleurs anticipées dès le 4 décembre 1914 avec la publication d'un arrêté municipal de mise en garde : « *Vu l'installation d'une ambulance au moulin Bacot, laquelle est appelée à contenir un certain nombre de malades, considérant qu'il importe de ne pas gêner les malades par une curiosité indiscrete et déplacée, et, enfin de ne pas s'exposer à la contagion, arrête : Art. 1 : Il est interdit à tout civil, sauf autorisation de M. le Médecin-chef, non seulement d'entrer au moulin Bacot, mais encore de stationner devant la porte...* ». Une façon, sans la nommer, d'écarter la prostitution naissante et qui ne manquerait pas de se développer par l'appétence des hommes... Le maire ne tenait pas

⁴⁶ Source : archives départementales de Beauvais et rapport du professeur Brouardel de 1904.

⁴⁷ J.M.O. du service de santé du 13^{ème} CA, site Internet de la Défense, « *Mémoire des hommes* », SHD Vincennes.

à ce qu'une quelconque gourgandine n'entraînât le reste de la population féminine sur le chemin dévoyé des mœurs. Il veillait, tout simplement...

Les autres unités militaires à Clairoix

Régulièrement, de nuit, des zeppelins descendent le cours de l'Oise pour aller bombarder Paris. De jour, des « aviatiks », comme on surnommait à l'époque les pilotes allemands, survolent le secteur de Clairoix pour observer. Vers midi et 18h, les avions allemands larguent de petites bombes sur Compiègne et ses environs. « Assez régulièrement, vers midi et le soir à 6 heures, des « Taubes »⁴⁸ passaient sur le village et, quelques minutes après, on entendait leurs bombes éclater, le plus souvent sur Compiègne. Nos canons les poursuivaient en vain de leurs shrapnels ; enfin ces « Taubes » gagnaient leurs lignes distantes seulement de cinq ou six kilomètres ». Le shrapnel est un obus constitué de billes de fonte et est destiné à arroser l'espace autour de l'explosion de multiples éclats afin de toucher les avions. Les Clairoisiens vont apprendre à le connaître très rapidement lorsque ces billes (ou caffuts) briseront leurs tuiles.

Ainsi, à la page 184 du livre « *La zone dangereuse* », au cours d'un office religieux à l'église de Clairoix, le comte de Comminges évoque l'un de ces épisodes dans ce roman directement inspiré des faits : « *M. le Curé, heureusement, activa sa messe ; en effet, des shrapnels éclataient juste au-dessus de l'église ; des caffuts dégringolèrent sur les ardoises du toit. Quelques vieilles femmes affolées sortirent avec précipitation, mais le [comte] et la [comtesse], le curé et les soldats ne bronchaient pas, le reste de l'assistance demeura tranquille. Ce n'était que notre DCA qui pourchassait un avion allemand* ».

Cette anecdote nous conduit donc à commencer par une arme encore peu connue des Clairoisiens : la DCA (Défense Contre Avions).

La DCA

L'arme aérienne est la grande innovation du conflit. Encore marginale au début, le fait de pouvoir se déplacer dans les airs, de renseigner les unités d'artillerie, de pouvoir lâcher une ou deux bombes à partir d'un dispositif « bricolé », préfigure l'importance de cette troisième dimension. L'aviation allemande se développe aussi vite que la française.

Pour y faire face, on improvise. Des canons de 75 mm sont à leur tour « bricolés » sur des plateformes tournantes pour tirer des obus fusants chargés, à l'explosion, de projeter du shrapnell à une distance approximative. La DCA n'en est qu'à ses débuts. Le Génie prend au début plus ou moins en charge ces unités, qui seront confiées ensuite à l'artillerie en sections « autocanon » ou « demi-fixes », accompagnées de sections de projecteurs.

Mais celle qui va s'installer sur les hauteurs du mont Ganelon et de Margny dispose déjà de véhicules : les autocanons. Avec ces nouveautés, des voitures équipées de projecteurs aériens arrivent à Clairoix le 22 mai 1915. Un capitaine saute de sa voiture et se présente au bureau de garnison du village. Le 13^{ème} CA lui a confié la mise en place des unités. Il a été établi que le dispositif de transmission des alertes serait réparti sur Clairoix, Margny et Compiègne (tour Saint-Jacques), le tout relié au poste central de Ressons-sur-Matz. Les transmetteurs du Corps d'Armée commencent à dérouler les fils téléphoniques ; à charge du commandant de garnison, en accord avec le maire, de trouver un poste de commandement.



⁴⁸ Pigeons, en allemand ; désignent les avions ennemis. Extrait du livre « *La zone dangereuse* » (déjà cité), page 154.

Ainsi, avec la carte ci-contre, il est porté sur le carnet de marche de l'unité des transmissions :

« Le 22 mai, les transmetteurs procèdent à la construction de lignes en câble léger :

- de Compiègne aux autos porte-canon de Margny,
- de Compiègne à la tour St Jacques,
- de Compiègne au mont Ganelon (Projecteurs), aux autos porte-canon et au bureau du capitaine,
- de la batterie Mont Ganelon à Clairoux.

Une demi-section des transmissions est cantonnée à Clairoux jusqu'au 9 juin.

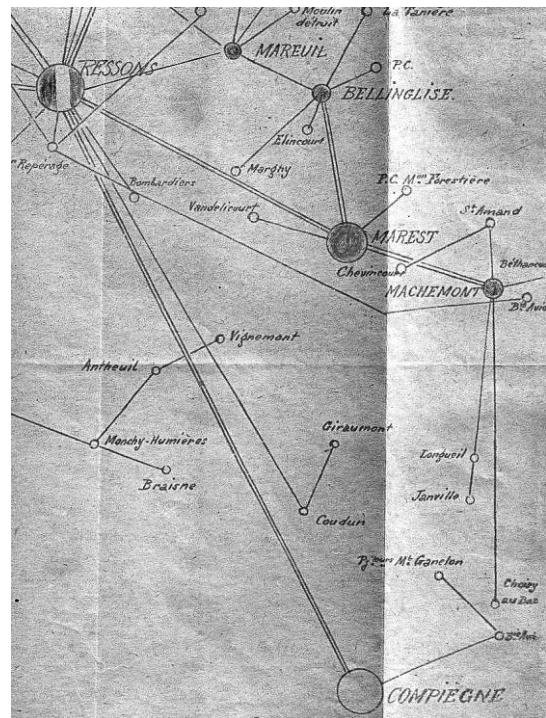
Le mercredi 9 juin 1915, le repliement des lignes ci-dessus est engagé, à l'exception de la ligne de Compiègne au Mont Ganelon (projecteurs). Départ de la demi-section sur Riquebourg ».

Cette section moderne et mobile est semble-t-il remplacée par une unité de « 75 bricolés »⁴⁹.

La vie de ces unités est recoupée grâce à quelques extraits du livre « La zone dangereuse ». Aux pages 154 et 155, le comte de Comminges nous fait découvrir les positions, qui, sur l'invitation du capitaine, pouvaient être visitées, semble-t-il, par une partie de la population : « Nous grimpons au projecteur sur la colline juste au-dessus de [Clairoux]. On était en train d'installer sur l'étroit plateau des pièces de 75 dont la gueule était maintenue vers le ciel par des trucs compliqués pour mieux viser les avions. On avait aussi creusé des observatoires d'artillerie au bord de la colline, qui donnait sur [Annel], où l'officier de garde logeait... Cet observatoire souterrain était très étroit. Le fond était rempli de deux paillasses posées sur des caisses et garnies de couvertures ».

En page 157, la description de la position de la section des projecteurs apporte plus de détails sur les installations de fortune : « Un autre jour, nous montâmes au projecteur jusqu'en haut du mirador, sorte d'échafaudage élevé d'une dizaine de mètres... On voyait de là-haut les lignes allemandes et les éclatements des artilleries adverses... Non loin de nous, étincelait aux derniers rayons du soleil la saucisse du secteur (le ballon d'observation n° 59). La nuit venait. Nous rentrions à la maison ».

À la page 222, l'auteur décrit une nuit où le tir des 75 se couple au tir d'une pièce de longue portée tirant sur la garnison de Compiègne : « Une nuit...



Carte des transmissions des unités de DCA du 13^{ème} CA. Le mont Ganelon est cité, son réseau remonte jusqu'à Compiègne (Service Historique de la Défense, Vincennes).



À gauche, poste d'observation du guetteur-clairon au mont Ganelon, et à droite, le projecteur sur mirador (source : « La contemporaine » - BDIC - L'argonaute).

⁴⁹ En l'état, l'inventaire des J.M.O. des fonds d'archives militaires de Vincennes (Service Historique de la Défense) est incomplet, ce qui ne permet pas l'identification de ces deux unités successives.

mon attention fut soudain attirée par le ronflement d'un avion et la pétarade des 75 de la DCA. Quelques minutes après, un mugissement extraordinaire venant du fond de l'est grossit, passa sur [le village] en un vacarme brinquebalant de vieux métro sur les rails disjointes... Puis une formidable explosion, si énorme qu'elle sembla remplir toute la campagne, dut réveiller tous les échos, faire trembler toutes les maisons... Je courus à la fenêtre pour savoir. Un soldat disait que c'était le 380 de Coucy qui commençait le bombardement de Compiègne, et que, pour ici, il n'y avait plus de danger sauf d'un coup trop (long)... ».

À la page 235, une description précise du comte de Comminges permet de montrer que son roman ne relevait pas que de son imagination, mais de faits vécus au-dessus du ciel de Clairoux : *« Le ciel bientôt s'emplissait du bruit d'autres moteurs. On eût dit un essaim géant. Six à douze avions [français] passaient, allumant pour se faire reconnaître par la DCA des lampes électriques bleues, rouges et vertes. Cela faisait, vu de loin, de grosses et étonnantes étoiles qui, à cause de la distance, paraissaient rester fixes un moment. On s'y trompait. Les avions passaient et les vigiliants shrapnels allemands claquaient comme des étincelles électriques dans le ciel. Une heure après, sa mission terminée, l'escadrille revenait, point de direction : le projecteur.*

Dans la même nuit, ou le lendemain soir, les aviatiks nous rendaient visite. Parfois deux escadrilles adverses se traversaient. C'était miracle qu'aucune rencontre d'appareils ne se soit jamais produite ; des officiers m'ont assuré que, dans ces cas-là, pendant la nuit, chacun prenait sa droite, poliment ! ».

Les rapports entre habitants et militaires n'étaient pas cloisonnés : *« Dès qu'on entendait le ronflement des machines boches - et on le reconnaissait bien facilement à ses doubles pulsations -, un clairon, posté au projecteur, se tournait vers le village et jouait le Garde à vous deux ou trois fois ; les gens qui étaient dehors devaient rentrer chez eux et surtout masquer les lumières. Souvent le maire passait au galop et tapait de sa canne aux fenêtres encore éclairées ou insuffisamment bouchées ».*

Dans le livre « Compiègne pendant la guerre de 1914 – 1918 »⁵⁰, il est possible de prendre conscience de l'importance tactique du mont Ganelon durant l'année 1915. En page 99, la position de DCA de Clairoux est citée : *« Un de ces oiseaux (Taube) revint le 2 avril vers 7 heures du matin. Des guetteurs l'aperçurent. Il venait de la direction de Noyon et se préparait à survoler la ville [de Compiègne] en suivant la vallée de l'Oise.*

Ne se croyant pas surveillé, l'aviateur descendit assez bas, s'offrant ainsi à bonne portée de nos mitrailleuses et de nos canons. Des retraits de la forêt, des collines de Clairoux, partirent bientôt de violentes salves. Un moment on put voir l'appareil violemment secoué, qui allait s'abattre entre les lignes ».

À la page 110, la description des formations d'avions français par le comte de Comminges est confirmée : *« Une autre nuit, le bruit révélateur des moteurs emplît le ciel. Quatorze avions blindés de bombardement, dont la base est établie à Corbeaulieu, guidés par les puissants réflecteurs du mont Ganelon, sont allés arroser copieusement les convois de ravitaillement allemands à Noyon et à Appilly ».*



Une position de DCA dans l'Oise où le personnel prend la pose pour le photographe en y déployant ostensiblement tout le matériel dans un espace réduit. C'est ce qu'il était possible de rencontrer sur le plateau du mont Ganelon (ECPA-D).

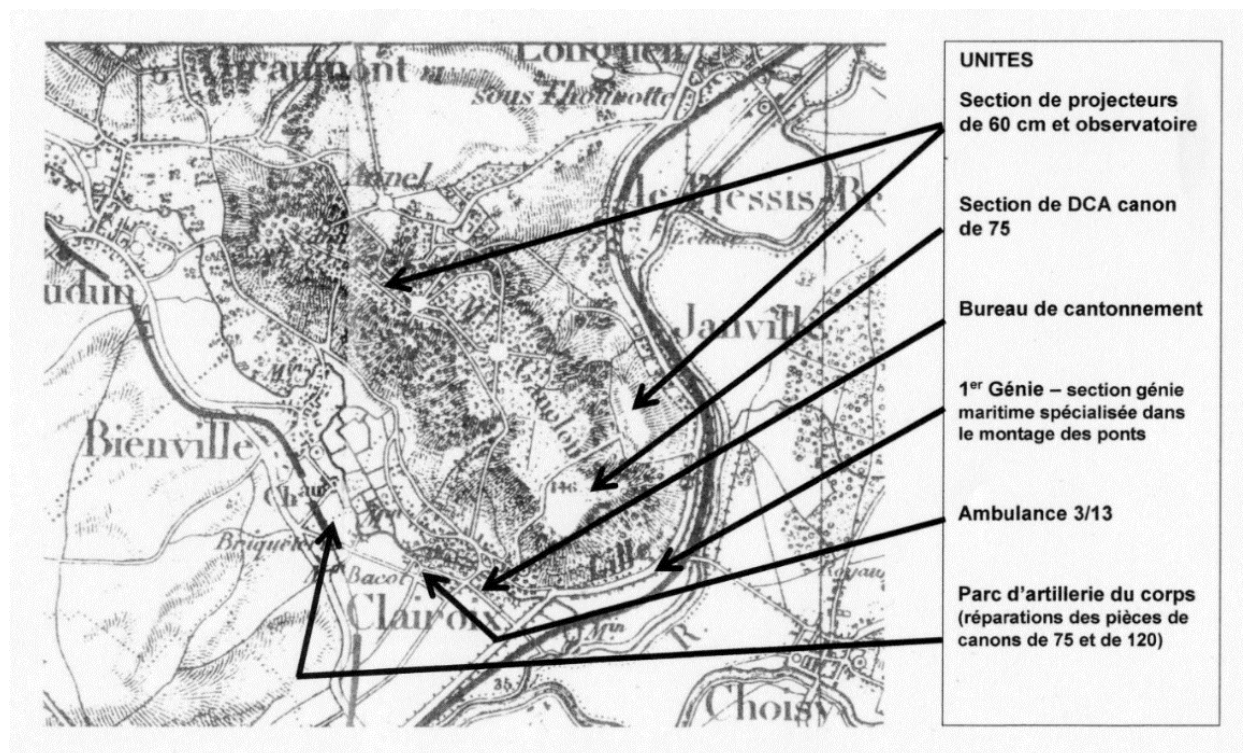
⁵⁰ Jean-Robert Lefèvre, éditeur : Progrès de l'Oise (Compiègne), 1926.

La carte des unités permanentes en 1915

La carte ci-dessous résume les emplacements des unités permanentes à Clairoix (dont la présence s'étale plus de six mois, à l'inverse des cantonnements qui ne comptent qu'une durée de quelques jours).

Celle-ci nécessite quelques précisions. En premier lieu, il faut trouver et négocier un local permanent pour les états-majors de passage. Depuis la fin août 1914, la famille Pinchon, propriétaire du Clos de l'Aronde (actuelle mairie de Clairoix), n'occupe plus ce petit château. Monsieur Pinchon père est directeur de la tannerie Lefebvre à Noyon et se trouve en zone allemande. Quant à son épouse, elle s'est déplacée dans l'Indre et exerce en qualité d'infirmière, prodiguant des soins aux soldats blessés dans les hôpitaux en zone dite « de l'intérieur ». Leurs cinq fils ont été mobilisés⁵¹. Le Clos de l'Aronde est vide, ou presque ; Mme Simon, dont le mari est mobilisé au 13^{ème} RIT, et sa fille Georgette occupent les dépendances. Par sa configuration, cet ensemble se prête parfaitement à l'installation d'un l'état-major. Ce bâtiment sera réquisitionné jusqu'en 1918.

Signalons également la présence d'un parc d'artillerie, dont le commandant est le capitaine Nicolardot (déjà cité dans l'affaire des signaux lumineux), implanté dans la plaine entre Clairoix et Bienville. Cette unité est chargée de remettre en état les canons endommagés. Il s'agit du parc d'artillerie du 1^{er} échelon du 16^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde équipé de pièces de calibre 120 mm et du 2^{ème} échelon du 36^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne équipé en 75.



⁵¹ Journal « *Le Progrès de l'Oise* » du vendredi 2 avril 1915. Bibliothèque de Compiègne.

Chapitre 4

Les civils s'organisent

Le passage de l'Oise

Passé le choc de l'occupation allemande, puis s'accommodant tant bien que mal de l'état de siège et de la prise en main par l'armée française des zones proches du front, les civils s'adaptent, improvisent et enfin s'organisent pour tenir.

La passerelle du pont ferroviaire de la ligne de Soissons est l'un des points de crispation des Clairoisiens. Rappelons que cet ouvrage offrait l'opportunité aux habitants du village (comme à ceux de Margny et Bienville) de se rendre au marché de Compiègne pour y vendre leurs produits de la terre, avant que le pont ne fût détruit par le Génie français à l'approche des Allemands fin août 1914. Dans le Progrès de l'Oise du 2 avril 1915, on peut y lire : « *Une pétition des habitants du quartier de l'Estacade demande au conseil municipal l'installation d'une passerelle. Les administrations ont précisé qu'il est impossible de donner satisfaction car la réparation du pont de Soissons est en voie d'achèvement* ».



Bien que ce pont fût construit à cheval sur Compiègne et Margny, Clairoix ne fut pas épargné par sa destruction, qui entraîna des dommages aux premières maisons du village jouxtant son infrastructure.

Bien évidemment, cette requête à pouvoir circuler vers Compiègne, qui concerne surtout les habitants de Clairoix, Margny, Bienville désireux de se rendre au marché, obligerait la garnison à mettre en place une surveillance et des postes supplémentaires de contrôle des sauf-conduits. Se rendent aussi à Compiègne les commerçants, les élèves allant au lycée, notamment Bertrand de Comminges, le fils du

comte, ou encore les deux filles du boulanger Bédiez et quelques autres adolescent(e)s. Une demande écrite doit être alors adressée au bureau des étapes (bureau de garnison) de Compiègne. À cela s'ajoutent les déplacements à bicyclette que le comte de Comminges juge importants pour les besoins de la commune, comme ceux du boucher et du garçon-boucher ⁵².

En fin d'année, la mise en adjudication des débris du pont de Soissons doit permettre aux communes de Clairoix et de Margny de bénéficier de la vente des métaux aux fins de répondre aux dégâts des riverains et de régler ainsi les dommages pour faits de guerre. Mais cela ne règle en rien les déplacements des personnes soumises à une procédure compliquée où il faut montrer patte blanche à chaque point de contrôle sur chaque pont de bateaux et chaque passerelle de fortune installés plus en aval. À cela s'ajoute l'obligation de se faire établir, à la place d'armes de Compiègne, un nouveau laissez-passer pour le chemin du retour.

L'affaire est d'autant plus compliquée que la zone est (rive gauche de l'Oise) est soumise aux directives de la 6^{ème} Armée et celle de la zone ouest (Margny et les villages situés sur la rive droite) dépend de la 2^{ème} Armée. Les contrôles et les autorisations d'accès sont particulièrement

⁵² Lettre du comte de Comminges du 19 mars 1915 au colonel Lacotte, commandant d'armes de Compiègne. Boite d'archives 22 N 894, SHD Vincennes.

compliqués, et plus particulièrement après la relève des troupes et des unités de la Prévôté pas encore au fait de ces procédures.

Déjà, en novembre 1914, le colonel Lacotte, commandant d'armes de la place de Compiègne, signalait que « *Compiègne ne peut se ravitailler en vivres, lait, œufs, denrées fourragères, etc. (les villages de la rive gauche étant forestiers et de peu de ressources) que dans les villages suivants : Clairoix, Bienville, Coudun, etc. [...] J'ai l'honneur de bien vouloir vous demander d'autoriser la circulation à pied ou en voiture pour venir à Compiègne et retour dans les villages indiqués comme étant nécessaire au ravitaillement de la ville... ».*

Cependant cette situation n'apparaît pas comme prioritaire pour le commandement. L'effort se porte sur la contre-offensive au nord de l'Oise qui, par ailleurs, ne s'opère pas aussi vite qu'il l'aurait souhaité. En la circonstance, une avancée plus rapide aurait pu régler ce désagrément local par une réorganisation complète des 2^{ème} et 6^{ème} Armées. Toutefois, sans attendre l'évolution militaire souhaitée, le commandement se contente de « bricoler » le principe des contrôles. Une note du 30 mai 1915 autorise un allègement des procédures avec la délivrance d'un permis de circuler valable 15 jours pour les habitants qui en font la demande. Cette autorisation, bien que peu satisfaisante, parce qu'encore trop lourde, donnera toutefois un véritable bol d'air aux habitants de Clairoix et des autres villages pour se rendre à Compiègne et, pour les ménagères, y vendre le maigre produit de leur récolte.

L'école, les œuvres et la moralité

Nous avons vu que, faute d'instituteur (M. Bergès, sergent au 288^{ème} RI, est désormais au front), les garçons sont livrés à eux-mêmes. Trouver un instituteur de remplacement était devenu chose quasi impossible. Il fallait donc, en accord avec le ministère de l'enseignement, pourvoir localement à un recrutement. Cette question, au début de l'année 1915, reste encore en suspens.

D'autre part il y a de nombreux soldats, en quête de passades amoureuses, qui dépensent à l'envi leur argent et cherchent à noyer dans l'alcool les drames vécus. À chaque passage d'unités au retour du front, la situation est explosive. Le comte de Comminges, en tant que maire, ne peut se résoudre à ce que tout vole en éclat au prétexte que l'époque est exceptionnelle.

Du point de vue de la moralité, comment mobiliser ces civils de l'« arrière » à Clairoix ? Pour le maire, une chose simple à réaliser consiste à les impliquer dans les œuvres au profit des combattants. Les jeunes filles de bonnes familles, moins soumises aux travaux agricoles et aux récoltes potagères que leurs sœurs du monde rural, ne demandent qu'à servir à leur manière.

Avec le prolongement de ce conflit, le soldat commence à manquer de choses très simples : papier à lettre, écharpe, passe-montagne, pull-over, poudres diverses contre les parasites. Les besoins évoluent très vite. Sans le soutien des parents, la vie, déjà rude, devient très vite compliquée. Au cours de la contre-offensive de la Marne, la nourriture fait défaut, comme le dit ce témoignage d'un soldat : « *Nous sommes passés à Reims, il y a quelques jours. J'ai acheté du pain, des sardines à bas prix. Il ne me reste plus que 0,50 centimes. Donc, je vous prierai de m'envoyer quelque argent le plus vite possible. À la guerre, on n'est pas toujours ravitaillé et bien souvent nous sommes 2 ou 3 jours sans vivres. Nous mangeons des carottes crues, des betteraves, des feuilles et surtout de la viande crue. C'est triste la guerre... ».*

Le courrier envoyé au soldat arrive rapidement. En revanche, celui envoyé par le soldat est systématiquement retardé. Le commandement attend la fin d'une offensive pour le faire suivre à son destinataire ; en effet, les lettres pouvaient soit tomber entre les mains de l'ennemi, soit être lues par des espions infiltrés dans les bureaux de distribution. Les papiers et crayons manquent : « *Papa me dit de vous envoyer un petit mot tous les jours. Je ne demande pas mieux. Mais le papier manque souvent ainsi que les enveloppes. Et avec l'argent, où en acheter ? Tous les habitants ont évacué leur village ».* Ou encore : « *Quand vous m'enverrez encore un petit colis, mettez-moi quelques bons crayons noirs, car celui (je dis celui, mais plutôt le restant de celui-ci) avec lequel je vous écris, n'a plus que quelques centimètres. Envoyez-moi quelques boîtes de*

*poudre de pyrèthre. Il y en a chez le pharmacien. Je ne vous dis pas pourquoi. Vous le devinez »*⁵³. Au début de l'année 1915, poux et parasites de toutes sortes pullulent...

À ces différents besoins, les œuvres du village au profit de la Croix-Rouge doivent pouvoir apporter un certain confort à la troupe. Dès le début d'octobre 1914, le maire incita d'ailleurs ces jeunes femmes à recueillir des dons. « *La collecte qui avait été faite avant l'occupation allemande par Mademoiselle Sibien, Mademoiselle Leneutre, Mademoiselle Rambourg (nièce du comte de Comminges) au bénéfice de la Croix-Rouge a produit une somme importante. Nous en donnerons ultérieurement les noms des généreux donateurs* »⁵⁴. La présence de la nièce du comte (qui n'habite pas Clairoux) montre que le maire ne néglige aucune piste pour développer les œuvres de bienfaisance.



Au cours de l'année 1915, la collecte des dons au profit des poilus est organisée par la Croix-Rouge. En retour, les donateurs reçoivent de petites médailles. À gauche, la médaille au profit des dons pour les Poilus. À droite, celle au profit des enfants serbes recueillis en France après l'invasion de la Serbie et du Monténégro (collection de l'auteur).

Ces collectes, encouragées par les autorités préfectorales, auront lieu tout au long du conflit. Ces demoiselles entraîneront dans leur sillage beaucoup d'autres jeunes gens. Parmi eux, en octobre 1915, lors de la quête pour la « *Journée des Éprouvés de la Guerre* », nous trouverons Melles Grosmangin, Leneutre, Hachet, Leblond, Joffre, et le jeune Lucien Sénépart. Cette journée rapportera dans la commune plus de trois cents francs, ce qui est une somme étonnamment forte pour l'époque. La « *Journée des Poilus* » de décembre 1915, grâce au zèle de Mesdemoiselles Bouraine, Foirest, Bourin, Bouvard, Carpentier, Puff, Asselin, Olivier, rapportera 218 F, somme également exceptionnelle, qui a été déposée à la sous-préfecture.

Les moissons de 1915

À l'automne 1914, l'arrachage des betteraves et les semailles d'automne avaient été réalisées par les travailleurs réquisitionnés par le maire et par la quinzaine de travailleurs italiens temporairement réfugiés à Clairoux, et provenant des mines de l'est de la France⁵⁵. Les quelques réfugiés de Verdun sont également mis à disposition des fermes du village.

Au printemps 1915, l'emploi partiel des élèves des écoles aux récoltes est autorisé par le Préfet de l'Oise. Les garçons livrés à eux-mêmes seront ainsi employés à la moisson. À son tour, le ministère de la Guerre autorise dès avril 1915 les soldats de la Territoriale à bénéficier de permissions agricoles⁵⁶. Faut-il encore que le commandant du 13^{ème} RIT puisse admettre le dégarnissage de ses unités employées pour l'heure à la garde des prisonniers, à la protection des terrains d'aviation de l'Oise, ou encore à la protection des états-majors stationnés à Compiègne ou dans ses environs. En réalité, ce sont les soldats temporairement au repos et hébergés chez l'habitant qui aideront spontanément les cultivateurs(trices), sans contreparties.

L'organisation des moissons repose désormais sur 14 cultivateurs âgés, dont des veuves ou femmes seules comme Victorine Matte et Louise Bochand-Rollet, dont le courage et la détermination sont à souligner. En effet, sur les 43 cultivateurs recensés en 1911, 29 ont été mobilisés, dont 25 dès le début du conflit. Certaines terres sont en friches, d'autres exploitées par les patrons non mobilisés. Ils peuvent s'appuyer sur les quelques journaliers du village, mais on est loin de pouvoir accomplir la tâche, d'autant que l'été de 1915, redoutablement chaud, va précipiter les moissons. On peut ajouter que des chevaux sont encore réquisitionnés au cours de

⁵³ Le mot « pyrèthre » désigne aussi bien certaines plantes que l'insecticide végétal qui est extrait des fleurs séchées de chrysanthème ou de pyrèthre de Dalmatie.

⁵⁴ Journal « *Le Progrès de l'Oise* » du 3 octobre 1914. Bibliothèque de Compiègne.

⁵⁵ « *Le Progrès de l'Oise* » du 21 octobre 1914. Bibliothèque de Compiègne.

⁵⁶ « *Le Progrès de l'Oise* » du 2 avril 1915. Bibliothèque de Compiègne.

l'année 1915 et qu'une partie des récoltes est soumise à la réquisition au profit des troupes. On utilisera quelques chevaux militaires, les bœufs, et les bras des hommes, pour tirer la charrue.

Comme pour l'industrie, il faut remettre l'agriculture en route. Et vite ! Les vieux et les enfants y participent. Les femmes et les filles remplacent les hommes mobilisés. La solution retenue est fragile, toujours temporaire. Personne ne devine, à l'exception probablement du comte de Comminges, que le conflit va durer plusieurs années et que de véritables solutions pérennes doivent être trouvées. Les potagers se développent sur les contreforts du mont Ganelon. Les corvées de bois sont organisées quotidiennement, en famille, pour remplacer le charbon, qui commence déjà à manquer un peu partout. Les journées, pour les villageois et plus particulièrement pour les agriculteurs, sont, vous l'aurez deviné, très longues et laborieuses.

Une cohabitation parfois intime

Le premier semestre de l'année 1915 s'achève sur de généreuses moissons. Les réquisitions ordonnées par le Préfet sont acceptées comme « la part des anges », cette portion de récolte que l'on réservait jadis aux divinités pour permettre de meilleures moissons l'année suivante. Pour les Clairoisiens, les dieux, malgré les exactions de certains, n'étaient-ils pas ces soldats, ces protecteurs de la Patrie en danger ?

Au cours du premier semestre, des familles sont endeuillées. Léon Sézille vient de tomber au front le 23 avril. À partir du 25 mai, les parents Delasalle ne reçoivent plus de nouvelles de leur fils Maurice, adjudant au 97^{ème} RI ; et pour cause, il tombe à son tour dans la Somme au cours d'une offensive. Puis le 23 juin, la famille Foirest apprend la mort du fils Auguste.

Étrange cohabitation entre ceux qui perdent un proche et le soldat hébergé chez eux, parfois témoin en direct du malheur qui touche une famille. Si, par un curieux hasard, celui-ci, lors du repas frugal, est assis à la place du défunt, le silence est la seule réponse. Car, bien qu'aguerri, ce drame le touche ; son destin est lié à celui qui vient de disparaître. Ce soldat devient le fils, le frère, le temps d'un repos ; et cette famille devient une famille de substitution.

Les sépultures des soldats décédés dans les environs sont faites sur place. Déjà, pour les seuls noms connus, reposent le canonnier Jean Baptiste Arnaud du 16^{ème} RAC (Régiment d'Artillerie de Campagne), le soldat François Philippe Roberthon du 121^{ème} RI, le soldat Jean Basile Garcelon du 139^{ème} RI. Ils sont inhumés dans un carré provisoire au sein du cimetière du village. Le comte et la comtesse de Comminges assistent à toutes les messes, qu'il s'agisse d'intentions de prières en l'absence de la dépouille d'un soldat originaire du village ou des offices des soldats des unités de passage morts à Clairoix.

L'année 1915 commence par le décès d'un autre artilleur du 16^{ème} RAC. Ce régiment, au retour de la campagne des Flandres, s'était installé le 5 décembre à Remy. Il y restera jusqu'au 24 décembre 1914. Le 26 au soir le régiment rejoint le front à Beuvraignes, à Boulogne-la-Grasse et enfin à Tilloloy. Le soldat Bataille Antoinin de la 4^{ème} Batterie décède à l'ambulance n° 3 de Clairoix, le 8 janvier 1915, des suites d'une maladie. Le maire, comme à l'accoutumée, en est informé. Ces premiers morts sont le début d'une longue liste. Le comte de Comminges songe déjà à un cimetière militaire plus important à implanter sur une parcelle de la famille Sibien.

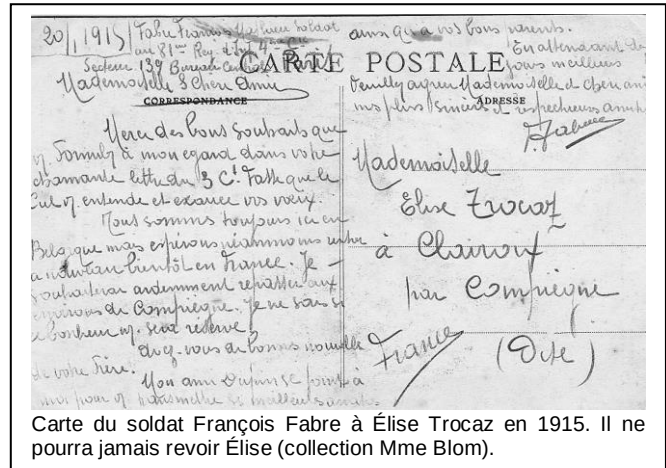
En page 208 de « *La zone dangereuse* », le comte de Comminges témoigne : « *Un autre cercueil montait à l'église, celui d'un soldat mort à l'ambulance ; porté par quatre infirmiers, il était drapé d'une étoffe tricolore. Un prêtre soldat en uniforme, revêtu d'un surplis fripé, marchait devant ; et derrière suivaient seulement deux personnes : [le comte], tête nue, une grande croix en feuillage à la main, et [la comtesse] avec un bouquet. Jamais ils ne manquaient un enterrement de soldat... les poilus et les officiers qui rencontraient cet étrange convoi, s'arrêtaient étonnés et saluaient militairement* ».

Les soldats, au repos, ou implantés dans le village, font désormais partie de la communauté.

Les épiciers, notamment Cantillon et Simart, rue Saint-Simon, se sont mis au goût du jour et vendent des produits adaptés à la troupe. Les lingères, Madame Georgette Soiron, rue de l'Église, ou encore Mme Delahaye, rue Saint-Simon, lavent et repassent les chemises des

soldats. Les couturières, Élise Trocaz, rue de l'Église, Hélène Lemoine, rue de Flandres, Lucienne Bouvart, route de Noyon, et Germaine Allavoine, rue du Port à carreaux (aujourd'hui rue du Général de Gaulle), reprisent les vêtements usagés, chemises, vestes et pantalons bleu nuit, ou de velours côtelé marron ou encore de laine bleu horizon. Madame Emma David, la femme du maréchal-ferrant, couturière chevronnée, reprise et retaille les tenues. Une économie nouvelle se met en place.

Les soldats du 81^{ème} régiment d'infanterie, originaire du Midi, logent chez l'habitant du 18 au 21 octobre 1914 à Clairoix et à Bienville. Un témoignage écrit figure sur la carte ci-contre adressée à la jeune Élise Trocaz, âgée de 17 ans. François Fabre, originaire de Florensac dans l'Hérault, soldat du 1^{er} bataillon, est hébergé chez les Trocaz avec quelques-uns de ses camarades. Le 21, il quitte ce douillet logement pour prendre position sur le front de l'Yser, en Belgique. Il survivra au conflit.



Carte du soldat François Fabre à Élise Trocaz en 1915. Il ne pourra jamais revoir Élise (collection Mme Blom).

Mais, si en général cette cohabitation se passe bien, elle est aussi la source de désordres inévitables.

Devant la recrudescence de la consommation d'alcool et les problèmes liés dans les communes occupées par la troupe, le général des Armées avait décidé dès octobre 14 :

Article 1 : Dans la zone des armées la vente aux militaires de tous grades et l'achat par ceux-ci de l'alcool et des boissons alcoolisées, est interdite tant chez les débitants et autres commerçants que chez les habitants.

Article 2 : Dans l'intérêt de la discipline et de l'hygiène des troupes la consommation de l'alcool et des boissons alcoolisées est limitée aux rations qui leur seraient distribuées réglementairement. En dehors de ces rations, il est interdit aux militaires d'accepter, même à titre gratuit, aucune qualité des boissons susvisées et il est interdit de leur en procurer.

À Clairoix, comme partout ailleurs près du front, malgré ces interdictions, des débits de boissons clandestins apportent un confort parfois tapageur aux soldats en perte de repères. Pour eux, l'argent n'a plus de réelle valeur. Pour les civils, cet argent, c'est aussi un mode de survie. Les décisions des armées ne sont pas toujours respectées. La Prévôté, patrouillant toujours par deux, sillonne les rues du village après le couvre-feu et veille au grain. Certaines femmes se sont vite habituées à cette présence de la troupe et se forment en petits cercles interlopes sur lesquels l'administration ferme les yeux. La Prévôté, obligée de faire respecter les décisions, se fait souvent l'ennemi des troupes, mais tâche au mieux de les raisonner, avant d'appliquer la fermeture des lieux de consommation. Au fil des mois, les écarts de conduite se multiplient inmanquablement.

Le maire scrute cette évolution tapageuse avec inquiétude. Il note, il consigne dans un carnet et en fera un roman, « *La zone dangereuse* », qui retracera les aventures des faiblesses d'une femme dans cette zone des armées, se laissant emporter dans une dérive qui la conduira en définitive à une forme de prostitution dont elle finira par se repentir. Cet ouvrage livre aussi le témoignage, très probablement personnel, d'un maire amené à trancher sur un destin personnel. Il en résulte une blessure intérieure qui le conduira à témoigner sous le pseudonyme de Saint-Marcet, sans jamais nommer le village de Clairoix, occultant les vrais noms pour ne pas nuire plus avant à une population qui lui avait témoigné toute sa confiance. Pourtant, dans ce roman, il nous laisse des pistes qui laissent peu de place au doute. Un siècle après, à partir de longues recherches et de sources officielles jusqu'à présent inédites, il est possible de décrypter ce roman et de le replacer dans son véritable contexte. Cette histoire se déroule en 1915 et offre un témoignage extraordinaire sur le village de Clairoix durant la première guerre mondiale.

Chapitre 5

« La zone dangereuse », roman ou histoire vécue ?

Au départ, il s'agit d'un roman. Le village dans lequel se déroule la plus grande partie de l'histoire est celui de Fontaine-sous-bois. Ce lieu est imaginaire, il n'existe pas sur la carte. Il se situe quelque part au nord de Compiègne, tantôt à droite, tantôt à gauche de l'Oise. Un indice cependant le fait correspondre à Clairoix : Fontaine. Comme nous l'avions vu ci-dessus, le village est réputé pour sa source d'une exceptionnelle qualité. Elle fit même l'objet d'une surveillance par l'armée tant ses propriétés permirent d'endiguer localement la propagation de la typhoïde. Le nom même de Clairoix proviendrait d'une déformation très ancienne de « claire eau ». Sous l'ancien régime, ses eaux auraient été acheminées au château de Compiègne depuis la source dite « du Roy ». Le choix de « Fontaine-sous-bois » n'est pas un hasard. Quant au bois, et non une forêt, il s'agit tout simplement des anciennes terres à vigne des 17^e et 18^e siècles abandonnées à la suite de l'invasion du phylloxéra en 1864, puis de l'extension du chemin de fer qui permit l'acheminement de meilleurs cépages vers les marchés du nord de la France. Ces terres, laissées en grande partie en jachère, finirent par devenir un bois et le mont Ganelon commença à se recouvrir de feuillus dès 1864.

Le marquis de Saubole, dont le nom s'apparente à la ville de Saubole dans les Pyrénées atlantiques, n'est autre que le comte de Comminges, du comté du même nom, territoires distants de 80 kilomètres environ. Si l'auteur s'y dépeint sous une forme d'autodérision, « une ressemblance avec Henri IV (en page 137) », notre bon roi originaire des environs de Pau, on considérera que les indices faisant référence à sa personne sont nombreux.

Le lieu maintenant ; une rivière coule au milieu du village, faisant référence à l'Aronde. L'Oise est à proximité si l'on en juge par la description des canonnières de la Marine nationale. Le village n'est situé qu'à quatre kilomètres de Compiègne. Des aviateurs, basés non loin, et qui pourraient être ceux du terrain de Corbeaulieu, s'y rendent en voitures. Enfin, la montée de la colline, les pièces de DCA, l'observatoire, les projecteurs, l'ambulance, l'hôpital américain d'à côté, qui n'est autre que celui d'Annel, l'officier de garnison pour le logement de la troupe, etc., toute la description laisse montrer qu'il s'agit de Clairoix. Le roman fut écrit en 1924, le comte venait de quitter ce village au début des années vingt. L'histoire du village pendant la guerre l'avait marqué profondément.

Replaçons le village de Clairoix dans le contexte général à la fin du premier semestre 1915, période où se déroule cette histoire. La situation globale sur le terrain des opérations militaires n'évolue pas. À défaut d'une avancée décisive, les armées sont réorganisées. À compter du 13 juin 1915, l'armée française est désormais répartie en trois groupes, commandés par le général Dubail pour le Groupe d'Armées de l'Est (G.A.E.), par le général de Castelnau pour le Groupe d'Armées du Centre (G.A.C.), et par le général Foch pour le Groupe d'Armées du Nord (G.A.N.).

Le généralissime Joffre n'a donc plus affaire qu'à trois hommes, ce qui simplifie la tâche du commandement.

Précisément, au G.A.N., avec la troisième bataille de l'Artois, les opérations se concentrent sur Arras en coopération avec les Anglais et les Belges. Au centre, l'effort s'exerce de nouveau en Champagne avec la deuxième bataille du même nom.

Entre les deux, au nord de l'Oise, le front se stabilise. Les lignes de front s'embrasent par moments. Régulièrement, sur le plateau de Quennevières et au Bois-le-Prêtre, des duels d'artillerie s'engagent. Depuis le mont Ganelon, les lueurs vespérales de la bataille sont toujours perceptibles et le sourd roulement du canon se fait entendre distinctement. Les habitants de Clairoix s'y sont maintenant habitués.

Par la voix de Clemenceau, on précise au gouvernement que l'après-guerre est déjà arrêtée : « *occupation de la rive gauche du Rhin jusqu'à la Hollande, les frontières comprenant Aix-la-Chapelle, Cologne, Mayence, etc., avec une indemnité de guerre s'élevant à 60 milliards et la mainmise sur tous les chemins de fer, les mines et grands établissements industriels* ». Ainsi, un objectif est du moins fixé ; reste le plus difficile, confirmer l'essai sur le terrain, ce qui n'est pas gagné en cette année 1915.

Sur un plan plus stratégique, l'idée de déclencher une offensive en Orient fait son chemin. L'ouverture d'un autre front pourrait déstabiliser les lignes allemandes à l'ouest. Mais aux Dardanelles l'échec des alliés face aux Turcs ne fait qu'enliser le conflit. Alors, pour contourner la péninsule orientale, en octobre 1915, un débarquement à Salonique engage l'armée française, appelée « Armée d'Orient », dans la péninsule balkanique. Des soldats originaires de Clairoux prendront part à ce corps expéditionnaire d'Orient souvent oublié par la population de l'arrière. Si le conflit prend une tournure quasi-mondiale, rien ne bouge à l'ouest. Le conflit s'installe dans la durée.

Néanmoins, à partir d'août 1915, les soldats Clairouisiens prennent leurs premières permissions. Mais ils sont rares à faire ce déplacement. Seules les unités non engagées libèrent pour la première fois leurs hommes, l'espace de sept jours⁵⁷. Heureux de retrouver leur famille, ils ne parlent pas, et, aux yeux de leurs proches, ces hommes, parfois reclus, ont bien changé. Cependant certains permissionnaires prêtent main forte aux moissons. De toute façon, ils n'éprouvent qu'une envie : retrouver leurs camarades au front et finir le boulot à la tranchée. Quel sentiment étrange pour ces mères et ces sœurs, de retrouver un fils, un père ou un frère, silencieux, aux sautes d'humeur imprévisibles et exacerbées, présents physiquement mais mentalement absents. Les adieux se font en gare de Compiègne, non sans quelque inquiétude pour la suite...



Tandis que les premiers permissionnaires de Clairoux rentrent à leur dépôt d'unité, les unités militaires traversent le village, y cantonnent provisoirement, remontent en ligne. D'autres s'installent et relèvent les existantes. Le Génie maritime, après avoir installé pontons et passerelles, est relevé par une étrange cohorte...

Depuis le 8 août 1915, des travailleurs civils du Génie venant de Paris et des environs sont cantonnés dans les villages environnant le mont Ganelon. Le service du Génie est chargé de les nourrir, de les payer et de diriger leur travail. Un gigantesque chantier s'engage sur les flancs de cette colline et donnant sur toute la vallée du Matz. Ceux qui craignent un possible retournement

⁵⁷ Le principe permissionnaire est de trois périodes de sept jours à compter du 1^{er} juillet 1915. Il passera à trois fois dix jours à partir du 1^{er} avril 1917. Ce sera l'un des meilleurs régimes permissionnaires au monde pour le soldat, la France rattrapant ainsi son retard. Ce retard était dû au postulat selon lequel le conflit serait de courte durée. Un taux de 10 % de la masse totale du contingent est en permission. Ce régime se met difficilement en place à l'été 1915, car il nécessite une réorganisation des forces sur les lignes combattantes. Emmanuelle Cronier, « *Permissionnaires de la Grande Guerre* », éditions Belin, 2013.

de situation n'excluent pas une forte poussée allemande ; ainsi ce surplomb partiellement boisé pourrait bien un jour prendre une valeur tactique.

Les travailleurs requis civils, non incorporés pour diverses raisons, étrangers pour certains, nourrissent tous les ressentiments de la population. La Prévôté les surveille ; elle est secondée d'une escouade à cheval, et ce n'est pas un luxe. Ces ouvriers, dont certains sont peu recommandables, sont répartis en cinq cantonnements (Clairoix, Janville, Bienville, Coudun et Giraumont), qui varient suivant la proximité des travaux en cours.

Un détachement de deux à six gendarmes et une escouade à un peloton à cheval sont chargés de faire la police dans chaque cantonnement. Avec un nombre total de 2 000 ouvriers, recrutés au début sans aucune précaution, la situation exige des mesures particulières de rigueur.

À la suite d'une surveillance discrète du 10 au 15 août 1915 faite sur le chantier de Longueuil-Annel, l'inspecteur de police mobile, M. Lunel, dresse un rapport très détaillé sur ces individus ⁵⁸. Il y consigne notamment les éléments suivants : parmi ces ouvriers « [...] un grand nombre d'étrangers (Russes, Roumains, Italiens ...) sont venus compléter les premiers éléments. Et comme aucune qualité n'était exigée pour être embauché, qu'il suffisait au postulant de donner un nom et un prénom, [...] il en est résulté que bon nombre des individus ainsi embauchés sont des gens sans aveu et des repris de justice [...] simplement tentés par le taux relativement élevé du salaire ou par le désir de se rapprocher du front dans un but de curiosité... ».

Dans son rapport, l'inspecteur ajoute : « Il est à signaler l'inconvénient que présente la correspondance adressée par un grand nombre de ces ouvriers à leurs parents ou leurs amis de l'intérieur... Leurs lettres doivent comporter fréquemment une foule de renseignements d'ordre militaire, qui sont donnés peut-être inconsciemment, mais n'en sont pas moins portés à la connaissance du public (emplacement de régiments et même de batteries lourdes, passage de troupes, travaux de défense...) ».

Comme on peut le voir, le climat de suspicion s'exerce encore sur les villages environnant le mont Ganelon. Sous l'escorte de la Prévôté, ces ouvriers finiront par partir en décembre après avoir aménagé les contreforts du mont Ganelon en forteresse. C'est avec une certaine satisfaction que les Clairoisiens les verront partir, leur préférant, et de loin, leurs poilus tapageurs et leurs vigoureuses unités de passage.

C'est dans ce contexte particulier que le comte de Comminges plonge son roman.

Une histoire légère

L'état de guerre bouleverse toujours l'ordre établi. Ce désordre se distille dans toutes les couches de la société. Nul n'y échappe. C'est un désordre absolu et des comportements nouveaux s'installent.

Il touche les civils comme les militaires. Il n'y a pas vraiment de règles en dépit des consignes délivrées en permanence par le commandement portant sur la consommation d'alcool, la prostitution et le relâchement des soldats soumis à une pression psychologique trop forte. Des destins parfois basculent. Inexorablement.

C'est tout le roman du comte de Comminges « *La zone dangereuse* ». C'est en fait l'histoire d'une femme, Berthe Ghenlis, habitante de Soissons au moment de l'invasion allemande dont le mari, adjudant au 67^{ème} RI est au front. Isolée du reste de la France comme beaucoup de femmes, elle est comme transportée sur un radeau de fortune voguant au fil des événements. Il ne s'agit pas de réécrire le roman du comte de Comminges édité sous le pseudonyme de Saint-Marcet. Mais celui-ci reste un roman intéressant à découvrir et qui dépeint très parfaitement le climat des villages de l'arrière.

Résumons l'histoire. Cette jeune dame, un brin charmante, mariée à un sous-officier du 67^{ème} RI de Soissons envoyé depuis au front, se retrouve isolée dans cette ville au milieu des armées du Kaiser. Un officier allemand, le capitaine Von Kiessen, probablement attaché au service de

⁵⁸ Boite d'archives n° 22 N 894, SHD Vincennes.

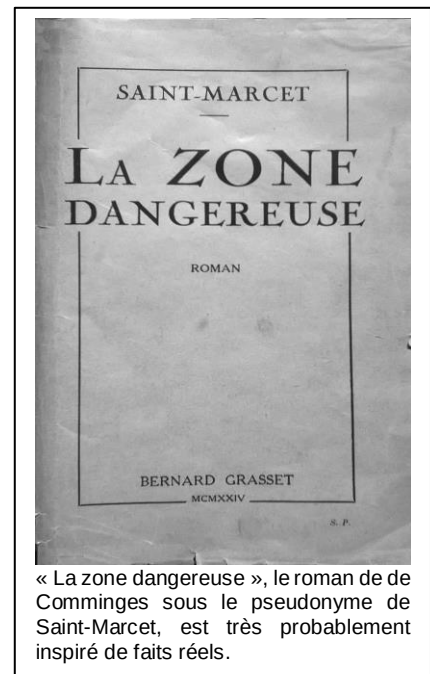
l'espionnage, est hébergé chez elle. Très vite, cet officier la convainc de rejoindre la zone française contre argent sonnante et trébuchant. En retour, il lui demande de prendre contact avec un réseau d'agents infiltrés et de leur fournir des renseignements sur les unités françaises. Ne souhaitant que retrouver ses proches, sa fille et sa belle-mère réfugiées à Compiègne, elle fait mine de jouer ce jeu trouble et parvient à passer les lignes du front, décidée à ce que les choses s'en arrêtent là. La Prévôté n'est pas dupe et inscrit son nom au signalement. Ses relations orageuses avec sa belle-mère, ses liaisons adultérines avec quelque soldat de passage, font très vite qu'elle décide de s'installer à Fontaines-sous-bois - Clairoix. Elle ne put jamais fournir de véritables explications aux autorités sur les facilités avec lesquelles elle parvint à franchir les lignes. Sa beauté lui ouvrit les barrières tant au sens propre qu'au sens figuré. Mme Ghenlis, qui devient veuve, s'attache les services de Mme de Rousquignolles, sorte de tenancière d'un lieu interlope du village, moitié maison de passes et moitié salle de jeux d'argent, très fréquentée par les militaires. Mais le bureau de la sûreté générale de Compiègne, pressant le maire de Fontaines, le marquis de Saubole - comte de Comminges, aura raison de cette encombrante beauté.

Celle-ci sera finalement expulsée de la « zone dangereuse » ...

Pour reprendre la critique au moment de la parution de ce livre en 1924 chez l'éditeur Bernard Grasset, *« C'est le récit des faiblesses d'une femme dans un cadre exceptionnel où il est enfermé : « La zone dangereuse ». Il faut beaucoup d'art pour dépouiller de telles aventures de ce qu'elles pourraient avoir de mal tolérable ; il a doté Berthe Ghenlis, sa pitoyable héroïne, d'une si candide mollesse, de tant d'ingénuité, de vanité, d'une si profonde inconscience, qu'on ne peut tenir à cette pauvre femme rigueur de ses débordements. »*

Ce sont les mémoires mêmes de cette malheureuse jeune femme que Saint-Marcet feint de nous donner. Ils sont rayonnants de naturel et de simplicité, d'exactitude et de vraisemblance, si bien qu'on ne sait si l'on est plus porté à faire à cette « pauvre petite Madame Ghenlis », grief des fautes – dont elle finit par se repentir – qu'à la plaindre pour ses malheurs, dont elle finit par être punie.

L'action évolue, en effet, dans le milieu particulièrement entreprenant, celui des régiments du front décrit incidemment par Saint-Marcet, avec beaucoup de vie, d'amitié et d'esprit... ».



« La zone dangereuse », le roman de de Comminges sous le pseudonyme de Saint-Marcet, est très probablement inspiré de faits réels.

L'auteur, le comte de Comminges, est tout à la fois un homme de la vieille France et un homme ouvert à toutes les évolutions de son temps. Durant sa carrière militaire de sous-officier, avant d'être promu officier au cours des opérations de Cochinchine, il s'était de nombreuses fois opposé aux méthodes de commandement de ses supérieurs. Il avait un je-ne-sais-quoi de révolutionnaire et de provocateur qui sommeillait au fond de lui. Cette opposition constante lui avait valu de nombreuses punitions. Lassé de se voir non écouté ou compris, il finit par dénoncer son grade de sergent pour redevenir simple soldat et servir dans quelque conflit des lointaines colonies. En effet, après ses cinq premières années d'armée passées dans un régiment de Dragons, il cumula un total de 100 tours de consignes, 84 jours d'arrêts simples et 8 jours d'arrêts de rigueur. Le summum fut atteint le 8 février 1885 *« avec 15 jours d'arrêts de rigueur signés par le colonel pour être sorti du quartier à 10 heures du soir en petite tenue, en violant la consigne du brigadier de garde, alors qu'il était puni de consignes et n'est rentré qu'à 3 heures du matin »*, précise son dossier militaire. Car notre jeune homme, proche de ses camarades, est joyeux drille. Plein de vie, la vie de caserne l'ennuie. Il préfère l'aventure...

Le 7 mars 1885, le voilà affecté à sa demande au 2^{ème} régiment de Spahis. Brigadier le 1^{er} avril 1885, il accomplit alors une première campagne en Afrique du 10 mars au 20 avril 1885. Le 17

juillet 1885, il retrouvera son grade de sergent au 2^{ème} régiment de Tirailleurs Tonkinois, avec lequel il effectuera une deuxième campagne au sein du Corps expéditionnaire du Tonkin du 21 avril au 16 juillet 1885, prolongée du 17 juillet 1885 au 19 mai 1886.

Le 12 février 1886, remarqué sans doute pour ses qualités de commandement, de cavalier de grande tenue, il est promu par décret officier de cavalerie et débute une seconde carrière dans ce corps. Il devient un autre homme, plus calme, plus réfléchi.

De Comminges est un homme accompli. Doué pour l'équitation, il dispose également d'un talent d'écrivain et publie tant sous son vrai nom que sous des pseudonymes⁵⁹. S'il est un catholique convaincu, il n'en est pas moins un homme de son temps, au caractère déjà bien trempé, à l'épreuve de la rudesse des hommes, à l'épreuve du feu des armes. Homme d'expérience, il ne découvre pas les situations. Il n'est pas un naïf, mais sait anticiper les événements. Il connaît la légèreté de la nature humaine, tout à la fois ses faiblesses et ses capacités.

Dans le Clairoux de l'année 1915, il perçoit nettement les situations critiques qui se mettent inexorablement en place. Premier magistrat de la commune, il sait accorder un délai de grâce à tout un chacun, lance des avertissements discrets au départ, puis se fait plus incisif, enfin il tranche.

Assis à son bureau, le comte de Comminges, en qualité de romancier, a sans doute ouvert un carnet pour y prendre des notes quotidiennes. Il aurait pu imaginer cette histoire. Mais la réalité lui offre un scénario tout trouvé. Étant au centre des événements, confronté aux décisions difficiles, il se décide à immortaliser une histoire locale, légèrement différente mais vécue, comme le dévoilent les archives militaires.

Faut-il y voir le témoignage, probablement très personnel, d'un maire amené à trancher, dans toute sa rigidité, sur un destin personnel ? Il fait un exemple pour prévenir d'autres cas. Sanctionner pour l'exemple est toujours ressenti comme une injustice, tant par la prévenue que par l'autorité. Mais les événements laissent peu de place aux sentiments. En résulterait-il d'une blessure intérieure qui le conduira à évoquer la tranche de vie d'une femme tout d'abord sous le pseudonyme autobiographique de Berthe Ghenlis dans la première édition parue au *Mercure de France*, puis repris sous le pseudonyme habituel de Saint-Marcet, sans jamais nommer le village de Clairoux, occultant ainsi les vrais noms pour ne pas nuire à une population qui lui avait placé toute sa confiance durant trois mandats successifs ?

Parmi les nombreuses affaires de sûreté qui éclatèrent dans la région au cours de l'année 1915, l'une est révélatrice. Elle est mise en route à l'initiative de la sûreté générale du 13^{ème} CA à Compiègne. Dans les milieux officiels, chez les militaires, le préfet et les sous-préfets et enfin, les maires, tous sont très certainement tenus au courant d'une affaire comme étant un cas d'école, afin d'éveiller leur attention et la vigilance qui doit être accentuée au niveau des communes.

C'est l'affaire de Célestine Vandandal dans l'Oise qui, sans doute, inspirera le comte de Comminges pour débiter son roman. Selon la prévôté du 13^{ème} CA, la Dame Vandandal « *Interrogée (avec une autre femme) à Béthancourt, en présence du colonel commandant la brigade, elles (...) auraient franchi les lignes allemandes sans être inquiétées et se seraient présentées à nos postes. Le colonel trouvant leur histoire suspecte les fit remettre à la gendarmerie* »⁶⁰. Louis Panel, auteur de « *Gendarmerie et contre-espionnage* », cite dans ce livre particulièrement fouillé que la prévenue fournit des explications extrêmement confuses, qui ne lèvent en rien sa suspicion. « *Fouillée à la prévôté, rien de suspect sur elle, Mais cette femme est évidemment très suspecte d'espionnage... elle a ajouté que si on la laissait en liberté, elle dirait alors par lettre ce qu'elle ne peut pas dire actuellement* ».

L'affaire Vandandal pourrait donc avoir été le point de départ du roman du comte de Comminges, car une deuxième affaire se présente au début de l'année 1915, cette fois à Clairoux. Une autre

⁵⁹ Saint-Marcet est le plus connu, notice historique clairoisienne n° 6 « *Le comte Aimery de Comminges et Clairoux* » Rémi Duvert, 2013.

⁶⁰ « *Gendarmerie et contre-espionnage* » collection Études (Service historique de la Gendarmerie nationale), page 106. Les documents apparaissent également à la boîte archives 22 N 894 du SHD à Vincennes.

femme apparaît dans le viseur de la Sûreté Générale du 13^{ème} CA, Mme Lefèvre veuve Bardet, très certainement réfugiée, à l'exception des archives militaires, les archives départementales de l'Oise, probablement incomplètes, n'en font pas mention⁶¹. Elle sera expulsée comme Berthe Ghenlis au cours de l'année 1915. D'où vient-elle ? Nul ne le sait. C'est sans doute le début de cette intrigue réelle qui va inspirer le maire dans l'écriture du roman.

Qui est cette femme ? Que lui reproche-t-on au juste ?

Le comte de Comminges va prendre une décision douloureuse, celle d'expulser cette indésirable Mme Lefèvre.

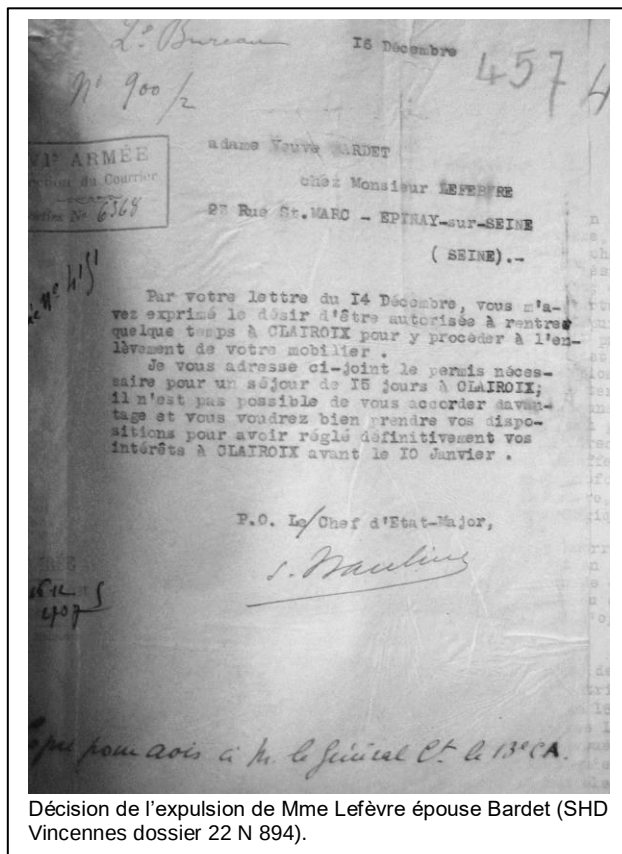
Pour justifier sa décision, il s'appuie sur des éléments provenant de divers rapports qui furent transmis au Capitaine Paquet, commandant de la Prévôté du 13^{ème} CA. Les maires sont ainsi mis dans la boucle des affaires de sûreté générale, comme le souligne le comte de Comminges dans son roman (page 273) où il fait dire par la voix d'un colonel s'adressant au marquis de Saubole, maire de la commune : *« Pardon si je vous interromps, cher monsieur, mais je croyais que ce genre d'enquête ressortissait à l'autorité militaire ? Quelle confusion de pouvoirs ! Comment ! Même sur le front de guerre, messieurs les préfets ne vous fichent pas la paix ? »*. Puis faisant répondre le marquis de Saubole : *« Vous savez bien... que le Service de Sûreté... Et ils commencèrent une discussion politique... »*

De toute évidence, les maires, et, parmi eux, le comte de Comminges, subissent la pression des événements. Ainsi apprend-on, entre autres, par le biais d'un rapport du commandant Gerber, que des femmes ont signalé du côté de Chevincourt un personnage douteux vêtu d'un uniforme d'officier français. La suspicion est permise et des relais semblent bel et bien exister pour transmettre des informations sensibles à l'ennemi.

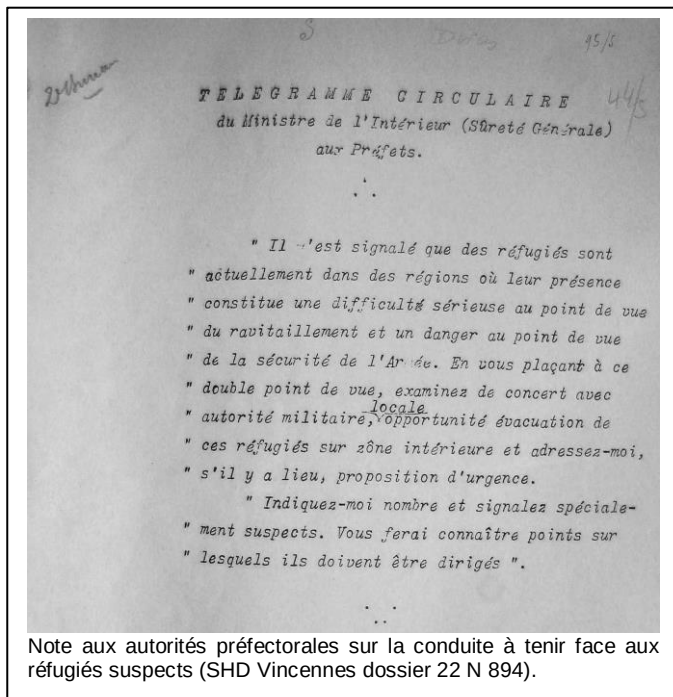
Chacun sachant qu'il est facile de recueillir des informations sensibles « sur l'oreiller », les femmes aux petites vertus font partie des premiers wagons d'indésirables et seront expulsées de la zone des armées.

Les maires seront chargés de mener un recensement suivi d'une enquête sur les étrangers et les réfugiés français dans leur commune, selon la note en date du 22 novembre 1915, signée du général Dubois, commandant la 6^{ème} Armée *« ... Le recensement sera fait par enquête sur place et non uniquement à la suite d'une simple documentation auprès des autorités préfectorales et municipales... »*

Pas moins de trois cents états seront envoyés au capitaine Paquet pour l'ensemble des communes concernées dans le secteur du 13^{ème} CA, dont celui de la commune de Clairoix, recensant les étrangers d'une part et, de l'autre, les 16 réfugiés français (état non nominatif) que la commune compte.



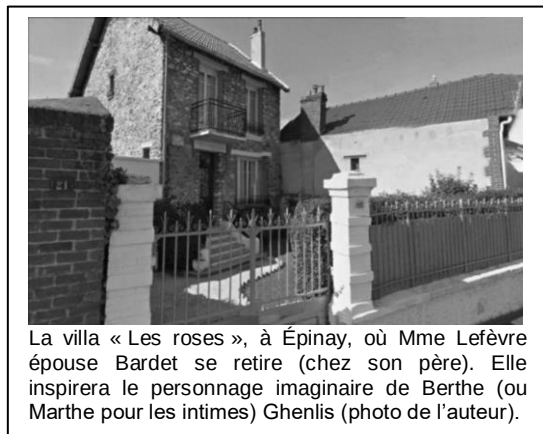
⁶¹ Les archives départementales de l'Oise ne mentionnent que l'état nominatif des réfugiés en place à Clairoix du mois de décembre 1915. A cette date, l'affaire est déjà résolue. Les états concernant les mois précédents n'apparaissent pas, ce qui ne permet pas de lever le doute.



Si Célestine Vanvandal (qui inspira le début du roman) fut bien internée au camp de Précigné dans la Sarthe, parmi les quelque quatre mille personnes furent internées⁶², Mme Lefèvre épouse Barbet se retire chez son père en région parisienne, à la villa « Les roses », à Epinay-sur-Seine. Mais il semble bien qu'elle fut la première femme de Clairoux à avoir subi dans toute sa rigueur à la fois les consignes du préfet et celles du commandement militaire. La note de service du 24 octobre 1914 de la 2^{ème} Armée (avec information aux préfets) sur les suspicions envers les étrangers et les filles publiques précise qu'ils doivent être arrêtés et dirigés vers l'intérieur. Nous retrouvons une certaine analogie avec le personnage principal du roman du comte de Comminges, Berthe Ghenlis ou Marthe pour les intimes. Mme Lefèvre fut-elle une

femme de petites vertus, s'adonnant aux plaisirs du soldat, dans l'arrière-boutique d'une épicerie de Clairoux, où les plaisirs de la chair côtoient ceux des jeux d'argent ? Nous n'avons pas la réponse officielle, à l'exception d'une décision d'expulsion. Pour seul témoignage, il nous reste l'histoire de « La zone dangereuse ». Pour souligner le personnage, de Comminges la fait se surnommer Marthe. La référence à Marthe Richer (ou Richard), cette ancienne prostituée, qui, au lendemain de la guerre, se réclame être une espionne, un agent double à la solde du Commandant Ladoux des services secrets, constitue un autre indice. À propos de Marthe Richer, si le comte de Comminges y fait allusion, c'est qu'elle fut surtout connue à l'issue du conflit. Avant-guerre, elle est renommée comme étant une aviatrice étonnante en gagnant en février 1914 le record féminin de la plus longue distance à bord de son Caudron G3 depuis le Crotoy dans la Somme jusqu'à Zurich. Sa réputation fondée ou infondée d'agent secret fut révélée après la guerre par le journal « L'Action Française » dans lequel Léon Daudet s'indigna sur le compte de ce personnage. Puis, curieuse coïncidence et véritable pied-de-nez à l'histoire, en 1945, elle dépose un projet devant le Conseil municipal de Paris pour la disparition des maisons closes. Pour revenir au roman du comte de Comminges, il met en scène le marquis de Saubole s'adressant à Berthe-Marthe : « Je ne vous ferai pas la morale..., j'ai demandé que votre refoulement se fasse de façon la plus discrète... L'auto de la Prévôté viendra vous prendre demain à la nuit tombée et vous mènera jusqu'à la gare de Compiègne ». Il s'agit probablement des mêmes paroles qu'il prononça dans la véritable affaire. Ainsi se clôt l'histoire d'un roman et, sources à l'appui, la véritable histoire de Mme Lefèvre veuve Bardet à Clairoux.

Bien qu'apparaissant comme une décision logique, cadrant pleinement avec le climat des événements de 1915, à l'aune de l'année 1916, elle parut bien injuste, tant le problème de la prostitution prit un tournant ravageur à Clairoux. En tant que maire, le comte de Comminges ressentira *a posteriori* cette décision comme une douloureuse blessure intérieure qu'il tentera



⁶² Inventaire des archives départementales de la Sarthe.

AVIS IMPORTANT
relatif à la
DIVULGATION
DE SECRETS
Intéressant la Défense Nationale

Le Général Commandant la Région du Nord informe les populations que toute indiscrétion commise, sous quelque forme que ce soit, notamment PAR CORRESPONDANCE PRIVEE, sur les emplacements, mouvements, effectifs d'unités, la nature et l'importance des fortifications, l'état moral des troupes, etc., fera l'objet de poursuites devant le Conseil de Guerre.

Ces indiscrétions tombent, en effet, sous le coup de la loi pénale.

Si il résulte, soit du texte même de la correspondance incriminée, soit de renseignements fournis sur son auteur, soit de toute autre circonstance, que le signataire d'une lettre peut être soupçonné d'intelligence avec l'ennemi, les poursuites seront exercées par application des articles 205 et 206 du Code de Justice Militaire QUI PREVOIENT LA PEINE DE MORT.

Si l'intelligence avec l'ennemi n'est pas établie, les poursuites seront exercées en vertu de la loi du 18 Avril 1886, sur l'espionnage, loi QUI PUNIT D'UNE PEINE DE CINQ ANS D'EMPRISONNEMENT la divulgation de plans, écrits ou documents secrets intéressant la défense du territoire, la sûreté extérieure de l'Etat, et d'une façon générale la divulgation de tout secret intéressant la défense du territoire, par tout individu qui, ayant eu connaissance des dits plans, écrits, documents ou secrets, aurait divulgué les renseignements parvenus à sa connaissance.

Boulogne-sur-Mer, le 21 Août 1915.
Le Général de Division Commandant la Région du Nord,
Pour le Chef d'Etat Major,
M. LA SALLE
Signé: **L. ALIX**

OC. n°37, A.D.O. Ep 2152

Affiche relative au maintien du secret dans la zone des armées, signée par le Général Alix en 1915. Les indiscrétions peuvent entraîner l'anéantissement d'une opération militaire et se traduire par les morts de nombreux soldats. Aussi les autorités locales sont-elles amenées, comme le comte de Comminges à Clairoix, à prendre des décisions rigoureuses, et souvent en l'absence de preuves tangibles. Mais au titre de la préservation du secret, les déplacements vers l'arrière sont les seuls moyens d'action rapides et efficaces (Archives départementales de l'Oise).

vraisemblablement de refermer par la rédaction de « *La zone dangereuse* », roman qui tranchera avec tous ceux qu'il eut l'occasion d'écrire jusque-là.

Au repos à l'arrière, les soldats trouvent souvent, en tout bien tout honneur, une compagnie féminine, une marraine de guerre, mais peuvent aussi rencontrer des prostituées professionnelles, venues de Paris et qui se sont installées près du front pour continuer leurs affaires. L'état-major a tenté d'endiguer l'essor de la prostitution dans la zone des armées pour éviter la propagation des maladies vénériennes. Mais les bordels fleurissent dans les bourgs situés en arrière du front. La prostitution est une affaire sanitaire plus que de sûreté. Mais est-ce bien si sûr ? Chacun garde à l'esprit l'affaire Mata Hari. La prostitution devient aussi une question de sûreté.

Clairoix, placé à 6 kilomètres du front, est particulièrement bien positionné pour les unités au repos. Si des sentiments amoureux restent sincères, d'autres sont plus vénaux. Le client-soldat a un peu d'argent et peu de temps. Ces dames venues de la région parisienne l'ont bien compris et font commerce de leur corps. D'autres dames, à l'âge bien avancé, tout comme de jeunes filles, issues du cru, pourraient bien évidemment suivre la même voie, mais, cette fois, pour arrondir des pensions ou des salaires misérables.

Ce phénomène, nouveau pour le village - mais pas inconnu de l'officier de Comminges dans les opérations militaires effectuées aux Colonies -

doit être surveillé, au besoin réprimé, au mieux endigué.

Le comte de Comminges n'a sans doute pas oublié les aventures nocturnes des hommes qu'il avait jadis commandés, et... celles de ses propres escapades. Comment le maire, avec l'appui du commandement, va-t-il résoudre ce problème ?

Chapitre 6

L'école à Clairoix, le rôle déterminant de l'enseignement

Tandis que les garçons reprennent le chemin de l'école, les deux classes, filles et garçons, abordent un enseignement public dicté par les événements.

Mireille Dutilloy, qui fut par la suite couturière dans le village, est née à Clairoix en 1906, et a donc 8 ans au début du conflit. Ses cahiers scolaires constituent une archive particulièrement intéressante pour apprécier la teneur des cours dispensés en cette période de guerre. Les exemples de sa famille vont en inspirer la rédaction.

Son père, Eugène Dutilloy, est mobilisé au 13^{ème} RIT dans un premier temps, puis en raison de faiblesses physiques, il sera dirigé vers les commis ouvriers militaires. Il sera blessé en manipulant maladroitement une munition ; l'incident est relaté dans les parcours individuels des combattants de Clairoix (2^{ème} partie du présent ouvrage).

Mireille, fille unique, n'a pas de frère au front, mais des oncles mobilisés, notamment Charles, le plus jeune, de 10 ans son aîné, et compte tenu de son âge, il est comme un frère. Il est appelé en avril 1915 au 67^{ème} RI. Il sera cité en 1917 et blessé deux fois en 1916 et 1918.

Mais revenons à la situation de l'école à Clairoix en cette rentrée 1915. Une solution semble avoir été trouvée pour l'école des garçons. Rappelons que l'instituteur, M. Adolphe Bergès, originaire du Gers, exerçant à Clairoix depuis 1909, avait été rappelé le 3 août 1914 au 288^{ème} RI. La classe des garçons était restée sans maître d'école depuis septembre 1914. Les gamins parcouraient les rues de Clairoix, pour certains livrés à eux-mêmes, traînant de bivouacs militaires en zones de cantonnement, y apprenant le langage peu châtié de la troupe. Parfois se livraient-ils, l'oisiveté aidant, à quelque rapine ou chapardage ? D'autres étaient pris en main plus fermement. Une aubaine pour les vieux agriculteurs qui purent disposer d'une main d'œuvre comme à la « grande époque » d'avant l'école de Jules Ferry. Mais en somme, l'ensemble de l'édifice de l'enseignement des garçons se délitait. Une solution devait être trouvée.

Adolphe Bergès avait été blessé grièvement en août 1914. Après un séjour à l'hôpital, il avait probablement pu bénéficier de congés de convalescence, et probablement de sept jours de permissions, puisque celles-ci commençaient à être accordées à compter de l'été 1915. Avant qu'il ne rejoigne son corps en février 1916, probablement durant sa convalescence, il a pu aider le maire dans la recherche d'une solution durable pour l'école des garçons.

Le comte de Comminges, qui n'a qu'à traverser la rue pour aller à la mairie-école, peut à l'occasion surveiller les garnements, mais ses responsabilités font qu'il ne peut se trouver partout.

Avant la guerre, M. Bergès, en sa qualité d'instituteur, secondait le maire. Dans cette tâche, il était amené à travailler régulièrement avec M. Jules Grosmangin, le secrétaire de mairie, et à côtoyer les enfants de ce dernier, dont la petite Germaine.

Ainsi apprend-on incidemment par la lecture du *Progrès de l'Oise* du 7 octobre 1915, dans la rubrique des quêtes pour les œuvres au profit des soldats, que Germaine Grosmangin est devenue institutrice à l'âge de 21 ans.

Les deux écoles de Clairoix semblent donc, en cette rentrée 1915, disposer de deux institutrices, Mme Châtelain pour l'école des filles et Mlle Grosmangin pour l'école des garçons. Le fait est que son frère aîné, Paul Grosmangin, sert sur le front dans l'artillerie lourde. Ayant déjà été blessé en 1914 en Artois, puis envoyé à Verdun en 1916, les récits rapportés par sa sœur devaient impressionner plus d'un garçon. Et c'est en toute connaissance de cause qu'elle pouvait

s'exprimer et aborder le début des cours par une situation générale du conflit en y apportant une touche personnelle, probablement écoutée religieusement par ces chères petites têtes blondes et brunes.

En effet, il est intéressant de découvrir comment se déroulaient les cours d'une classe d'école en cette difficile période de guerre. Quelles étaient les directives du Ministère de l'instruction publique ? Et comment les écoles de Clairoix étaient-elles organisées ?



La nouvelle école apparaît en bas à droite sur cette prise de vue aérienne un peu floue. Seul le rez-de-chaussée s'élève alors (collection SHD-Vincennes).

Au déclenchement de la guerre, les classes des filles et garçons étaient séparées. En 1915, celle des filles se trouvait encore rue de l'église, dans la deuxième maison en montant à droite à partir de la rue Saint-Simon (actuelle rue Germaine Sibien), et celle des garçons se situait dans la rue Saint-Simon, au rez-de-chaussée de la mairie de l'époque. Le maire, homme de son temps, disions-nous, décida dès 1910 la réalisation d'une école plus vaste qui devait regrouper dans un même bâtiment ces deux entités, qui, toutefois resteraient séparées comme le voulait l'usage de l'époque. Les travaux furent interrompus à l'entrée en guerre et notamment avec le rappel sous les drapeaux du maître d'œuvre, M. Chatrieux, et des maçons

du secteur. Les fondations étaient pourtant posées. Un mur d'environ deux mètres de haut sortait déjà de terre et restera figé jusqu'au début des années 20. Cette nouvelle école ne sera inaugurée qu'en 1926 ⁶³.

Pour ce qui concerne le contenu des cours, avec le conflit, le programme d'instruction générale reste le même, mais de 1915 à 1918, l'enseignement va subir progressivement une véritable inflexion patriotique.

Les journées de l'école au rythme des batailles

En effet, chaque jour, les institutrices débutent l'instruction par la lecture du communiqué de l'État-major et le commentent à l'aide des cartes de géographie dont elles disposent. Plus particulièrement elles insistent sur les cours d'instruction civique dans lesquels sont mis en valeur les « beaux exemples de nos soldats » comme « le courage, le respect de la parole donnée, la loyauté, l'honneur », et bien évidemment, « le culte du Drapeau et l'amour de la Patrie ».

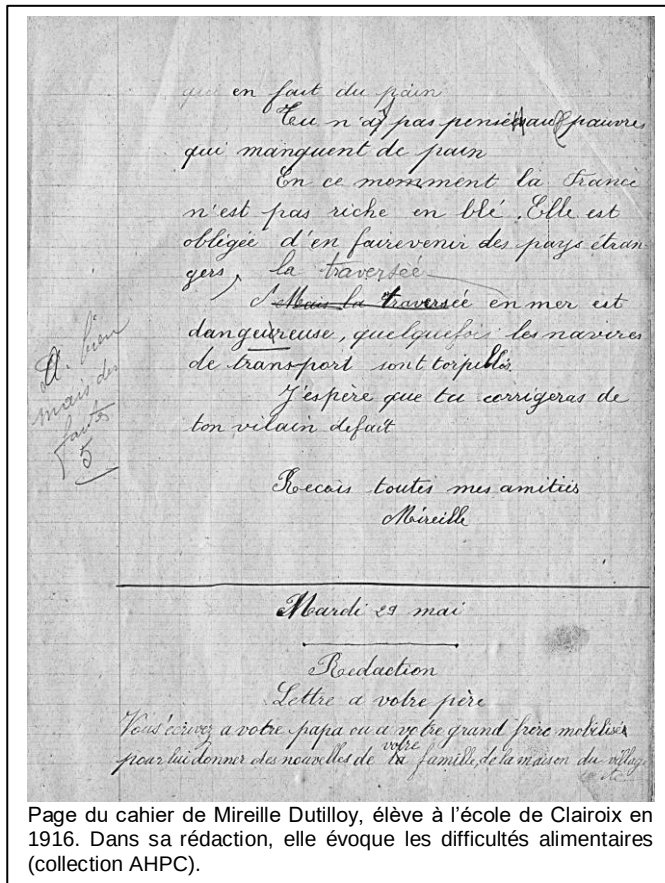
La définition de la patrie reflète parfaitement l'état d'esprit qui permettra à « l'arrière » de tenir. Voici sa définition qui est développée et récitée à l'école : « *La Patrie, c'est le pays où l'on est né ou auquel on appartient en tant que citoyen ; c'est l'ensemble de nos parents, de nos amis, de tous ceux qui parlent notre langue, obéissent aux mêmes lois ; c'est la terre où nous voulons vivre, travailler et mourir* ».

Mais aussi cette inflexion est portée sur la pénurie des vivres, et, par la réflexion, l'écolier est incité à lutter contre le gaspillage de la nourriture et notamment du pain, nourriture de base, au travers de diverses rédactions rédigées en classe.

Alors que le contingent militaire de 1915 est appelé à partir du 13 décembre 1914, le Noël aux armées est l'occasion d'organiser une nouvelle quête dans le but de fournir « des vêtements contre le froid pour les combattants ». Si cette œuvre lancée aux enfants de France s'applique à peu près partout dans les départements épargnés par la guerre, rien n'est mentionné pour Clairoix qui vit à l'heure de la pénurie alimentaire qui frappe la région (agriculteurs mobilisés, réquisitions allemandes puis françaises pour les armées...). Néanmoins, avec l'énergie déployée

⁶³ Le 11 avril. Elle est l'œuvre de l'entrepreneur clairoisien Edgard Chatrieux et de l'architecte Jean Stra. Références : « *Clairoix (Oise) en 1926* », Rémi Duvert, collection « Les notices historiques clairoisiennes », n° 5, 2012.

par quelques personnes du village, notamment la nièce du comte de Comminges, Mlle Rambourg, l'institutrice et Mlle Germaine Sibien, il est permis de penser que ces actions encourageaient les classes des écoles de Clairoux à s'impliquer davantage. Il faut y voir très vraisemblablement le rôle très actif du maire pour que ces actions s'accompagnent d'un certain succès comme nous allons le voir.



En 1915, alors que la guerre se prolonge et que le conflit semble entrer dans la durée, le moral de la population doit tenir absolument. Les journées patriotiques scandent l'année scolaire 1915. Une circulaire de l'inspection académique demande aux instituteurs de participer aux œuvres de guerre et d'effectuer des quêtes. L'histoire de la Serbie (alliée de la France) apparaît également au programme. L'initiative est ministérielle, l'histoire de ce peuple doit faire l'objet de « causeries » et être suivie de quêtes.

Les quêtes sont multiples. La journée « des éprouvés de la guerre », réalisée en octobre 1915, rapporte 300 francs, une somme considérable pour l'époque lorsqu'on la ramène à la population de Clairoux. Parmi les généreuses quêteuses se trouve Mlle Grosmanin, qui pourrait, de son côté, avoir sollicité les parents en sensibilisant les écoliers du village.

Par ailleurs, dans plusieurs communes de France, en 1916, une idée de M. Jean Richepin, poète, et candidat radical socialiste dans l'Aisne avant la guerre, qui

consistait à graver sur une plaque de marbre les noms des enfants du pays tombés au champ d'honneur, fait son chemin en commençant par les terres picardes. Toutefois, un homme devance Jean Richepin. Selon plusieurs journaux des années 1915 et 1916 (*Le Souvenir – L'Éclair – Le Gaulois...*), à Clairoux, cette idée est déjà mise à exécution, comme le prouve la belle lettre suivante qu'adresse le comte de Comminges aux éditorialistes :

« La municipalité que j'ai l'honneur de présider n'a pas attendu d'exhortations pour voter, dès 1915, un crédit suffisant destiné à l'achat et à la pose d'une plaque de marbre où seront gravés en lettres d'or les noms des habitants de la commune morts pour la Patrie.

Cette plaque sera fixée sur le mur de l'école.

Nos enfants, en passant, y liront tous les jours les noms de leurs aînés dont l'exemple restera fécond au cours des destinées immortelles de la France.

À mon humble avis, « sur l'école » vaut mieux que « sur la maison ». La maison passe de mains en mains et peut disparaître. L'école demeure. La maison peut être vide d'habitants et quelquefois mal famée. L'école aura toujours son instituteur. Celui-ci, nous n'en doutons pas, saura toujours, désormais, inspirer à ses élèves le culte de la patrie, de ses soldats, de ses morts héroïques et du drapeau ».

Il semble en effet que M. de Comminges et son conseil municipal trouvent dès la fin 1915 la vraie formule et c'est sur le fronton de l'école qu'est apposée la plaque commémorative de l'héroïsme français. Pour le comte, il ne saurait y avoir de meilleur enseignement patriotique. De nos jours,

cette plaque, vestige des idées du précurseur que fut le comte de Comminges, est fixée dans la salle du conseil de la mairie.

L'année 1916 confirme cet enseignement et surtout cet état d'esprit. La bataille suprême est engagée à Verdun dès le mois de février. Les institutrices de Clairoix, comme dans de nombreuses villes et villages de France, ne cessent de recevoir des circulaires de l'inspection académique afin de relayer les consignes ministérielles auprès de la population et d'aider à la réalisation des œuvres d'entraide.

Le rythme et le contenu scolaire en sont donc modifiés. Cependant la guerre se prolonge et ce combat sanglant ne débouche sur aucune victoire significative. L'arrière doit tenir et les enseignants constituent alors un relais efficace pour la propagande, les collectes et l'organisation de journées aux œuvres d'entraide.

À l'été 1916 apparaît une nouveauté : les enfants des écoles peuvent collaborer aux travaux des champs et demander une dispense. Cette information du Ministère de l'instruction publique est relayée dans les journaux comme dans *Le Progrès de l'Oise* du 3 juin 1916. Si les armées participent déjà aux travaux agricoles en détachant des soldats, Clairoix étant une commune largement rurale, on peut imaginer que les enfants d'agriculteurs rejoignent leurs parents tandis que les autres sont sensibilisés aux ressources de la terre dans les jardins potagers. Le rôle des institutrices dans cet enseignement spécifique comme dans la mobilisation de l'arrière apparaît dès lors primordial.

Les nouvelles transmises par leur ancien instituteur, M. Bergès, dont le régiment perd le quart de ses effectifs dans la bataille de Verdun, symbolise aux yeux des écoliers l'engagement patriotique de cette corporation et vient conforter l'engagement des pères ou frères des écoliers partis à la guerre. Le rôle des institutrices en exercice s'en trouve renforcé. Il ne peut en être autrement, sinon à être considéré comme un acteur du défaitisme. Le rôle de l'école apparaît important, comme le souligne Paul Crouzet, directeur de cabinet de l'Instruction publique depuis 1914. Dans un éditorial de 1917, il écrit à ce sujet : « *Si c'est l'École allemande qui nous a vaincus en 1870, c'est l'union de l'École et de la Vie, en Allemagne, qui nous rend si dure et si coûteuse la victoire depuis le 2 août 1914* ». Tout est dit. L'école joue un rôle peu connu mais essentiel pour le moral.

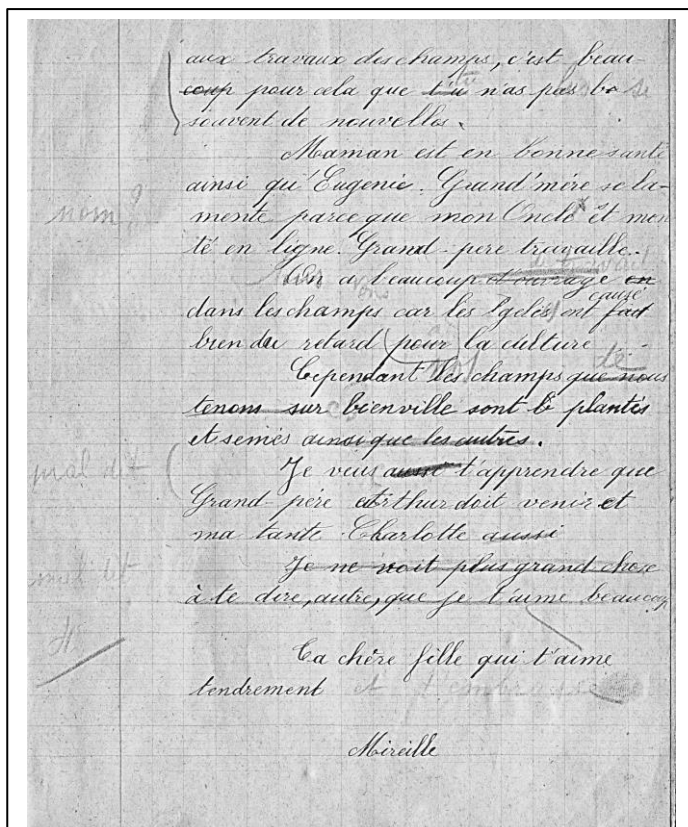
L'année 1917 va apparaître comme l'année de tous les dangers. En effet le moral à l'arrière faiblit, des mutineries apparaissent ici et là dans les usines, notamment contre la vie chère, et des refus dans les régiments, en France, comme en Allemagne d'ailleurs. Pour le soldat français, la revendication essentielle est le respect du droit à la permission. La Russie, de son côté, sombre dans la révolution car l'agitation est d'ordre politique. Le rôle des instituteurs ne peut qu'en être renforcé. Et c'est probablement, entre autres, ce qui a permis à la France de l'arrière, comme à celle de l'avant, de ne pas basculer dans la rébellion.

En parcourant le cahier de la jeune Mireille Dutilloy, élève chez Mme Châtelain, il apparaît par ailleurs, et nettement, une pénurie de fournitures scolaires, d'encre, de cahiers... On réutilise les cahiers des années d'avant-guerre. Les quelques pages de 1906 du cahier de Mireille, restées encore blanches, sont réutilisées en 1917.

Alors qu'à l'été 1917 l'armée allemande se retire au-delà de Noyon, les nouvelles sont loin de rester réconfortantes. La révolution russe et la disparition du front de l'est permettent aux Allemands de renforcer leurs forces à l'ouest.

Seule la présence des Américains apporte l'espérance. Le débarquement des troupes à Saint-Nazaire a fait grand bruit ; une logistique nouvelle et importante comble les besoins des armées françaises en chevaux, en matériaux, en semences, en viandes frigorifiées... Même un hôpital de tout confort est installé au château d'Annel. Les journaux rapportent les exploits des ambulances conduites par de nombreuses femmes, volontaires de la Croix-Rouge américaine et anglaise... Cette espérance transparaît dans les pages du cahier de Mireille.

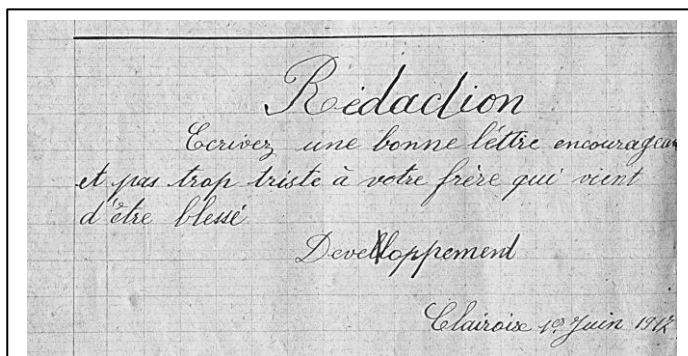
Le sergent Bergès est de nouveau blessé au Chemin des Dames. Intoxiqué le 20 octobre 1917, il est évacué. Mis en congé de dispense, il ne rejoindra son corps qu'en mars 1918. Durant sa convalescence, sans doute fait-il son apparition dans l'école des garçons, mais aussi à la mairie ;



Dans une rédaction, Mireille Dutilloy évoque le manque de temps de la famille pour écrire. Tous sont aux champs pour les moissons (collection AHPC).

il incarne aux yeux des écoliers le courage et l'honneur. Ainsi dès le début de l'année 1917, certains devoirs manifestaient le soutien aux blessés (pères ou frères), comme le prouve encore le cahier de Mireille : « écrivez une bonne lettre à votre frère qui vient d'être blessé ».

Au cours de l'année 1918, Mlle Dessenon, institutrice à Roye-sur-Matz, sera déléguée à l'école de Clairoux. Viendra-t-elle en renfort auprès des institutrices Mme Châtelain et Mlle Grosmanin ? C'est probable. Avec l'offensive allemande, les habitants de la vallée du Matz se réfugieront très brièvement aux alentours de Compiègne. Il faudra donc prêter main forte aux institutrices dont les classes se trouvent temporairement surchargées d'élèves. Avant qu'eux-mêmes soient envoyés sur les routes de l'exode, avec, cette fois, les habitants de Clairoux. Mais il s'agit d'un nouvel épisode de l'histoire de Clairoux qui sera abordé plus tard.



Les rédactions demandées par les instituteurs subissent une inflexion patriotique. Comme ici, le thème du frère qui est au front, et qui vient d'être blessé (collection AHPC).

Chapitre 7

Une nouvelle carte du camp de Clairoix

Il y a les unités semi-permanentes. Elles évoluent au fil des opérations militaires, nous en reparlerons. Mais au cœur de Clairoix, il existe pourtant des hommes originaires du village et mobilisés *in situ* qui constituent une petite équipe permanente. Ils méritent bien qu'on leur accorde un paragraphe.

Si les soldats de Clairoix ne sont pas tous des combattants, ils ne sont pas pour autant des « embusqués ». Des auxiliaires (ceux que l'administration a exemptés de service au front) sont employés pour des tâches indispensables aux armées en temps de guerre. Ce sont les « affectés spéciaux ».

Cela concerne en tout premier lieu les employés aux Chemins de Fer du Nord, plus exactement ceux qui seront versés lors de la mobilisation à la 5^{ème} section des chemins de fer comme les Clairoisiens Louis Dessein, Orphile Dricourt, Émile Dutilloy, Jules Husson, Paul Laurent, Louis Leblond, Antoine Laval, Arthur Louvin et Julien Ramu, sans compter les anciens employés qui rejoindront au cours de la guerre, après un passage de deux ou trois ans au front, cette petite unité. Ils sont sous l'uniforme et astreints à la discipline militaire. Ils reçoivent une solde militaire en lieu et place de la paie. Pour finir, ils seront démobilisés en majorité au cours de l'année 1919. Pour eux, la guerre s'opère dans l'entretien des voies qui deviennent avec le conflit une arme logistique de premier ordre.

Comme nous l'avons vu précédemment dans la partie consacrée aux permissionnaires, l'utilisation du réseau de Clairoix est en surcharge totale. Tout y passe, trains de permissionnaires, de blessés, convois de munitions, transports de pièces d'artillerie lourde, avec leurs tracteurs et leurs lots de réparation. Il y a aussi les trains de troupes montant au front ou en descendant, comme les trains de prisonniers. La liste des utilisations possibles est sans fin. La circulation sur les voies ferrées est quasi-permanente.

Aux côtés de cette petite troupe, d'autres « non combattants », mais tout aussi vitaux pour les besoins des armées, restent sur place. En premier lieu un maréchal-ferrant, César David. Mais aussi, c'est peu commun, un percepteur des contributions directes, Michel Léognany. En effet, avec la guerre et son coût, le 15 juillet 1914, le Sénat adopte la création de l'impôt progressif sur l'ensemble des revenus pour subvenir aux besoins de la Nation. Mais la baisse des revenus de l'État pendant le conflit et les besoins de financement rendent nécessaire en 1916 une première application de l'impôt général sur les revenus de 1915. L'expertise de Michel Léognany sera exigée. Il évitera personnellement la saignée des tranchées, mais le nerf de la guerre, c'est connu, c'est l'argent.

Le rôle et l'affectation de ces hommes leur donnent une chance incroyable d'échapper à la mort ; celle-ci paraît bien injuste aux yeux des autres mobilisés, ce qui ne sera pas sans conséquences après le conflit. Mais la logistique, toujours plus importante, devient le soutien incontournable des armées dans les conflits modernes. L'emploi de ces soldats ne doit pas être confondu avec les « embusqués », ces hommes valides qui, par leurs relations, réussissent à échapper aux unités combattantes.

Mais à Clairoix c'est aussi un chassé-croisé de soldats. Les classes les plus anciennes, notamment les vieux agriculteurs comme Auguste Lebail, reviennent à la ferme. D'autres, comme Prosper Legentil, meunier au moulin des Avenelles, pas immédiatement mobilisé en août 1914, le sera plus tard. Mais son expertise le conduira à quitter le front pour assurer la logistique en matière de denrées agricoles. Plus utiles qu'au front, ils contribuent, au moins par leur présence sur la charrue ou au moulin, au moral et au ravitaillement de l'arrière.

Nouveaux morts

Tandis que les anciens rentrent, les jeunes partent, et de plus en plus tôt. La classe 1915 est incorporée en décembre 1914. La classe 1916 le sera dans le 11 avril 1915. Ainsi partent les jeunes Charles Dutilloy, Jean-Michel Léognany, Alexandre Lanvin, René Lefèvre, Édouard Blondel, Lucien Joffre et Joseph Garde, le valet du comte de Comminges, qui auront la chance de revenir du conflit alors qu'Émile Foirest, Lucien Outrequin, Charles Tassin, Gustave Lebaill et Robert Drujon perdront la vie.

Quant à la classe 1917, elle sera levée dès décembre 1915 ! Au total, sur 30 jeunes de 20 ans partis depuis fin 1914, 12 n'en reviendront pas. Ce qui en dit long sur les pertes et le besoin en hommes. La France soutient l'effort de guerre humain. La Grande-Bretagne, qui ne disposait que d'une armée d'hommes sous contrat, doit accélérer le processus de l'appel sous les drapeaux qui vient d'être accepté par la Chambre des Lords. En conséquence, le gros du contingent n'arrivera qu'en 1916, mais surtout avec un encadrement sans expérience de la manœuvre militaire et de la guerre. La bataille de la Somme sera pour le Commonwealth une véritable hécatombe. Comme le citait le général Lyautey, auteur du « rôle social de l'officier » : « *la conscription, en temps de paix, sert à la cohésion sociale, en temps de guerre, à la gagner* ».

Le village, au cours de ce deuxième semestre, s'endeuille de nouveaux soldats morts pour la France. Lucien Romand, né à Bienville, boulanger à Clairoix, engagé pour la durée de la guerre en novembre 1914, est tué le 13 juillet 1915. Henri Dubois, né à Trosly, mais résidant chez sa mère à Clairoix, incorporé en 1913, est tué dans la Marne en août. Alfred Rocquancourt, ouvrier à Clairoix avant son départ en novembre 1913, est tué à la tranchée de Lübeck en septembre. Louis Voitant, né à Coudun, mais résidant à Clairoix, est tué en novembre.

L'année 1916 sera encore plus violente...

Le maire et son épouse, engagés dans le soutien aux familles touchées par le deuil, auront un chagrin décuplé. Aux offices aux morts de Clairoix, toujours plus nombreux, s'ajoute aussi la disparition de leur neveu, le vicomte Roger de Comminges, lieutenant au 121^{ème} Chasseurs à pied, tué le 4 octobre. À l'origine sous-officier des chasseurs d'Afrique, celui-ci demanda à être versé aux Chasseurs à pied ; une première fois blessé, à peine guéri, il revint au front et obtint la Croix de guerre ; la veille de sa mort il avait rempli ses devoirs religieux. Mme la Vicomtesse de Comminges, sa mère, écrit ces lignes admirables : « *Le brisement de mon cœur n'empêche pas de remercier Dieu de l'avoir pris dans des conditions pareilles et pour la France* »⁶⁴.

Le journal « *Le Gaulois* » du 18 novembre 1915, auquel est abonné le comte de Comminges, cite ces lignes : « *Le vicomte Roger de Comminges, sous-lieutenant des Chasseurs à pied, a été tué le 4 octobre 1915. Sous-officier de Chasseurs d'Afrique, demande à passer dans l'infanterie. Blessé une première fois en Artois, à peine guéri, il revint au front, où il mérite la Croix de Guerre. Il était le fils de feu le vicomte Odon de Comminges et de la vicomtesse Lamotte Fanet, et neveu du comte de Comminges, maire de Clairoix* ».

Riches ou pauvres, comme nous le voyons, il n'y a pas de différence. Personne n'est épargné. La guerre frappe à Clairoix comme ailleurs, et dans toutes les couches sociales.

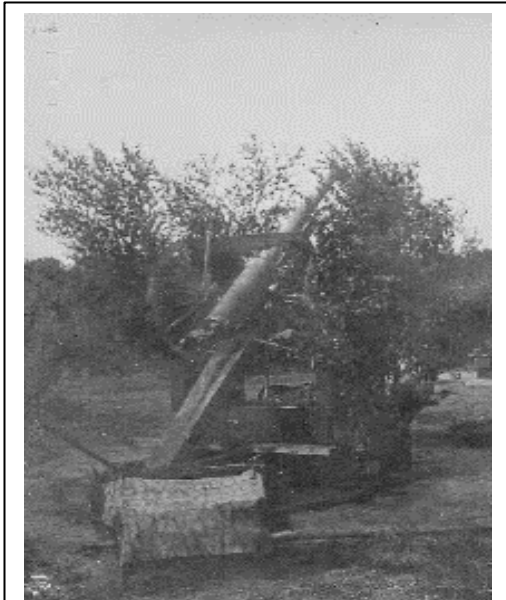
Les unités militaires à Clairoix de plus en plus imbriquées dans la vie sociale

Une unité de DCA (Défense Contre Avions) continue de défendre la vallée de l'Oise sur les hauteurs du mont Ganelon. Ses batteries sont installées dans l'axe de la vallée de l'Oise et dominant avantageusement la ville de Compiègne.

Des travaux initiaux, faits par les travailleurs civils réquisitionnés, seront entretenus au cours des années suivantes, preuve s'il en est que ce site élevé reste pour le commandement un point important de la défense du secteur de Compiègne.

⁶⁴ *Le Progrès de l'Oise* du 21 octobre 1915, archives municipales de Compiègne.

Les premières autos-canon de la DCA, peu nombreuses, quittent le mont Ganelon et Clairoix, mais sont remplacées par une unité moins mobile de 75 sur une plate-forme mise au point en 1915 « *dont la gueule était maintenue vers le ciel par des trucs compliqués* » pour reprendre la description qu'en fait le comte de Comminges dans son roman « *La zone dangereuse* »⁶⁵. Mais ils n'en sont pas moins efficaces. Le mirador est toujours en place, un clairon succède au premier et annonce toujours l'arrivée des avions ennemis depuis la même nacelle.



Mont Ganelon, fin 1915 : pièce de 75 anti-aérienne fixée sur plateforme et camouflée par des branches d'arbre. Cette plate-forme du modèle 1915 permet un tir à 360° sur une inclinaison de 0 à 75° (collection personnelle).

Les unités d'artillerie, notamment le parc d'entretien et de réparations situé entre Clairoix et Bienville, ont quitté la région.

L'équipe du Génie maritime a achevé les travaux et les ponts ont été reconstruits sur l'Oise. Cependant, dès 1916, des unités du Génie reprennent la main sur les installations du mont Ganelon.

Toutefois, le bureau de garnison, tenu par un capitaine, demeure. Incontournable, cet officier le commande et gère avec le maire le logement des troupes de passage, non sans mal, comme le souligne le Progrès de l'Oise du 18 novembre 1915 : « *Dans la nuit de samedi à dimanche, un incendie a éclaté à Clairoix et a consumé des bâtiments agricoles appartenant à M. Paul Déchasse. Les secours furent rapidement apportés par des militaires qui maîtrisèrent le feu. Mme Déchasse éprouve des pertes assez importantes qui se détaillent ainsi : une batteuse, 3000 bottes d'avoine non battues, des fourrages et de la paille, 30 quintaux d'avoine et 200 balles de foin appartenant à l'armée ont été également la proie des flammes. Les bestiaux ont été sauvés. Les dégâts sont couverts par une*

assurance. On impute la cause du sinistre à l'imprudence des soldats ». Comme nous le voyons, l'accueil d'une troupe en assez grand nombre peut parfois entraîner des dégradations importantes.

Enfin, le moulin Bacot, qui héberge encore pour quelque temps l'ambulance 3/13, semble constituer de loin la principale emprise militaire du village.

L'ambulance 3/13 du moulin Bacot

Elle prit place au moulin Bacot car ce vaste ensemble immobilier offrait deux avantages non négligeables, sa capacité en lits, et une pompe pouvant alimenter l'immeuble en eau de grande qualité. De plus, à deux pas, au pied du mont Ganelon, une source particulièrement pure pouvait traiter les malades atteints de la fièvre typhoïde. Cette ambulance isolait les malades de l'hôpital de Compiègne où les blessés pouvaient être traités sans craindre une contamination. Après la crise des cas typhoïdiques, la guerre industrielle fit apparaître une nouvelle maladie qui se manifestait sur un plan neurologique au niveau de l'individu soumis au stress de combat. Des soldats apparaissaient en état du choc, avec des troubles compulsifs du comportement.

Enfin, en parallèle, l'ambulance ouvrait ses portes à la population locale privée de docteur depuis le début du conflit.

⁶⁵ Page 155. Les pièces sur autocanon de Dion Bouton suivaient le gros des unités engagées dans les offensives au niveau des corps d'armée. Dès lors que le front devenait plus statique, le commandement de l'artillerie dirigeait alors des unités dotées de pièces de 75 sur plate-forme qui nécessitaient un délai de 24 heures pour être mises en batterie. Les premiers modèles mis au point dans l'urgence étaient effectivement assez compliqués d'emploi. Mais l'utilisation des deux versions devenait de moins en moins efficace avec l'augmentation progressive de la vitesse de vol des avions.

Au deuxième semestre de l'année 1915, pour la population du village, l'ambulance semblait être installée durablement, avec ses consultations. Durablement ? C'est méconnaître le principe même de la guerre. Rien n'est gravé dans le marbre, comme on va le voir. Le 13^{ème} CA installé à Compiègne depuis septembre 1914 doit être relevé. Le 2^{ème} Corps d'Armée Colonial (2^{ème} CAC) se prépare à le remplacer. En fin d'année 1915, ses échelons précurseurs se mettent en place. Un grand mouvement se prépare.

Au nord de l'Oise, la situation militaire a évolué. Si les tranchées adverses se trouvent parfois nez-à-nez, à une portée de jet de grenade, si Français et Allemands s'échangent des paquets de tabac et se parlent, on dira que la situation n'inquiète plus le commandement. La recherche tactique est au débordement de l'adversaire, car seul un mouvement plus vaste peut faire évoluer la situation. Si le 2^{ème} CAC prend le relais du 13^{ème} CA, c'est bien dans cette perspective. Un mouvement d'enveloppement vers le nord-est est possible par la Somme. Cette avancée entraîne dans son sillage le déplacement de multiples unités.

Une exception : les troupes au repos continuent de reprendre leurs forces dans les villages de l'arrière. Clairoix, grâce à sa proximité avec Compiègne, est toujours un lieu de repos privilégié, et les uniformes, « bleu horizon », ou couleur « moutarde » pour les coloniaux, se mêlent aux habits de travail des vieux agriculteurs et aux jupes ou aux toilettes des dames et jeunes filles. Un mélange des genres placé sous haute surveillance par le maire, le comte de Comminges.

Toutefois, l'ambulance 3/13 dispose encore d'un peu de temps. La population peut consulter le médecin. Mais pas toujours, car certains cas contagieux l'en empêchent. Ainsi le 18 juin, un homme est évacué du front vers Clairoix pour une méningite cérébro-spinale. Sept autres hommes isolés ont pu rejoindre leur régiment. Ce sont les aléas de la guerre.

Le 1^{er} juillet, le 13^{ème} CA passe à la 6^{ème} Armée. C'est le début du jeu des chaises musicales. De nouvelles directives médicales se mettent en place : le dépôt des éclopés de l'Armée est à Compiègne. Ceux de la 25^{ème} Division et de la 120^{ème} Division y sont conduits directement en automobile par le SSA (Service de Santé des Armées). Le triage est fait au Palais. Ceux qui paraissent susceptibles d'être traités dans les ambulances sont renvoyés par les mêmes voitures de la SSA, soit à l'ambulance de Clairoix (cas médicaux), soit à l'ambulance 8/13 de La Folie à Margny-lès-Compiègne (cas chirurgicaux).

À partir de la mi-juillet, au niveau du secteur du 13^{ème} CA, l'accent est mis sur la salubrité des cantonnements de la troupe, sur la conservation des aliments et sur le respect et le marquage des sources d'eau potable. L'ambulance de Clairoix reçoit des cas d'embarras gastriques et continue de recevoir de plus en plus des hommes atteints de troubles mentaux. Mais les médecins maintiennent les traitements à l'ambulance de travailleurs civils et parfois de prisonniers de guerre, et ce, malgré le décès de soldats malades. Ainsi, le 19 août, le 98^{ème} RI évacue un homme sur Clairoix pour troubles mentaux, tandis qu'un homme atteint d'une méningite tuberculeuse, confirmée par la bactériologie, y décède. Il s'agit du zouave Élie Boucheny du 1^{er} Régiment de Marche de Zouaves (38^{ème} DI) ; il sera provisoirement inhumé au cimetière de Clairoix.

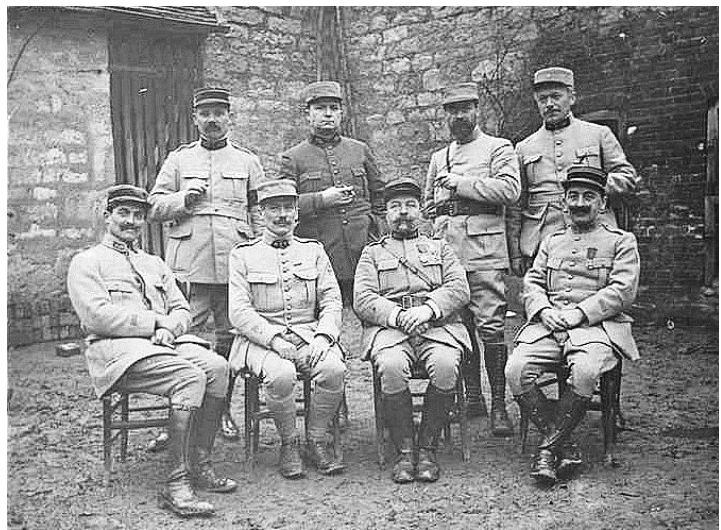
Le 1^{er} octobre, la 25^{ème} Division reçoit l'ordre de se retirer dans la région de Compiègne en vue d'être projetée sur Montdidier. Réorganisation générale au 13^{ème} CA. L'ambulance 3/13 de Clairoix est affectée à la 26^{ème} DI et regroupée avec les 2/13 et 6/13 à Royencourt sous les ordres du Médecin chef du groupe des brancardiers du Corps. Mais on notera que le moulin Bacot reste une ambulance, d'ailleurs visitée par le directeur du Service de Santé des Armées le 3 octobre. Donc seuls le personnel et le matériel ont suivi la division.

Le fonctionnement des ambulances doit être réduit au minimum. Le laboratoire de bactériologie est parti sur Ressons.

L'ambulance américaine au château d'Annel reste inchangée. L'ambulance franco-anglaise de Rimberlieu doit demeurer. Le 14 octobre, l'ambulance 3/13 cède la place à l'ambulance 16/13 de Monchy-Humières qui reçoit l'ordre de s'installer le 16 avant 9h à Clairoix. Le directeur de santé visite l'ambulance 16/13 de Clairoix.

Son organisation est terminée. Elle peut commencer à recevoir des malades. Mais en novembre elle double sa capacité de travail avec l'adjonction de l'ambulance 10/13. Une nouvelle équipe médicale se met en place.

Le 6 décembre, à l'occasion de l'attribution de la Croix de guerre au pharmacien major Langrand d'une ambulance voisine, un petit repas est organisé chez la famille Sénépart, rue Saint-Simon. Pour la circonstance, les médecins se font tirer le portrait dans la cour de la maison. Cette maison où logent ces officiers est bien pourvue. Sur la photo, derrière le pharmacien Langrand, il existe quatre cages à lapins, tandis qu'il est possible d'accéder au jardin potager par la petite porte en lambris ajourée qui se tient derrière les officiers à gauche de la photo. On imagine que le repas, offert par ou payé aux Sénépart, fut copieux.



Repas des médecins militaires dans la maison de la famille Sénépart, rue Saint-Simon. L'officier médecin en pharmacie Langrand, assis à droite, vient de fêter la remise de sa Croix de guerre fraîchement accrochée à sa vareuse (collection personnelle).

L'organisme médical subsistera encore quelques temps, ce qui permettra à la population civile locale de bénéficier de ses services. Ce n'est qu'au cours de l'année 1917 que les lieux seront libérés, pour devenir en 1918 un logement et un mess pour les sous-officiers en poste à Clairoix. Le canon grondera de nouveau, mais c'est une autre histoire, qui sera abordée plus tard.

Une pénurie durable qui doit se partager entre les habitants locaux et les troupes

Une année de guerre vient de s'écouler. La grande offensive promise par le commandement ne parvient pas à débloquer le front. Beaucoup d'hommes sont partis. Les femmes, les vieux et les enfants ont pris le relais aux champs. Clairoix s'installe désormais dans une pénurie durable. L'économie en général, et en ce qui nous concerne, dans l'Oise rurale comme dans l'Oise industrielle, est une économie de guerre. La guerre est totale. Il faudra endurer un deuxième hiver de guerre. Comme le montre l'exemple du repas des médecins pris chez la famille Sénépart, l'élevage à domicile de lapins et de poules pour l'essentiel, se crée s'il n'existait pas ou se développe. Ce peuple rural essaie de ne plus faire dans l'improvisation. Les pénuries récurrentes l'obligent à se débrouiller.

À ce sujet, le Progrès de l'Oise du jeudi 7 octobre 1915 indique qu'on se prépare à des disettes par « ... de plus en plus d'élevages de lapins dans les villes et les campagnes en raison de l'augmentation du prix de la viande. Beaucoup de ruraux qui élevaient autrefois une simple nichée, simplement pour avoir sous la main de quoi faire de temps en temps une gibelotte, ont donné plus d'extension à leur élevage, et arrivent maintenant à profiter des hauts prix qui atteignent toutes les victuailles ».

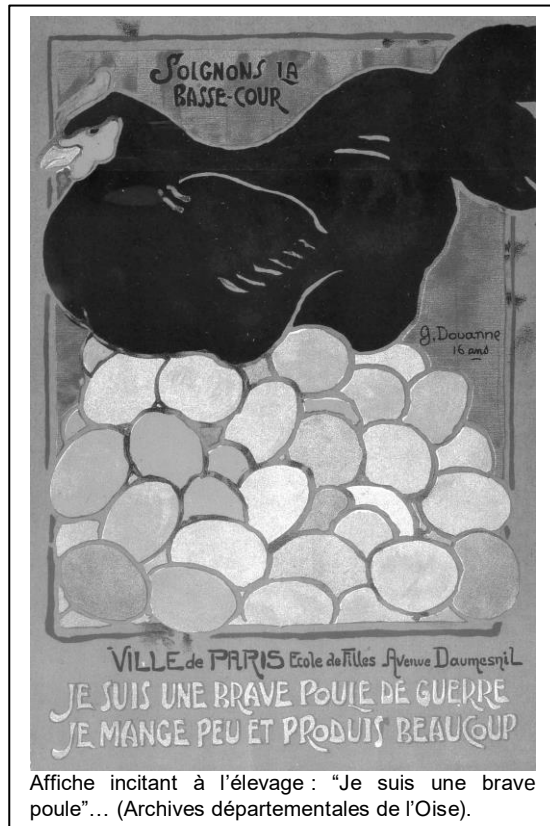
Comme il semble que les services de l'État ne peuvent remédier à la souffrance des populations, le journal précise : « L'élevage des volailles prend de la même façon beaucoup d'extension et tend à résoudre le problème du ravitaillement national ».

Les femmes qui ont un métier gagnent dans le meilleur des cas jusqu'à 5 francs par jour.

À Clairoix, la douzaine d'œufs se monte à 1,80 francs, le poulet à 4 francs et le lapin à 1,20 francs, et par ailleurs le jambon et le saucisson dépassent les 5 francs le kilo et sont donc hors de prix. D'où la nécessité de constituer son propre élevage.

Toutefois la moisson dans l'Oise s'est bien déroulée. La récolte est légèrement au-dessus de la moyenne. La qualité du grain est parfaite. Il reste néanmoins les récoltes qui sont soumises aux réquisitions et à des consignes strictes du Préfet de l'Oise.

Les blés et les farines sont taxés depuis le 1^{er} juin 1915. Pour le blé, un prix maximum est fixé (32 francs le quintal) et celui-ci ne peut être dépassé. Quant aux farines, celles prises au moulin, le prix aux 100 kilos nets, sans escompte, est fixé à 44 francs.



Le Préfet invite donc les maires à prendre des arrêtés pour taxer le pain en tenant compte de ces tarifs. Le kilo de pain est aux alentours de 0,50 francs en 1915, et celui-ci peut augmenter. Il représente 20 % du salaire moyen d'une femme.

Par ailleurs, on peut rappeler que le kilo de pommes de terre est à 0,20 cts, la livre de beurre à 4,20 francs. Les fromages s'élèvent à plus de 4 francs la livre. Les vins restent aux alentours de 0,70 francs le litre. À bien y regarder, le salaire disparaît presque intégralement dans la nourriture. Qu'en est-il de celles ou de ceux dont la rentrée d'argent est intermittente ou maigre (un franc par jour pour les apprentis) ?

Cela explique le fait que certaines dames prirent le parti d'arrondir les fins de journée en s'approchant d'un peu plus près de la gent militaire au repos (voir plus loin)...

Maintenant, les labours d'automne commencent. Les femmes se mettent au travail des champs, aidées des anciens et de quelques militaires âgés, qui bénéficient d'une dispense en raison d'une exemption physique.

Chapitre 8

1916, le comte de Comminges met de l'ordre dans le village

Les opérations de l'année 1915, notamment en Champagne, ne débouchèrent jamais sur une issue favorable aux Alliés. Tandis que les Français encaissaient les coups les plus rudes, l'armée britannique et celle du Commonwealth peinaient, avec leurs seuls volontaires et engagés, à provoquer une percée décisive dans leur secteur. L'armée de conscription anglaise se mettait lentement en place. Il fallait donc attendre 1916 pour que l'on songeât à relancer la guerre de mouvement.

Alors que le contingent britannique se met en place, que le détroit du Pas-de-Calais fait l'objet de constantes sécurisations, que les sous-marins allemands limitent leurs actions afin d'éviter un incident avec l'un des navires neutres de cette grande puissance montante que sont les Etats-Unis d'Amérique, il est décidé que le secteur concerné pour cette percée hors du commun serait la Somme (secteur français) et l'Artois et les Flandres (secteur britannique).

1916, c'est d'ailleurs la promesse d'une offensive sans commune mesure. Britanniques et Français se préparent pour une dantesque « guerre industrielle » où le canon, qui devient roi, prépare l'offensive, décide de l'assaut, et où l'infanterie doit occuper le terrain préalablement labouré par les obus.

D'ailleurs, dès la fin 1915, les unités en place dans la région de Compiègne, qui venaient de migrer au nord de l'Oise, s'installent progressivement dans la Somme. En janvier 1916, les convois militaires ferroviaires et routiers empruntant quotidiennement les axes de Clairoix-Coudun vers le nord-ouest ne trompent personne. Quelque chose se prépare plus au nord. L'activité militaire se relâche un peu sur Clairoix. Histoire de maintenir la pression, seules quelques unités tiennent la ligne au nord de l'Oise, où de temps en temps des escarmouches plus ou moins importantes se font entendre, comme celle du 11 janvier 1916 où une forte pénétration ennemie a lieu dans les lignes françaises entre l'Avre et l'Oise pour tenter, en vain, de s'approprier Ribécourt.

Mais fin février 1916, alors que, dans la Somme, se concentrent des centaines de pièces d'artillerie, contre toute attente, l'armée allemande prend l'initiative en enfonçant le saillant de Verdun. La France est de nouveau menacée ; elle est prise par surprise. Arrière toute. On dégarnit la Somme pour renforcer la Meuse. Et les convois repassent en sens inverse. Si à l'été 1916 le secteur de Verdun est finalement sauvé, l'offensive alliée dans la Somme et l'Artois n'a débouché sur rien de concret. Au contraire, comme à Verdun, cette bataille coûte fort cher aux Français et surtout aux Anglais. Ces derniers, commandés par de jeunes officiers sans expérience, viennent de voir disparaître en quelques heures des dizaines de milliers de jeunes conscrits, pour des résultats insignifiants.

En cette année 1916, si le pire a été évité, les lignes de combats semblent de nouveau se figer. L'arrière tient, certes. Mais l'arrière prend ses habitudes. Les soldats encaissent les coups sans reculer avec une détermination forçant le respect. Sous l'uniforme, paysans, ouvriers, instituteurs, comptables, industriels, ingénieurs, artistes et écrivains, curés, marins, aviateurs et officiers, tous subissent l'impensable mais ne cèdent pas. Mais l'homme reste un homme. Avec ses qualités comme ses faiblesses. Les zones de l'arrière ont pour objet de l'aider à se « refaire ». Un peu d'argent de poche, « à dépenser absolument... pour oublier ». Des femmes de petite vertu, pour certaines venues de la région parisienne, ont trouvé l'astuce pour obtenir le sauf-conduit qui les mène aux villes et villages de l'arrière, dans la zone des armées. Clairoix n'échappe pas à cette pratique remontant à la nuit des temps.

Du reste, en Orient, là où les soldats ne peuvent bénéficier de congés suffisamment longs pour rentrer au village, les armées commencent à mettre en place des « bordels militaires de campagne », sous la houlette du SSA (Service de Santé aux Armées). Le plus jeune officier au repos est souvent chargé de la gestion de ces maisons de passe. Cependant, en métropole, la question ne doit pas se poser.

Situé à proximité de Compiègne, au carrefour d'unités et non loin d'un terrain d'aviation, le village de Clairoix est un site qui attire cette armée en jupon. Le maire, le comte de Comminges, ancien militaire, a connu les villes de garnison, y compris en Afrique du nord et en Cochinchine, leurs casernes généralement situées en ville, et leurs inévitables maisons avec leurs mœurs un peu débridées. Alors, il ne s'en laisse pas conter. Il a vu l'affaire se mettre en place. Ce qu'il craint avant tout, ce sont les répercussions qui pourraient ne pas manquer de rejaillir sur le village. Comment va-t-il tenter d'endiguer ce problème qui relève du sanitaire autant que de la moralité ? Mais, si la question est sanitaire, elle relève aussi de la sûreté générale, et également de la vie économique, car de nouveaux commerces périphériques à cette activité se mettent en place, bistros, salle de jeux interlopes, sortant du cadre du couvre-feu, sortant du cadre légal et risquant surtout de détourner la force de travail féminine du village.

La prostitution, un danger pour Clairoix

Les habitudes du retour à l'arrière entre deux montées au front, la routine du soldat et les permissions encore rarement accordées en dépit des nouvelles instructions militaires données à ce sujet, entraînent un relâchement général. Ce dernier est aussi palpable parmi la gente féminine. Déjà au niveau des laissez-passer et des sauf-conduits, plusieurs incidents attirent l'attention du maire et de la Prévôté militaire.

Déjà, dès la fin 1915, plusieurs rapports de la gendarmerie les avaient alertés. Le 30 octobre 1915, le gendarme Gérard dressait un procès-verbal ⁶⁶ à la suite d'une course-poursuite dans la plaine après Mme D..., 28 ans, de Clairoix, sans profession, qui prétendait rejoindre son mari travaillant à Margny. « ... *Je n'ai aucune pièce d'identité. J'ai perdu mon laissez-passer et le maire de Clairoix ne veut plus m'en délivrer...* ». Fouillée sur place par une personne de son sexe, elle n'était en possession que de la somme de 1,50 francs. Une ménagère de Clairoix présente sur place confirma l'identité et la moralité de Mme D..., qui fut relâchée. Un deuxième incident éclata au même moment lorsque le gendarme Papin intercepta une autre femme, originaire de Compiègne, se rendant à Clairoix, Mme L..., également sans pièce d'identité, oubliée chez sa fille. « *Je me rendais à Clairoix pour aller chercher des fleurs et n'avais aucune mauvaise intention en franchissant la ligne de barrage...* ». La même ménagère confirma son identité et sa bonne réputation. Mais ces deux exemples, parmi d'autres, montrent que la population, notamment féminine, ne se laissait plus impressionner par la loi martiale issue de l'état de siège.

En 1916, bien que ces deux incidents n'aient pas semblé liés aux affaires de mœurs, c'est dans ce contexte et donc tout naturellement et simplement que la prostitution prit un tournant sans précédent dans les villages de l'arrière.

Les quelques expulsions de 1915, qui devaient asseoir l'autorité sur quelques exemples ciblés, ne suffirent pas à freiner ce fléau. Aucun chiffre, aucun recensement du nombre de femmes de petite vertu n'est connu. Cependant par la voix de Berthe Ghenlis, de Comminges, dans « *La zone dangereuse* », cite à la page 162 au sujet des femmes de village : « *Mais je tiens à faire comprendre aux lecteurs trop portés à la sévérité, combien il était difficile à une femme de résister aux tentations, aux sollicitudes si pressantes de ces hommes auxquels la menace constante de la mort et de la brutalité de la vie des tranchées inspirait la frénésie de goûter, pas demain, aujourd'hui, tout de suite !, aux consolations et aux jouissances de l'amour. Et ces dangers, nous autres femmes, n'y étions-nous pas exposées, nous aussi, dans une certaine mesure ? Et notre isolement, loin de nos maris, et pour les réfugiées, loin de notre foyer, n'est-il pas aussi une*

⁶⁶ Archives départementales de l'Oise (dossier de l'arrondissement de Compiègne).

excuse à nos écarts de conduite dont, après tout, qui se souviendra dans quelques années, dans quelques mois peut-être ? ».

Les mesures que prend le maire de Clairoix tiennent en un arrêté ne comportant pas moins de 12 paragraphes, ce qui en dit long sur l'extension de la prostitution et ses conséquences morales et sanitaires.

« Nous, Maire de Clairoix,

Vu l'article 10 de la loi des 19-22 juillet 1791,

Vu la loi du 11 avril 1908 sur la prostitution des mineurs de 18 ans,

Vu l'article 544 du Code civil,

Vu la loi du 5 août 1884,

Considérant que dans l'intérêt du bon ordre, de la moralité et de la santé publiques, et spécialement en temps de guerre, il y a lieu de règlement sur la prostitution,

Arrêtons :

Art. 1 : Sont réputées filles publiques, et comme telles, soumises aux prescriptions du présent arrêté, les femmes et/ou les filles qui se livrent notoirement et habituellement à la prostitution publique ou clandestine,

Art. 2 : Les femmes ou filles publiques, âgées de plus de 16 ans seront inscrites d'office sur les registres tenus à cet effet par le service de police à la mairie comme filles soumises,

Art. 3 : L'inscription aura lieu dans les conditions suivantes : toute femme ou fille se livrant à la débauche, en racolant les hommes sur la voie publique ou dans les établissements publics, toute femme ou fille se prostituant à tous venants, soit dans les mêmes lieux, soit dans un local privé, sera l'objet d'un rapport relatant les faits constatés. Ce rapport lui sera communiqué par le maire qui l'entendra dans ses explications. Si elles sont insuffisantes, le maire pourra ordonner par arrêté, l'inscription d'office de la femme ou fille en cause,

Art. 4 : Dans l'intérêt de la morale et de la santé publique, il est interdit aux cabaretiers, débitants de boissons, logeurs propriétaires ou loueurs de maisons ou chambres garnies, de recevoir dans leurs établissements ou maisons pour y racoler ou pour s'y livrer à la prostitution, des filles ou femmes de débauche ou des individus de mœurs spéciales,

Art. 5 : Les lieux de débauche clandestins sont interdits sur toute l'étendue du territoire de la commune de Clairoix,

Art. 6 : Les filles et femmes publiques inscrites, sont tenues de se conformer aux mesures sanitaires ordonnées par l'administration pour prévenir la propagation des maladies contagieuses, dont elles pourraient être atteintes,

Art. 7 : Il leur est expressément défendu de paraître le jour sur la voie publique, de manière à s'y faire remarquer, d'y stationner, aller et venir, d'y former des groupes, de s'adresser aux passants, de les attirer ou appeler par quelque signe ou de tout autre manière,

Art. 8 : Elles ne pourront sous aucun prétexte, sortir de leurs demeures après 8 heures du soir depuis le 1^{er} avril au 1^{er} octobre, et après 6 heures du 1^{er} octobre au 1^{er} avril,

Art. 9 : Toutes les filles publiques devront se soumettre à la visite d'un médecin nommé à cet effet par l'autorité municipale,

Art. 10 : Toute fille ou femme publique reconnue atteinte de maladie contagieuse sera immédiatement après la visite, séquestrée et conduite à l'hôpital de Compiègne, pour y être traitée et retenue jusqu'à parfaite guérison,

Art. 11 : En aucun cas les filles publiques affectées de maladies contagieuses ne pourront être traitées à leur domicile ou ailleurs qu'à l'hôpital,

Art. 12 : Pendant toute la durée de la guerre, les femmes ou filles publiques se livrant à la prostitution seront signalées à l'autorité militaire,

Art. 13 : Les Gardes champêtres, la Gendarmerie, la Prévôté seront chargés de l'exécution du présent arrêté,

Le Maire, le 1^{er} avril 1916.

Tout est dit. Mais cet arrêté va-t-il réduire la prostitution à Clairoux ? Va-t-il la cantonner aux seules professionnelles ? Les registres de l'état-civil laissent transparaître qu'une partie de la population féminine du village aurait pu être entraînée. Mais le nombre de naissances (huit enfants conçus de pères inconnus) au cours des années 1916 et 1917 reste relativement bas et, de fait, l'autorité du maire semble avoir fonctionné. Ce dernier redoutait les maladies contagieuses et pas seulement limitées aux sexuellement transmissibles.

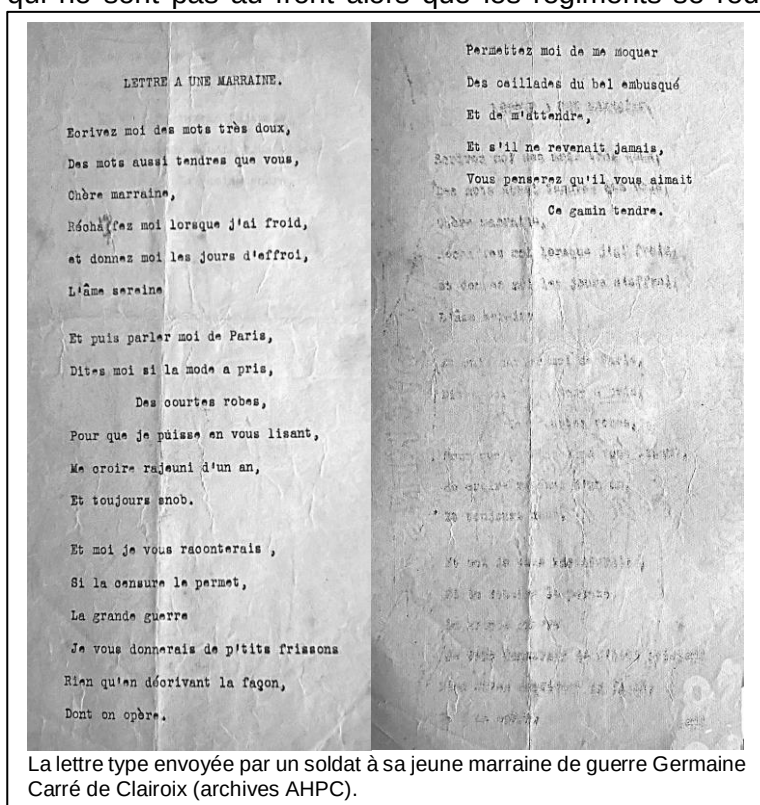
Sans doute les habitants ne souhaitent-ils pas que cette débauche dépassât des limites qui pouvaient atteindre leur propre foyer. Par ailleurs, l'aspect sanitaire visant les troupes oblige les maires à prendre des dispositions de surveillance sanitaire. Mais aussi, au titre de la sûreté générale, la Prévôté lutte contre l'espionnage et prend le relais de la brigade de gendarmerie locale. C'est la raison pour laquelle ces femmes publiques sont signalées à l'autorité militaire (articles 12 et 13 de l'arrêté ci-dessus).

Car, plus généralement, la prostitution n'est pas qu'un détail secondaire. Au cours de ce premier conflit, il va impliquer le commandement au-delà de ce qu'il avait imaginé. Les BMC (Bordels Militaires de Campagne) vont arriver en métropole avec l'envoi d'unités indigènes depuis les colonies. En effet, le commandement militaire ne voulait pas, sûrement inconsciemment par racisme, que les soldats indigènes aient des relations sexuelles avec des femmes locales. Mais il s'agissait surtout d'essayer de restreindre la contamination des troupes par les maladies vénériennes, surtout la syphilis, maladie non guérissable à l'époque (la pénicilline ne la traitera qu'à partir de 1944). Cela sera un échec : les quatre années de guerre verront la contamination de 400 000 hommes. Plus que l'espionnage tant redouté au début, se pose un véritable problème sanitaire de la troupe et, par voie de conséquence, d'ordre opérationnel, privant les unités d'un effectif combattant déjà diminué par les rotations des permissionnaires. C'est autant de soldats qui ne sont pas au front alors que les régiments se réduisent, mois après mois, à la portion

congrue.

À Clairoux cependant, des amours sincères s'établiront. Les mairaines de guerre comme Germaine Carré joueront un rôle essentiel pour le moral du soldat.

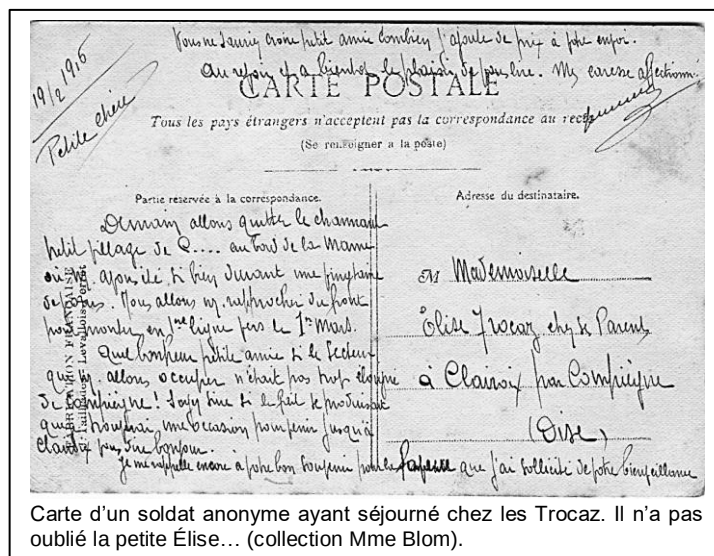
Beaucoup de liaisons se termineront par d'heureux mariages, notamment au cours de l'année 1917, et après l'armistice. Ainsi, Germaine Lemaire, journalière à Clairoux, originaire de Montmacq, épouse-t-elle un jeune soldat du 7^{ème} Régiment de marche des Spahis en janvier 1917. Tout comme un adjudant-chef du 7^{ème} Tirailleur épousera Rosalie Tellier, réfugiée à Clairoux, ou encore, un brigadier du 9^{ème} Cuirassier qui s'unit avec Simone Lobjeois. Ce fut le cas aussi d'un brigadier du 59^{ème} RA qui épouse Amélie Luisin. Un sous-lieutenant du 150^{ème} RI prend



La lettre type envoyée par un soldat à sa jeune marraine de guerre Germaine Carré de Clairoux (archives AHPC).

pour épouse l'une des filles Cantillon. Lucienne Joffre, fille du négociant en vins de Clairoix, épouse un avocat sous l'uniforme du 272^{ème} RA, et la deuxième fille Cantillon un artilleur du 206^{ème} RA. Ces mariages se poursuivent en février 1918 avec l'union de Louise-Eugénie Bourin avec un Français de Constantine en Algérie.

D'autres amours seront contrariées, car les unités séjournent trop peu de temps et, très souvent, ne repassent plus dans le secteur de Compiègne. C'est le cas d'Élise Trocaz qui reçoit des correspondances pleines d'amour mais qui, pour autant, ne se concrétiseront jamais par une union. Ainsi va la vie à Clairoix avec ses aléas...



Carte d'un soldat anonyme ayant séjourné chez les Trocaz. Il n'a pas oublié la petite Élise... (collection Mme Blom).

Ces unions, et pas seulement la prostitution, témoignent de cette forte présence militaire et amènent à la question des unités militaires qui séjournent encore à Clairoix en 1916.

Les unités militaires à Clairoix en 1916

Confiées au 2^{ème} CAC (Corps d'Armée Colonial), les unités installées au nord de l'Oise - à l'exception du cordon de sécurité laissé sur la ligne de front entre Ribécourt et Noyon - se sont redéployées dans la Somme pour lancer l'offensive franco-britannique.

Deux types d'unités fréquentent le village. Celles de passage comme le 73^{ème} RIT, qui relève le 7^{ème} régiment de Tirailleurs et cantonne à Clairoix du 15 au 16 juin, avant de monter en ligne. Un soldat écrit dans son journal : « ... d'une étape, on va jusqu'à la zone de Clairoix, Longueil-Annel, heureux de fouler des routes solides, d'admirer les collines boisées, la riche vallée de l'Oise, de trouver des villes et des villages de France, tout près du cœur même de la France, Paris »⁶⁷. Ce témoignage confirme les relèves fréquentes des régiments de passage. Les troupes cantonnent une nuit ; les habitants reçoivent l'unité morcelée en petits groupes qui sont hébergés dans les granges pour la troupe, dans une chambre pour les cadres, contre un billet de cantonnement délivré par le capitaine des étapes du village. Ce billet servira ultérieurement au dédommagement du propriétaire par le comptable du corps. En l'occurrence, le 2^{ème} bataillon auquel appartient l'auteur des lignes ci-dessus est hébergé dans les dépendances et les jardins d'un petit château à Clairoix. Il ne pouvait s'agir que de l'un des moulins ou des propriétés des Pinchon ou du comte de Comminges. Quelques jours plus tard, c'est le 2^{ème} bataillon du 7^{ème} régiment de Tirailleurs qui viendra prendre place dans ces mêmes lieux.

Puis il y a encore les unités permanentes ou « semi-permanentes » pour être plus juste. Comme la ville de Compiègne est toujours sous la menace des bombardements aériens, une unité de DCA est maintenue sur le mont Ganelon. Les rapports datés du 28 et 29 juillet des unités en



Tranchées du mont Ganelon telles qu'on peut encore les apercevoir, et soulignées par la flèche. Elles sont sur le contrefort face au nord et sur la partie de la commune de Coudun. Mais sur toute la périphérie du mont, il est possible de retrouver ces réseaux encore visibles de nos jours (photo de l'auteur).

⁶⁷ Témoignage disponible sur le site Internet Chtimiste.com/batailles1418:divers/historique73RIT.htm.

lignes citent d'ailleurs diverses activités aériennes ennemies « 11h00 : passage de deux avions rentrant dans leurs lignes. Ils sont venus lancer des bombes sur Compiègne »⁶⁸. L'activité allemande reste importante et la rivière de l'Oise devient, notamment la nuit, une ligne de guidage que les avions suivent, les reflets de la lune sur l'eau transformant son cours en une véritable bande fluorescente.

Cette unité de DCA sera renforcée dès août 1916 par des SPC (Sections de Projecteurs de Campagne). La Section divisionnaire qui s'y implante est composée d'un officier et de 22 sous-officiers et sapeurs-projecteurs, 16 sous-officiers et sapeurs-conducteurs, 28 chevaux et 6 voitures attelées. Ces unités sont logées chez l'habitant, qui reçoit un billet de logement pour le dédommagement financier. En termes de matériels logistiques, il s'agit d'une importante unité qui ne passe pas inaperçue.

Le 2^{ème} CAC déploie aussi sur le terrain le 2^{ème} régiment de génie. En effet, entre-temps, l'armée allemande a lancé son offensive sur Verdun. Il s'agit donc de préparer des positions sur des points hauts. Nul ne connaît encore le sort de la bataille de Verdun. Un enveloppement ennemi en profondeur est toujours possible dans le but de prendre le camp retranché de Paris en étau. Le 10 mars, le 2^{ème} CAC décide donc de la remise en état de ces positions dites « intermédiaires ». Troisièmes dans l'ordre d'urgence, ces positions s'étalent sur une ligne partant de Boulogne-la-Grasse, passant par Orvillers-Sorel, Ressons-sur-Matz, Marquéglise, Vignemont, pour s'achever sur les contreforts du mont Ganelon. En organisant des centres de résistance, le GQG espère bien canaliser la marche de l'ennemi. Mais le mont Ganelon n'a jamais cessé d'être aménagé, tant sa position et sa proximité de l'Oise et de Compiègne lui confèrent un rôle tactique important, et par là même un enjeu de la défense en profondeur destiné à la protection d'une part du GQG de Joffre situé à Chantilly, et d'autre part, au-delà, du camp retranché de Paris.

Le sapeur Lucien Olivier, du 2^{ème} Génie, et originaire de Montpellier, livre dans son carnet de route : « le 31 janvier 1916, lundi, la compagnie y compris l'équipe de bras cassés de menuisiers est allée en marche à Choisy-au-Bac par Venette et Clairoix. [...] C'est sur les bords de l'Oise et on a fortifié le coteau qui défendrait la rivière en cas de recul des nôtres »⁶⁹.

Si la compagnie est cantonnée à Jaux, elle a pour mission de fortifier les ouvrages situés à 5 km du front et ceux de l'arrière. S'agissant du mont Ganelon, le sapeur reprend : « C'est un fouillis de tranchées, boyaux, abris de mitrailleuses et autres et à perte de vue des barbelés. Ah ! Cela leur coûterait quelque chose aux Bochemans pour s'emparer de cette position. Là nous avons clayonné un boyau conduisant à un poste de mitrailleuse et comme c'était près de la rivière en contre-bas, il y avait à certains endroits 15 cm d'eau et plus. À 11h00, nous avons bouffé avec la roulante venue comme nous, puis à 1h00, travail jusqu'à 2h00 puis départ par un autre chemin que le matin. Nous avons traversé l'Oise sur un pont métallique qui n'a pas dû être coupé lors de la retraite » (en fait ce pont fut reconstruit en 1915 par la 1^{ère} compagnie du Génie maritime comme énoncé précédemment). Le 16 mars 1916, il ajoute : « ... marche et services extérieurs ; départ à 5h00 par Venette, Baugy, Monchy, Coudun ; halte entre Coudun et Clairoix ; construction d'une passerelle de circonstance par section sur un ruisseau de 7 à 8 mètres de large (Aronde). Départ à 2h00 et rentrés par Clairoix, Margny et Venette. En tout, nous avons fait 32 kilomètres ».

Mais la plus grosse entité qui séjourne est toujours l'ambulance 16/13 et la section d'hospitalisation 3/13 implantées au moulin Bacot. Lors de la visite du directeur du service de santé du Corps le 27 avril, en plus de l'ambulance de Clairoix, ce dernier note l'ensemble du dispositif hospitalier du 2^{ème} CAC⁷⁰ :

⁶⁸ Rapport des activités du 13^{ème} CA en date du 28 juillet 1916, 17h20. Source : Service Historique de la Défense de Vincennes, archives 26 N 140.

⁶⁹ « Mon carnet de route 1915 – 1918 » de Lucien Olivier, mis sur Internet par ses descendants et disponible sur <http://jlcalmettes.blogspot.com/media/01/00/814324534.pdf>.

⁷⁰ Journal de marche du service de santé du 2^{ème} Corps d'Armée disponible sur « mémoire des hommes », site Internet du Service Historique de la Défense.

- Au château de Rimberlieu : « *établissement privé sous la direction du médecin britannique Symons. Peut recevoir 75 grands blessés. Installation somptueuse avec grand confort. Deux médecins et un officier administrateur assurent son fonctionnement* ».
- À Monchy-Humières, ambulance 9/9 : « *est installée dans un château confortable. 85 blessés peuvent recevoir des soins. 2 baraques éventuelles à dresser dans le parc augmenteront la capacité hospitalière. Formation bien entretenue.* »
- À Margny-lès-Compiègne, ambulance 8/13 d'armée : « *Villa La Folie, belle installation* ».
- À Clairoix, ambulance 16/13 d'armée : « *dans une grande maison de campagne, un pavillon d'extérieur sert en cas d'affluence.* »
- Au château d'Annel : « *établissement privé dû à la générosité d'une dame américaine, un aide-major assure le service chirurgical, très belle installation.* »
- À Giraumont, ambulance 4/51 d'armée : « *fonctionne dans une villa. Une baraque Adrian élevée dans le parc augmente sa capacité hospitalière restreinte.* »

L'ambulance du moulin Bacot fonctionne en permanence et dans un dispositif militaire et allié cohérent. On note ainsi dans le journal *Le Progrès de l'Oise* du 4 mars : « *Le jeune Boquet, âgé de 7 ans, s'étant approché du fourneau, le feu s'est communiqué à ses vêtements. À ces cris, le brave soldat Raphaël Papaux en convalescence d'une blessure de guerre, a réussi à arracher les vêtements en feu. Brûlé aux mains, le jeune soldat a été pansé à l'ambulance de Clairoix* ». Le 4 juillet, vingt malades ou blessés arrivent à l'ambulance 16/13 de Clairoix. On y apprend à cette occasion qu'un ingénieux dispositif a été adopté à la fosse d'aisance. « *C'est une trappe mobile qui s'ouvre et se ferme automatiquement. La désinfection est parfaitement assurée* », note le médecin-chef. Enfin, le 14 octobre, à la suite d'une attaque du front allemand dans le secteur de Belloy, les blessés affluent à l'ambulance. Le 3 janvier 1917, l'ambulance quittera définitivement le moulin Bacot.

Les canonnières sur les berges de l'Oise

Articulées en trois batteries, elles furent engagées en Belgique, sur la Somme, l'Oise et en Champagne, respectivement la 2^{ème} Batterie de juillet 1915 à mars 1916, la 3^{ème} de septembre 1915 à septembre 1917 et la 1^{ère} d'avril à juillet 1917. La 2^{ème} Batterie, commandée par le lieutenant de vaisseau Ollive, est composée désormais des canonnières F, G, M et O. Elle fait mouvement début mars 1916 sur Compiègne. Les canonnières sont fréquemment déplacées et camouflées



La canonnière « M » sur les berges de l'Oise est équipée de deux canons de 100 mm (un à l'avant et un à l'arrière) et de deux de 47 au milieu (photo ECPA-D).

pour échapper aux aéronefs allemands. Tantôt elles se trouvent sur la rive gauche, tantôt sur la rive droite, en amont du pont de Soissons. Elles sont chargées de remonter l'Oise et l'Aisne au plus près du front et, à l'aide de leurs pièces de 100 mm, de tirer sur l'ennemi. Grâce à leurs qualités intrinsèques, leur mobilité permet de se transporter en tout point du front desservi par une voie navigable et de s'esquiver rapidement pour se soustraire aux tirs ennemis.

Dans « *La zone dangereuse* »⁷¹, à la suite du canon qui tonne au loin, le comte de Comminges fait une description très précise des canonnières : « *... ou c'était peut-être une canonnière sur l'Aisne ? On en avait vu passer une le matin, camouflée en chaland à bois...* ». Leur facilité de mise en œuvre par simple ancrage aux berges et les performances de leur armement (champ de tir tous azimuts, une cadence de tir de 3 coups par pièce à la minute, une portée pratique de 15 km pour les pièces de 14 et de 13,5 km pour celles de 100 mm), les canonnières fluviales ont

⁷¹ Roman déjà cité, p. 200.

tenu une place originale, efficace et particulièrement appréciée au sein de l'Artillerie de réserve générale, là où un renfort de feux était demandé.

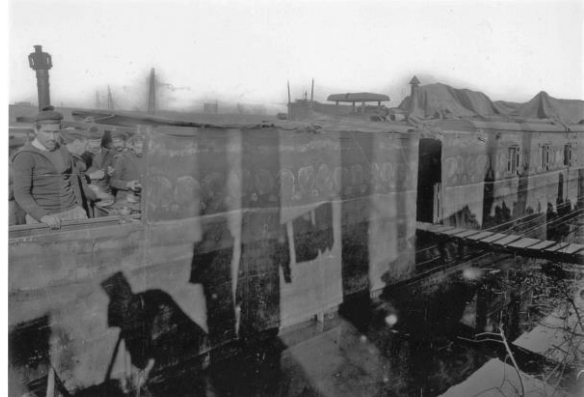
En 1917, les batteries essayent de poursuivre l'ennemi en retraite ; la première remonte l'Oise, la seconde l'Aisne. La 2^{ème} Batterie trouve l'Aisne encombrée de péniches coulées et de ponts détruits par l'ennemi. Le 22 mars les premières batteries sont rejointes par la 3^{ème} Batterie et sont placées sous le commandement de la Réserve générale de l'artillerie lourde aux ordres du Lieutenant-colonel Charet de la 3^{ème} Armée à Compiègne.

Sur l'Oise, la marine a dépêché ses canonnières. Elles ne portent pas toutes un nom de navire. La 2^{ème} Batterie, qui comprend les canonnières « F », « G », « M », commandées par le lieutenant de vaisseau Donval, et « O », par le lieutenant de vaisseau de Breda, fait mouvement sur Compiègne début mars 1916.

Les marins installent leur « popote » sur les berges de l'Oise et très vraisemblablement, en raison de la végétation qui assure une protection visuelle contre les avions ennemis, sur les berges de Clairoix.

Leurs caractéristiques sont les suivantes : un déplacement de 180 tonnes, une longueur de 28,50 m, une largeur de 5 m et un tirant d'eau de 1,85 m. Elles possèdent une seule machine de 200 CV et une vitesse de 10 nœuds. Elles disposent d'un pont blindé, de deux canons de 100 mm aux extrémités et de deux canons de 47 mm placés au milieu.

Les pompons rouges sont donc bien présents à Compiègne et dans les villages au nord de la ville. Mais discipline oblige, ils vivent en autarcie sur les berges, comme à l'intérieur de leur bâtiment. Ils seront peu visibles dans les rues de Clairoix.



Décrite dans le roman « *La zone dangereuse* », la canonnière est en train d'être camouflée en chaland de transport de bois (photos ECPA-D).



Les marins de la 2^{ème} Batterie se font tirer le portrait sur l'une des canonnières amarrées aux berges de l'Oise (photo ECPA-D).

Chapitre 9

Les Pinchon, parmi d'autres...

De Bécassine aux sections de camouflage

Durant la Grande Guerre, l'histoire de la famille Pinchon mériterait à elle seule d'être contée en un livre entier. Elle passe beaucoup de temps à Clairoix, au Clos de l'Aronde (bâtiment de l'actuelle mairie), mais les fils, déjà bien âgés, ont trouvé une profession qui les éloigne du village, à part Philippe, qui séjourne avec ses parents depuis son retour des colonies en 1907.

Joseph est directeur artistique à l'Opéra de Paris, Émile, qui est sculpteur, dirige la tannerie familiale de Noyon, Jean, médecin, exerce à Noyon, et Jacques, architecte, exerce à Paris ⁷².

Joseph Porphyre, l'aîné, qui a créé en 1905 le personnage de Bécassine, est considéré comme l'un des pionniers de la bande dessinée. À Paris, il conçoit costumes et décors de théâtre, et aime se retirer à Clairoix pour se consacrer à son art.

Il a élaboré une fresque (Jeanne d'Arc sur le mont Ganelon), peinte dans l'église du village. Celle-ci est inaugurée le dimanche 17 septembre 1911 et bénie par Monseigneur Douais, évêque de Beauvais, en présence MM. Fournier-Sarlovèze, député et maire de Compiègne, le marquis de Thuisy, conseiller général, le comte de Comminges, et toute la famille Pinchon ⁷³. Cette fresque inspirera d'ailleurs un chef militaire célèbre en juillet 1918, alors que la bataille du Matz est à son apogée.

Au moment où les Allemands investissent le village, fin août 1914, la famille est dispersée. M. Victor Pinchon, le chef de famille, est, depuis le commencement de l'occupation, retenu à Noyon, où il remplit les fonctions, si délicates en ces circonstances, de président de la Croix-Rouge. Mme Pinchon, qui officie dans un hôpital militaire de l'Indre, prodigue des soins dans les ambulances de l'arrière. Leurs fils sont sous les drapeaux ⁷⁴.

Mais c'est bien Joseph, le plus célèbre de la fratrie, qui retient toute l'attention en février 1915. Il a été rappelé au 13^{ème} RIT, puis est rapidement affecté dans l'artillerie de campagne à l'âge de 42 ans. Il n'est pourtant qu'un soldat sans grade... Cependant ses qualités de dessinateur vont le conduire à la section de camouflage qui vient d'être créée en décembre 1914. Déjà l'état-major du Matériel envisage, si la guerre doit se prolonger, de modifier les tenues militaires, bien trop voyantes. Comme beaucoup d'artistes, Joseph contribue à la réflexion générale sur des tenues moins voyantes.

C'est ainsi qu'il rejoint la Section de camouflage installée à Paris et commandée par Guirand de Scévola, lui-même artiste. Avec le peintre Eugène Corbin, qui avait déjà conçu une première tenue camouflée s'inspirant de la nature, ils se mettent au travail et participent à la réalisation des



M. Victor Pinchon père, président du Comité de la Croix-Rouge à Noyon en février 1917 (« La contemporaine » - BDIC).

⁷² Concernant le sixième garçon, Pierre Louis Benoît, jumeau de Jean, nous n'avons pratiquement pas de renseignement le concernant, ce qui reste un mystère. Un septième garçon, né en 1869, est décédé en 1887, et une fille, née en 1879, est décédée en 1882.

⁷³ Journal « La Croix » du 19 septembre 1911.

⁷⁴ Voir des précisions sur leurs carrières militaires dans la deuxième partie de cet ouvrage.

premiers modèles de camouflage. Si les peintres cubistes sont parfaitement adaptés pour mettre au point des peintures de camouflage pour les pièces d'artillerie, les avions ou les véhicules, les peintres figuratifs ont le sens du camouflage pour créer des leurres. Chacun trouve sa place, même les sculpteurs.

Les grandes tâches de couleur cassent les formes des engins si elles sont appliquées en des points bien choisis. Les peintres figuratifs utilisent les couleurs dominantes du terrain, les placent sur l'étoffe de tissu pour déformer, découper ou dissimuler les silhouettes humaines. Mais il semble que l'aboutissement des modèles suivants (deux connus à ce jour) soit le fruit d'un travail collectif où chacun apporta une touche technique. À ce titre, même si rien ne permet de le prouver, Joseph Pinchon pourrait être, en qualité de directeur artistique de l'Opéra de Paris, l'inspirateur des zones ombrées, typiques des décors de théâtre, composées de stries vertes placées en diagonale, dites « gouttes de pluie ».

Le résultat final s'avère particulièrement réussi et efficace. À ce titre, une anecdote citée par Guirand de Scévola dans *La revue des deux mondes* reflète les débuts de la section. Alors qu'il venait d'être envoyé auprès du général de Castelnau, à Amiens, où il s'agissait de démontrer l'invisibilité des blouses et des cagoules camouflées de leur invention, il rapporte : « *Nous fûmes appelés à Dury où se trouvait un État-major. J'étais, bien entendu, accompagné de mes deux chers « mannequins », Joseph Pinchon et Marcel Bain, qui servaient à toutes mes démonstrations* »⁷⁵.

Avec l'allongement du conflit, chacun prit conscience, et en particulier la haute hiérarchie, que les tenues étaient beaucoup trop voyantes et à l'origine de nombreuses pertes en hommes. Déjà, sur ordre de leurs officiers, les poilus revêtaient la tenue de treillis blanche dite « de corvée » par-dessus les pantalons rouges ou bleu marine. Elle se maculait au fil du temps de taches, mais ne pouvait résister indéfiniment à l'épreuve du front. Aussi fallait-il en créer une de toute pièce. Le général de Castelnau semblait être ouvert à ces projets innovants. Guirand de Scévola poursuit : « *Comme de coutume, nous fûmes conviés à la table du général, ainsi que Forain, qui était présent ce jour-là. Le déjeuner terminé, tandis qu'on se levait pour prendre le café, j'adresse un signe à Pinchon et à Bain, qui s'esquivent discrètement pour gagner, avec leurs fameuses blouses, une prairie située derrière le quartier général et bordée par une haie et un rideau d'arbres. Avant le repas, nous avons repéré cet emplacement comme particulièrement propice à notre démonstration* ».

Les deux artistes endossent une blouse munie d'une cagoule, ce qui est un concept nouveau puisqu'on tient compte de la pâleur du visage. Ils prennent position devant deux vieux saules qui bordent la prairie, bien en vue, mais près des arbres et, grâce à leur travestissement, ils se confondent avec le paysage et attendent immobiles...

« ... Soudain, ils voient une petite porte du château s'ouvrir.

Attention ! Les voilà... Non, c'est un gendarme. L'homme vient vers eux, sans doute pour leur porter un ordre. Il avance toujours en regardant à droite et à gauche. Pinchon et Bain, toujours immobiles, se demandent ce qu'il veut. Déjà le gendarme est à vingt pas ; il semble inquiet. Sans doute cherche-t-il à repérer les deux camoufleurs. Non !

Voici qu'il leur tourne brusquement le dos, déboucle son ceinturon, et ...

Alors Pinchon et Bain poussent en cœur un hurlement : « Pas ici ! Pas ici ! ». Aussi effaré que s'il avait entendu des voix de l'au-delà, notre gendarme se redresse, remet précipitamment un peu d'ordre dans sa toilette et s'enfuit à toutes jambes ».

On peut imaginer le fou rire des deux artistes. Il était temps, car, déjà apparaissent Guirand et la suite : « ... guidant le général et son état-major, les officiers regardaient dans la direction où se

⁷⁵ « *Souvenir du camouflage (1914 – 1918)* », Lucien-Victor Guirand de Scévola, in *Revue des deux mondes*, deuxième quinzaine de décembre 1949.

trouvaient mes amis, sans deviner leur présence. À vingt mètres d'eux – à la place même où se trouvait l'inopportun gendarme quelques instants plus tôt – je les arrête.

- Mon général, inutile d'aller plus loin, nous sommes tous morts... car les hommes que j'ai postés nous ont abattus ».

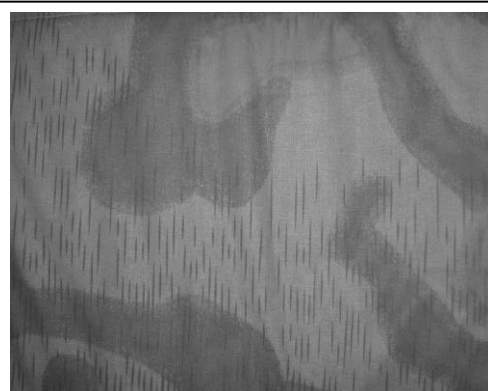
Exclamations de surprise et d'incrédulité. « Ici ! » s'écrit un capitaine. « Là ! » dit un autre. Je frappe dans mes mains, Pinchon et Bain s'agitent, et chacun de s'extasier sur leur parfait mimétisme ».

Lorsque plus tard Pinchon racontera au général la visite que son camarade et lui venaient de recevoir avant l'arrivée de l'État-major, le général éclatera de rire.

« - Voilà bien, conclut-il, la meilleure preuve de l'invisibilité des blouses !

De fait, je crois que nous n'en fîmes jamais une plus éclatante démonstration ».

Entre-temps, mais ils ne le savaient pas encore, la direction du Matériel mit au point la tenue « bleu horizon ». Avant le conflit, la France dépendait des colorants fabriqués principalement par IG Farben, groupe industriel allemand. Seul un colorant bleu gris clair était disponible en France et en quantité importante. C'est ce bleu qui fut adopté sous l'appellation plus militaire de « couleur horizon ». La blouse et la cagoule camouflées de Scévola, portées par Bain et Pinchon, ne furent pas retenues, et classées définitivement dans les archives. Ironie du sort, lorsque la nouvelle armée allemande en 1933 chercha un camouflage pour ses troupes, elle adopta en 1937 une version très proche, sous forme combinée d'une toile de tente individuelle et d'un poncho. Les Allemands arrivaient-ils au même constat, ou s'agissait-il d'une copie de camouflage d'un modèle tombé entre leurs mains ?

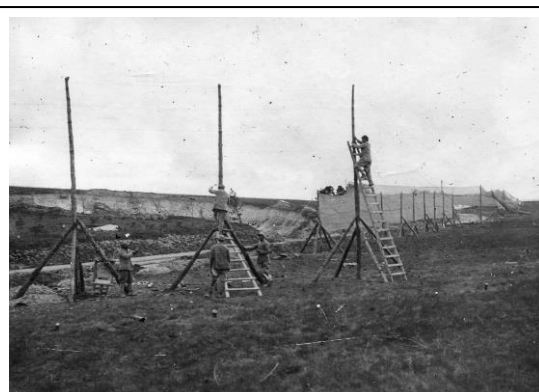


Camouflage allemand de 1937, repris sur le modèle dessiné par Eugène Corbin et semble-t-il perfectionné par Marcel Bain et Joseph Pinchon. Un projet français ? (Collection de l'auteur).

Quoi qu'il en soit, cette anecdote montre bien à quel point les réflexions d'artistes furent fertiles au début du conflit avant le passage à la normalisation des unités de camouflage.

Toutefois, de ces inventions naquit la première équipe de camouflage, placée sous la direction de Scévola, et dont le Ministre de la Guerre ratifia l'existence officielle le 12 février 1915. Une fois reconnu, codifié et organisé, le camouflage prit rapidement une importance considérable comme méthode stratégique passive et active : de 30 hommes en 1915, son effectif passa en 1918 à 3 000 hommes !

Par la suite, nommé sergent, Joseph Pinchon sera affecté au génie et prendra la tête d'une section de camouflage dans le Groupe d'Armées du Nord (GAN), puis, détaché auprès de l'armée belge, il conseillera cette dernière sur ces nouvelles techniques.



Le camouflage s'appliquait aussi aux routes pour créer des écrans aux vues aériennes (collection de l'auteur).

Plus tard, une fois promu au rang d'officier, se portant volontaire pour les Balkans, il sera amené à diriger diverses sections de camouflage de l'Armée Française d'Orient.

En Macédoine, avec ses sections, il dissimule aux yeux de l'aviation ennemie les pièces d'artillerie de l'armée française engagées dans les combats des lacs et des montagnes autour de Monastir, ville appelée Bitola de nos jours. Cette dissimulation s'effectue grâce au camouflage

des canons par la pose de peintures dans un premier temps, puis à la mise en place sur le pas de tir de filets métalliques, agrémentés de raphia de différentes couleurs, qui offrent le double avantage de dissimuler les pièces, mais également leurs ombres visibles par avion. Le travail de ces équipes est particulièrement difficile car elles sont dispersées par les difficultés du terrain montagneux et de ses accès, régulièrement bombardés sur des semblants de routes et confrontés à un climat particulièrement continental, qui pouvait atteindre 45° C l'été, comme - 30° C l'hiver, et avec un printemps et un automne réduits chacun à 15 jours de climat tempéré.

Deux autres frères Pinchon (Émile et Philippe) rejoindront les sections de camouflage en raison de leurs talents d'artiste.

Quant à Jean, médecin, il décèdera au cours de la bataille de Verdun dans des conditions particulièrement héroïques.

Cette famille, complètement investie dans le conflit, constitue un exemple pour la population du village. Son implication pourrait avoir atténué les conflits de classes. Le comte de Comminges porte aussi l'exemple et donne de l'aristocratie locale une vision moins manichéenne qui permettra à la population de surmonter les difficultés et les restrictions de la guerre.

En effet, le comte de Comminges et son épouse s'impliquent plus que jamais dans la vie des administrés. Si c'est avant tout parce que les événements le commandent, c'est aussi parce que le devoir, le sens des responsabilités et l'autorité ont toujours été des lignes de force des de Comminges. Bon sang ne saurait mentir. C'est au travers d'une inhumation de l'un de ses administrés que le maire saisit l'occasion de mettre en valeur l'action des soldats tombés au champ d'honneur. Le deuil d'un ami cher aux habitants du village ne saurait occulter le sacrifice de ses enfants et des inconnus temporairement inhumés au carré militaire de Clairoux. Lors de l'enterrement de Maurice Goguet, fils d'un conseiller municipal et lieutenant de la Compagnie d'arc de Clairoux, décédé à l'âge de 39 ans des suites d'une longue maladie, le maire prononce le discours suivant :

« En qualité de Maire et de Connétable de la Compagnie d'arc, je viens remplir ici le triste devoir d'apporter à notre ami Maurice Goguet, enlevé si jeune encore à l'affection des siens, nos adieux émus, et à sa veuve, à ses parents, à sa petite fille, l'assurance des sentiments unanimes de notre sympathie.

Certes, devant cette tombe ouverte, leur douleur et notre chagrin sont grands ; mais si nous regardons autour de nous, nous apercevons dans notre petit cimetière, un grand nombre de croix de bois où se lisent des noms qui ne sonnent pas comme ceux de notre terroir... Ce sont les noms de nos soldats morts pour la Patrie.

Tout le long de notre immense front, dans chaque ville, dans chaque bourg, dans chaque village de notre France, et par-delà nos frontières, et par-delà les mers, on les aperçoit, ces croix, si nombreuses qu'on ne parvient pas à les dénombrer.

Nous tous, et surtout ceux d'entre nous, dont un fils, un père, un époux repose au pied de l'une de ces innombrables croix, nous savons qu'elles représentent de poignantes douleurs !

Mais nous savons aussi que chacune de ces humbles croix se dresse comme un grand signe d'espérance.

Elles nous assurent que nous ne mourons pas tout entiers et que la vie continue au-delà de la mort.

Cette certitude sera pour nous une source d'apaisement et de sérénité.

Il convient, en effet, qu'en ces temps graves, nous élevions nos âmes au-dessus des douleurs particulières. Alors, nous comprendrons mieux que ces glorieuses croix, témoignant de tant d'héroïsme et de renoncement inspirés par l'amour sacré de la Patrie, sont aussi de formelles promesses de Victoire.

Ces tombes de soldats, si consolantes par les pensées qu'elles nous inspirent, nous irons tout à l'heure, mes amis, les saluer, en pensant à ceux des nôtres que nous avons perdus et qui

*reposent si loin d'ici – après avoir, du fond du cœur, adressé à notre regretté Maurice Goguet un dernier et affectueux au revoir ! »*⁷⁶.

En ce mois de mars 1917, Clairoix venait déjà de perdre 19 de ses enfants. Les conscrits de la classe 1917, trois jeunes de 18 et 19 ans, étaient déjà partis depuis le 9 janvier 1916, l'un s'était engagé en 1914 et fut tué le 13 juillet 1915, tandis que deux autres allaient être appelés le 4 août 1916. La durée des classes, portée jadis à 6 mois d'instruction avant de rejoindre le front, venait d'être abaissée à 5 mois, ce qui confirme les besoins urgents des états-majors.

Mais le comte n'oublie pas pour autant les blessés de l'ambulance de Clairoix. Il aura l'occasion de le montrer dans le courant du mois suivant. Prévenu qu'un chevreuil était pris au collet sur le mont Ganelon, il le fait enlever et porter à l'ambulance 16/13, l'occasion de relever, pour le jour de Pâques, l'ordinaire des malades⁷⁷. Les familles des ouvriers et des agriculteurs apprécieront le geste. Il est d'ailleurs intéressant de s'approcher de ce monde agricole qui constitue encore le cœur de village au début de ce siècle tourmenté.

Les agriculteurs à Clairoix en 1916

Des plus âgés, ou de ceux dont la santé est loin d'en faire des combattants, le commandement juge plus opportun de les diriger là où leur rôle serait plus utile pour le soutien nourricier de la population et des troupes. Ainsi certains quittent le service actif et rejoignent Clairoix ou les campagnes environnantes. Ils ne seront pas nombreux, c'est un fait, mais le geste compte. Par exemple Émile Rollet, qui avait été le premier à être rappelé pour la réquisition des chevaux dès le 5 août 1914, est âgé de 49 ans en 1914, et son rappel n'a duré que le temps de la réquisition. Seuls Albert Luisin et Julien Rollet, qui finissent par être réformés tous les deux en juillet 1915, retournent au travail de la terre.

Parmi les anciens qui avaient rejoint le 13^{ème} Régiment d'infanterie territoriale, peu d'agriculteurs bénéficient de cette démobilisation. Théophile Legranger, Arthur et Louis Luisin, Edgard Carluy, Alfred Déchasse, Albert et Désiré Delasalle ne seront pas démobilisés avant la fin du conflit.

Un seul bénéficiera d'un détachement aux travaux agricoles, Albert Rollet. Quant à Victoris Daussin, vieux valet de ferme, il sera, à la fin du conflit, détaché dans une ferme à Coudun.

Georges Rollet décèdera à la tranchée de Beuvraignes en février 1916, Maurice Gauget, réformé, décèdera de la tuberculose en 1916.

Pour finir, parmi les plus jeunes cultivateurs ou ouvriers agricoles, dix-sept sont mobilisés jusqu'à la fin de la guerre, quatre décèderont au cours du conflit.

Au total, si l'on tient compte de ce que nous livrent les archives, sur vingt-neuf agriculteurs, seuls cinq assureront les travaux agricoles. Alors l'essentiel repose sur les épouses et les parents des cultivateurs...

Même si le principe des permissions agricoles est accepté par le Ministre de la Guerre en ce début 1916, cette mesure repose sur le bon vouloir des chefs militaires et de la capacité opérationnelle des unités engagées au combat.

Comme le cite le *Progrès de l'Oise* du 14 octobre 1916, certains agriculteurs mobilisés bénéficieront de congés agricoles, des militaires au repos viendront compléter les effectifs

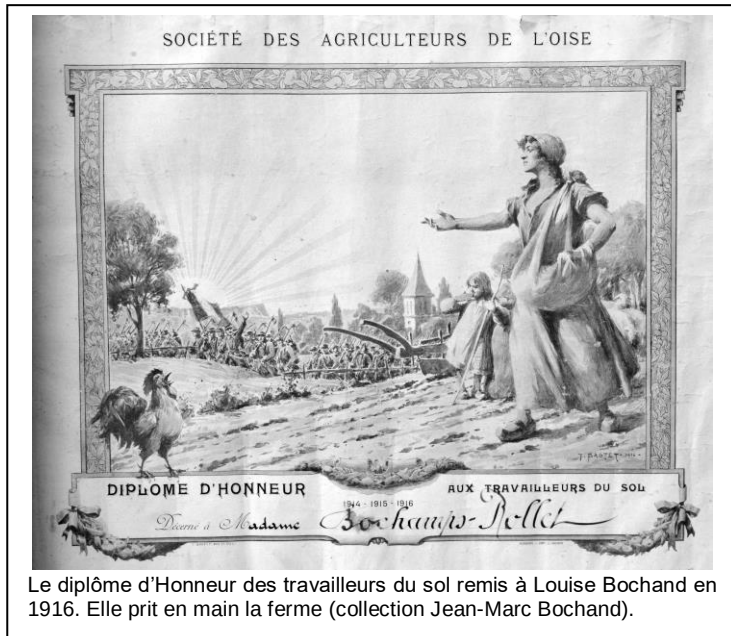


Avril 1916. Une charrue tirée par des bœufs, quelque part dans la plaine autour de Bienville (« La contemporaine » - BDIC).

⁷⁶ *Le Progrès de l'Oise* du 22 avril 1916.

⁷⁷ *Le Progrès de l'Oise* du 29 avril 1916.

manquant aux semailles et à la moisson : « Aide aux exploitations agricoles par décret du Ministre en dépêchant des agriculteurs mobilisés de la classe 1917 (permissions agricoles) ou récupérés des classes précédentes à l'instruction. En cas de départ vers le front de l'unité, ils seront rappelés par télégramme. Il est demandé aux autorités militaires locales de mettre des animaux à la disposition des fermiers, le temps des emblavures. De même, si une fermière se retrouve seule à l'exploitation, ces mêmes autorités mettront un ou deux hommes pour ces travaux des champs ».



Le diplôme d'Honneur des travailleurs du sol remis à Louise Bochand en 1916. Elle prit en main la ferme (collection Jean-Marc Bochand).

Mais, il faut bien le dire, le monde agricole en est réduit à la portion congrue. Les femmes, et c'est bien là où réside une véritable prise de conscience féminine, prennent en main les affaires agricoles, comme Louise Bochand, qui remplaça Émile Julien dit « Julien », son mari, mobilisé pour toute la durée du conflit. Elle tient la ferme avec ses beaux-parents, Julien Émile dit « Émile » Bochand et Marie Rollet. Les deux exploitations de la rue Saint-Simon (n° 44 actuel, et n° 12 de l'actuelle rue Germaine Sibien) ont toujours été très liées.

D'une manière générale, ces femmes assumèrent ces responsabilités dans un domaine à la fois physique et autoritaire lorsqu'elles disposaient de

main d'œuvre détachée ; elles se forgèrent un caractère et un tempérament qui surprisent bien des hommes au retour de la guerre. Quelque chose venait de changer...

Cette prise de conscience n'aura toutefois pas encore le dessus, le mouvement des suffragettes d'après-guerre sera gelé ; il faudra attendre 1944 pour que les femmes disposent du droit de vote aux élections.

Mais la guerre suit son cours. Si Verdun est sauvé, la bataille de la Somme ne modifie en rien la situation du front. L'épreuve se prolonge. Quelques chroniques rythment la vie du village.

Petites chroniques de Clairoix en 1916

Le Progrès de l'Oise cite régulièrement les actions d'éclat des soldats de l'Oise. Pour Clairoix, une citation à ce tableau d'honneur local retient l'attention : le 15 avril 1916, le journal évoque les états de service du caporal Désiré-Léon Foirest du 19^{ème} Bataillon de chasseurs à pied, réformé à la suite de graves blessures reçues lors de la campagne de l'Yser ; il reprend la citation qui lui a été décernée à l'ordre du bataillon : « Caporal brave et dévoué, a, malgré son âge, supporté les fatigues d'une campagne particulièrement pénible. Blessé très grièvement le 15 décembre 1914, à la tête d'une corvée de ravitaillement des plus périlleuses ». La Croix de guerre lui a été remise le dimanche précédent, « au milieu d'un concours sympathique de populations », précise l'éditorial.

Le 9 décembre 1916, ce même journal reprend l'exemple de la famille Maupin : « Les deux frères Maupin de Clairoix, tous deux au front depuis le début, viennent de recevoir la Croix de guerre, à la suite des plus flatteuses citations. Un troisième frère était glorieusement tombé à l'ennemi. Les parents de tels enfants doivent être justement fiers d'avoir élevé de tels héros. Nous leur envoyons nos félicitations ». Quatre fils, quatre mobilisés, l'un meurt dès le premier mois du conflit, les deux autres ont été blessés et l'un des deux est moult fois cité.

Les quêtes

Le Progrès de l'Oise du 26 février 1916 évoque les nombreuses quêtes effectuées dans le département, et Clairoix est souvent cité dans les chroniques de l'éditorial. Il faut relever que le village compte de jeunes femmes très dynamiques : « *La quête de la journée de l'Oise a rapporté 130,30 FF. Les organisateurs de cette journée seront particulièrement reconnaissants à Melles Marie Antoinette et Marie-Thérèse Leneutre, Charlotte Foirest, Germaine Grosmangin, Berthe, Lucienne et Marie Bouvard, Gabrielle Ancelin, Georgette, Lucienne et Marie Madeleine Joffre, et Germaine Bouraine qui n'ont pas hésité, dans leur patriotique dévouement, à assumer une mission que certains n'ont peut-être pas appréciée à toute sa valeur* ».

Le samedi 8 juillet 1916, le journal retient une nouvelle action au profit des enfants serbes évacués des Balkans et accueillis en France. L'instauration d'une quête nationale en leur faveur est appelée « journée Serbe ». L'éditorial cite une nouvelle fois les jeunes femmes de Clairoix : « *Les aimables jeunes filles de l'école communale M^{lles} You Georgette, David Henriette, Delasalle Alice, Laudragin Germaine, Chedhomme Yolande, Bernedequin Carmen, Dufay Gaétane, Grandhomme Suzanne, Stadler Raymonde, Fontaine Ernestine, David Thérèse, Delasalle Émilienne, Dutilloy Mireille, Joffre Yvonne, Delasalle Marie, David Geneviève, Bertrand Geneviève, Déchasse Denise, Devillers Marie, ont bien voulu quêter, à l'occasion de la journée Serbe qui, à Clairoix, a produit 69 FF. Cette journée Serbe était définie par le calendrier des œuvres sociales pour venir en aide aux milliers d'enfants serbes recueillis en France à la suite de l'invasion de la Serbie par les forces bulgares et autrichiennes* ».

Dans le même esprit du service à la nation, un certain nombre de jeunes filles de Clairoix rejoignent les rangs de la Croix-Rouge comme aides-soignantes. C'est le cas d'Élise Trocaz. Celle-ci est dirigée vers l'ambulance de Villers-sur-Coudun en tant qu'assistante des infirmières. C'est une véritable révolution de la gente féminine. Les femmes quittent les villages pour exercer temporairement une profession. C'est en partie ce qui explique qu'elles souhaiteront, après la guerre, prendre leur part dans la vie publique, en animant le mouvement des suffragettes.

Mais dans ces chroniques du journal *Le Progrès de l'Oise*, des nouvelles moins sympathiques rythment la vie de la région. Le samedi 26 août 1916, il annonce qu'une nouvelle taxation du pain a été prononcée par arrêté du Préfet de l'Oise. Puis, le samedi 7 octobre 1916, le journal précise que l'appel sous les armes de la classe 1918 est avancé : « *Le Ministre de la Guerre a déposé un projet de loi tendant au recensement et à la révision de la classe 1918. En raison de la jeunesse des nouveaux incorporés, le temps nécessaire pour leur permettre d'acquérir un entraînement suffisant doit être évalué à un minimum de 5 mois* ». M. Millerand, Ministre de la Guerre, au moment de l'appel de la classe 1917, l'avait déjà annoncé, mais cette fois, les faits se répètent et s'inscrivent dans la durée. Ces chroniques sont intéressantes car elles constituent un marqueur important du moral et de la solidité d'une nation, alors que le conflit ne procure aucune lueur d'espérance. Le retournement de la situation sera toutefois pour bientôt.



Élise Trocaz à l'ambulance 247 de Villers-sur-Coudun le 16 mars 1916 (collection Mme Blom).

Chapitre 10

1917, le tournant de la guerre

Contre toute attente, la pression sur le département de l'Oise se relâche subitement. Comment l'expliquer ? Cet événement va se dérouler entre le 16 mars et le 5 avril 1917. Les Allemands décident d'un repli global. Cette opération de recul stratégique sur une profondeur de 50 km se nomme « Alberich ». L'ennemi se replie sur une ligne de défense, qui est appelée « ligne Siegfried », chez eux, mais plus connue et désignée chez les Français comme la « ligne Hindenburg ». Cette ligne est fortement organisée. Le premier mouvement de recul est orchestré en une nuit. Le commandement français n'a rien vu venir. Il fait pilonner les lignes allemandes et lorsque les premières reconnaissances françaises arrivent sur les tranchées, celles-ci sont vides. Les Allemands sont en train de reconstituer leurs réserves.

Dans le même temps, en remplacement de Joffre, le gouvernement nomme le général Nivelle. Celui-ci s'apprête à lancer une offensive au Chemin des Dames, qui selon ses termes « *sera audacieuse au point de relancer la guerre de mouvement* ». Mais toutes les tergiversations entre le pouvoir politique et le commandement en font un secret de polichinelle. L'armée allemande l'apprend et poursuit son repli sur toutes les lignes du front en pratiquant le principe de la terre brûlée.

Nivelle, qui vient de quitter le grand quartier général installé à Beauvais, trop éloigné de la nouvelle zone de combat, s'installe au palais de Compiègne jusque-là occupé par l'hôpital militaire temporaire n°15.

Dès le 6 avril, un conseil de guerre se tient en gare de Compiègne dans le wagon-salon du président de la République en vue de préparer l'offensive de printemps. La bataille du Chemin des Dames sera la dernière offensive frontale et tournera à l'échec.

Au bilan final, l'heure est à la grogne, parfois à la rébellion. La troupe proteste ; elle veut le rétablissement des permissions. Dans les usines, les femmes protestent contre la vie chère, tandis que les ouvriers spéciaux affectés dans l'industrie ne disent mot, de peur d'être renvoyés au front.

Conscients que la guerre sous-marine allemande va prendre une ampleur encore jamais inégalée, les Américains se décident à entrer dans le conflit. Cette fois-ci, du côté de la marine allemande, le mot d'ordre est : fini les avertissements ! Chaque navire neutre suspecté de transporter des armes sera coulé. Le blocus de l'Angleterre, encore ravitaillée par des pays neutres, doit être total ; il est plus que jamais nécessaire et pousse l'amirauté allemande à la guerre à outrance.

À Clairoux, comme ailleurs, on fête une victoire, Noyon est libéré, sans combats. L'Oise est libérée. Chacun souffle. Mais la mariée est trop belle ! Le commandement allié reste sceptique.

Il le sait, le mouvement allemand fait partie d'un jeu stratégique très vaste qui mise sur les événements politiques à l'est. Avec l'aide de l'Allemagne, Lénine embarque dans un train depuis la Suisse. La révolution russe est en marche.

Commencée en février 1917, cette première révolution, qui va destituer le régime tsariste, est noyautée par les Bolcheviks en octobre 1917, ce qui entraîne une deuxième révolution. Ces deux épisodes finissent par entraîner le retrait du front de l'armée russe, et par là même celui de l'armée allemande. Des centaines de milliers de prisonniers allemands sont libérés par les Russes. L'armée allemande reconstitue ainsi ses forces, qui seront renvoyées à l'ouest pour l'ultime confrontation.

Pendant ce temps, l'armée américaine débarque en France au rythme de 30 000 hommes par mois.

Pour l'heure, Clairoix devient un immense dépôt de munitions à ciel ouvert. Placé près des axes routiers et ferroviaires, des obus de tous calibres partent vers toutes les destinations.

Si les civils respirent, pour autant la guerre n'est pas finie ; elle est à la croisée des chemins, mais elle prend une allure différente. C'est une recomposition sur l'échiquier que l'on ressent jusqu'à Clairoix. D'ailleurs, dès le 8 janvier 1917, un arrêté est pris par le maire de Comminges sur décision du commandant du cantonnement. Il porte sur les signaux d'alerte en cas de danger. Pur hasard ou simple intuition ?

« Considérant que tous les moyens d'alerte doivent être réservés pour la protection de la population civile et militaire, que les sonneries quotidiennes et habituelles, et à plus forte raison les sonneries inhabituelles (glas, etc.) pourraient être confondues avec le tocsin, et que à cet égard, toute cause d'erreur ou même d'hésitation doit être écartée,

Arrête :

Art. 1 : Jusqu'à la fin des hostilités ou jusqu'à ce que les événements permettent de rapporter cet arrêté, les sonneries de cloches sont interdites sur le territoire de la commune en dehors des alertes données par l'autorité militaire,

Art. 2 : Une copie de cet arrêté sera donnée à M. le Curé de la paroisse,

Art. 3 : Cet arrêté est immédiatement exécutoire,

Art. 4 : Les Gardes champêtres, la Gendarmerie, la Prévôté seront chargés de l'exécution du présent arrêté,

Le Maire, le 8 janvier 1917 ».

Car la menace aérienne est bien présente. Au cours de la journée du 17 mars 1917, une scène de guerre aérienne se déroule au-dessus de Compiègne. Laissons parler le maréchal des logis Pierre Magnier ⁷⁸ présent ce jour-là dans la ville : *« Il est un peu moins de six heures. Le temps est beau, quelques nuages légers que le soleil évapore peu à peu flottent dans l'azur. Un Zeppelin plane très haut sur Compiègne ; il semble immobile comme s'il avait une panne de moteur. Sa forme fine, allongée, se perd par moment dans la masse indécise d'un nuage, dont elle possède la teinte neutre. La canonnade gronde sur le sol : de petites boules de feu éclosent là-haut, montent autour du dirigeable avec un sillon lumineux, comme des étoiles filantes, redescendent et s'éteignent : ce sont les obus incendiaires qui menacent le ballon. Celui-ci évolue lentement, comme un brochet qui fait tête au courant, afin de présenter la pointe et le minimum de surface aux projectiles. Il s'élève soudain, cherche à échapper au danger en prenant de la hauteur. Un moment, il disparaît dans les nuages et déjà nous craignons que nos canonnières ne le perdent. Mais on le revoit. Une masse se détache de lui : est-ce une bombe qu'il jette en guise de lest ?*

Un obus éclate à la pointe du Zeppelin.

- Touché ! Crie-t-on.

Non, pas encore. Un autre éclate à l'arrière ; le Zeppelin semble toujours intact... »

Les pièces de DCA du mont Ganelon se sont probablement jointes à cette action. D'ailleurs elles sont particulièrement bien placées puisque la vue donne sur Compiègne, sans aucun masque forestier.

« ... Mais voici une des boules de feu qui atteint le monstre au flanc, aux deux tiers de sa longueur près de l'arrière. Elle a l'air de le traverser. Une flamme sort du point touché, s'allonge vers l'avant et, en quelques secondes, embrase toute la nef. Alors la machine se divise : deux grosses masses enflammées descendent comme des torches gigantesques en répandant de grosses volutes de fumée noire. Entre elles, descend un amas de poutres tordues, de croisillons, de

⁷⁸ Source : site <http://grande.guerre.pagesperso-orange.fr/compiègne.html>.

filaments que lèchent des flammes fuligineuses ; la nacelle, qui y est suspendue, pique du nez. On perçoit le fracas d'une explosion qui nous parvient avec un long retard ; c'est elle qui a dû mettre le Zeppelin en morceaux.

Çà et là, des débris épars, comme les épaves d'un naufrage, accompagnent la chute ; on distingue parmi eux une forme humaine, la tête en bas.

Enfin les masses enflammées disparaissent derrière les toits des villas ... ».



Mis en service le 11 décembre 1916, le Zeppelin L39 a eu le temps d'effectuer deux reconnaissances au-dessus de la mer du nord, de larguer 300 kg de bombes sur l'Angleterre, et le 17 mars 1917, il finit par être abattu par la DCA près de Compiègne (photo « La contemporaine » - BDIC).

Depuis les hauteurs de Clairoux, les artilleurs assistent à cette scène tragique.

« ... Ce qui reste du Zeppelin forme un amas de débris, poutres d'aluminium à demi noircies, croisillons, tendeurs embrouillés comme une énorme pelote de ficelle. Il s'est écrasé dans les jardins, à cheval sur un mur, en face d'une maison de l'avenue Gambetta qui a été éventrée, en 1915, par un 380.

On distingue encore des bouts

de toile jaune de l'enveloppe. L'hélice gît, rompue, à une extrémité. Du milieu des poutres enchevêtrées, de part et d'autre du mur, de la fumée s'échappe ; des cadavres sont là qui brûlent ; on aperçoit un crâne. Dans un jardinet voisin, un autre corps est étendu sur le dos, le cou rentré dans les épaules, les bras raidis, comme dans un spasme de terreur ».

Cette action signe la fin des zeppelins. Toutefois la menace vient aussi de l'aviation allemande. Cette arme a fait un réel progrès. Ces aéronefs lâchent maintenant des bombes explosives ou incendiaires, mitraillent, et présentent un véritable danger. Les unités de DCA seront maintenues sur le mont Ganelon jusqu'à la fin du conflit.

Pour ajouter à cette tension permanente, la circulation des personnes nécessite encore l'obtention de sauf-conduits et de cartes de circulation. Le recul de l'armée allemande n'a pas modifié les intentions du commandement. En dépit du recul du front, le secteur se maintient dans la zone des armées.

Selon l'arrêté du général commandant en chef du 15 mars 1917, il est décidé qu'en 1917, pour les communes au nord de Compiègne relevant de la 3^{ème} section de la zone des armées, ces autorisations sont toujours soumises à l'autorité militaire. Ces directives resteront encore valables en 1918.

Le cloisonnement des populations est maintenu, car l'on pressent le dernier duel à venir avant la fin du conflit. Quand, où, comment ? « *Au-dessus de la guerre, il y a la paix* », dit Foch. Le mot sacré est dit.

Comme pour y faire écho, c'est ce moment précis que les soldats choisissent pour s'exprimer ; ils veulent bien se battre mais ne plus se faire tuer dans des confrontations inutiles.

Va-t-on vers la rébellion ?



Avions allemands exposés devant le château de Compiègne. L'un a été capturé intact à la suite d'une panne, l'autre, en morceaux, a été touché par la DCA. Peut-être s'agit-il de celle mise en place sur le mont Ganelon ? (Photo « La contemporaine » - BDIC).

Voici le témoignage de Lucien Cocordan du 22^{ème} Dragons ⁷⁹ :

19 avril 1917 : « *Nous ne percerons jamais dans de telles conditions...* »

28 mai 1917 : « *À Paris c'est un chambard du diable. Ce n'est que grévistes, principalement des femmes, couturières, usines à munitions... où cela va-t-il nous mener ?* »

30 mai 1917 : « *4h00 du matin : alerte ! Il faut être prêt à partir dans une demi-heure. J'apprends que c'est deux régiments d'infanterie qui venaient de passer 60 jours en premières lignes aux dernières attaques, et, après six jours de repos, rembarquaient en lignes. Ils ont refusé de marcher et marchent sur Compiègne (GQG). Nous devons les arrêter. Ils ont entraîné beaucoup d'officiers, qui, eux aussi, en ont assez. Ils demandent un repos d'un mois et le tour de permission tous les quatre mois, ce qui est leur droit. Pourparlers. L'affaire est réglée.* »

Le poilu ne se rebelle pas, il s'émancipe. Au même titre que ses cadres, avec le nombre d'années de guerre au compteur, il est devenu un professionnel. Le « soldat citoyen » a son mot à dire. Pour la bonne cause. Et les poilus de Clairoux n'échappent pas à la règle.

Regards sur quelques soldats de Clairoux

Faut-il parler de mutins ou d'hommes responsables ? Les registres matricules détenus aux archives départementales, pour peu qu'on veuille bien les lire entre les lignes, sont très révélateurs sur le sujet.

Premier constat : une minorité se fait punir. Ils passent au Conseil de guerre, condamnés pour désobéissance. S'agit-il d'une désobéissance *stricto sensu* ?

Deuxième constat : tous les hommes concernés par cette punition sont déjà de véritables héros, cités à une ou plusieurs reprises. Même punis, ils s'offrent encore le luxe de se distinguer au combat, et pas qu'une seule fois ! La sanction est levée après la guerre. Les cadres officiers de contact, c'est-à-dire ceux de la tranchée, du sergent au colonel, ont très probablement protégé leurs « grognards ». Ces derniers, sûrement plus expansifs que leurs camarades, et au nom de ces derniers, avaient des tripes pour le dire ! En 1917, ils détenaient une expérience militaire de trois à six ans dont quatre au feu, c'est-à-dire presque autant que leurs cadres. « *L'obéissance n'est pas toujours inconditionnelle, encore moins aveugle ni passive. Ainsi l'attestent les mutineries. Même au cours de ce tragique épisode, dont le point culminant a lieu en avril 1917, les protagonistes ne cessent de se comporter en citoyens soldats. Car contre quoi et contre qui se révoltent-ils exactement ? Pas contre la guerre, ni même contre la légitimité de cette guerre ; ils ne sont pas pacifistes... Ils ne sont pas animés non plus par le défaitisme. Ils ne refusent même pas de se sacrifier, encore faut-il pour eux que le sacrifice ait un sens, plus précisément un résultat, et qu'il permette la victoire. Ce sont donc les conditions de ce sacrifice qu'ils mettent en question et la manière dont les combats sont menés, pas la raison ultime de ce sacrifice* » ⁸⁰.

Qui sont nos « grognards » de Clairoux ?

De véritables héros si l'on s'en tient aux faits, rien qu'aux faits.

Julien Maupin, l'un des quatre frères de Clairoux mobilisés, au front depuis 1914, ayant perdu un jeune frère, cité pour faits d'armes, est condamné en 1917 par le Conseil de guerre, mais est maintenu au corps où il finira par se distinguer encore deux fois avant l'armistice. Sa peine sera commuée après la guerre. « *Un homme qui n'avait*



Julien Maupin, en 1917. Quatre chevrons au bras pour quatre années de guerre, cité et décoré, il porte avec fierté ces insignes (collection Maupin).

⁷⁹ Archives départementales de l'Oise.

⁸⁰ « *Histoire de la conscription* », Annie Crépin, éditions Gallimard, 2009.

pas sa langue dans la poche », dira son neveu Michel Maupin, et que l'encadrement appréciait pour son courage ⁸¹.

Il y a aussi Honoré Luisin, caporal, cité en 1916 et par deux fois blessé au combat. En novembre 1917, il est « cassé de son grade », pour reprendre l'expression militaire. Il a participé à toutes les grandes batailles jusqu'à l'armistice. Caractère trempé, conservé à l'unité, apprécié de ses chefs et finalement décoré en 1938 de la médaille militaire.

Léon Leblond, caporal, servant au fusil-mitrailleur, tenace face à l'adversité, cassé de son grade en avril 1917, obtient trois citations au cours des années 1917 et 1918. Renommé caporal, puis promu sergent en 1918, affichant un mépris total du danger, il entraîne ses hommes dans les actions les plus périlleuses. Blessé et titulaire de la médaille militaire (celle-ci lui sera décernée en 1921).

Eugène Durand, caporal, fait prisonnier en 1914, s'évade après un mois de détention en Belgique et rejoint les lignes alliées après deux mois de cavale à travers le *no man's land*. Un caractère décidé à combattre jusqu'au bout. Cité pour fait d'armes, il est également cassé de son grade. Le régiment est dissous. Mauvais élément ? Alors pourquoi finira-t-il la guerre en formant les nouvelles recrues ?

Les cadres de contact, dans ce conflit exceptionnel, en plus du corps des sous-officiers, vont aussi du lieutenant au colonel ; ces officiers ont changé. Ils sont de l'étoffe de Lyautey, l'auteur du « *rôle social de l'officier* ». Celui-ci, alors jeune lieutenant, écrivit en 1891 un article dans *la Revue des deux mondes*, au caractère particulièrement anticipatif. Il préconisait aux jeunes officiers, pour beaucoup plutôt versés dans le domaine technique, comme ceux de l'artillerie, du génie, de la tactique, de ne pas oublier le caractère humain du commandement. Il leur demandait de laisser tomber leurs cahiers techniques et la théorie pour se rapprocher des hommes. Il dira notamment : « *le service militaire en temps de paix sert à la cohésion sociale, en temps de guerre à la gagner* ». L'officier supérieur, dans un grade aussi élevé que celui de colonel, monte à l'assaut avec ses hommes. Dans cette tragédie, il s'est rapproché socialement de ses soldats. Le corps des officiers en paiera d'ailleurs le prix fort : au sortir de la guerre, 50 % des lieutenants et capitaines auront été tués au combat. Les colonels subiront 18 % de perte, soit autant de morts, en pourcentage, que la troupe. Comment n'auraient-ils pas compris leurs grognards ? ⁸²

Après l'émancipation des femmes, ces cultivatrices, ces infirmières ou ces ouvrières, c'est au tour de nos soldats-citoyens... Fin 1917, il est dit que le monde a changé dans les esprits, et au tournant de cette guerre, ce monde a changé de siècle.

Le calme avant la tempête

Au cours de cette année 1917, les registres de réquisitions de la mairie de Clairoix constituent un bon indicateur de la frénétique activité militaire qui règne dans ce village. La villa de Comminges a longtemps abrité les chefs de corps des régiments de passage, notamment les unités de cavalerie, les installations et les écuries s'y prêtant particulièrement bien. L'heure est moins aux chevaux, mais à la mécanisation.

Monsieur Leneutre, rue Saint-Simon, dispose d'une grande bâtisse et de dépendances, elles sont toutes occupées. Le Clos de l'Aronde des Pinchon s'emplit à nouveau de petits états-majors, mais surtout, semble-t-il, d'un mess pour les sous-officiers. Le moulin Pluchart, la villa Sibien, et bien d'autres maisons de maître, accueillent des officiers, des unités diverses... Les maisons modestes n'échappent pas à la règle. Au total, sur 230 maisons environ, 139 reçoivent de la troupe, soit plus de 60 % du parc immobilier.

Dès février 1917, des unités du 5^{ème} Génie et du 7^{ème} Territorial annoncent ce grand charivari. Ces hommes entreprennent le montage de baraques préfabriquées de type Adrian aux abords du village de Clairoix, mais aussi de Bienville, Coudun puis, par la suite, au fil du retrait des Allemands, jusqu'à une pointe se situant à Lassigny ou Rollet. Les soldats en sortent et y rentrent

⁸¹ Michel Maupin a été président d'honneur de l'association Art, Histoire et Patrimoine de Clairoix.

⁸² Source : site Internet « *Mémoire des hommes* », Ministère de la Défense.



Dépôt de munitions entre Bienville et Clairoux en février 1917 (photo ECPA-D).

de jour comme de nuit, selon ce qui leur est demandé de faire. Parmi les missions des unités retenues au village, il y a le stockage des munitions, le long des champs cultivés.

Les dépôts de munitions s'étendent sur une ligne à perte de vue de la plaine de Clairoux à celle de Villers-sur-Coudun.

Les obus, de gros calibres allant du 90 mm au 420 mm, sont alignés sur des caillebotis les mettant hors d'eau. Une simple bâche, probablement camouflée, les dissimulent aux observateurs aériens.



Chargement d'obus par des territoriaux (photo ECPA-D).

Avec ses petits carrés alignés, d'environ quatre mètres de côté, ce stockage se situe non loin d'un réseau de rails, sur lesquels circulent des wagonnets, desquels ils sont déchargés. Les S.M.A. des régiments (Sections de Munitions d'Artillerie), équipées de camions Lathil ou Renault, viennent au plus près de la zone empruntant le réseau de routes secondaires (route de Montdidier, route de Noyon...). Les « vieux » poilus du 2^{ème} bataillon du 7^{ème} régiment d'infanterie territoriale chargent alors chaque obus, transporté à l'épaule pour les 90 mm, ou à quatre hommes sur une sorte de porte-obus à quatre manches pour les obus les plus gros. Les S.M.A. rejoignent ensuite les zones opérationnelles où les batteries de canons se sont installées.



Soldats d'un régiment au repos à Clairoux en février 1917. Ils sont employés au chargement du sable de la zone humide de la Petite Couture. Ce matériau sera utilisé pour des ouvrages en béton (photo « La contemporaine » - BDIC).

Les convois sillonnent maintenant les routes du nord et du nord-ouest. Les zones humides situées près de la Petite Couture, et à proximité de la voie ferrée (ligne dite de Roye), sont exploitées. Du sable, en quantité importante, y est creusé et retiré par des régiments d'infanterie et de zouaves au repos. Pour assurer le bon approvisionnement du front, les installations ferroviaires sont réaménagées.

Des prisonniers bulgares, acheminés depuis les Balkans, séjournent dans le secteur et sont employés au renforcement et à la réparation des voies ferrées.

Dès lors, on comprend mieux l'importante réquisition de logements, qui est à son point maximum au premier semestre de l'année 1917.



Des prisonniers bulgares, encadrés par des chasseurs à pied, entreprennent la réfection des voies ferrées, en février 1917 (photo « La contemporaine » - BDIC).

DEPARTEMENT DE L'OISE
MODELE B
SERVICE D'hab. militaires
RÉQUISITIONS MILITAIRES
ÉTAT des sommes dues aux habitants de la commune de Clairoux
2ème trimestre 1917
Mandat d'arrestation
C. Lucay

NATURE	QUANTITES	MONTANT
Carrel d'hab. militaire	diodes ments	copie

Réquisitions pour le cantonnement des troupes à Clairoux, 2^{ème} trimestre 1917 : état des sommes dues aux habitants (Archives départementales de l'Oise).

Plus les indemnités accordées aux propriétaires sont importantes, plus on loge de monde. Au moulin Bacot, l'ambulance est toujours là, mais plus pour longtemps.

Au 2^{ème} trimestre 1917, la demande de réquisitions se réduit à 73 logements. Les troupes prennent leurs nouvelles positions plus au nord.

Les états de réquisitions constituent un marqueur important, indiquant que les troupes se redéployent. Mais on notera que des immeubles plus modestes reçoivent plus de troupe. C'est le cas de l'épicier Cantillon, de la maison d'Albert Delan, de celle du capitaine et peintre Verdé de Lisle, etc. On peut alors en déduire que les immeubles plus vastes et libres attendent d'autres unités.

Le 3^{ème} trimestre confirme ce besoin, et si les réquisitions n'augmentent que légèrement (84 logements), le nombre d'habitations en surpopulation explose littéralement afin de faire face aux réserves qui se mettent progressivement en place. On notera la réquisition de la briqueterie Bouraine sur la route menant à Bienville, mais aussi des

demeures plus modestes dans le centre du village : chez Ancel, Bouvard, Danel, Delan, Dupriez, Ehrhold, Fontaine, Grosmangin, Guénin, Hachet, Lamy, Laurent, Leclercq, Léognany, Luisin, Luisin-Baré, Luisin-Carpentier, Pelletier, Raffard, Rollet, Scholler (nom qui ne nous est pas inconnu...), Thibault, Trocaz, Villard, Wathélet, etc.

Au 4^{ème} trimestre 1917, cette demande diminue légèrement ; si les réserves montent vers le nord et occupent temporairement 71 logements, elles libèrent des maisons, mais pas pour longtemps. Le Clairoux de la fin d'année 1917 s'est transformé en une immense caserne.

La guerre n'est pas finie. La vie civile est figée dans le temps.

Les élections municipales, qui avant la guerre étaient prévues au cours de l'année 1917, sont



Fin 1917, une cuisine roulante du 7^{ème} RIT devant un baraquement de type Adrian. Cette photographie a peut-être été prise à Clairoux (collection de l'auteur).

reportées, et le maire, le comte de Comminges, est maintenu dans son mandat, qui sera augmenté de deux années.

Alors, que se passe-t-il ? Quand cette guerre s'achèvera-t-elle ?

Dans son ouvrage, « Histoire de la conscription », Annie Crépin évoque un chapitre où le citoyen-soldat devient avec le temps un soldat professionnel. Elle cite : « On croyait que la guerre serait courte, elle dure, et il faut

sans cesse reconstituer pendant quatre ans les effectifs d'une armée de masse. À la fin du conflit 8 millions d'hommes auront été recrutés... Diverses pratiques permettent d'adapter le système aux exigences de cette guerre et de « récupérer » le plus d'hommes possible. D'abord, l'appel par anticipation qui va de dix à vingt-deux mois. Ensuite, le réexamen systématique des hommes qui avaient été exemptés ou réformés par le conseil de révision avant la guerre. 60 % sont ainsi repris, soit 1 187 497 hommes »⁸³.

Aussi, le civil de Clairoix contemplant ces mouvements de troupes sent-il vraiment alors que la liesse d'hier qui accompagnait la libération de la ville de Noyon, sans coup férir, n'est en fait que le prélude d'une nouvelle séquence de la guerre ? Le pire est-il à venir ? Nul n'en doute.

Foch, l'officier fiché « catholique pratiquant », qui, au cours de « *l'affaire des fiches* » faisant suite à la séparation de l'Église et de l'État, avait vu son avancement ralentir, est replacé sur la scène et au premier rang de celle-ci. Il prendra bientôt le commandement des armées alliées.

Voici maintenant un front qui s'étend de la Belgique à l'Italie, sans oublier la vaillante Serbie. Foch ? C'est un choix judicieux fait par Clemenceau, le nouveau président du Conseil, pourtant « anticlérical » assumé, alors allez comprendre... Deux hommes forts, qui s'apprécient mutuellement, et qui vont bouleverser la donne stratégique. Ce binôme, c'est du « lourd ».

Le 12 décembre 1917, on renforce le camp retranché de Paris. Un duel à mort se prépare. Où ? Quand ? Comment ?

⁸³ « *Histoire de la conscription* », p. 336, Annie Crépin, éditions Gallimard, 2009.

Chapitre 11

1918, nouvelle pression du front

En ce début d'année 1918, tous les espoirs semblent permis. En premier lieu celui d'une résolution rapide du conflit. En effet, depuis 1917, Noyon compte parmi les rares villes libérées. Au moins, pour la population de l'Oise, il s'agit d'un événement de taille. Pour elle, la démonstration se fait chaque jour par le rythme et le taux toujours plus important de troupes françaises passant à Clairoix et dans la région. De mémoire d'habitant, jamais le rythme des troupes de passage ne fut aussi soutenu.

Au Grand Quartier Général implanté à Compiègne, la perception des événements est tout à fait différente. On exploite un repli, inattendu, certes salutaire ; encore faut-il faire vite, car un repli de l'ennemi, préparé, organisé, ne dit jamais rien de bon pour l'œil averti d'un officier d'état-major.

En ce début d'année, rien n'est encore joué. Les Alliés affichent 175 divisions d'infanterie, certaines venues des contrées les plus lointaines du Commonwealth. Celles des Américains suivent, à rythme soutenu, 30 000 « *Sammies* »⁸⁴ par mois débarquant au Havre et à Saint-Nazaire. Mais ces jeunes hommes, plutôt endurants et courageux, n'ont aucune idée de ce qui les attend, en dehors du tir de précision qu'ils maîtrisent particulièrement bien. Ils ne connaissent pas l'orage d'acier que produit un violent tir d'artillerie. Nul ne sait encore quel tournant prendra la nouvelle année qui s'annonce, à quelle date débutera la nouvelle lutte frontale, et enfin quand s'arrêtera cette guerre. Fin 1918, début 1919 ?

Vu du côté allemand, la situation est tout autre. En ce début 1918, si les négociations de paix ou de cessez-le-feu de Brest-Litovsk (en Biélorussie) entre les délégations allemande et russe viennent à aboutir rapidement, alors l'Allemagne et l'Empire Austro-Hongrois pourraient dégager, avec la libération des prisonniers et le démantèlement de la ligne de front à l'Est, un total de 200 divisions d'infanterie sur le front français.

Voilà bien le rapport de forces qui inquiète les Alliés en ce début 1918.

L'armée française est à bout de souffle. Les nouveaux conscrits ne suffisent pas pour remplacer les morts et les cohortes de blessés devenus inaptes. Ils ne suffisent pas pour remplacer l'expérience du combat à un taux honorable. Les rangs des officiers ont été étrillés. Un sous-lieutenant, un lieutenant ou un capitaine sur deux a été tué au combat. On ne compte plus les blessés graves qui encombrant les hôpitaux de l'arrière et qui ne reprendront plus du service. Un commandant ou un lieutenant-colonel sur trois a été tué ; un colonel sur quatre et un général sur cinq. Aucun rang de la hiérarchie n'a été épargné. L'encadrement manque à l'appel. Et pourtant, ces Français ont la rage au corps. Ils pressentent, ils savent le dénouement proche. Le moral était en berne en 1917 ; étonnement, celui de 1918 est élevé. Mais ces poilus, contrairement à 1914, sont réalistes et, à ce jeu cruel qui va se jouer, ils le savent, « *ça passera ou ça cassera* », comme ils le disent.

Un duel à mort se prépare.

En attendant, on avance les pions sur l'échiquier. On suppute, on déplace prudemment, lentement, car les négociations de Brest-Litovsk traînent en longueur. Ce temps perdu par les Allemands sera certes des vies gagnées pour les Alliés. Alors, sachant l'offensive décisive proche, on masse et on masse encore les troupes de part et d'autre. On reprend le terrain libéré

⁸⁴ « *Sammies* » est le surnom donné aux soldats de l'Oncle Sam par les étrangers et fait référence à leur célèbre affiche de recrutement de l'Oncle Sam pointant du doigt le lecteur en disant « *I want you for US Army* » (« *J'ai besoin de vous pour l'armée américaine* »). Les soldats américains étaient aussi appelés « *Doughboys* » chez eux en référence à la guerre de Sécession.

comme à Noyon. On gagne du temps. On sonde les possibilités offensives de l'ennemi. Des points faibles sur un front de 700 kilomètres ? Il y en a. Mais, si tout doit se jouer, cela doit se faire rapidement. Les zones possibles sont, entre autres, la Champagne au nord de Reims, les Flandres qui mettraient à mal le dispositif britannique, et le nord de l'Oise, qui constitue toujours une trouée directe, pour l'attaque décisive, qui pourrait faire sauter le GQG de Compiègne, puis Senlis, et enfin, sur le cours de la vieille route royale, qui atteindrait Paris.

Toutefois la situation en Allemagne est connue ; une rébellion naissante, à l'image des soviets, est en train de se mettre en place à Berlin et dans les villes du nord de l'Allemagne. Affaiblie au plan de la politique intérieure, cette puissance va donc jouer son va-tout. Négocier la paix sur une position de force. Négocier en vainqueur plutôt qu'en vaincu. Et ça, le poilu n'en veut pas. Celui qui passe à Clairoix affiche toute sa détermination.

Les mesures préventives contre les bombardements à Clairoix

Le comte de Comminges, assis à son bureau, vient de replier le *Progrès de l'Oise* du 16 février. Quelques jours plus tôt, il s'était rendu auprès de Madame Sibien. En effet, comme le rapporte le journal : « *Nous apprenons le 5 février, la mort subite de M. Armand Sibien, architecte honoraire de la ville de Paris, expert près les tribunaux, architecte de la Compagnie "La France". On lui doit, à Paris, les plans et la direction de nombreux immeubles et hôtels, entre autres, Régina et Majestic...* ». Maintenant, chez les Sibien, il n'y a plus aucun homme. Un fils, Pierre, a été tué en 1914, le second, Maurice, a été fait prisonnier. Leur jardinier ? Il est mort au champ d'honneur ; il ne reste plus que Mme Sibien, leur fille Germaine et Céleste Gaudefroy, l'épouse du jardinier, et sa fille Andrée. Probablement miné par le chagrin, le père n'aura pu supporter ce supplice quotidien ⁸⁵.

Sentant tout le poids de sa fonction de maire dans cette année cruciale, le comte se lève, traverse son bureau et se dirige vers la grande fenêtre orientée au sud. Il gratte légèrement le givre qui s'y est déposé et perçoit nettement, dans le jardin, les officiers casqués et revêtus de lourds manteaux couleur *bleu horizon* assemblés en petit comité. Ils conversent fébrilement. Des volutes de condensation s'échappent de leurs lèvres bleuies. La tension est palpable sur les visages. Ils se séparent. La diffusion de leurs ordres suit, légèrement feutrée mais suffisamment distincte, s'adressant à la troupe, qui vient de prendre ses quartiers dans les écuries et les appentis de sa grande villa. Nous sommes loin des tenues chamarrées des troupes coloniales de 1914 décrites dans « *La zone dangereuse* ».

Il fait froid en ce mois de février 1918. Froid certes, mais, pour autant, cette rigueur du climat n'arrête pas les combats. La preuve ? Sur son bureau, le journal *Le Gaulois* du 1^{er} février 1918 annonce dans ses gros titres : « *Paris bombardé : 38 morts, 190 blessés... le raid [...] n'a pas duré moins de deux heures. Quatre escadrilles l'ont exécuté, ce qui doit représenter quelque chose comme trente-six avions de bombardement...* » ⁸⁶.

Pour l'Oise et particulièrement à Clairoix, selon les directives préfectorales, le maire a pris les dispositions nécessaires pour faire face aux bombardements. C'est tout simplement qu'en ce début d'année 1918, l'époque des zeppelins est révolue. Le raid de 1917 sur Compiègne a sonné le glas de cet antique moyen d'attaque. L'ennemi s'est modernisé. Selon les dires des officiers de passage qui sonnent plutôt comme un avertissement, l'aviation allemande disposerait de gros bombardiers, les « *gothas* », se déplaçant en escadrilles et lâchant des torpilles de la taille d'un homme. Certes, le maire peut imaginer la scène, mais l'époque de sa vie d'officier est ancrée au siècle précédent. Son imagination reste loin de la réalité. C'est bien par l'annonce du premier raid effectué sur Paris dans la nuit du 30 au 31 janvier 1918 qu'il réalisera la capacité destructrice de ces armes nouvelles qui remettent en cause son jugement des années précédentes.

⁸⁵ Pour plus de précisions sur les Sibien, voir la Notice historique clairoisienne n° 08 « *Les Sibien et Clairoix (Oise)* », par Rémi Duvert, 2015.

⁸⁶ Expectatives très hâtives de la presse, car dans sa majeure partie Paris est touché par les tirs de canons à très grande portée appelés « *Grosse Bertha* ». Pour autant, l'aviation de bombardement allemande dispose bien de gros bombardiers de type « *Gotha* ».

Pourtant, il y a tout juste un an, le 8 janvier 1917, il avait donné des directives dans ce sens, transmises par le commandant du cantonnement de Clairoix, pour dispenser les moyens d'alerte (voir plus haut, au début du chapitre 10).

Il reconnaît maintenant l'ampleur de la menace et admet le rôle incontournable de l'officier de cantonnement du village. Celui-ci est une sorte d'adjoint au maire en temps de guerre, un militaire imposé, certes, mais précieux. Il est celui qui fait l'interface avec le « commandant des étapes » de la ville de Compiègne. Une hiérarchie parallèle en sorte. Rappelons-le, Clairoix, Compiègne et sa région sont dans la zone des armées. Le 5 février 1918, le commandant des étapes de la place de Compiègne (qui pourtant, officiellement, n'existe plus depuis mars 1917, mais relève désormais du 4^{ème} Bureau d'un état-major) prescrit aux maires des directives plus précises. Elles donnent d'ailleurs lieu à l'arrêté suivant :

« Le Maire de Clairoix,

Vu la loi du 5 avril 1884, arrêt 1243,

Vu l'arrêté du 16 janvier 1918 de Monsieur le Général directeur des Étapes,

Arrête :

Art. 1 : En cas de bombardements aériens, dès que le signal d'alerte (signalé à Compiègne, coups de canons ou autre signal à déterminer de concert avec M. le Commandant du cantonnement) aura donné ou dès que les habitants s'aperçoivent de la menace d'appareils ennemis, ils devront immédiatement évacuer les rues et se mettre à l'abri dans les maisons les plus proches afin d'éviter tout au moins les éclats d'obus,

Art. 2 : En cas d'alerte signalée de bombardement évident, tous les habitants devront le jour garder ouvertes les portes des maisons, afin de permettre aux passants de trouver un abri immédiat (dans l'intérieur des maisons, ne pas stationner devant les portes et les fenêtres – garder le masque à portée),

Art. 3 : Jour et nuit doivent rester ouvertes les caves désignées par l'autorité militaire par une inscription sur les portes des maisons. En cas de bombardement menaçant, il est recommandé aux habitants de se réfugier dans les caves,

Art. 4 : Dès la tombée de la nuit, toutes les ouvertures des maisons seront masquées avec le plus grand soin pour que ne filtre aucune lumière. Les habitants veilleront à ce que leurs hôtes militaires veuillent bien se conformer à l'arrêté,

Art. 5 : Si l'agglomération de la commune est menacée par un bombardement, M. le Lieutenant-pompier devra de suite



Les bombes ou torpilles que le bombardier gotha peut larguer en chapelet à raison de 600 kg par appareil. En arrière-plan, l'avion que la firme Goather Waggonfabrik a développé en 1917. Cette nouvelle menace va surprendre et terroriser les habitants de Clairoix (collection de l'auteur).

DÉPARTEMENT DE L'OISE × DÉFENSE PASSIVE

Aménagement d'Abris Familiaux

contre les bombardements aériens

LES ABRIS FAMILIAUX qui, aussi bien que les abris collectifs ordinaires protègent des balles et des éclats, offrent en outre, sur ces derniers, l'avantage de supprimer le danger d'un parcours souvent long pour s'y rendre.

L'Administration ne saurait trop appeler l'attention sur l'intérêt que présente pour la population l'exécution de tels abris et les familles, qui disposent d'un coin de terrain à proximité de leur habitation, trouveront dans les Mairies des notices permettant de les réaliser aux moindres frais.

Contre le danger aérien, seul l'abri est efficace. La tranchée familiale est à votre portée. Elle est aussi sûre que l'abri collectif.

Affiche préconisant l'aménagement d'abris à domicile. Ces abris sont souvent à l'origine des caves implantées au milieu des jardins actuels de Clairoix (collection Archives départementales de l'Oise).

s'informer d'un risque d'incendie possible et faire le nécessaire [...] ».

Les bombardements aériens ont changé la nature de la menace. Les caves sont répertoriées et les fenêtres sont masquées et recouvertes de papier journal tenu tant bien que mal par du ruban de papier adhésif, qui d'ailleurs a tendance à se détacher avec l'humidité, ou tout simplement elles sont occultées par de lourds rideaux tirés.

Les caves-abris sont signalées par une pancarte ou une flèche peinte sur les murs. Les masques anti-gaz doivent être à portée de main, ainsi que des moyens de lutte contre l'incendie.

La guerre vient de changer de dimension. Elle sera de nature totale... Offensive, elle balayera tout ce qui présente le moindre obstacle à sa progression. Le village n'est qu'une immense caserne. Les réquisitions de logements ont pratiquement doublé.

Le 27 mars, un télégramme envoyé au maire de Compiègne signale que *« l'évacuation de Compiègne étant obligatoire, aucun civil ne doit rester à Compiègne, à l'exception des autorités civiles qui désireraient y demeurer jusqu'à nouvel ordre. Prière de prendre les mesures en conséquence »*.

Cet ordre, envoyé sous le n° 11-520, peut s'appliquer aux communes avoisinantes. De fait, le ton et l'instant sont justes. Compiègne et ses environs vont connaître du 26 mars jusqu'à juin 1918 de nombreux bombardements, notamment celui du 2 juin. Une partie de la population a déjà évacué, ou s'apprête à le faire au fil des destructions. Clairoix n'échappe pas à la règle. De grandes villas de villégiatures se sont vidées. Seuls restent des agriculteurs et des gens moins fortunés, ne sachant où aller, s'ils n'ont pas déjà évacué, comme par exemple l'ont fait prudemment les Rollet vers Méru, puis Corbeil-Cerf.

Quoi qu'il en soit, le maire a pris sa décision. Il n'évacuera pas, bien qu'il en ait la possibilité. Il restera avec ses derniers administrés, jusqu'au bout, jusqu'à ce qu'on lui demande de partir, et il sera le dernier à le faire. Pour l'exemple, pour le panache.

L'offensive

Le soir du 20 mars 1918, les Compiégnois et les habitants de Margny quittent le cinéma *Olympia* de Compiègne, place de la gare, où l'on vient de projeter *« Le comte de Monte-Cristo »*. Les spectateurs, ignorant ainsi les menaces ou voulant conjurer le sort, prennent le risque d'un possible bombardement aérien. Au même moment, la machine guerrière allemande se prépare au nord du pays. Le compte à rebours est lancé. Ce n'est qu'une question d'heures... De nombreux aéronefs ont reconnu les positions alliées. *« Mais enfin, cette offensive, c'est sérieux ? »* se demande-t-on encore.

Revenons quelques jours en arrière. Alors que les discussions de Brest-Litovsk s'éternisaient, contre toute attente, Lénine fait accélérer les pourparlers dès le 24 février. Le 3 mars, le traité est enfin signé, non sans mal. Le 14, il est ratifié à Moscou par le Soviet. Dès lors tout s'accélère. Cette fois, les Allemands ont les mains libres. Le 20 mars, le front s'embrase.

Dans la nuit du 20 au 21 mars, cela commence dans le secteur britannique de Picardie. Un déluge d'obus, s'éternisant plusieurs heures, accompagné de gaz toxiques, s'abat sur les premières lignes, puis sur les secondes. L'opération *« Michaël »* est déclenchée, en direction d'Amiens : l'objectif est d'isoler les Anglais des Français, et de créer la confusion et la discorde dans leurs commandements respectifs. Le bruit du canon, par la densité des pièces mises en œuvre simultanément, tirant pourtant bien au-delà au nord de Noyon, est nettement perceptible dans cette nuit humide et froide de mars. Les Clairoisiens ont le sentiment de revivre les heures tragiques d'août 1914. Un mauvais présage ? Assurément...

L'ennemi a l'initiative de la manœuvre. Il envoie ses commandos, ses fameux *« Stosstruppen »* (troupes de choc), comme il les dénomme : des soldats, jeunes pour la majorité, allégés de leur équipement personnel et principalement équipés de deux mitrailleuses par groupe de combat de dix hommes, de grenades, d'un poignard de tranchée, d'une pince coupante contre les barbelés et d'une grande pelle dans le dos pour s'enfoncer rapidement dans le terrain conquis. Ces commandos disposent du lance-flammes, arme redoutable autant qu'effrayante. Le commandant

en chef allemand choisira l'axe final de pénétration à sa guise, selon un plan souple. L'opération « *Michaël* » est un plan que l'on pourrait qualifier d'« à tiroir ». Une sorte de manœuvre qui peut en cacher plusieurs. En fonction de l'évolution de la situation, on ouvre un autre tiroir. Il s'agit en plus d'un secret bien gardé que les services de renseignements alliés ne peuvent encore percevoir dans toute sa finalité. Tenir le terrain, coûte que coûte, particulièrement avec des mitrailleuses venues en grand renfort. Cela va donc relever de l'impossible, et pourtant... Car il faudra dégarnir massivement à certains endroits pour porter le fer là où se dévoilera progressivement l'axe de l'offensive finale. À ce jeu cruel, l'incertitude va gagner tous les esprits, du général au soldat de deuxième classe. Ce sentiment va devenir de plus en plus palpable dans les populations proches du front.



Les *Stosstruppen* allemands, les premiers commandos. Allégés au maximum, ils servent deux mitrailleuses par groupe. Ils enfoncent le front et s'y infiltrent rapidement (collection Georg Laurenz).

Alors que les « *gothas* » bombardent Compiègne le 22 mars, Clemenceau a laissé Pétain à l'initiative. Ce dernier prônait depuis quelque temps une stratégie défensive absolue. Force est de constater qu'après les premiers jours de l'offensive, alors que les positions commencent à céder les unes après les autres - Noyon tombe de nouveau aux mains des Allemands le 25 mars - une autre stratégie doit désormais être mise en place.

Cependant il devient évident que l'ennemi cherche à percer le point de jonction des troupes du Commonwealth et des forces françaises, qui se situe à la limite de la Somme et de l'Oise. Pour le gouvernement français, il faut agir vite et trouver un commandant en chef capable d'assurer la coordination des différentes forces alliées. Le 26 mars à Doullens, le mardi de la Semaine Sainte, les gouvernements alliés confient au généralissime Foch le commandement suprême de leurs armées. L'habile Clemenceau vient de placer l'homme de la situation. Ne disposant que d'ordres incomplets et d'une lettre de mission encore vague, il impose son point de vue. On s'y plie, de toute façon, plus personne n'a le choix, la discussion est terminée, il faut agir...

Aussi, par la volonté politique, passant un cran au-dessus du général Pétain, il écrit dès le lendemain à ce dernier une lettre fixant à la fois le caractère défensif, mais aussi intégrant l'offensive déterminante pour en finir avec l'hésitation : « *Il n'y a plus un mètre de sol de France à perdre, [...] il faut arrêter l'ennemi là où il est...* »⁸⁷.

Pour convaincre les Alliés d'agir en synergie, Foch fait régulièrement des allers-retours depuis la Somme chez le général en chef britannique responsable des troupes du Commonwealth, vers son QG à Bombon (près de Melun), ou celui avancé de Sarcus (Oise). La route qu'il emprunte passe régulièrement par Compiègne où se trouve le GQG de Pétain, ce qui l'amène très souvent à rouler sur celle de Roye à Clairoix. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

À Clairoix, les journées décisives du 5^{ème} Corps d'Armée

Un épisode important de la dernière grande bataille qui se joue dans l'Oise va se dérouler à Clairoix.

Pour l'heure, l'une des offensives allemandes « à tiroir », baptisée « *Georgette* », se déclenche en direction des côtes de la Manche et de la mer du Nord, menaçant ainsi les ports de Dunkerque, Calais et Boulogne. Dans le nord de l'Oise, si les Allemands ont ralenti le rythme, la menace reste extrêmement sérieuse.

Le 5^{ème} CA (Corps d'Armée) du général Pellé, placé sur la ligne de Noyon, cède du terrain. L'avance des « *Stosstruppen* » crée la surprise, non sans une résistance acharnée du côté français. Le 22 mars, il doit abandonner Chauny. Puis c'est le repli. Les villages se vident à

⁸⁷ Paroles du généralissime publiées dans de nombreuses éditions ; la situation est particulièrement bien expliquée dans « *Foch, chef de guerre* », au chapitre XII, Élisabeth Greenhalgh, éditions de la Défense – DMPA.

nouveau de leurs habitants. L'exode, ruban interminable de nouveaux réfugiés, s'étend sur les routes, depuis Ribécourt ou ailleurs. Une foule de villageois et de Noyonnais commencent à emplir la route de Noyon à Clairoix. Ils sont suivis de longs convois de troupes anglaises et françaises en phase de repli.

Le 27, tard dans la soirée, l'état-major du général Pellé s'installe à Clairoix. Il choisit le Clos de l'Aronde, la maison de la famille Pinchon (l'actuelle mairie de Clairoix). Dans la plaine de Bienville à Clairoix, le 283^{ème} Régiment d'artillerie lourde s'installe en réserve. Le 6^{ème} groupe d'artillerie, constitué de pièces de 270 mm, et son service technique s'installent également à Clairoix, puis il se dirige vers les carrières de Montigny.

L'ennemi poursuit son avance sur Montdidier à 22h et il tient approximativement sur le front de la 3^{ème} Armée la ligne « lisières est de Montdidier – Assainvillers - Le Lundi - Boulogne-la-Grasse – Conchy-les-Pots – nord de Canny – Lassigny – Dives ».

Le Général Humbert, commandant la 3^{ème} armée, organise avec le 35^{ème} CA et le 2^{ème} Corps Colonial un dispositif de barrage. À la droite de ce barrage, le 5^{ème} CA devra tenir la ligne « Laberlière (exclue) – Plessier de Roye – le Plémont » et les positions sur la Divette. La position « Gury – Le Plessier de Roye – le Plémont » constitue un pivot de manœuvre capital à conserver à tout prix.



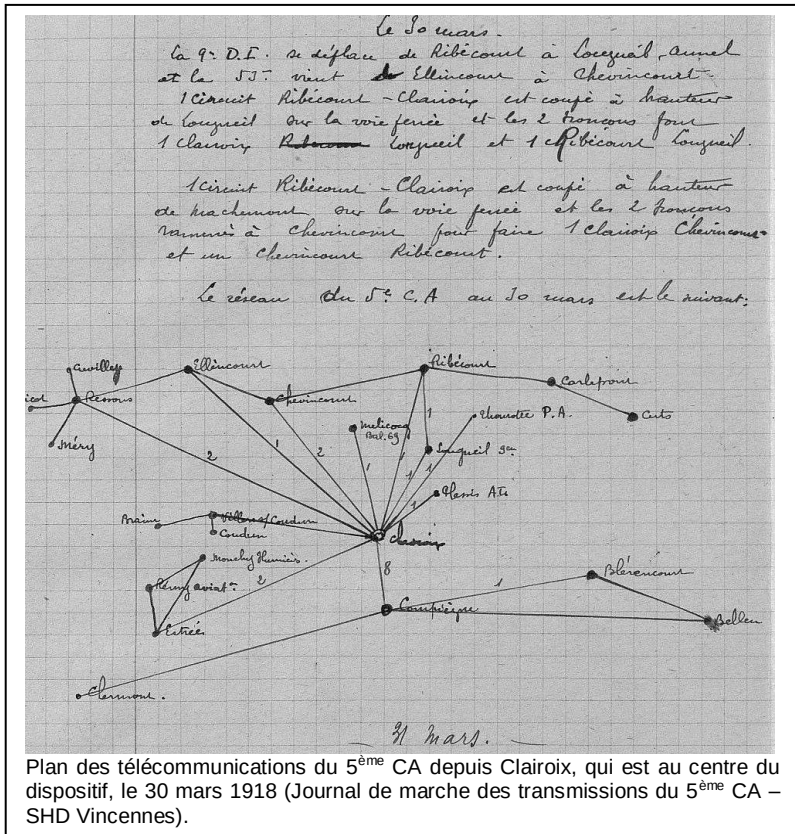
Le 27 mars, dès son arrivée à Clairoix, le général Pellé réunit son état-major. D'un ton grave, en pointant du doigt les lignes de front sur une carte dépliée sur une grande table, il s'adresse à ses officiers : « Messieurs, primo, les positions du 5^{ème} CA, sur le terrain qu'il occupe actuellement, ont une importance de tout premier ordre pour la réussite de nos opérations en cours. Le sort de la guerre peut y être attaché... ». Après avoir marqué un temps de silence pour souligner l'importance de cette dernière phrase, il poursuit : « En toute hypothèse, la possession de la ligne Canny-sur-Matz... » ; l'état-major et les officiers généraux commandant leurs divisions écoutent silencieusement et gravement le général Pellé ; « ... les travaux seront poursuivis avec toute l'activité possible. La défense sera organisée en profondeur et compartimentée, non en vue de replis éventuels, mais pour limiter toute avance de l'ennemi et permettre de le contre-attaquer dans toutes les conditions avantageuses. Secundo, ... ». Le texte est ensuite rédigé par l'officier rédacteur sur le journal de marche du 5^{ème} CA. Suivent toute une série d'instructions détaillées par secteur.

Le lendemain, Pellé apprend par un ordre écrit du général Humbert que l'armée britannique, par un retour offensif, a ramené les Allemands dans la zone de Rosières – Rouvroy-en-Santerre. L'armée allemande offre ainsi une poche aventureuse jusqu'à Mesnil-Saint-Georges et Montdidier. Humbert précise qu'il faut immédiatement profiter de cette situation.

En conséquence, l'armée attaquera la gauche en avant : « Il faut une attaque puissante, violente et décidée... ».

Sur le front du CA, la journée du 29 mars est marquée par de nouvelles attaques de l'ennemi. Le 5^{ème} CA qui s'est vigoureusement battu sur tout le front a eu de violents engagements dans la région de Canny et de Lassigny.

Le général Pellé, ses généraux de divisions, avec parmi eux le général Weygand, et son état-major, sont régulièrement réunis au Clos de l'Aronde. Ce 29 mars, il demande à ses officiers de mener des actions d'infanterie à courte portée, histoire de donner l'impression d'une contre-attaque d'ampleur imminente. Ses traits sont tirés, sa fatigue est palpable, cependant, il précise : « *L'échéance d'une offensive générale ne pouvant encore être déterminée, il s'agit de s'établir très solidement et par conséquent de remuer la terre...* ».



Les unités, parfois éparses, isolées, entre Noyon et Clairoux, tiennent. L'ennemi qui devait les contourner pour poursuivre son avance, prête ses flancs à leurs tirs. Cette résistance, suivie plus tard d'un véritable sacrifice comme celui du mont Renaud, va décider du sort de la bataille. L'ennemi est ralenti. C'est du temps gagné pour Foch qui vient de prendre en charge la coordination des armées alliées.

Sur les clichés suivants, on voit des prisonniers allemands et des troupes françaises qui traversent Clairoux le 31 mars ou le 2 avril 1918. Deux autres clichés de la même série sont imprimés sur la couverture de cet ouvrage (celui codé W.1842, et, au dos, celui codé W.1840). À noter que les clichés 1842 et 1844 seront d'ailleurs publiés en première page de la revue « *Excelsior* » du 6 avril 1918.



Clairoux, en direction de Compiègne : des troupes montées françaises encadrent un convoi de prisonniers allemands (cliché « *La contemporaine* » - BDIC - W.1841).



Un groupe de prisonniers sur l'actuelle rue de la Poste (cliché « *La contemporaine* » - BDIC - W.1843).



Clairoix, actuelle rue de la Poste : venant de Margny-lès-Compiègne, des troupes françaises montent en ligne, croisant le convoi de prisonniers allemands pris à la contre-attaque de Plessier-de-Roye. (cliché « La contemporaine » - BDIC - W.1844).



Un convoi se dirige vers Compiègne. Les prisonniers seront acheminés dans des camps de rétention situés dans la zone de l'arrière. Certains seront employés dans des usines ou des chantiers pour remplacer la main d'œuvre manquante (cliché « La contemporaine » - BDIC - W.1845).

Les généraux Humbert et Pellé viennent d'assener à l'ennemi un véritable coup d'arrêt. Le 5^{ème} CA, depuis Clairoix, a livré tout ce qu'il a pu. Il est temps de le relever. Ainsi le 2 avril, le général Pellé passe le commandement des secteurs des 62^{ème} et 77^{ème} divisions d'infanterie au général Leconte, commandant le 33^{ème} CA.



Le général Pellé accueillant son futur successeur sur le parvis du Clos de l'Aronde à Clairoix (cliché « La contemporaine » - BDIC - Y.2881).

À cette date, l'ennemi semble avoir épuisé ses troupes. Belle manœuvre tactique de Ludendorff, mais la percée stratégique sur Amiens et dans les Flandres n'aboutira pas. Toutefois, ce dernier n'a pas dit son dernier mot. Ses intentions, ni Foch, ni Pellé ne les connaissent. Pour l'heure, Pellé a les honneurs. À l'extérieur du Clos de l'Aronde, une équipe de photographes et de cinéastes du Service Cinématographique et Photographique des Armées, (dépendant des Beaux-Arts à l'époque) se masse dans la cour de la villa. Les photographes ne sont pas autorisés à entrer à l'intérieur du

bâtiment et attendent sur le parvis de la maison Pinchon. Son officier d'ordonnance l'informe. À la suite de la rencontre avec son successeur, le général Pellé invite son état-major à se faire tirer le portrait pour la postérité.

Au moment où les mains se serrent et les congratulations s'échangent sur le parvis du Clos de l'Aronde, Ludendorff s'apprête à lancer une troisième offensive entre Reims et l'Aisne.

Elle s'intitule l'opération « *Blücher* ». L'axe de l'attaque, qui reprend le Chemin des Dames aux Français, a légèrement tourné vers le sud-ouest, en direction de Paris... Les Allemands sont à Château-Thierry et menacent la capitale, transformée en camp retranché, et qui se vide...

La vie des gens à Clairoix

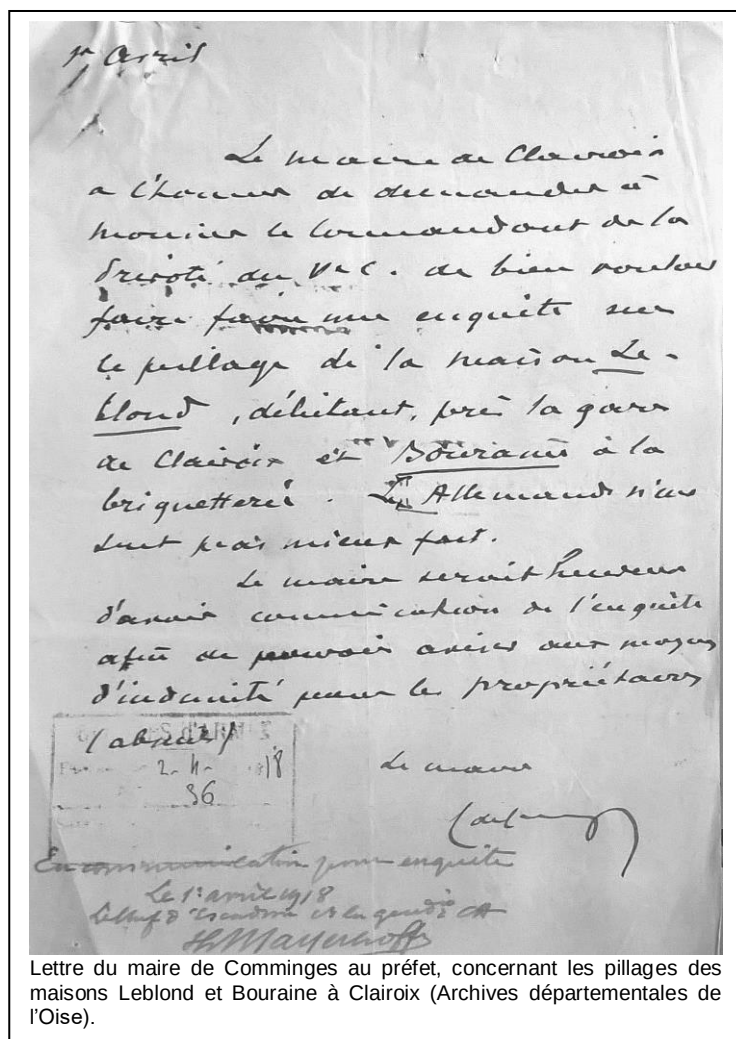
Depuis la fin mars, le sous-préfet avait déjà recommandé l'évacuation des civils des zones d'affrontement situées au nord de Compiègne. Mais l'armée allemande marquait le pas. Une partie importante de la population de Clairoix, notamment les agriculteurs, était restée sur place, ne sachant où aller avec le cheptel, et espérant surtout voir le fruit de la prochaine récolte.

Cependant la circulaire du préfet de l'Oise datée du 1^{er} avril précise cette fois que le bétail doit être évacué vers la zone de l'arrière. Un télégramme est adressé aux maires des zones concernées, notamment celles se situant au nord de Compiègne :

« Veuillez prévenir les cultivateurs de votre commune qu'ils doivent sans retard emmener leur bétail. L'évacuation par chemin de fer n'étant pas possible, ils devront le conduire devant eux et observer directions générales suivantes : [directions de marche par cantons] ... pour Compiègne, direction Clermont-Noailles-Gisors-Vernon... Faites emmener voitures nécessaires chargées de vivres pour assurer subsistances hommes et animaux ».

Dans le même temps, le préfet de l'Oise avertit les préfets de l'Eure, de la Seine-Inférieure et de la Seine-et-Marne de l'arrivée de ces convois. Le village de Clairoux, fortement ruralisé, se vide déjà en grande partie. Les porcs, poules et autres volailles restent dans quelques fermes et un habitant en assure la charge. Les gardes-barrières de Clairoux, appartenant aux Chemins de fer du Nord, et ceux qui ne sont pas sous l'uniforme, comme les épouses et les inaptés, sont, semble-t-il, maintenus provisoirement sur place.

Les vivres commencent à baisser en quantité. Deux incidents préfigurent déjà ce qu'il adviendra dans un futur assez proche : deux maisons, situées aux extrémités opposées du village, ont été pillées. Nous apprenons ainsi⁸⁸ que le 1^{er} avril, le maire de Clairoux demande au commandant de la Prévôté du 5^{ème} Corps : « de bien vouloir faire faire une enquête sur le pillage de la maison Leblond, débitant près de la gare de Clairoux et [sur celle de] Bouraine, à la briquetterie ».



Lettre du maire de Comminges au préfet, concernant les pillages des maisons Leblond et Bouraine à Clairoux (Archives départementales de l'Oise).

Deux prévôts sont diligentés sur place pour constater l'infraction. Dans leur rapport, ils consignent que le pillage a été exécuté par des militaires. Ils précisent : « que les dégâts avaient été commis par des militaires chez M. Leblond, débitant en vins dans cette commune... L'intérieur (de la maison) se divise en six pièces, trois au rez-de-chaussée et les autres à l'étage. Toutes ont été pillées. Les meubles sont ouverts et le linge jeté à terre. La cave a également été pillée : sur 10 fûts, deux paraissent encore pleins et un troisième légèrement entamé. Ils sont d'une contenance de 100 à 120 litres, les autres paraissent vides depuis une date récente. Sur le sol, on remarque des traces de vin rouge. Une fenêtre à deux carreaux fabriquée au ras du sol éclaire la pièce. Cette fermeture a été brisée... ce qui laisse supposer que les malfaiteurs ont pénétré par cette ouverture. Dans la cour, les clapiers et les poulaillers sont ouverts ».

Preuve qu'il existe encore quelques civils sur place, ils auditionnent un témoin, M. Briant Edmond, employé aux Chemins de fer du Nord, qui leur déclare : « ... il y a 4 ou 5 jours, (j'ai)

⁸⁸ Archives départementales de l'Oise.

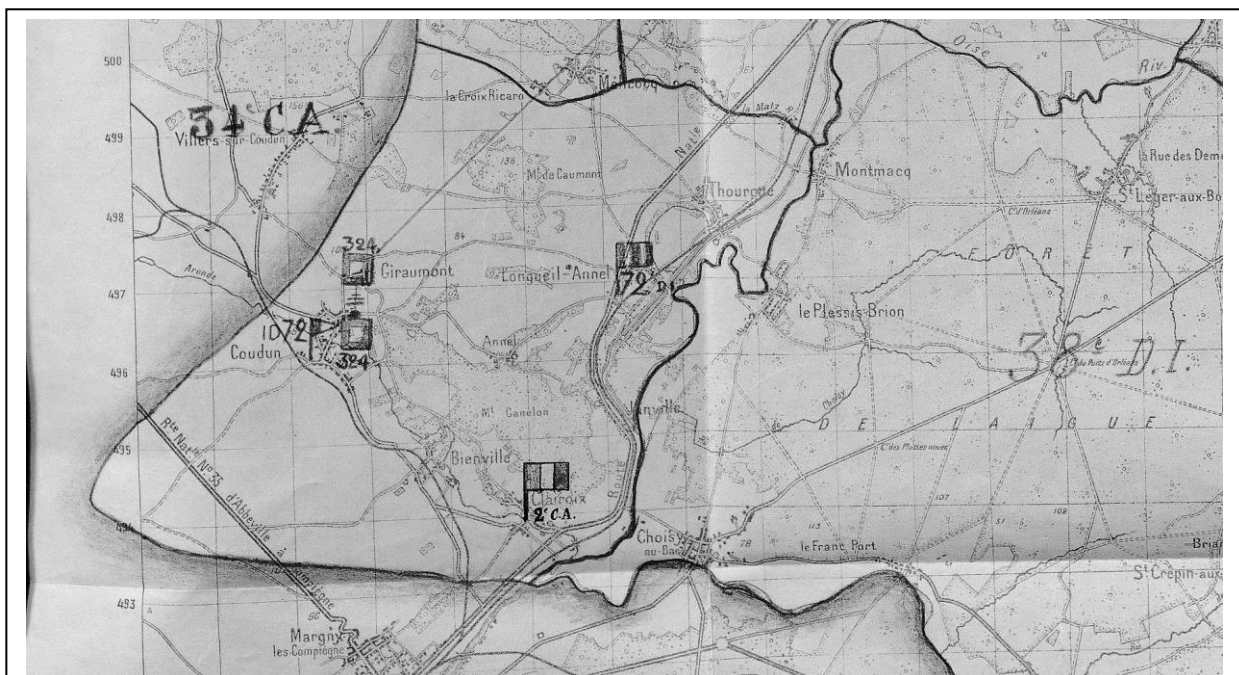
informé un gendarme à proximité du débit de M. Leblond que des soldats anglais pillaient ce débit. Cet agent a demandé du renfort et peu après, j'ai vu des gendarmes du poste de Clairoux dont un gradé arriver sur les lieux. Ils ont arrêté dans la cave trois soldats anglais qui paraissaient ivres ». L'acte de pillage paraît donc remonter à une date antérieure à l'arrivée du 5^{ème} CA dans le cantonnement de Clairoux et pourrait être le fait de soldats britanniques en déroute.

Quant à la briqueterie Bouraine, les deux mêmes prévôts consignent des faits similaires : portes fracturées, cave pillée avec bouteilles cassées et une forte odeur de vin. Les parquets et les escaliers sont maculés de boue.

Un nouveau témoin est auditionné, Mme Louvet, garde-barrière au passage à niveau situé près de Bienville : « *La famille Bouraine est partie de chez elle le mardi 26 mars dernier, je crois. Il y avait à ce moment des troupes anglaises et françaises cantonnées dans la briqueterie. Le lendemain dans la matinée, des soldats français m'ont demandé si la maison de M. Bouraine était habitée et j'ai répondu que cette famille était partie la veille. Ces militaires dont je ne me rappelle pas le numéro du régiment m'ont répondu : "Eh bien, ils peuvent revenir car leur maison a été pillée de fond en comble !" Les militaires qui m'ont donné ce renseignement appartenaient à un régiment autre que les 329^{ème} qui y est cantonné actuellement. Je ne peux pas dire si ce pillage est imputable aux Anglais ou aux Français, ni aux ambulancières américaines qui s'y trouvent également ».*

Le 329^{ème} RI venait d'être relevé du front. Il fit un bref passage à Bienville et Clairoux, avant d'embarquer pour Vic-sur-Aisne. Mais bien du monde était passé par-là. La Prévôté militaire ne pouvait que constater les deux incidents. Ces témoignages sur ces premiers pillages sont le prélude aux étonnantes journées de juillet 1918 à Clairoux.

Le 33^{ème} et le 2^{ème} Corps d'Armée à Clairoux



Carte du 2^{ème} CA indiquant son emplacement à Clairoux en mai 1918. On pourra remarquer que les PC de ses divisions, les 72^{ème} et 38^{ème}, se sont repliés sur des secteurs proches de Compiègne, à Longueil-Annel et dans la forêt proche du Plessis-Brion. L'hôpital américain d'Annel a été évacué. Comme les formes du terrain commandent, les soldats s'accrochent au mont Ganelon, véritable observatoire, notamment d'artillerie, qui, par beau temps, permet de suivre tout le déroulement de la bataille (Service Historique de la Défense, à Vincennes).

Le 2 avril, les éléments à pied du quartier général du 33^{ème} CA sont transportés en camions dans la matinée et débarquent à partir de 10h dans la région de Clairoux, où ils relèvent les éléments du 5^{ème} CA.

Le Général Leconte commandant le 33^{ème} CA prend le commandement du front depuis son PC à Clairoix à partir de 12h00 précises. L'artillerie est encore sur la ligne de front mais cet ensemble d'unités d'artillerie du 33^{ème} CA, qui est commandé par le lieutenant-colonel Annibert, doit amorcer un repli, les éléments hippomobiles en premier. En effet, les chevaux supportent très mal les masques à gaz spéciaux développés pour cet animal. Les gaz suffocants les rendent fous. Des commandos de « *Stosstruppen* » parviennent même à tirer à la mitrailleuse sur les unités d'artillerie alors que l'infanterie tient encore des poches de résistance. Les munitions sont stockées, entre autres, à Clairoix, et les sections de munitions automobiles parviennent difficilement aux unités qui se replient. Le poste de commandement du 2^{ème} groupe du 102^{ème}



Déchargement de munitions dans la plaine de Clairoix-Bienville par des territoriaux (collection de l'auteur).

RAL finit par s'implanter à Clairoix après avoir assuré un repli depuis sa position de Nampcel. Certaines unités d'artillerie de tranchée ont dû jeter leurs petits canons dans l'Oise entre Le Plessis-Brion et Choisy-au-Bac.

Le front compris entre l'Oise et le bois du Plémont est donc tout proche. Il a sous ses ordres, à sa droite, la 35^{ème} Division d'infanterie (DI) dont le PC est à Ribécourt, et à sa gauche, la 53^{ème} DI, dont le PC est situé à Chevincourt. Déjà, les pièces d'artillerie inondent la plaine et, pour certaines, s'éparpillent sur les pentes du mont Ganelon de Bienville à Longueil-Annel.

Alors que le mont Renaud subit de violents bombardements, le 19^{ème} Dragons installe un peloton de mitrailleuses pour protéger l'état-major de Clairoix d'éventuelles incursions de commandos. La troupe se densifie brutalement dans le village. Les civils ne sont plus qu'une minorité, se sentant presque de trop. Le feu roulant du front se fait très perceptiblement plus dense et se déplace de jour en jour vers Compiègne. Un mois après, la ligne de front s'est approchée dangereusement du carrefour compiégnois. Les Français ont tenu, mais l'occupation de portions de terrain par l'ennemi menace directement Compiègne.

Le 7 mai 1918, le général Leconte, épuisé, passe le commandement de la zone défensive de Clairoix au général Cadoudal commandant le 2^{ème} CA.

Début juin, le Clos de l'Aronde, habitation idéale pour les divers états-majors de passage, étant cette fois-ci trop exposé aux vues de l'aviation ennemie, le général, accompagné de ses 31 officiers, décide d'installer son Quartier Général dans un lieu plus discret, probablement l'une des deux maisons bourgeoises dissimulées dans les sous-bois du mont Ganelon, « La Source » ou la villa voisine. Cette information est révélée dans le journal de marche établi par le médecin-chef du 2^{ème} CA : « *Le directeur du SS se rend au PC du 2^{ème} CA (Nord de Clairoix – chemin du Mont Ganelon)* ».

Le groupement d'artillerie du 2^{ème} Corps d'Armée (AL2) s'est regroupé sur la rive droite de l'Oise. Son PC consiste en deux



Clairoix en 1918 (extrait d'une photo conservée au Service Historique de la Défense, à Vincennes). Selon le journal de marche du service de santé du 2^{ème} CA, tenu par le Médecin de 1^{ère} classe Meyer, le 2^{ème} Corps d'Armée se serait implanté dans une grande propriété délimitée par un mur de pierres de deux mètres de haut. Ce pourrait être « La Source » (aujourd'hui 6 rue d'Annel ; en haut et légèrement à gauche, sur la photo). Les nombreuses unités d'état-major pourraient avoir occupé, en toute logique, la grande bâtisse mitoyenne (en haut à droite sur la photo), la villa des Bienaimé, rue de la Fontaine du Roy.

petites maisons sur la hauteur de Clairoix et quelques chambres d'officiers. L'une des maisons sert de PC, l'autre de cantonnement de la troupe. Les chevaux et les voitures sont remisés dans une clairière à la lisière est de Clairoix.



Bataille aérienne au-dessus de Clairoix. Des aviateurs de l'escadrille SPA 269 ou BR 11 prennent en chasse l'ennemi (SHD - Vincennes).

Le 1^{er} juin, le journal de marche du 2^{ème} CA signale qu'une vingtaine d'obus ont touché l'est du village de Clairoix et le mont Ganelon en fin de journée. Le 2 juin, le service de renseignement lui informe qu'un grand nombre de batteries nouvelles, notamment l'une dans Noyon, se sont installées et sont destinées à tirer sur Clairoix (2^{ème} CA) et en partie sur Venette (18^{ème} CA). D'ailleurs ces informations sont confirmées, l'une de ces batteries tire le jour même dans la direction de Clairoix, mais le PC qui vient de se déplacer est pour le moment encore inconnu des aviateurs ennemis, sans doute pas pour longtemps. Cette batterie d'artillerie semble faire ensuite un réglage sur un point auxiliaire. Elle est bientôt relayée par des avions venant jeter des bombes dans les environs. « Une bataille d'avions s'engage même au-dessus du PC de Clairoix » selon les

écrits du rapporteur du journal de marche du 2^{ème} CA.

Dans celui du 290^{ème} RAL, on peut lire : « 4 juin, une certaine nervosité se manifeste au QG où on craint une attaque boche sur le front des 2 divisions, les 53^{ème} et 72^{ème}. Beaucoup de circulation est repérée par les observateurs sur les routes d'accès au front devant le CA. Il est question d'après une note du GQG d'attendre l'ennemi sur les 2^{èmes} positions sans chercher à défendre la 1^{ère} position. Les voitures du QG et celles de l'AL (Clairoix) sont chargées et prêtes à un départ éventuel ». L'armée française vit donc ses heures les plus intenses dans cette région. À Paris, la menace est telle qu'une crise politique voit le jour, mais Clemenceau tient tête. Le 290^{ème} RAL poursuit son récit : « le 6 juin, par ordre supérieur, les civils évacuent Clairoix. L'AL aide de ses voitures quelques malheureux évacués. Par quelques prisonniers faits par le 38^{ème} DI, on est averti d'une attaque ennemie prochaine. Peut-être ce soir à 22h00... ».

Le 6 juin, alors que les derniers habitants quittent Clairoix, un officier du 2^{ème} corps invite le comte de Comminges à plier bagages assez rapidement. Dans la nuit, son épouse et lui, en calèche, rejoignent le flot des réfugiés. Non sans mal, il trouvera refuge au 29 rue du Sud à Versailles où se trouve déjà une partie de sa famille.



La Croix-Rouge américaine à Compiègne accueille soldats et réfugiés de passage en route pour l'arrière-place de la gare et près du cinéma Olympia (« La contemporaine » - BDCI).

Cette fois, Clairoix n'est plus civil. Le 6 juin, les derniers convois ferroviaires chargés de civils évacuent les villages environnants. Le train en provenance de Longueuil-Annel transporte environ 500 personnes des villages de Thourotte, Machemont, etc... Les vieillards et les infirmes ont été amenés à la gare par les soins de la Croix-Rouge américaine et l'œuvre des Dames anglaises. Le 7 au matin, il n'y a plus aucun civil à Clairoix.

Le cantonnement est en état d'alerte. Dès 20 heures, par mesure préventive, l'artillerie située à Clairoix entame une contre-

préparation offensive ⁸⁹ d'artillerie sur les lignes ennemies d'une intensité telle que les vitres des maisons, celles qui n'avaient pas reçu de ruban adhésif, éclatent ou se fendent sous les déflagrations. Les observatoires, notamment celui du sous-lieutenant Haudepin (115^{ème} RAL) installé sur le mont Ganelon, signalent de nombreuses explosions de dépôts de munitions ennemies. Certains, incendiés, brûlent une partie de la nuit.

Mais, s'il y a des infiltrations, il n'y a pas d'attaque ennemie en vue. Pas encore...

Une unité hors du commun à Clairoux : la SSY3

L'œuvre des Dames anglaises présida à la constitution d'une unité peu ordinaire : la section sanitaire codée Y3 ⁹⁰. C'est une sorte d'unité indépendante, « *free-lance* », comme on la désignerait de nos jours, et mise à la disposition du Service de Santé des Armées (SSA) ; elle est commandée par Miss Lowther, personnage haut en couleurs. Le sous-lieutenant français Victor Chatenay y est placé pour faire l'interface avec le commandement français. Soldat du Génie, il est sorti du rang par ses exploits et ses citations. Il rédigera par la suite « *Mon journal de Quatorze-Dix-Huit* » dont sont tirés les témoignages ci-après. Personnage hors du commun, Miss Lowther conduit son équipe de Dames anglaises sous le feu pour recueillir les blessés et les acheminer aux ambulances du SSA. Après un premier séjour à Verdun fin 1917, les pages de gloire de la SSY3 vont s'écrire à partir de Clairoux.

Disposant d'un bon niveau intellectuel, le sous-officier Chatenay est dirigé vers une école d'officiers du GAN (Groupe d'Armées du Nord) implantée à Creil et Meaux, et, par cette formation, est promu sous-lieutenant. Fin décembre 1917, le commandement lui propose de prendre la direction de la SSY3, composée de chauffeurs féminins britanniques, commandée par Miss Lowther.



Photo hélas un peu floue de Miss Lowther en compagnie du sous-lieutenant Chatenay en mars 1918 (source Lowthertoupie.com).

vigueur sa volonté ardente de partir pour le front sans tarder et veut me présenter sa section, conductrices et voitures ».

Cette section est constituée en 1917 au camp de Satory près de Versailles « *d'une trentaine de voitures un peu disparates, dont certaines sont imposantes. Woseley, Delaunay, Vauxhall, Mercédès, Daimler, Chalmers... et d'autres toutes neuves, des Ford, alignées parfaitement. Et devant*

Le sous-lieutenant Chatenay décrit son premier contact avec cette dame anglaise : « *Je rencontre miss Toupie Lowther. Elle est en tenue militaire, jupe kaki, veste avec, au col, les écussons du train des équipages, vert avec liseré rouge et la flamme dorée, et sur les manches, un galon d'or de sous-lieutenant. Elle regarde bien en face et parle parfaitement le français et j'ai l'impression qu'elle me juge assez favorablement. Elle m'expose avec*



Ambulancière anglaise de la SSY3 (« La contemporaine » - BDIC).

⁸⁹ Dans le langage militaire la CPO – contre-préparation offensive – est une intense préparation d'artillerie effectuée en vue d'une attaque. Mais dans ce cas précis, il semblerait que les tirs soient exécutés pour permettre le repli des unités et briser l'avance ennemie.

⁹⁰ La lettre Y représente le mot anglais *Yeomanry*, soit un corps constitué de volontaires. Le 3 signifie peut-être la troisième unité de ce type, ou plus probablement son rattachement à la 3^{ème} armée.

chaque voiture se tient une conductrice, habillée comme Miss Lowther ». Concernant la personnalité de cette dernière, Chatenay précise : *« Elle a quarante ans passés, mais rien ne le prouve. Figure intelligente, ardente, vivante, avec des yeux plus que vifs, violents... Elle est d'une illustre famille et a pu, grâce à ses princières relations, organiser cette section et s'en assurer le commandement. Bachelière française, championne du monde d'épée, élève du maître Prévost, championne d'Angleterre de tennis, musicienne d'un rare talent, compositrice, se tutoie avec la femme du Kronprinz et avec l'impératrice de Russie, peut boire une bouteille de cordial médoc sans être dérangée, autoritaire, violente, dominant son entourage. Très cultivée, capable de parler avec science et éloquence de l'histoire des religions... Elle est à la recherche des émotions dans l'action et toute son énergie est tendue vers ce but : aller au front. Son frère est speaker de la Chambre des Communes, et son cousin, lord Lonsdale, le grand sportif, avait donné beaucoup de fric pour mettre debout sa section »*.

Elle est secondée par Mrs Talbot, la mère du futur créateur de la marque de voiture Talbot. Au sujet de cette deuxième dame, Chatenay donne une description très précise : *« Elle avait cinquante ans, elle était courte et ronde. Avec son calot et son ceinturon qui départageait nettement le buste de sa croupe, elle avait une allure à elle, mais n'aurait pas pu concourir pour la ligne haricot. Mais elle était duchesse de Shrewsbury, première duchesse d'Angleterre, sœur du duc de Stacpoole et brigadière d'ordinaire à la SSY3. Elle parlait le français à la perfection, était détestée par les jeunes filles pour ses médisances... Elle tenait le ravitaillement »*. Enfin Chatenay décrit cet étrange équipage : *« En comptant bien, quarante-cinq femmes, officiers, sous-officiers et conductrices furent inscrites sur les rôles de la section... et une cinquantaine de voitures y furent utilisées et, en partie, bousillées. Les conductrices pouvaient se diviser en deux catégories au premier coup d'œil, les jeunes et les moins jeunes, les jolies et les moins jolies. Mais toutes étaient soignées, polies, disciplinées... envers moi et dévouées. Le travail le plus dur était assuré par un petit nombre d'entre elles, plus ardentes, plus vigoureuses, plus appliquées et plus travailleuses. Toutes parlaient le français, mais plus ou moins bien. Un petit groupe d'Américaines très riches avait rejoint la section en renfort... »*.

La section est dirigée vers Creil en début d'année 1918. Avec l'offensive allemande du 21 mars, elle rejoint Compiègne où vient de s'installer le GQG : *« À Compiègne, j'ai découvert une belle maison abandonnée, je l'ai choisie entre d'innombrables maisons vides. Elle est sur l'avenue Royale, elle se nomme Villa Curial et porte sur sa façade les médaillons de Jeanne d'Arc et de Charles VII qui ne manqueront pas, aujourd'hui, de protéger mes petites Anglaises »*.

Fin mars 1918, Victor Chatenay poursuit : *« ... je reçois l'ordre de rejoindre Compiègne et de me mettre à la disposition du groupement Cadoudal. Nous dépendrons du deuxième Corps, et, la preuve que c'est sérieux, c'est que je reçois les instructions fixées pour l'extinction des lumières bleues. Ce qui signifie, service des premiers postes de secours abordables par des autos... »*.

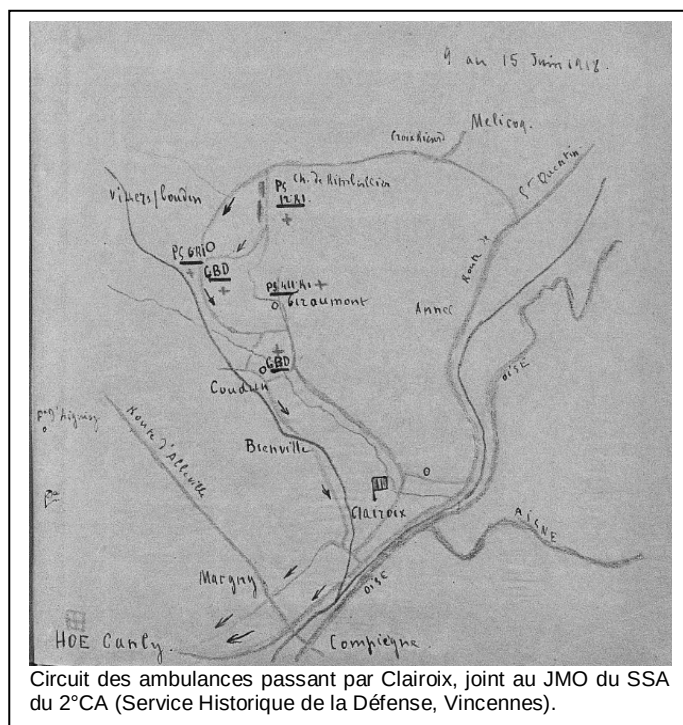
Début juin, la section se met en place au poste sanitaire de Clairoix à la briqueterie. Elle assure le transport des blessés depuis les lignes de front (du mont Renaud notamment), sous le feu ennemi, achemine les blessés vers les centres de tri du château d'Annel, de Longueil-Annel, ou de Clairoix... Puis face à l'avance allemande, elle organise le transport des blessés au mont Ganelon, depuis Thourotte et Villers-sur-Coudun, et enfin, vers la Folie (Margny-lès-Compiègne) et vers l'hôpital de Canly.

Courant mai 1918, Victor Chatenay donne parfaitement la description des environs de Clairoix : *« La section doit assurer des*



Une ambulance de la SSY3 copieusement arrosée de projectiles allemands. Cette image évoque, à elle seule, le courage de ces petites Dames anglaises (« La contemporaine » - BDIC).

services du 2^{ème} Corps, les postes de secours avancés sont établis à la briqueterie de Longueil-Annel et au château d'Annel, l'ambulance de première ligne est à la Folie, près de Venette (Margny). Les ambulancières de Miss Lowther sont cette fois sous le feu des obus à Clairoux : « ... Le service devient plus vibrant, les obus sur la route sont une nouveauté, et le carrefour de Janville pour monter sur le flanc nord du mont Ganelon est un endroit dangereux, très souvent bombardé. Je vais chaque jour voir comment ça marche. À Janville, une barricade barre la route de Noyon, on doit tourner à gauche pour monter au château d'Annel, il y a des trous d'obus, la vue est splendide, et les Allemands sont en bas dans la plaine, devant nous. Dans une méchante maison démolie, un pauvre abri a été aménagé où les conductrices de service se tiennent, elles y font leur cuisine, et je me souviens avoir vu Maud Fitch (riche Américaine) qui dit-on aura des milliards de dollars de revenu, en train de gratter avec ses mains la terre d'un jardin pour y trouver des pommes de terre ».



Le village de Clairoux devient un véritable camp retranché. Le sous-lieutenant Chatenay évoque les mesures de sécurité qui viennent d'être adoptées pour un événement important sur le point de se produire dans ce village : « Le six juin, je fus convoqué à une réunion d'état-major à Clairoux. En entrant dans la cour de la maison où était installé l'état-major du groupement, chaque officier était pris en charge par un planton et conduit dans un bureau où son identité était vérifiée, et puis il était emmené dans une salle gardée par des sentinelles. C'était la première fois que je voyais prendre de telles précautions, et j'en étais réconforté, car, depuis le début de la guerre, toutes les manœuvres et offensives avaient été révélées aux moins perspicaces, et, à coup sûr, à l'ennemi... ». Une trentaine d'officiers étaient réunis et assis quand un colonel prit place à une table : « Messieurs, dit-il, l'attaque allemande

doit se déclencher d'un moment à l'autre, elle sera puissante, mais nous avons tout ce qu'il faut pour la recevoir. Sur votre honneur, vous prenez l'engagement de ne rien dire, de ne rien faire qui puisse, en alertant vos amis ou vos hommes, provoquer des attitudes qui renseigneraient les agents ennemis qui pullulent autour de nous. Mais vous devez vérifier de très près si tout est en ordre chez vous, les masques doivent être examinés, car il est possible que nous ayons à soutenir un combat de plusieurs jours sous les gaz. Bon courage, messieurs, nous sommes certains que, du coup, ils vont tomber sur un bec ». La scène se déroule dans l'une des maisons les plus isolées du village. Une éminente autorité est appelée à s'y rendre.

« C'était un officier à l'allure intelligente et nette, il serra la main à chacun d'entre nous, et je partis chargé de mon grave secret.

Le bombardement brutal se déclenche dans la nuit du 7 au 8 juin, des obus tombent sur Compiègne. Je pense que c'est démarré, et je me demande à moi-même si je ne suis pas un peu fou d'avoir fait de mon mieux pour que ces femmes viennent au vrai front. Quand ça va barder, tiendront-elles le coup ? ».

Une grande effervescence règne à Clairoux en cette journée du 8 juin. Chatenay nous en livre le climat général : « Le 8 juin au matin, l'attaque est lancée, et ça gaze. Tous les canons de la terre semblent s'être donné rendez-vous aux alentours, les voitures en service reviennent chargées de blessés et les environs de la gare reçoivent des dégelées d'obus. Vers dix heures, je suis

prévenu que les postes de secours du château d'Annel sont abandonnés, je m'y rends, mais, à Janville, je suis arrêté, une section d'infanterie en organise la défense et un sous-lieutenant me dit que ça a bardé dur sur Ribécourt et que le général Rondeau en personne fait le coup de feu, un fusil à la main ». Mais si les contrôles des identités des jours précédents furent si précis, c'est qu'un événement de taille est sur le point de se produire.

Clemenceau à Clairoux

Clemenceau est en visite au front ; il n'en est pas à son premier essai lorsqu'il se rend à Clairoux. Élu en 1915, président de la commission des Affaires étrangères et président de la commission de l'armée du Sénat, il fut autorisé à passer quelques journées sur le front, parmi la troupe. Nommé Président du Conseil en novembre 1917, c'est dans cette dernière fonction que le chef de gouvernement se rend au PC du 2^{ème} CA, très probablement installé à la villa « La Source », près de la rue d'Annel menant au mont Ganelon. Le général Humbert, commandant la 3^{ème} Armée, est également présent sur le perron de cette grande bâtisse, et y attend le Président du Conseil en compagnie du général Cadoudal. La journée est calme depuis l'aube. Cette villa bourgeoise, à flanc de colline, est dissimulée sous la frondaison du mont Ganelon, momentanément à l'abri des vues aériennes de l'ennemi. Cette information est donnée par le journal de marche du 2^{ème} CA qui mentionne : « 15h45 : Arrivée de M. Clemenceau, Président du Conseil, Ministre de la Guerre, accompagné du Général Mordacq, chef de cabinet du Ministre, à l'E.M. du 2^{ème} CA à Clairoux. Il vient conférer avec le général Cadoudal, commandant le 2^{ème} CA ». En fait, le général Cadoudal s'est vu confier par le général Humbert le groupement de trois corps d'armée, devenant ainsi le « Groupement Cadoudal » pour contrer l'attaque attendue. Il est implanté au centre du dispositif militaire de l'Oise et à l'endroit jugé sur le moment le plus tactique : Clairoux.

Pour cette journée, le JMO (Journal des Marches et Opérations) du 290^{ème} RAL précise le climat général dans le village de Clairoux : « Le 8 juin, après une journée assez calme, brusquement à 22h30 en même temps que débutant la contre-préparation offensive française ⁹¹, les boches déclenchent un marmitage inouï... ». Le bombardement ne se déclenchera qu'après le départ de Clemenceau.



En effet, durant toute la guerre, à aucun moment, l'ennemi ne cherchera à prendre le risque de tuer le chef du gouvernement. Trop risqué... en vue d'éventuelles négociations. L'espionnage est toujours présent. C'est ce qui justifiait le filtrage intensif des identités à l'entrée du PC décrit par le lieutenant Chatenay.

Le journal du 290^{ème} évoque la suite : « Toutes les batteries, toutes les routes, tous les PC sont pris à partie. Des pièces de longues portées tirent sur Clairoux et Compiègne et la plupart des villages voisins du front (Coudun, Villers-sur-Coudun). Des maisons toutes voisines du PC de l'AL (officier commandant les pièces d'artillerie du 2^{ème} CA) sont atteintes et s'effondrent. Le PC a heureusement une cave où l'on se réfugie. Le commandant Ollat, commandant le sous groupement (du 290^{ème} RAL), téléphone pour avertir que, vu la violence du marmitage, il lui semble bien que c'est le prélude de l'offensive allemande attendue. Malgré ce déluge de fer, les batteries françaises continuent leur contre-préparation d'offensive énergiquement. Toutes les lignes téléphoniques étant coupées, impossible de correspondre avec elles ».

⁹¹ Ou encore « CPO » dans le jargon militaire ; c'est un tir d'artillerie puissant préparant une offensive.



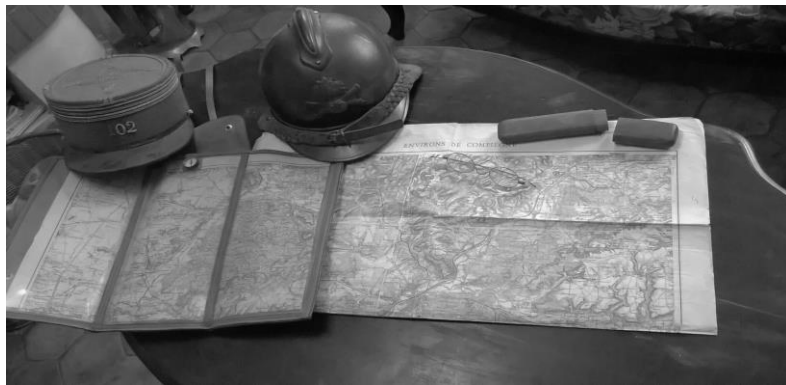
Ne disposant pas de photographie de Clemenceau à Clairoux, en voici une qui le représente lors d'une visite au front (fonds ECPA-D).

Dans « *Grandeurs et misères d'une victoire* », Georges Clemenceau, l'auteur, évoque les notes de son officier d'ordonnance, le général Mordacq : « 8 juin. – visite 3^{ème} armée, général Humbert. Oise. Attaque allemande annoncée. Tout est préparé pour la recevoir. 9 juin. – l'attaque est déclenchée ». Au même moment, la quatrième offensive allemande, du nom de « *Gneisenau* », se déclenche sur la rivière du Matz.

De très nombreuses unités se sont massées dans le secteur de Janville, Clairoux, Bienville, Coudun et Villers-sur-Coudun.

La plaine de Clairoux à Coudun s'illumine de mille feux des pièces de l'artillerie lourde arrivées depuis peu. Le camp retranché de Compiègne commence sur les flancs nord du mont Ganelon.

La guerre se déplace cette fois vers Clairoux. Quelles seront les opérations ? Quelles seront les conséquences ?



Sur fond de carte de la région de Compiègne - Clairoux, le casque et le képi d'un lieutenant-colonel d'artillerie du 102^{ème} Régiment d'artillerie lourde en poste à Clairoux en juin 1918 (collection de l'auteur).

Chapitre 12

Acte final à Clairoix

Les derniers civils ont quitté le village.

Clairoix est devenu un lieu exclusivement militaire.

Clairoix est une immense caserne. Un camp retranché.

Des hommes par centaines, habillés de l'uniforme couleur bleu-horizon ou moutarde pour les coloniaux. Des chevaux, des chiens et des pigeons voyageurs. Des automobiles, des motocyclettes, des camions, des tracteurs d'artillerie, des trains chargés d'engins blindés et de canons. Des canons, beaucoup de canons. Du bruit. Un vacarme permanent. En bas, les moteurs, les cris des adjudants.

Au détour d'une rue, d'un chemin, ou d'un jardin, et au loin, les coups de canon, jour et nuit. Le bruit de la douille éjectée, fumante, puis l'obus qu'on enchâsse dans la chambre du canon. Une déflagration, le sol tremble, de la poussière en sort. En haut, les avions, français ou ennemis. Le sifflement des obus et des torpilles ou des bombes.

De la poussière, beaucoup de poussière, dans des rues non encore pavées, du verre brisé et des tuiles éclatées jonchent le sol. Des meubles sont dispersés sur la chaussée. Des détritiques, partout. Des caisses de munitions et d'équipements divers, ouvertes, vides, à moitié remplies ou pleines, çà et là. Des panaches de fumée, l'odeur de la cordite des gargousses d'obus fraîchement tirés. L'odeur d'une grillade, quelque poilu rôissant une volaille, une boîte de « singe » (bœuf en boîte) et des pommes de terre récupérées par-ci, par-là.

Des hommes habillés de couleur « *Feldgrau* », prisonniers, parqués dans un jardin et attendant d'être évacués, l'air hagard, mi-triste, mi-joyeux. Avec manteau, couverture et gamelle. La « *Krätzchen* »⁹² sur la tête, parfois portant un casque d'acier camouflé de grandes formes géométriques, brunes, jaunes et vertes.

Dans les rues, des bandes de pansement à même le sol, noircies de sang séché. Des rats. Beaucoup de rats. Des boutons d'uniformes, des douilles de cartouches, des boîtes de rations vides⁹³. Des fenêtres ouvertes, des magasins vides, des vitres brisées, des volets arrachés. Certaines portes ont servi de brancard.

Dans une cour, des morts. Une toile de tente ou une couverture dépliée laisse apparaître les pieds. Parfois nus. Souvent avec des brodequins usés, parfois de deux pointures différentes. Une collerette de chaussette autour de la cheville laisse deviner depuis combien de temps ces pieds n'ont pas pris l'air, la laine a pourri à l'intérieur.

Des odeurs, celle de la saleté, celle de la sueur, celles des détritiques, celle de la gangrène. Celle de la mort. Au coin d'une rue, des blessés attendent. Uniformes déchirés, le regard pointé vers le vide, attendant le passage hypothétique d'une ambulance. Un cimetière de croix de bois, comme une plante invasive, supplante, mange les coteaux du mont Ganelon.

Mais aussi et surtout, dans cette vision d'apocalypse, des femmes, ambulancières, conductrices, françaises, anglaises et américaines. Toutes volontaires. Sans exception. Ces visages qui vous renvoient à celle d'une mère, d'une épouse, d'une marraine de guerre, d'une fille, mais aussi à

⁹² Petit béret allemand à deux cocardes superposées, typique de cette époque.

⁹³ Certains objets décrits se retrouvent encore de nos jours dans les jardins potagers lorsque ceux-ci sont retournés annuellement. Ils témoignent de l'intense activité de cet été 1918.

une vision de tendresse insaisissable qui vous rattache subitement à la vie, à l'envie de vivre. Elles s'activent dans les ambulances de fortune.

Juin 1918, Clairoux, c'est ça !

Que s'est-il passé pour qu'un désordre aussi indescriptible ait enveloppé le village ? Laissons maintenant la parole aux témoins ⁹⁴.

L'offensive allemande du 9 juin 1918

À peine Clemenceau avait-il quitté Clairoux le 8 juin, que l'attaque allemande se déclenche dans la nuit, précédée d'un violent bombardement dès 22h30. L'ennemi a percé sur Lassigny et Mélicocq.

Entre le 8 et le 10 juin, des navires à vapeur transportent les derniers civils, notamment de Janville. Opération peu aisée en raison des nombreux ponts de bateaux montés par le Génie, qui nécessitent d'être ouverts pour permettre le passage des navires, alors que des unités en réserve à l'est de Compiègne, près de Rethondes, doivent cette fois croiser le flux de réfugiés sur ces mêmes pontons.

Le témoignage des artilleurs à Clairoux

Dans la soirée, les unités d'artillerie sur le front du Matz se replient et, pour certaines, prennent position sur les hauteurs du mont Ganelon. Le 2^{ème} groupe du 102^{ème} RAL s'installe entre Clairoux et Janville. La 53^{ème} Division d'Infanterie, qui était encore le matin à Chevincourt et Mélicocq, se replie à Longueil.

Le 10 juin, les éléments avancés de cette offensive sont signalés sur une ligne « Montdidier - entre Belloy et Gournay-sur-Aronde - entre Antheuil et Monchy-Humières - Marquéglise à Mélicocq - Montmacq à Tracy-le-Mont ». Visible depuis le mont Ganelon, la bataille se déroule sous les yeux des observateurs. Nul n'est besoin d'utiliser les jumelles. Installé en précurseur depuis le 12 juin dans son observatoire d'artillerie, le sous-lieutenant André Haudepin, du 115^{ème} RAL (5^{ème} groupe/13^{ème} batterie), signale par téléphone les mouvements ennemis. Son poste est installé à environ 75 mètres au nord du carrefour de l'Impératrice, sur le plateau du Ganelon. De ce petit promontoire qui domine Annel, rien ne lui échappe. Le temps est clair. Le poste d'observation ne semble pas encore avoir été repéré. André Haudepin, originaire de Malakoff près de Paris, s'est porté volontaire pour l'artillerie. À l'issue des cours d'officier, à tout juste 20 ans, il rejoint le 115^{ème} RAL. Une charge considérable repose sur lui. Les 13^{ème} et 15^{ème} batteries, installées sur le mont Ganelon, ont subi des dommages la veille. Un chef de pièce et trois canonniers ont été tués, 4 autres blessés. Quelques canons fonctionnent. Haudepin, empoignant le combiné téléphonique, annonce « *Ennemi repéré en 580-911 en direction du sud-ouest. Tir de barrage* ». Transmis aux lieutenants Caizon de la 13^{ème} batterie et Rivollet de la 15^{ème} ; les pièces ouvrent le feu... (580-911, ce sont les coordonnées de la route de la Croix Ricard, au carroyage de la carte au 1/80 000^{ème} sur laquelle le sous-lieutenant Haudepin s'appuie) ⁹⁵.

La consigne du GQG, qui a quitté Compiègne pour Provins, est toujours la suivante : « *se défendre jusqu'au sacrifice suprême sur les positions dont on a la charge. On ne peut y réussir que par des contre-attaques répétées. Le Général commandant l'armée rappelle à toutes les consciences qu'il s'agit du salut du pays* ». Désormais, sous le feu, ce secteur se dénomme « *la tête de pont de Compiègne* ». Cette tête de pont ne doit pas céder.

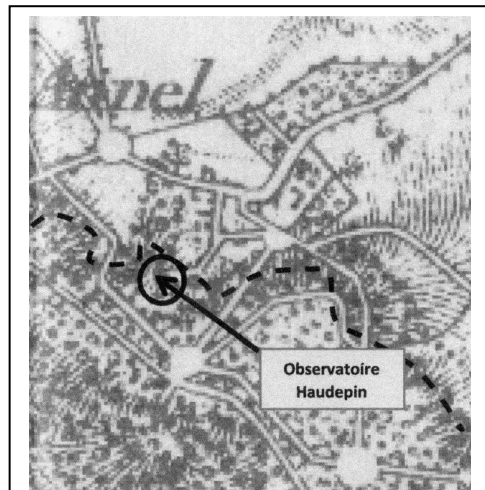
Concernant la situation générale, le journal de marche du 2^{ème} CA à Clairoux précise : « *Durant la nuit du 10 au 11, l'ennemi opère une pression continue sur nos lignes. Sa poussée se fait particulièrement violente sur le plateau nord de Mouchy dans la région de Ribécourt. À 3h00,*

⁹⁴ Les témoignages sont les retranscriptions des *journaux de marche et opérations* des unités citées dans le texte. Ces journaux sont exploitables sur le site Internet de « *Mémoire des hommes* » suivant : http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/arkotheque/inventaires/ead_ir_consult.php?fam=3&ref=FR_SGA_JMO_1ere_GM_00001.

⁹⁵ Les témoignages issus des *journaux de marche et opérations* ont été comparés sur le terrain par l'auteur et les relevés effectués à partir de cartes d'état-major d'époque.

l'ennemi attaque avec de gros effectifs entre les routes de Compiègne et d'Estrées-Saint-Denis, mais la 69^{ème} DI réussit par une heureuse contre-attaque à rétablir entièrement la situation. Entre Antheuil et l'Oise les Allemands parviennent par des opérations de détails à s'emparer de Cambronne et de Béthancourt. Nous nous maintenons à l'embouchure du Matz, à la lisière E. de Machemont, aux lisières N. de St Amand, Chevincourt et Marest. Pendant toute la nuit des éléments de la 72^{ème} DI restés au nord de Ribécourt s'efforcent de regagner nos lignes en traversant les lignes allemandes ».

Dans la soirée, l'état-major du 2^{ème} CA, encadré par les tirs allemands, juge maintenant opportun de se déplacer vers Le Meux. Sur Clairoux, on ne trouve plus que des états-majors de divisions et des PC de régiments réduits. Il est vrai que le secteur subit depuis deux jours de violents tirs d'artillerie. Les artilleurs du 135^{ème} RAL, positionnés sur les hauteurs du Ganelon, près du moulin en ruine, sont bombardés. Le 11, un artilleur est tué. Le 12, un deuxième, et de nombreux chevaux sont tués ou blessés, puis achevés. Entre le 11 et le 12 juin, 5 800 obus de 105 mm et 400 de 220 mm ont été tirés depuis cette position. La 53^{ème} Division d'Infanterie, qui subit un bombardement intense à Longueil, se déporte sur Clairoux et s'y installe en réserve. Le 135^{ème} RAL est maintenant relayé par le 102^{ème} qui dépêche deux groupes dans la plaine de Clairoux le 12 au matin. Ils tirent en une journée 3 000 obus de leurs canons de 105 mm et 100 obus de leurs mortiers lourds de 220 mm.



Observatoire d'artillerie du sous-lieutenant Haudepin. En pointillés, les tranchées du 365^{ème} RI jouxtant l'observatoire.



En 2016, l'emplacement de l'observatoire Haudepin est encore visible de nos jours. Une dépression sur le sol montre le poste creusé et donnant sur la plaine du Matz. Pour l'observation, les arbres de la pente nord avaient été abattus (photo de l'auteur).

Le capitaine Pianelli, officier munitionnaire du 102^{ème} RAL, assure le ravitaillement de tous ces régiments depuis le dépôt de Clairoux. Ce capitaine a installé son poste de commandement à Clairoux, de même que le lieutenant-colonel Annibert commandant le 102^{ème}. Les communications ne passant pas avec son PC maintenant établi au Meux, il préfère diriger les opérations à partir de Clairoux dans un petit poste de commandement installé dans une maison proche de l'église. La plaine s'embrase de tirs, les flancs du mont Ganelon aussi.

La 15^{ème} batterie du 177^{ème} RAT (Régiment d'Artillerie de Tranchée) arrive en catastrophe à Clairoux ⁹⁶. Avec l'offensive du Matz, cette unité se replie et se regroupe dans le secteur de Clairoux. L'officier commandant la 15^{ème} batterie cite dans son journal : « *Le 10 juin : Repli sur Grandfresnoy. Ordre de détruire deux pièces par le Maréchal des logis Saniglas. Deux autres sont jetées dans l'Oise à 21h00. La batterie se replie par Choisy-au-Bac, Clairoux, Margny, Venette, Jaux. La 2^{ème} demi-batterie rejoint la colonne à Clairoux commandée par le Sous-lieutenant Bourgeois* ».

Au milieu de ce maelstrom infernal, le 218^{ème} Régiment d'artillerie de Campagne (RAC) et le 23^{ème} RAC, stationnés au nord-est de Compiègne, reçoivent l'ordre de se mettre en place près de Coudun. Il s'agit de traverser l'Oise, puis la plaine en passant par la route de Roye. Voici le témoignage du lieutenant Zedet chargé de convoier la 26^{ème} batterie du 23^{ème} RAC : « *Le 10 juin à 7h00, l'unité reçoit son ordre de route pour Clairoux. Elle traverse Choisy-au-Bac sans aucun incident. La route est*

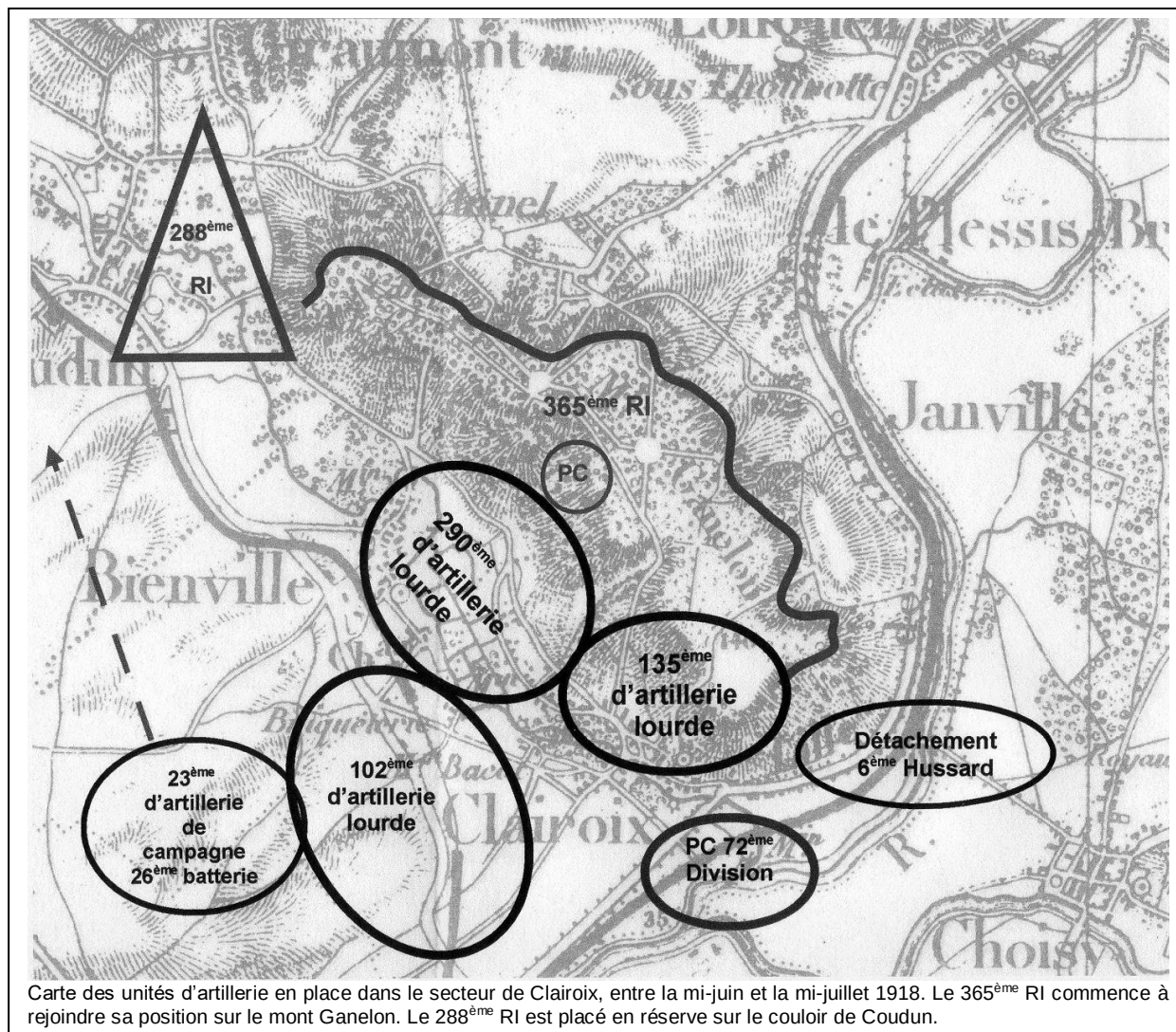
⁹⁶ L'artillerie de tranchée est née avec les guerres de position. Elle disposait de plusieurs pièces adaptées à la distance espaçant les tranchées adverses. La pièce la plus connue est le « *Crapouillot* », petit mortier transporté par 4 hommes et tirant à faible portée des fusées dépassant de la bouche du canon.

minée d'un bout à l'autre et y circule nombre de véhicules. Grande animation à Choisy, les civils s'enfuient ⁹⁷.

La 3^{ème} section (munitions) retrouve le CA II/218 (2^{ème} groupe du 218^{ème} RAC) après le pont suspendu reliant les deux rives de l'Oise.

À 22h00, à l'entrée de Clairoix : grand encombrement du GBD (Groupe de Brancardiers Divisionnaires) nombreuses colonnes. Les Boches tirent sur le village. La nuit est venue, les avions de bombardement rodent au-dessus et lâchent leurs bombes juste au moment où la batterie quitte la route N° 32 de Paris – Compiègne, en face de l'usine (d'électricité) pour prendre à droite la route de Bienville – Coudun – Roye. À l'arrêt de la voie ferrée, peu après, le groupe s'installe en position d'attente à la lisière du bois (50-42) (carrefour route de Bienville – route de Margny). Il est 23h00. Le bombardement par avions ne s'arrête pas, et les obus qui ne vont pas jusqu'à Margny-lès-Compiègne nous encadrent. À un régiment de la division, 200 hommes sont hors de combat (50 tués). À la 29^{ème} batterie du 218^{ème} RAC : 3 tués par bombes ».

Le lieutenant Zedet poursuit : « Le 11 juin à 01h00, le groupe va se mettre en position le long d'un chemin reliant la route Bienville – Coudun à la route d'Abbeville – Compiègne (batterie en 44/49) coûte que coûte (aujourd'hui sur la hauteur à gauche de la rocade en allant vers Venette). L'ennemi avance des deux côtés de Compiègne.



⁹⁷ Normalement, tous les civils auraient dû quitter la zone des combats. Ce témoignage montre que certains civils originaires de villages environnants n'avaient pas obéi aux directives préfectorales. La violence des bombardements les y obligea.

Mission première : défendre la vallée de l'Aronde.

Mission générale : défendre le camp retranché de Paris.

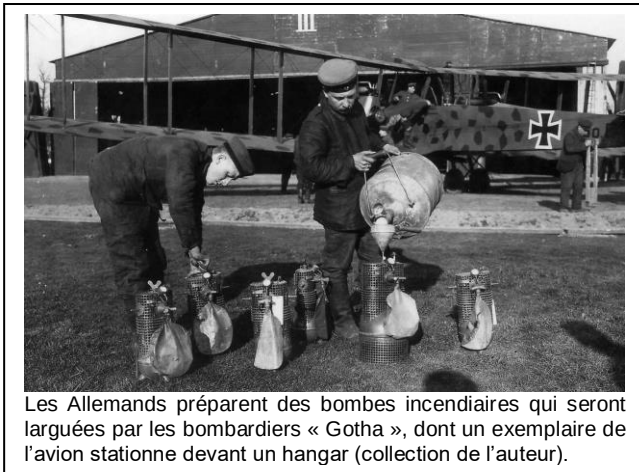
La situation est sérieuse. Tous s'en rendent compte. L'aviation ennemie est très active : des escadrilles de 15 – 20 appareils nous survolent et mitraillent.

Les prisonniers faits le matin auraient dit qu'on leur avait promis Compiègne pour le soir.

Vers 17h00, le capitaine part en reconnaissance du côté de Coudun, retour vers 22h00 : on ne bouge pas. Dans l'intervalle, vers 21h00, 6 coups de 77 (canons allemands) à balles tombent sur la batterie. Un coup malheureux touche la 3^{ème} pièce, dont le camouflage (fait de raphia) prend feu, renflement sous bande sautée, roue calcinée, barre coincée. Les échelons se trouvent dans les carrières de Margny.

Marmités à outrance ⁹⁸. Aucun dégât.

Le 12 juin, alerte à 03h00. Départ du groupe à 04h00 par la route passant à la briqueterie de Clairoix et allant sur Coudun. Tout le long du chemin, nombreux trous d'obus et bombes ; cadavres de chevaux, caissons et avant-trains hors d'usage. Coudun, où l'on arrive à 05h30, flambe en plusieurs endroits ».



Les Allemands préparent des bombes incendiaires qui seront larguées par les bombardiers « Gotha », dont un exemplaire de l'avion stationne devant un hangar (collection de l'auteur).

Au même moment, un aviateur en reconnaissance signale : « Sur la partie sud du front, des avions ennemis mitraillent nos troupes jusque dans la région de Clairoix ».

La 21^{ème} Section de munitions, rattachée au 218^{ème} RAC et de passage à Clairoix, commandée par le capitaine Georges Tournier, bivouaquera jusqu'au 17 août 1918 à Clairoix. Venue de Venette, elle y séjourne, ravitaillant les batteries en obus en place à Bienville. Elle se compose d'un capitaine et d'un sous-lieutenant, de 39 hommes, de 24 chevaux. Elle dispose de 34 camions et d'un chariot pour assurer sa mission.

L'officier en charge de la rédaction du journal de marche et opérations du 2^{ème} CA note : « 12 juin : au cours des opérations où les Allemands contre-attaquent jusqu'à trois fois, nous capturons 500 nouveaux prisonniers. Malgré les efforts ininterrompus de l'ennemi pour progresser vers Compiègne, nous nous maintenons à la lisière Est du bois de Rimberlieu et à la lisière nord du bois de Caumont. 13 juin : nous parvenons à refouler l'ennemi jusqu'au Matz ».

Les Allemands essaient de s'infiltrer dans les bois de Rimberlieu afin de gagner la vallée de l'Aronde vers Coudun. Les régiments de la 121^{ème} Division d'Infanterie sont aussitôt envoyés entre Annel et Beaumanoir pour fortifier les pentes du mont Ganelon et les rives sud de l'Aronde, afin de tenir solidement la tête de pont de Compiègne. Le but de l'ennemi est de prendre Compiègne et d'atteindre d'un seul bond Estrées-Saint-Denis. Mais le Général Mangin commandant la 10^{ème} armée, qui a tenu jusque-là, notamment dans les secteurs de l'Aronde et sur la ligne de la voie ferrée Estrées – Montdidier, donne l'attaque le même jour. Coup d'arrêt !

L'opération à tir allemande dénommée « Gneisenau » s'achève le 13 juin, mais pas la pression. L'intensité du feu d'artillerie redouble. Le mont Ganelon n'est pas épargné. La 14^{ème} batterie du 115^{ème} RAL, positionnée près de Clairoix, dans les tranchées proches du carrefour du chemin d'Annel, est bombardée. Un canonnier et des chevaux sont tués. Un autre artilleur venu de Clairoix est également tué. Le 14 juin, une batterie du 290^{ème} RAL, équipée de mortiers lourds de 220 mm tractés par camion Latil, s'installe à Clairoix et débute le feu. L'état-major du 290^{ème} RAL

⁹⁸ La « marmite » est un tir d'artillerie visant à désorganiser les unités et accessoirement les démoraliser, autant que faire se peut, et entraîner des morts ou des blessés.

arrivera le lendemain à Clairoix pour diriger et coordonner les tirs avec les autres régiments. Le lieutenant-colonel Annibert, pour le compte du 2^{ème} CA, prend le commandement de l'ensemble des pièces de tous les régiments qui se concentrent dans la plaine de Clairoix à Coudun. L'officier du 135^{ème} RAL, dont l'unité est sur les flancs sud du mont Ganelon, entre Clairoix et Annel, signale des émanations de gaz toxiques. Les hommes mettent leur masque à gaz et poursuivent les tirs. Leurs batteries tirent déjà depuis quelques jours sur une ligne s'étendant des jardins au nord de la rue du Tour de ville jusqu'au lieu-dit « Les 4 tilleuls », et depuis des champs dominant la plaine de Clairoix au sud de la briqueterie. Ce qui représente 12 canons de 105 mm.

L'observatoire du mont Ganelon, repéré, est aussitôt pris sous le feu. Le sous-lieutenant Haudepin est grièvement blessé par un éclat d'obus. Transporté en urgence par une ambulance, il décède à l'hôpital de campagne de Canly le soir même. Au même moment trois canonniers sont blessés grièvement. Les valides continuent à servir. Les tirs sont effectués sur Chevincourt, Vignemont, Élincourt-Sainte-Marguerite et Marest-sur-Matz.

La situation sur le mont Ganelon est devenue intenable. Le 15 juin, le lieutenant Caizon est blessé. Cinq canonniers ont été tués, sept blessés. Le lieutenant Rivollet dirige les morts et les blessés vers Coudun. Deux pièces sont hors d'usage et les caissons d'artillerie ont été réduits en pièces. Il fait évacuer la position. Mais l'observatoire, désormais appelé « *observatoire Haudepin* », est réorganisé. Cinq hommes y stationnent pour renseigner les unités d'artillerie de la Division.

Le 16 juin, le 113^{ème} et le 313^{ème} RAL arrivent sur Clairoix et y installent un groupe de 3 batteries, ce qui fait environ 12 canons pour le premier et 2 groupes de canons de 155 mm courts, type Schneider, soit un total de 24 pièces. Ils viennent relever le 290^{ème} qui évacue sur Venette.

Ce duel d'artillerie, à tubes chauffés à blanc, va durer jusqu'à la fin juin. Mais les artilleurs ne sont pas les seuls occupants de la zone...

Les témoignages de l'infanterie, de la Prévôté et du Génie à l'œuvre à Clairoix

Dès le 9 juin, la Prévôté de la troisième armée ⁹⁹ avait établi des barrages routiers. Ceux-ci ont pour objectif de canaliser les fuyards, de les remettre à disposition des régiments, et de réguler les flux de véhicules se croisant. L'officier Prévost, rédacteur du journal de marche, précise :

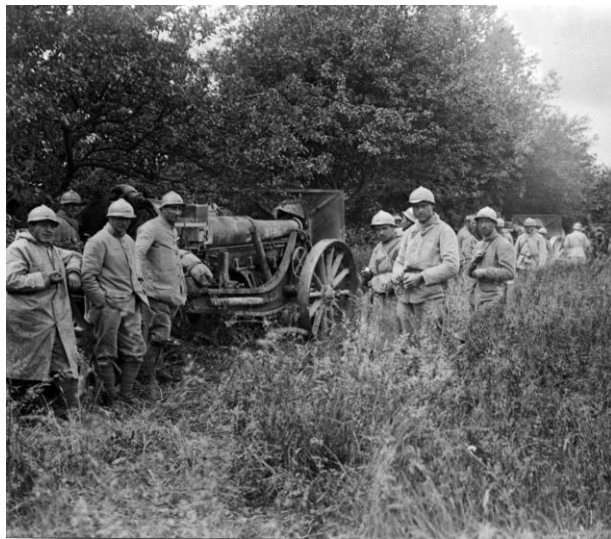
« Dans la nuit à 0h00, les Allemands attaquent sur le front du groupement Cadoudal. Toutes les localités sur l'Aronde et au nord sont l'objet d'un bombardement violent de l'artillerie ennemie, qui outre les obus ordinaires, lance des obus toxiques. Les Prévôtés établissent des barrages en arrière des DI du CA. Garde et transfèrement des prisonniers de guerre et circulation sur les routes. Le 10 juin, la poussée allemande s'accroît. Nous cétons un peu de terrain surtout à gauche. Le 11 juin, la Prévôté du QG patrouille sur les routes pour recueillir les fuyards et assurer l'écoulement des convois ».



Bien que la TSF et le téléphone soient devenus des moyens de communication courants, le commandement doublait ces moyens de transmission par des unités colombophiles. On voit ici, dans la plaine près de Compiègne, sans doute proche de Clairoix, un camion Berliet type CBA, dit colombophile. En effet, avec l'avance allemande et le repli massif d'unités, ce moyen de transmission restait pertinent (« La contemporaine » - BDIC).

Il s'agit donc, dans ce repli massif, de réorganiser l'infanterie. Le 9 juin, cela commence donc par l'arrestation des fuyards, par l'établissement de leur situation et leur reconduite à leur corps d'origine. La Prévôté entreprend également des barrages sur l'Aronde dès le 10 juin et procède encore

⁹⁹ Rappelons que la Prévôté est un élément de la gendarmerie mis à la disposition des troupes combattantes. Pour distinguer les prévôts des gendarmes habituels, ces premiers portent la tenue bleu horizon et le casque.

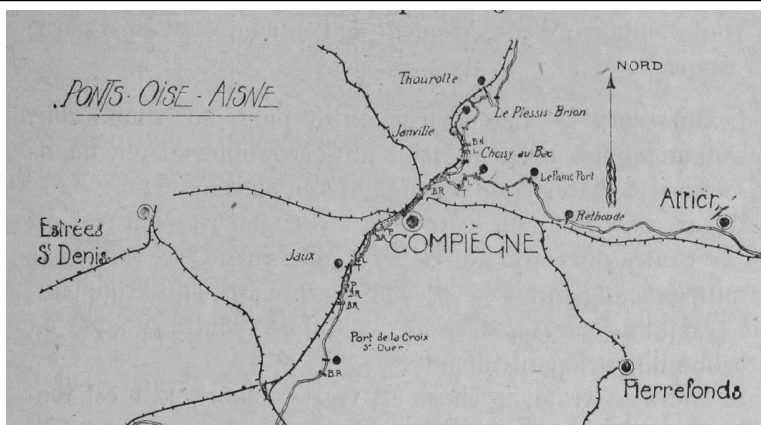


Mise en place du 313^{ème} RAL qui emprunte des sentiers à l'abri des vues aériennes le long des haies. Ici, une pièce Schneider des 155 courts, modèle 77 du 2^{ème} groupe (photo ECPA-D).

à l'arrestation de fuyards. Le 11 juin, elle procède au transfèrement à Clermont de deux convois de prisonniers de guerre.

Les journées qui suivent sont également très tendues. « Le 13 juin, l'ennemi n'a pu franchir le Matz. La 53^{ème} DI est relevée par la 67^{ème} DI. La Prévôté de la 67^{ème} DI est cantonnée à Jaux. Elle est commandée par le capitaine Girardot. Elle établit un barrage à Clairoux ». Ce sont donc des moments particulièrement tendus où se joue le sort de la région de Compiègne. La rivière de l'Aronde devient une limite à défendre. Au nord de celle-ci, sur le mont Ganelon, la défense s'organise, tandis que le Génie pose sur cette rivière une douzaine de pontons faits de carrés de liège, afin de permettre en toute discrétion les relèves d'infanterie, notamment sur le mont

Ganelon. « L'effort produit fut considérable. Deux compagnies de pontonniers y travaillèrent sans interruption en juin et juillet, aidés par les auxiliaires italiens et usant des moyens les plus perfectionnés : sonnette roulante et pivotante avec moteur à essence, et sonnette à vapeur Decout-Lacour, où la vapeur fut remplacée avec succès par l'air comprimé. Plus de mille ballots de liège, de ½ mètre cube chacun, furent utilisés ; on eut ainsi des passerelles très résistantes et presque invulnérables. Toute tentative d'encerclement de



Carte tirée du bulletin du Génie présentant les différents ponts de bateaux sur l'Aisne et l'Oise. Pour Clairoux, un BR (pont de bateaux renforcé) est placé en amont du pont de Soissons, et un T (pont de tonneaux) se trouve en amont de la passerelle Clairoux-Choisy-au-Bac.

l'ennemi était ainsi parée par avance »¹⁰⁰. Durant ce rude travail sous le feu ennemi, le sapeur Marius Clairefond est tué à hauteur de Clairoux.

Selon le bulletin du Génie, au moment de l'attaque du 9 juin, l'avancement des travaux sur le mont Ganelon était le suivant : « Sur les deux parallèles, les tranchées avaient une profondeur de 1 mètre et une largeur de 1 mètre. Le réseau était formé d'une bande de 10 mètres de largeur haubanée, avec chicanes larges pour le passage des contre-attaques. Par endroits, cette bande était doublée par une autre de tracé très différent. Les groupes de combat, marqués par les emplacements des mitrailleuses ou des fusils mitrailleurs, étaient tous



Sur cette vue récente de 2016, une chicane pour le passage des contre-attaques, creusée en juin 1918 sur le mont Ganelon (photo de l'auteur).

¹⁰⁰ La sonnette (métallique type E.C.F.) est assurément un mot du langage très technique du Génie : il s'agit en fait d'un engin de parc du chargé du battage de pilots pour la mise en place de pontons.

repérés très exactement sur le terrain, de telle sorte qu'une unité quelconque venant occuper la position pouvait s'installer immédiatement aux points choisis pour le flanquement des réseaux. D'abord dénommée "avancée du Ganelon", ou "bretelle Giraumont – Longueil-Annel", cette ligne fut bientôt reconnue comme étant une véritable troisième position et prit ce nom, alors que la corde, située plus au sud, s'intitulait elle-même "bretelle de Compiègne". L'ensemble forma la "tête de pont de Compiègne" »¹⁰¹.

La compagnie 25/51, à laquelle appartient le lieutenant Pierre Boidot, est chargée, avec « ses gazés du 9 juin » et le 365^{ème} RI, de terminer l'organisation défensive du secteur. Les pentes au nord d'Annel et autour de ce village sont surtout visées par l'artillerie allemande. Dans « *Journal de guerre de 1917-1918* »¹⁰² qu'il annote au jour le jour, il vient préciser le rapport du bulletin du Génie : « L'organisation que nous avons à faire comprend non seulement une série de positions face au nord, étagées depuis les lisières d'Annel jusqu'au sommet du mont Ganelon, mais encore des positions face au midi, qui doivent faire de cette butte un centre de résistance capable de se défendre en cas d'encercllement ». Plus au sud, le lieutenant Boidot précise que les organisations défensives se poursuivent par des « bretelles » cloisonnant perpendiculairement le terrain « bretelle de Compiègne », « bretelle de Giraumont »... Il ajoutera : « la seule chose ... dont je n'arrive pas à m'accommoder, c'est la quotidienne visite des avions boches... les soirs de lune, nous les écoutions avec indifférence passer au-dessus de nos têtes, sachant qu'ils se déchargeront de leur cargaison plus loin vers le sud ».



Le pont de chemin de fer appelé « pont de Soissons », à la limite de Clairoix, Margny et Compiègne, est en cours de minage par les sapeurs du Génie. On peut voir que le pont a reçu un obus (« La contemporaine » - BDIC).

proximité de l'Oise. Le bulletin du Génie précise : « Parallèlement aux organisations défensives, le Général commandant le Génie prépara les destructions nécessaires. Sur les routes, on procéda de la façon suivante : quatre bombes de 240 furent enterrées sur le bas-côté, dans un trou de 1,60 mètre de profondeur : un fourneau identique fut constitué en face du premier. Une seule bombe sur les quatre était amorcée par un cordeau détonant coiffé d'une amorce de fulminate, plongé dans le logement de la fusée de la bombe, en même temps que trois autres amorces destinées à augmenter la vivacité de la détonation. L'explosion de ces

Les compagnies du Génie rattachées à la 67^{ème} DI, les 17/13 et 17/63, s'installent à Bienville pour préparer le piégeage des principaux carrefours et la destruction des ponts de l'Aronde depuis Monchy-Humières jusqu'à l'Oise. La 38^{ème} DI reçoit l'ordre de la garde des ponts de l'Oise de Bailly à Clairoix inclus, avec éventuellement la destruction de ceux-ci. Le PC du Génie divisionnaire se porte au chemin creux au nord de Clairoix (la Sablière) à 450 m environ du village de Clairoix depuis la rue d'Annel. Une autre compagnie, la 17/24, installe son parc au 2^{ème} passage à niveau au sud de l'Aronde et à



Piégeage d'un carrefour à l'aide de quatre obus de 240 mm placés de chaque côté de la route. Ici, il s'agit de Coudun. À Clairoix, le dispositif est le même (« La contemporaine » - BDIC).

¹⁰¹ Bulletin de renseignements du génie / Grand quartier général des armées du Nord et du Nord-Est, Inspection générale des travaux et organisations aux armées, disponible sur le site Internet de la BNF : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6243521m/texteBrut>

¹⁰² Témoignages tirés de son carnet de route : « *Journal de guerre 1917 – 1918, des tranchées de Champagne à la vallée de l'Oise, sur les pas d'un officier du Génie* ».

bombes formerait deux entonnoirs, se recoupant très largement au milieu de la route. Tous les fourneaux furent préparés par les soins des commandants du Génie des CA aux carrefours et points importants. Les unités du Génie des Divisions furent chargées de leur mise en œuvre qui donna des résultats très importants, de l'aveu même des Allemands qui, dans leur retraite ultérieure, ont copié ce dispositif ». Les deux carrefours principaux de Clairoix concernés sont celui de l'axe Noyon-Compiègne et celui de la route de Margny à l'intersection de la route de Roye. Quant au passage de Clairoix à Choisy-au-Bac, la passerelle reconstruite en 1915 est piégée par un dispositif de mines. Le Génie installe sur l'Oise, au sud de Clairoix, un pont de bateaux renforcé et au nord de la passerelle, un pont flottant sur tonneaux et barriques réquisitionnés chez l'habitant.

Concernant l'infanterie, la 67^{ème} DI s'installe à Clairoix du 13 au 22 juin. Le 13 juin, le poste de commandement de la DI fonctionne à Clairoix depuis 1h du matin. La DI est sous les ordres de la 2^{ème} CA en place au Meux, et passera sous les ordres de la 15^{ème} CA, qui viendra relever le précédent corps d'armée. Si le 22 juin la division migre vers Venette, elle reste attachée au secteur car le colonel en charge de coordonner l'action des différents régiments, notamment dans les combats de Chevincourt, s'installe à Clairoix jusqu'au 12 juillet. Plus tard, la situation se résorbant, il avancera et fonctionnera à partir du château d'Annel. Le PC de la 67^{ème} DI s'installera à nouveau à Clairoix. Le 22 juin, la compagnie du Génie 17/63 se lance dans les aménagements du mont Ganelon. Le chemin partant de la rue d'Annel est creusé de part et d'autre d'avancées et de renforcements pour le stockage de matériels divers, de véhicules ou de munitions, immédiatement dissimulés par des filets de camouflage. Ces emplacements sont toujours visibles aujourd'hui.

Par ailleurs, le parc roulant du Génie de la 67^{ème} division s'installe à la briqueterie de Clairoix, partageant ce secteur très encombré avec l'ambulance et le GDB (Groupe de Brancardiers Divisionnaires) de la division. Par la suite, le Génie, avec le service télégraphiste, s'installera « *au château qui se trouve au confluent de l'Oise et de l'Aronde* »¹⁰³. Le QG est appelé « PC Meknès » en souvenir du passage du 1^{er} Régiment de Chasseurs d'Afrique, du 21 septembre au 22 octobre 1914, qui était chargé de garder les ponts de l'Oise.

Après avoir subi de nombreuses pertes au cours des combats du 9 au 12 juin 1918, la 72^{ème} DI reçoit l'ordre de se replier à Clairoix du 15 juin au 15 juillet 1918. Le 10 juillet, le lieutenant Boidot, qui espérait une relève rapide après l'aménagement du mont Ganelon, témoigne : « *Depuis deux jours, il y a de l'énervement dans l'air : nous avons reçu des consignes d'alerte, pour occuper le Ganelon, avec le 365^{ème} RI, au premier signal d'alerte* ». Dans le journal de marche de la 72^{ème} DI, le commandant de la division écrit : « *11 juillet : La note 509/3 de la DI fixe à ce jour la consigne à tenir en cas d'alerte par les unités de la Division.*

La mission générale qui lui est confiée, est toujours de se rassembler en réserve à la disposition du général commandant la 15^{ème} CA dans la région de Margny – Venette, prête :

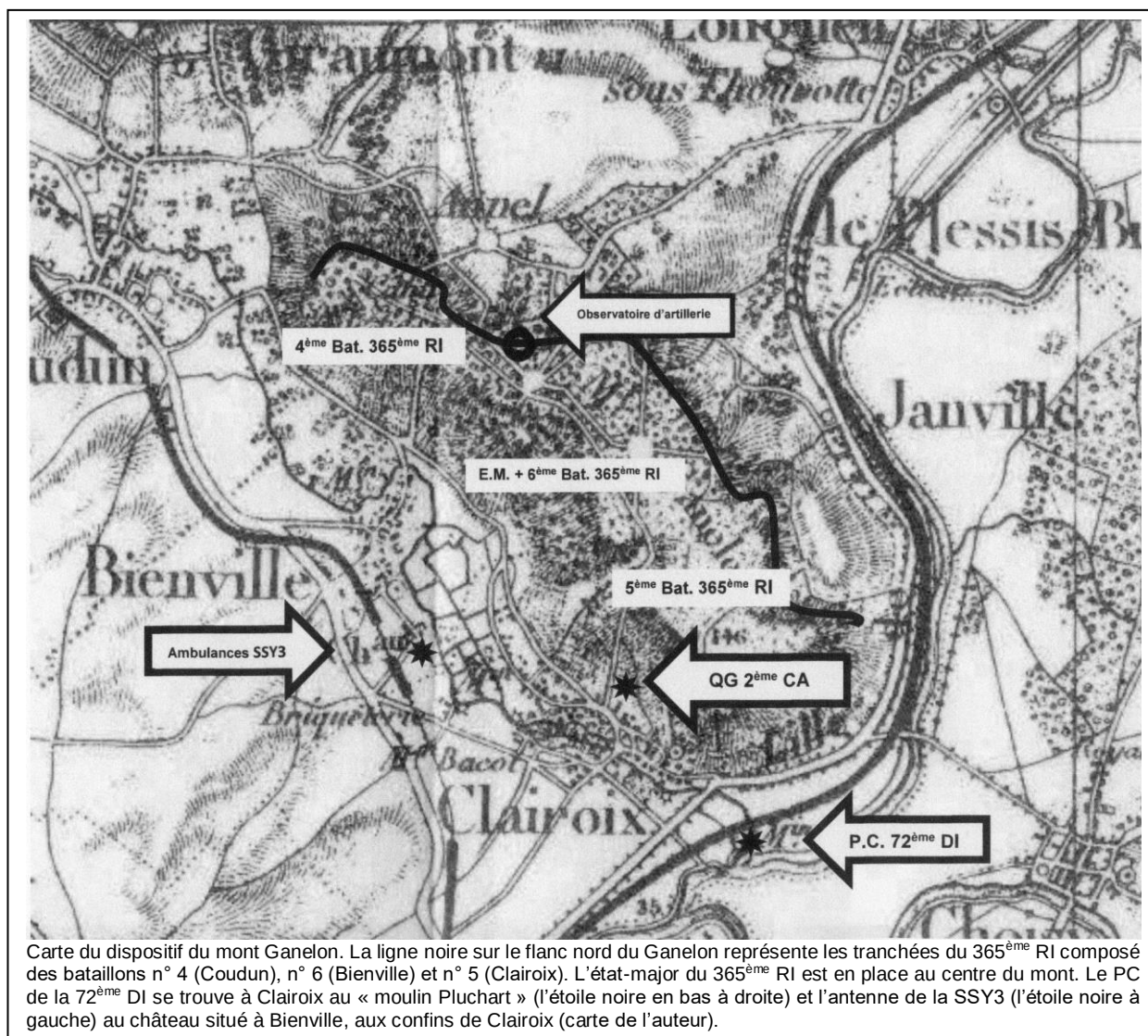
- 1. en toute éventualité à tenir le Mont Ganelon face au nord entre l'Aronde et l'Oise : défense assurée par le 365^{ème} RI,*
- 2. éventuellement à occuper la 2^{ème} position entre Corbeaulieu et Clairoix ou à renforcer la défense de l'Aronde entre Baugy et Coudun,*
- 3. éventuellement à contre-attaquer de la ligne Margny-Venette sur Coudun ».*

Elle met donc en réserve à Clairoix le 365^{ème} RI qui relève deux bataillons du 369^{ème} et du 283^{ème} RI engagés sur le Matz et le 164^{ème} RI sur le mont Ganelon. Dans son journal de marche, l'officier rédacteur note l'emplacement du poste de commandement de la division en 64/46. Ces coordonnées reprises sur une carte d'état-major d'époque au 1/80 000^{ème} correspondent à une zone située à côté de la centrale électrique (au bord de l'Oise, près de l'actuelle coopérative agricole).

¹⁰³ Source : JMO du Génie. Ce « château » est la propriété Pluchart, ex-moulin à tan.

Cette division enverra le PC du 365^{ème} RI et ses trois bataillons occuper le mont Ganelon. Une grosse partie des tranchées sont préparées par le Bataillon du Pacifique, bataillon colonial de travailleurs provenant des îles du Pacifique (Tahiti, Wallis et Futuna), d'après les conceptions et les tracés du Génie.

La 72^{ème} DI déploie également son artillerie divisionnaire, renforçant ainsi la puissance de feu du lieutenant-colonel Annibert. Il s'agit du 2^{ème} groupe du 261^{ème} RAC. Il s'installe sur les pentes sud du mont Ganelon, au nord de Clairoux. Sur 12 jours (jusqu'au 30 juin) ce groupe d'artillerie de campagne va consommer plus de 4 100 obus.



Quant à la Prévôté de la 72^{ème} DI, le journal de marche de celle-ci rapporte : « 15 juin, le QG se transporte à Clairoux. Bombardement de Janville. Les postes de surveillance de la circulation sont établis : 1 poste (1 gendarme et 1 cavalier) à l'intersection de la route de St Quentin et celle de Choisy-au-Bac, 1 poste (1 gendarme et 1 cavalier) sur le chemin de halage du canal de l'Oise à hauteur du pont de Choisy.

16 juin : bombardement de tous les carrefours. Un gendarme est évacué.

17 juin : Le poste du pont de Choisy est reporté à hauteur du PC de la Division.

22 juin : un poste est fourni à Clairoux à la sortie sud, route de Margny. Bombardement par canon à la sortie Est de Clairoux (1 tué, 2 blessés).

23 juin : poste fournis Margny : 1 gendarme, 3 cavaliers – Arrêt de Clairoux : 3 cavaliers – poste de Clairoux : 1 gendarme, 3 cavaliers ».

Pour compléter l'inventaire des troupes dans le village, ajoutons que le médecin de la 72^{ème} DI et le médecin-chef installent un relais d'évacuation dans les dernières maisons de la sortie est de Clairoix avec une réserve de voitures sanitaires, dont celles de la SSY3 de Miss Lowther.

Le lieutenant Boidot de la compagnie 25/51 est dirigé vers l'arrière. Seuls restent quelques aspirants ou sous-lieutenants, venus avec les classes 18, remplacer les « gazés du 9 juin ». *« L'exercice d'alerte annoncé a eu lieu l'autre nuit ; nous n'avons fait qu'amorcer le départ et sommes rentrés de suite au cantonnement »,* précise-t-il, *« ... mais le colonel du 365, lui, s'est installé à demeure dans son PC du versant sud du Ganelon. Tout ça n'est pas encore sérieux, mais on sent que ça le deviendra bientôt ».*

À Clairoix, la tension est à son maximum.

La SSY3 anglaise à Clairoix

Commandée par Miss Toupie Lowther, cette unité anglaise de transport de blessés, animée par des femmes britanniques pour la majorité et quelques riches américaines, s'installe à Clairoix le 9 juin. Elle est mise à la disposition du Médecin-chef du 2^{ème} CA dont le Quartier Général (QG) est installé à Clairoix. Le sous-lieutenant Chatenay, officier de liaison de l'unité, dans son journal *« Mon journal de 14-18 »*, témoigne : *« Mon nouveau poste est établi à Clairoix et les voitures y font leur plein de blessés pour les amener à la Folie, d'où les autres voitures évacuent sur Royallieu ».*

Il se place au « carrefour de la gare » avec les véhicules de l'ambulance française située au passage à niveau pas très loin de la centrale électrique (près de l'Oise). Chatenay poursuit : *« le trafic y est clairsemé, les obus y arrivent par rafales, une à la minute. Les petites conductrices casquées, appliquées à leur tâche mènent sagement leurs voitures, évitant les débris, branches d'arbres, planches, pierres qui encombrent la chaussée ».* Un colonel d'artillerie, vraisemblablement le lieutenant-colonel Annibert, s'arrête près de lui, il s'est aperçu que quelques conductrices lui ont souri et l'ont salué en passant, il l'interroge et est tout surpris d'apprendre quel travail font ces femmes... *« C'est incroyable, c'est admirable, c'est fou ! ».* Il demande à Chatenay : *« Je voudrais trouver une voiture pour aller à Janville ».* Chatenay lui propose de l'emmener, il refuse : *« Non, c'est un mauvais coin ».* Lui ouvrant la portière, Chatenay reprend : *« Vous m'offensez mon colonel ».* En cours de route, le lieutenant-colonel ajoute : *« ça va très mal. Tout un groupe de 155 vient d'être enlevé ».* Chatenay le dépose à Janville et revient le cœur tout serré.

Victor Chatenay décrit le secteur de Clairoix : *« De plus en plus de blessés... il y a des brancards sur plus de cent mètres aux abords de l'ambulance. Les évacuations se font le plus rapidement possible sur Royallieu, sur Canly et sur le Fayel, mais bientôt, tous ces hôpitaux refuseront de recevoir les blessés, et les voitures devront aller au diable, jusqu'à Senlis et Ognon.*

Évidemment ça va très mal, et je pense à ce colonel qui, avant-hier à Clairoix, nous affirmait que les Boches tomberaient sur un bec ! ».

Les blessés arrivent toujours de plus en plus nombreux. Plusieurs ambulances se sont repliées sur celle de la Folie, à Margny-lès-Compiègne. Elles attendent les ordres et leurs médecins sont inoccupés, tandis que les blessés, sur les brancards qui encombrent les chemins, attendant des soins. Victor Chatenay raconte : *« La journée du 9 tire à sa fin. À l'un de mes passages à la villa Curial, j'apprends que les sapeurs de la TSF, nos voisins, ont reçu l'ordre de partir et de détruire les appareils qu'ils ne peuvent emporter, le brigadier qui les commande vient de me confirmer que les Allemands sont à Thourotte – "Je n'ai pas de conseils à vous donner, mais, moi, mon lieutenant, je mettrais les voiles" ».*

Il ne prendra connaissance que plus tard de quelques-uns des exploits de ses soldates, qui lui seront narrés par des témoins.

« C'est la petite et très jeune Bailey, une figure d'écolière, qui tombe dans un fossé et invite les quatre blessés allemands qu'elle transporte à pousser la voiture. Elle a été vue près de Margny portant secours à des soldats blessés par un obus qui en avait tué quatorze (probablement vers

la sablière de Clairoux si l'on se réfère au JMO du 218^{ème} RAC, route de Margny). *C'est aussi la petite Stirling qui, elle aussi, s'était trouvée là pour secourir ces blessés et qui est restée trente heures au volant sans désespérer... arrivant à Senlis avec quatre morts pendant le trajet, et obligée d'aller d'hôpital en hôpital pour livrer son chargement de cadavres dont personne ne veut ».*

Vers vingt heures, un motocycliste apporte un ordre au lieutenant Chatenay : « "Mettez toutes vos voitures à la Folie pour accélérer les évacuations à Canly". Elles y sont déjà mes voitures à la Folie, et Canly est plein... Mais je fais charger les autres voitures et les camions, tout le matériel et les bagages demeurés au cantonnement ».

Le 10 juin, depuis son QG de Clairoux, le Médecin-chef du 2^{ème} CA reçoit du Directeur du Service de Santé (DSS) un message d'alerte aux ambulances, notamment la 8/2 de la 123^{ème} DI, leur demandant de se tenir prêts à assurer à tout moment l'évacuation des blessés avant de se replier. Dans l'après-midi du 10, la SS36 (section sanitaire automobile de la 8/2) doit se rendre à la Folie, seules deux voitures sont maintenues à Clairoux. La briqueterie de Clairoux, où se trouve le GBC2 (Groupe de Brancardiers du 2^{ème} CA), est bombardée. Six soldats sont tués dont un brancardier du GBC2. Le DSS se rend au PC de la 2^{ème} CA et règle le mouvement du GBC2 vers la Folie. Il fait accélérer toute l'évacuation du personnel. La SSY3 décide, par la seule personnalité de Miss Lowther, de rester sur place.

Victor Chatenay : « *La journée du 10 juin ne change rien. J'ai vu l'incendie de Villers-sur-Coudun, les saucisses (ballons d'observation) sont toutes proches, de ce côté-ci du mont Ganelon, il est évident que nous avons été une nouvelle fois bousculés, j'en suis malade, ce n'est pas possible qu'on succombe... ».*

Il poursuit : « *On raconte qu'une division du neuvième corps amenée en camions et débarquée tout de go dans la plaine, près de Villers en flammes, a rétabli la situation avec un plein succès et remis les Allemands dix kilomètres en arrière, elle les a ramenés jusqu'à Mélicocq. Ça indique tout de même que l'ennemi avait avancé de vingt kilomètres et qu'il en conserve dix, mais le front ne sera pas enfoncé. Respirons... ».*

Le 13 juin au matin, la SSY3, en bon ordre, quitte la forêt aux moustiques, et se dirige sur le Fayel, en traversant l'Oise au Meux.

Ces témoignages de sources diverses, d'artilleurs, de soldats de l'infanterie, de sapeurs du Génie, de gendarmes de la Prévôté, le rapport écrit par un officier du 2^{ème} CA et enfin, des unités ambulancières, se recoupent totalement. Clairoux a subi un bombardement sérieux durant plusieurs jours. Les blessés et les tués y sont nombreux. Des scènes de fuyards arrêtés par la Prévôté, des équipes qui renforcent des tranchées sous le feu de l'artillerie, le Génie qui pose des pontons sous le feu. Enfin, sur le mont Ganelon, les traces des trous d'obus et de bombes et les emplacements de tranchées, encore visibles de nos jours, sont là pour témoigner de ces instants tragiques. Dans la mémoire collective, cette histoire a, semble-t-il, été oubliée. Pour n'avoir jamais été relatée, sans doute.

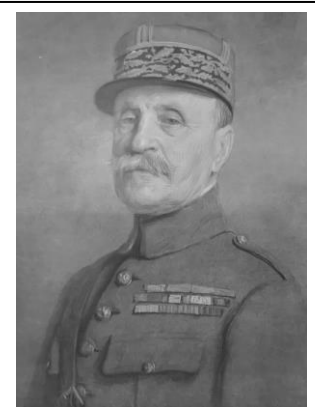
Le général Foch à Clairoux

Dans le livre de Pierre Croidys, « *Notre second Bayard, le général Leclerc* », paru en 1948, l'auteur évoque une scène se déroulant à l'église du village : « *Ainsi le général Foch, la veille de lancer son offensive, celle qui allait avoir pour résultat la défaite de l'Allemagne, quitta son GQG, à Compiègne, et s'en alla, en auto, à l'église de Clairoux, là-même où Jeanne d'Arc, au sortir de Compiègne, fut faite prisonnière. Descendant d'auto, devant cette église qui ressemble plutôt à une grande chapelle, avec le fond du chœur arrondi, sur lequel est peinte une fresque représentant la scène où Jeanne d'Arc fut prise en combattant, par les gens de Clairoux, le généralissime venait entendre la messe ».*

Cet office est probablement célébré par l'Abbé Victor Bertin, caporal au 369^{ème} RI, 13^{ème} Compagnie, détenteur de la Croix de guerre, qui sera tué le 12 août à Clairoux. Foch « *fit la sainte*

communion et, ce jour-là, consacra l'armée française au Sacré-Cœur. Seul, un jeune officier de l'État-Major du G.A.C., qu'il avait pris avec lui par amitié personnelle, fut le témoin de cet acte de foi si méritoire ».

L'offensive a débuté le 18 juillet 1918. Il est fort probable que le général Foch se soit rendu à Clairoux dans l'après-midi du 19 juillet. Son QG particulier avait été installé début avril à Sarcus (à 5 km au nord de Grandvilliers, dans l'Oise) et début juillet à Bombon (près de Melun, en Seine-et-Marne). Le GQG ayant quitté Compiègne en mars pour s'installer à Provins, c'est depuis Bombon qu'il effectuait régulièrement des déplacements et rencontre ses homologues alliés anglais, notamment le général Haig et le général américain Pershing, à Sarcus ou dans leur QG respectifs.

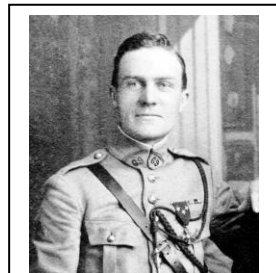


Le Général Foch (gravure de la revue L'Illustration).

Juillet 1918, la contre-offensive et le saccage de Clairoux

Alors que le général Foch reprend la route, les batteries de canons tonnent de toutes parts. « *Énorme lutte d'artillerie* » note un officier sur son carnet ¹⁰⁴. « *De minute en minute, d'énormes rafales d'artillerie lourde et de canons de campagne. La pluie commence à tomber* ». Il a l'impression que les divisions, engagées dans le massif boisé « la Petite Suisse » au nord de Compiègne, mènent « *un combat confus, sans ordre et mal conçu* », précise-t-il. Les ambulances chargées de blessés croisent les unités montant en ligne.

Parallèlement à cette scène de guerre, une autre partition se joue en coulisse dans le village de Clairoux, une scène qui n'est pas à l'honneur des armées... Une sorte de tableau surréaliste !



Le sous-lieutenant
Émile Baudet (source
Internet).

Déjà, le 13 juin, l'aspirant Émile Baudet, de la 3^{ème} Section, 9^{ème} compagnie, 69^{ème} RI, qui se rend à Clairoux pour y prendre des consignes, note dans son journal personnel : « *Maisons pillées honteusement par des Français* » ¹⁰⁵.

Mais, c'est un livre paru en 1930, mi-roman, mi-témoignage, intitulé « *Noir et Or* », du romancier André Thérive, qui nous en dit plus, dans un chapitre titré « Du vent ! ». Dans « *Les nouvelles littéraires* » du samedi 17 janvier 1931, on y apprend qu'interrogé par le critique littéraire Frédéric Lefèvre au sujet de ce roman, comportant une série de nouvelles relatant des faits authentiques de la Grande Guerre, l'auteur répond : « *... authentiques aussi les villages que j'ai décrits et dont je me suis borné à changer le nom, et encore pas toujours. "Du vent !" se passe à Clairoux, près de Compiègne, en 1918, pays dont le comte de Comminges était maire...* ». On ne peut être plus précis.

La guerre vient à nouveau s'installer à Clairoux, qui, jusque-là, n'avait connu que des mouvements de troupes, au tout début allemandes, puis françaises depuis septembre 1914. Puis tout au long de cette guerre, diverses unités furent logées chez l'habitant. Le comte de Comminges, toujours conscient des possibles dérives à l'arrière d'hommes confrontés à la mort, avait toujours mis un point d'honneur à surveiller le village afin que la vie s'y déroulat sous les meilleurs auspices. Lorsqu'il dut quitter Clairoux le 6 juin 1918, le village, sur lequel il ne devait plus exercer sa surveillance, fut livré aux mains des unités de combat. Après plusieurs années de guerre, le poilu pouvait considérer que le village, placé sur une nouvelle ligne de front, finirait, comme les autres, par être détruit, quoiqu'il arrive. Alors, libéré des contingences du respect des biens d'autrui, des codes de bonnes conduites, il va s'y livrer à des scènes hallucinantes...

Laissons à André Thérive, avec sa gouaille et son humour si particulier, livrer ce témoignage :

« *Oui, on s'en souviendra, de la Fête américaine, Indépendance Day comme disent les journaux, ou, si vous voulez, du 4 juillet 1918. La popote des sous-officiers était installée dans une espèce*

¹⁰⁴ « *Les batailles de l'Aisne* », Louis Madelin, *La revue des deux mondes*, 1918, tome 46, page 829.

¹⁰⁵ Source Internet : <https://www.premiere-guerre-mondiale-1914-1918.com/carnets-de-route-demile-baudet.html>.

de château dont les habitants avaient décanillé à peine, et elle avait organisé un grand dîner de carnaval. Il y en avait deux ou trois en grand décolleté, robe de soie, éventail pendu au bras. La plupart avaient dévalisé les placards, s'étaient fringués avec des redingotes ou des queues-de-morue. Le fourrier avait trouvé je ne sais où une robe de juge, avec le rabat, la toque ; et même le cuistot qui servait, le gros Müller, charcutier de son état, s'était dessalé pour une fois. À chaque plat qu'il apportait, une nouvelle coiffure. Tantôt un haut de forme, tantôt une charlotte en dentelle, tantôt une casquette de livrée ; il avait dégoté aussi une jolie petite ombrelle de sous Napoléon III, à manche pliant et, orné d'un bonnet de nourrice à rubans roses, il promenait autour de la table sa voiture de bébé : à la place du même, il y avait une énorme daubière pleine de la gnôle d'ordinaire ; on y puisait à volonté. [...] En sorte qu'on était plutôt saouls ; et qu'on gueulait comme des ânes, dans cette belle salle à manger d'acajou. Les godasses avaient rayé le parquet, et la verrerie, malgré les précautions, formait déjà un tas dans un coin... Il y avait des vitraux aux fenêtres, avec des armoiries. Personne n'avait eu l'idée de les crever ; c'est une justice à nous rendre.

[...] à neuf heures – il faisait encore grand jour – je quitte la noce et je vais à mon service. Je traverse l'office, les cuisines où Müller et ses aides godaillaient encore mieux que nous : dans un coin, il y avait, au lieu de fagots, tout un lot de bouquins pris à la bibliothèque. Ces feignants-là avaient eu la flemme de couper du vrai bois. Et c'était dommage, parce que ces livres-là, quoique vieux et sales, couverts en cuir, ils avaient parfois de belles gravures, et ça aurait pu intéresser des gens ».

Cette scène s'est très probablement déroulée au Clos de l'Aronde (l'actuelle mairie de Clairoux), si on s'en réfère à la mention des vitraux et de leurs armoiries (encore visibles de nos jours) ou à d'autres détails rapportés plus loin.

L'auteur de « Noir et or », acteur et témoin, poursuit : « Mais, je vous le jure, les cantonnements de la troupe, ils valaient le dérangement. Le bataillon s'était logé en garni, c'est le cas de dire, dans des villas épatantes, entre le bord de l'Oise et la colline qui a un nom rigolo, Roland, Ganelon, un nom enfin d'histoire-de-France... Et il y avait deux sortes d'installation, selon le tempérament de chacun. Les uns se donnaient des airs de luxe, bien tranquilles, sans rien casser ni rien déranger, comme s'ils avaient été propriétaires : c'étaient les moins nombreux. Les autres avaient tout chamboulé et démoli. On avait entassé de la paille dans les baignoires ; on avait renversé des armoires pour s'y faire comme un berceau ; on couchait sur des tas de robes, de nippes, de jupons, arrangés en grabat. Les tiroirs étaient arrachés pour faire des tables en plein air. Les glaces étaient crevées par plaisir ; les coussins avaient l'air de claboter au milieu de leurs plumes ; je me souviens d'un petit salon où les cochons de ma section marchaient sur une litière de linge à dentelle. D'autres avaient descendu tous les tableaux et portraits, et fouillé derrière le cadre à coup de baïonnette. Parce qu'il paraît que c'est là que les riches planquent leurs trésors. D'autres s'étaient amusés à jouer au palet avec de belles assiettes peintes trouvées sur les murs. Les tas de porcelaine, les bouteilles cassées, les fauteuils en morceaux, avec le crin et les ressorts des tripes comme au soleil, cela finissait par occuper autant de place que les hommes. Ces idiots-là auraient été mieux à leur aise sans rien démolir. Mais allez un peu raisonner des types saouls, qui avaient exploré les caves, retourné les pelouses, sondé les puits pour dénicher les bouteilles enterrées par le bourgeois, et qui étaient furieux de ne rien découvrir, ou excités d'avoir trop découvert... Ce qui m'a dégoûté le plus c'étaient les jardins, où un troupeau d'éléphants n'auraient pas fait tant de dégâts que mes hommes : les tonnelles, les tables en zinc, les parterres de fleurs, tout renversé, piétiné, saccagé par plaisir avec cette rage de ne rien laisser après soi, qu'on sent quand on n'est plus d'ici, comme vous disiez, et qu'on s'en va demain... Les soldats, c'est comme les forçats, on les a flanqués à la porte de la société. Alors ils ne tiennent plus à rien, et ils se vengent. Dans le civil, il y avait sûrement parmi ceux-là de gentils garçons, soigneux, propres, rangés. Ça leur aurait fait de la peine de casser un verre à leur oncle ou d'effondrer un canapé chez leur grand-mère. Eh bien ! c'étaient les mêmes qui ouvraient les placards à coups de talons, et qui se pendaient aux lustres pour arracher un peu de plafond avec.

Ma foi, en passant partout pour faire l'appel, j'avais bien envie de dire : "Bandes de dégoûtants ! Les Boches n'en feraient pas plus, si c'était eux". Mais je sais ce qu'ils auraient répondu, en

collant leur bougie gluante sur les bras d'un fauteuil : "Cause à l'autre ! Chacun son tour. À la guerre on n'a plus rien à soi, même pas sa place au cimetière".

[...] J'arrive à la terrasse de notre château. Là on pouvait écouter le bouzin que faisaient les camarades dans la salle à manger, et les cuisiniers à l'office. Il y avait là, je me rappelle, des beaux tilleuls alignés, et en contre-bas nos voiturettes qui dressaient leurs brancards sur la vigne vierge, comme pour cueillir des pêches pas mûres après les espaliers. Un type était assis sur le petit mur. Il se lève. Je reconnais Toussaint. Il me dit :

- Tu n'es pas trop noir, toi au moins... Ça ne te dégoûte pas, tout ça ?

Je lui réponds gentiment :

- Mon vieux, tout me dégoûte depuis quatre ans ; alors, tu penses...

- Tu sais, qu'il me dit, que le capitaine de la 9e a fait expédier chez lui, hier, par la gare de Longueuil, une malle pleine de draps en dentelles ?... Tu sais que l'adjudant de bataillon a barboté une collection de beaux livres, reliés en veau, de très vieux, des manuscrits au moins. Ça faisait une caisse pleine ! Il a son oncle qui est libraire à Paris. Alors tu ne crois pas que c'est pour les rendre après la guerre au monsieur du château ?... Et on m'a dit que le commandant a fait mettre sur sa table une belle lampe en bronze, représentant une femme à poil qui tient une torche, un objet tout à fait riche, là !

- Bien, ça les regarde après tout. On ne m'a pas donné ça à garder. Et ils sont assez grands pour savoir ce que c'est que de voler ».



André Thérive en 1930 (photo www.babelio.com).

Dans cet échange et dans les impressions de Thérive, tout est dit.

À la nuit noire, une alerte... Le sergent raconte : « Je vous assure que cela n'a pas traîné. C'est une fois en route que les à-coups et les lanternages commencèrent. On se couchait le long des talus. La lune ne devait se lever qu'à trois heures du matin. On sent sous ses pas une passerelle de bois, on voit briller les étoiles dans la rivière : ça y est ! On passe de l'autre côté pour aller en pleine forêt attendre le coup dur. Toujours des sacrifiés, quoi ! Je me rappelle que personne ne pipait mot... On avait bien oublié les villas, et le château, et les dentelles, et les robes de soie, et la vaisselle cassée. Et on avait encore moins de remords que jamais ; car l'aventure s'annonçait mal : le silence, à la guerre, il n'y a rien de pire pour le moral. Que dire alors du silence en pleine forêt ? ».

Il pourrait bien s'agir du 365^{ème} RI, du Bataillon Mixte du Pacifique ou du 164^{ème} RI, qui furent stationnés à Clairoux. Mais, à y regarder de plus près, il semblerait qu'André Thérive, de son vrai nom Roger Puthoste¹⁰⁶, sergent-major tout d'abord au 165^{ème} RI, aurait commandé la section de brancardiers de l'un des bataillons. En effet, le 365^{ème} RI arrive sur Clairoux le 29 juin 1918 et y installe son poste de commandement. Dès le 1^{er} juillet, le régiment est employé à l'organisation défensive du mont Ganelon, où se trouvent le 4^{ème} bataillon, partie ouest, le 6^{ème} bataillon, au centre, et le 5^{ème} bataillon, partie est. Du 2 au 10 juillet, le régiment poursuit activement des emplacements de groupes de combat et des tranchées, déjà préparées par le Génie et creusées par le Bataillon Mixte du Pacifique (BMP). Il travaille également à l'organisation d'une ligne de feu continue et à la pose de réseaux de fils de fer barbelés. Le dernier jour, les PC des bataillons sont reliés au PC du colonel qui a été porté sur la pente sud du Ganelon, derrière le bataillon du centre, probablement au lieudit Bellicard (près des pistes de « cyclo-cross sauvage » qui ont été démantelées en 2017).

¹⁰⁶ Roger Puthoste, de son vrai nom, fait des études au collège Stanislas, au lycée Louis-le-Grand et à la faculté des lettres de Paris, où il obtient l'agrégation des lettres en 1913. Sous les drapeaux au 165^{ème} RI lorsque la guerre de 1914 éclate, il est blessé à Ville-sur-Cousances le 6 septembre 1914. Évacué 53 jours, il combat à son retour au front, le 14 décembre 1914, et participe à la malheureuse tentative de la prise des Jumelles d'Ornes, et à Marchéville le 12 avril 1915. Une nouvelle fois blessé, il est évacué pendant 47 jours. Il est nommé caporal le 9 mars, puis sergent-fourrier (2 décembre 1915), et enfin sergent-major (17 janvier 1917) dans une compagnie de mitrailleuses. Il sera probablement affecté en renfort au 365^{ème} RI en 1918. Son courage lui vaudra d'être décoré de la Croix de guerre et de la médaille militaire.

Du 4 au 14 juillet 1918, le BMP, qui séjourne à Clairoix, est mis à disposition du 356^{ème} RI.

Le BMP est composé de Tahitiens, mais aussi de Sénégalais et d'Indochinois, et est constitué en bataillon de marche en fonction des diverses origines des unités. Il débarque à Pont-Sainte-Maxence le 9 juin et rejoint Clairoix le 4 juillet. Son effectif se monte à 22 officiers, 1 200 sous-officiers et hommes de troupe, et il dispose de 91 chevaux et de 44 voitures. Peu formé au combat, ce bataillon a pour mission principale de venir renforcer les unités d'infanterie et les unités d'artillerie dans le creusement des tranchées et des fosses à munitions.

Enfin, le 15 juillet, le 365^{ème} RI et le BMP se déplacent vers Cuise-la-Motte.

Le 18 juillet, l'offensive commence (voir plus haut), et avec elle, la reprise de la guerre de mouvement.

Août 1918, la pression se relâche sur Clairoix

Après les journées tumultueuses de juin et de début juillet, l'offensive du 18 juillet ordonnée par Foch avait changé la donne. Avec la reprise de la guerre de mouvement, celle des tranchées disparaît. En ce mois d'août, le front se déplace très rapidement vers l'Aisne. La « tête de pont » de Compiègne a tenu. À partir du 12 août, le QG de la 57^{ème} DI s'installe à Clairoix. Le mois d'août est plus calme. Dans le village saccagé, les troupes relevées du front viennent successivement se reposer. C'est le cas du 6^{ème} RI se positionnant du 23 août au 14 septembre. Mais aussi les blessés y sont transportés par la SSY3 de Miss Toupie Lowther. Le hussard Philippe Félix Ponticelli du 6^{ème} régiment de Hussards, qui décède le 25 août, pourrait être le dernier soldat à mourir à Clairoix.

Précisément, la SSY3, qui s'était repliée sur Senlis, retrouve Clairoix. Le sous-lieutenant Chatenay témoigne : « 16 août, la situation a basculé en faveur des Alliés. Désormais les lignes sont trop éloignées de notre cantonnement, il faut nous en rapprocher. Compiègne, hélas, est interdit, je cherche plus au nord, et je trouve un petit château aux approches de Clairoix, situé entre la grand-route et la rivière, isolé et parfaitement bien situé... ». Cité comme tel sur les cartes d'état-major d'époque, le sous-lieutenant Chatenay a relevé la route. Pour s'y rendre, lorsqu'il se trouve au carrefour de la briqueterie, il prend la route de Bienville sur 20 mètres et tourne à droite au calvaire, traverse une voie ferrée, suit le chemin menant vers l'Aronde et ses marais, des toits apparaissent et la végétation dévoile progressivement une ferme jadis fortifiée. Là se trouve ce petit « château » situé à Bienville, à la limite de Clairoix (ce manoir-ferme existe toujours).

« Le 17 août, nous quittons le Fayel pour Clairoix. Le travail reprend très dur, les postes sont éloignés, mais le cantonnement est si convenable qu'il est impossible de trouver quelque chose de comparable plus près, et, comme une grande partie des évacuations se font sur Bellicart qui est proche de Compiègne, nous ne sommes pas mal placés. Ça barde, toutes les voitures sont en service vingt-quatre heures sur trente-six... mais tout va bien. Le 18 juillet, l'attaque de Mangin bouscula leur flanc droit, cette extraordinaire ruse de guerre et cette belle avance fut pour eux désastreuse. Le 29 août, nous recevons l'ordre d'aller cantonner à Appilly, c'est un tout petit village situé entre l'Oise et la route de Noyon à Chauny ». La SSY3, Miss Lowther, le lieutenant Chatenay et leurs petites infirmières anglaises quittent définitivement Clairoix.

De nombreuses unités différentes vont séjourner plus ou moins longtemps à Clairoix en août et septembre 1918. Il serait fastidieux d'en faire la liste complète, entre celles d'une nuit d'étape et celles d'états-majors sédentarisés quelques semaines. Certaines y seront cantonnées jusqu'en 1919. On notera qu'entre autres, le 12 août, la 67^{ème} DI s'installe à Clairoix « au château (ancien PC Meknès), qui se trouve au confluent de l'Aronde et de l'Oise » selon le JMO du service du Génie de cette division. Il s'agit de l'ancien moulin à tan (nommé aussi « chalet Pluchart »), aujourd'hui quasiment disparu. La 67^{ème} DI, dont les régiments se battent dans le secteur du Matz, puis vers Carlepont, quitte Clairoix le 5 septembre pour se porter au plus près des zones libérées du front vers Bailly, Saint-Léger et Montmacq.



Pour confirmer le passage de ces unités, des photographies sur plaque de verre ont été retrouvées dans une maison de Clairoix. Détenues chez Madame Maupin depuis 1918, elles sont réapparues ces dernières années. Il s'agirait de clichés pris dans les environs par une unité d'artillerie au repos et oubliés par son possesseur à Clairoix.

Si quelques soldats meurent encore à Clairoix en août 1918, comme l'abbé Bertin, caporal au 369^{ème} RI ou encore le hussard Ponticelli, le secteur de Clairoix recueille de nombreuses sépultures. Car il faut bien évacuer les morts du front, notamment ceux décédant dans les ambulances avancées des divisions ou des régiments ou encore pendant leur transport.

Mais l'ambiance est tout de même au relâchement d'une certaine tension qui avait prévalu jusqu'au mois d'août. Les régiments s'usent vite. L'ennemi résiste encore vaillamment. Les relèves exigent des lieux où les soldats peuvent écrire à leur famille, laver leur linge, lire leur courrier et ouvrir leurs colis. Clairoix redevient un village de l'arrière mais toujours et encore placé dans la « zone des armées ». La question que tout le monde se pose à présent, à commencer par le maire et ses administrés, est : quand les villageois pourront-ils rejoindre leurs foyers, leurs maisons, leurs terres... ?



Le retour des civils à Clairoix

Forcé à s'exiler, le comte de Comminges s'est installé à Versailles courant juin 1918. Dès qu'il put trouver un lieu de repli stable et qui ne risquait pas d'être à son tour menacé par la poussée allemande, la première action qu'il entreprit fut de mettre des annonces dans différents journaux nationaux afin que les habitants évacués de Clairoix puissent se mettre en relation avec lui. Cet appel diffusé le 25 juin est le suivant : « *Les évacués de Clairoix. Nos lecteurs qui rencontreraient des évacués de Clairoix (Oise) sont priés de bien vouloir prévenir ces derniers que leur maire, le comte de Comminges, se tient à leur disposition pour tous renseignements, 29, rue du Sud, à*



Le petit immeuble de Versailles où se replient les de Comminges. Aujourd'hui, il s'agit du 29 avenue Foch (photo Google maps).

Versailles ». Aimery de Comminges, son épouse Nahida, et peut-être leur fils Bertrand et leur nièce Paule Rambourg, occupent un modeste logement dans un immeuble de quatre étages.

Comme eux, les réfugiés de Clairoix se sont dispersés dans toute la zone de l'intérieur, c'est-à-dire, pour mémoire, hors de la zone des armées. Les courriers reçus par Élise Trocaz en témoignent. Élise, qui était, rappelons-le, une aide infirmière à l'ambulance militaire de Villers-sur-Coudun, probablement jusqu'au début de 1918, est évacuée vers l'intérieur. « *Très loin* », si l'on en juge par les écrits de ses amies. Charlotte Descampeaux, l'une de ses camarades de l'ambulance de Villers-sur-Coudun, lui écrit de Bresles dès le 3 juillet : « *Ma chère Élise, quelle surprise dois-je te faire en*

t'envoyant cette carte. Hier, j'ai été à l'ambulance et j'ai vu M. Lemaître. Il m'a donné ton adresse. Tu es bien loin maintenant. Où est le temps de la salle A avec les sous-officiers ? Bien loin. J'y suis allée il y a quelques jours pour rentrer à l'ambulance 9/16. Mais il ne faut plus personne. J'en suis à 5 ou 6 km. Il paraît que tu serais avec Marc (ou Marie) Bouvard. Donne-lui le bonjour de ma part. Descampeaux Charlotte, réfugiée chez Madame Descours, Bresles (Oise) ». Aussi éloignée qu'elle soit, comme la plupart des réfugiés, on ne saura pas où se trouve Élise entre juin et août 1918. Élise reçoit un autre courrier de Jeanne, une amie originaire de Janville, le 28 août. Qu'y apprend-on ? Que ses parents se trouvent à Chartres, qu'ils s'apprentent à rentrer à Clairoix et ont déjà mis dans le train le mobilier qu'ils avaient pu évacuer.

Fin août, des habitants de Clairoix et de Janville ont pu rejoindre leur village. Ils constatent les dégâts. « *Alphonse a été à Janville dimanche dernier. Chez vous, ni chez maman, il n'y a pas de dégâts. Seulement chez moi, la maison est vide de bois et de tonneaux. Cela a servi à boucher les trous et les tonneaux pour faire des ponts. Il paraît maintenant que tout cela se balade dans l'Oise* ». Ainsi le courrier confirme ce que le Génie militaire avait réquisitionné dans les maisons, notamment des tonneaux pour monter le ponton au nord de la passerelle de Clairoix à Choisy-au-Bac. L'amie d'Élise Trocaz poursuit : « *Il n'y avait pas de soldats chez nous à Janville. Il n'y avait que trois habitants à Janville, M. (illisible), Mme Tassin et le maire, M. Pierre. Toutes les maisons de Janville et de Longueil sont vides de mobilier. Tout cela est dans les châtaigniers, et à la ...* » (la suite est illisible). Comme à Clairoix, les maisons ont, semble-t-il, été vidées de leur mobilier qui se retrouvait dans sa grande majorité dans les bois et les tranchées du mont Ganelon, rappelant au soldat qui s'y trouvait un peu le confort de la vie civile d'avant... Sur une autre carte, Jeanne précise : « *Il paraît qu'il y a tout un village* » en forêt. « *Pour le moment, il n'y a plus de danger. Les avions quelquefois. On fera comme on a déjà (fait). On ira à l'abri. Nous avons encore des pommes de terre et des haricots, alors tu penses si j'ai hâte de rentrer* ».

D'un côté, la menace pèse encore ; l'ennemi recule, mais il n'est pas encore défait. Par ailleurs, les jardins-potagers offrent encore la possibilité d'y trouver de la nourriture. La pénurie de vivres incite les habitants à retourner chez eux au plus vite, avant l'hiver, pour trouver un toit, même dans une maison saccagée et vide, et un jardin pour commencer à préparer la terre (bêchage) pour les semis d'hiver et de printemps.

Ce courrier se termine par une information typique sur l'état de pénurie des villages situés dans la zone des armées : « *Bien le bonjour de nous trois. Ici, la santé est bonne. Au moins nous n'avons jamais manqué de pain. Bonjour affectueux à tes parents. Je t'embrasse de tout cœur. Ton amie, Jeanne* ». Le pain, la denrée de base. Une denrée que la population n'est pas sûre de pouvoir encore trouver dans la zone des armées.

Quant à l'administration municipale, si l'on en juge par la vacance des registres d'états civils de la mairie de Clairoix, elle ne reprend pas son activité avant la signature de l'armistice. Peut-être fallut-il un bon nettoyage et un rangement en règle pour démarrer l'activité administrative.

Chapitre 13

Le temps de l'armistice

En ce début de mois de septembre 1918, les pourparlers de cessez-le-feu alimentent les discussions, mais la guerre n'est pas finie.

Les belligérants s'affronteront jusqu'au matin du 11 novembre. En France, les hommes rappelés en 1914 sont toujours maintenus au service. Seuls les vieux territoriaux, ceux qui n'avaient pas encore rejoint leur foyer, commencent à être démobilisés timidement. C'est le cas par exemple des cultivateurs Arthur Luisin et Jules Danel. Ils le font comme la grande majorité, en tenue bleu horizon usée jusqu'à la trame, musette de toile réséda et de multiples fois rapiécée, bidon de fer en sautoir, et le bon vieux ceinturon de cuir. Presque tous rapportent leur casque « Adrian », cadeau de l'armée. La tenue est remise au grenier ou dans la grange. Très souvent, le casque est accroché au-dessus de la cheminée.

Faut-il le rappeler, la paix n'est pas encore signée. Des classes 1890 à 1899, une bonne vingtaine de soldats de Clairoux attendent leur libération, qui ne se fera qu'en janvier ou février 1919. Des classes précédentes, une petite dizaine a été libérée avant la fin de 1918. Une trentaine d'hommes des classes 1900 à 1906 n'auront pas l'occasion de rejoindre leur famille avant avril 1919.



Le nord et l'est du pays sont ruinés. La pénurie est inscrite à l'ordre du jour. Les réquisitions se poursuivent. À Clairoux, un boulanger et un boucher ont été tués à l'ennemi. De nombreux agriculteurs sont en transit de retour des camps de prisonniers. D'autres ont été tués. Des maçons, des menuisiers, des charpentiers manquent à l'appel... Disparus, tués, certains ont été grièvement blessés. Presque tous traumatisés. Et le village a été en grande partie dévasté, bien que peu détruit. Les habitants n'ont plus de meubles, surtout plus de lit, ni de draps. Les casseroles, les marmites et les couverts ont disparu. Comment le comte de Comminges va-t-il remettre sur pied son village, qui figure d'ailleurs à l'inventaire des communes dévastées ?

On ignore à ce jour si le comte de Comminges a pu prendre des contacts utiles avec les habitants de Clairoux lors de leur exode de l'été 1918. Courant septembre, les premiers habitants reviennent et découvrent l'étendue du saccage. Bien que le village soit relativement peu endommagé, il figure au 2^{ème} rang (sur trois) des communes sinistrées, selon le bulletin des régions libérées.

Avec l'annonce possible d'une signature de l'armistice, les déplacés n'ont pas attendu l'évènement pour se mettre en route et rejoindre leur village. Le 11 novembre à 11h, la nouvelle, qui n'est plus une rumeur, parcourt les rues pourtant encore bien désertes du village. L'ennemi vient de signer le cessez-le-feu à quelques kilomètres de là, dans une clairière de la forêt de Compiègne, près de Rethondes.

Il semble que, selon le témoignage d'anciens habitants, aujourd'hui disparus, certains villageois ont tenu à faire sonner les cloches de l'église malgré l'édifice partiellement endommagé. Quelques obus étant tombés çà et là dans les parages, le toit de l'église et ses vitraux ont probablement dû être en partie soufflés par les explosions. À l'inventaire dressé dans « *L'œuvre aux secours des églises dévastées* », édition 1919, concernant le Diocèse de Beauvais, l'église de Clairoix fait en effet partie des 78 bâtiments répertoriés dans l'Oise pour avoir subi des dommages de guerre. Mais la liesse populaire passa outre les risques...

Le retour de la famille de Comminges ne se fit pas sans mal. Pressé par ses fonctions de maire, en rejoignant Clairoix le plus rapidement possible, le comte de Comminges escomptait bien rétablir la vie administrative du village. Mais il dut assez vite prendre le chemin inverse par le train pour rejoindre la ville de Montassiegé dans l'Allier afin d'assister aux obsèques de Madame la comtesse de Waldner de Freundstein, sa belle-mère¹⁰⁷. Toujours est-il que, dès son retour définitif, l'activité de la commune reprend lentement. Il met en place avec son épouse un poste de la Croix-Rouge à Clairoix. Madame de Comminges en sera la directrice, secondée par Paule-Élie Rambourg, sa nièce, et Germaine Sibien.

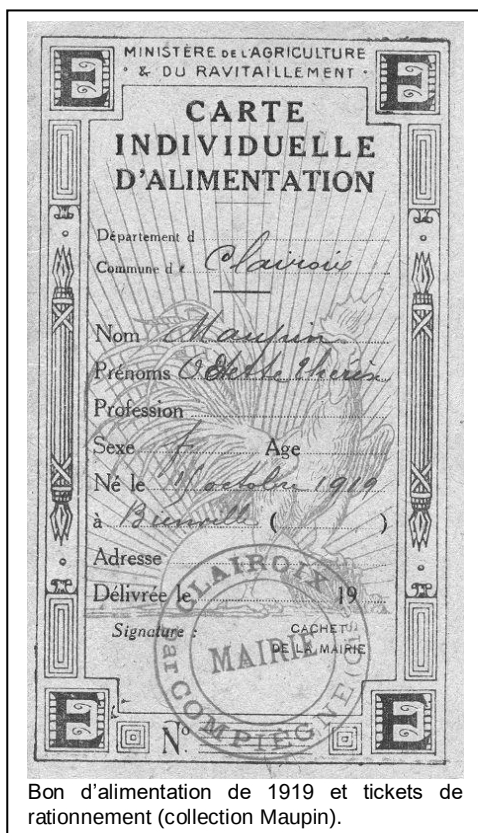
Bien informé, peut-être prit-il cette mission lors de son séjour à Versailles ? En effet, au mois de novembre 1918, la *Société Française de Secours aux Blessés Militaires* réorienta son activité et se tourna vers l'aide aux régions dévastées par quatre années de combats et par les destructions systématiques des Allemands lors de leur repli. Les premières permanences installées dans l'Oise seront celles de Babeuf, Clairoix et Cuts, qui ouvrent dès novembre.

Les restrictions, les pénuries et la reconstruction

La permanence de Clairoix¹⁰⁸, poste de secours qui prendra le nom de *Femmes de France*, couvre les communes de Coudun, Giraumont, Bienville, Janville, Choisy-au-Bac, Monchy-Humières, Braisnes, Villers-sur-Coudun, Antheuil et Vignemont. Le centre lui-même, ainsi que les entrepôts, sont installés au domicile du comte de Comminges à Clairoix. Sa mission est d'apporter des secours en vêtements et linge, en articles de ménage, en literie, en mobilier et en outils. Mais il met aussi en place un dispensaire pour apporter des soins aux malades. Les différents moyens matériels proviennent de l'œuvre et des dons de l'administration. Par son tissu relationnel, le comte développera sans doute très rapidement cette permanence. Son fonctionnement devient optimal à partir du 20 décembre 1918.

Les habitants des communes concernées disposent, à tour de rôle, de deux demi-journées d'ouverture dans la semaine et doivent venir avec une liste des objets dont ils ont besoin. Le dispensaire est ouvert le jeudi et le dimanche matin.

Mais, comme pour toute commune se montrant efficace, le succès attire les convoitises locales. Ainsi, dans le journal « *Progrès de l'Oise* » du 19 avril 1919, nous apprenons que « *des enfants appartenant à des familles étrangères à la commune ont été surpris se préparant à enlever des paquets qu'ils avaient soigneusement disposés dans des paniers et des musettes et contenant divers objets pillés dans la maison de M. le capitaine Bille.*



¹⁰⁷ Selon diverses sources : « *Le Gaulois* » et « *Le journal des débats parlementaires* » du mercredi 13 novembre 1918.

¹⁰⁸ « *La société française de secours aux blessés militaires (Croix Rouge Française), Les permanences de la S.B.M. dans les régions dévastées* », 1919, page 22.

Plainte a été portée, après enquête du maire, entre les mains du Procureur de la République ». Et probablement avec l'insistance du maire de Clairoix ; le journal poursuit : « *Il serait à souhaiter qu'une sanction exemplaire intervint. Ce genre de vol se multipliant d'une façon inquiétante dans les villages déjà si éprouvés par les pillages durant l'évacuation ».*

Par ailleurs, le maire parvient à disposer de viande. « *Par les soins de la municipalité, de la viande frigorifiée sera vendue, par M. Bertrand, boucher (le fils Gaston Alexandre, puisque le père est tombé au front le 23 octobre 1918), aussi souvent qu'il sera possible, à un taux fixe arrêté par le maire ».* La viande frigorifiée, qui est une nouveauté pour les civils, mérite qu'on s'y attarde. Il fallait en effet pourvoir aux besoins des combattants. Pendant le conflit, le cheptel sur pied étant une denrée difficile à réunir pour 8 millions de combattants, la viande frigorifiée est achetée en Argentine et en Australie. D'immenses entrepôts frigorifiques sortent de terre dans des zones portuaires comme celle du Havre. Des camions militaires sont spécialement aménagés pour le transport de la viande.

Pour Clairoix, on peut penser que des surplus ont été négociés par le maire, comme le confirme le *Progrès de l'Oise* du 22 juin 1919 : « *des boîtes de lait condensé à prix très réduits sont mis à la disposition des familles nombreuses, des vieillards et des malades. Un lot important de marmites en fer blanc modèle militaire, et des gamelles, peut être cédé, mais la valeur restera à retenir sur les dommages de guerre ».*

En effet, l'année 1919 est dominée par la reconstruction des régions libérées. Les nouvelles semences proviennent des États-Unis d'Amérique et transitent par le Havre. Pour la nourriture, les prix sont préalablement fixés par le ministère de l'Agriculture, et le Préfet demande à ce que les prix de vente ne dépassent pas un certain montant. Mais pour lutter contre le marché noir, notamment sur la viande, le maire de Clairoix en définit lui-même le barème. Quant au pain, des rations spécifiques sont fixées pour les enfants et les travailleurs. Des tickets de pain sont disponibles dans les mairies et remis à chaque habitant.

La circulation sur les ponts pose un réel problème de sécurité. Il devient en effet obligatoire d'emprunter les ponts de bois posés par le Génie en 1918, le pont de fer traversant l'Oise au nord de Compiègne, appelé aussi *pont de Soissons*, étant réservé au transport industriel. Cette annonce n'arrange pas toujours les civils qui doivent attendre que la passerelle de bois, au ras de l'eau, se referme après le passage d'une péniche.

Le déstockage de pommes de terre est livré par les maires. Le Préfet demande également le rétablissement du ramassage des ordures ménagères « *dans des poubelles* » afin d'éviter la prolifération des rats et des maladies. Cette directive n'est pas sans

rappeler que les Allemands, à l'été 1914, avaient insisté pour que les Français utilisent des poubelles. Une invention française, en 1883, du préfet Eugène Poubelle, en avance sur son temps, mais qui tarda à être appliquée au pays de l'inventeur lui-même !

Un peu partout, des obus, des fusées et des gargousses trainent dans les environs du mont Ganelon et dans la plaine s'étendant de Clairoix à Bienville. Les explosions des engins non éclatés, provoquées par les autorités militaires, doivent désormais faire l'objet d'un avis afin d'éviter le bris des vitres. Conséquence également dans cette zone, même si les dégâts ne sont pas comparables aux villages entièrement détruits des secteurs du Matz ou de Noyon, les plaines sont retournées par des tranchées et des trous d'obus ou de bombes, mais aussi par les drainages et les feuilletts, là où ont été montées des baraques militaires de type « Adrian ». Ce qui oblige le comte de Comminges à s'adresser par voie de presse le 26 avril 1919 : « *Le maire*



L'Oise en amont de Compiègne. Les civils doivent emprunter les passerelles en bois, notamment pour rejoindre la ville (« La contemporaine » - BDIC).

a l'honneur de prévenir tous les administrés que le Service des travaux de première urgence ne pourra rembourser les frais de comblement qu'autant que les cultivateurs ne seront pas mis d'accord avec ses agents au préalable et que le métré aura été fait avant tout commencement des travaux ».

Pour les quelques maisons détruites dans le village, une déclaration de dommages de guerre peut maintenant être établie. Le Préfet, qui a reçu les documents fin avril, les répartit par mairies. La reconstruction sera lente.

D'autant plus lente que le soldat mobilisé ne rentre toujours pas au foyer. Seuls les derniers « vieux » de la réserve territoriale sont revenus entre novembre 1918 et février 1919. La main d'œuvre du Clairoix d'avant-guerre est absente. Les premiers militaires démobilisés recherchent un emploi « moderne », souvent par rapport aux qualifications obtenues pendant le conflit (chauffeurs, frigoristes, mécaniciens avion...) et tentent leur chance en région parisienne où la demande est forte.

Concernant les classes 1900 à 1906, une petite trentaine revient en mars et avril 1919. Jules Simart, l'épicier d'avant-guerre, pose ses valises le 15 janvier 1919, retrouve son épouse et une boutique à peu près en ordre. Ce ne sera pas le cas pour tous. Quand il rentre le 20 mars 1919, le sergent artilleur Gaston Bouraine retrouve sa briqueterie dévastée et en partie détruite par des bombardements. Il peut ranger sa tenue *bleu horizon* et accrocher son casque de poilu à la patère, relever les manches et se mettre au travail. Concernant la démobilisation, suspendue pour faire pression sur l'Allemagne afin qu'elle accepte l'exigence des conditions du traité de paix, seule la libération des classes 1907 et 1908 se prépare. Toutefois, on notera que déjà sept soldats de la classe 1907 ont rejoint leur foyer à Clairoix. Les autres classes ne rejoindront leur famille qu'après la signature du traité de paix.

Certaines classes furent plus éprouvées que d'autres. Concernant la classe 1913, sur les onze jeunes envoyés au front, cinq attendent leur tour. Les autres ? Ils ont été tués au front. Le jardinier Martial Moyat, blessé deux fois, et Raymond Bochand, rapatrié des camps de prisonniers, attendent au 54^{ème} RI leur retour, qu'ils espèrent proche.

D'ailleurs l'armée sera réorganisée sur ces bases ; en Allemagne, il s'agira de maintenir une force d'occupation avec les classes 1917, 1918 et 1919. À proximité, il faudra encore le maintien d'une armée de réserve qui devra être formée des classes précédentes. Alors, pour une grande majorité, les soldats de Clairoix sont réaffectés au 54^{ème} RI de Compiègne et séjournent au camp de Royallieu.

Nous ne sommes qu'en mai 1919, mais peu à peu la vie économique reprend. Mme Devillers, matelassière à Clairoix, se tient désormais à la disposition de sa clientèle pour refaire les matelas et peut lui fournir de la toile à de bonnes conditions. Elle précise : « *À prix modérés* ».



La classe 1913, la plus touchée, avant son départ aux armées, en compagnie du maire de Clairoix. Deux jeunes originaires de Clairoix vivent dans un autre village (collection Jean-Marc Bochand).



Les classes 1918 à 1921 du 54^{ème} RI au camp de Royallieu de Compiègne. Seront-elles envoyées sur le Rhin ? (collection de l'auteur).



Le 18 mai 1919, *le Progrès de l'Oise* annonce : « On a trouvé à Clairoix, sur les bords de l'Oise, le cadavre d'un soldat anglais. Selon ses papiers trouvés sur lui, il s'agirait d'un dénommé White Arthur ». Il s'agit peut-être du dernier soldat retrouvé mort à Clairoix... On ne saura pas si celui-ci fut charrié par les courants, ou bien s'il gisait là depuis fin 1918. Cet événement nous amènera à évoquer les sépultures militaires. Mais auparavant, d'autres annonces méritent d'être évoquées.

Dans *le Progrès de l'Oise* du 25 octobre 1919, on peut lire que le comte de Comminges vient d'être décoré de la Croix de guerre, avec étoile de Vermeil et qu'il reçoit la citation suivante : « A exercé ses fonctions avec une indomptable énergie, en 1914, au moment de l'invasion ; par la fermeté de son attitude, en face des menaces des autorités allemandes, a préservé ses administrés des pillages et des exactions de l'ennemi. Pendant toute la durée de la guerre, a déployé un zèle qui ne s'est jamais ralenti, pour assurer le cantonnement et le bien-être des troupes de passage. En juin 1918, au moment de l'attaque des Allemands sur Compiègne, a apporté à la population toute entière un puissant réconfort moral, la sérénité de son courage ; a quitté son village le dernier, alors

que celui-ci était soumis depuis plusieurs jours à un bombardement violent d'obus de tous calibres et après avoir reçu l'ordre de l'autorité militaire ».

Enfin, les élections municipales qui n'avaient pu se tenir pendant la guerre ¹⁰⁹ ont lieu le 30 novembre 1919. Sont élus : MM. Émile Bochand, 105 voix, Edgard Leclercq, 85, Pierre Déchasse, 83, Édouard Delasalle, 82, Robert Verdé de Lisle, 79, Jules Delasalle, 76, Edmond Fontaine, 76, Émile Bourin, 75, Alfred Bédiez, 73, Aimery de Comminges, 65, Leblond, 61, Lucien Sénépart, 60, Édouard Chatrieux, 60, Edgard Chatrieux, 60... Contre toute attente, c'est M. Bédiez qui est élu maire de Clairoix par le conseil municipal. Avec la fin de la guerre, une page se tourne, une nouvelle époque est née.

Dans l'immédiat, l'armée française est toujours en opérations de guerre : dans les Balkans pour l'armée d'Orient, en Silésie, en Russie, en Sibérie, en Syrie-Cilicie, et au Maroc. Ces théâtres d'opérations extérieures continuent et ne concernent que les nouvelles classes d'appelés et les engagés volontaires.

¹⁰⁹ Ces élections auraient dû intervenir en 1917 (les dernières élections municipales avaient eu lieu en 1912). Mais pendant la guerre, le processus électoral est suspendu. La raison en est simple, la mobilisation des élus provoque des vides parfois importants dans les corps municipaux des petites communes.

Chapitre 14

Le temps du deuil

Les sépultures militaires à Clairoix

Outre l'administration municipale, le maire doit également assurer la gestion des sépultures militaires. En effet, pour retrouver les sépultures de soldats, les chefs de secteur d'état civil sont les mieux qualifiés, étant sur place, pour donner aux familles des renseignements sur l'emplacement des tombes. Selon « *le journal des régions dévastées* » de septembre 1919, parmi la liste des secteurs, pour celui de la 6^{ème} région (Châlons-sur-Marne), Clairoix est le deuxième après Senlis (1^{er}) et avant Noyon (3^{ème}). Autant qu'elle le fit tout au long du conflit, la famille de Comminges déploie une énergie incontestable, mais cette fois elle ne s'arrête pas aux simples limites communales.

Le service de l'état civil doit procéder d'urgence au groupement des tombes isolées vers des cimetières convenablement choisis. Avant l'achèvement des travaux d'exhumations, il y a lieu d'éviter la profanation des tombes de soldats. Les populations sont invitées à respecter et à faire respecter les tombes éparses dans les terrains publics ou privés.

Selon le témoignage de Michel Maupin, après la guerre, les menuisiers de Clairoix, dont les frères Maupin, étaient chargés de préparer les cercueils à la demande des familles qui souhaitaient voir la dépouille rejoindre le caveau familial. Progressivement, en présence d'un témoin et d'un officier d'état civil, le corps était relevé, vérifié à partir d'une plaque d'identité militaire, et acheminé vers sa destination finale.



Un cimetière militaire provisoire a été établi à Clairoix, comme l'indique la carte postale ci-contre. Les nombreux décès survenus au cours des transferts des blessés nécessitaient une inhumation urgente afin de lutter contre la propagation des maladies. Son emplacement exact a été oublié, mais quelques indices incitent à penser qu'il se situait au lieu-dit « Les quatre tilleuls », en amont de l'église, sur d'anciennes terres à vignes.

Finalement, en novembre 1921, la totalité des dépouilles restantes sont transférées au cimetière de Remy (à 15 km à l'ouest de Clairoix), qui recueille également les tombes des cimetières provisoires de douze autres communes, portant à 1 800 le nombre de sépultures de soldats morts en 1914-1918.

Dans son édition du 11 mai 1919, *le Progrès de l'Oise* annonce la remise solennelle du traité de paix aux plénipotentiaires allemands le 7 mai. L'Allemagne devra indemniser les pays touchés en fonction des pertes subies, mais selon des montants qui ne seront pas évalués avant 1921.

Dans l'immédiat, la restitution de l'Alsace-Lorraine est un préalable indispensable. Concernant la rive gauche du Rhin, et selon les régions, elle sera occupée pendant 5, 10 ou 15 ans. Concernant la Pologne, c'est l'ancienne Pologne qui sera reconstituée, à l'exception de la ville portuaire de Danzig. De population à majorité allemande, cette ville ne sera pas rendue aux Polonais ; on en fait une zone libre à la tête de laquelle on place une administration internationale. Un couloir

reliera l'Allemagne à cette ville. Ce fameux *couloir de Dantzig* sera l'un des détonateurs de l'explosion en chaîne d'une crise qui interviendra vingt ans plus tard. Ce sera le début du deuxième conflit mondial.

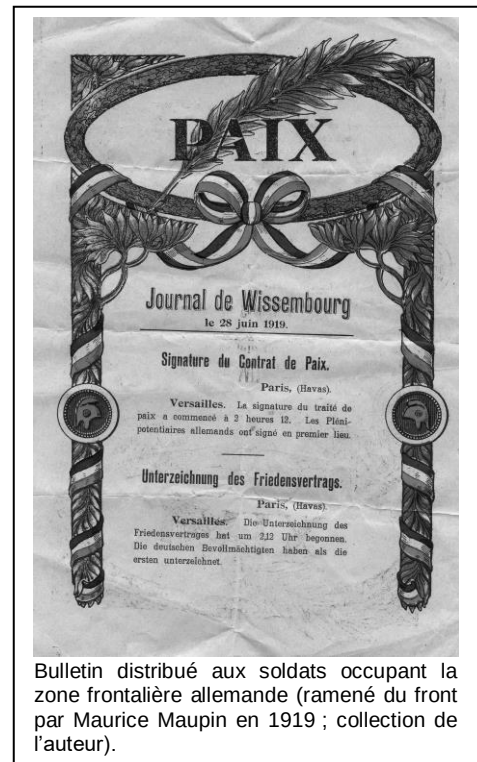
Le 26 juin 1919, les journaux annoncent que l'Allemagne accepte le traité de paix. L'assemblée de Weimar a décidé par 237 voix contre 138 et 5 abstentions les conditions du traité de paix. L'annonce a été reçue par des tirs d'honneur de canons et des sonneries de cloches.

Le conflit a produit un immense traumatisme. Ce traumatisme intérieur n'est pas forcément visible au premier coup d'œil. À l'image du capitaine Conan, dans le célèbre roman de Roger Verceles inspiré de faits réels : cet officier sorti du rang sombre dans l'alcool et se brûle à petit feu, après avoir commandé héroïquement les hommes d'un corps franc dans les Balkans. C'est une histoire qui résume à elle seule le retour à la vie civile de nombreux soldats, avec les difficultés d'insertion que l'on peut deviner. Le traumatisme psychologique n'entre pas dans les blessures de guerre, pour autant c'est une blessure insidieuse. Certains ne sont pas tirés d'affaire.

Treize soldats de Clairoix ont été particulièrement estropiés. Notamment Marcellin Roquancourt, qui a reçu quatre blessures, et est invalide à 50%, Émile Hénaux, blessé également quatre fois, Albert Luisin, trois blessures, Lucien Lemoine, deux blessures, invalide, Gabriel Payen, qui a une jambe raccourcie, et va claudiquer à vie.

D'autres, en apparence intacts, ne sont pas moins blessés intérieurement. La vision de la mort, les petits moments de lâcheté personnelle, ô combien compréhensibles, l'emportent sur le geste quasi héroïque... La mort encore, pour l'avoir donnée, même à son pire ennemi, engendre une certaine honte intérieure, qui progressivement enferme l'ancien combattant dans le silence, la dépression. L'alcool parfois, devient une échappatoire... Émile Hénaux, celui aux quatre blessures, totalement atteint psychologiquement, décèdera en 1925. La difficulté à retrouver une vie sociale normale est évidente, avec une stabilité mentale qui parfois ou souvent fait défaut dans le métier civil, celui-ci devenant vite insipide, sans gloire, et sans « la vraie » camaraderie de la tranchée.

Dans le Clairoix d'après-guerre, résident près d'une quarantaine de blessés de guerre. Quatorze ont été fait prisonniers. Le comte de Comminges n'attend pas l'édification d'un monument aux morts pour honorer le sacrifice des soldats. Le dimanche 10 août 1919, une « *fête du Souvenir et de la Reconnaissance* », organisée par l'abbé Guérin, se déroule à l'église de Clairoix, avec une messe chantée et absoute, et avec le concours vocal et instrumental d'artistes de la localité. Une couronne de fleurs est offerte par les jeunes filles et la population du village. Hormis les chants et la présence de la quasi-totalité du village, Miss Brown, une charmante artiste américaine, interprète au piano *La marche funèbre* de Chopin, qui va émouvoir l'assistance. Tandis qu'un faisceau de fusils et un casque de poilu ornent le chœur, les drapeaux sont alignés. À la sortie de l'église, en procession vers le cimetière militaire, et au pied du calvaire central qui vient d'y être installé, le comte de Comminges, conforme à son habitude, prononce un discours fleuve. De cette adresse aux villageois, il rappelle qu'au moment de l'attaque allemande de 1918 « [...] nous avons été obligés, par ordre et sous le bombardement, d'abandonner nos foyers. Nous avons été de longs mois dispersés aux quatre coins de la France... Cependant nos fils, nos pères, nos frères, vos époux, nos soldats - les poilus ! -, se battaient, résistaient [...] C'est grâce à eux que, rentrés dans vos maisons en ruines, vous avez pu reconstituer vos familles, réparer vos désastres [...] Si vos chers morts sont – hélas ! – encore dispersés le long du front, dormant leur dernier sommeil à l'endroit même où ils sauvèrent la Patrie, du moins prendrons-nous toutes



les tombes de ce cimetière à témoin de l'amour particulier et du reconnaissant souvenir que nous leur garderons [...] Et maintenant je vais, pour saluer nos morts et leur rendre les honneurs, faire comme aux armées, l'appel de leurs noms. Ouvrez le ban ! », et de citer 23 soldats de Clairoix morts au combat. Un 24^{ème} sera reconnu plus tard et rendra définitive la liste des noms à porter au futur monument.

Alors, tout naturellement, il faut faire le deuil des camarades morts au combat. Mais ce deuil, c'est aussi celui de l'esprit de la tranchée ; il faut à la fois la représenter et dépasser collectivement l'amertume. Cela passe par deux actions, comme dans toutes les villes, les villages ou les quartiers des grandes villes : l'inauguration d'un monument aux morts, et la constitution en association des anciens combattants.

Le monument aux morts

Plus de 30 000 monuments aux morts sont érigés sur tout le territoire français, la majorité entre 1920 et 1925. Celui de Clairoix, situé près de l'église, est inauguré en novembre 1921. Le ministère de la Défense précise sur son site « *Mémoire des hommes* » que « *juridiquement, les monuments aux morts sont pour la plupart des biens communaux et relèvent comme tels de la compétence des municipalités. À l'origine, la fonction de ces édifices a été de rassembler la population autour du souvenir de ceux qui ne reviendront plus vivre dans la cité, faisant ainsi participer la commune au travail de deuil des familles. Par ailleurs, graver les noms des morts revenait à donner à ceux-ci un peu de cette gloire dont étaient alors parés ceux qui s'étaient sacrifiés pour la victoire des armées françaises* ». Y figurent ceux portant la mention « Mort pour la France ».

Une souscription publique est lancée, et permet de récolter la moitié de la somme à payer. Albert Prélou, clairoisien et entrepreneur de maçonnerie, effectue l'assise de la « pyramide de granit de Belgique » fournie et gravée par l'entreprise Blaise, de Compiègne ¹¹⁰.

L'inauguration a lieu le 6 novembre 1921 à la suite d'une célébration du souvenir dans l'église de Clairoix où sont honorés les 24 noms qui sont inscrits au monument.



L'inauguration du monument aux « Morts pour la France » le 6 novembre 1921 scelle à jamais le sacrifice des soldats de Clairoix. Cent ans après, le recueil, devenu institutionnel, souligne l'ampleur du sacrifice consenti, le plus sanglant et le plus fort de toute l'histoire de France (collection Bochand).

Une palme est présente sur le monument ¹¹¹ et représente la part de souffrance des civils.

La commune de Clairoix vient d'être citée à l'ordre de l'Armée en février 1921 ¹¹² et reçoit la Croix de guerre, avec palme : le ministre de la guerre Louis Barthou cite à l'ordre de l'Armée les communes d'Estrées-Saint-Denis ... Coudun ... Janville ... Bienville ... Clairoix : « *Situées pendant toute la guerre dans la zone des combats, ont été l'objet de nombreux bombardements par canons et par avions qui les ont partiellement détruites. Ont fait preuve sous les obus des plus belles qualités de calme et de sang-froid* ».

En 1921, cet ensemble embrasse à la fois l'hommage aux soldats morts dans le plus grand conflit de tous les temps et les épreuves de la population locale par le sacrifice de leurs proches,

¹¹⁰ « *Clairoix (Oise) et la guerre de 1914-1918* » des auteurs Henri Lesoin, Rémi Duvert, Jean-Marc Bochand, collection « Les notices historiques clairoisiennes » n° 7, 2014.

¹¹¹ On pourra comparer la photo placée en troisième page de couverture du présent ouvrage avec celle reproduite ci-dessus.

¹¹² Journal Officiel du 24 février 1921.

l'occupation, la résistance morale et physique de tous. Le monument aux morts est un marqueur particulièrement important tant dans son aspect historique que pour son support moral. Il est appelé à durer.

L'amicale des anciens combattants

Constituée dès 1922, cette amicale est un « club » très particulier regroupant 74 membres, auquel on peut ajouter 22 membres honoraires. L'amicale compte également dans ses rangs des combattants qui se sont installés après 1918, comme Marcel Dessigny, le cordonnier surnommé « Buif », blessé deux fois à la guerre, dont il sortira sérieusement estropié le 4 avril 1916 à Verdun. Jambe raccourcie, un testicule en moins, il ne pleurera pas sur son sort. Il portera fièrement sa Croix de guerre avec palme.

Dans l'esprit de l'époque, tout ce qui ne pouvait se dire dans le cercle familial devait s'exprimer ailleurs, entre « camarades de la tranchée ». Ces hommes sont en somme sur la même longueur d'onde, l'esprit de la tranchée pouvait s'y écouler avec la chaleur de la camaraderie, qu'on tint à maintenir. La guerre, dans toute son horreur, entraîna un élan pacifique encore jamais connu jusque-là. Le paradoxe tient entre l'espoir que cette guerre est « La der des ders » et la camaraderie de la tranchée qu'on ne veut pas voir disparaître.

C'est dans cet esprit que Marcel Delacourt, un officier d'infanterie sorti du rang ¹¹³, le nouvel instituteur du village depuis 1921 (et directeur de l'école de garçons), également secrétaire de mairie, décide en 1922 de mettre en œuvre une « Amicale des Anciens Combattants de Clairoix ». Il la présidera jusqu'en 1931.

Au pic de son activité, elle compte une petite centaine de membres. Selon ses statuts, ses buts sont :

- 1. *D'entretenir la bonne camaraderie de la guerre. De conserver le culte des héros morts pour la France, de veiller au respect de leur sépulture et du monument destiné à perpétuer leur mémoire, de conserver le souvenir de ceux qui reposent au cimetière militaire.*
- 2. *D'améliorer la situation matérielle des Membres par la pratique de la mutualité en venant en aide à ceux qui pourraient par suite de blessures ou maladie se trouver dans le besoin.*
- 3. *De défendre par tous les moyens en son pouvoir les droits et intérêts de ses adhérents en ce qui concerne les pensions, réformes, décorations, etc., en tous cas de les aider de ses conseils et de ses démarches.*
- 4. *D'assister, de se faire représenter à toutes les cérémonies en général ayant pour but d'honorer les victimes de la guerre.*

Mais comme dans beaucoup d'amicales d'anciens combattants, des luttes internes apparaîtront quelques années après sa création. Il y avait *ceux de la tranchée* ayant côtoyé la mort au quotidien, et *ceux de l'arrière*, plus ou moins suspectés d'embusquage, souvent à tort, par quelques-uns. Les ressentiments seront très forts et resteront vivaces. Pourtant certains de ces hommes de l'arrière, en âge de se battre, ne déméritèrent pas. De par leurs qualifications, ils furent jugés plus utiles par le commandement à occuper des postes dans la logistique que sur la ligne de front. La logistique fut une « nouvelle arme » qui contribua également à la victoire et au confort relatif du combattant de première ligne. Malgré ces dissensions internes lors des premières années - on ne compte plus que 52 membres dix ans plus tard -, l'amicale subsistera jusque dans les années 1970.

Les décorations portées dans l'après-guerre restent un marqueur fort des sacrifices consentis. À ce titre, la croix du combattant au ruban à rayures rouges et bleu ciel a été créée en 1930. Une carte d'ancien combattant a été instaurée le 19 décembre 1926. Les associations et les amicales des combattants aident et préparent les dossiers des futurs bénéficiaires ; ces dossiers sont transmis à l'ONAC (Office National des Anciens Combattants). D'abord réservée aux « Poilus » de la Grande Guerre, l'attribution de cette croix s'entendra pour tous les soldats engagés dans les opérations de combat jusqu'à nos jours, selon la durée de séjour au feu.

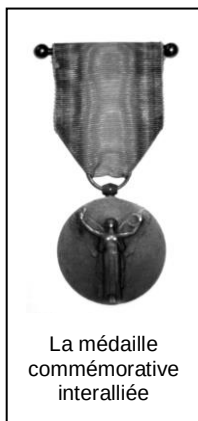
¹¹³ Voir des précisions en deuxième partie de cet ouvrage.



La croix du combattant



La médaille commémorative de 1914-1918



La médaille commémorative interalliée

L'amicale de Clairoix s'emploie aussi à faire remettre aux adhérents la médaille commémorative de la Grande Guerre. Dès septembre 1915, le ministre de la guerre, Alexandre Millerand, avait déposé un projet de loi concernant la création et l'attribution de cette médaille au ruban à rayures rouges et blanches. Mais il faut attendre le projet de loi déposé le 11 juin 1919 pour que la décoration puisse voir le jour. Officiellement appelée « médaille commémorative de 1914-1918 », elle est promulguée le 23 juin 1920. Il fallait avoir servi entre le 2 août 1914 et le 11

novembre 1918. Sur le ruban s'ajoute parfois la barrette « Engagé volontaire » qui concernait plus de 10 % des 8 millions de soldats mobilisés. Cette médaille impliquait aussi les personnels ayant participé dans les formations sanitaires, comme Élise Trocaz, par exemple.

L'amicale de Clairoix faisait également attribuer la médaille commémorative interalliée. C'est à l'initiative du maréchal Foch que cette médaille vit le jour. Étant commandant en chef des forces alliées, c'est à ce titre qu'il proposa à toutes les nations alliées la création d'une médaille commune. Elle porte un ruban de deux arcs-en-ciel juxtaposés et est identique à toutes les nations concernées. Le module en bronze change selon le pays. Pour la France, le revers de la médaille porte « R.F. La Grande Guerre pour la civilisation 1914-1918 ». Comme pour la médaille commémorative de la guerre de 1914-1918, les conditions exigées étaient les mêmes.

Pour être complet dans ce descriptif, une autre médaille voit le jour au cours du conflit, la médaille commémorative de Verdun, créée en 1916.

Pouvaient en bénéficier tous les combattants ayant servi dans le secteur de Verdun entre le 31 juillet 1914 et le 11 novembre 1918. Étaient principalement concernés ceux qui avaient connu l'épreuve du feu lors des opérations de 1916. Mais les secteurs de combat de l'Argonne et de Saint-Mihiel y étaient englobés.

La bataille de la Somme fut aussi violente et sanglante que celle de Verdun. Mais il fallut attendre l'année 1956 pour voir la création d'une médaille commémorative de la bataille de la Somme, qui récompensait les combats du premier conflit et englobant ceux de juin 1940. Peu de « poilus » la portèrent après 1956.



La médaille commémorative de Verdun

D'autres médailles seront décernées : les commémoratives des Balkans serbes et la médaille d'Orient et des Dardanelles, la médaille italienne « des fatigues de guerre ».

Après une remise officielle devant le monument aux morts de Clairoix, les adhérents devaient s'adonner à quelques libations assez poussées. Puis on entonnait les chants du poilu. Ainsi certains adhérents pouvaient porter jusqu'à dix médailles sur le revers de la veste.

Alors que les commémorations s'enchaînaient, un peu partout en France, dans ses colonies et territoires d'outre-mer, on en oubliait presque l'actualité. De jeunes soldats de Clairoix étaient pourtant engagés dans d'autres opérations, éclipsées ; rendons-leur justice ci-après.

Chapitre 15

Des lendemains incertains, des soldats de Clairoix en terre allemande

Selon les termes des accords d'armistice, l'Allemagne a évacué les territoires envahis. Elle a été obligée de se replier de l'autre côté du Rhin. En attendant des directives plus précises, les armées alliées occupent alors les têtes de pont situées à vingt-cinq kilomètres à l'est du Rhin. Elles se positionnent dans la région de Mayence, de Cologne et de Coblenze. De plus, aucune armée ne doit se trouver dans une zone neutre de neuf kilomètres de large.

Nous n'aborderons pas dans le détail cette occupation durable de la Ruhr par l'armée française, conséquence immédiate de l'application des clauses du Traité de Versailles. Mais tous les historiens s'accordent aujourd'hui pour reconnaître que la présence des armées alliées, et notamment de l'armée française, dans les territoires occupés, fut durement ressentie par la population allemande. Elle visait notamment à s'assurer qu'une partie non négligeable de la production industrielle des Pays Rhénans soit acheminée en France afin de compenser la destruction de l'outil industriel français. Cela eut pour conséquence de plonger ce pays au bord de la famine. Lors de la crise de la grande inflation allemande de 1923 à 1925, la monnaie se dévaluait de jour en jour, parfois de minute en minute ; vous commandiez un café au comptoir : après l'avoir bu, son prix avait augmenté. Le peuple allemand, pourtant en paix, était à l'épreuve de la famine, et du même coup, cela suffit à attiser l'esprit de revanche. Ce fut le terreau exploité par le parti nazi naissant.

Des Clairoisiens furent impliqués dans cette difficile mission de maintien de l'ordre. On ne citera pas tous les noms des soldats de Clairoix dans cette opération extérieure, qui fut occultée par l'omniprésence de la douleur du conflit mondial qui venait de s'achever. Cependant, deux exemples de la classe 1921 reflètent parfaitement cette période, dans la durée et par la diversité des missions. L'un est officier des troupes blindées, issu de bonne famille, mais il n'échappe pas à la règle pour autant. Le deuxième, de famille modeste, simple sapeur du Génie, partage le même sort.

Bertrand de Comminges, né à Paris le 8 mars 1901, fils de l'ancien maire de Clairoix, passe son enfance à Clairoix. À 18 ans, il est étudiant à l'École Centrale de Paris. Appelé au service militaire le 10 mai 1922, il est affecté au 506^{ème} Régiment des Chars de Combat. Aspirant, puis sous-lieutenant, il séjourne dans les Pays Rhénans du 26 mai au 2 novembre 1923. Le 10 novembre, il est libéré du service militaire actif et se retire à Strasbourg comme ingénieur. Avec le second conflit mondial, il sera rappelé le 28 août 1939, soit une semaine avant la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne. Il poursuivra la guerre sous le nom d'emprunt du « Major ¹¹⁴ John William Arnold » au sein des services de l'armée américaine.

Georges Prélou, maçon, est né le 21 avril 1901 à Clairoix. Il est appelé au service militaire actif le 10 avril 1921 au 12^{ème} Régiment du Génie. Il est envoyé dans les Pays Rhénans pour un premier séjour du 17 février au 21 juin 1922. Maintenu sous les drapeaux en vertu de l'article n° 33 de la loi du 21 mars 1905 ¹¹⁵, son séjour est prolongé du 22 juin 1922 au 25 avril 1923. Il sera mobilisé en 1939 et libéré le 25 juin 1940.

¹¹⁴ Grade de commandant en langue anglaise, et donc, d'officier supérieur. Certains Français servaient au sein de l'armée américaine, sous uniforme américain, notamment dans la branche du renseignement militaire.

¹¹⁵ Depuis la loi du 21 mars 1905, le principe du service militaire obligatoire s'impose à tous les citoyens. Toutefois, l'article 33 de cette loi autorise le gouvernement, « dans le cas où les circonstances paraîtraient l'exiger », à maintenir pour un an supplémentaire la classe libérable. En 1913, l'article donnera lieu à la loi dite des « Trois ans » de service militaire. Cette loi sera encore appliquée après le conflit de la Grande Guerre.

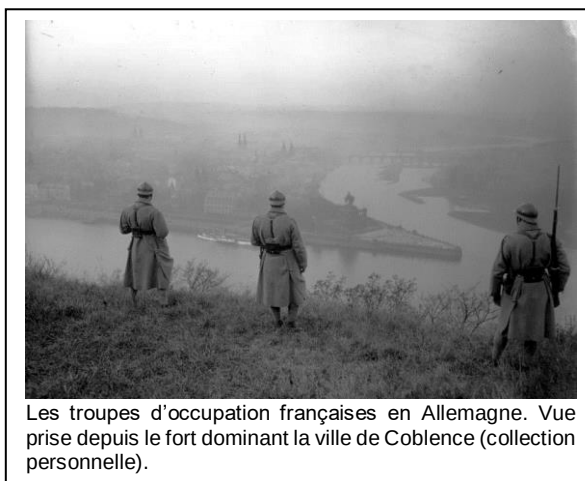
D'autres jeunes de Clairoix seront aussi appelés. Mais cette fois, il ne s'agit plus des pays rhénans. Germain Prélon, né le 3 juin 1901 à Clairoix, sert au 3^{ème} Régiment de Génie ; du 14 janvier au 1^{er} juillet 1922, il se retrouve en Haute-Silésie. Pourquoi envoyer des soldats français en Haute-Silésie ? C'est bien une question que se posèrent ses parents et ses proches. À la suite du conflit, cette partie de territoire historiquement polonais restera, selon le processus de paix, administré par les Allemands. Les soldats français doivent s'interposer entre Allemands et Polonais en toute équité, dans un « esprit de neutralité ». Après la Grande Guerre, cette mission est pratiquement et moralement impossible. Mais c'est avant tout pour prévenir une guerre en Europe Centrale qui pourrait dégénérer suite à des combats très sanglants entre deux branches extrêmes, les Corps Francs allemands et des polonais appuyés par le régime bolchevique de Lénine.

L'armée française et les alliés occupent une partie du territoire allemand depuis 1918, et jusqu'en 1930. La Sarre sera occupée jusqu'en 1935. Le nouveau chancelier, Adolphe Hitler, poussera les Français vers la porte de sortie. La France ne réagira pas. Ce fut un acte de faiblesse qui poussera Hitler à aller plus loin.

D'autres opérations de guerre ont lieu dans le monde. Ainsi Eugène Allet, né le 23 juin 1901 à Clairoix, qui avait perdu ses deux grands frères durant la Grande Guerre, est dirigé vers le 2^{ème} Régiment de Zouaves à Rabat. Il est engagé dans les opérations du Maroc. Si la guerre du Rif au Maroc ne concerna les Français qu'à partir de 1925, les tensions ne manquèrent pas de se

manifestar dans les bandes tribales que soutenait Abdelkrim, dit le Rifain. Après son séjour, il rejoint le 54^{ème} RI de Compiègne. Mais contre toute attente, toujours en vertu de l'article n° 33 de la loi du 21 mars 1905, du 22 février au 17 août 1922, il est envoyé dans les opérations du Levant. En 1920, la France reçoit un mandat de la Société des Nations sur la Syrie et le Liban. Pour maintenir l'ordre sur ces territoires, la France constitue une armée. Eugène Allet est ensuite dirigé en Orient jusqu'au 2 février 1923. Une seconde formation de l'Armée Française d'Orient est constituée. En effet, des bolcheviques de différents pays des Balkans alimentent les tensions. Cette armée française, constituée d'effectifs réduits, séjourne en Bulgarie, en Hongrie, en Russie (Crimée), en Roumanie et en Turquie jusqu'en 1920. Mais certaines tensions poussent le commandement militaire à maintenir ses troupes jusqu'en 1923 dans certains secteurs extrêmement sensibles.

Nous le voyons bien, la guerre dite de 1914-1918 ne s'arrête pas au 11 novembre 1918. La paix n'est signée qu'en 1919. Alors la grande démobilisation commence, tandis que de jeunes appelés, maintenus un an supplémentaire, séjournent dans des secteurs à hauts risques. Ce grand chassé-croisé de troupes, la mémoire collective l'a oublié. Ce moment de l'histoire, disparu des manuels scolaires, est pourtant fondamental. C'est à cette période que se mettront en place les éléments qui conduiront à l'explosion de l'Europe en 1939.



Les troupes d'occupation françaises en Allemagne. Vue prise depuis le fort dominant la ville de Coblenz (collection personnelle).

DEUXIÈME PARTIE

Les combattants de Clairoix

Cette deuxième partie de l'ouvrage couvre la quasi-totalité des hommes de Clairoix appelés à servir leur pays en guerre de 1914 à 1919. Il m'a semblé logique, dans un premier temps, de recenser tous ces hommes dès lors qu'ils étaient nés à Clairoix. Certains, dans leur adolescence, quitteront le village pour s'installer dans une autre commune ou un autre département. Pour ces derniers, ils laissent de la famille proche à Clairoix, ou des amis ; fallait-il les retirer de la liste ou bien les y laisser ?

Dans un deuxième temps, je relevais d'autres noms, à commencer par les plus illustres comme les frères Sibien, ou encore les frères Pinchon, qui sont la marque de notre patrimoine du village. D'autres, moins connus ou inconnus et oubliés, naquirent à Paris, dans un département limitrophe, ou encore, de par leur emploi à Clairoix, dans un département lointain, mais vécurent tous dans ce village, quelques années avant la guerre, y laissant des amis, de la famille. Fallait-il les écarter ?

Pour répondre à ces deux questions essentielles, j'ai placé la vision de ce conflit sous un angle affectif. Que pouvaient se raconter les familles le soir au coin du feu, les paysans à la pause casse-croûte, ou les ménagères dans la file d'attente à la boulangerie ? Les commentaires étaient en très grande partie liés aux nouvelles du front apportées par le courrier de tel soldat ou de tel sapeur. Et d'énumérer tous ces jeunes hommes qui jadis vécurent des heures heureuses avant la grande faucheuse.

Ce courant affectif est lié au gigantesque trauma de cette guerre. Poursuivant cette direction dans ma réflexion, j'ai décidé d'élargir le champ de mes recherches. *In fine*, l'inventaire se monte à 242 portraits. Pour offrir une facilité d'accès, les noms sont placés par ordre alphabétique.

Bien sûr, il est possible que le soldat X ou l'artilleur Y ait été oublié. Mais tout ce qui a pu être exploité l'a été dans les archives départementales ; cependant celles-ci sont peut-être incomplètes, ou ont été en partie détruites au cours du second conflit mondial, et certains dossiers sont toujours interdits d'accès. Trente-cinq noms n'ont pu être trouvés. Décédés avant le conflit ? Mauvaise orthographe du nom ? Recensement d'un Clairoisien dans un autre département que ceux des Hauts-de-France et de la région parisienne ? L'histoire peut continuer de s'écrire.

D'ailleurs, l'histoire se réécrit au fil de nouvelles découvertes. Les archives sont, je le dis en connaissance de cause, inépuisables, tant elles sont volumineuses et enrichies en permanence.

COMBATTANTS

[1] **ALLART Anatole**

Né le 11 octobre 1871 à Thoix dans la Somme, il s'installe à Clairoux en 1896 comme ouvrier.

Âgé de 43 ans, il est rappelé le 3 août 1914 en tant que commis ouvrier d'administration à la 11^{ème} Section à Lyon. Rattaché au 23^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale, il est employé comme ouvrier dans les industries chimiques. Par la suite, il est affecté à Courbevoie, puis à Creil.

Il est mis en congé de démobilisation le 20 décembre 1918.

[2] **ALLAVOINE Gaston**

Né à Bienville le 3 mai 1886. Fils de Louis Joseph et d'Ernestine Benoît, il est cultivateur à Clairoux au moment de son incorporation.

Il est rappelé au 254^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne le 4 août 1914. Son régiment est positionné à Maubeuge. Au cours du repli, il participe à la contre-attaque de Guise. Il est engagé dans la bataille de la Marne, la contre-offensive de Berry-au-Bac, puis pendant un an à Soupir dans l'Aisne et à Verdun au Mort-Homme ainsi qu'à la tranchée de Cumières. Le commandement procède à la dissolution du régiment en raison des pertes importantes : 1 995 hommes tués, blessés ou disparus sur un effectif initial de 3 200 au moment de la constitution.

Il est transféré au 267^{ème} Régiment d'Infanterie le 11 juin 1916 et poursuit la bataille de Verdun.

Il passe au 154^{ème} Régiment d'Infanterie le 3 septembre 1917, 2^{ème} Bataillon, 5^{ème} compagnie. Il est engagé dans l'Aisne, puis de nouveau à Verdun, tranchée de Calonne, et enfin dans la Somme. Il est affecté comme brancardier dans l'Oise dans le secteur du Bois des Loges et enfin dans les environs de Guiscard (photo ci-contre).



Le 29 août 1918, son bataillon est engagé au Bois du Chapitre, combat qui va durer dix jours, parfois sous les gaz asphyxiants. Les pertes sont importantes, et le colonel du régiment est blessé au cours de l'une des attaques.

Il est cité à l'ordre de la division n° 67 et reçoit la Croix de guerre étoile d'argent le 10 octobre 1918 : *« Brancardier très dévoué, a assuré l'évacuation des blessés sous un violent bombardement et les rafales de mitrailleuses du 28 août au 10 septembre 1918 ».*

Il est mis en congé de démobilisation le 18 mars 1919.

[3] **ALLAVOINE Léon Joseph**

Né le 21 mars 1877 à Compiègne et résidant à Clairoux depuis 1909. Manouvrier à Clairoux.

Rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne. Il est affecté à la 2^{ème} compagnie jusqu'au 17 août 1915. Fin août 1914, il fait partie du détachement protégeant le Régiment de Génie chargé de la destruction des ponts de l'Oise, notamment celui de Compiègne. Il est ensuite versé dans les services auxiliaires en raison d'une bronchite chronique.

À l'issue d'un conseil de révision, il est versé au 9^{ème} Régiment de Génie.

Il sera détaché à Beauvais comme ouvrier agricole le 28 octobre 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 2 janvier 1919.

[4] **ALLET Louis Jules**

Fils de Théodore Agénor et de feu Berthe Mutin résidant à Clairoix. Né le 4 août 1894 à Courbevoie, il est maçon à Clairoix au déclenchement de la guerre.

Il est incorporé le 12 septembre 1914 au 151^{ème} Régiment d'Infanterie de Mourmelon. Son régiment est engagé dans les combats sanglants des Éparges. Il est transféré au 106^{ème} Régiment d'Infanterie le 17 avril 1915. Il participe à la campagne de Champagne de septembre 1915 à mai 1916. Au cours de cette campagne, il apprend la mort de son frère aîné René Allet à Verdun. En juin 1916, il est engagé dans les combats de Verdun où 900 hommes de son régiment sont mis hors de combat, puis dans la Somme en septembre et octobre où, de nouveau, son régiment compte 700 pertes. En avril 1917, son régiment est envoyé au Chemin des Dames.

Après la campagne du Chemin des Dames, le 106^{ème} RI est envoyé en Alsace au Hartmannswillerkopf. Le front se situe au sommet des Vosges. Le secteur de Südelkopf est à mi-chemin entre Belfort et Colmar. De ce secteur on domine la route de Cernay qui mène vers Mulhouse.

Le régiment procède aux relèves progressives d'un Régiment de Skieurs. Du 1^{er} au 13 juillet les compagnies en ligne aménagent les tranchées et renforcent les abris. De petits accrochages venus des lignes adverses interviennent tous les deux ou trois jours faisant quelques blessés et tués.

Bien que le front soit réputé calme, ce jour-là, Louis Allet est grièvement blessé par un éclat d'obus à Hüsseren en Alsace.

Transporté à l'ambulance du camp Berlitz près de Wesserling en secteur sud, il décède de sa blessure le 13 juillet 1917. Un de ses camarades est également blessé. Ils seront les deux seules victimes de la journée.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoix.

[5] **ALLET René Agénor**

Il est le frère aîné de Louis. Il est né à Courbevoie le 13 octobre 1890. Comme son frère, il est maçon à Clairoix.

Il rejoint son régiment de rappel le 164^{ème} Régiment d'Infanterie à Verdun le 2 août 1914. Fin août 1914, son régiment tente de contenir l'avance allemande à Étain dans la Meuse. Il se replie sur la Marne et participe à la contre-offensive du même nom du 5 au 13 septembre. Durant l'année 1915, il participe à différentes opérations en Woëvre, notamment au Bois Le Prêtre.

Du 21 au 24 février 1916, devant Verdun, son régiment fait barrage à l'offensive allemande à Herbebois et Wavrille. Le 21 février à 7h20, un violent tir d'artillerie allemand, de petits et de gros calibres, frappe les positions du 164^{ème} RI. On estime à 40 000 projectiles qui s'abattent sur le bois de l'Herbebois à droite de Wavrille. Vers 10h les premières positions françaises sont attaquées à l'Herbebois et tombent vers 17h. Une contre-attaque française est lancée à 4h dans la nuit du 22 au 23. À 7h15 le bombardement ennemi reprend. Le bois de Wavrille est attaqué vers 4h30, mais l'offensive est contrecarrée provisoirement. À 7h le bombardement d'artillerie reprend sur la Wavrille. Avec la nouvelle offensive allemande, des unités françaises se replient sur la Wavrille vers 16h. Le bois de Wavrille subit un violent bombardement. Le lieutenant-colonel Tupinier, adjoint du commandant du 164 RI, organise la défense de ce secteur.

Dans la nuit du 22 au 23, le 164^{ème} RI repousse toute une série de petites attaques allemandes. À partir de 6h, les Allemands bombardent au gros calibre de 210 et de 305 mm.

Le 23, entre 11h et 12h, les Allemands lancent une forte offensive, les premières lignes de tranchées sont anéanties. Vers 13h, les Allemands sont aperçus dans la Wavrille et progressent à la faveur d'un roulement de feu d'artillerie. La résistance est anéantie, quelques survivants se replient vers le village de Beaumont et par des boyaux de tranchées menant vers le sud.

Allet René disparaît dans cette dernière attaque. La bataille de Verdun commence...

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoix.

Sur les trois frères, un seul survivra. Eugène, né en 1901, fut incorporé après la guerre.

[6] **ANCEL Albert**

Né le 30 septembre 1886 à Clairoix.

Fils d'Albert et de Marthe Normand. Il est maître-ouvrier charpentier à Aulnay-sous-Bois en région parisienne. Il a effectué son service militaire en 1907 au 3^{ème} Régiment de Génie.

Il est rappelé le 2 août 1914 au 5^{ème} Régiment de Génie de Versailles, 24^{ème} compagnie. Ce régiment est spécialisé dans la logistique et la mise en service de voies ferrées, et la construction (pour l'artillerie, réparations des voies ferrées diverses, baraquements provisoires en bois dans les gares, etc.).

La 24^{ème} compagnie est envoyée dans différentes réparations de gares du réseau Nord. À titre d'exemples : Longueau, près d'Amiens, ou la réalisation en 1915 d'un hangar pour dirigeables à Marquise dans le Pas-de-Calais. En 1916, la compagnie monte des baraquements pour l'armée anglaise.

Après l'armistice, le régiment est employé à la remise en état des gares détruites et des réseaux ferroviaires, ce qui explique une mise en congé de démobilisation plus tardive pour son personnel.

Albert Ancel est mis en congé de démobilisation le 1^{er} août 1919.

[7] **ANCEL Lucien**

Né le 7 janvier 1889 à Clairoix ; frère d'Albert.

Fils d'Albert et de Marthe Normand. Il est chauffeur à Saint-Sauveur près de Compiègne.

Le 2 août 1914, il rejoint comme télégraphiste le 8^{ème} Régiment de Génie au Mont Valérien près de Paris. Il conduit des voitures qui déroulent les câbles téléphoniques, notamment le 19 décembre 1914 sur la route de Compiègne à Soissons.

Il est mis en congé de démobilisation le 13 juillet 1919.

[8] **BAN Eugène Louis**

Né le 25 octobre 1875 à la Ferté Milon, Eugène est le jardinier de M. Sibien (architecte en villégiature dans la maison qu'il a construite près de l'église de Clairoix) depuis 1910.

Le 6 août 1914, il rejoint le 4^{ème} Régiment d'Artillerie à Pied et en avril 1916, il passe au 6^{ème} Régiment d'Artillerie à Pied et participe à la bataille de Verdun. Son unité est réorganisée et passe au 65^{ème} Régiment d'Artillerie en janvier 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 31 janvier 1919 et retrouve son emploi chez M. Sibien.

Eugène Ban a eu comme descendante Hélène Sénépart, fleuriste clairoisienne, archère, et mère de René Marsigny (maire de Clairoix de 1980 à 2000).

[9] **BASTIEN Édouard**

Né le 30 septembre 1890 à Clairoix et fils d'Édouard et Marie Hyacinthe Denain.

Il est caoutchoutier au moment de son appel sous les Drapeaux le 10 octobre 1911. Il rejoint le 54^{ème} Régiment d'Infanterie où il effectue son service militaire. Il est libéré de son service militaire actif par anticipation le 8 novembre 1913 et reprend son métier de caoutchoutier. Le 2 août 1914, il est rappelé au 54^{ème} RI de Compiègne.

Il participe à la retraite des armées en août et à la contre-offensive de la Marne en septembre 1914. Son régiment est ensuite dirigé vers les Épargnes dans la Meuse et la tranchée de Calonne où de nombreux soldats laissèrent leur vie.

Le 24 avril, le régiment est soumis à de violents bombardements. Le 67^{ème} RI voisin est débordé par l'offensive allemande. Le 54^{ème} RI entreprend une contre-offensive pour réoccuper les tranchées perdues. Il consolide les positions reconquises à la tranchée de Calonne. Mais une nouvelle offensive allemande, avec des forces supérieures en nombre, oblige le 54^{ème} RI à se replier. Les pertes sont importantes.

Le 26 avril 1915, au cours des combats des Épargnes, il est fait prisonnier à Saint-Rémy et est dirigé vers le camp de prisonniers de Würzburg en Allemagne. Il est rapatrié le 24 décembre 1918 et est réaffecté au 46^{ème} Régiment d'Infanterie ; il ne sera mis en congé de démobilisation que le 25 mars 1919.

[10] **BAUDET Marcel Émile**

Né le 29 septembre 1895 à Clairoix, fils de Jean Henri et de Marie Julia Colignon de Margny-lès-Compiègne. Il est mécanicien à Clairoix avant son incorporation le 9 septembre 1915 au 101^{ème} Régiment d'Infanterie de Dreux.

Dès 1916, il est engagé dans la bataille de Verdun en mai et en juin. Le 19 mai, le régiment monte en ligne et relève un autre régiment à l'étang de Vaux. Le 31 mai le régiment repousse une attaque allemande à la grenade. Plus tard, l'ennemi revient en force et repousse les Français. Dans une lutte acharnée, les forces françaises sont anéanties. Les réserves du régiment sont placées pour contenir l'attaque. Puis celles-ci se replient sur le fort de Vaux. Elles résistent jusqu'à leur relève le 5 et 6 juin.

Quelques jours plus tard, le 1^{er} juillet 1916, Marcel Baudet est tué à Tavannes (Meuse).

Son nom est inscrit au monument aux morts de Margny-lès-Compiègne.

[11] **BAYARD Louis Philippe Émile**

Ouvrier, il est né à Clairoix le 24 juillet 1887, fils de feu Louis Philippe et d'Hortense Lucie Payot vivant à Coudun.

Il effectue son service militaire au 161^{ème} Régiment d'Infanterie du 7 octobre 1908 au 25 septembre 1910. Puis il est affecté au 132^{ème} Régiment d'Infanterie en tant que réserviste.

Il est rappelé le 3 août 1914 au 332^{ème} RI. Il est nommé caporal le 12 mai 1916 puis sergent le 24 avril 1917.

Il est cité à l'ordre du régiment n° 600 le 1^{er} mai 1917 : « *A pendant la préparation de l'attaque du 16 avril 1917, sous un tir incessant de l'artillerie ennemie, donné la preuve de dévouement, endurance et courage* ».

Il est de nouveau cité à l'ordre de la Division n° 375 le 14 septembre 1917 : « *Sergent pionnier compétent et dévoué, a conduit ses hommes avec adresse. A assuré avec dévouement le ravitaillement des munitions et matériels en première ligne. 1^{er} août. Déjà cité* ».

Il est blessé le 25 août 1917 au Ravin de l'Ermitage par éclat de grenade à l'œil droit. Ulcération multiple de la cornée, il est classé inapte provisoire à la commission de Saint-Brieuc le 29 janvier 1918.

Il passe au 2^{ème} Groupe d'Aviation le 26 avril 1918, puis au 1^{er} Groupe d'Aviation le 2 juin 1918.

Libéré et placé en congé de démobilisation le 17 mars 1919. Il est pensionné de réforme à 55 %, il se retire à Coudun où il décède le 12 mai 1926.

[12] **BEAUGIN Émile Gaston**

Il est né le 25 mai 1887 à Clairoix, fils d'Henri, père qui sera vagabond et du reste condamné en tant que tel, et de Marie Léonie Luisin, qui élèvera seule Émile, du moins jusqu'en 1898. Il réside à Carlepont avant le conflit, et est garçon de café à Villejuif depuis 1911.

Ayant effectué son service militaire de 1908 à 1910, il est rappelé le 3 août 1914 au 132^{ème} régiment d'infanterie de Reims. Il rejoint le 332^{ème} RI, régiment de réserve du 132^{ème} RI.

Le 11, le 332^{ème} RI quitte Reims pour se porter vers la Belgique par étapes successives, exécutées sous une chaleur accablante.

Le 24 août, le 332^{ème} RI reçoit le baptême du feu. Dans la soirée, le régiment est entraîné par le mouvement de retraite générale, se dirige sur Bérelles et atteint le 25 Saint-Hilaire-sur-Helpe. Dans la matinée du 25 au 26, l'arrière-garde s'engage avec la cavalerie et des cyclistes ennemis au sud de Saint-Hilaire. Par une marche pénible de nuit, sous une pluie battante, le régiment se porte sur

le Grand Xé où il arrive le 27 à 2h30. Repos de courte durée puisqu'il est mis en alerte une heure plus tard.

Sans ravitaillement sur des routes encombrées, sans pause, le mouvement de retraite se poursuit par Le Sourd, Nouvion-le-Comte et Prémontré. La fatigue est extrême. C'est au cours de cette retraite pénible qu'Émile est fait prisonnier à Vailly, dans l'Aisne, le 30 novembre 1914.

Il est rapatrié d'Allemagne le 11 juillet 1915, probablement pour des problèmes de santé.

Il passe alors à la 10^{ème} section des infirmiers militaires le 16 novembre 1915 par décision du général commandant la 10^{ème} armée, qu'il rejoint le 19 novembre 1915.

Il est affecté à l'ambulance 242 le 10 février 1916. La guerre s'arrêtera pour lui à Roulers en Belgique.

Il est placé en congé de démobilisation le 30 mars 1919 et se retire définitivement à Villejuif où il deviendra infirmier.

[13] **BEAUGIN Louis Émile**

Né à Clairoux le 21 février 1879, fils de feu Louis Émile et de Louise Lefort domiciliés à Clairoux, il est l'oncle d'Émile Gaston. Il réside à Clairoux où il est valet de chambre.

Engagé volontaire en 1897, il rejoint le 2^{ème} Régiment de Zouaves, la 3^{ème} compagnie des fusiliers de discipline le 26 décembre 1898, puis il passe au 119^{ème} RI, qu'il rejoint le 23 juillet 1899. Manquant à l'appel le 6 mars 1900, il est porté déserteur le 13 du même mois.

À la déclaration de guerre en 1914, il se présente volontairement au Consul de France à Londres, dès le 4 août. Il est incorporé dans son dernier régiment, soit le 119^{ème} RI. Mais le 28 août, à la commission de réforme, il est porté inapte pour fracture à la clavicule.

En avril 1915, il ne se présente pas au Conseil de révision alors qu'il avait été affecté au 101^{ème} RI. Toutefois, de nouveau installé en Grande-Bretagne, il sera porté réformé n° 2 par le Conseil de révision de Londres le 2 novembre 1915.

En mars 1920, il se retire à Clairoux.

[14] **BECQUET Auguste René**

Né le 14 novembre 1883 à Clairoux. Fils d'Arthur et Héroïse Accaire. Auguste est charpentier à Clairoux.

Il s'engage dans l'armée en 1903 au 7^{ème} Régiment de Génie, puis participe aux campagnes de guerre au Tonkin en 1904-1905 et en Cochinchine en 1906.

Il rentre à Clairoux en 1906.

Le 10 août 1914, il est rappelé au 23^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale. Il participe aux combats retardateurs de la retraite et à la contre-offensive de la Marne en 1914. En 1915 il est engagé dans la bataille de Champagne et les combats de la « Main de Massiges ».

Le 9 février 1916 il passe au 3^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale et envoyé aux opérations de l'Armée d'Orient dans les Balkans. Embarqué à bord du Provence 2 et à destination de Salonique, le navire est torpillé. Alors que plus de la moitié du régiment périt noyé, Auguste Becquet s'en réchappe et séjourne à l'hôpital de Salonique.

Il rentre en France et est réaffecté au 22^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale le 22 janvier 1917. Il est envoyé au Chemin des Dames en 1917, puis est engagé de nouveau en Champagne en 1918.

Le 12 mars 1919, il est mis en congé de démobilisation et se retire à Thourotte.

[15] **BÉDIEZ Alfred Louis**

Né le 29 octobre 1872 à Faveroles, Aisne.

Fils d'Étienne Ernest et de Virginie Neuville. Domestique avant son service militaire, il s'installera le 22 mars 1899 comme patron-boulangier à Clairoux.

Il a effectué son service militaire en 1892 au 2^{ème} Bataillon d'Artillerie à Pied.

Il est rappelé à l'activité le 1^{er} août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale. Il passe à la 6^{ème} Section des Commis Ouvriers des Armées le 21 novembre 1914, il est boulanger à l'intendance des armées de la 6^{ème} Région militaire. Compte tenu des directives ministérielles, il est mis en sursis d'appel le 27 avril 1917 jusqu'au 30 novembre 1917, sa fonction de patron-boulangier étant indispensable pour l'intérêt du village. Ce sursis sera renouvelé jusqu'au 17 janvier 1918. Début 1918, en raison de l'évacuation d'une partie du village, il est rappelé au corps des Commis de l'Intendance, mais sera de nouveau mis à la disposition du maire de Betz le 28 juillet 1918 pour produire du pain dans le village. Son sursis est prolongé jusqu'au 31 mars 1919, date correspondant à sa mise en congé de démobilisation.

En décembre 1919, il deviendra maire de Clairoix et prendra la suite du mandat électif du comte de Comminges.

[16] **BÉGARD Pierre Léon**

Né à Paris le 10 mars 1890, Pierre Begard réside à Clairoix avec sa mère qui est veuve. Il est sans profession au moment de son appel sous les Drapeaux le 2 octobre 1911 au 31^{ème} Régiment de Dragons.

En raison de la loi des « 3 ans » de 1905, il est maintenu dans les armées pour la durée de la guerre et entre au dépôt du régiment le 5 août 1914. Il passe au 25^{ème} Régiment de Dragons le 1^{er} janvier 1915. Il est blessé par une balle de fusil à l'œil gauche le 28 février 1915. Cette blessure va fragiliser sa condition physique où il alternera retours aux armées et séjours à l'hôpital.

Le 22 février 1917, il rejoint son régiment jusqu'au 11 novembre 1918. Il participe aux combats de Laffaux dans l'Aisne et en avril 1918 à la bataille des Flandres.

Il est placé en congé de démobilisation le 9 août 1919 et se retire à Paris où il deviendra chauffeur-mécanicien.

[17] **BERGÈS Adolphe Théotime**

Né le 10 mars 1886 à Biran, dans le Gers. Fils de Guillaume Alphonse Bergès, instituteur, né à Biran, et de Bernarde Seyan, domiciliés à Biran.

Il effectue son service militaire le 1^{er} octobre 1905 au 88^{ème} Régiment d'Infanterie et passe caporal le 23 septembre 1906.

Sergent dans la réserve le 1^{er} avril 1907, il est affecté en tant qu'instituteur à Clairoix. Il est père d'un enfant né à Clairoix en 1909.

Rappelé dans le cadre de mobilisation générale le 2 août 1914, il arrive au corps le 3 août 1914 au 288^{ème} Régiment d'Infanterie d'Auch. Il appartient à la section du sous-lieutenant Alain Fournier, auteur du « Grand Meaulnes ».

Blessé le 24 août 1914 à Eton (Meuse) « fracture du col fémoral droit », il est immédiatement évacué ; cette blessure lui permet, sans le savoir, d'échapper à une mort certaine, puisque la section du sous-lieutenant Fournier est décimée quelques jours plus tard.

Il rejoint les Armées le 20 février 1916.

Verdun 1916 : le 288^{ème} RI est situé à Forges et Régnéville, Côte de l'Oie, cote 265. Il est bombardé le 21 février. Peu à peu le bombardement augmente d'intensité. C'est le commencement de la bataille. La canonnade dure toute la journée. Bergès retrouve le capitaine Breuils qui a pris du galon. Ils reconnaissent les tranchées de la cote 265 pour installer les compagnies de réserve. Le 22, la canonnade continue mais moins violente. Les communications avec Régnéville sont rompues. Une section est envoyée pour tenter d'établir la liaison. Vers 10h le bombardement se fait plus intense. Chaque jour compte son lot de tués et de blessés. Les patrouilles alternent avec les bombardements. À partir du 7 mars, le régiment doit contenir l'ennemi. Le sergent Bergès est désigné comme agent de liaison entre la Brigade et le régiment. La même journée, le 288^{ème} subit deux attaques. À 21h20, il doit se tenir prêt pour une contre-attaque. Le régiment est relevé le 10 mars après avoir perdu 3 officiers tués, 2 blessés et 2 disparus ; 30 hommes de troupes sont tués, 169 blessés et 400 disparus, soit le quart des effectifs.

Cité à l'ordre de la Brigade n° 31, le 15 octobre 1916 : *« Sous-officier ayant une haute conception de ses devoirs. S'était fait remarquer aux premières affaires de Verdun où il avait accompli sous un bombardement violent, son rôle d'agent de liaison. S'est de nouveau distingué aux récents combats par son activité et son sang-froid dans le ravitaillement en vivres et en munitions des premières lignes »*.

Il est intoxiqué le 20 octobre 1917 par des gaz asphyxiants. Il rejoint son régiment le 29 mars 1918.

Le 10 juin, le régiment est mis en alerte du fait de la progression allemande à l'ouest de l'Oise. Le régiment fait mouvement sur Coudun, par Compiègne et Margny-lès-Compiègne. Bergès passe ainsi tout près de Clairoix qui vient d'être complètement évacué le 6 juin. Le 288^{ème} traverse l'Oise sur la passerelle de bois et sur la « route d'Abbeville » ; c'est le chaos, le village a été bombardé et pillé par l'armée française. Des convois sont en repli sur tous les axes sous les bombardements allemands. L'armée se meut sous un ciel pur où les avions ennemis tentent d'audacieuses incursions. Un régiment voisin subit de lourdes pertes par bombardement. Le régiment arrive à 21h à Coudun. Mission : interdire à l'ennemi le franchissement de l'Aronde.

Il finit la guerre sans autres blessures physiques.

Il passe administrativement au 15^{ème} Régiment de Tirailleurs le 21 novembre 1918, car père d'un enfant, il est envoyé en permission, et retrouve sa famille en retour d'exil.

Il est placé en congé de démobilisation le 15 mars 1919. Juste après le conflit, le Ministère de l'Instruction Publique l'affectera en Seine-Maritime où il terminera sa carrière.

[18] **BERTRAND Alexandre Georges**

Né le 1^{er} octobre 1878 à Saint-Maurice de Tavernolles, Charente. Patron-boucher à Clairoix depuis 1911. Fils d'Alexandre et de Miot Viève.

Il effectue son service militaire au 2^{ème} Régiment de Zouaves en 1899 et participe aux combats en Chine en 1900 et 1901.

Il est rappelé au 137^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale le 13 août 1914. Il passe au 112^{ème} R.I.T le 1^{er} novembre 1915, puis au 65^{ème} Bataillon de Chasseurs à Pieds le 24 juin 1917.

Citation n° 98 de la 111^{ème} Brigade du 4 décembre 1916 : *« Bon et brave soldat, a fait preuve de courage et de sang-froid dans la nuit du 27 novembre 1916 au cours d'un ravitaillement vers les premières lignes en faisant l'impossible pour rechercher l'un de ses camarades qui venait d'être tué par un obus ennemi »*.

Le 5 septembre 1917, il est affecté au 8^{ème} Régiment du Génie.

L'action des sapeurs télégraphistes du 8^{ème} RG est héroïque. Ils déroulent les câbles téléphoniques sous la mitraille et les obus, avancent à la vitesse des vagues d'assaut jusqu'en première ligne, rampent pour réparer les fils coupés, récupèrent le matériel lors des replis et exploitent les centraux de campagne dans les pires conditions, parfois en présence de gaz toxiques.

Alors qu'il est engagé dans les opérations d'Hangest-en-Santerre d'août à octobre 1918, il est grièvement blessé par l'éclatement d'une bombe. Transporté à l'hôpital civil de Flers dans l'Orne, Alexandre Bertrand décède de ses blessures le 23 octobre 1918. Il est inhumé au carré militaire de Flers.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoix.

[19] **BLONDEL Hubert Édouard Henri**

Né le 27 décembre 1896 à Clairoix, fils d'Hubert Édouard et de Maria Lefebvre résidant à Longueil-Sainte-Marie. Il est dessinateur-mécanicien.

C'est à ce titre qu'il est mobilisé dans l'aviation le 11 avril 1915. Après ses classes, il passe caporal le 15 octobre et le 30 mai 1916, il est affecté au 2^{ème} Groupe d'Aviation. Par mesure disciplinaire, il est barré de son grade et remis soldat de 1^{ère} classe.

Mais étant donnée la pénurie de soldats qui sévit, il est envoyé au 1^{er} Régiment d'Infanterie le 27 avril 1918. De mars à mai il participe à la contre-offensive de la bataille du Matz dans l'Oise. Puis

son régiment est envoyé dans la Marne (deuxième bataille en juillet 1918) et enfin en Alsace à Metzeral où il est blessé le 28 septembre 1918 d'une balle à la tête.

Il est mis en congé de démobilisation le 31 août 1919. Il se retire après la guerre à Longueil-Sainte-Marie.

[20]

BOCHAND Émile Julien

Dit Julien, né le 29 octobre 1888 à Clairoux. Fils de Julien Émile dit Émile et de Marie Eugénie Rollet, il est cultivateur.

Il est incorporé au 19^{ème} Régiment de Chasseurs en 1909 et placé dans la disponibilité en septembre 1911. Le 10 août 1914, son fascicule de mobilisation lui indique de rejoindre le 18^{ème} Régiment de Chasseurs de Lunéville.

Son régiment participe à la défense de l'Est en août et septembre 1914 et à la campagne de Flandres en 1918.

Entre deux, sa brigade de cavalerie légère est affectée à la protection des états-majors de Compiègne de 1916 à 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 17 juillet 1919 ; il reprend à Clairoux son activité sur l'exploitation, avec son épouse.



Julien Bochand est debout entre les deux chevaux (collection Jean-Marc Bochand).

[21]

BOCHAND Raymond Lucien

Né le 15 septembre 1893 à Clairoux, fils de Julien Émile et de Marie Eugénie Rollet. Comme son frère, il est cultivateur.

Il est incorporé au 19^{ème} Bataillon de Chasseurs le 26 novembre 1913. Puis à la mobilisation générale, il est dirigé au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne.

Il participe à la contre-offensive de la Marne, à la bataille de Woëvre, puis aux Épargnes jusqu'en mai 1915. En septembre et octobre 1915, il est engagé dans la bataille de Champagne. Il est maintenu dans ce secteur où il est porté disparu le 27 février 1916 à Navarin, et est présumé prisonnier.

Cette nouvelle se confirme par le biais de la Croix-Rouge internationale. Il est interné au camp de Friedrichsfeld près de Munster. Il est rapatrié le 17 décembre 1918 et rejoint le 3^{ème} Groupe Cycliste de Compiègne.

Il se retire à Clairoux après avoir été mis en congé de démobilisation le 14 août 1919.



Collection Jean Marc Bochand.

[22]

BOCQUET Louis Antoine

Né le 28 décembre 1888 à Élincourt-Sainte-Marguerite, fils de Louis Isidore et de Marie Mahier résidant à Baugy. Il est jardinier à Clairoux.

Bien qu'exempté par le conseil de révision en 1910, il passe de nouveau au conseil de révision le 22 décembre 1914 et est incorporé le 17 février 1915 au 67^{ème} Régiment d'Infanterie de Soissons. Il y fait ses classes puis est dirigé vers le 170^{ème} Régiment d'Infanterie le 5 juin 1915.

Il participe aux combats de Champagne, notamment à la ferme de Navarin en septembre et novembre 1915.

Cependant, les raisons de son exemption pour un traumatisme à l'œil gauche en 1910 se confirmant, cela lui vaut de passer de nouveau fin 1915 devant les médecins. Il est alors dirigé vers

les services auxiliaires. Mais les pertes de l'armée française le conduisent de nouveau vers le conseil de révision ; il est alors versé au 43^{ème} Régiment d'Infanterie le 6 juin 1916.

Il participe aux campagnes de la Somme et de Champagne.

Finalement, compte tenu de son état de santé, le commandement le dirige vers le 2^{ème} Groupe d'Aviation le 1^{er} février 1917.

Il sera mis en congé de démobilisation le 15 mars 1919.

[23] **BOCQUET Louis Joseph**

Né le 14 août 1875, fils de Jean, Louis et de Juliette Richez de Villers-sur-Coudun.

Il est charretier à Clairoix.

Inapte au service armé, il passe en conseil de révision le 20 octobre 1914 et est appelé au 154^{ème} Régiment d'Infanterie pour suivre ses classes et est affecté le 20 juin 1915 au 47^{ème} Régiment d'Infanterie jusqu'au 15 mars 1917.

Il participe aux campagnes de l'Artois en juin et juillet 1915 et de Champagne en septembre et novembre de la même année. Il participe à la bataille de la Somme en septembre et octobre 1916.

Rattaché à la Préfecture de l'Oise, il est détaché comme agriculteur à Clairoix jusqu'au 6 juin 1918, date d'évacuation complète du village. Il est envoyé comme main d'œuvre agricole à Grenoble.

Il est mis en position de congé de démobilisation le 10 janvier 1919.

[24] **BOISSÉE René Henri**

Il est né le 30 juin 1883 à Pierrefitte-en-Cinglais dans le Calvados près de Falaise. Il est le fils d'Adolphe et de Virginie Feray, habitants de Pierrefitte-en-Cinglais. Il est forgeron de formation. Mais il décide de s'exiler, ce sera à Compiègne, à Senlis, puis le 23 avril 1911 il s'installe à Clairoix et travaille comme employé chez Cantillon. Il réside rue du Tour de ville.

Il est rappelé le 3 août 1914 et, le 9, rejoint le 5^{ème} Régiment d'Infanterie de Falaise. Il combat près de Charleroi, puis le repli s'exerce vers le sud. Il est évacué le 24 août 1914, probablement pour maladie, et rejoint le dépôt du régiment le 8 septembre. Puis, le 10 octobre de la même année, il rejoint son unité au front dans l'Aisne. Le 8 novembre 1914, il passe caporal et assure les fonctions de maréchal-ferrant du régiment, son premier métier.

Il participe aux combats de l'Artois de juillet à octobre 1915, puis de Verdun en avril et mai 1916. Toute l'année 1917, le régiment est au repos dans l'Aisne, et alterne avec instruction, manœuvres et montées aux premières lignes d'une zone stable dans le secteur de Maissemy.

En juillet 1918, il participe à l'offensive d'Oulchy-le-Château dans l'Aisne jusqu'en septembre. Puis son régiment est dirigé en Flandres où il apprend le 11 novembre la signature du cessez-le-feu.

Il est mis en congé de démobilisation le 5 mars 1919 et se retire à Clairoix.

[25] **BONIVAL Eugène**

Né à Monchy-Saint-Eloi le 17 mars 1893, fils de Lucie Bonival et de père inconnu, il s'installe à Clairoix en 1911 comme maréchal-ferrant.

Il est incorporé le 23 novembre 1913 au 40^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne à Saint-Mihiel (Meuse).

Son régiment bat en retraite au mois d'août, reprend la contre-offensive de la Marne, est engagé dans les batailles de la Woëvre en 1914, de l'Argonne et de la Champagne en 1915, de la bataille de Verdun au Mort-Homme et à Cumières, puis la bataille de la Somme en 1916.

Son frère meurt au combat en novembre 1916.

Eugène Bonival participe une dernière fois à l'attaque de Berry-au-Bac en 1917, avant d'être évacué en juillet pour des problèmes sérieux aux deux genoux. Après une longue convalescence, il rejoint sa batterie le 27 juillet 1918.

Il participe à la campagne de la Marne en 1918 et est cité le 1^{er} novembre : « *Au front depuis le début de la guerre, a toujours fait bravement son devoir* ». Il reçoit la Croix de guerre avec étoile de bronze.

Il est mis en congé de démobilisation et rejoint son emploi de maréchal-ferrant à Clairoux. En 1926, il s'installera définitivement à Monchy-Humières.

[26] **BOULLEY Pierre Alfred**

Né le 6 novembre 1895 à Paris, fils d'Eugène Louis et de Marie Gerbes résidant à Compiègne. Il est employé de commerce à Clairoux.

Il se marie le 21 décembre 1916 et le couple s'installe à Compiègne.

Il est incorporé le 4 septembre 1917. Ses problèmes cardiaques l'écartent des unités de combat, il est dirigé vers la 6^{ème} section du service d'état-major.

Il est finalement rayé des contrôles de l'armée le 28 juillet 1918.

[27] **BOURAINÉ Gaston Louis Désiré**

Né le 7 novembre 1881 à Clairoux, fils de Louis et d'Élisa Marie Joséphine Daly.

Il est fabricant de briques et son père est le patron de la briqueterie de Clairoux qui est installée sur la route de Bienville depuis 1911.

Il est incorporé au 11^{ème} Régiment de Cuirassiers en 1902 et termine son service militaire comme Maréchal-des-Logis en 1905.

À la mobilisation générale, il est rappelé au 9^{ème} Régiment de Cuirassiers de Noyon le 12 août 1914.

Après avoir participé aux opérations en Belgique, puis s'être replié jusque dans l'Oise et la Somme, il est de nouveau engagé en Flandres dans la bataille de l'Yser en octobre et novembre 1914.

Le 22 mai 1916, il est reversé à la 61^{ème} batterie du 28^{ème} Régiment d'Artillerie pour suivre une formation d'artilleur afin de rejoindre le 157^{ème} Bataillon d'Artillerie de Tranchée le mois suivant. Il participe aux combats de Verdun et de Champagne jusque début 1917.

Le 1^{er} octobre 1917, il passe au 45^{ème} Régiment d'Artillerie, rentre au dépôt du régiment de mars à mai et enfin intègre le 175^{ème} Régiment d'Artillerie en juin 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 20 février 1919.

Il retrouve sa briqueterie dévastée par les bombardements. Ses ateliers servirent d'hôpital annexe durant l'offensive allemande de 1918. Un lourd travail l'attend au retour pour remettre en route son entreprise.

[28] **BOURBIER Léon Oscar**

Né à Rouvroy le 15 novembre 1881 dans le département de la Somme, il est briquetier à l'entreprise Bouraine à Clairoux depuis le 1^{er} août 1914. Il est le fils de Louis Auguste et de Théodosie Catherine Marthe, habitants de Rouvroy-en-Santerre.

Il avait été condamné par le tribunal correctionnel de Montdidier pour abus de confiance en 1910. Après six mois d'emprisonnement, il décida de changer de région. Il sera embauché par M. Bouraine. Mais celui-ci n'aura pas le temps de le juger, lui et la qualité de son travail : Léon est en effet rappelé le jour même pour la réquisition d'animaux aux armées. Il s'acquitte de cette mission jusqu'au 9 août 1914. Il rejoint la briqueterie le lendemain. Le 18 novembre, par décision de la Commission de réforme de Compiègne, il est dirigé vers les services auxiliaires des Armées.

Le 14 août 1915, il est affecté au 37^{ème} Régiment d'Artillerie et dirigé le même jour vers l'école de Pyrotechnie de Bourges.

Le 24 juillet 1917, il est versé au 40^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale, 1^{er} bataillon, où il escorte et garde des prisonniers en gares de Dugny, Lemmes et Vadelaincourt.

Le 14 juillet 1918, il passe au 34^{ème} RI et il est engagé dans l'offensive de Picardie, notamment à Assainvillers et Tricot. Puis le 1^{er} septembre 1918, il est affecté au 1^{er} Groupe de ballons captifs.

Il est mis en congé de démobilisation le 3 janvier 1919 et se retire à Clairoux.

Dès 1920, il trouve un travail chez M. Jouve, avenue de Clairoux à Margny-lès-Compiègne ; sa conduite n'est pas exempte de reproches.

D'ailleurs le 22 septembre 1921, il est condamné à la peine capitale par la Cour d'Assises de l'Oise pour un assassinat et un vol qualifié remontant au 15 janvier 1921. Dans le Progrès de l'Oise du 28 septembre 1921, on y apprend qu'il a tué mademoiselle Jeanne Alliot de Margny-lès-Compiègne, femme aux mœurs légères. Après l'avoir étranglée et fouillé les meubles de son logement, dérobé quelques objets, dont une fourrure, que d'ailleurs Mme Bourbier portera le lendemain à Clairoux, il est confondu par la gendarmerie. Il est guillotiné à Beauvais le 8 décembre 1921.



Léon Bourbier en 1921 (source internet : <http://guillotine.cultureforum.net/>).

[29] **BOURDON Victor Jules**

Né le 17 décembre 1898 à Clairoux, fils d'Auguste Florentin et d'Adèle Julie Herbin qui résident à Margny-lès-Compiègne en 1917.

Victor est ajusteur-mécanicien et, à ce titre, il est incorporé le 17 avril 1917 au 1^{er} Groupe d'Aviation pour y faire ses classes et est ensuite dirigé le 16 octobre 1918 au 2^{ème} Groupe d'Aviation.

Il retourne à la vie civile le 28 mai 1920 et s'installe à Paris. En 1930, il rejoindra la Préfecture de Police de Paris et y restera jusqu'en 1953.

[30] **BOURIN Émile Léon**

Né le 13 octobre 1869 à Janville et réside à Clairoux depuis 1903. Fils d'Émile Louis et de Marie Joséphine Céline. Émile (appelé Louis) Bourin est tonnelier à Clairoux.

Il a effectué son service militaire au 54^{ème} Régiment d'Infanterie en 1890.

Le 2 août 1914, à l'âge de 45 ans, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale et en est libéré le 31 août 1914. Durant ce court rappel, il participe à la protection des bords de l'Oise et des unités de Génie chargées de faire sauter les ponts de l'Oise avant l'arrivée des Allemands.

Il est réincorporé au 10^{ème} Régiment d'Artillerie à Pieds le 1^{er} novembre 1916.

Le 1^{er} août 1917, il est détaché comme ouvrier agricole à Beauvais, puis repasse au 51^{ème} Régiment d'Infanterie le 10 novembre de la même année. Il participe à la défense des lignes en Moselle fin 1917 et dans la Somme début 1918. Il est ensuite détaché aux aciéries et forges de l'Oise, puis réaffecté au 29^{ème} Régiment d'Infanterie le 16 juillet 1918, unité alors stationnée dans l'Oise.

Avec ce régiment, il participe aux opérations de Montdidier en août 1918 puis est engagé dans les combats de l'Aisne en septembre et octobre 1918.

Il est libéré de toutes obligations militaires le 26 novembre 1918 à l'âge de 49 ans.

[31] **BOURIN Joseph Émile Augustin**

Né le 9 avril 1871 à Janville, il réside à Clairoux depuis 1911. Fils d'Émile Louis et de Marie Joséphine Céline, frère d'Émile Léon, Joseph Bourin est charpentier de bateaux à Clairoux.

Il a effectué son service militaire au 67^{ème} Régiment d'Infanterie en 1892.

Le 2 août 1914, à 43 ans, il est appelé au corps des sapeurs-pompiers de Compiègne. Libéré le 24 août, il est rappelé le 4 mai 1915 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale, puis est reversé au 279^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale le 29 du même mois.

Il participe à la défense des secteurs de Nancy et de Commercy dans l'est de la France, mais n'est engagé dans aucune opération majeure.

Le 27 mars 1916, il est détaché au Service de la Navigation de la Seine.

Le 1^{er} novembre 1917, il est libéré du service actif et rejoint son foyer à Clairoux.

[32]

BOUTON Louis André

Né le 27 août 1880, fils de Louis Adolphe et de Marie Véron. Il est tapissier à Clairoux et père de quatre enfants depuis 1910.

Exempté de service militaire pour raison de santé, il est tout de même rappelé le 30 avril 1917 dans les services auxiliaires à la 2^{ème} Section du COA (Commis Ouvriers d'Administration) du 2^{ème} Corps d'Armée.

Il est mis en congé de démobilisation le 18 janvier 1919.

[33]

BOUVART Jules Fernand

Il est né le 10 février 1890 à Busigny dans le Nord. Fils de Jean-Philippe et de Marie Carpentier, il est menuisier à Clairoux où résident ses parents.

Libéré du service militaire début 1913, il est rappelé le 2 août 1914 au 42^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne à La Fère dans l'Aisne.

Il participe aux combats retardateurs dans la Meuse en août 1914, à la contre-offensive de la Marne, à la bataille de Champagne, puis à la défense du secteur de Verdun, puis de nouveau à l'offensive de Champagne en fin 1915 et à la bataille de Verdun en 1916.

Le 28 juillet, une opération est entreprise pour s'emparer de la tranchée du Chancelier près d'Assevillers, qui a résisté à plusieurs assauts de l'infanterie. On demande au 42^{ème} RAC de préparer le terrain de l'assaut par un bombardement préalable. L'opération a coûté près de 30 000 obus en deux jours pour une seule tranchée. La tranchée est finalement conquise en peu de pertes. Certaines pièces d'artillerie de 75 auront tiré environ 22 000 obus en trois mois !

En 1917, il est dans le secteur de Lunéville, puis en mai et juin de nouveau à Berry-au-Bac, et, en septembre, il retrouve le secteur de Verdun.

Il est promu Maréchal-des-Logis en mars 1917. Puis il est cité à l'ordre du régiment le 8 mai 1917 : *« Assure depuis 26 mois le ravitaillement de la batterie de tir, est venu chaque nuit sur les positions, ne voulant pas être remplacé malgré les chemins difficiles et violemment battus par l'artillerie ennemie. A montré en maintes circonstances périlleuses un sang-froid, un courage et une énergie remarquables. Le 4 mai 1917, à la tombée de la nuit, a donné de nouvelles preuves de son esprit de décision en dégagant rapidement ses voitures d'un chemin battu à tout instant par les obus de gros calibre malgré la confusion créée par un grand nombre de chevaux tués et blessés, des voitures renversées qui encombraient le passage ».*

En 1918, il participe aux offensives finales dans le secteur de l'Aisne, puis de Champagne. Il est en Lorraine au moment de la signature de l'armistice.

Par l'ordre n° 135 du 3 septembre 1918, il est autorisé à porter la fourragère aux couleurs de la Croix de guerre.

Il est mis en congé de démobilisation le 27 juillet 1919 et se retire à Bienville.

[34]

BRUIANT Marceau Édilbert

Né à Clairoux, fils de Louis Alfred et de Martine Feglot habitant à Jaux.

Marié le 4 juin 1912 avec Adrienne Bailleux de Jaux.

Incorporé le 9 octobre 1913 au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne, il y effectue ses classes et moins d'un an après, son régiment se porte à la frontière belge avant que la mobilisation générale ne soit prononcée.

Il participe aux batailles suivantes : retraite avec combats retardateurs en août et septembre 1914, contre-offensive de la Marne en fin d'année, début 1915 sanglante bataille des Éperges, puis en septembre et octobre 1915, la seconde phase de la bataille de Champagne.

Nommé caporal le 30 mai 1916, il passe au 267^{ème} Régiment d'Infanterie le 11 juin 1916.

Il est engagé dans les combats de Verdun d'avril à juin 1916, puis l'unité est envoyée au bois de Beaumarais dans l'Aisne. Le 6 septembre 1917, alors que le secteur est relativement calme, le caporal Marceau Bruiant va profiter de cet instant de répit pour rétablir les liaisons téléphoniques de sa section qui ont été fortement endommagées par les récents bombardements. Au cours de cette entreprise, il est blessé au coude droit par une balle de fusil.

Cité à l'ordre de la 69^{ème} Division d'infanterie n° 238 du 19 septembre 1917 : « *Gradé énergique, a montré en toutes circonstances un sang-froid digne d'éloges. A assuré les liaisons téléphoniques de son poste dans des conditions très difficiles. A été blessé en réparant les lignes téléphoniques rompues par les bombardements* ». Croix de guerre, étoile d'argent.

Invalide, il rentre au dépôt du 67^{ème} Régiment d'Infanterie (et du 267^{ème} RI) le 16 avril 1918.

Passé au 101^{ème} Régiment d'Infanterie le 1^{er} septembre 1918, il est mis en congé de démobilisation le 27 juillet 1919 et se retire à Soissons en tant que représentant de commerce.

[35]

BUTIN Armand

Né le 3 octobre 1881 à Clairoix, fils d'Arthur et de Zémélia Siry habitant ce village. Il est maçon à Clairoix.

Il effectue son service militaire en 1902 au 17^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne. Il est logiquement rappelé dans cette arme le 11 août 1914 à La Fère (Aisne) au groupe divisionnaire. Il participe à la retraite générale de 1914, non sans avoir tiré des obus sur les troupes allemandes, puis en février 1915 aux attaques de Champagne dans le secteur de Beauséjour.

En août 1915, il est évacué pour une maladie sérieuse. Il naviguera entre séjours à l'hôpital et retours au dépôt de l'unité, sans jamais pouvoir retourner au front.

Il est mis en congé de démobilisation le 19 mars 1919.

[36]

BUTIN Charles Étienne

Né le 7 mai 1879 à Clairoix, fils d'Étienne et d'Ernestine Delahaye, frère de Charles Étienne, il est charpentier de bateaux lorsqu'il est incorporé en 1902 au 1^{er} Régiment de Génie, et est logiquement employé comme pontonnier durant son service militaire.

Il est rappelé le 3 août 1914 au 3^{ème} Régiment de Génie à Arras. Il se porte sur la Belgique pour construire des ponts de bateaux et creuser des tranchées. Il se replie et participe à la contre-offensive en Champagne au cours du mois de septembre. En février 1915, son régiment organise les ouvrages de défense au cours des combats de la Woëvre. Début 1916, la compagnie est transportée à Verdun, où, sous un feu et de violents bombardements, il met en place des réseaux de barbelés.

Le 25 juin 1916, il passe au 9^{ème} Régiment de Génie, compagnie 5/5B. Il est chargé de transporter par voies fluviales les unités du front.

Le 30 avril 1917, il est détaché au Service de Navigation de la Seine jusqu'au 27 février 1919, date de sa mise en congé de démobilisation.

[37]

BUTIN Étienne

Né le 17 juin 1887 à Clairoix, fils d'Étienne et d'Ernestine Delahaye. Il est charron à Clairoix. Il est incorporé en 1909 au 54^{ème} Régiment d'Infanterie à Compiègne. Mais il est réformé en 1911. Il

passera en commission de réforme en novembre 1914 et sera redirigé vers le 3^{ème} Régiment de Génie et passe à la compagnie 6/3 en janvier 1915.

Il est blessé au combat de Champagne le 27 septembre 1915 près d'Aubépine (Marne) par un éclat d'obus à la fesse droite.

Il participe aux combats de Verdun en 1916 et au Chemin des Dames puis à la bataille de l'Yser (Flandres belges) en 1917.

Enfin en mars 1918, sa compagnie est envoyée sur le front de l'Oise vers Noyon pour renforcer les points de défense de l'Infanterie.

Cité à l'ordre du régiment n° 46 le 29 avril 1918 : « *Sur le front en avril 1915, s'est constamment fait remarquer par son courage et son mépris du danger, s'est encore distingué pendant les combats 27 et 28 mars 1918 par son sang-froid et son entrain sous la fusillade et le bombardement* » Croix de guerre avec étoile de bronze.

Il est libéré du service actif le 26 mars 1919.

[38] **BUTIN Germain Alfred**

Né le 31 juillet 1895 à Clairoux, fils du feu Louis Butin et d'Ernestine Ancel.

Il est maçon à Clairoux au moment de son incorporation le 18 décembre 1914 au 126^{ème} Régiment d'Infanterie. Après ses classes, il passe au 410^{ème} Régiment d'Infanterie le 21 mars 1915.

Il est grièvement blessé à Ville-sur-Tourbe par une explosion d'obus, et évacué le 29 septembre 1915 sur l'hôpital auxiliaire n° 117 à Paris. Le 11 décembre, il rentre au dépôt pour une convalescence de 15 jours, ce qui lui permet de revoir sa famille, mais doit repartir en renfort le 20 décembre 1915.

Il participe à la bataille de Champagne, où il est de nouveau évacué, puis à la bataille de Verdun durant l'année 1916.

Il se retrouve en août et septembre 1917 à Craonne et au Chemin des Dames.

Il est intoxiqué par gaz à Achery dans l'Aisne le 29 octobre 1918 lors de l'offensive mais ne sera pas évacué.

Cité à l'ordre de la Division n° 408 le 29 avril 1918 pour l'attribution de la Croix de guerre : « *A contribué au succès d'un important coup de main en aidant au lancement des passerelles avec un entier dévouement et un complet mépris du danger* ».

Cité à l'ordre du bataillon d'infanterie n° 78 le 25 novembre 1918 : « *Agent de liaison dévoué et courageux. A toujours exécuté les missions qui lui ont été confiées, malgré les violents bombardements. Gravement intoxiqué, a refusé de se laisser évacuer* ».

Il est libéré le 28 août 1919.

[39] **CARLUY Edgard**

Né le 30 novembre 1873 à Venette, fils d'Eugène Casimir et de Léa Clémentine Leclerc. Il est charretier à Clairoux.

Le 25 septembre 1914, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne. Après le repli de Compiègne, il participe à la contre-offensive, et, de l'hiver 14 et durant toute l'année 1915 à la bataille de l'Yser.

Le 18 janvier 1916, il passe au 94^{ème} Régiment d'Infanterie et participe aux batailles de Verdun en mars et avril et de la Somme en septembre et novembre 1916. En 1917, il se trouve sur le saillant de l'Aisne à Berry-au-Bac. Enfin en 1918, il est engagé dans la bataille de la Somme et notamment la prise de Montdidier.

Il est mis en congé de démobilisation le 3 janvier 1919.

[40]

CARPENTIER Louis Émile

Né le 14 mars 1895 à Clairoux, fils de Louis Ernest et de Marie Joséphine Bourin, il est plâtrier à Janville.

Il est incorporé le 18 décembre 1914 au 161^{ème} Régiment d'Infanterie, y fait ses classes, et, est envoyé au 94^{ème} Régiment d'Infanterie le 13 avril 1915.

Il participe aux combats de l'Argonne.

Le 25 juin 1915, il passe au 8^{ème} Bataillon de Chasseurs à pied et y est promu caporal le 10 octobre 1915.

Il continue les combats de l'Argonne jusqu'en début 1916. Puis son bataillon est envoyé dans le secteur de Verdun lors de l'attaque allemande. Le bataillon enlève la cote 265 à l'ennemi et renverse la situation dans le secteur.

Au cours de cette contre-attaque, le caporal Louis Carpentier est grièvement blessé au Mort-Homme près de Douaumont le 26 mars 1916 et décède à l'hôpital militaire de Verdun le même jour.

Son nom ne figure pas sur le monument aux morts de Clairoux mais sur celui de Janville, lieu de résidence de ses parents.

[41]

CARPENTIER Paul Louis Émile

Né le 13 mars 1885 à Bergues-sur-Sambre (Aisne), fils de Louis Joseph et Julienne Gabet habitants de Clairoux, il s'engage au 36^{ème} Régiment d'Infanterie en 1904 et retourne à la vie civile en 1908. Il devient ouvrier à Clairoux.

Le 4 août 1914, il est rappelé au 254^{ème} Régiment d'Infanterie et fait partie de la 18^{ème} Compagnie. Dès les premiers combats, il est fait prisonnier à Maubeuge le 14 septembre 1914. Il est interné au camp de Munster en Allemagne et n'en sera rapatrié que le 10 décembre 1918. Il est réaffecté au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne et sera mis en congé de démobilisation le 20 mars 1919.

[42]

CARPENTIER Siméon Louis

Né le 3 mars 1889 à Bergues-sur-Sambre (Aisne), frère de Paul, ses parents vivent à Clairoux, il est ouvrier à Viroflay près de Versailles.

Le 2 août 1914, il est rappelé au 164^{ème} Régiment d'Infanterie de Charleville-Mézières.

Il participe à la défense de Verdun en septembre 1914, puis à la contre-offensive de la Marne. Il combat sur la Woëvre et au Mort-Homme en 1915, puis au début de la bataille de Verdun en 1916.

Il est porté disparu le 22 février 1916 au bois de Ville (Meuse). Le 3 mai 1916, la Croix-Rouge annonce qu'il est détenu au camp de Minsten (Allemagne). Probablement pour raisons médicales, il est rapatrié avant la fin des hostilités le 4 mai 1918.

Il est réaffecté comme brancardier à la 22^{ème} section le 6 juin 1918 et sera mis en congé de démobilisation le 2 août 1919.

[43]

CHARTON Arthur Émile

Né à Choisy-au-Bac le 10 août 1887, fils d'Émile Joseph et d'Andrée Élisabeth. Il est charpentier de bateaux à Clairoux.

Au début de l'année 1914, il trouve un emploi de charpentier à bateaux sur les quais parisiens. Mais avec la mobilisation générale, il est rappelé et rejoint le 3 août le 45^{ème} Régiment d'Infanterie. Il est réformé puis versé dans les services auxiliaires. En juin 1917, il passe à la 15^{ème} Section d'infirmiers et rejoint Salonique le 12 Juin 1917.

Il participe aux combats de la boucle de la Cerna puis aux derniers combats dans les Balkans jusqu'à la signature de l'armistice.

Il est démobilisé le 16 avril 1919, puis se retire à Clairoux où il poursuit son métier de charpentier au Port à Carreaux.

[44]

CHATRIEUX Alfred Émile

Il est né le 4 novembre 1878 à Wavignies comme ses frères. Et tout comme eux, il est maçon.

Le 3 août 1914, il est rappelé au 5^{ème} Régiment d'Artillerie à pieds. Il passe au 35^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne le 3 septembre 1915, puis le 18 octobre au 304^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde, 7^{ème} Batterie comme canonnier-conducteur. Il est engagé dans le secteur de Fismes dans l'Aisne, puis en Champagne en 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 23 janvier 1919.

[45]

CHATRIEUX Edgard

Il est né le 27 avril 1880 à Wavignies et est le frère benjamin. Il est maçon et devient entrepreneur de travaux (il construit notamment la mairie-école qui sera inaugurée en 1926).

Le 11 août 1914, il est rappelé au 54^{ème} Régiment d'Infanterie.

Il participe aux combats retardateurs et de repli en août 1914, à la contre-offensive de la Marne. En février et mars 1915, il est engagé dans le secteur sanglant des Éparges (Meuse). Puis au mois de septembre, il combat en Champagne.

Il est blessé par balle à la tête dans le secteur de Souain (Nord de Reims) le 25 septembre 1915. Il deviendra invalide à 10 % à la suite de cette blessure et fera régulièrement des vertiges.

Après sa convalescence assez longue, il est affecté au 6^{ème} Escadron du Train.

Il est mis en congé de démobilisation le 22 février 1919.

[46]

CHATRIEUX Édouard Jérôme

Né à Wavignies dans l'Oise le 23 septembre 1877, il est maçon de métier.

Le 3 août 1914, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale. En mars 1916, il est affecté à Montluçon dans la logistique ferroviaire. Le 19 juillet 1917, il passe au 121^{ème} Régiment d'Infanterie et participe aux campagnes de Verdun de 1917 (combats du Bec de Canard, Bois Camard, cote 304, tranchées Dorothée et Delhomme), puis en 1918, il est engagé dans les combats de Saint-Mihiel.

Il passe au grade de sergent le 29 juin 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 14 février 1919.

[47]

CHED'HOMME André Louis

Il est né à Moyenneville, par Saint-Just, le 27 juin 1880. Fils de Bertrand Pascal et de feu Margueritte Séron. Il s'engage dans l'armée en 1898 au 17^{ème} Régiment de Chasseurs. Il est versé au 2^{ème} Bataillon d'Infanterie légère en Afrique et participe à la campagne de pacification en Algérie de 1901 à 1903. Il retourne à la vie civile et devient jardinier, puis s'installe à Clairoix en 1913.

Il est rappelé le 12 août 1914 est rejoint le 254^{ème} Régiment d'Infanterie. Le 17 septembre 1915, il reçoit les galons de caporal.

Il participe à la défense de Maubeuge en août 1914, à la bataille de la Marne et à la contre-offensive dans le secteur de Soupir dans l'Aisne où son régiment est stationné durant toute l'année suivante.

En avril 1916, il est envoyé à Verdun. Il participe aux combats du Mort-Homme, du ravin de Chattancourt et de la tranchée en « Y ». Enfin, il est engagé à la tranchée de Cumières où la citation du régiment rapporte : « *C'est à Cumières que le 254^{ème} RI est mort en beauté le 23 mai 1916, qu'il a été enseveli dans sa gloire, ses unités n'étant plus que des ombres tragiques, drapées de pourpre...* ».

Il est tué au cours de ces combats.

Son nom est gravé sur le monument aux morts de Clairoix.

Il reçoit à titre posthume la Médaille militaire avec la citation suivante : « *Brave et courageux caporal. Mort glorieusement pour la France à Cumières le 23 mai 1916* ».

[48] **CLÉRET Émile Omer**

Né à Clairoix le 14 février 1897. Fils d'Omer Eustache et d'Henriette Ismérie Carpentier résidant à Clairoix. Émile est charretier de profession. Normalement rattaché à la classe de 1917, il est incorporé le 9 août 1916 au 132^{ème} Régiment d'Infanterie pour y faire ses classes, puis il est versé au 9^{ème} Bataillon du 71^{ème} Régiment d'Infanterie début février 1917.

Avec ce régiment, il participe en 1917 aux combats de Popincourt dans la Somme puis de la Marne au Mont Blond et à Cornillet. Il termine l'année par la défense des lignes dans le secteur de Verdun.

Il passe au 81^{ème} Régiment d'Infanterie le 11 novembre 1917 puis est directement envoyé en Alsace le même mois. Il est engagé dans les combats de Cernay où il est blessé le 23 janvier 1918. Évacué sur l'hôpital de campagne et ne rejoint son unité que le 30 avril 1918 qui, entre-temps, a été déplacée en Flandre belge.

Il est de nouveau engagé dans les durs combats des Monts de Flandre, notamment aux lieux-dits de Locre, du Mont-Rouge et de l'Hospice. Puis, après ces combats, le régiment est de nouveau envoyé dans l'Est de la France à Erbéviller (Lorraine).

Il y est cité à l'ordre du régiment n° 118 le 1^{er} août 1918 : « *Toujours volontaire pour les missions dangereuses, après avoir passé 18 heures entre les lignes, a parfaitement assuré la protection d'un groupe d'attaque chargé de faire des prisonniers dans les lignes ennemies* ». Il reçoit la Croix de guerre avec étoile de bronze.

Son régiment est ensuite dirigé vers les combats offensifs de l'Aisne en septembre 1918. Il se distingue lors de la prise de Mortiers. Nos hommes, dont l'avance a été aussi rapide que décidée, « collent » aux tirs de nos canons de 75, avec un tel élan que les mitrailleuses ennemies, comme l'avoue plus tard un officier allemand prisonnier, virent nos hommes suivre littéralement nos obus, et, malgré l'énergie de leur résistance, durent capituler. Mortiers est conquis, nettoyé, dépassé (extrait du journal de marche du 81^{ème} RI).

Citation à l'ordre de la division n° 94 le 8 novembre 1918 : « *Très bon soldat d'un courage exemplaire, le 25 octobre 1918, s'est élancé un des premiers derrière son chef de section malgré un feu violent de mitrailleuses. A contribué à réduire plusieurs groupes ennemis fortement retranchés et à capturer plus d'une trentaine de prisonniers* ».

Il reçoit la Croix de guerre, étoile d'argent, qu'il agrafe à sa précédente médaille. Pour lui, la guerre s'arrête dans ce secteur.

Il est mis en congé de démobilisation le 9 septembre 1919, et se retire comme charretier à Cachan en 1920.

[49] **CLÉRET Henri Gustave**

Frère benjamin d'Émile, il est né le 14 juillet 1889 à Clairoix. Il est incorporé le 17 avril 1918 au 46^{ème} Régiment d'Infanterie.

Il est hospitalisé et mis en position de réforme au service armé en juillet. Mais il est maintenu au dépôt du régiment. Il est démobilisé le 23 juin 1921.

[50] **CLÉRET Joseph Auguste**

Il est né à Coudun le 19 octobre 1872. Fils de feu Louis Joseph Auguste et de Louise Eugénie Boulanger, il est mouleur en fonte à Clairoix. Il s'installe à Bienville en 1904.

Inapte aux armées en août 1914, il passe en conseil de révision et est finalement déclaré apte fin novembre 1914. Le 8 décembre, il est dirigé vers le 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale et est chargé de monter des gardes auprès des états-majors.

Mais à partir de 1915, les besoins en matériels des armées sont tels qu'il est détaché aux fonderies près de Meaux (Fonderie Bernier, Mercier et Cie de Villeroy) le 9 novembre 1915.

Le 7 juillet 1917, il passe au 46^{ème} RI dans le secteur de Vandeuil. En mars 1918, il combat dans l'Oise à Noyon. Il est engagé dans la Marne en juillet et août, puis Berry-au-Bac en octobre 1918. Il est mis en congé de démobilisation le 19 janvier 1919.

[51] **CLÉRET Louis Auguste**

Né le 20 septembre 1877 à Clairoix, il est ouvrier et travaille dans son village natal jusqu'en 1907. Il est le fils d'Albert Augustin et d'Élisa Désirée Leclère, habitants de Clairoix.

Il est rappelé le 14 août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne.

Avec ce régiment, il fait partie de l'une des dernières unités à défendre Compiègne avant l'invasion allemande et protège les unités du Génie français et britannique chargées de faire sauter les ponts de l'Oise.

Le 8 juillet 1915, il passe au 30^{ème} RIT et, avec ce régiment, participe à la défense du camp retranché de Paris.

Le 10 mars 1916, il passe au 324^{ème} RI et est engagé, à partir de juillet, dans la bataille de la Somme au fortin de Biache, puis il rejoint le secteur de Verdun à l'issue de cette bataille jusqu'en avril 1917.

Mis en sursis, il est détaché aux mines de houille de Rochebelle, près d'Alès, dans le Gard, le 20 mai 1917. Ces mines étaient sur le déclin avant 1914. Cependant, avec le conflit, l'accroissement des besoins en charbon conduit les pouvoirs publics à généraliser les mises en sursis d'appel et à redynamiser cette exploitation pour faire face aux pénuries de guerre. 80 % des 1 300 ouvriers sont constitués de militaires détachés. Il va y travailler deux ans, et quitte la houillère de Rochebelle le 4 avril 1919.

Il est placé en congé de démobilisation trois jours plus tard et se retire à Clairoix.

[52] **CLÉRET Omer Eustache**

Né à Coudun le 6 octobre 1867, il est ouvrier à Clairoix. Il est le père d'Émile et d'Henri précédemment cités.

Le 2 août 1914, à l'âge de presque 47 ans, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne. Il participe à la défense du secteur de Compiègne fin août, se replie, prend part à la contre-offensive de la Marne.

Compte tenu de son âge, il est renvoyé à son foyer le 26 février 1915.

[53] **COLNÉ René Maurice**

Né le 27 août 1876 à Clairoix, fils d'Eugène Charlemagne et de Marie Zénil, domiciliés à Clairoix, il est jardinier de profession. Il a exercé son métier dans différentes communes de l'Oise et à Louveciennes près de Versailles. Le 28 juin 1914, il s'installe à Clairoix.

Le 13 août 1914, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale (RIT) à Compiègne. Devant l'avance allemande de la fin août 1914, il protège les unités du Génie britannique et française chargées de faire sauter les ponts de Compiègne. Puis il se replie vers le sud.

Il est nommé caporal le 31 janvier 1915. Il assure la garde des prisonniers et les services de garde de l'état-major de la garnison de Compiègne.

Le 3 novembre 1915, il passe au 330^{ème} RIT et avec cette unité, il est employé au creusement de tranchées dans le secteur de Bailly, notamment en première ligne, et celles de Saint-Léger et de Montmacq. En mars et avril 1916, il est dirigé vers la Meuse et répare la voie ferrée de la ligne Sommeille-Vettaucourt. Le régiment étant dissous fin avril, il ne sera affecté administrativement au 135^{ème} RIT, deuxième bataillon, que le 21 septembre 1917. Entre-temps, il est employé dans le secteur de Soissons à la réparation des routes. Il faut préciser que le transport routier militaire se développe à cadence forcée, et ce sont des milliers de camions qui traversent les routes de campagne, routes qu'il faut bien entretenir, ou parfois créer.

Le 1^{er} février 1917, il passe au 74^{ème} RIT, quatrième bataillon. Il est engagé dans le secteur de Courteçon, Braye-en-Laonnois, Baume et Chiry en mai où le régiment perd 1 600 hommes. Puis,

René Colné sera employé à divers travaux d'infrastructure jusqu'à l'armistice dans les secteurs de Fère-en-Tardenois et de Crouy-sur-Ourcq.

Il est mis en congé de démobilisation le 22 janvier 1919 et se retire à Clairoux, rue Saint-Simon.

[54] **COURTHÉOUX Georges Émile**

Né à Clairoux le 22 juillet 1880. Fils d'Émile Charles et d'Estelle Fréssard de Saint-Jean-aux-Bois, il est tonnelier à Paris au quai de la Rapée.

Il a effectué son service militaire en 1902 au 29^{ème} Régiment d'Artillerie de Laon, et, est rappelé le 12 août 1914 au 5^{ème} Groupe d'artillerie de campagne d'Afrique, 4^{ème} batterie du 29^{ème} RAC qui appuie les troupes d'infanterie de marine engagées dans les opérations de repli dans la Meuse, dans la contre-offensive en Champagne. Son régiment est notamment engagé au plus près du front, vers la butte du Mesnil et à Aubérive en Champagne durant les campagnes de 1915, puis à Rancourt et Belloy-en-Santerre dans la Somme en 1916. Les artilleurs sont toujours employés sous un feu violent de tirs de contre-batteries allemands. Fin mars 1918, il se trouve dans la région de Compiègne pour faire face à l'offensive allemande du Matz. Il est engagé à Chevincourt et à Thiescourt en avril et vers Soissons en mai.

Le 30 janvier 1919, il est cité pour l'ensemble de ses actions au cours de la guerre : « *Comme servant à la batterie de tir, a toujours fait preuve de calme et de sang-froid. Bon soldat dévoué et consciencieux* ».

Il est mis en congé de démobilisation le 1^{er} mars 1919 et se retire en région parisienne où il décède l'année suivante.

[55] **COUVERCELLE Albert Maurice**

Né à Clairoux le 10 février 1885, fils de Marie Albert et de Marie Cornet de Villers-Cotterêts. Au moment du déclenchement du conflit, il est cuisinier à Paris.

Il est rappelé au 156^{ème} Régiment d'Infanterie de Toul le 2 août 1914. Il participe aux campagnes d'Alsace de septembre à octobre 1914. Puis il est envoyé combattre dans les Flandres de novembre 1914 à avril 1915. La campagne d'Artois démarrant dès avril, il participe en juin à l'attaque du carrefour des 5 chemins où 1 300 hommes du régiment sont tués, blessés ou disparus (un tiers des effectifs). Enfin, il est engagé dans la bataille de Verdun, où, cette fois, 1 200 hommes sont de nouveau tués, blessés ou portés disparus sur la Côte du Poivre.

Le 24 juin 1916, il passe au 150^{ème} Régiment d'Infanterie.

Il est tué le 10 octobre 1916 à Sailly-Saillisel dans la Somme au cours d'une attaque des tranchées allemandes de Teplitz et de Berlin.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Marest-sur-Matz.

[56] **COUVERCELLE Louis Georges**

Il né à Clairoux le 27 avril 1887. Il est le frère cadet d'Albert. Comme lui, il est cuisinier pâtissier mais vit à Auxerre.

Le 2 août 1914, il est rappelé à la 2^{ème} Section des Infirmiers militaires.

Le 27 janvier 1917, il est affecté au 10^{ème} Régiment d'Infanterie et est engagé dans les combats de Champagne dans la vallée de la Tourbe, à Suippes et au lieu-dit La Courtine.

Le 17 juin 1917, il passe au 157^{ème} Régiment d'Infanterie, 9^{ème} bataillon, puis au 27^{ème} Régiment d'Infanterie le 28 octobre de la même année. Il participe à la deuxième bataille de la Marne en octobre 1918, mais comme beaucoup, contracte la grippe espagnole.

Il décède le 3 novembre 1918 à l'ambulance de Vertus des suites de cette maladie.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Marest-sur-Matz et à Paris.

[57]

DALLONGEVILLE Georges

Né le 9 mai 1884 à Clairoux, fils d'Ernest et Berthes Richez de Coudun. Il est ouvrier agricole à Clairoux.

Ayant effectué en 1905 son service militaire au 17^{ème} Régiment d'Artillerie, il est rappelé le 3 août 1914 dans ce même régiment et rejoint le camp de La Fère. Il est affecté à la Section des Munitions d'Artillerie de ce régiment. Il est chargé de ravitailler les batteries en munitions depuis les dépôts, en étant souvent pris sous les tirs d'artillerie adverses.

Après avoir retraité depuis Cesse en août 1914, il participe aux opérations de la contre-offensive de la Marne. En février 1915, au plus près des troupes d'infanterie, son régiment appuie de ses feux l'offensive sur le fortin de Beauséjour en Champagne, sous le tir incessant des contre-batteries allemandes. Puis en octobre 1916, il participe à la bataille de Verdun à Damloup, au Mont Spin en mai 1917, puis à la cote 304. Après la bataille de Verdun, c'est l'offensive de l'Ourcq et la bataille de l'Oise en août et septembre 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 4 mars 1919.

[58]

DANEL Jules

Né à Clairoux le 13 mai 1875, fils de Marie Albert et de Julie Delasalle, il est cultivateur à Clairoux.

À la mobilisation générale, il est rappelé le 14 août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne.

À peine arrivé, faute d'instruction suffisante, il ne peut participer à la défense du secteur de Compiègne. Il suit le régiment et poursuit l'entraînement tant bien que mal.

En janvier 1915, il est affecté au 26^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale et participe à la défense d'Arras, puis en fin d'année 1915 à la bataille de la Somme à Foucaucourt et à Frise. Il est employé au ravitaillement des premières lignes.

En 1916, il est à Verdun. Son régiment entreprend des tâches diverses comme la construction d'abris, le déchargement de projectiles, le renforcement des casemates détruites, souvent sous une pluie de projectiles et de gaz de combat.

Il est cité à l'ordre du régiment le 11 juillet 1917, ordre n° 336 : « *Au front depuis le 3 janvier 1915, excellent et courageux soldat, a pris part en mai 1916 à l'extension des travaux offensifs préparatoires à l'attaque du fort de Douaumont sous un violent bombardement* ».

En 1917, il participe aux travaux de défense dans l'Aisne, puis à Noyon où il séjourne jusqu'en 1918. Il est engagé dans la bataille du Matz dans l'Oise. Il poursuit dans la bataille de Champagne en juin. C'est sur la route de Comblizy à Saint-Arnaud dans la Marne qu'il est capturé par les Allemands.

Il est fait prisonnier le 15 juillet 1918 et expédié en Allemagne.

Il est rapatrié le 28 décembre 1918 et mis en congé de démobilisation le 6 février 1919.

[59]

DAUSSIN Victoris

Né le 5 décembre 1870 à Longueil, fils d'Armant et Hortense Grégoire, Victoris est un vieux domestique de ferme à Clairoux depuis 1905.

Il est rappelé le 1^{er} octobre 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale. Le 1^{er} septembre 1915, il passe au 232^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale.

Durant la première partie du conflit de 1915 à 1917, il participe aux gardes des bâtiments officiels de Paris et par intermittence à la garde des prisonniers à Étampes.

Le 11 juillet 1917, il est détaché comme ouvrier agricole à Coudun, puis passe au dépôt du 51^{ème} Régiment d'Infanterie le 10 novembre 1917.

Il est mis en congé de démobilisation le 15 janvier 1919.

[60]

DAVID César Alexandre

Né le 21 février 1875 à Clairoix, fils de Noël Émile et de Victorine Seigné, il est maréchal-ferrant à Clairoix.

Ayant fait en 1898 son service militaire au 17^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne, il est rappelé le 3 août 1914 au dépôt du 17^{ème} RAC à La Fère dans l'Aisne. À l'approche de l'armée allemande, il est renvoyé chez lui le 24 août. Il est aussitôt rappelé au dépôt du régiment le 14 septembre, une fois le village libéré.

Il participe aux campagnes de Champagne (fortin de Beauséjour), où les pièces de 75 appuient les fantassins, puis l'année suivante à celle de Verdun jusqu'en août 1917.

Le 30 octobre 1917, il est mis en sursis d'appel afin d'exercer son métier de maréchal-ferrant à Clairoix. Son sursis est renouvelé jusqu'en mars 1918. La bataille du Matz, tout proche, l'oblige à rejoindre son régiment au dépôt.

Une fois la menace de l'Oise écartée, il est de nouveau mis en sursis et rejoint son atelier à Clairoix le 29 octobre 1918, au moment où les habitants de Clairoix reviennent dans leur village dévasté, que les derniers avaient évacué en juin 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 12 janvier 1919. Il décèdera en juillet 1921.

[61]

DÉCHASSE Alfred Pierre

Né le 18 juin 1877 à Clairoix, fils d'Émile et de Marie Delasalle. Il est cultivateur à Clairoix.

Comme tous les anciens, il rejoint le 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale le 14 août 1914.

En septembre 1915, il est reconnu inapte par la commission de réforme pendant deux mois, ce qui lui permet de reprendre en partie les activités agricoles.

Il passe au 48^{ème} Bataillon de Chasseurs à Pied le 21 janvier 1916.

Il participe aux combats de défense des secteurs de l'Aisne en début d'année 1916 et à l'été dans la Somme où il séjourne jusqu'en avril 1917. Puis il retourne dans le secteur de l'Aisne où il est maintenu jusqu'en septembre.

Le 1^{er} octobre 1917 il passe au 69^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale puis est engagé dans les secteurs de l'Aisne et de la rive droite de l'Oise jusqu'à la reprise de l'offensive allemande du Matz. Son régiment se regroupe sur Clermont en attendant la reprise de l'offensive.

Il est mis en congé de démobilisation le 1^{er} janvier 1919.

[62]

DÉCHASSE Paul Émile

Né le 16 septembre 1887 à Clairoix, il est le frère cadet d'Alfred. Il est également cultivateur.

Il a effectué son service militaire en 1902 au 67^{ème} Régiment d'Infanterie à Soissons. Ci-contre, il se fait tirer le portrait chez le photographe Cibrario peu avant sa libération du service actif en 1905.

À la suite de la mobilisation générale, il est rappelé au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne le 12 août 1914. Après une courte remise à niveau, le 27 août, le régiment embarque pour le front en gare de Compiègne.

Il participe aux combats retardateurs dans le nord, puis à partir du 5 septembre à la bataille de la Marne.

Le mardi 8 septembre 1914, le régiment reçoit l'ordre de se porter à Vaux-Marie. Au moment où le colonel donne les ordres à ses officiers, l'état-major du régiment est pilonné par des obus allemands. Deux officiers viennent d'être tués.

Dans la nuit du 9 septembre à 3h30, l'ennemi occupe les tranchées du 54^{ème}. Les pertes sont nombreuses. Le 54^{ème} est relevé par le 106^{ème} RI. À 20h30, deux compagnies se portent au nord



de Rembercourt avec ordre de tenir. Des unités du 54^{ème} RI sont maintenues sur la cote 209 jusqu'à la relève totale du régiment le 10 septembre.

Le 17, il est blessé au cours des combats. Le médecin relève des plaies vésicales et pectorales sérieuses. Il meurt le 19 septembre à l'hôpital de Bar-le-Duc où il venait d'être évacué.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoix.

[63]

DELACOURT Florent

Né le 11 octobre 1884 à Clairoix, fils de Louis Florent et de Louise Desjardins habitant ce village. Il est charron de profession. Il s'engage en 1903 dans l'artillerie et se trouve affecté en Tunisie où il fait campagne. Il s'installe en Algérie jusqu'en 1910, puis revient vivre dans l'Oise.

Le 1^{er} août 1914, il est rappelé au 38^{ème} Régiment d'Artillerie à la 68^{ème} Batterie, puis à la 5^{ème} à partir 31 janvier 1916. Étant charron de formation, il affecté au dépôt du parc de réparation des pièces de canons endommagées.

En 1917, il est détaché au 112^{ème} Régiment d'Infanterie pendant une année complète pour mettre en œuvre des pièces d'artillerie de tranchée durant les durs combats de la butte du Mesnil en Champagne et notamment pendant la bataille de Verdun (la cote 304, le Mort-Homme et le ravin de la Mort). En fin d'année, il est engagé sur la Côte du Poivre.

Le 11 février 1918, il passe à la 1^{ère} Section des Munitions d'Artillerie du 115^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde. Son rôle est de ravitailler les batteries. Il se trouve très souvent sous le feu des canons allemands ou des bombardements aériens effectués par les gros avions Gotha.

Il est mis en congé de démobilisation le 11 février 1919.

[64]

DELACOURT Lucien

Né le 12 novembre 1888 à Clairoix, il est le frère cadet de Florent. Il est maréchal-serrurier et accessoirement forgeron à Nogent-sur-Oise.

Compte tenu de ses qualifications professionnelles, il est affecté sous l'uniforme à la Compagnie des Chemins de fer du Nord.

Il est mis en congé de démobilisation le 5 mai 1920.

[65]

DELACOURT Marcel Élie Jean

Né le 18 septembre 1893 à Compiègne, il se destine au métier d'instituteur. Il est le fils de Jules Émile Élisée et de Céline Octave Augustine Peltier domiciliés à Margny-lès-Compiègne.

Il est appelé le 26 novembre 1913 au 54^{ème} Régiment d'Infanterie à Compiègne. Caporal le 6 septembre 1914, puis sergent le 6 mars 1915, il est le cadre de contact avec la troupe et fait l'interface avec les officiers. Il passe adjudant le 4 octobre 1915, adjudant-chef le 31 mai 1916, sous-lieutenant le 1^{er} juin 1916. Le 1^{er} juin 1918, le voilà promu lieutenant.

Il est mis en congé le 10 août 1919 et se voit affecté comme instituteur à Gournay-sur-Aronde. Il devient directeur de l'école de garçons de Clairoix en 1921 (en même temps, sa femme est nommée directrice de l'école de filles de Clairoix).

Il est engagé dans toutes les grandes batailles : 1914, la retraite, la Marne, 1915, les Éparges, la bataille de Champagne, 1916, Verdun et la Somme, 1917, Soupir, le Chemin des Dames, 1918, Picardie à Montdidier, la Marne et les Flandres. Il est blessé le 5 août 1918 à Fontaine-sur-Montdidier par un éclat d'obus (plaie à la main gauche).

Au sein du 54^{ème} RI, il va se distinguer à 5 reprises.

Cité à l'ordre du régiment n° 176 le 11 novembre 1915 : « *A fait preuve pendant 12 mois de campagne des plus belles qualités d'énergie. S'est particulièrement distingué dans le combat du 20 juin 1915* ».

Cité à l'ordre de la brigade n° 45 le 4 juillet 1916 : « *Jeune officier plein de bravoure, a contribué puissamment à repousser 3 attaques allemandes le 23 juin 1916. S'est énergiquement cramponné au terrain qu'il a gardé* ».

Cité à l'ordre du régiment n° 314 du 18 octobre 1916 : « *A brillamment entraîné sa section à l'attaque des tranchées ennemies le 25 septembre 1916* ».

Cité à l'ordre de la division n° 315 le 25 septembre 1918 : « *À la tête d'une compagnie dont il venait de prendre le commandement, a fait preuve d'énergie et d'initiative au cours des combats du 4 au 7 septembre. Par l'ardeur qu'il a su communiquer à ses hommes en se donnant comme exemple, s'est emparé avec son unité des points d'appui fortement défendus* ».

Cité à l'ordre du régiment n° 226 le 7 décembre 1918 : « *Du 6 au 8 novembre 1918, a su maintenir avec de faibles effectifs, une position critique. A entraîné à deux reprises différentes sa section à l'attaque, contre-attaque, chaque fois par sa manœuvre hardie, a enrayer l'effort ennemi en lui infligeant de grosses pertes* ».

Décoration : Croix de guerre, avec 4 étoiles de bronze, une d'argent et une palme.

Il aura encore l'occasion de se distinguer dans le deuxième conflit mondial en passant officier supérieur de l'armée de l'air et en entrant dans la Résistance.

[66] **DELAHAYE Émile Charles**

Il est né le 2 mai 1889 à Clairoix. Il est le fils de Charles Jules et de Marthe Debout résidant à Clairoix. Il est maçon de métier.

Bien qu'ayant effectué son service au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne, il est rappelé le 2 août 1914 au 164^{ème} RI à Verdun. Durant l'année 14, il défend la région de cette ville et participe à la contre-offensive de la Marne.

En 1915, il est engagé dans le secteur Ornes, puis de la Woëvre, le Mort-Homme.

Mais, le 25 décembre 1915, il est grièvement blessé au cours d'un bombardement à Loupémont. Touché par des éclats d'obus à l'épaule gauche, il est évacué à l'hôpital n° 1 de Verdun le même jour, puis acheminé dans un hôpital du sud de la France jusqu'au 17 mai 1916.

Une convalescence 10 jours lui est accordée et il retrouve ses proches. Puis il entre au dépôt le 4 juin 1916 et vient renforcer le 54^{ème} RI le 26 juillet 1916.

Il est envoyé dans la bataille de la Somme en juillet 1916 au fortin de Biaches, et de nouveau, à Verdun (fort de Vaux) en début d'année 1917. Il y est cité.

Citation à l'ordre du régiment n° 331 du 17 mars 1917 : « *Très bon soldat et d'une belle attitude au feu, au front depuis le début de la campagne, a été grièvement blessé* ».

En début d'année 1918, il est sur le front de Champagne. Il rejoint la région de Compiègne au moment de la bataille du Matz en mai. Puis il est de nouveau engagé dans le secteur de Soissons. Enfin, en septembre 1918, il se distingue dans la bataille de l'Ailette. Le Poste de commandement du régiment s'installe à Condé. Vers une heure du matin, le 3^{ème} bataillon auquel appartient Émile Delahaye est envoyé sur la tranchée de Couvailles. À 6 heures, deux compagnies allemandes prononcent une violente contre-attaque précédée d'une préparation d'artillerie d'une demi-heure. Cette contre-attaque est repoussée avec des pertes violentes pour l'ennemi à en croire les nombreux cadavres retrouvés sur le terrain. Le 3^{ème} bataillon peut établir sa jonction avec le 67^{ème} RI.

Cité à l'ordre du 54^{ème} régiment n° 175, le 20 septembre 1918 : « *S'est fait remarquer par son sang-froid le 11 septembre 1918. Quoique pris à partie, a remis en batterie sous un feu violent les mitrailleuses et a contre-battu efficacement le tir de celles-ci* ». Il accroche une deuxième étoile à sa Croix de guerre.

Émile Delahaye a été de toutes les grandes batailles du front français et constitue un exemple de courage. Il est mis en congé de démobilisation le 15 juillet 1919.

Cimentier après la guerre, sa blessure à l'épaule lui laissera de nombreuses séquelles. En juin 1934, il reçoit la Médaille militaire.

[67]

DELAHAYE Marcel Étienne

Fils d'Henri Maurice et de Marie Lagny, il réside à Clairoix et se destinait à devenir menuisier.

Né le 24 avril 1899 à Clairoix, il est incorporé à 19 ans le 20 avril 1918 ; il affecté au 10^{ème} Régiment du Génie.

La spécialité de ce régiment est de lancer des ponts pour le franchissement des troupes. C'est ce que Marcel Delahaye fait au cours de la deuxième bataille de la Marne sous une pluie d'obus et de mitraille.

Il participe aussi aux dernières offensives de septembre et d'octobre 1918.

Il passe caporal le 16 septembre 1919 et est libéré le 15 avril 1921.

[68]

DELAMARRE Vincent Achille

Né le 5 avril 1894 à Longueil-Sainte-Marie, fils de Jean-Baptiste et d'Augustine Bortel, il est ajusteur mécanicien et vit à Clairoix.

Il est incorporé juste après la libération de Clairoix, le 15 septembre 1914. Il rejoint le 40^{ème} Régiment d'Artillerie, et plus précisément la 9^{ème} batterie d'artillerie de montagne. Il est envoyé à l'Armée d'Orient et combat dans les Balkans.

Sur place, il se porte volontaire pour les corps francs, petites unités autonomes qui doivent s'infiltrer dans les lignes bulgares et autrichiennes. Ce type de volontaires inspira l'écrivain Roger Vercel, prix Goncourt en 1934 avec la sortie du livre « Capitaine Conan ».

Son chef de section écrira : « *Faisant partie d'un groupe franc qui, dans la nuit du 2 au 3 avril 1915, devant Hebretesse, a réussi grâce à son audace et à sa décision à capturer deux sentinelles et à les amener dans nos lignes* ».

Action qui aurait mérité l'attribution d'une citation et d'une Croix de guerre.

Il passe au 1^{er} Régiment d'Artillerie de Montagne le 24 février 1917 comme maître-pointeur. Puis au 2^{ème} RA de Montagne fin 1917. Il est rapatrié des Balkans le 5 mars 1919.

Il est mis en congé de démobilisation le 19 août 1919.

[69]

DELASALLE Albert dit Alfred

Né le 10 juillet 1878 à Clairoix. Il est charcutier à Clairoix. Il est le fils de Louis Nicolas et de Marie Bocquet résidant à Clairoix.

Il est rappelé le 7 août 1914 au 5^{ème} Régiment d'Artillerie à Pieds, 9^{ème} Batterie territoriale, à Péronne (Somme). Le rôle de cette artillerie est de défendre les places fortes. Lors du repli, elle passe à la défense du camp retranché de Paris, puis de Compiègne.

Le 2 mars 1916, il passe à la 17^{ème} Batterie du 10^{ème} Régiment d'Artillerie à Pieds.

Il est mis en congé de démobilisation le 21 février 1919.

[70]

DELASALLE Charles

Né le 3 octobre 1878 à Clairoix, il est menuisier dans ce village. Il est le fils de Charles et de Denise Devillers.

Initialement réformé en 1903, il passe en commission de réforme et est classé bon pour le service ; le 16 mars 1915, il rejoint le 161^{ème} Régiment d'Infanterie. Il participe aux combats d'Argonne et de Champagne de fin 1915 à février 1916.

À partir du 26 mars 1916, il est détaché à la poudrerie de Toulouse comme menuisier. Il prépare les caisses qui contiendront les gargousses de poudres destinées à l'artillerie lourde.

Le 1^{er} juillet 1917, il passe au 14^{ème} Régiment d'Infanterie. Il défend le secteur de Verdun. Puis en 1918, il participe à la bataille de la Somme en avril et de l'Aisne en mai et juin. Il est engagé dans les offensives de la Marne, de Champagne et enfin d'Alsace en octobre 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 12 février 1919.

[71] **DELASALLE Désiré Eugène**

Né le 22 octobre 1878 à Clairoux, il est cultivateur à Choisy-au-Bac. Il est le fils d'Antoine et de Marie Fournier.

Le 13 août 1914, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à et participe à la protection de cette ville jusqu'au repli. Nommé caporal le 27 octobre 1914, il participe à la garde de prisonniers et à la réalisation de terrains d'aviation.

En 1915, son frère cadet est porté disparu sur le front de la Somme.

Le 11 juin 1916, il est reversé au 267^{ème} Régiment d'Infanterie pour défendre les secteurs de l'Aisne (Pontavert, ferme du Choléra, etc.) qui furent en 1914 le théâtre d'après combats.

Enfin le 20 septembre 1917, il passe au 154^{ème} Régiment d'Infanterie et se trouve engagé dans la défense des secteurs de la Woëvre (tranchée de Calonne), puis en 1918, dans le secteur de la Somme. Au moment de l'offensive allemande dans l'Oise, il est engagé dans la contre-attaque, notamment à Bois-des-Loges et à Guiscard.

Il est mis en congé de démobilisation le 31 janvier 1919.

[72] **DELASALLE Maurice Édouard**

Né le 21 mai 1888 à Clairoux, fils d'Antoine et de Marie Fournier, il est cultivateur à Clairoux.

En octobre 1909, il est appelé au 19^{ème} Bataillon de Chasseurs et est libéré en 1911. En 1912, il choisit de servir comme garde républicain à pieds à Paris.

À la mobilisation générale, il est maintenu dans son corps afin de garder les ministères parisiens. Mais sur volontariat, les gardes sont admis à servir dans l'infanterie. Ainsi, le 25 août 1914, il passe au 97^{ème} Régiment d'Infanterie.

Il participe aux combats d'Alsace, et est envoyé, dès octobre 1914 sur le front de l'Artois.

Compte tenu de son ancienneté, il est admis en tant que sous-officier. Il est nommé adjudant le 12 mai 1915 et est affecté à la 11^{ème} compagnie du 97^{ème} RI.

Le 25 mai 1915, le commandant du 97^{ème} RI reçoit l'ordre d'attaquer les premières lignes allemandes entre la route de Béthune et le chemin de Souchez – Neuville Saint-Vaast. Les troupes d'assaut sont allégées et munies de pains d'explosif et de grenades. L'outil à la ceinture, la couverture en sautoir, contenant des vivres pour plusieurs jours, la musette emplit d'un jour de vivres et de 200 cartouches, ils partent à l'assaut à 9h. Maurice Delasalle est à la tête d'une section. La petite crête qu'il monte ne révèle rien quand soudain, de part et d'autre un tir croisé de mitrailleuses allemandes les cloue sur place à environ 45 mètres des tranchées ennemies. Ils répondent de leurs grenades et parviennent à s'approcher sur la droite de la barricade qui bloque la route de Neuville-Saint-Vaast. Mais à 20 mètres d'elle, ils sont de nouveau bloqués au sol. Une mitrailleuse ennemie tire sur eux depuis Souchez, interdisant tout mouvement. La deuxième vague, qui vient d'occuper les tranchées des 11^{ème} et 9^{ème} compagnies, engage l'assaut.



Képi de l'adjudant Delasalle.

Du bataillon qui monta à l'assaut, un officier est tué, l'autre disparu, 4 sous-officiers sont tués, neuf blessés, 3 disparus. Parmi ces derniers, figure Maurice Delasalle. Le 3^{ème} bataillon du 97^{ème} RI compte ce jour-là 143 tués, blessés ou disparus sur 240 hommes.

Ne figurant pas sur la liste des prisonniers, sa mort sera reconnue en 1920 dans l'attaque de Souchez. Il serait inhumé à Villers-aux-Bois.

Son nom est porté au monument aux morts de Clairoux.

[73] **DELÉPINE Martin Désiré**

Né le 5 mai 1880 à Saint-Genouph (Tours), depuis 1910, il est le cocher du comte de Comminges à Clairoix. Il quitte la villa de Comminges en serrant dans ses bras son épouse qui est la cuisinière du comte.

Il est rappelé le 13 août 1914 au 266^{ème} Régiment d'Infanterie de Tours. Il participe aux campagnes de Lorraine en août 1914 et est maintenu dans ce secteur jusqu'en février 1916.

Par la suite, il est affecté au service auto du 8^{ème} Escadron du Train.

Il est mis en congé de démobilisation le 20 février 1920.

[74] **DELVAL Marius**

Né le 11 mars 1894 à Clairoix, fils d'Eugène Jean et de Marie Dubaux habitant à Fonsomme près de Saint-Quentin. Il est ouvrier dans le canton de cette ville.

Ajourné en mars 1914 pour des raisons de santé, il ne peut passer en commission de réforme. Il vit en zone occupée. Il ne sera rapatrié que le 21 novembre 1918.

Il est affecté au 106^{ème} Régiment d'Infanterie le 13 février 1919.

Il est mis en congé de démobilisation le 29 août 1919.

[75] **DENIS Gustave**

Né à Noyon le 29 janvier 1869, il est cultivateur à Clairoix depuis 1909.

Réformé, il passe en commission spéciale et rejoint le 6 août 1914 les services auxiliaires comme commis ouvrier d'administration. Le 22 août, il est de nouveau réformé. Mais la France ayant besoin de combattants, il est de nouveau convoqué en commission de réforme en 1915. Il n'y répond pas. Et pour cause ! Il est décédé le 10 octobre 1915 de la tuberculose.

[76] **DESSEIN Louis**

Il est né le 26 août 1885 à Clairoix. Il est le fils de Victorine et d'Alfrédine Dubois. Il est employé aux Chemins de fer du Nord à Clairoix depuis 1908.

Le 2 août 1914, il est maintenu dans son emploi et est affecté à la 5^{ème} Section des Chemins de Fer de Campagne. Il est mis à la disposition du réseau Nord et sert sous le statut de militaire. Il s'agit d'une affectation spéciale, principalement impliquée dans la logistique militaire.

Il est mis en congé de démobilisation le 1^{er} avril 1919.

[77] **DEVILLERS Alcide Abel**

Il est né le 5 août 1883 à Clairoix. Fils de feu Jean Louis et d'Angelina Olivier. Marié, il est maçon à Clairoix.

Il est rappelé au 254^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne le 3 août 1914. Il appartient à la 16^{ème} compagnie.

Il est engagé dans les premiers combats de Maubeuge en août, puis en septembre dans la bataille de la Marne. En octobre, son régiment se bat dans la Somme.

Il est tué par balle le 7 octobre 1914 à Parvillers dans la Somme.

À titre posthume, son épouse reçoit la Médaille militaire le 17 janvier 1922 avec la mention : « *Brave soldat mort pour la France le 7 octobre 1914 des suites de ses glorieuses blessures* ».

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoix.

[78] **DEVILLERS Marceau Auguste**

Né à Clairoux le 17 septembre 1891, frère d'Alcide. Il est également maçon à Clairoux.
Incorporé le 10 septembre 1912, il est affecté en 1913 au 165^{ème} Régiment d'Infanterie de Verdun.
En 1914, il se replie de Montmédy et défend le secteur de Verdun après la bataille de la Marne. Il est engagé dans la bataille des Éperges en 1915 et de Verdun en 1916.
Il est nommé caporal le 10 mars 1916.
En 1917, il participe à la campagne des Flandres. Il est évacué en janvier 1918 à la suite d'un grave accident. Réformé, il est maintenu dans des services auxiliaires.
Il est libéré des obligations militaires le 3 septembre 1918.

[79] **DRICOURT Orphile**

Né le 23 mai 1883 à Chevincourt, il est ouvrier à la Compagnie des Chemins de fer du Nord à Clairoux.

À la mobilisation, le 2 août 1914, il est maintenu dans son emploi civil, mais passe sous statut militaire à la 5^{ème} Section des Chemins de Fer de Campagne.

Sa mission est de maintenir en état le réseau ferroviaire et d'en construire de nouveaux, notamment au profit de l'artillerie lourde sur voies ferrées. Il est à noter qu'à partir de 1915, il participe au doublement du réseau ferroviaire au nord et au sud de la Somme afin de ravitailler le point stratégique d'Amiens et d'assurer le ravitaillement des troupes alliées, notamment celles du Commonwealth.

Il est mis en congé de démobilisation le 11 mars 1919.



Les voies ferrées créées par les Sections.

[80] **DRUJON Auguste**

Il est né le 12 février 1869 à Chambly dans l'Oise et s'installe comme charretier à Clairoux en mai 1904.

Il est mobilisé peu après le départ des Allemands, le 28 septembre 1914, au 29^{ème} Régiment d'Artillerie. Étant père de sept enfants, il est provisoirement libéré de ses obligations militaires le 4 novembre 1914 comme soutien de famille. Bien que dispensé administrativement pour le restant de la guerre, il est définitivement libéré le 30 novembre 1918. Il a perdu deux fils à la guerre.

[81] **DRUJON Étienne**

Il est né le 2 mars 1895 à Chambly. Fils d'Auguste (cité ci-dessus) et de Virginie Luisin habitant Clairoux. Il est cocher de profession. Il est incorporé à compter du 18 décembre 1914 au 150^{ème} Régiment d'Infanterie.

Il passe caporal le 11 mai 1915. Il participe aux combats de Champagne à partir de septembre, puis de mars à mai 1916 il est engagé dans la bataille de Verdun, notamment au Mort-Homme. Après des combats dans le secteur de Saint-Mihiel, il est dirigé vers la Somme dans le secteur de Sully-Saillisel. En 1917 il participe de nouveau aux combats de Champagne, puis de l'Aisne en avril.

Le 16 avril, le régiment commandé par le Lieutenant-Colonel Rollet doit passer à l'assaut, à la tête du 1^{er} bataillon. Il doit s'emparer de la butte de Sapigneul le long du canal de la Loivre. À 5h30, le bataillon s'élance, bientôt suivi du reste du régiment. Mais les Allemands effectuent un violent et dense tir d'artillerie de barrage, tandis que des mitrailleuses prennent de flancs les hommes. Le lieutenant-colonel Rollet, pistolet à la main, entraîne ses hommes dans la tranchée allemande de première ligne. La tranchée allemande tombe et est dépassée par le 1^{er} bataillon. Étienne Drujon et

ses camarades poursuivent en direction des secondes tranchées. Une forte contre-attaque allemande entraîne la confusion. Il est 6h30. Les soldats du 150^{ème} RI mettent la baïonnette au canon. Le commandant du 1^{er} bataillon vient d'être tué, un capitaine le remplace. Il est également tué peu de temps après, mais la contre-attaque allemande est enrayée. La situation reste imprécise. Le lieutenant-colonel Rollet, secondé par le capitaine de Roucy, réorganise les positions conquises. Il est 8h. La plupart des officiers ont été tués. Contre les tirs de mitrailleuses, des barrages sont constitués avec les corps des soldats morts. L'artillerie lourde allemande donne de toute part. 8h15, message du lieutenant-colonel Rollet : « *Situation très difficile... Beaucoup d'officiers tués* ». 8h25 : « *Les hommes pressés de tous les côtés commencent à se replier. Je tiens difficilement* ». Les liaisons sont coupées. De 14h à 17h, les tirs de l'artillerie ennemie se font encore plus denses. Une accalmie permet au capitaine De Roucy de reprendre le contact avec le commandant du régiment. Au 2^{ème} bataillon, un adjudant a pris la place de l'officier supérieur tué. À 18h30, un tir intense de préparation allemand s'abat sur le 150^{ème} RI. Des attaques allemandes viennent de tous côtés. Les hommes se battent pour maintenir le terrain conquis. Mais vers 20h, la position n'est plus tenable. Le régiment se replie sur ses positions de départ, laissant de nombreux morts derrière eux.

Étienne Drujon est porté disparu au Mont Sapigneul le 16 avril 1917. Son corps ne sera jamais retrouvé.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoux.

[82] **DRUJON Léonard**

Né le 1^{er} septembre 1898 à Choisy-au-Bac, il est le frère d'Étienne et de Léonard, et est ouvrier à Clairoux.

Par anticipation de l'appel, il est incorporé le 3 mai 1917 et rejoint le 18 décembre le 71^{ème} Régiment d'Infanterie.

Il participe avec ce régiment aux combats de la Woëvre et de Verdun, notamment la fameuse tranchée de Calonne et la Côte du Poivre fin 1917.

Il passe le 14 août 1918 au 28^{ème} RI et rejoint ce régiment qui est en plein combat dans le secteur de l'Oise depuis la tentative de percée de l'armée allemande. Il est de nouveau engagé dans les derniers combats de la bataille du Matz dès le 14 août à Tilloloy et Conchy-les-Pots, jusqu'à ce qu'il soit relevé dans la nuit du 18 au 19 par un Régiment de Chasseurs. Il embarque en train le 6 septembre à Crèvecœur pour une autre destination : Saint-Simon et Clastres dans l'Avesnois. Dès le 10, son régiment attaque dans ce secteur. Des corps-à-corps s'engagent dans le bois de la cote 109. Puis vers 15h, l'ennemi contre-attaque violemment. Mais au prix de 30 tués et 132 blessés, l'attaque est repoussée. C'est une victoire ! Le 27 septembre, il attaque de nouveau Urville. Dans les mêmes conditions, il affronte les mitrailleuses ennemies, puis finit au corps-à-corps. Le 30, la partie est gagnée au prix de lourdes pertes. Le 2 octobre 1918, il s'agit cette fois d'enfoncer la ligne de défense allemande dite « Ligne Hindenburg ». Le régiment est également éprouvé. Mais c'est de nouveau un succès dans ce secteur de l'Aisne. Le 1^{er} novembre, il reçoit l'ordre de se porter dans le secteur de Guise. Le régiment se met en route par étapes et c'est à Macquigny qu'il apprend la signature de l'armistice le 11 novembre 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 23 octobre 1920 et se retire à Clairoux, puis à Longueuil-Annel où il décèdera en 1925.

[83] **DRUJON Robert**

Né le 9 octobre 1896 à Chambly, il est le frère d'Étienne. Il est charretier à Clairoux.

Par anticipation d'appel, il est incorporé le 11 avril 1915 au 67^{ème} Régiment d'Infanterie.

Il est engagé aux combats de Souain en Champagne dès le mois de septembre 1915 où son régiment est maintenu jusqu'en mars de l'année suivante.

Le 22 mars 1916, il passe au 150^{ème} RI. Avec ce nouveau régiment, il est engagé dans la bataille de Verdun et notamment au Mort-Homme. Puis dans le secteur de Saint-Mihiel.

Il passe au 35^{ème} RI le 28 septembre 1916 où il retrouve le front de Champagne. En 1917, il est engagé dans l'offensive du Chemin des Dames.

Le 15 avril, à 19h, le régiment se porte sur la ligne de front par les tranchées de Vauxchamps. Pour accéder aux différentes tranchées, les boyaux sont particulièrement encombrés d'hommes blessés, croisant ceux qui les relèvent. Le 16 avril à 5h30, il est sur la ligne. L'heure « H » de l'attaque est fixée à 6h. Sifflets. Officiers en tête, les bataillons s'élancent. La tranchée de la Faucheuse est prise. Puis la tranchée de Gorizia tombe. Pas de pertes. Quelques dizaines d'Allemands se rendent. La tranchée de Blume tombe à son tour et une centaine de prisonniers sont capturés. Le 3^{ème} bataillon, auquel appartient Robert, se porte à 7h15 sur Berméricourt. À 8h45, tous les objectifs sont atteints avec un minimum de pertes. Mais vers 16h, des infiltrations allemandes sont aperçues, passant de trous en trous d'obus. Ils donnent l'assaut. À 17h30, le 35^{ème} RI organise la défense. À 18h, il est à court de munitions. Il doit se replier sur la tranchée de Berméricourt. Les pertes sont nombreuses. Trois officiers tués, treize officiers blessés et un disparu. Le total des pertes est de 59 tués, 458 blessés et 209 disparus. Robert Drujon, blessé, est transporté à l'hôpital d'étapes H.O.E. de Bouleux.

Le 17 avril 1917, il décède de ses blessures.

En juin 1917, des mutineries éclatent dans ce régiment. Le 1^{er} bataillon annonce qu'il ne partira pas à l'attaque.

Robert a son nom sur le monument aux morts de Clairoux.

[84] **DUBARLE Ernest Victor**

Il est né le 23 janvier 1883 à Nanteuil. Il est orphelin et s'installe à Clairoux en 1909 alors qu'il est employé aux Chemins de fer du Nord.

S'agissant d'une « Affectation de Guerre », il est maintenu dans son service, mais il est tenu au port de l'uniforme et au respect des règlements militaires.

Il est mis en congé de démobilisation le 20 mars 1919. Il meurt en service l'année suivante.

[85] **DUFAY Séraphin Abel**

Il est né le 10 janvier 1875 à Liancourt. Fils d'Auguste, Désiré, Séraphin et de Victorine, Joséphine Pogron habitants de Liancourt, Séraphin Dufay habite Compiègne et vient s'installer comme domestique à Clairoux.

N'étant pas tout jeune, et de constitution faible, il n'a jamais été appelé au service militaire. Cependant, il est appelé sous les drapeaux à l'âge de 39 ans le 21 décembre 1914, ce qui en dit long sur les besoins en hommes dans les armées à la suite de la saignée de l'été 1914. La commission de réforme le juge apte mais il ne peut servir que dans les services auxiliaires. Il est tout d'abord dirigé au 6^{ème} Régiment de Chasseurs à Cheval de Niort le 27 octobre 1915.

Le 5 décembre 1915, il est affecté à l'escadron territorial bis de Dragons de la 9^{ème} Région. Il est chargé du service intérieur de général de région, mais surtout, sous les ordres du capitaine Cherisey, commandant l'escadron bis, il sera employé au dépôt des chevaux malades de Loeuilly dans la Somme. Il assurera également le service des étapes de la garnison.

Séraphin est nommé brigadier le 8 juillet 1917.

Il est mis en congé de démobilisation le 15 janvier 1919 et se retire définitivement à Clairoux, rue Saint-Simon.

[86] **DUFOUR Camille**

Né à Margny-lès-Compiègne le 23 janvier 1899. Il est installé à Clairoux depuis 1911 et exerce avec son père le métier de cultivateur.

Avec l'avancement de l'appel, il est incorporé le 21 avril 1918 au 109^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde. Il est libéré des obligations militaires le 15 avril 1921.

[87]

DUGROSPREZ Edmond Paul

Né le 16 novembre 1884 à Béthisy-Saint-Pierre, orphelin, il est boulanger à Clairoux depuis 1909.

Il est affecté à la 6^{ème} Section des Commis Ouvriers des Armées (COA, relevant de l'Intendance militaire) le 3 août 1914 dans les boulangeries de campagne. Mais le 21 octobre 1916, il passe au 146^{ème} Régiment d'Infanterie. Il y reçoit une formation au dépôt, puis il passe au 68^{ème} Régiment d'Infanterie le 26 février 1917 et participe aux combats du Chemin des Dames, à la défense du secteur de Badonviller en Lorraine. Enfin, en 1918, il est engagé dans la Somme, puis dans le secteur de Soissons en septembre.

Il est mis en congé de démobilisation le 10 mars 1919.

En 1924, il devient patron boulanger à Morienvall.

[88]

DUPONT Henri François Ghislain

Il est né le 21 mars 1885 à Clairoux. Fils d'Henri Jules et de Marie Merchez originaires de Sempigny. Il est charpentier de bateaux à Clairoux.

Il est rappelé le 2 août 1914 au 155^{ème} Régiment d'Infanterie de Châlons-Commercy.

Il participe aux combats de Meuse à Joppécourt et Étain en août 1914 et à la bataille de la Woëvre en fin d'année.

Il est engagé dans la bataille de l'Argonne de janvier à juillet 1915 et de Champagne durant le deuxième semestre.

C'est au début de la bataille de Verdun qu'il est blessé le 4 mars 1916 au Mort-Homme par un éclat d'obus au thorax. Il passe d'hôpitaux en hôpitaux avant de rentrer au dépôt le 24 mai 1916.

En raison de son état de santé, il est réaffecté aux voies navigables le 15 avril 1917. Généralement, les hommes ayant souffert de blessures sérieuses avec séquelles sont réaffectés dans les services auxiliaires ; les voies navigables servent à la logistique militaire.

Il est mis en congé de démobilisation le 22 mars 1919.

[89]

DUPONT Julien Désiré

Né le 4 février 1883 à Clairoux. Il est le frère d'Henri. Il est monteur-ajusteur à Choisy-le-Roi au déclenchement du conflit.

Il est rappelé à Paris le 6 août 1914 au 23^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale (23^{ème} RIC), 10^{ème} Compagnie.

Il participe aux premiers combats en Belgique à Neufchâteau. Puis il est engagé dans la contre-offensive de la bataille de la Marne. En Champagne, il se bat aux environs de la ferme de Massiges, lieu qui sera disputé pendant tout le conflit. Il y est blessé le 5 février 1915. Transporté à l'ambulance la plus proche, il est soigné à l'Hôpital de Chalons-sur-Marne, et il réintègre son unité le 1^{er} mars 1915, toujours engagée dans ce secteur.

Il est de nouveau blessé le 15 mai à Massiges et est soigné à l'hôpital de Vitry, puis à celui de Brienne le Château. Entre-temps son unité a changé de front et se bat dans l'Aisne, puis en Artois. En septembre, le 23^{ème} RIC repasse sur le secteur de Massiges, dit « La Main de Massiges » dont la forme du terrain représente les cinq doigts d'une main.

Il est blessé une troisième fois le 29 septembre, il ne rentre au dépôt du régiment que le 24 octobre 1915.

L'année 1916 est marquée par la bataille de la Somme. Le régiment est engagé de juillet à septembre dans des secteurs meurtriers. La guerre passe au stade industriel, où, cette fois, l'artillerie guide l'action de l'infanterie.

Il est cité à l'ordre du régiment le 7 février 1916 : « *Au combat du 6 février 1916, a montré beaucoup de courage et de dévouement. Est revenu au combat bien que blessé. À la fin de la journée, étant lui-même très éprouvé, a néanmoins aidé à transporter à l'ambulance son commandant de compagnie grièvement blessé* ».

Il est cité à l'ordre de la Division le 25 août 1916 : « *Bien que blessé avant l'attaque par un éclat d'obus, a parfaitement assuré son service d'agent de liaison au cours du combat du 20 juillet 1916, faisant constamment preuve de courage et d'énergie* ».

Puis à l'été 1916, il est engagé dans la Marne et en décembre dans l'Oise.

Disposant d'une qualification civile spéciale, le commandement le retire du front.

Le 27 janvier 1917, il est détaché au dépôt des métallurgistes à Paris. Il est ouvrier, mais sous statut militaire et reste tenu au règlement. Puis il sera réaffecté à Marseille à la Maison Schneider pour la fabrication d'engins militaires.

Il est mis en congé de démobilisation le 11 mars 1919.

Il reçoit la Médaille militaire le 17 octobre 1921.

[90]

DURANT Eugène

Né à Saint-Amand dans le Nord le 12 janvier 1879, il est voyageur de commerce. Il s'installe à Clairoux en 1911 après avoir vécu depuis 1903 à Choisy-au-Bac et retourne à Saint-Amand en 1913. Il est rappelé le 4 août 1914 au 3^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale de Cambrai. Il participe à la défense de Maubeuge.

D'abord signalé disparu le 20 août 1914, il est fait prisonnier et parvient à s'évader le 21 septembre 1914 par la Belgique. Le 10 octobre, il est dirigé vers le dépôt du régiment installé à Tulle dans le sud de la France.

Nommé caporal, il rejoint le 326^{ème} RI le 30 novembre 1915 et est engagé dans les combats de l'Artois. D'avril à juin 1916, il participe à la bataille de Verdun. En raison des pertes importantes, le régiment est dissout et le 21 juin 1916, il passe au 300^{ème} RI et se trouve de nouveau engagé dans les combats de Champagne, puis en Alsace. Il est affecté à la 6^{ème} compagnie de mitrailleuses.

À la suite des violents combats des 19 et 20 mars, il est cité à l'ordre du régiment le 25 mars 1917 : « *Très bon gradé, fait constamment preuve d'un très grand courage. Étant en pays envahi, s'est évadé par la Belgique pour se présenter au recrutement* ».

Mais au cours du mois d'avril 1917, le 300^{ème} RI est traversé par un courant de révolte. Deux commandants sont mutés, des caporaux cassés de leur grade.

Eugène Durant, qui était en permission, regagne au plus mauvais moment le régiment avec 9 jours de retard ; ce qui lui vaut, le 9 juin 1917, d'être cassé de son grade de caporal et remis soldat de 2^{ème} classe.

Le régiment est envoyé dans le secteur de Mourmelon. À peine installé, il subit une attaque allemande le 21 juin. Durant l'été son régiment passe un mauvais cap. Mutations, cassations de grade et nouvelles nominations sont tentées pour redresser la discipline, tandis que les combats et les coups de main continuent. Mais dans l'ensemble, malgré le moral en baisse, le régiment fait du bon travail.

Le régiment est dirigé sur un autre front... la sinistre tranchée de Cumières.

Le 300^{ème} RI est dissout, et, avec 450 de ses camarades, il est dirigé vers le 21^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale (21^{ème} RIC) le 17 novembre 1917.

Le 20 avril 1918, il est versé au dépôt du régiment à Fréjus, et affecté à la formation des nouvelles recrues, et ce, jusqu'à la fin du conflit.

Il est mis en congé de démobilisation le 26 février 1919 et s'installe définitivement à Paris.

[91]

DUTILLOY Charles

Né le 19 septembre 1896 à Clairoux, fils d'Eugène et de Lucia Lefèvre domiciliés à Clairoux. Il est maçon dans l'entreprise de son père.

Il est incorporé le 11 avril 1915 au 67^{ème} Régiment d'Infanterie et passe au 101^{ème} Régiment d'Infanterie le 1^{er} décembre 1915. Il participe aux combats du Mont Têtu et y est blessé, Il est évacué le 23 mars 1916 et ne rentrera que le 19 avril 1917.

Il est engagé dans la bataille de la Somme en janvier et février 1917 et passe soldat de 1^{ère} classe le 5 mars.

Il est cité à l'ordre de la 124^{ème} Division d'Infanterie n° 4 le 12 juin 1917 : « *Très bon soldat volontaire pour les missions périlleuses. Le 27 janvier 1917, a vaillamment pris part à une contre-attaque qui a permis de reprendre une partie de la tranchée perdue* ». Il reçoit la Croix de guerre avec étoile d'argent.

Puis, il participe aux combats de la Woëvre et de la Marne. En 1918, il combat en Champagne, et, est de nouveau blessé au doigt par un éclat d'obus le 11 juillet 1918. Il est évacué le 5 juillet et ne rentre que le 28 septembre 1918. Il termine la guerre dans la région de Tahure où il est de nouveau évacué pour maladie.

Il est mis en congé de démobilisation le 1^{er} septembre 1919.

[92] **DUTILLOY Claude**

Frère de Charles, il est né le 7 juin 1882 à Clairoix et est ouvrier à la briqueterie Bouraine.

Compte tenu d'un œil pratiquement mort, il est exempté de service militaire.

Son exemption est confirmée par la commission de réforme de décembre 1914. Il est cependant affecté dans les services auxiliaires à Montargis comme garde des voies de communications (82^{ème} Régiment d'Infanterie).

Il est mis en congé de démobilisation le 27 février 1919.

[93] **DUTILLOY Émile**

Il est né le 20 mai 1889 à Clairoix. Il est le deuxième frère de Charles et est briquetier chez Bouraine. À la mobilisation, il est affecté à la 5^{ème} Section de la Compagnie des Chemins de Fer du Nord. Il est sous l'uniforme et relève du règlement et de la discipline militaires.

Il est mis en congé de démobilisation le 31 juillet 1919.

[94] **DUTILLOY Eugène**

Il est né à Clairoix le 23 janvier 1879 et est ouvrier. Il est le frère aîné des sept enfants de la famille. Ce qui lui avait valu d'être dispensé du service militaire en 1901.

Mais à la mobilisation, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale de Compiègne qu'il rejoint le 13 août 1914. Avec le régiment, il surveille les routes en renfort de la Prévôté (unités de gendarmerie), garde les prisonniers et protège les terrains d'aviation.

Le 19 août 1915, en raison d'une faiblesse physique, il est placé dans les services auxiliaires, et, finalement, renvoyé chez lui deux jours plus tard.

Mais en septembre, il est rappelé comme commis ouvrier d'administration dans les Armées. Il est chargé de la préparation d'obus à Compiègne. Mais par bêtise sans doute, il perd trois doigts à sa main gauche en voulant faire exploser un détonateur. Bien que cet accident ne soit pas imputable au service, il est pensionné à 20 %.

Il est mis en congé de démobilisation le 26 février 1919.



En 1914, le 13^{ème} RIT renforce la Prévôté militaire (Gendarmerie), comme ici à Compiègne.

[95]

DUVAL Eugène Joseph

Il est né le 1^{er} décembre 1895 à Margny-lès-Compiègne. Il vécut son enfance à Clairoux. Fils de Désiré Alfred et de Madeleine Hess retirés à Venette.

Au moment de son incorporation, il est ajusteur à Venette.

Il est incorporé le 19 décembre 1914 au 150^{ème} Régiment d'Infanterie où il suit ses classes d'instruction. Il passe au 4^{ème} Régiment de Zouaves le 29 juin 1915, lequel durant les mois de mai et juin vient d'essuyer de fortes pertes.

Il est immédiatement engagé dans les combats de la première bataille de l'Yser (Flandre belge) sur le littoral à Nieuport.

Le 16 janvier 1916, le 4^{ème} Zouaves relève le 8^{ème} Tirailleurs dans la zone de Nieuport-les-bains. C'est à partir du 21 janvier que l'activité allemande se manifeste par de violents tirs d'artillerie qui vont connaître leur apogée le 28. À 7h45, tout le front est soumis à un bombardement massif. À 16h15, l'attaque allemande se heurte aux Zouaves. Le front est maintenu. Il y a de nombreux blessés.

Eugène Duval a été touché ; il décède de ses blessures le 9 février 1916 à l'Hôpital de Zuydcoote près de Dunkerque.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Venette.

[96]

DUVAL Léon Alfred

Il est né le 23 décembre 1898 à Clairoux et est le frère cadet d'Eugène. Il est mécanicien à Venette au moment de son incorporation.

Par anticipation de l'appel, il est incorporé le 19 avril 1917. Après ses classes, il passe au 71^{ème} Régiment d'Infanterie et est envoyé au front le 20 décembre 1917.

Il est engagé dans les combats de la tranchée de Calonne jusqu'en mars 1918.

Nommé caporal, il passe au 162^{ème} Régiment d'Infanterie le 23 juin 1918 qui vient d'être étrillé dans les combats de Marquégglise. Il est immédiatement engagé dans l'attaque du Mont de Courmelles dans l'Aisne, puis de Soissons.

Le régiment doit se porter dans la région de Loisy – La Roche – Courmelles en vue de l'attaque qui est fixée le 28 août. Un bataillon du 162^{ème} RI doit appuyer d'autres régiments dans la prise des faubourgs Saint-Waast et Saint-Médard et Crouy. Il subit une forte contre-attaque allemande. Des gaz ypérites ont été tirés.

Le 18 août 1918, il est évacué à l'hôpital de Modane à la suite d'intoxication par ces gaz de combat.

Le 28 septembre, après dix jours de permissions pour convalescence, il rejoint son unité. Il est envoyé en renfort à la 6^{ème} Compagnie du 162^{ème} RI pour la préparation de l'offensive en Lorraine. Après quelques escarmouches, la guerre à l'ouest est finie.

Le 12 mars 1919, il embarque à Marseille pour les Balkans et, le 1^{er} juillet, est affecté au 4^{ème} Régiment de Zouaves et sert dans un escadron du Train des Equipages (convoyage de matériel).

Le 15 mars 1920, il est de retour. La guerre est finie. Il est libéré le 30 mai 1920.

[97]

EHRHOLD Émile Henri

Né le 31 décembre 1874 à Paris, il réside avec ses parents (Pierre et Marie Lallouette) à Clairoux.

En 1893, il s'engage pour 4 ans au 4^{ème} Régiment de Hussards. Il en est libéré début 1897. Il exerce le métier de maçon, puis va s'installer à Paris en 1906.

Le 15 août 1914, il est rappelé au 22^{ème} Régiment d'Artillerie de Versailles.

Il est réformé temporairement pour tuberculose et ne sera rappelé au 2^{ème} Escadron du Train qu'en septembre 1915.

Il rejoint le secteur de Verdun durant toute l'année 1916.

Compte tenu de son état de santé précaire, il est détaché le 1^{er} octobre au dépôt des métallurgistes de Nantes pour travailler aux Ateliers de Paimboeuf, puis en mars 1917 aux usines de Renault Billancourt pour la production de véhicules de guerre, notamment des chars Renault FT17.

Les ouvriers de l'industrie française, réquisitionnée pour l'armement, étaient bien souvent traités de planqués, mais leurs conditions de travail étaient bien peu enviables, comparées à nos revendications modernes. Un ouvrier travaillait onze à douze heures par jour et sept jours sur sept. Dans les usines, les accidents étaient nombreux. On en recensa près de 60 000 dans les seuls établissements privés en 1917, dont 300 mortels.

Le 13 juin 1917, le bâtiment C4 des usines Renault s'effondra et fit 26 morts. Heureusement, Émile Ehrhold ne se trouvait pas parmi les victimes.

En octobre 1918, il retourne au 2^{ème} Escadron du Train.

Il est mis en congé de démobilisation le 30 avril 1919 et se retire définitivement à Paris.

[98] **ÉTARD Marius Adrien Georges**

Il est né le 2 août 1890 à Compiègne et vit à Clairoix avec ses parents, Adrien Édouard et Louise Cheneval, au moment de son incorporation en 1911. Il est mécanicien de profession.

Il est affecté au 1^{er} Régiment de Génie en 1911 et devient pontonnier, passe caporal en 1912 et sergent l'année suivante. Il est libéré du service actif le 30 novembre 1913.

Mais il est rappelé le 3 août 1914 dans ce même régiment. Sa mission est de poser des ponts de bateaux, mais aussi de renforcer les ouvrages de première ligne.

Le 29 septembre 1915, il est blessé au nord de Massiges (Champagne) et est cité postérieurement le 30 octobre 1918 pour son dévouement sur la cote 19.

Le 24 décembre 1915, il est détaché à la société des munitions de Bordeaux.

Le 9 janvier 1919, il est détaché à Société Française des Munitions d'Issy-les-Moulineaux.

Il décède le 24 février 1919 avant d'être mis en congé de démobilisation.

[99] **FOIREST Auguste Léopold Joseph**

Il est né à Clairoix le 9 août 1888. Fils d'Auguste Alexandre et de Marie Aimée Bonival, il est l'un des nombreux cultivateurs du village.

En 1909, il avait été incorporé au 18^{ème} Régiment de Chasseurs (à cheval) de Lunéville. Poste en corrélation avec sa connaissance du cheval.

Le 1^{er} août 1914, il est rappelé à Vitry-le François au sein d'une unité de cavalerie légère, le 17^{ème} Chasseurs, dépendant du 18^{ème} Chasseurs de Lunéville.

Après avoir effectué des reconnaissances dans l'est du pays, le 20 septembre 1914, le régiment est porté dans la région de Péronne.

Au cours d'un assaut le 24 septembre, il est blessé par un éclat d'obus à l'avant-bras droit. Il est hospitalisé et attend son retour à l'unité.

Mais la guerre, dans sa nouvelle dimension, exige plus d'hommes au fond d'une tranchée que dans une formation de Chasseurs à cheval, devenue une cible trop facile. Il est dirigé vers le 155^{ème} Régiment d'Infanterie le 23 février 1915.

Il participe aux terribles combats de l'Argonne.

Le 20 juin 1915, l'ennemi bombarde violemment Vienne-le-Château. Le régiment qui est alerté à 10h, est immédiatement engagé. Deux compagnies, dont celle à laquelle appartient Auguste Foirest, sont aussitôt employées à exécuter des contre-attaques sur les tranchées perdues le matin et réussissent à y prendre pied. Elles sont très éprouvées et ne peuvent s'y maintenir. Quand l'artillerie allemande pilonne les deuxième lignes du 155^{ème} RI, Auguste est grièvement blessé au bois de la Gruerie situé au nord de Vienne-le-Château sur la route de Binarville. Il succombe de ses blessures le 23 à l'hôpital de Chanzy, près de Sainte Menehould.

Ce même jour, le 20 septembre, le 155^{ème} RI perdra 3 officiers tués, 5 officiers blessés, un disparu, 51 tués parmi la troupe, 165 blessés dont Auguste Foirest, et 52 disparus.

Le 3 juin 1916 un secours immédiat de 150 francs sera versé par le 155^{ème} RI à son père vivant à Clairoix.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoix.

[100]

FOIREST Désiré Léon

Il est né le 14 décembre 1873 à Bienville. Il est ouvrier des chemins de fer à Clairoix et habite ce village depuis juillet 1909.

Il est le fils d'Henri et de Marie-Louise Bochand (2^{ème} épouse) vivant à Bienville.

Il est rappelé le 14 août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale. Il participe à la défense de Compiègne avec les unités chargées de détruire les ponts de l'Oise avant l'arrivée des Allemands.

Mais le 24 octobre de la même année, il passe au 19^{ème} Bataillon de Chasseurs à Pieds. Il est engagé dans la bataille des Flandres en Belgique.

Il participe aux combats de Nieuport et Dixmude.

Il est blessé le 14 décembre 1914 à Zillebecke (Belgique) et est réformé le 5 octobre 1915.

Il se retire à Clairoix.

[101]

FOIREST Émile

Il est né le 6 septembre 1870 à Bienville. Il est charretier à Clairoix avant le début du conflit.

Il est le fils d'Henri et d'Adélaïde Grenier, décédée. Il est également le demi-frère de Désiré Foirest.

Il est rappelé le 1^{er} août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale. Il participe à la défense de Compiègne et est renvoyé le 24 dans ses foyers. Mais il y est de nouveau rappelé après le repli des Allemands. Il participe aux gardes de prisonniers, à la protection des états-majors et des terrains d'aviation.

Le 22 mai 1915, il passe au 122^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale. Son bataillon (le 3^{ème}) est dirigé en Argonne où il procède à l'aménagement des tranchées jusqu'à la dissolution de celui-ci le 30 août 1916. Il participe néanmoins au début de la bataille de Verdun.

Le 15 septembre 1916, il passe au 76^{ème} Régiment d'Infanterie et est engagé dans les combats de l'Aisne à Berry-au-Bac, puis en Champagne au Fort de la Pompelle. En 1917, il est engagé dans la Somme à Rouvroy-en-Santerre, puis dans l'Aisne à Tergnier.

Le 10 juillet 1917, il est détaché comme ouvrier agricole à Beauvais.

Le 10 novembre 1917, il est démobilisé au dépôt du 51^{ème} Régiment d'Infanterie.

Il se retire à Clairoix.

[102]

FOIREST Émile

Il est né le 12 août 1896 à Clairoix. Il est le fils d'Émile mobilisé (voir ci-dessus) et de Philomène Caron.

Il est maçon-plâtrier au moment de son incorporation le 11 avril 1915.

Il rejoint le 155^{ème} Régiment d'Infanterie et, après la formation élémentaire du soldat, il est engagé en juillet 1915 en Argonne et en fin d'année dans la bataille de Champagne.

Début 1917, il est engagé dans les combats de l'Aisne à Berry-au-Bac, au bois du Choléra, puis son unité est retirée pour être engagée dans le secteur de Verdun au fort de Douaumont et au Ravin des Vignes. Il y est cité pour sa bravoure et sa conduite au combat.

Citation à l'ordre du régiment n° 115 du 4 novembre 1917 : « *S'est distingué par son courage et son entrain au cours d'une contre-attaque menée à 10 contre 1 et qui a repoussé une compagnie ennemie* ».

En novembre 1917, son unité rejoint les Éparges en Meuse, puis la Lorraine jusqu'en mars 1918.

Il passe caporal le 1^{er} mars 1918, et rejoint le front de la Somme.

Il est cité à l'ordre de la Division n° 175 le 14 novembre 1918 : « *Le 4 avril 1918, s'est distingué par son sang-froid et sa bravoure au cours d'un combat extrêmement violent. A contribué efficacement par son équipe de fusiliers mitrailleurs à repousser plusieurs assauts ennemis* ». Il reçoit la Croix de guerre avec étoile de bronze.

Le même jour, le 4 avril 1918, il est tué devant Grivesnes au nord-ouest de Montdidier.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoux.

[103]

FOIREST Ferdinand Dominique

Il est né le 10 janvier 1888 à Clairoux et est le fils de François et de Louise Charpentier. Avant son incorporation en 1909, il était chapelier à Choisy-au-Bac dans le commerce de son frère, patron.

Le 4 août 1914, il est rappelé au 94^{ème} Régiment d'Infanterie à Bar-le-Duc.

Son régiment résiste dans le secteur de Charleroi, puis se replie non sans combattre. Le 22 août, le régiment aura déjà perdu 1 000 hommes, tués, blessés ou disparus.

Il participe ensuite à la contre-offensive de la Marne en septembre, puis à la bataille des Flandres près de Dixmude en décembre.

Début 1915, il se bat en Argonne, puis en Champagne en septembre où le régiment paie à nouveau un lourd tribut de 700 hommes. En mars 1916, il est engagé dans la bataille de Verdun, notamment au Mort-Homme. Enfin, il part sur le front de Lorraine.

Ferdinand Foirest passe au 162^{ème} Régiment d'Infanterie le 6 juillet 1916. Avec ce régiment, il est engagé dans la bataille de la Somme. Le 17 octobre, les 1^{er} (auquel il appartient) et 2^{ème} Bataillons du régiment se portent sur les tranchées de 1^{ère} ligne. Le 18, un violent bombardement ennemi tue 8 hommes et en blesse 17, parmi eux : Ferdinand Foirest, qui vient d'être blessé à Rancourt d'une plaie par éclats d'obus à l'oreille et à l'épaule gauche ; il est évacué à l'hôpital n° 8 du Havre. Il ne rejoindra le 162^{ème} RI que le 24 novembre 1916.

Le 15 avril 1917, le régiment se trouve engagé dans les combats dans l'Aisne, à Berry-au-Bac où le régiment perd près de 1 100 hommes dans les combats du bois du Choléra, secteur disputé depuis septembre 1914.

À cette occasion, il est cité le 1^{er} mai 1917 à l'ordre du régiment : « *Employé comme agent de liaison aux attaques du 16 au 27 avril 1917, s'est acquitté toujours au mieux de ses missions en faisant preuve d'un courage et d'un sang-froid remarquables* ». Il reçoit sa citation sous un violent bombardement, car, entre-temps, l'unité a rejoint les premières lignes. Le régiment a été réduit de moitié en effectif en raison de pertes considérables, mais les combats continuent, à Verdun en juillet 1917, puis en Lorraine en fin d'année.

Le 9 juin 1918, son régiment rejoint l'Oise pour contrer l'offensive allemande du Matz. Il se positionne en cercle défensif au nord de Monchy-Humières et envoie ses patrouilles sur Marquéglise et la Ferme Portes. Vers 4 heures du matin, une forte offensive allemande débouche sur le 1^{er} bataillon, qui contient à plusieurs reprises la poussée ennemie. Dans la confusion, Ferdinand Foirest est porté disparu le 10 juin 1918. Fait prisonnier, il ne sera rapatrié que le 6 décembre 1918. Dans ces combats de Monchy-Humières, le régiment aura perdu un peu plus de 1 000 hommes.

Il réintègre le 54^{ème} RI de Compiègne et sera mis en congé de démobilisation le 15 juillet 1919.

Ferdinand Foirest aura été de toutes les grandes batailles. Sans doute est-il de ceux les plus marqués par ce terrible conflit.

Il se forme dans la soudure autogène dès son retour à la vie civile. Par la suite, installé à Clairoux, il prendra la profession de soudeur.

[104]

FOIREST Fernand Dominique

Il est né le 5 mai 1881 à Clairoux. Fils de François et de (Louise) Clarisse Charpentier domiciliés à Clairoux. Il est le frère aîné de Ferdinand, et, tout comme lui, chapelier (et patron) à Choisy-au-Bac.

Il a effectué son service militaire au 11^{ème} Cuirassiers en 1905.

Il reprend son commerce en 1908, mais fait faillite l'année suivante pour finalement devenir simple employé de commerce.

Il est rappelé le 3 août 1914 au 17^{ème} Régiment d'Artillerie à La Fère dans l'Aisne.

À partir du 27 août 1914, il se replie avec les 3^{ème} et 4^{ème} Armées depuis la ville de Cesse jusqu'à la contre-offensive de la Marne le 6 septembre à Vienne-la-Ville. En février 1915, son régiment est engagé dans les coûteux combats de Champagne au Fortin de Beauséjour. C'est à ce moment-là que sa santé commence à décliner.

Le 26 septembre 1915, il est évacué pour maladie à l'Hôpital de Bar-le-Duc (bronchite chronique et emphysème). Le 26 mars 1916, il rentre à son régiment, 6^{ème} batterie, et participe aux combats de Verdun durant toute l'année, notamment en octobre à Damloup.

Il est de nouveau évacué pour maladie le 4 janvier 1917 à l'Hôpital n° 16 de Compiègne. Il retrouve le dépôt de son régiment le 28 juin 1918 mais tombe à nouveau malade le 8 juillet. Il finit par être reclassé dans les services auxiliaires en août 1918 du fait de son état physique très affaibli, pour lequel d'ailleurs, il bénéficiera d'une pension d'invalidité permanente.

Il est placé en congé de démobilisation le 12 mars 1919.

Il reprendra son activité d'employé de commerce après la guerre.

[105]

FONTAINE Edmond Quentin

Il est né le 18 juin 1882 à Clairoux. Fils de Denis Alfred et de Flavie Foirest, il exerce le métier de charron. En 1903, pour des raisons de santé, il est ajourné au service militaire.

Il est cependant rappelé en août 1915 au 9^{ème} Régiment du Génie, puis à partir du 5 octobre 1916 il est détaché aux ateliers de Védrine comme charron-carrossier.

Le 1^{er} juillet 1917, il est affecté, malgré son handicap, au 23^{ème} Régiment d'Infanterie.

Ce régiment est alors engagé dans la bataille de Champagne. Le 23^{ème} vient de connaître d'importantes mutineries d'avril à juin 1917. Les hommes de ce régiment ont été dispersés et remplacés par de nouvelles recrues. Edmond Quentin rejoint le 23^{ème} redevenu calme et participe aux patrouilles à l'intérieur des lignes ennemies. En octobre, il rejoint le secteur de Verdun, puis le secteur de Lorraine de janvier à avril, et enfin le secteur des Flandres à Locre.

Le 8 juillet 1918, il est hospitalisé au Val de Grâce pour troubles fonctionnels de la marche et de l'ouïe, qui sont en fait des séquelles post-traumatiques de la « fatigue du combat ». Il est détaché dans les services auxiliaires, puis sera libéré le 8 mars 1919.

Après la guerre, il deviendra marchand de bois ; il sera maire de Clairoux de 1923 à 1935.

[106]

FOUQUOIRE Jules Noël

Il est né à Clairoux le 25 décembre 1897, fils de Jules Georges et de Floury Eugénie, il est mécanicien et réside à Margny-lès-Compiègne au moment du déclenchement du conflit.

Faisant partie de la classe 1917, il est appelé par anticipation le 9 janvier 1916, il est incorporé au 150^{ème} Régiment d'Infanterie.

Après ses classes au dépôt du régiment où il est formé au combat, il rejoint les bataillons engagés à Saint-Mihiel, après que ceux-ci ont subi de lourdes pertes dans le secteur de Verdun.

Puis il combat jusqu'à la fin de l'année dans la Somme.

L'année 17 est marquée par les combats de Champagne et, en fin d'année, de Verdun. En 1918, son régiment est envoyé en Lorraine, à la forêt de Facq. Il rejoint ensuite le secteur de la Marne en juin.

L'enjeu est majeur, car les Allemands lancent leur dernière offensive, là même où quatre ans plus tôt, l'armée française avait stoppé net l'ennemi qui menaçait Paris. De nouveau, Reims et Paris deviennent des cibles. Foch ordonne une contre-offensive le 18 juillet 1918.

Le 15 juillet, les Allemands déclenchent un puissant tir d'artillerie sur la Marne. Avec des passages naturels donnant vers le sud, la petite ville de Dormans se retrouve dans la tourmente et au cœur même de l'affrontement. Les troupes allemandes, victorieuses dans un premier temps, sont repoussées au prix d'une bataille titanesque et meurtrière.

Dans cette attaque, les Allemands progressent au rythme du feu d'artillerie roulant. Jules Fouquoire est grièvement blessé à l'épaule droite par un éclat d'obus. Il est d'abord porté disparu. Ce n'est

qu'au cours de la contre-offensive française du 18 juillet qu'il est découvert. La plaie est pénétrante et les brancardiers le dirigent vers l'ambulance 231 où il décède de ses blessures.

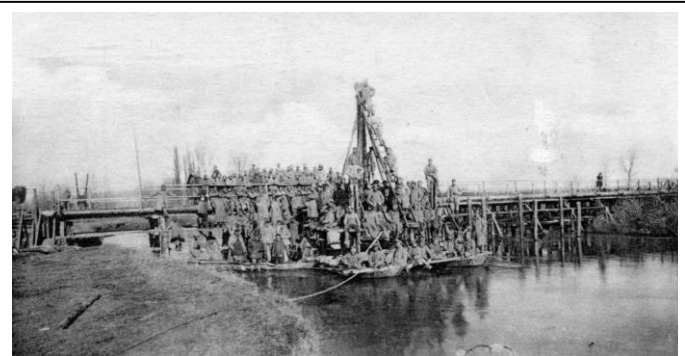
Son nom est inscrit au monument aux morts de Margny-lès-Compiègne.

[107]

FOURNIER Henri

Il est né le 27 juillet 1887 à Clairoix. Fils de Joseph Henri et de Laurence Delcourt, il est marinier de profession. Comme de nombreux mariniers et de charpentiers de bateaux, il est incorporé dans le Génie en 1908.

Au déclenchement du conflit, il est rappelé au 9^{ème} Régiment du Génie qui est dissout pour former des compagnies divisionnaires et de corps d'armée. Henri Fournier est affecté à la compagnie 6/4 pour renforcer le 6^{ème} Corps d'Armée. Puis nommé caporal en mai 1915, il rejoint le 10^{ème} Régiment de Génie, compagnie 26/55. Les missions principales sont l'établissement de pontons, de passerelles, de ponts de bateaux et d'abris dans les lignes de défense. Elles s'effectuent souvent sous les tirs de l'artillerie ennemie.



En janvier 1917, ponton dressé par le 10^{ème} Génie. Henri Fournier figure sur la photo (collection de l'auteur).

Il est mis en congé de démobilisation le 29 mars 1919.

[108]

GAPANY Hubert

Né le 13 mars 1872 à Longueil-Annel, il est menuisier à Clairoix de 1899 à 1914.

Il est le fils d'Hubert et d'Émilie Boucher domiciliés à Janville.

Rappelé à Boulogne-sur-Seine où il s'était domicilié en avril 1914, il rejoint le 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne.

Au sein de ce régiment, il participe à la défense des ponts de l'Oise, jusqu'à ce qu'ils soient détruits devant l'avancée ennemie. Compte tenu de son âge, il participe à la garde des prisonniers et des terrains d'aviation jusqu'à la dissolution du 13^{ème} RIT à la mi-1915.

Il est reversé au 21^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale. Il est envoyé en Champagne, notamment à la célèbre « Main de Massiges », dont la forme du terrain évoque les cinq doigts d'une main, puis à la cote 191. Il s'en réchappe malgré les pertes importantes du régiment : 35 officiers et 1 068 hommes tués, blessés ou portés disparus.

En 1916, il est engagé dans la bataille de la Somme, notamment à Rancourt et Belloy-en-Santerre où le régiment subit encore des pertes importantes. En 1917, il stationne dans le sud de la Somme mais n'est engagé dans aucune opération.

En 1918, il est envoyé en Champagne et dans l'Aisne, à Herpy, son dernier combat avant l'armistice. Ses deux jeunes frères, domiciliés à Janville, sortiront également vivants de ce conflit.

À l'âge de 47 ans, il est mis en congé de démobilisation le 11 janvier 1919.

[109]

GAUDEFROY Auguste Fernand André

Il est né le 29 mars 1880 à Allonville dans la Somme. Il est marié avec Marie Céleste et père d'une petite Andrée. Il est jardinier chez M. Sibien, architecte domicilié à Clairoix. Il est le fils de Victor Alfred et de Catherine Guignon.

Il est rappelé le 3 août 1914 en tant que caporal au 72^{ème} Régiment d'Infanterie et rejoint le dépôt du régiment à Péronne.

En août 1914, il est engagé dans la bataille de Virton et le régiment se replie avant d'être lancé en septembre dans la contre-offensive de la Marne. Il se trouve en fin d'année en Argonne. Les combats du bois de la Gruerie et du Four-de-Paris sont particulièrement violents.

Début 1915, le 72^{ème} RI est engagé en Champagne, puis de nouveau en Argonne.

Début juillet 1915, le régiment s'installe aux Islettes (Meuse). Le front semble calme. Les travaux et quelques exercices ponctuent l'emploi du temps. Puis, soudainement, le 13 juillet à 3h15 du matin, l'ennemi prononce une violente attaque précédée d'un bombardement intensif. Le régiment reste en réserve. À 4h25, le 72^{ème} reçoit l'ordre de se porter au plus près de la ligne de front vers le Blaon. Arrivé au Blaon, Auguste Gaudefroy reçoit une dotation de 200 cartouches, des pétards (explosif puissant de mélinite) et des grenades. Lui et ses camarades rejoignent une lisière de bois au nord-est du Blaon. La canonnade se fait de plus en plus proche. Les premiers gaz asphyxiants tombent sur les hommes en progression. À 11h, après une vive fusillade, les Allemands montent à l'assaut et franchissent sur des passerelles les premières lignes. Le 72^{ème} tient la ligne. Mais vers 12h30, il doit se replier. Sous les ordres du commandant Maupoil, Auguste et ses camarades apprennent qu'ils participeront à la contre-offensive fixée pour 14h30. Elle est finalement lancée à 15h30 en direction d'une ligne de crête recouverte d'un bois : le Bois Bolante. Quand l'assaut français s'achève, les points conquis par les Allemands ont été repris, mais au prix de lourdes pertes : 5 officiers tués, 11 blessés et 543 sous-officiers, caporaux et hommes de troupes tués, blessés ou disparus. Auguste Gaudefroy figure au nombre des tués.

M. Sibien, qui avait déjà perdu son fils en 1914, perd cette fois son jardinier. Il prendra en charge son épouse et leur fille, probablement jusqu'à la fin du conflit.

Le nom d'Auguste Gaudefroy figure au monument aux morts d'Allonville dans la Somme.

[110]

GARDE Joseph Élie

Il est le valet de chambre du Comte de Comminges à Clairoux. Originaire de l'Allier, il est né à Échassières.

Appartenant à la classe 1916, son incorporation est avancée au 9 avril 1915. Il rejoint le dépôt du 38^{ème} Régiment d'Infanterie à Saint-Étienne. Après ses classes, il rejoint le front de la Somme le 6 décembre 1915. Mais avec l'offensive allemande déclenchée près de Verdun, le 38^{ème} RI rejoint dès février 1916 Eix, Thavannes, puis est engagé au fort de Vaux.

Après ces combats, le régiment est envoyé à Moulin-sous-Touvent, puis de nouveau sur la Somme en septembre. Les combats sont impitoyables. Le 1^{er} octobre, Joseph est blessé à Vermandevillers, en haut de la fesse et à l'avant-bras par de multiples éclats d'obus. Il est évacué à l'ambulance 12/1 le lendemain, pour ne rentrer de convalescence que le 16 janvier 1917.

Il est cité à l'ordre du régiment n° 326 du 24 septembre 1916 : « *Fusilier mitrailleur remarquable, n'a pas hésité le 18 septembre 1916 au cours de l'attaque, à mettre en batterie sur un groupe ennemi, malgré un feu violent de mitrailleurs* ».

De janvier à mars 1917, il est dans le secteur de Ribécourt. Début juin, son régiment connaît des refus de discipline. En août, il est envoyé sur Verdun, cote 304.

En 1918, le régiment est en Argonne. Au cours de durs combats, il est blessé par éclat d'obus le 6 mars, d'une plaie à la jambe droite au niveau du mollet.

Il est une deuxième fois cité à l'ordre du régiment n° 306 le 9 mars 1918 : « *Jeune soldat ayant donné maintes fois preuves de son courage. Merveilleux de sang-froid, a été blessé le 6 mars 1918 à son poste de combat pendant un coup de main ennemi* ».

Il rentre au dépôt du régiment le 4 octobre 1918 après avoir séjourné en avril à l'hôpital de Roanne et de mai à août à l'hôpital de Thiers et obtient une convalescence en septembre pour aller voir ses parents à Montluçon dans l'Allier.

En position de tir avec le fusil-mitrailleur Chauchat quelque part dans la Somme en 1916 (collection de l'auteur).



Il rejoint son régiment en Champagne, et, c'est sur le plateau des Alleux, que lui, et ses camarades, apprennent le cessez-le-feu du 11 novembre.

Il est mis en congé de démobilisation le 21 septembre 1919.

[111] **GILSON Jean Joseph**

Il est né à Donnes en Belgique le 16 mars 1870. Fils de feu Pierre et de Stée Marie vivant à Chevincourt, il est domestique à Clairoux.

Il est naturalisé français en 1908. Le 4 août 1914, il est affecté au 54^{ème} Régiment d'Infanterie et rejoint Compiègne où il effectue une remise à niveau.

Il est engagé dans la bataille de la Marne en septembre. Puis le régiment remonte dans la plaine de Woëvre où il va de nouveau être confronté à de terribles combats aux Éparges.

Le 21 septembre, à 16h, l'ennemi attaque à Saint-Rémy. L'ordre de mise en route du régiment est confirmé au carrefour de la Tranchée de Calonne et du chemin de Mouilly. Le régiment y arrive vers minuit. Vers 4h du matin, il doit attaquer Saint-Rémy. Le 1^{er} bataillon auquel appartient Jean Gilson doit se porter sur ce village. Il atteint la route perpendiculaire à la Tranchée de Calonne. Le bataillon est attaqué sur son flanc gauche vers 5h. Il subit de lourdes pertes et se replie. Au cours de ces combats rapprochés, Jean Gilson est blessé d'un coup de baïonnette au bras gauche. Battant en retraite, il est de nouveau blessé d'une balle à la jambe gauche. Les deux autres bataillons couvrent la retraite des éléments épars. Jean rejoint l'ambulance où il est soigné.

Le régiment reste dans ce secteur jusqu'en avril 1915.

En juin 1915, Jean Gilson passe au 104^{ème} Régiment d'Infanterie et rejoint le front de Champagne, puis de Verdun en 1916 et y séjourne jusqu'en 1917.

Le 10 avril 1917, il est affecté au 1^{er} RIT en cours de reconstitution.

Le 1^{er} août 1917, il est détaché à Beauvais comme Commis Ouvrier Agricole, puis rejoint le 51^{ème} RI le 10 novembre 1917.

Il est renvoyé à son foyer en mai 1918 et retrouve Clairoux. Pour peu de temps puisqu'en juin, il doit évacuer le village. Il est définitivement libéré du service en décembre 1918 et rejoint son emploi de domestique à Clairoux.

[112] **GROSCAUX Ernest Léon**

Il est né le 26 octobre 1883 à Cambronne.

Fils de feu Louis François et de Marie Burié résidant à Noyon, au déclenchement de la guerre, il est manouvrier. Il vit à Clairoux depuis mai 1913.

Il est rappelé au 254^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne le 4 août 1914.

Placé dans le secteur de Maubeuge, en raison de l'avancée allemande il participe au coup d'arrêt provisoire de Guise, permettant ainsi aux armées de se replier plus au sud. Par la suite, il participe à la contre-offensive de la Marne à Montceaux-lès-Provins. Il reprend l'offensive sur l'Aisne à Soupir. Il reste sur ce secteur disputé durant toute l'année 1915.

Il passe au 267^{ème} Régiment d'Infanterie le 11 juin 1916. Avec ce régiment, il est envoyé dans le secteur de Verdun et rejoint la « tranchée de Cumières » où tant d'hommes ont déjà laissé leur vie. Puis en fin d'année 1916, il fait route vers le sud de l'Aisne à Pontavert, autre lieu de violents affrontements.

Dans ce secteur il est blessé le 16 mars 1917 à Berry-au-Bac d'un éclat d'obus à la tête. Compte tenu de son état de santé, il est versé au 20^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale le 23 juillet 1917. Il y assure des gardes, des travaux d'aménagement sur l'arrière du front et notamment des travaux ferroviaires. Le 1^{er} bataillon du 20^{ème} RIT est dissout, et il passe au 286^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale le 16 août 1918.

La guerre se termine pour lui, cette fois à l'abri du front. Il est mis en congé de démobilisation le 2 février 1919.

Il se retire à Clairoux, puis, en juin 1919, trouve un poste d'ouvrier à Saint-Étienne où il terminera sa vie.

[113] **GROSMANGIN Paul René Pierre**

Il est né à Paris le 1^{er} avril 1891. Élève architecte, il est le fils du secrétaire de mairie de Clairoix Louis Jules Grosmangin et de Cécile Gréhant domiciliés à Clairoix.

Il est incorporé le 1^{er} octobre 1912 au 59^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne et rejoint Chaumont. Il est nommé brigadier en février 1913, puis maréchal-des-logis au mois d'octobre de la même année. Maintenu au service armé par la loi dite des « trois ans », le 2 août 1914, il est envoyé au front près de Badonvilliers, puis le secteur du Donon.

Le 25 août 1914, il est blessé à la tête et à l'épaule droite par éclats d'obus dans le secteur de Gellenaucourt. Il est évacué et ne rejoindra son unité que le 2 janvier 1915, qui est alors engagée dans l'Artois. Mais le 27 janvier, il tombe malade et est de nouveau évacué au dépôt de la 68^{ème} batterie du régiment.

Le 1^{er} octobre 1915, il est affecté au 121^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde (RAL) et sert des pièces de calibre 155mm court. Il est de nouveau engagé en Artois. En 1916, en raison de l'offensive allemande à Verdun, le régiment rejoint ce secteur et embarque le 26 février après un repos réparateur au Crotoy. C'est sous une tempête de neige que les canons sont chargés sur les wagons. Quelques jours plus tard, le 121^{ème} RAL arrive dans le secteur de Belleville sous une pluie d'obus. Le 10 mars, ils subissent une attaque aux gaz. Le régiment y restera jusqu'au mois de juillet en tirant un grand nombre de munitions.

Puis Paul Grosmangin rejoint le secteur d'Amiens et débarque à Boves le 28 juillet. La deuxième bataille de la Somme est alors engagée. En avril 1917, sa batterie rejoint le Soissonnais, cette fois, c'est la bataille du Chemin des Dames.

Fin 1917, le 121^{ème} RAL est engagé dans les Vosges, près de Gérardmer. Il sera rappelé dans le Soissonnais en avril 1918 pour faire face à l'offensive allemande.

Après l'armistice, Paul Grosmangin est affecté au cours de perfectionnement de l'artillerie et est affecté comme sous-lieutenant au 120^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde. Il est démobilisé le 9 août 1919.

[114] **GUÉNIN Édouard Arthur**

Il est né à Chauny le 7 décembre 1898 mais réside à Clairoix. Il est marchand de charbon.

Il est le fils d'Arthur Fernand, marinier, et de Marie Fériez.

Il s'engage pour la durée de la guerre le 11 avril 1917 et rejoint le 82^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde (RAL) pour y être formé.

Il passe au 60^{ème} RAL le 29 août de la même année.

Il est nommé caporal le 19 juillet 1918 et maréchal des logis le 11 août 1919.

Il est démobilisé le 11 avril 1921 et se retire à Conflans-Sainte-Honorine.

[115] **GUÉTROT Robert Marie Joseph**

Il est né le 28 mai 1877 à Montlivault dans le Loir et Cher.

Fils de Jean et de Anne Bisson, il est le jardinier du comte de Comminges depuis mai 1910.

Il est rappelé au 331^{ème} Régiment d'Infanterie de Blois le 3 août 1914.

Son régiment est déployé dans les Ardennes à Revemont. Les combats les plus sanglants ont lieu les 30 et 31 août à Fossé. Puis interviennent le repli et sa contre-offensive en septembre. C'est dans le secteur de Vauquois en Argonne le 24 septembre 1914 que le régiment subit une deuxième fois ses plus lourdes pertes.

Durant toute l'année 1915 et au début de 1916 le régiment séjourne dans ce secteur.

En raison de l'offensive allemande à Verdun, le régiment est déplacé dans le secteur de la Haute Chevauchée en juin et juillet.

En octobre 1916, Robert Guétrot et ses camarades sont envoyés sur le front de la Somme, d'abord à Rancourt, puis à Bouchavesnes.

Dans ce secteur, le régiment subit des bombardements quotidiens. Le 19 septembre au soir, ils s'intensifient. Le lendemain de 7h à 9h30, ces bombardements s'abattent sur les tranchées du 331^{ème} RI avec une violence inouïe. De nombreux avions allemands survolent Bouchavesnes et mitraillent les soldats dans leurs tranchées. À 9h30, le bombardement cesse. L'infanterie allemande attaque par un ravin en plusieurs vagues formées de petites colonnes. Un tir de barrage est demandé par un tir de fusée. Celui-ci est immédiatement déclenché, mais il est peu nourri et laisse au sud-est une trouée par laquelle les Allemands s'engouffrent. Les défenseurs de la corne sud-est du village sont submergés par les assaillants. Les combats durent jusqu'à midi. L'ennemi, qui a subi de lourdes pertes, occupe à présent le village, mais n'a pas réussi à pénétrer les lignes de défense du 331^{ème}.

À 13h30, des observateurs signalent la reprise de l'assaut à l'est de Bouchavesnes. L'artillerie française déclenche des tirs d'intervention. Vers 17h, le 331^{ème} reprend le village qui est complètement nettoyé. Le sol est jonché de cadavres et de blessés. Le régiment est fortement éprouvé et d'ailleurs ne dispose que de très peu de munitions. À la relève des corps, on dénombre 4 officiers tués, 7 blessés et pour les sous-officiers et la troupe 105 tués, 265 blessés et 33 disparus.

Ce 20 septembre 1916, Robert Guétrot vient d'être tué dans la défense de Bouchavesnes.

À cette occasion, il est cité à l'ordre du régiment sous le N° 181 le 3 octobre 1916 : « *Soldat d'une bravoure exemplaire, a été tué à son poste de combat* ».

À titre posthume, sa famille reçoit la Croix de guerre, puis, par la suite, la Médaille Militaire.

Le comte de Comminges ne sera averti de sa mort que le 12 octobre 1916.

Le nom de Robert Guétrot ne semble figurer sur aucun monument aux morts.

[116]

HACHET Gaston

Il est né le 19 janvier 1887 à Clairoix. Fils de Louis et de feu Marie Couver résidant à Clairoix, il est maçon à Longueuil-Annel.

Il est rappelé le 3 août 1914 au dépôt des bataillons de Chasseurs à Pieds à Épernay, et rejoint à Pont-à-Mousson le 26^{ème} Bataillon de Chasseurs à Pieds (26^{ème} BCP).

Le 26 août 1914, il est engagé dans le secteur de Joppécourt pour couvrir la retraite des 3^{ème} et 4^{ème} Armées. Après le repli, il participe à la contre-offensive de la Marne à Cierge-Montfaucon et Vaux-Marie, et enfin à Croix-sur-Meuse. Puis le bataillon est envoyé aux Éparges, lieu de combats acharnés.

Il est nommé caporal le 7 janvier 1915.

Atteint de la fièvre typhoïde, il est évacué le 23 janvier 1915 à l'Hôpital de Bar-le-Duc jusqu'au 18 mars et bénéficie de 20 jours de convalescence.

Il rejoint le bataillon en plein combat des Éparges. Il est blessé le 19 mai 1915 au bois de Bagatelle (près de Vienne-le-Château) d'une fracture à la boîte crânienne ; il refuse d'être évacué et reste à son poste pendant toute la durée des combats.

Enfin soigné, il rejoint le 26^{ème} BCP - 1^{ère} compagnie - le 29 août 1915, en direction du front de Champagne.

Il est promu sergent le 6 octobre 1915.

De toute urgence, en février 1916, le 26^{ème} BCP rejoint le secteur de Verdun, notamment le fort de Souville, lieu d'affrontements intenses.

Il est cité à l'ordre du bataillon n° 141 le 14 juillet 1916 : « *Sous-officier énergique, discipliné en qui ses chefs peuvent compter en toute occasion. Sur le front depuis le 26 août 1914, a pris part à toutes les actions où le Bataillon a été engagé. Chargé du ravitaillement de la 1^{ère} ligne en matériel et en munitions, a donné de belles preuves de courage pendant les attaques ennemies du 27 février 1916 et du 27 mai 1916 en menant à bien sa mission malgré les plus grands dangers sous un bombardement intense* ».

En 1917, il participe à une autre grande bataille : le Chemin des Dames où le bataillon se distingue au Mont Sapin et à Soupir.

Puis, le 26^{ème} BCP est engagé en Picardie, notamment dans les secteurs du Bois de Mongival, Thory et Grivesnes en mars et avril 1918.

Le 29 mars, l'officier de reconnaissance du bataillon apprend que les Allemands attaquent Bouillancourt à l'est de Marest-Montier. Pour parer à toute éventualité, ordre est donné au 26^{ème} BCP de se placer en tirailleur face à l'est le long de la route Grivesnes – Aubvillers. Le lendemain, la 1^{ère} compagnie, commandée par le lieutenant Leduc, et à laquelle Gaston Hachet appartient, est placée en réserve au niveau de la ferme Fauchon. À 7h52, le message du colonel Berthon s'adresse aux officiers des deux compagnies placées en réserve : « *Je suis tourné par Braches, envoyez-moi vos deux compagnies de réserve à la lisière nord d'Aubvillers pour contre-attaquer en direction de Braches* ». Vers 8h, nouveau message : « *Le 116^{ème} Bataillon a lâché sur ma gauche... je vous demande de rétablir la situation...* ». Les deux compagnies ne suffisent pas à contenir l'avance allemande. Les éléments épars d'autres régiments sont regroupés. La 1^{ère} compagnie du lieutenant Leduc comble une brèche dans le dispositif et tient la ligne. Gaston Hachet et son groupe vont une nouvelle fois encaisser les coups de l'avance ennemie. Celle-ci est si forte que le 26^{ème} BCP, tenant un front de 3 km, ne peut contenir le repli. Les 4^{ème} et 1^{ère} compagnies couvrent ce repli en restant sur leurs positions. La 1^{ère} peut évacuer à son tour mais pas la 4^{ème} qui perd tous ses officiers dans la bataille. Les tirs de barrage français ne suffisent pas. De plus, les vagues ennemies sont si près que ces tirs d'artillerie frappent aussi bien les Allemands que les hommes du 26^{ème} BCP. Le bataillon doit se replier et évacuer Grivesnes. La situation est critique. Le colonel Berthon et le bataillon sont isolés. Dans la nuit du 31 mars, il prend position dans le bois de Mongival. La 1^{ère} compagnie, qui se trouve près de Grivesnes, n'a plus de contact avec le reste du bataillon. Les pertes des 30 et 31 mars sont importantes. Mais au 1^{er} avril, le 26^{ème} BCP et la 1^{ère} compagnie sont toujours sur leurs positions. L'artillerie française fait barrage. Ils tiennent jusqu'au 2 avril. Ils sont finalement relevés par la 172^{ème} RI et se mettent en réserve. Mission accomplie.

Il est cité à l'ordre de la Division d'Infanterie n° 119 le 2 mai 1918 : « *Excellent gradé, consciencieux et dévoué, ayant, en de nombreuses circonstances, fait preuve d'une belle attitude au feu, s'est dépensé sans compter durant les durs combats du 31 mars, du 1^{er} et du 2 avril 1918* ».

Il est promu adjudant le 18 avril 1918.

Le 27 août 1918, le régiment reçoit l'ordre de s'emparer du pont sur l'Avre au sud de Roiglise (non loin de Roye) et du gué de l'équarrissage. Il subit un violent tir d'artillerie avant de se porter sur ces positions. À 10h20, la 1^{ère} compagnie arrive et aménage la position du gué de l'Équarrissage. Ils doivent maintenant s'approcher des positions allemandes. L'adjudant Gaston Hachet et ses camarades, le lieutenant Leduc en tête, s'infiltrèrent en empruntant les anciens boyaux des tranchées allemandes et se portent jusqu'au chemin Paul Saint-Georges – Les Fermes Rouges. Une des escouades commandées par le Sergent Derive surprend les Allemands qui se sauvent, ce qui déclenche de violents tirs de mitrailleuses et des bombardements durant toute la nuit. Les autres compagnies ne restent pas inactives et Roiglise est conquis le 28 août.



Le village de Roiglise dans lequel progresse Gaston Hachet (collection de l'auteur).

Il est de nouveau cité à l'ordre de la Division d'Infanterie n° 224 le 24 septembre 1918 : « *Sous-officier modèle, plein de sang-froid et d'audace. En campagne depuis le début des hostilités, s'est particulièrement signalé par son activité, sa belle attitude au feu pendant les combats du 27 août au 8 septembre 1918* ».

En septembre, le 26^{ème} BCP est envoyé dans l'Aisne près de Saint-Quentin. Gaston Hachet y apprend la signature de l'armistice.

Il est mis en congé de démobilisation le 29 mars 1919. Il se retire à Longueuil-Annel où il devient entrepreneur en maçonnerie. Après une vie bien remplie, il décèdera à l'âge de 61 ans en 1948.

[117] **HÉBERT Marcel Louis Pierre**

Il est né le 1^{er} août 1892 à Clairoix. Fils de Louis Alexandre et de Zélie Gosse originaires de Marest-sur-Matz, Marcel est cultivateur à Clairoix.

Engagé au 5^{ème} Régiment de Dragons pour une durée de 3 ans le 18 mars 1913, il est finalement réformé le 17 juillet 1914 pour une endocardite rhumatismale, et reprend son activité d'agriculteur chez ses parents.

Le 18 novembre 1914, convoqué au conseil de révision, il ne s'y présentera pas. Il est néanmoins reconnu apte, et, c'est probablement avec l'insistance de la Prévôté et encadré par des gendarmes qu'il est dirigé vers le dépôt du 5^{ème} Régiment de Dragons le 18 février 1915.

Il est de nouveau réformé le 15 mai 1915 pour tuberculose pulmonaire. Mais en décembre 1915, avec la pénurie de combattants, il est reconnu bon au service par la commission de réforme de Compiègne et est dirigé vers les services auxiliaires le jour de Noël 1915.

Un sursaut de patriotisme, peut-être après la mort de son frère aîné Louis tombé au champ d'honneur le 8 octobre 1916, modifie radicalement son comportement réfractaire. Son frère Louis, né à Venette, appartenait au 102^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde. Il est tombé à Hem au cours de la bataille de la Somme. Toujours est-il que Marcel Hebert est finalement nommé caporal en 1916, puis dirigé vers le 42^{ème} Régiment d'Infanterie le 28 février 1917 ; un revirement de situation qui est tout à son honneur.

En mars de la même année, il passe au 7^{ème} Escadron du Train.

Le 25 juin 1919, il est mis en sursis d'appel et reprend son activité agricole mais chez ses parents à Marest-sur-Matz.

Il est définitivement mis en congé de démobilisation le 29 novembre 1919.

[118]

HÉNAUX Émile

Il est né le 24 août 1895 à Clairoix. Fils d'Alfred et de Victoire Leclere, il est monteur en chauffage central à Compiègne.

Incorporé le 18 décembre 1914 au 29^{ème} Bataillon de Chasseurs à Pieds, à compter du 1^{er} mai 1915, il est engagé sur le front de la bataille de Champagne, notamment au nord de Saint-Hilaire-le-Grand.

Il est blessé superficiellement le 28 septembre 1915 par un éclat d'obus au poignet.

Il rejoint le front le 4 novembre 1915.

Puis, le 29^{ème} BCP se dirige sur Verdun et est engagé dans le secteur de Souville.

Blessé le 29 juin 1916 par un éclat d'obus au poignet gauche au bois du Chenois, évacué, il rejoint le bataillon le 3 août 1916.

Il est de nouveau blessé le 26 septembre 1916 par éclats d'obus à Boucharesnes, et une nouvelle fois le 28 novembre 1916. Il est évacué et ne rentre au dépôt du bataillon que le 19 mars 1917.

Il est cité à l'ordre du bataillon n° 240 le 30 octobre 1917 à la suite de l'engagement du bataillon dans la bataille du Chemin des Dames.

Il passe au 59^{ème} Bataillon de Chasseurs à Pied le 18 juillet 1917.

Il se porte volontaire pour l'Armée d'Orient, il passe au 8^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale le 20 décembre 1917. Il débarque le 24 janvier 1918 à Salonique. Émile Héniaux est engagé dans la bataille de la boucle de Cerna de janvier à avril 1918. Puis il rejoint la vallée de la Moglenica. Tombé malade, il est évacué et passe au 4^{ème} Régiment d'Infanterie Colonial le 15 octobre 1918. Il séjourne à l'hôpital d'Antibes du 29 décembre 1918 au 20 janvier 1919.

Il est placé en congé de démobilisation le 29 août 1919.

De tous les combats importants, Émile souffre de stress post-traumatiques dus aux séjours de guerre particulièrement éprouvants. Il n'arrivera pas à reprendre une vie civile normale, et décèdera en 1925 à Compiègne.

[119]

HÉNOT Adrien Julien Georges

Il est né le 10 novembre 1888 à Clairoix. Fils de feu Léon et d'Hortense Fouquet résidant à Golancourt, près de Guiscard, Adrien est employé aux Chemins de fer du Nord.

Au début du conflit, il est affecté spécial sur le réseau ferroviaire militaire.

Il passe au 115^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde le 27 février 1918, puis au 68^{ème} Régiment d'Artillerie à Pieds le 7 septembre 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 10 avril 1919 et se retire à Saint-Just-en-Chaussée. Il décèdera en 1921.

[120]

HONNONS Maurice

Il est né à Tréloup dans l'Aisne le 8 juillet 1894, fils de Jules et de Maria Babé habitant de Tréloup, il est apprenti boulanger à Clairoix, chez Bédiez, de 1911 à 1914.

Il est incorporé à la section des Commis Ouvrier de l'Administration (C.O.A.) le 1^{er} septembre 1914. Réformé pour amputation du pouce gauche, il est placé dans les services auxiliaires le 13 septembre 1915, 6^{ème} Section des COA. Il est détaché à la boulangerie Moreau à Morley dans la Meuse de décembre à janvier 1916.

Sur sa demande, il est classé au service armé et rejoint le 5 juillet 1916 le 67^{ème} Régiment d'Infanterie pour faire ses classes. Il est ensuite affecté au 404^{ème} RI le 23 août 1916.

Il est engagé dans le secteur de la Somme durant toute l'année 1916. Puis en début d'année 1917 dans le secteur de l'Aisne.

Il est évacué pour congestion pulmonaire le 10 mars 1917. Il ne rentre au dépôt du régiment que le 1^{er} juin 1917 et part en permission agricole, volontaire pour assurer les moissons jusqu'au 10 juillet.

Il passe au 35^{ème} RI le 8 septembre 1917 et part en renfort de l'Armée d'Orient dans les Balkans en novembre de la même année et rejoint sur place au 260^{ème} RI.

Il est engagé dans le secteur de Krouchova en Albanie fin 1917 et la cote 2150 à Kamis en 1918. Puis le conflit s'arrête lorsque son régiment est engagé en Serbie.

Il n'en revient que le 17 mars 1919.

Il est mis en congé de démobilisation le 19 août 1919 et trouvera un emploi de boulanger à Vénissieux près de Lyon.

[121]

HUSSON Arthur

Fils de Jules et de Marie Héloïse Prat, il est né le 15 juin 1878 à Juvincourt et se destine comme charpentier de bateaux à Clairoix. Puis après avoir effectué un engagement de 3 ans dans l'infanterie de marine, il s'installe en région parisienne.

Au déclenchement de la guerre, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne.

Il participe à la défense du secteur de Compiègne, et son régiment se replie en région parisienne. Arthur est affecté à la garde de prisonniers et de terrains d'aviation.

Le 30 novembre 1915, il passe au 260^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale. Ce régiment s'installe dans l'Oise dans le secteur de Berneuil-sur-Aisne, puis Tracy-le-Mont. En mars 1916, il est envoyé dans la Meuse où il est mis à la disposition de la Direction de l'arrière pour les transports routiers. En septembre, le régiment est dissout. Ses trois bataillons sont ventilés dans différents secteurs.

Ainsi, du 16 septembre 1916 au 14 février 1919, Arthur Husson est détaché au Service de Navigation de l'Oise, poste en relation avec son métier de charpentier de bateaux.

Il est mis en congé de démobilisation le 19 février 1919.

[122]

HUSSON Jules Eugène

Fils de Jules et de Marie Héloïse Prat, il est né le 20 mars 1884 à Boué dans l'Aisne et travaille à Clairoix comme maçon.

Comme son frère, il s'engage dans l'armée en 1902 et en ressort en 1910. Puis il s'installe à Amiens et travaille aux Chemins de fer du Nord.

Il est affecté spécial et rejoint en 1914 la 5^{ème} Section des chemins de fer de Compiègne. Ce personnel sous l'uniforme est astreint au règlement de discipline générale des Armées, et n'en est

pas moins à l'abri des risques. En effet, il est fait prisonnier et ne sera rapatrié par la Croix-Rouge que le 31 juillet 1918.

Le 3 août, il est dirigé au siège de la Compagnie des Chemins de fer du Nord.

Il est mis en congé de démobilisation le 8 mars 1919.

[123]

HUSSON Julien

Fils de Jules et de Marie Héloïse Prat habitant à Clairoux, frère aîné d'Arthur et de Jules, il est né le 5 mai 1875 à Juvincourt et travaille à Clairoux comme charron.

Il s'engage dans les armées pour deux années, puis en 1899, il rejoint les ateliers de Saint-Denis en région parisienne où il sera employé aux Chemins de fer du Nord.

Il est affecté spécial et est mobilisé dans son emploi du temps de paix.

Il est mis en congé de démobilisation le 7 février 1919.

[124]

JOFFRE Lucien Amédée

Il est né le 31 janvier 1896 à Compiègne. Ses parents, Pierre Toussaint et Aline Cousin, habitent Clairoux et sont négociants en vins. Lucien est caviste chez son père.

Il est appelé par anticipation le 11 avril 1915 et rejoint le 3^{ème} Régiment de Cuirassiers.

Le 13 mai 1916, il est réformé temporaire pour pleurésie et état de fatigue généralisé.

Sa réforme sera reportée de commissions en commissions jusqu'à la fin du conflit.

[125]

LAFEUILLE Raoul

Né le 26 décembre 1892 à Clairoux, fils d'Henri et de Marie Angèle Boutillier, résidant à Sommeron, canton de La Capelle dans l'Aisne, il est polisseur sur métaux à La Capelle.

Il est incorporé le 10 octobre 1913 au 151^{ème} Régiment d'Infanterie de Verdun.

Il est nommé caporal à la 10^{ème} Compagnie. Son régiment, engagé dans l'est de la France en Meurthe-et-Moselle, subit un violent assaut ennemi à Pierrepont le 22 août 1914. La bataille dure deux jours ; le régiment y perd 800 hommes.

Puis, en septembre, il se replie dans le secteur de Reims où Raoul participe à la contre-offensive générale de la Marne, notamment au lieu-dit Les Culots où son régiment perd à nouveau 600 hommes au cours de trois jours de combats.

En fin d'année, il rejoint le secteur des Flandres, Dixmude, Zillebecke...

En 1915 de janvier à septembre, il est engagé en Argonne, notamment au célèbre secteur de la Gruerie et de nouveau en Champagne à Auberive en fin d'année.

Le 9 mars 1916, pour contrer l'importante offensive allemande, le régiment est envoyé dans le secteur de Verdun et relève le 160^{ème} RI. Le 11, le régiment s'emploie à organiser le secteur où les tranchées sont quasi inexistantes (60 à 80 cm de profondeur) malgré le tir incessant des canons allemands. Chaque jour apporte son lot de tués. La 10^{ème} compagnie de Raoul n'échappe pas à ce sort. Cependant, le secteur est encore calme, pas d'offensive à l'horizon. Le 12, les hommes ont presque terminé les tranchées et commencent à poser du fil barbelé toujours sous le tir des marmites. Le 14, alors que Raoul Lafeuille travaillait sur la Côte du Poivre avec le sergent Margeot Joseph, un obus les atteint. Ils sont tous les deux tués. Le régiment subira le choc de l'offensive le 29 mars.

Son nom figure au monument aux morts de La Capelle (Aisne).

[126]

LALLOUETTE François Nicolas

Il est né le 18 février 1877 à Janville et n'a vécu que sept années à Clairoix avant la guerre. Il est le fils de François Nicolas et de Marie Philomène Bournizien. Charpentier de bateaux, il s'installe à Clairoix en 1904, puis quitte le village en 1911 pour travailler à Billancourt.

Le 14 août 1914, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne.

Il participe avec ce régiment à la protection des unités du Génie chargées de faire sauter les ponts de l'Oise. Jusqu'en juillet 1915, il garde des prisonniers ennemis et surveille les terrains des unités d'aviation.

Il est placé en sursis de rappel 31 octobre 1915 et reprend son emploi de charpentier de bateaux à Billancourt au service de navigation de la Seine.

Mais avec la pénurie d'hommes, il est rappelé au 30^{ème} RIT en juillet 1916. Il servira en Champagne jusqu'en 1918 où il sera employé aux travaux des voies de communication et au transport des blessés et des munitions.

Il sera définitivement libéré des obligations militaires en février 1919.

[127]

LALLOUETTE Henri Jules

Il est né le 25 octobre 1883 à Compiègne et n'a vécu que sept années à Clairoix avant la guerre. Père de trois enfants, il est directeur en maçonnerie à Épinay-sur-Seine au déclenchement de la guerre. Il est le fils de feu Charles Théodore, Arsène et de Marie Angèle Vincent, domiciliée à Compiègne.

Il est rappelé le 4 août 1914 au 54^{ème} RI, au camp de Royallieu et est affecté à la 17^{ème} Compagnie du régiment. Il est engagé dans la retraite face à la grande offensive allemande. Puis il participe à la contre-offensive de la Marne en septembre dans le secteur de Vaux-Marie puis dans la Woëvre aux Éparges.

Le 9 février 1915, il est nommé caporal et passe au 80^{ème} RI. Au sein de ce régiment, il est engagé en Champagne, notamment à Mesnil-les-Hurlus, secteur où l'armée française subit une saignée importante en s'emparant de positions dominantes et de quelques dizaines de mètres de tranchées ennemies.

Le 31 juillet 1915, il est nommé sergent-fourrier. En septembre, toujours dans le même secteur, il est engagé dans la « Main de Massiges » et la « Butte de Tahure ».

En 1916, le régiment est envoyé à Verdun et en Argonne en fin d'année.

De janvier à juin 1917, il est à nouveau sur Verdun et se bat sur la cote 304, période pénible et sanglante. Le régiment va occuper le « quartier du Bec », secteur complètement bouleversé, où les Allemands vont prononcer une offensive puissante précédée d'une canonnade importante.

De nombreux hommes y laissèrent leur vie ou leur santé. Mais d'août à septembre, le régiment sera quand même envoyé dans un autre secteur non moins célèbre, au « Mort-Homme ».

Le 14 septembre 1917, passe au 27^{ème} RI. En septembre 1918, il participe à la deuxième bataille de la Marne à Sapicourt et à La Vesle, puis à la bataille de Champagne.

Henri Lallouette aura été de toutes les grandes batailles, et, à chaque fois, en sortira sans blessure physique.

Il est mis en congé de démobilisation le 31 janvier 1919 et reprend son activité dans la maçonnerie en février 1920 à Noyon, où il y a fort à faire dans la reconstruction.



La compagnie de mitrailleuses n°1 du 27^{ème} RI en 1918. Le sergent Lalouette est au deuxième rang à gauche (collection particulière).

[128]

LANVIN Alexandre

Né à Compiègne le 22 juin 1896, fils de feu Alexandre et de Marie Rosa Debrie, il est garçon-boucher à Clairoix au moment de son incorporation. En 1917, au cours d'une permission, il déclare son enfant à la mairie de Clairoix. Il semblerait donc qu'il n'habitait plus chez sa mère à Compiègne. Il est incorporé le 18 avril 1915, l'âge de l'appel ayant été avancé à la suite des pénuries en combattants. Il rejoint le 154^{ème} Régiment d'Infanterie à Lérrouville dans la Meuse pour y faire ses classes, puis passe au 166^{ème} RI le 16 septembre 1916. Il est engagé dans le secteur du Quesnoy entre le Pas-de-Calais et le Nord jusqu'en février 1917.

En mars et avril 1917, il est dans le secteur de Verdun, notamment la fameuse cote 304, le bois d'Avocourt, « Le Bec » et « Les Rieux », secteurs toujours disputés.

Puis il est envoyé en Champagne jusqu'en juillet 1918 au « Mont sans nom » et les secteurs du « Téton » et du « Bois du chien ».

Entre temps, il passe caporal le 1^{er} juin 1918.

Le 3 juillet 1918, Alexandre Lanvin se porte avec son bataillon dans au « Bois du Chien ». Le secteur est calme jusqu'au 6 juillet où le commandement, qui annonce une offensive imminente, envoie le 166^{ème} RI sur le secteur du « Téton ». Le général Gouraud annonce d'ailleurs : « *Nous pouvons être attaqués d'un moment à l'autre...vous combattrez sur un terrain que vous avez transformé en forteresse redoutable, forteresse invincible si tous les passages sont bien gardés... Le bombardement sera terrible, vous le supporterez sans faillir. L'assaut sera rude, dans un nuage de poussières de fumées et de gaz...* ». Des coups de main sont mis en place dans le but d'y faire des prisonniers pour recueillir du renseignement sur les forces ennemies. Le 11 juillet, l'attaque allemande est jugée imminente. Elle a lieu le 15. Au cours de cette défense dantesque, le régiment perd plus de 750 hommes, pour la grande majorité, disparus, présumés prisonniers. Alexandre, fait prisonnier, sera rapatrié le 14 décembre 1918 et rejoindra le 54^{ème} RI avant d'y être démobilisé.

Il est mis en congé de démobilisation le 25 août 1919.

En 1924, il s'installera de façon définitive à Saint-Quentin.

[129]

LAURENT Charles Gustave

Il est né à Paris le 13 février 1872. Il est le fils et orphelin de Charles et de Marie, Éléonore, Clothilde Lacaille. Terrassier dans les Chemins de fer du Nord au début, il décide de s'installer à Clairoix au début du siècle comme marchand de journaux.

Le 13 août 1914, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale, participe à la protection des équipes du Génie qui font sauter les ponts de Compiègne devant l'avance allemande, puis garde les prisonniers et les états-majors jusqu'au début de l'année 1915. Le 25 janvier il passe au 28^{ème} RIT et assure à peu près les mêmes missions en Artois.

Il rejoint ensuite l'Argonne en fin d'année, puis en 1916 le secteur de Champagne, puis celui de la Somme.

Réformé temporairement pour fatigue généralisée, il finit par rejoindre son foyer à Clairoix le 25 juillet 1916.

[130]

LAVAL Antoine Albert

Né le 5 juillet 1882 à Chevières, il est employé des Chemins de fer du Nord à Clairoix. Il est le fils de Saturnin Armand et de Marie Clémentine Herlin résidant à Chevières.

Le 2 août 1914, il est maintenu dans son emploi de temps de paix aux Chemins de fer du Nord, mais sous l'uniforme et est donc astreint au règlement militaire.

Il est mis en congé de démobilisation le 8 mars 1919.

[131]

LEBAIL Auguste Gustave

Né le 2 septembre 1874 à Janville. Charpentier à Clairoux depuis 1896, il est le fils d'Auguste Stanislas et de Marie Augustine Zélie Lallouette.

Réformé en août 1914, il sera cependant rappelé le 4 décembre 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale où il gardera les prisonniers et les terrains d'aviation du secteur de Compiègne.

Le 18 août 1915, il sera libéré du service actif par la commission de réforme de Paris du 17 août et retournera s'installer à Clairoux comme charpentier. Il décédera le 5 janvier 1920 à l'âge de 46 ans.

[132]

LEBAIL Gustave Léopold

Né le 6 octobre 1896 à Clairoux, il est le fils d'Auguste Gustave et de Blonde Justine Caron habitant Clairoux.

Il est incorporé en 1915 au 8^{ème} Régiment de Dragons, unité dont la mission essentielle est la protection des états-majors de campagne. Par intermittence, il séjourne au front, puis reprend des gardes et assure la protection du Gouverneur militaire de Paris. Ce régiment à cheval n'est constitué que de 750 hommes environ contrairement aux régiments d'infanterie comptant 3 000 hommes environ.

En mai 1917, le 8^{ème} Régiment de Dragons est engagé dans le secteur du fort de La Pompelle, à l'est de Reims. À la suite d'un bombardement intense, il se retranche dans le fort. Les hommes sont touchés par des obus toxiques. Puis le régiment se regroupe vers Reims pour reprendre position dans des tranchées au nord de cette ville. Mais sa mission étant de protéger les états-majors, en juin, l'unité rejoint le 2^{ème} bataillon divisionnaire chargé de la protection du Gouverneur militaire de Paris. Il est ensuite amené à assurer la protection d'États-majors sur les positions avancées du front, notamment dans le secteur de Reims. Ce qui l'amène très souvent à se retrouver dans les tranchées, à assurer une protection à l'aide de mitrailleuses et à être régulièrement bombardé par l'artillerie et l'aviation ennemies.

Il est engagé dans la bataille des Monts de Flandre de fin avril jusqu'en octobre 1918 où l'unité subit des pertes importantes.

Alors que Gustave Lebail est engagé dans le secteur de la Lys en octobre 1918, il tombe subitement malade et est évacué vers Compiègne. Il décède de la grippe espagnole le 24 octobre 1918 à l'ambulance n° 10/4 de Compiègne.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoux.

[133]

LEBLOND Léon Henri

Né le 23 mars 1894 à Montcannet dans l'Aisne, il est le fils de Jules Octave et de Valérie Allavoine résidant à Clairoux. Il est employé de bureau au moment de son incorporation au 132^{ème} Régiment d'Infanterie de Reims le 26 juin 1914.

Le 27 mai 1915, il rejoint le 71^{ème} Régiment d'Infanterie en Artois où celui-ci est engagé. D'août à novembre il se bat en Argonne.

En 1916 il doit rejoindre de toute urgence Verdun à la suite de l'offensive allemande et se place dans le secteur du Bois d'Avocourt et Cumières pour contenir l'assaut.

Léon Leblond passe caporal le 21 avril 1916.

Puis c'est le secteur du Mort-Homme. Le 7 août, le régiment s'embarque pour Nixéville et reçoit à cette occasion deux jours de vivres. Mauvais signe. Il doit dégager deux ouvrages tenus par l'ennemi. Le 8 août, il monte à l'assaut et un combat au corps à corps s'ensuit. L'ennemi commence à céder mais déclenche un violent tir d'artillerie. Léon Leblond est blessé à Fleury par des brûlures aux mains et à la face provoquées par des obus au gaz. Il est évacué vers l'arrière pour y recevoir des soins.

Rétabli, en décembre, il rejoint le front de Champagne.

En 1917, il est engagé dans les combats sans fin de la Somme. La troupe gronde...

Le 1^{er} mars 1917, sur décision du Général de la 19^{ème} Division, il est muté au 48^{ème} Régiment d'Infanterie et est cassé de son grade le 1^{er} avril 1917. Il arrive dans cette nouvelle unité le 6 mars au soir en même temps que les renforts (environ 170 hommes).

Dans ce nouveau régiment, servant le fusil-mitrailleur Chauchat, il est engagé dans la Marne. Le régiment se prépare le 3 mai à prononcer une attaque sur le Mont Cornillet. Léon Leblond, qui appartient à la compagnie de réserve d'un bataillon se distingue. En effet, lorsque les bataillons s'élancent pour prendre le Mont Cornillet par l'est et par l'ouest, les Français sont bloqués par de puissants tirs de mitrailleuses allemandes. C'est à ce moment précis que l'ennemi choisit de lancer une contre-attaque. La compagnie de réserve intervient, et par un puissant feu de mitrailleuses et de fusils mitrailleurs, bloquent la contre-attaque et parvient à recueillir les unités amies. Le régiment perd dans cette action 8 officiers et 850 hommes.

Il est cité par ordre du régiment n° 501 : « *Excellent soldat, 27 mois de front le 4 mai 1917, a largement contribué à repousser une contre-attaque ennemie par une utilisation intelligente de son fusil-mitrailleur* ».

Pour ses mérites, il reprend son grade de caporal le 29 novembre 1917 et se trouve engagé dans les combats des Éparges. Puis c'est Verdun suivi d'un combat dans les secteurs de la Côte du Poivre et de la cote 344.

Engagé dans les combats de Woëvre, il est nommé sergent le 1^{er} mars 1918 et, de nouveau, se distingue dans le secteur de Ranzières.

Cité à l'ordre du régiment n° 750 le 27 avril 1918 : « *Calme, énergique et brave, s'est particulièrement distingué au cours d'une attaque allemande précédée d'un bombardement intense, avec sa demi-section par sa maîtrise et son entrain, a puissamment contribué à enrayer l'attaque* ».

Il combat dans les secteurs de Nampcel (Oise) et de Soissons (Aisne). Le 7 avril, le 2^{ème} bataillon détache deux sections au village du bac d'Arblincourt sur l'autre rive. À 9h45, le détachement est violemment attaqué par des forces en nombre supérieur. Le détachement s'est retiré en luttant pied à pied et parvient à rejoindre le pont du canal. Il est recueilli par sa compagnie. Dans cette lutte, un sergent, un caporal et sept hommes sont tués, blessés ou portés disparus.

Cité à l'ordre de la 19^{ème} Division d'infanterie n° 41 le 15 mai 1918 : « *Volontaire pour toutes les missions périlleuses, a pris part à une incursion dans les lignes ennemies, et fait preuve de fermeté et de sang-froid, en assurant sous le feu la garde d'une tête de pont. Est resté le dernier sur la rive ennemie malgré un violent tir de barrage ennemi pour assurer la rentrée du détachement d'assaut* ». Croix de guerre avec étoile d'argent et deux étoiles de bronze.

Fin mai, le régiment se trouve engagé dans le secteur d'Anizy-le-Château. Il reçoit l'ordre de se replier devant l'avance allemande. Il se retrouve sur Trosly-Loire ; il doit tenir coûte que coûte ce secteur où se trouvent implantées plusieurs fermes. Le premier juin, l'effort ennemi se porte sur la ferme Thiolet. Devant la puissance de cette attaque l'ordre de repli est donné. À la fin de la journée, après les combats retardateurs, le régiment perd sept tués, 30 blessés et 148 disparus, parmi ces derniers, Léon Leblond qui vient d'être fait prisonnier.

Prisonnier rapatrié le 7 janvier 1919, il est dirigé vers le 54^{ème} RI de Compiègne.

Il est affecté spécial aux Chemins de fer du Nord le 10 mai 1919 à la 5^{ème} section des chemins de fer, comme expéditionnaire à Clairoix.

Il est mis en congé de démobilisation le 11 octobre 1919. Il deviendra après la guerre représentant de commerce.

Il reçoit la Médaille militaire le 13 avril 1921.

[134] **LEBLOND Louis Jules**

Né le 14 février 1885 à Essigny-le-Grand (Aisne), frère de Léon Henri, il est chauffeur mécanicien à Clairoix depuis 1909. Il est le fils de Jules Octave et de Marie, Valérie, Berthe Allavoine, résidant à Ressons-sur-Matz.

Compte tenu de sa formation professionnelle, il est classé depuis 1910 affecté spécial aux Chemins de fer du Nord. Le 20 août 1914, il est mobilisé à la 5^{ème} section des Chemins de fer du Nord.

Il est mis en congé de démobilisation le 11 novembre 1918.

[135]

LECLERC Louis Émile

Né le 22 mai 1867 à Clairoix, domestique à Venette, il s'installe à Clairoix le 16 mai 1914. Il est le fils de Louis Thierry et de Victorine Amélie Delasalle résidant à Clairoix.

Il est mobilisé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale en 1914. Il n'avait jamais fait son service militaire, exempté en raison d'une très mauvaise dentition.

Il est probable qu'il ait été mobilisé après le passage des Allemands à Clairoix entre septembre et la fin de l'année 1914.

Comme ses collègues du 13^{ème} RIT, il sera chargé de la garde de terrains d'aviation ou d'états-majors.

Il a été probablement exempté au cours du conflit.

Il sera de toute façon démobilisé définitivement le 30 novembre 1918.

[136]

LEFÈVRE René Augustin

Né le 29 octobre 1896 à Compiègne, Il est mécanicien ajusteur habite chez ses parents à Clairoix, et, est le fils de Jules Augustin et de Honorine Sophie Lesueur.

Il est incorporé le 27 mai 1913 au 8^{ème} Régiment du Génie.

Le 2 août 1914, il est affecté à la compagnie télégraphique de la 5^{ème} Armée. La mission principale du 8^{ème} Génie est de préparer la mobilisation de tous les régiments du Génie. Pour ce faire, il concentre en un lieu tous les transmetteurs civils comme René.

L'action des sapeurs télégraphistes au cours de la guerre est particulièrement héroïque. Les sapeurs doivent dérouler les câbles sous le feu et sous les tirs d'artillerie.

Ils suivent les troupes de première ligne, et réparent les fils et les câbles coupés par les obus. À ce titre, les sacrifices et les pertes sont importantes. Le régiment perd 1 500 tués et 6 000 blessés sur la totalité des 55 000 hommes passés dans ce régiment pendant toute la période de la guerre.

Le régiment se distingue particulièrement en Flandres en 1915, à Verdun et dans la Somme en 1916 et en 1917 dans le secteur de la Malmaison.

Il est nommé maître-ouvrier le 14 février 1917 et passe au grade de caporal le 25 août de la même année.

Il est mis en congé de démobilisation le 13 août 1919 et se retire à Clairoix.

[137]

LEGENTIL Prosper Jean Marie

Né le 16 août 1869 à Saint Samson dans le Morbihan, fils de Joseph et Marie Louise Glais, Prosper est meunier à Clairoix depuis 1904 et garde-moulin au Moulin des Avenelles, chez M. Bienaimé.

Il aurait dû être rappelé au 85^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale de Vannes. Mais comme meunier, il est maintenu dans ses fonctions en attente de décision au sursis d'appel propre à cette profession vitale pour le ravitaillement des civils et des militaires.

Il ne rejoint le 85^{ème} RIT de Vannes que le 15 avril 1915.

Il est alors sur le front en Lorraine à Brouville et Merviller, le plus souvent pour assurer la garde des ponts du secteur et l'aménagement de tranchées.

La décision interviendra finalement en octobre 1915, et il devra rejoindre la coopérative agricole d'Auray en Bretagne au titre d'une affectation spéciale pour assurer le réapprovisionnement des troupes. Ce sursis sera reconduit jusqu'en décembre 1918, mais il sera libéré de toute obligations militaires le 30 novembre 1918.

Après la guerre, il finira sa vie professionnelle au grand moulin de Saint-Denis près de Paris.

[138]

LEGRAND Élie Jean Léon

Né le 19 novembre 1884 à Vandélicourt, il est cultivateur. Il s'installe à Clairoux en janvier 1912. Il est le fils de Jean François et de Marie Catherine Bouchez résidant à Vandélicourt.

Il est rappelé le 3 août 1914 au 29^{ème} Régiment d'Artillerie de Laon, 10^{ème} Batterie.

Il se replie en août 1914 et quitte son casernement qui sera investi par l'armée allemande.

En 1915, il est engagé dans la bataille de Champagne à Aubérive et en 1916 dans la bataille de la Somme à Rancourt et Belloy-en-Santerre.

Le 1^{er} janvier 1917, il passe au 46^{ème} Régiment d'Artillerie à Châlons-sur-Marne et est affecté à la 34^{ème} Batterie. Il est engagé en Argonne puis dans l'Aisne.

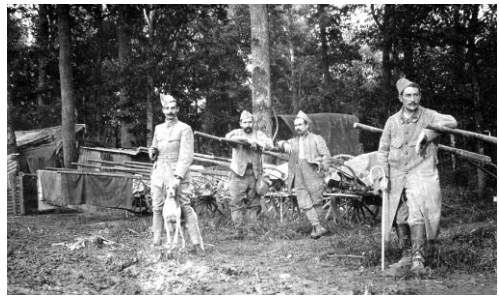
Le 1^{er} avril 1917 le 46^{ème} RAC est refondu et passe au 268^{ème} Régiment d'Artillerie (43^{ème} Batterie), qui est transformé en artillerie portée tirée par tracteurs.

Il est engagé à Verdun, puis en Lorraine en 1918.

Élie Legrand rejoint la 1^{ère} colonne de ravitaillement le 24 février 1918. Son rôle est de convoier les munitions au plus près des pièces mises en batterie et faisant feu sur l'ennemi. En juin, il participe à la défense de la tête de pont de Compiègne, puis est engagé dans l'offensive de Roye.

Dirigé vers la Champagne, le conflit s'arrête-là quand le régiment apprend la signature de l'armistice le 11 novembre 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 18 mars 1919.



Au repos, entre les batailles de Champagne et de la Somme, Élie Legrand et ses camarades se sont fait photographier avec leur capitaine (collection particulière).

[139]

LEGRAND Eugène

Né le 28 octobre 1869 à Pimprez, il est cocher de profession. Il s'installe à Clairoux vers 1910 lorsqu'il commence à travailler à la compagnie des Chemins de fer du Nord. Il est le fils de Jean Baptiste Henri et d'Anna Delenne résidant à Pimprez.

En raison de nombreuses varices, il est exempté du service militaire en 1889.

En 1913, il s'installe à Compiègne pour se rapprocher de son lieu de travail.

Au moment du déclenchement de la grande guerre en août 1914, il est mobilisé dans les services auxiliaires par décision de la commission de réforme de Compiègne le 25 novembre 1914.

Il est libéré de toutes obligations militaires le 30 novembre 1918.

[140]

LEGRANGER Théophile Ernest

Né le 5 janvier 1867 à Clairoux, il est cultivateur. Fils de François Théophile et de Marie Geneviève Aglaé Luisin, résidant à Clairoux, ils sont cultivateurs de père en fils.

Il est inapte au service militaire (perte de dentition et caries à presque toutes les dents), il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale le 29 novembre 1914 à la suite de la décision du conseil de révision.

Au sein de ce régiment, il assure la garde des prisonniers allemands et la protection de terrains d'aviations et d'états-majors dans le secteur de Compiègne. À la dissolution de ce régiment, il sera versé dans les services auxiliaires.

Il est libéré de toutes obligations militaires le 30 novembre 1918.

[141]

LEMAIRE Fortuné Charles

Né le 13 septembre 1898 à Montmacq, il est ouvrier à Clairoux au moment de son incorporation. Il est le fils de feu Alfred et d'Amélie Lépine, résidente à Clairoux.

Le 18 avril 1917, il est appelé au 67^{ème} Régiment d'Infanterie pour faire ses classes, puis est versé au 101^{ème} Régiment d'Infanterie le 19 décembre 1917.

En juin 1917, le 67^{ème} RI refuse d'embarquer dans les camions partant au front. Mais étant à la compagnie d'instruction Fortuné n'est pas concerné par ce mouvement de mutinerie.

Fin décembre, il rejoint le secteur de la Marne au secteur du « Mont Haut ». Puis en 1918, il combat en Champagne, dans les secteurs dits de « La cage à poule » et du « Téton ».

Le 17 avril 1918, il passe au 102^{ème} Régiment d'Infanterie. Il est envoyé au Mont Kemmel en Belgique.

Le 22 mai 1918, le 102^{ème} RI relève le 12^{ème} Groupe de Chasseurs à pieds dans le secteur sud dit de Scherpenberg. À partir du 24, le régiment est continuellement bombardé d'obus à gaz. Les pertes sont nombreuses (27 tués, 93 blessés et 2 disparus). Elles s'ajoutent à celles du mois d'avril. Mais le sort a épargné Fortuné.

Le 26 mai, nouveaux bombardements violents d'obus explosifs et d'obus à gaz. Nouvelle pertes (183 blessés). Le 27, un bombardement de forte intensité précède l'attaque ennemie. Mais le « 102 » tient la ligne. Au 28 mai, les pertes sont encore très importantes (plusieurs dizaines de tués et centaines de blessés). Pour le moment, l'attaque allemande est contenue mais les bombardements continuent et font chaque jour une dizaine de pertes.

C'est au cours d'une relève que, le 23 juin, le 2^{ème} Classe Fortuné Lemaire, de la 3^{ème} Compagnie, est tué par un obus.

Cité à l'ordre du régiment n° 183 du 20 juillet 1918 : « *S'est vaillamment comporté, a continué à donner ensuite chaque jour de nouvelles preuves de courage, est mort à son poste en accomplissant bravement son devoir* ». Croix de guerre avec étoile de bronze.

Son nom est porté au monument aux morts de Clairoux.

[142]

LEMOINE Jean Louis

Né à Clairoux le 9 septembre 1881, il est peintre en bâtiments à Clairoux. Fils de feu Jean Baptiste et de Marie Virginie Autrebon résidente à Clairoux.

Il est rappelé le 14 août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale de Compiègne.

Pendant ce laps de temps, il défend les unités du Génie chargées de faire sauter les ponts de l'Oise dont ceux de Compiègne. Après le repli, il participe à la garde d'état-major, au filtrage aux ponts et à la garde de prisonniers, ainsi qu'à la surveillance de terrains d'aviation.

Il passe au 20^{ème} Escadron du Train le 20 janvier 1916 et sert au service auto du 13^{ème} Régiment d'Artillerie engagé près de Xirocourt en Meurthe et Moselle. Il est chargé de convoier munitions, obus et vivres pour l'unité.

À partir du mois de mars, l'escadron du train est engagé sur le front de Verdun. Le convoiage s'effectue, de jour comme de nuit, sous des tirs intenses d'artillerie.

En avril 1916, Jean Louis Lemoine est dans la Somme, puis en Artois.

Il passe au 4^{ème} Escadron du Train le 1^{er} juillet 1917, unité qui part à Lyon en septembre 1917 en vue d'être préparée pour l'Armée d'Orient. Il embarque le 24 décembre à Marseille pour Salonique.

Sur place, Jean Louis Lemoine passe au 15^{ème} Train (convoiage d'obus et de matériels d'artillerie) en décembre 1917 et en janvier 1918, il entre à la section de munitions n° 195. Il est chargé de convoier des obus par camion au profit des unités d'artillerie engagée en Macédoine.

Il rentre en France le 21 janvier 1919 et est mis en congé de démobilisation deux jours plus tard.

[143]

LEMOINE Lucien Auguste dit Jules

Il est né le 22 octobre 1878 à Clairoix et est peintre en bâtiments. Il est le frère aîné de Jean Louis. Il réside à Parigné-l'Évêque dans la Sarthe.

Exempté au début de la guerre, il est classé « bon pour le service » au conseil de révision le 20 décembre 1914. Il rejoint le 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne au mois de décembre.

Le 8 juillet 1915 il passe au 154^{ème} RI. Ce régiment se remet des bombardements où il était stationné en Argonne quand Jules Lemoine rejoint sa nouvelle unité. Le régiment, qui est engagé en septembre à Saint-Souplet près de Reims, aménage les tranchées de premières lignes sous de violents bombardements ennemis. Les pertes sont quotidiennes. Le 23 septembre, le régiment se prépare pour l'attaque dans la région nord de Souain ; le 25, tous les bataillons sont sur leur parallèle de départ. À 6h, la préparation d'artillerie française commence. À 9h15, l'assaut est donné.

Les pertes sont sensibles, car les bataillons sont pris sous le feu de mitrailleuses placées en enfilade dans les terrains bouleversés par l'artillerie. Malgré tout le bataillon parvient aux tranchées allemandes. Vers 14h, le régiment tient la ligne mais compte 74 tués, 359 blessés et 241 disparus. Un commandant, deux capitaines et huit lieutenants viennent d'être tués dans cette attaque, et quinze autres officiers ont été blessés. Le terrain est remis en ordre.

Le 26, le régiment doit être relevé. Les bombardements ne font qu'un mort et deux blessés, parmi ces derniers, Jules Lemoine qui vient d'être soufflé par un obus. L'ayant projeté, il a une fracture du doigt de la main gauche et une plaie par éclat d'obus.

Le 9 mai 1916, il passe à la 17^{ème} Compagnie du 332^{ème} RI pour compléter les effectifs de cette unité. Ce régiment, qui est engagé dans la Meuse à Sivry-la-Perche, se remet tout juste des terribles pertes subies au cours des combats du 23 au 25 avril et du 3 et 4 mai 1916. Il est au cantonnement à l'arrière. Le samedi 20 mai, le régiment reçoit l'ordre de relever le 1^{er} RI à minuit. En fait, il ne trouve que des débris de régiment et doit se préparer à lancer une attaque. L'artillerie allemande lance un tir de barrage puissant mais n'empêche pas le régiment de progresser sous le tir des mitrailleuses et des fusils ennemis. La ligne de tranchées qu'il doit rejoindre n'existe plus. Les hommes doivent maintenir leur position dans des trous d'obus, pilonnés par l'artillerie allemande.

Lemoine Jules est blessé au Mort-Homme par un éclat d'obus, il est évacué et subit l'amputation du pouce de la main gauche.

Mais le terrain est conquis au prix de 32 tués, 115 blessés et de 28 disparus, avancée qui permettra de prendre les positions suivantes.

Soigné, le 4 août 1916, il passe en commission de réforme, puis retourne chez lui dans la Sarthe et recevra une pension d'invalidité.

[144]

LÉOGNANY Édouard

Né le 14 mars 1870 à Clairoix, il est pâtissier de profession. Il est le fils de François et de Flore Fauquet résidant à Clairoix. Normalement exempté du service militaire pour une cataracte, la commission de réforme de Compiègne le reclasse le 21 décembre 1914 comme bon pour le service dans les services auxiliaires.

En effet, de nombreux soldats, suite aux séquelles de certaines blessures survenues au front, étaient reclassés dans les services auxiliaires des armées (Commis des ouvriers aux Armées, personnel d'états-majors, etc.). Les hommes ordinairement exemptés n'avaient plus aucune raison de rester chez eux, mais de servir au même titre que les autres.

Il est libéré de toutes obligations militaires le 10 décembre 1918.

[145]

LÉOGNANY Jean Michel Émile

Né le 21 mai 1896 à Clairoix, il est boucher au moment de son incorporation. Fils d'Édouard et de Marie Charlotte Leclère, tous deux résidant à Clairoix.

Appelé au 154^{ème} RI par anticipation le 11 avril 1915 où il effectue ses classes, il est affecté le 16 septembre 1916 au 166^{ème} Régiment d'Infanterie.

Il est engagé dans le secteur du Quesnoy jusqu'en février 1917.

Puis en mars 1917, il est envoyé dans le secteur de Verdun, notamment dans les combats de la cote 304, du « Bois d'Avocourt », des secteurs « Le Bec » et « Le Rieux ».

Puis en mai 1917, il reste sur le front de Champagne jusqu'en mai 1918, notamment au « Mont sans nom » en juillet 1918.

Les Allemands ont déclenché l'offensive du Matz. Son régiment est envoyé dans l'Aisne pour mener la contre-offensive à Quierzy, puis à Manicamp. Le 29 août, le régiment se porte sur l'Ailette dans l'Aisne et subit des pertes sensibles. Cependant, il reçoit l'ordre d'engager une deuxième offensive sur les carrières de Bernargousses, non loin des deux bras de l'Ailette.

Dès le 30 août, le 3^{ème} bataillon se porte en avant. Lorsque les premiers éléments du régiment arrivent à 200 mètres du Bois Daast, la compagnie de tête est arrêtée par le feu des mitrailleuses allemandes. Son flanc est à découvert. La compagnie qui la suivait, arrive au niveau du Bois des Marterelles, et est également fixée par le tir intense des mitrailleuses. Son flanc est également à découvert. Il règne une certaine confusion. Des combats s'engagent de part et d'autre et durent jusqu'au matin du 1^{er} septembre. Les hommes du 166 doivent tenir et organiser le terrain conquis sous le feu de l'artillerie et de l'aviation allemande. Au cours de ces journées, 38 hommes sont tués, 182 blessés et 25 portés disparus, parmi ces derniers Jean Michel Léognany.

Prisonnier en Allemagne, il est rapatrié le 28 décembre 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 23 octobre 1919.

[146]

LÉOGNANY Lucien

Né le 22 novembre 1876 à Clairoux, menuisier de profession, il est le fils de François (dit Ernest) et de Flore Fauquet et le frère d'Édouard, cité plus haut.

Le 13 août, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale.

Au sein de ce régiment, il assure la garde des ponts dans le secteur de Compiègne, que le Génie se prépare à faire sauter.

Il est réformé en octobre 1914. Cependant, sur décision de la commission de réforme du 15 juin 1915, il est rappelé et sert à la 22^{ème} Section des Commis Ouvriers des Armées le 29 novembre 1915, à la 20^{ème} Section des secrétaires d'états-majors le 23 janvier 1916.

Il passe caporal le 1^{er} avril 1917.

À compter du 5 mai 1917, il est détaché dans une entreprise parisienne jusqu'à la fin du conflit.

Il est mis en congé de démobilisation le 8 février 1919.

[147]

LÉOGNANY Michel

Né le 24 octobre 1867 à Clairoux, il est employé au service des contributions directes. Il est le frère d'Édouard et de Lucien et le fils de François et de Flore Fauquet.

Ayant servi jadis au 92^{ème} de ligne, il avait été versé dans la réserve comme Commis Ouvrier Militaire. Il y sera maintenu jusqu'en 1918.

En effet, avec l'état de guerre, le 15 juillet 1914, après plus de 60 ans de débats sur la fiscalité, le Sénat adopte la création de l'impôt progressif sur l'ensemble des revenus pour subvenir aux besoins de la Nation. Mais la baisse des revenus de l'État pendant le conflit et les besoins de financement rendent nécessaire en 1916 une première application de l'impôt général sur les revenus de 1915. Son expertise, malgré son âge, sera exigée.

Il est donc affecté dans la Somme au service des contributions directes, puis en Juillet 1918, sera affecté dans la Mayenne dans le même emploi.

Il est libéré de toutes obligations militaires le 30 novembre 1918.

[148]

LEPLAY Jules Narcisse Auguste

Né à Compiègne le 21 juillet 1885, il est ouvrier à Clairoux au déclenchement de la guerre. Il est le fils de feu Clémentine Augustine, et d'un père inconnu.

Il était exempté de tous services actifs pour un problème de vision.

Cependant, il ne se présente pas à la commission de réforme du 26 septembre 1914, à laquelle il sera cependant reconnu bon pour le service. Et pour cause ! Il est déjà incorporé au 54^{ème} Régiment d'Infanterie depuis le 17 septembre, alors que Clairoux vient tout juste d'être libéré de l'armée allemande.

Il est toutefois maintenu dans les services auxiliaires du 54, puis passe au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale le 13 février 1916, puisque son état ne lui permet que d'effectuer des travaux physiques mais pas de combattre.

Puis il passe au 122^{ème} RIT le 31 août 1916 où il est employé à construire des baraquements et à charger des munitions d'artillerie dans la Somme, puis dans la Marne, près de Reims en décembre.

En 1917, il rejoint le secteur de l'Aisne et vient en soutien logistique des régiments engagés dans le combat, notamment au Chemin des Dames.

Il passe au 145^{ème} RIT le 16 juillet 1917 où il accomplit la même tâche dans le secteur de Verdun.

Mais le 29 septembre 1917, la commission de réforme le déclare inapte définitif à faire campagne. Il est alors retiré du front et sert dans divers services auxiliaires.

Il est mis en congé de démobilisation le 20 février 1919.

Après la guerre, il travaillera à Paris et dans le département du Nord à Bouchain, puis se réinstallera à la Planchette à Clairoux en 1931.

[149]

LOUVET Henri Philippe Gaston

Né le 20 décembre 1893 à Clairoux, il est ouvrier mécanicien aux Chemins de fer du Nord. Il est le fils de Jules Alfred Florentin et de Cornélie Ambrosine Depoix résidant à Clairoux.

Il est incorporé le 26 novembre 1913 au 46^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne (RAC) à Châlons-sur-Marne.

Le 2 août 1914, le régiment est projeté à Sampigny (Meuse) et le premier engagement armé se déroule le 22 août. Il participe à la contre-offensive de la Marne, puis à la première bataille de Champagne, notamment au fort de la Pompelle.

En 1915, c'est la bataille de l'Argonne, au lieu-dit « La Gruerie », puis jusqu'en fin d'année de nouveau en Champagne.

De mars à juin 1916, Henri Louvet est à Verdun. Spécialiste « télégraphie » du Régiment d'Artillerie, il se distingue au « Mort-Homme » et dans le secteur de Cumières.

Il est cité à l'ordre du régiment du 30 mars 1916 n° 157 : « *Très bon soldat, d'un courage, d'un sang-froid et d'un dévouement absolus sous le feu du 15 au 25 mars 1916. De jour comme de nuit, a réparé des lignes téléphoniques malgré un bombardement continu de toute la région* ».

Puis, de septembre à octobre, il est envoyé à la bataille de la Somme.

Il passe au 32^{ème} RAC le 12 octobre 1916, et est de nouveau engagé à Verdun.

Nommé brigadier (caporal) le 1^{er} mars 1917, il se retrouve engagé dans l'Aisne, au secteur de la Malmaison.

Il passe au 11^{ème} RAC le 1^{er} octobre 1917.

Puis, il passe au 177^{ème} Régiment d'Artillerie de tranchée le 1^{er} avril 1918 et c'est probablement avec l'une des batteries de ce régiment qu'il est engagé sur le front italien pour soutenir les forces italiennes en difficultés.

Il est mis en congé de démobilisation le 19 septembre 1919 après avoir été engagé dans presque toutes les grandes batailles du front occidental.

Il retrouve son poste de mécanicien à Clairoux le 21 septembre 1919, puis se retirera à Argenteuil (Yvelines) en 1930.

[150]

LOUVET Jules Fidèle Henri

Né le 23 mai 1890 à Villers-sur-Coudun, frère aîné d'Henri, il est garçon-boucher rue Saint-Simon. Frère d'Henri, il est le fils de Jules Alfred Florentin et de Cornélie Ambrosine Depoix résidant à Clairoux.

Il est rappelé au 155^{ème} Régiment d'Infanterie de Commercy, unité qu'il avait quittée neuf mois plus tôt lors de son service militaire. L'engagement au feu débute le 22 août 1914 à Dommary, puis c'est la retraite jusqu'à la contre-offensive de la Marne.

Le 7 septembre, le régiment reçoit l'ordre de reprendre l'offensive. Il se situe alors près de Courcelles sur le ravin sud de la cote 309. Mais pour le moment, le régiment reste sur la défensive en attendant l'ordre de monter à l'assaut. Le 10 à minuit, il subit une forte attaque ennemie. Après toute une nuit de fusillades, contourné, le régiment doit se replier sur Chaumont. Deux officiers sont tués ainsi que deux hommes de troupe, mais le nombre de blessés est important : 212 ; s'ajoutent 224 disparus, présumés prisonniers. Parmi les blessés, Jules Louvet.

Ce 10 septembre, une balle de fusil lui a traversé la main gauche. Bien qu'étant reconnue comme blessure en séton, c'est-à-dire qu'aucun organe vital n'est touché, on doit lui amputer l'annulaire. Une raideur du poignet gauche s'en suivra. Évacué, il sera réformé en février 1916.

Cette blessure lui aura probablement sauvé la vie.

Il se retire à Clichy où il reprendra son métier de boucher. Puis il se retirera définitivement en région parisienne.

[151]

LOUVIN Arthur

Né à Soissons le 21 novembre 1875, fils de Gustave Camille et de Germaine Léossigny habitants de Hautefontaine près d'Attichy, il travaille aux Chemins de fer du Nord à Clairoux depuis 1900.

Compte tenu de son emploi, il échappe au rappel au 13^{ème} RIT et est maintenu dans son emploi. Mais sous l'uniforme, il est astreint au règlement militaire, et est affecté à la 5^{ème} Section des chemins de fer de campagne.

Il est chargé, avec les sapeurs du génie, de réparer, de poser les rails de nouvelles voies destinées au front, notamment pour les pièces d'artillerie de très longue portée sur voies ferrées.

Il est mis en congé de démobilisation le 28 février 1919.

[152]

LUISIN Albert

Né le 10 janvier 1868 à Clairoux, il est cultivateur, tout comme son père Jules et sa mère Eugénie Lodoïska Roquencourt habitant ce village.

Le 13 août 1914, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale au camp de Royallieu près de Compiègne.

Devant l'avance allemande, il participe à la protection des unités du Génie chargées de faire sauter les ponts de l'Oise, dont ceux de Compiègne. Par la suite, il gardera les terrains d'aviation, nombreux dans le secteur et sera chargé de surveiller les prisonniers allemands.

Le 31 juillet 1915, en raison de crises d'épilepsie répétées, il est réformé.

[153]

LUISIN Albert

Né le 25 mars 1895 à Clairoux, il est ouvrier dans ce village. Il est le fils de Jules Alfred et de Malvina Sézille résidant à Clairoux.

Il est incorporé le 9 septembre 1915 au 54^{ème} Régiment d'Infanterie pour faire ses classes, puis passe au 164^{ème} Régiment d'Infanterie le 11 mars 1916.

Il rejoint sa nouvelle unité dans le secteur de Verdun.

En juillet, le régiment part pour la Somme où il est engagé dans le secteur de Biaches. Il y restera jusqu'en décembre.

En 1917, le régiment retourne à Verdun où il va séjourner jusqu'au mois de mai.

Il est blessé le 25 mars 1917 au cours d'une journée calme, c'est-à-dire, ponctuée de tirs de marmites qui explosent sur les tranchées et de tirs irréguliers de mitrailleuses allemandes.

Le 14 mai le régiment se met en place au « Haut Mont ». Dès le 15, les officiers du régiment commencent à procéder à des reconnaissances en vue d'une attaque dans ce secteur. Le 18 mai, les hommes débutent le creusement des tranchées de parallèle de départ, toujours en vue de l'assaut. Mais les Allemands réagissent par des tirs d'artillerie. Ceux-ci s'intensifient le 19. Le 20, l'attaque française est différée et les hommes doivent se regrouper dans des abris plus sûrs. C'est au cours de ce mouvement qu'Albert Luisin est blessé par un éclat d'obus au genou droit.

Évacué, soigné, mis en convalescence, le voilà reparti dans la Marne, à Saint Amand-sur-Fion, qui, contrairement à son nom, fut à cette époque l'un des plus beaux villages de France. Son bataillon, le 3/164, y est au repos.

Le 14, le 3/164 relève un bataillon du 166^{ème} RI dans le secteur du « Téton ». Le 17, tous les bataillons sont en ligne. Le 19, l'activité de l'artillerie allemande devient plus forte. Le 21, la journée est plus agitée. Bombardement, renforcement des tranchées. Deux hommes sont tués et quatre autres blessés ; parmi ces derniers, Albert Luisin qui vient d'être frappé par une pierre tranchante projetée par une explosion et qui lui entaille une partie du cuir chevelu. Le 12 octobre 1917, il rejoint de nouveau son régiment qui est au repos.

Il est cité le 31 décembre 1917 « *Bon soldat blessé au « Haut Mont » le 20 mai 1917 et au « Téton » le 21 septembre 1917* ».

Fin 1917, il part dans le secteur de « La main de Massiges » en Champagne.

Il est cité le 3 mars 1918 à l'ordre du régiment n° 686 « *A montré au cours des journées du 13, 14 et 15 février 1918 de grandes qualités de courage et de ténacité en participant sous un violent bombardement au ravitaillement d'un bataillon d'assaut* ». Croix de guerre avec étoile de bronze.

En mai 1918, avec l'offensive déclenchée dans l'Oise, il participe à la défense du Mont Renaud au sud de Noyon. C'est l'un des verrous de la bataille du Matz. Ces quelques hauteurs tenues par les Français doivent tenir jusqu'au bout afin de gêner l'avancée ennemie. Fin avril, ce secteur est conquis par les Stosstruppen, de véritables commandos allemands. Les unités françaises, lors de la contre-offensive du Matz se rapproche de ce secteur vital. Au cours d'une attaque du 164^{ème} RI, Albert Luisin est capturé par l'ennemi le 9 juin 1918.

Il ne sera rapatrié que le 20 novembre 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 23 août 1919.

En 1929, au cours d'une période de réserve, Albert Luisin reçoit la Médaille militaire.

[154] **LUISIN Arthur Florentin Étienne**

Né le 15 juin 1870 à Clairoix, il est cultivateur comme ses parents, Jules et Eugénie Lodoïska Roquencourt et son frère aîné Albert.

Il est exempté du service militaire en 1890. Cependant, le 25 novembre 1914, il est mobilisé dans les services auxiliaires pour assurer le ravitaillement agricole de la troupe. Il retourne à la vie civile à Clairoix le 1^{er} novembre 1916 mais ne sera libéré de toutes obligations militaires que le 10 décembre 1918.

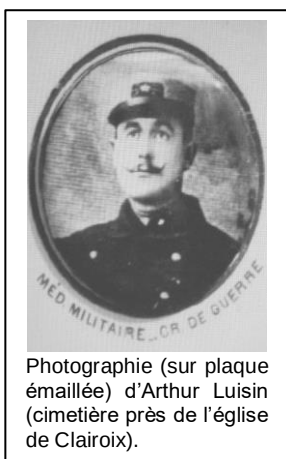
[155] **LUISIN Arthur Louis**

Né le 27 octobre 1885 à Clairoix, il est employé de l'administration des Télégraphes. Il est le fils de feu Louis de de Marie Honorine Debout, habitante de Clairoix.

En 1906, alors maçon, il avait été incorporé au 69^{ème} Régiment d'Infanterie.

Devenu télégraphiste en 1913, il est employé à Paris. Il est reversé administrativement au 8^{ème} Génie militaire à l'unité des télégraphistes militaires de seconde ligne.

Au déclenchement de la guerre, il est maintenu dans l'administration civile des télégraphistes.



Photographie (sur plaque émaillée) d'Arthur Luisin (cimetière près de l'église de Clairoux).

Mais les liaisons militaires ont besoin de ses compétences et le 25 février 1916, il rejoint le dépôt des télégraphistes du Génie, probablement à Versailles, et passe au 4^{ème} Détachement des ouvriers des lignes télégraphiques le 1^{er} avril 1916.

Au cours de la bataille de la Somme, son unité est envoyée à Castel (près de Moreuil) pour la pose de lignes le long d'une voie ferrée.

Au cours du mois de mai, la fatigue est palpable au sein de ces équipes qui travaillent jour et nuit pour restaurer ou ajouter de nouvelles lignes. Dans la nuit du 14 au 15 mai, Arthur Luisin est écrasé par une machine à vapeur militaire.

Bien qu'il s'agisse d'un accident, son décès est une conséquence directe du conflit, à ce titre imputable au service. En 1918, il est reconnu « Mort pour la France ».

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoux dans la liste de l'année 1918 alors que son décès remonte à 1916.

[156]

LUISIN Georges Jules

Né le 4 mai 1890 à Clairoux, il est cultivateur comme ses parents, feu Jules et Eugénie Lodoïska Roquencourt et ses frères aînés Albert, Jules Léon et Arthur Florentin.

Il est incorporé le 11 octobre 1911 au 155^{ème} Régiment d'Infanterie de Commercy. Par la loi dite des « trois ans » votée en 1913, il est maintenu au service actif jusqu'au déclenchement de la guerre.

Le 2 août 1914, son régiment est envoyé en Lorraine. Les premiers combats sanglants commencent dès le 22 août à Joppécourt, puis à Xivry-Gicourt et Étain.

De septembre à décembre, le régiment est engagé dans les batailles de la Woëvre et des Hauts-de-Meuse. Au secteur dit « Le Bois Chevalier », le régiment est relevé le 15 décembre et se replie à Orches dans des cantonnements placés à l'arrière. Mais les conditions météorologiques sont particulièrement difficiles. Georges Luisin constate que ses pieds ne répondent plus et se dirige péniblement vers l'infirmerie.

Il est d'abord évacué à l'hôpital auxiliaire n° 232 à Paris le 25 décembre 1914 pour gelures aux pieds. Il subit l'ablation des deux derniers orteils de chaque pied et y séjourne jusqu'au mois d'avril 1915. À la suite de la décision de la commission de réforme, il est reclassé dans les services auxiliaires du 155^{ème} RI dès son retour au dépôt le 15 mai 1915.

Le 26 octobre 1915, il est détaché à la fonderie Chevalier de Redon comme ouvrier fondeur sous le statut de militaire.

Mais à la suite des combats de 1916 (batailles de Verdun et de la Somme), les besoins en hommes exigent une révision au niveau des commissions de réforme.

Le 21 novembre 1916, il est affecté aux services auxiliaires du 1^{er} Régiment d'Artillerie à pieds.

Il est mis en congé de démobilisation le 22 mars 1919 et bénéficiera d'une pension d'invalidité.

Par la suite, il deviendra docker au Havre en 1927 et décédera à l'âge de 45 ans.

[157]

LUISIN Honoré Eugène

Né à Clairoux le 30 septembre 1882, il est le fils de Sébastien Eugène Honoré et de feue Héloïse Angéla Cléret résidant dans ce village. Honoré est maçon de formation.

Esprit rebelle, au cours de son service militaire au 54^{ème} RI de Compiègne en 1905, il est porté déserteur.

Rappelé le 4 août 1914, l'homme a changé. Par esprit de patriotisme ? Par solidarité avec ses frères d'armes ? Toujours est-il qu'il rejoint le 54^{ème} RI au camp de Royallieu. Après une courte remise en condition, il est envoyé au front le 26 août, mais son régiment est déjà sur le repli depuis le 22.

Il participe à la contre-offensive de la Marne en septembre 1914, puis aux Épargnes, notamment à la triste et célèbre « tranchée de Calonne » en fin d'année. Il restera en Meuse et en Argonne jusqu'en février 1915.

Il est nommé caporal le 16 juillet 1915. Puis il est dirigé vers la bataille de Champagne en septembre-octobre 1915, notamment aux tranchées dites « des Vandales » et de « Lübeck », qui sont pour les passionnés de cette histoire des lieux de haute lutte.

En 1916, il est sur le front de Champagne. Son régiment rejoint Verdun en juin. En septembre, il est envoyé dans la deuxième bataille de l'année, la bataille de la Somme.

Il est blessé par éclats d'obus à la main gauche le 26 septembre 1916, il est évacué à l'ambulance 3/67. Transféré à l'hôpital de Hazebrouck, il rejoint son régiment le 2 octobre 1916.

Il est cité à l'ordre de la Brigade n° 56 le 8 octobre 1916 : « *Très bon gradé, très courageux, a été blessé le 26 septembre à son poste de combat* ».

Puis en début d'année 1917, il combat dans l'Aisne à Soupir, puis au Chemin des Dames en avril et mai. En juillet, le régiment est envoyé dans les Vosges.

Il est cassé de son grade le 20 novembre après les mutineries de 1917.

En mars 1918, c'est l'offensive de la dernière chance pour l'armée allemande. Le régiment est envoyé à Montdidier pour dégager ce secteur. Il combat notamment à Grivesnes en mars et avril. Envoyé en Lorraine jusqu'en juillet, le régiment est remis en route vers la Marne, deuxième bataille du nom.

Il est blessé le 26 juillet 1918 et évacué puis envoyé à l'hôpital jusqu'au 21 février 1919.

Honoré Luisin a été de toutes les grandes batailles. Caractère trempé, esprit parfois rebelle, il s'est révélé être un bon et courageux combattant, ce qui lui permettra de recevoir en 1938 la Médaille militaire.

Il est mis en congé de démobilisation le 24 mars 1919, et reprendra son métier de maçon à Clairoux dès avril 1919.

[158] **LUISIN Jules Léon**

Né à Clairoux le 3 mars 1883, il est cultivateur comme ses parents, feu Jules et Eugénie Lodoïska Roquencourt et ses frères aînés Albert et Arthur Florentin.

En raison d'une mauvaise blessure au pied gauche, définitivement mutilé, il avait été réformé pour le service militaire en 1904.

Cependant, à la déclaration de la guerre, la commission de réforme le juge apte pour la mobilisation au sein des services auxiliaires qu'il rejoint le 25 septembre 1914.

Il y sera maintenu jusqu'au 10 mars 1917 quand il se voit affecté au 16^{ème} Régiment de Dragons. Si ce régiment est, comme les autres unités, envoyé aux tranchées, Jules Luisin est rattaché au service intérieur en raison de son handicap. Notamment, il participe à la garde de sites industriels parisiens où des mutineries éclatent. Mais son service se résume pour l'essentiel à la garde d'états-majors.

Le 1^{er} janvier 1918, il passe au 5^{ème} Régiment de Chasseurs et continuera semble-t-il d'être maintenu dans des services annexes le tenant éloigné des lignes de front.

Il est mis en congé de démobilisation le 15 mars 1919.

[159] **LUISIN Louis Ferdinand**

Né le 22 juin 1879 à Clairoux, il est cultivateur. Il est le fils de Louis Étienne Honoré et de Stéphanie Rollet résidant à Clairoux.

Comme un certain nombre de cultivateurs dont la connaissance du cheval est un atout pour les armées, il avait été incorporé en 1900 dans un Régiment de Cuirassiers.

Au déclenchement de la guerre, il est logiquement dirigé vers le 6^{ème} Escadron du train des équipages, dont le service du ravitaillement est encore en grande partie fait à cheval. Il est utile de rappeler qu'au sein des régiments, il existe des trains régimentaires chargés de convoier le matériel qui ne peut être transporté à dos d'homme. Au même titre, nous retrouvons des trains divisionnaires à un échelon supérieur. Puis il existe des unités complètement dédiées à cette tâche de ravitaillement logistique de l'arrière vers le front comme le 6^{ème} Escadron du train. Cette unité utilise des camions, mais au début du conflit, l'emploi de fourgons hippomobiles est la norme. Tout dépend de ce que l'on transporte et de son urgence. Ceux qui savent conduire un véhicule civil, sont affectés

aux camions, ceux qui connaissent le cheval le sont aux fourgons. Notre ami Léon Luisin est donc affecté à ce dernier mode de transport dès le début du conflit.

Mais la guerre mécanique change la donne. Le 1^{er} février 1916, il est affecté à la S.A. Peugeot à Audincourt dans les Vosges.

Après les hécatombes de 1916 et de 1917, les armées ont besoins d'hommes. Le voici affecté au 47^{ème} Régiment d'Artillerie le 1^{er} juillet 1917.

Le 47^{ème} RA est équipé de canons de 75 hippomobiles. Dès septembre 1917 Léon Luisin est engagé dans l'attaque de la célèbre cote 304 à Verdun, puis dans la Marne en juillet 1918 et termine la guerre en Champagne à Tahure.

Il est mis en congé de démobilisation le 1^{er} mars 1919.

[160] **LUISIN Marcel Louis**

Né à Clairoux le 3 février 1891, il est charcutier et réside à Bienville. Frère de Louis Ferdinand, il est le fils de Louis Étienne Honoré et de Clarisse Stéphanie Rollet, habitants de Bienville.

Il est incorporé le 9 octobre 1912 au 54^{ème} Régiment d'Infanterie à Royallieu.

Mais le 7 août 1914, il est réformé pour un problème pulmonaire.

Cependant le 27 avril 1915, il s'engage pour la durée de la guerre au titre du 13^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne et se rend à Versailles. Il est dirigé vers le service des automobiles.

Il est engagé dans la Somme, puis passe au 20^{ème} Escadron du train le 1^{er} juin 1916.

Il continue de rouler et d'approvisionner les unités d'artillerie sous le feu, dans la Somme jusqu'en décembre, puis en Lorraine au début de 1917.

Puis il est engagé dans les combats de l'Aisne à partir de février 1917, puis de nouveau en Lorraine de juin à octobre.

Entre-temps, son état de santé s'est dégradé.

Mais, après 18 mois au front comme automobiliste, il est réformé le 18 octobre 1917 pour raison de fatigue très avancée.

Il décède à l'hôpital militaire n° 16 de Compiègne le 28 mars 1918 des suites de son état de santé très dégradé.

Son nom figure au monument aux morts de Bienville.

[161] **MARCHOIS Albert Émile**

Né le 6 avril 1890 à Clairoux, il est ouvrier agricole. Il est le fils d'Émile et d'Aurélié Augustine Morel résidant à Ormoy-Villers.

Il est rappelé le 2 août 1914 au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne, implanté au camp de Royallieu.

Il est affecté à la 10^{ème} compagnie du régiment et rejoint son unité en pleine retraite depuis le 22 août 1914. Il participe à la contre-offensive de la Marne du 5 au 13 septembre, puis est engagé en Woëvre et, de la fin de l'année jusqu'au mois de mars 1915, au secteur des Éparges.

Puis c'est la bataille de Champagne en septembre 1915.

Après un bref repos à Suippes, le 10 juin 1916 le 54^{ème} RI quitte la Champagne pour être engagé dans le secteur de Verdun. Le 18, les hommes du 54 débarquent des camions et vont prendre part aux combats qui ont lieu du 20 au 25 juin entre le fort de Vaux et le tunnel de Tavannes. La 10^{ème} compagnie se porte avec une compagnie de mitrailleuses sur les hauteurs de la Lauffée, non loin du tunnel.

Au sein de sa compagnie, le capitaine a désigné Albert Marchois pour faire la liaison avec le PC du bataillon et y transmettre les comptes rendus et recevoir les ordres. Agent de liaison est l'une des missions les plus dangereuses qui soit confiée à un soldat. Elle le sera encore plus sous le déluge de feu d'artillerie allemand durant la bataille de Verdun.

Dès la nuit du 20 au 21, l'artillerie adverse déclenche un feu d'artillerie qui, aux aurores, devient de plus en plus violent. Tout laisse présager une attaque...

Elle se déclenche à 16h30. Dans les lignes de la 10^{ème} compagnie, les tirs ont été particulièrement violents. Ce feu a produit un trou au centre du dispositif. Un bataillon doit dégager les compagnies isolées. La 10^{ème} compagnie, qui garde encore le contact avec le commandement, doit appuyer cette contre-attaque ; c'est à ce moment-là que le soldat de 2^{ème} classe Albert Marchois, dans son rôle d'agent de liaison, intervient pour transmettre les ordres à son capitaine.

Les pertes du régiment sont énormes, environ 1 500 hommes tués, blessés ou disparus. Parmi ces blessés, Albert Marchois.

Touché grièvement au thorax le 22 juin 1916, il décède trois jours plus tard à l'ambulance 3/67 de Dugny (Meuse).

Il est cité et reçoit la Croix de guerre à titre posthume le 30 juin 1916 à l'ordre du régiment n° 297 : *« Excellent soldat, agent de liaison, dévoué et brave, a été grièvement blessé le 22 juin 1916 en portant des ordres sous un bombardement des plus violents »*.

Son nom figure sur les monuments aux morts d'Ormoy-Villers et de Montlognon dans l'Oise.

[162]

MATTE Charles Georges

Né le 22 avril 1875 à Clairoix, il est charpentier de bateaux. Il est le fils de feu Charles Désiré et de Victoire Anastasie Marie, cette dernière résidant à Clairoix.

Exempté de service militaire en 1895 pour une hernie, il sera incorporé le 8 novembre 1915 pour servir au 166^{ème} Régiment d'Infanterie, aux services auxiliaires du régiment implantés à Verdun.

Charles Matte n'est pas engagé au combat, mais, en tant que charpentier, il œuvre dans la réfection de postes de combat. À ce titre, sans doute, va-t-il connaître l'expérience du feu et très certainement de l'artillerie adverse.

Avec l'offensive allemande sur ce secteur en fin février 1916, n'étant pas physiquement apte au combat, il est détaché le 26 mars à la poudrerie de Saint Médard-en-Jalles (Gironde). Cet établissement situé à 850 km du front compte au déclenchement du conflit 1 900 ouvriers. En 1916, quand Charles Matte rejoint le site, l'établissement compte alors 8 500 ouvriers dont plus de la moitié sont des militaires inaptes. La production en 1916 est de 65 tonnes d'explosif par jour et va monter en 1917 à 110. La commission de réforme de mai 1916 confirme son maintien dans les armées mais comme ouvrier militaire.

Il passe au 7^{ème} Régiment d'Infanterie coloniale le 1^{er} juillet 1917, mais figure toujours parmi les postes non combattants.

Il est mis en congé de démobilisation le 10 février 1919.

[163]

MAUPIN Henri Lucien

Né le 6 décembre 1893 à Clairoix. Il est cordonnier et est le dernier fils de Julien et de Marie Ursule Bécart domiciliés à Clairoix.

Il est incorporé le 26 novembre 1913 au 67^{ème} Régiment d'Infanterie de Soissons.

Le 1^{er} août 1914, Henri Maupin embarque en gare de Soissons pour Bannancourt dans la Meuse. La veille, le régiment avait été consigné aux quartiers. Il venait de recevoir le télégramme annonçant la mise en application des ordres de l'état-major de la 12^{ème} DI. Le 3 août, la guerre était officiellement déclarée, mais les hommes du « 67 » étaient déjà sur leur position avancée.

Le 18, le régiment prend ses nouvelles positions à Étain. Le frère d'Henri, Maurice, d'un an son aîné, est dans le même régiment mais pas à la même compagnie.

Le 22 à 12h30, l'ennemi lance sa première attaque. Au soir de cette première journée de confrontation, le régiment compte ses premiers morts. Deux officiers ont été tués, trois autres blessés et encore trois portés disparus, présumés prisonniers. Au total 27 morts, 268 blessés et 101 disparus. Le corps des officiers, toutes proportions gardées, est le plus touché. Le « 67 » tient Étain, mais la journée du 24 sera encore plus terrible.

Dès le 1^{er} septembre, l'artillerie lourde allemande entre dans la partie. Le 2, le « 67 » commence à évacuer ses positions devenues intenable. Le 8, les combats recommencent à Vaux-Marie. Henri Maupin a peut-être été informé que son frère venait d'être blessé et évacué. Alors que vient de s'engager la contre-offensive de la Marne, le 14, le régiment monte vers le nord vers Nixeville, puis Beaumont. Le 17, il reflue un peu plus au sud. Le 22, le régiment arrive dans la nuit à Mouilly-Saint-Rémy. C'est un moment de flottement, nul ne sait ce qu'il va advenir dans les prochaines heures. Alors que d'autres régiments se replient, le « 67 » attaque. Au soir : 357 soldats tués qui permettent de sauver les autres régiments de l'enveloppement effectué par l'ennemi. Le 23, le régiment reste sur son emplacement au bois de Saint-Rémy, décidé à défendre la position. À 15h, il reçoit l'ordre d'opérer une attaque. Pas de tirs d'artillerie, les colonnes s'enfoncent dans les bois. Le 24 à 4h du matin, les objectifs sont atteints. La lutte s'engage avec l'ennemi. À la fin de la journée, les pertes sont énormes : 852 tués. Parmi eux, Henri Maupin, qui vient de donner sa vie.

Son nom est porté au monument aux morts de Clairoix.

[164]

MAUPIN Julien Henri Maurice

Né le 6 août 1891 à Clairoix, comme son frère Paul, il est menuisier ébéniste dans la petite entreprise familiale. Il est fils de Julien et de Marie Ursule Bécart domiciliés à Clairoix.

Comme il avait été incorporé en octobre 1912 au 59^{ème} Régiment d'Artillerie, Julien, qui n'est pas démobilisé, rejoint le 2 août 1914 le 259^{ème} RA, régiment de réserve qu'il vient renforcer en tant que téléphoniste.

Les batteries de ce régiment sont détachées auprès de la 170^{ème} division d'infanterie et appuient les actions d'infanterie de leurs tirs. Le travail de Julien consiste à s'approcher au plus près des lignes de front, à tirer les lignes téléphoniques, à observer et à guider par téléphone le feu des canons sur les objectifs. Il s'agit d'un travail périlleux. Il est en permanence en contact avec le commandant de la batterie, le capitaine Vanuxen.

Il est rattaché à la 29^{ème} batterie du 3^{ème} Groupe d'artillerie.

Il est cité à l'ordre du régiment n° 513 du 17 novembre 1916 : *« Le 8 novembre 1916, malgré un violent marmitage des boyaux, n'a pas hésité à se porter sur une ligne téléphonique pour en assurer le fonctionnement. Au front depuis le début de la campagne, et téléphoniste depuis plus d'un an, a toujours fait preuve de courage, de sang-froid et de bonne volonté. Est toujours volontaire pour les missions périlleuses ».*

Au cours de 1917, le 259^{ème} RAC est engagé dans l'Aisne dans le cadre de la bataille du Chemin des Dames.

Au cours d'un violent bombardement non loin de Laffaux à l'est de Soissons, son camarade Bajard et lui sont blessés le 20 juin 1917 par des éclats d'obus. Julien a reçu deux éclats, un sous la clavicule et un au genou gauche.

Fin novembre 1917, le 259^{ème} RAC se retire dans le nord de l'Oise. Le régiment est soumis un intense feu d'artillerie, l'offensive allemande commence.

Les batteries subissent de lourdes pertes. La tension entre les gradés est perceptible. Certains sont déplacés. Le moral est atteint. Certains ne cachent pas leur sentiment sur la situation. Les paroles vives fusent. Les punitions tombent.

Julien est condamné à un an de prison par le conseil de guerre de la 170^{ème} Division d'infanterie le 26 avril 1918, mais il reste attaché à son régiment où il se distinguera encore.

Le 15 juillet, l'ennemi déclenche une nouvelle attaque. Bombardements violents, obus à gaz, obus fumigènes. Tout y est. Le régiment tient.



Il est cité à l'ordre du 21^{ème} Corps d'armée n° 561 le 25 juillet 1918 : « *Téléphoniste modèle de dévouement. De conscience et de courage, s'est comporté admirablement les 15 et 16 juillet 1918 en réparant seul sous des bombardements les plus violents la ligne de l'observation de la batterie et permettant ainsi à son commandant de batterie, avec propos, des tirs efficaces* ».

Le régiment est cité à l'ordre de l'armée, sa deuxième citation.

Le 24 octobre le régiment lance des reconnaissances vers Béthaucourt afin de se mettre en position sur la cote 124. Le 25, l'attaque sur tout le front de l'armée commence avec une préparation d'artillerie. À cette occasion, Julien se distingue encore.

Il est cité à l'ordre du régiment n° 607 le 31 décembre 1918 : « *Téléphoniste d'un dévouement admirable. Dans la journée du 25 octobre 1918, malgré les bombardements intenses auxquels il a été soumis, a assuré toutes les réparations téléphoniques avec la plus grande énergie et le plus grand mépris du danger* ».

Il est mis en congé de démobilisation le 15 juillet 1919, mais la condamnation qu'il avait reçue en avril 1918 n'est toujours pas effacée. Il sera réhabilité le 6 septembre 1919.

Il reçoit la Médaille militaire en 1930, au titre de ses états de services durant la Grande Guerre.



Julien (allongé) et ses camarades du 259^{ème} RAC en septembre 1917 quelque part dans l'Aisne (Photo Maupin).

[165]

MAUPIN Maurice Émile Georges

Né le 23 décembre 1892 à Clairoix, il est menuisier comme deux de ses frères et est fils de Julien et de Marie Ursule Bécart domiciliés à Clairoix.

Il est incorporé au 67^{ème} Régiment d'Infanterie de Soissons le 9 octobre 1912. Au déclenchement de la guerre le 3 août 1914, depuis la veille, son régiment est déjà en route sur la zone de défense programmée par l'état-major de la 12^{ème} Division d'infanterie, c'est-à-dire à Bannancourt dans la Meuse. L'artillerie lourde allemande ne laisse aucune chance aux unités engagées. Puissante, elle frappe également en profondeur, sur les moyens logistiques.

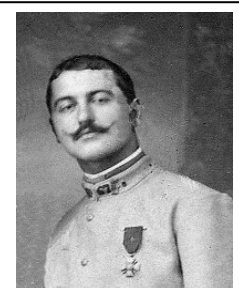
Ce repli s'organise tant bien que mal lorsque le régiment reçoit l'ordre de contre-attaquer le 5 septembre dans la région de Nixeville dans la Meuse.

Maurice, alors qu'il est en poste d'observation, est grièvement blessé le 8 septembre 1914, à Vaux Marie (Meuse). Il ne participera pas à cette grande contre-offensive. Une balle ennemie vient de traverser son thorax au-dessus du sein gauche, passant près du cœur et ressortant dans le bas du dos ; le projectile n'a touché aucun organe vital. Embarqué en urgence à bord d'un wagon à bestiaux, allongé sur la paille, il est dirigé vers l'antenne médicale. « *Blessure en séton* », lui dira le docteur, « *les asticots ont fait le travail, pas de gangrène* ». Avant de prendre la route pour un hôpital de Lodève destiné à la convalescence des blessés, il apprend la mort au combat de son frère Henri...

En 1915, il rejoint son régiment dans la Woëvre, notamment les Éparges en mars. Puis en fin d'année, c'est la bataille de Champagne, notamment l'assaut dans la célèbre « Tranchée de Lübeck ».

En 1916, Maurice est encore en Champagne quand le commandement apprend la grande offensive de Verdun. Le « 67 » (ou le « six-sept » comme on le prononce) y est envoyé à son tour en juin. En août, c'est un moment de pause, le régiment assure la garde du Grand Quartier Général (GQG) à Chantilly. Puis de septembre à décembre, il est envoyé dans la Somme.

La nuit du 8 au 9 octobre est agitée. Commencent de violents tirs d'artillerie ennemis. Au-dessus, à une altitude d'environ 200 m, des avions de reconnaissance allemands survolent les lignes et n'hésitent pas à tirer avec leurs mitrailleuses sur tout individu non protégé. En bas, Maurice Maupin



Maurice Maupin vient de recevoir la Croix de guerre (collection Maupin).

est en observation, repérable, envoyé par son capitaine pour repérer les départs de coups d'artillerie allemands. « *Tranchée Detva !* », annonce-t-il à son capitaine. Le capitaine prend le combiné du téléphone et guide le chef de l'artillerie divisionnaire : « *Tir de démolition sur Detva !* ».

Dans la nuit du 9 au 10, les tirs d'artillerie persistent. Il faut interrompre la pose des barbelés. On relève 16 tués, 62 blessés et 12 disparus. Les bombardements sont de plus en plus intenses. Les postes sont attaqués par des *Stosstruppen* allemands, sortes de commandos chargés de grenades et de mitrailleuses. Jusqu'au 13, le « 67 » tient, subit des pertes. Maurice poursuit son observation aux jumelles. L'attaque française est fixée au 13 au soir ; à 17h, les premières vagues d'assaut sortent des parallèles de départ...

Le 22 octobre 1916, il est cité à l'ordre du régiment n° 478 : « *Soldat très dévoué et courageux, n'a pas hésité malgré de très violents bombardements, à renseigner son commandant de compagnie sur les tirs d'artillerie dans les journées du 9 au 13 octobre 1916* ». Une relation de confiance et de grande amitié s'instaurera avec son capitaine.

Suivra en avril et mai 1917 la bataille du Chemin des Dames. Des mutineries vont éclater en juin au sein du régiment. Le 16 juin, des soldats refusent d'embarquer dans les camions qui mènent au front dans le secteur de Brouvelieures dans les Vosges. Cela n'empêche pas le régiment de se rendre sur les positions pour relever le 216^{ème} RI.

En 1918, il est engagé dans la bataille d'Alsace, non loin de la Suisse, quand éclate la grande offensive allemande. Le « 67 » est envoyé en Picardie au Plessier, à la chapelle de Saint-Aignan et à Grivesnes.

Puis, c'est l'offensive générale alliée ; le régiment se bat dans l'Aisne près de Soissons. Puis il est envoyé en Flandres à Becke. C'est là-haut, en Belgique, que Maurice apprend la signature de l'armistice.

Mais avant de rentrer au foyer, le « 67 » est envoyé à Wissembourg. Maurice Maupin aura été de toutes les grandes batailles, à l'exception de la première bataille de la Marne où une blessure l'empêchera de poursuivre son action.

Il est mis en congé de démobilisation le 28 juillet 1919 et reprendra son métier de menuisier-ébéniste au sein de la petite entreprise familiale à Clairoux.



L'escouade de Maurice à Wissembourg le 6 juillet 1919 (collection Maupin).

[166]

MAUPIN Paul

Né le 25 juillet 1885 à Clairoux, Paul est l'aîné des quatre frères. Il est menuisier à Clairoux et est fils de Julien et de Marie Ursule Bécart domiciliés à Clairoux.

En 1908, il avait fait son service militaire au sein du 19^{ème} Bataillon de Chasseurs à Pieds. À ce titre, il aurait dû être affecté au 6^{ème} bataillon de Chasseurs à Pied de Verdun en 1914.

Mais voilà, Paul a des varices, et de plus, en raison de son obésité, il est incorporé à l'hôpital n° 15 de Compiègne. Quelques semaines plus tard, le 16 septembre 1914, la commission de réforme l'exempte du rappel dans les unités combattantes et confirme son maintien dans les services auxiliaires.

Cette exemption sera reconduite plusieurs fois jusqu'en 1918. Puis il bénéficie d'un sursis d'appel qui l'autorise, le 2 février 1919, à être détaché comme menuisier à Compiègne.

Il est mis en congé de démobilisation le 2 avril 1919.

[167]

MILLE Lucien

Né le 30 mars 1875 à Revelles (Somme), il réside à Clairoux depuis mars 1905. Il est maçon à Clairoux. Il est le fils de feu Jules Alfred et de feu Adélina Clémence Lesobre de Revelles. Il est marié à Georgina Lemaître et a un fils, Alfred, apprenti maçon.

À l'entrée en guerre, il est rappelé le 2 août au 12^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale d'Amiens. D'abord envoyé dans le nord de la France, fin août, devant l'avance allemande, le régiment est employé à la défense d'une ligne située au nord d'Amiens, à la limite du Pas-de-Calais. Le 26 septembre, le régiment est engagé dans son premier combat à Vaulx-Vraucourt. Puis le 4 octobre, ce sont les combats de Boucquoy. Le régiment perd plusieurs centaines de blessés et de disparus au point qu'il est regroupé avec le 11^{ème} RIT de Beauvais.

Lucien Mille est évacué pour maladie le 29 octobre 1914. Au retour de son traitement, il est envoyé à Nieupoort en Flandre belge, zone où il séjournera durant toute l'année 1915 jusqu'en avril 1916.

Il est de nouveau évacué pour problème herniaire en avril 1916.

Il passe au 6^{ème} Régiment du Génie le 24 octobre 1916. Avec cette nouvelle unité, il rejoint le secteur de Verdun. Puis en 1917, ce sera l'Aisne et en 1918, la Champagne.

Il est mis en congé de démobilisation le 11 janvier 1919 et reprend son emploi de maçon à Clairoix.

[168]

MONGLOUX Armand Anicet Gaston

Né à Cambronne-lès-Ribécourt le 8 juin 1887, Armand est garçon-boucher en 1907. Fils d'Arthur Napoléon et de feu Mathilde Désiré Flore, il devient par la suite voiturier et s'installe à Abbeville en 1910, puis à Compiègne, Venette et enfin Clairoix en mai 1914.

Au déclenchement du conflit, il est rappelé le 2 août 1914 au 155^{ème} Régiment d'Infanterie à Commercy.

Il est engagé sur les lignes de front de Lorraine et rejoint la Woëvre en septembre 1914.

Alors qu'il est sur le front de l'Argonne, il contracte la fièvre typhoïde et est évacué le 5 janvier 1915.

En 1916, le régiment quitte le front de Champagne pour rejoindre celui de Verdun afin de faire bloc contre l'offensive allemande.

Dans la matinée du 30 avril 1916, le Lieutenant-Colonel Letellier reçoit l'ordre d'attaquer à la grenade et de reprendre le saillant du Verger et la tranchée « Servegnat » perdus le 9 avril. Quatre sections d'attaque aux ordres du commandant Voiturier sont mises en place. Volontaire, Armand reçoit des grenades qu'il place dans sa musette de toile. 16h, le tir de préparation d'artillerie commence, les 155 mm tonnent. 19h30, emmenés par le commandant Voiturier, les grenadiers franchissent le parapet. En quelques minutes 21 Allemands sont faits prisonniers. À 20h30, toute la tranchée « Sauvergnat » est aux mains des Français. De nombreux cadavres allemands jonchent le sol. Mais vers 22h15 et le 1^{er} mai vers 2h du matin, deux contre-attaques allemandes, exécutées à la grenade, tentent de reprendre le dispositif, en vain. Les pertes se soldent à 10 tués et 31 blessés. Parmi ces derniers, Armand Mongloux, blessé par éclats de grenade.

Il est cité le 21 mai 1916 à l'ordre de l'armée n° 182 : « *Le 30 avril 1916, volontaire pour une attaque à la grenade, n'a pas hésité à monter sur le parapet et a suivi la progression de nos grenadiers. A été blessé* ». La Croix de guerre avec Palme lui est attribuée, une rare récompense.

En effet, blessé le 30 avril 1916 par éclats de grenade au niveau du péroné, du genou et du bras, et, après un traitement rapide, il est évacué vers l'hôpital n° 6 de Romans, puis au n° 28 de Valence. Il rentre au dépôt du 355^{ème} le 15 septembre 1916.

Mais les éclats pénétrés profondément dans une partie du péroné et les complications qui en découlent vont le conduire d'hôpital en hôpital. Il ne sera plus engagé sur le front.

Déclassé de l'infanterie, il est dirigé le 1^{er} octobre 1918 vers le 106^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde.

Il est mis en congé de démobilisation le 24 mars 1919 et se retire à Clairoix (où il sera garde champêtre, dans les années 1950).

[169]

MOYAT Georges Maurice

Né à Clairoix le 21 octobre 1894, fils d'Alphonse Martial et de Marie Pétel résidant à Montmacq, Georges est valet de chambre au déclenchement du conflit.

Il est incorporé le 22 décembre 1914 au 67^{ème} Régiment d'Infanterie pour y faire ses classes ; ce régiment ne se trouve plus à Soissons mais dans la zone de l'arrière, probablement près de La Flèche.

Le 24 mars 1915, il est affecté au 404^{ème} RI qui est regroupé à Mailly.

En 1915, il est engagé dans l'Oise à Tracy-le-Mont en mai, puis dans les secteurs de Moulin-sous-Touvent, Nouvron et Vingré (Aisne) jusqu'au mois d'avril 1916.

En juin 1916, le régiment est engagé dans la bataille de la Somme, notamment à Estrées et Belloy-en-Santerre. Puis en octobre à Généremont.

En mars 1917, il retourne dans l'Aisne, puis en décembre au Chemin des Dames.

En mai 1918, le régiment est engagé en Flandre, au mont Kemmel, puis en raison de l'offensive allemande du printemps 1918, il est envoyé dès juillet dans l'Oise aux lieux-dits « La Ferme-Porte », « La Berlière », « La Ferme Baroque », et aux noms baptisés par les militaires : à la « tranchée de la brebis », « l'Alouette » et « l'Autruche ». En août, c'est la contre-offensive près de Marquéglise et Ressons-sur-Matz.

Pour lui, le conflit s'arrête à Notre-Dame de Liesse près de Laon en octobre 1918.

À la fin des hostilités, il est cité le 10 novembre 1918, à l'ordre du régiment n° 137 : « *Soldat qui a toujours eu une belle attitude même dans les moments les plus difficiles* ».

Georges, aussi extraordinaire que cela puisse paraître, est revenu du front sans aucune blessures physiques, sans maladie. En dépit des grandes batailles qu'il a connues, la Somme, le Chemin des Dames et la contre-offensive du Matz, il est passé à côté des balles et des éclats d'obus.

Mis en congé de démobilisation le 22 août 1919, il se retire à Montmacq, puis par la suite à Machemont, où il deviendra menuisier (entre temps, il a en effet troqué son métier de valet de chambre pour une formation de menuisier).

[170]

MOYAT Martial Auguste Jules

Né à Clairoux le 17 mai 1893, il est le frère aîné de Georges. Il est jardinier au moment de son incorporation.

En raison de son index de la main gauche amputé de deux phalanges, il est ajourné au service militaire. Mais, réfugié avec sa famille, le 28 septembre 1914 il est finalement incorporé au 155^{ème} Régiment d'Infanterie à Commercy. Il est proposé au service armé malgré son infirmité, ce qui en dit long sur la pénurie d'hommes à cette période.

Au cours de l'année 1915, il est engagé en Argonne puis en Champagne en fin d'année. Le 12 mars 1916, alors que son unité est employée à l'amélioration des tranchées et des boyaux sur la célèbre butte de Souain, Martial Moyat est blessé par éclats d'obus au thorax. Il est évacué sur l'hôpital n° 110 d'Avignon. Ce jour-là, trois hommes auront été tués et quatre de ses camarades blessés, le lot quotidien des pertes.

Après sa convalescence, le 19 mai 1916, il passe au 48^{ème} RI et rejoint Guingamp pour compléter de nouvelles unités. Compte tenu de son expérience du feu, il est désigné agent de liaison. Le régiment est de nouveau envoyé en Champagne jusqu'à la fin de l'année 1916.

En 1917, de février à mars, le régiment est engagé dans la Somme où les combats s'éternisent depuis juillet 1916. Puis il rejoint la Marne (« Le Mont Blond » et « Le Cornillet »), les Éparges et enfin Verdun.

Le 1^{er} septembre 1917, il est cité à l'ordre du régiment n° 614 « *Agent de liaison d'un brillant courage, toujours volontaire pour les missions périlleuses. S'est distingué au cours d'une récente affaire dans un corps à corps très dur. A accompli la mission délicate qui lui a été confiée, ramenant des prisonniers et capturant une mitrailleuse* ». Deux blessures, une citation.

En fin 1917 et début 1918, Martial est engagé dans la Woëvre (Le Bois Bouchot). Au cours du printemps 1918, du fait de l'attaque allemande prononcée au nord de l'Oise et dans l'Aisne, il rejoint le secteur de Nampcel et de Saint-Paul-aux-Bois puis le secteur de Soissons. Le 10 juin 1918, sous les ordres du Lieutenant-Colonel Imbert, le régiment va une fois de plus se distinguer.

Au cours d'opérations menées avec un grand succès, ses hommes, officiers en têtes, enlèvent de nombreuses positions allemandes sur un front de 1 200 mètres et sur une profondeur de 800 où ils capturent 4 officiers, 380 hommes de troupe et 22 mitrailleuses. Tout au long de la journée, ils maintiennent le terrain conquis sous de violentes contre-attaques et un déluge de bombardements d'artillerie de tous calibres. Parmi eux, Martial Moyat, de la 3^{ème} compagnie, qui recevra par la suite avec deux de ses camarades la Médaille militaire pour faits d'armes.

Le 22 juillet, le Lieutenant-Colonel Imbert rapporte les ordres de la Division : « *par ordre du 30^{ème} CA, les 1^{er} et 2^{ème} bataillons du 48^{ème} RI sont mis à la disposition de la 1^{ère} Division pour mener l'attaque sur le Grand Rozoy* ». Martial Moyat appartient au 1^{er} bataillon. L'attaque doit se dérouler le lendemain à 5h. Mais à partir de 4h30, l'ennemi, anticipant l'attaque française, déclenche un très violent tir d'artillerie. Les coups se concentrent particulièrement sur les positions du 1^{er} bataillon qui est très éprouvé. Avant même l'attaque, la compagnie voisine de Martial a perdu tous ses officiers, seuls deux sergents commanderont l'unité... La 3^{ème} compagnie, celle de Martial, se lance pour atteindre un mouvement de terrain au sud de trois bois qui sont à enlever. À 7h du matin, sous le feu des mitrailleuses allemandes, le 1^{er} bataillon se cramponne au terrain...

Au lieu appelé « le Bois des Corbeaux », Martial vient d'être blessé par éclats d'obus à l'arcade sourcilière. Continuant le combat, il est de nouveau touché aux lombaires par un deuxième éclat d'obus. Il sera évacué en fin de la journée rejoindra par train l'hôpital complémentaire n° 39 de Villeneuve-sur-Lot pour y être soigné.

À la fin cette journée, le régiment aura perdu 31 tués, dont trois officiers et 147 hommes blessés et 13 disparus.

Il est cité à l'ordre du régiment n° 806 le 29 septembre 1918 : « *Excellent agent de liaison, toujours volontaire pour les missions périlleuses. A été grièvement blessé au cours de l'attaque du 23 juillet 1918 sur l'Aisne. Médaillé militaire pour faits de guerre, une citation et deux blessures antérieures* ».

Il est finalement réformé définitivement avec une pension temporaire de 85 %, ce qui en dit long sur son état de santé au sortir du conflit.

Il se retire à Pimprez où il deviendra couvreur, puis éclusier en 1938. Il fut le soldat le plus décoré de Clairoux.

[171]

MÜTTERER Georges

Fils d'étranger, naturalisé, il est né le 13 septembre 1872 à Bischeim en Alsace. Son père, Georges et sa mère, Louise Blattner, décident de rallier la France, car à cette époque l'Alsace et la Lorraine sont allemandes (depuis 1871).

Georges, marié à Marie Worm, est père de 11 enfants, et est tonnelier comme son père. Précédemment installé à Margny-lès-Compiègne, il ne rejoint le village de Clairoux qu'en juillet 1914.

Le 7 août 1914 il est appelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne. Il est donc engagé dans la défense de Compiègne fin août 1914, protège les unités du Génie français et anglais qui s'emploient, quelques heures avant l'arrivée des premiers soldats allemands, à faire sauter les ponts de Compiègne.

Chargé de famille très nombreuse, il est finalement exempté le 4 novembre 1914 et se retire à Clairoux. Deux de ses fils (ne résidant pas à Clairoux) seront appelés à combattre.

En avril 1916, il quitte le village pour s'installer à Avranches, puis termine sa vie près de Versailles.

[172]

NEVOUS Ernest Pierre Marie

Né le 16 août 1883 à Saint-Dolay dans le Morbihan, il est sabotier de profession au moment de son incorporation en 1904. Il s'installe le 30 mai 1910 à Clairoux après avoir été reçu et engagé comme valet de chambre, et probablement valet de pied, du comte de Comminges. Il est le fils de René Marie et d'Anne Sébillot vivant à Saint-Dolay.

Il est rappelé le 1^{er} août 1914 au 116^{ème} Régiment d'Infanterie de Vannes et n'arrive au dépôt du corps que le 3, compte tenu des délais de route. Après quelques semaines de remises en condition, il est envoyé dans la région de Mourmelon, après que le régiment a subi une saignée à Maissin le 22 août dans les Ardennes belges. C'est dans ce village, carrefour stratégique situé au milieu d'une clairière de la forêt des Ardennes, que les Bretons rencontrent pour la première fois l'ennemi. Puis c'est la retraite à partir de Bouillon jusqu'à Sommesous le 30. À partir du 5 septembre, il est engagé dans l'offensive de la Marne. Puis le régiment rejoint la Somme où il est mis au repos. Ernest Nevous passe caporal le 24 novembre 1914. C'est avec ce grade et le commandement d'une escouade de 10 à 15 hommes qu'il est engagé dans les combats de Grancourt, Le Hamel, puis en fin d'année à Thiepval, lieu de très haute lutte. Il y restera jusqu'au mois de juin 1915. Entre temps, le 9 mars, il

est promu sergent. À ce titre, il prend le commandement de trois escouades et seconde le lieutenant de la section.

Le 15 juin 1915, il passe au 264^{ème} RI et rejoint le secteur de l'Oise, notamment à Autrèches et Moulin-sous-Touvent. Il est immédiatement engagé dans la bataille de Quennevières. Peut-être, lors de son passage à Clairoix, aura-t-il eu le temps de passer voir son ancien patron le comte de Comminges ? Sûrement, car le régiment restera dans le secteur jusqu'à la fin de l'année 1915.

Puis il rejoint le secteur de la Somme au cours de l'année 1916. Le régiment est complètement engagé dans cette bataille en juin et juillet. Des dizaines d'attaques sont lancées, parfois sans résultat, le régiment perdant plusieurs centaines de morts et des centaines de blessés et disparus. C'est notamment dans celle d'Estrées-Mons qu'Ernest se distingue. Entre le 21 et le 25, une nouvelle tentative est lancée sur cette commune et l'îlot d'Estrées finit par être enlevé au prix de 120 tués et blessés. Il est cité à l'ordre du régiment n° 208 du 31 juillet 1916 : *» D'un entrain et d'une énergie vraiment remarquables, n'a cessé depuis le début de la campagne d'apporter à son chef de section le plus précieux concours. S'est particulièrement distingué dans l'attaque du 24 juillet 1916 »*.

Le régiment est relevé et part au repos le 26 juillet. Un mois plus tard, il en grande partie décimé et reprend position dans le secteur d'Estrées.

Le 6 septembre 1916 à Estrées-Mons, Ernest Nevous de la 15^{ème} compagnie est porté disparu, ainsi que la quasi-intégralité des officiers et sous-officiers de sa compagnie ; 132 officiers, sous-officiers et soldats sont tués, 67 blessés, 79 disparus et 79 faits prisonniers. Dans cette nouvelle bataille de la guerre mécanique où l'artillerie domine et disperse les corps, il ne sera pas retrouvé ; il est porté « mort pour la France » fin 1916, il avait 33 ans.

Son nom figure au mémorial de Rancourt dans la Somme et sur le monument aux morts du 16^{ème} arrondissement de Paris, probablement où il s'était fait enregistrer pour les services auprès du comte de Comminges et des membres de sa famille à Paris.

[173]

OUTREQUIN Lucien Marie René

Né le 9 avril 1896 à Clairoix, sans profession, il est le fils de Charles, Noël, Ernest et de Julia Legranger, habitant à Clairoix.

Il est incorporé le 11 avril 1915 au 161^{ème} Régiment d'Infanterie où il est formé à l'école du combattant. De constitution faible, il est détaché le 25 juillet 1915 aux usines Renault à Boulogne-Billancourt. Il y travaille sous le statut d'ouvrier militaire. Il y contracte une grave maladie. Le 7 novembre 1916, il est réformé par la commission de réforme de la Seine. Il se retire à Clairoix, rue de Flandre.

Il décède chez lui le 2 février 1917 de cette maladie contractée aux armées.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoix.

[174]

PAILLOT Antoine

Né le 5 décembre 1889 à Coudun, il est apprenti-maçon, puis il s'installe et exerce son métier à Clairoix avant son incorporation dans les armées. Il est le fils d'un père inconnu et de feu Eugénie Paillot.

Orphelin, la vie dans l'Oise ne le retenant pas, il décide de s'engager au 23^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale (23^{ème} RIC) le 4 octobre 1910, puis il renouvelle un contrat d'engagement de deux ans le 18 mai 1911, passe au 9^{ème} RIC et est dirigé sur Hanoï en Cochinchine. En 1913, il prolonge le contrat de deux ans et passe au 4^{ème} Régiment de Tirailleurs Tonkinois en décembre 1914. Il fait partie de ce contingent de deux cents hommes qui vient compléter le régiment dans le secteur de Haiphong.

Pendant son séjour, après les actions de pacification au Tonkin, il est dirigé vers le 9^{ème} RIC et rejoint la métropole le 30 avril 1915. Pour préparer les opérations sur le territoire français, il est affecté au 21^{ème} RIC en avril et est promu sergent en mai 1915. Le régiment est reconstitué, formé et rejoint la zone des opérations de guerre le 30 septembre.

Le 21^{ème} RIC reprend position en Champagne, et le sergent Paillot et ses hommes (3 escouades) prennent position sur la célèbre « main de Massiges ». Depuis le début de l'année 1915, le secteur a été âprement disputé et on voit des fosses communes éventrées par les obus qui font resurgir de toutes parts les squelettes et les corps encore en putréfaction. C'est dans ce macabre décor que le régiment doit s'emparer de la cote 191. C'est une hécatombe. 35 officiers et 1 608 hommes sont tués, blessés ou portés disparus, soit plus de la moitié des effectifs. À bout de forces, exténué, Antoine Paillot tombe malade et est évacué du 11 novembre au 25 décembre 1915. Quand il rejoint son unité qui est au repos, elle est en partance pour la Somme.

Nous sommes au début de 1916, une offensive majeure doit se mettre en place dans ce secteur, le régiment s'installe près de Crèvecœur-le-Grand et se trouve en cours de recomplètement. Il s'entraîne sur ses prochains objectifs. À la mi-février, les hommes sont aux tranchées. Pilonnages d'artillerie, attaques allemandes, nouveaux morts et blessés, c'est le lot quotidien.

Ebesquincourt, Dompierre, Assevilliers et Rancourt, ces noms résonnent encore du bruit des canons. Le 1^{er} juillet, la grande attaque se met en place sur la sucrerie de Dompierre ; à 7h30, les mines françaises sautent et les premiers prisonniers allemands déclarent subir de lourdes pertes. Les différents régiments du 20^{ème} Corps sont articulés autour de la 3^{ème} Division coloniale. Le sergent Paillot assure alors le rôle d'agent de liaison entre les bataillons engagés dans la manœuvre. Mission périlleuse, qu'il assume pleinement au mépris des tirs puissants de l'artillerie ennemie. Les objectifs sont atteints et le secteur est occupé. Le 14 juillet 1916, il est cité à l'ordre de la 3^{ème} Division d'infanterie coloniale n° 6578 : « *Très bon gradé énergique chargé d'assurer la liaison avec une unité voisine, a rempli sa mission avec beaucoup de courage et d'initiative* ». Croix de guerre avec étoile d'argent.

Au mois de mars 1917, le régiment rejoint l'Oise, puis l'Aisne. Une autre grande offensive se prépare, le Chemin des Dames. Fin juillet l'artillerie française établit un feu roulant, les hommes viennent de déposer le sac à dos dans le bivouac pour s'alléger. Équipés de grenades et de munitions, ils montent vers le secteur d'attaque. Dans la nuit du 29, les résultats sont infructueux. Déjà le nombre de pertes est important, les officiers et sous-officiers paient le prix le plus lourd. Dans la nuit du 2 au 3 août, le 1^{er} bataillon auquel appartient Antoine Paillot se porte au « Moulin Rouge », zone relativement sûre. Trois soldats sont tués et un lieutenant, un sous-officier, le sergent Paillot et dix soldats sont blessés. Les blessures d'Antoine sont sévères, et, peu après, il décède au plateau de Craonne le 3 août 1917.

Son nom est porté au mémorial de Craonnelle et au monument aux morts de Coudun.

[175]

PAPAUX Alfred Julien

Né le 5 février 1885 à Clairoix, troisième fils de Noé Jean Baptiste et de Julienne Rosier habitant Clairoix. Il est peintre de formation avant de devenir agriculteur.

Il est rappelé le 3 août 1914 au 254^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne qui va former deux bataillons. Après une rapide instruction, les hommes sont dirigés vers Maubeuge. Puis c'est le repli fin août et son premier engagement se fait à Solre-sur-Sambre, avant de rejoindre Guise, où une bataille est destinée à freiner l'avance ennemie. Là, les différents régiments engagés ne feront pas de quartier ; les blessés allemands seront abattus.

Puis à Monceaux-lès-Provins, il participe à la contre-offensive de la Marne et enfin à la bataille de Soupir qui marque la reprise de l'offensive avant l'arrêt brutal de la guerre des tranchées. Il reste jusqu'au mois de mars 1916 dans ce secteur avant de rejoindre la bataille de Verdun.

Entre avril et mai 1916, il est engagé dans les tristement célèbres secteurs du Mort-Homme, du ravin de Chattencourt et de la tranchée « Y » à Cumières. Les pertes seront telles que le régiment, qui n'est plus que l'ombre de lui-même, est dissout. Les deux bataillons ont quasiment fondu, et les rares survivants compléteront les 251^{ème} et 267^{ème} RI.

Alfred est fait prisonnier à Cumières le 23 mai 1916 et est interné au camp de Dulmen. Il est rapatrié le 30 décembre 1918 au camp de Dunkerque et va pouvoir bénéficier d'une permission de 45 jours. Le 18 février 1919, il est affecté au 54^{ème} RI à Compiègne jusqu'au 2 avril, date à laquelle il est mis en congé de démobilisation. Il se retire à Clairoix.

[176]

PAPAUX Auguste Jules

Né le 23 septembre 1886 à Clairoix, il est le quatrième des frères Papaux. Il vit dans le village et y exerce la profession d'ouvrier.

Au déclenchement du conflit, réformé N° 2, il n'est pas incorporé. Mais la Commission de Révision de Compiègne du 21 décembre 1914 le déclare finalement apte à servir ; il rejoint le 166^{ème} Régiment d'Infanterie à Verdun le 21 février 1915 et est affecté à la 12^{ème} compagnie le 16 novembre 1915, unité qui vient renforcer le régiment à la tranchée de Calonne aux Éparges, puis, en début d'année 1916, les hommes reçoivent un complément de formation à l'arrière.

Au mois de mars 1916, le régiment est engagé dans l'audacieuse offensive allemande à Verdun dès le 12 mars, notamment sur la cote 304, puis au bois d'Avocourt. Au cours de la nuit du 16 au 17, vers 4h, l'ennemi déclenche un violent tir de préparation d'artillerie. Toute la journée, des obus, des torpilles tombent sur les ouvrages que les soldats du 166 tentent de réaménager. Le 18, vers 16h, après avoir copieusement arrosé d'obus les lignes françaises, les Allemands engagent l'offensive. Plusieurs vagues d'assaut se succèdent, notamment avec les sapeurs armés de lance-flammes. C'est la confusion. Les pertes sont considérables. De nombreux soldats sont portés disparus. Parmi eux, Auguste Papaux ne réapparaît pas alors qu'il était au sud-est du bois d'Avocourt. Il vient d'être fait prisonnier. Dans un premier temps, les prisonniers sont regroupés au camp provisoire de Montfaucon, puis envoyés à Darmstadt en Allemagne. Comme son frère, il est rapatrié à Dunkerque le 31 décembre 1918. Il est réaffecté au 54^{ème} RI de Compiègne le 17 février 1919 et ne sera mis en congé de démobilisation que le 3 avril 1919.

[177]

PAPAUX Henri Albert

Né le 26 janvier 1882 à Clairoix. Peintre en bâtiment, il est le deuxième de la fratrie. Il vit à Clairoix jusqu'en 1904, puis s'installe à Attichy.

Il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne le 14 août 1914. Avec l'unité « des vieux », il participe à la garde des ponts de Compiègne, alors que les unités du génie françaises et anglaises se préparent à les faire sauter. Ils seront les derniers à quitter le secteur avant l'arrivée des troupes allemandes.

Il passe au 26^{ème} RIT le 2 janvier 1915 et participe à la défense du secteur d'Arras jusqu'en juillet, puis renforce les unités de combat dans la Somme.

Il rejoint le 2^{ème} Bataillon du 119^{ème} RIT le 28 décembre 1915 pour effectuer des travaux au profit des unités combattantes.

Il est évacué pour de fortes douleurs rhumatismales le 4 janvier 1916, puis retourne à la 6^{ème} compagnie du 119 le 19 septembre 1916. Il est mis en sursis d'appel le mois suivant, et ce, jusqu'au 15 février 1917. Au retour, les hommes du 119 effectuent des travaux au profit des lignes de chemin de fer, leur condition physique ne leur permettant plus d'être engagés dans les combats.

Il est renvoyé chez lui, à Attichy, le 20 novembre 1917, et sera mis en congé de démobilisation le 18 janvier 1919.

[178]

PAPAUX Joseph

Né le 1^{er} février 1877 à Clairoix. Peintre en bâtiment, il est l'aîné de la fratrie. Il vit à Clairoix jusqu'en 1902, puis s'installe à Choisy-au-Bac.

Comme son frère Henri, il est rappelé le 14 août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale à Compiègne. Avec l'unité « des vieux », il participe à la garde des ponts de Compiègne, alors que les unités du génie français et anglais se préparent à les faire sauter. Ils seront les derniers à quitter le secteur avant l'arrivée des troupes allemandes.

Le 8 juillet 1915, il passe au 30^{ème} RIT, c'est-à-dire au camp retranché de Paris. Réorganisé, ce régiment est envoyé en Argonne. Puis, compte tenu de son âge, il est dirigé vers le corps des Commis Ouvriers et Administration (COA), 7^{ème} section, le 18 décembre 1915. Militaire, il sert probablement comme peintre sur matériel militaire au sein du 7^{ème} Corps d'armée, toujours dans le secteur de l'Argonne.

Cependant, le 8 octobre 1918, il est de nouveau dirigé vers les unités combattantes au 13^{ème} RAC (Régiment d'Artillerie de Campagne) avec lequel il livre les derniers combats de ce régiment dans l'Aisne.

Il est définitivement démobilisé le 14 janvier 1919. Il décèdera le 29 avril 1920 à Choisy-au-Bac.

[179]

PAPAUX Raphaël

Né le 16 novembre 1893 à Clairoux, il y exerce le métier de charpentier de bateaux. Il est le benjamin de la fratrie.

Ajourné au service militaire pour faiblesse générale, il sera toutefois rappelé au service le 18 décembre 1914. L'armée française a subi une saignée terrible durant les premiers mois de guerre, et tout homme, même avec ses faiblesses, est versé dans les unités militaires. Il est incorporé au 29^{ème} Bataillon de Chasseurs à Pied (9^{ème} BCP) pour y faire les classes et rejoint le 12 mars 1915 le 106^{ème} BCP qui vient d'être formé à Paris. Depuis la gare d'Austerlitz, il rejoint Bourges pour les dernières manœuvres, puis dès le mois de mai il est envoyé vers le front.

De mai à octobre, il est engagé dans la bataille du Linge en Alsace. Le 21 juillet le régiment s'apprête à être lancé dans l'offensive du secteur de Barren-Kopf-Schratmannele. À 3h30 du matin, le bataillon, aux ordres du Lieutenant-colonel Ségonne, se tient prêt dans la parallèle de départ (tranchée d'assaut au plus près de l'ennemi). Vers 4h, l'artillerie française déclenche une préparation d'artillerie qui arrose copieusement les lignes adverses. Mais l'artillerie allemande n'est pas inactive et répond aux coups portés par des tirs très précis qui, avant même l'assaut, causent des pertes sensibles au bataillon. Les échelles de franchissement sont mises en place et, c'est finalement vers 10h30 que l'ordre d'assaut est donné. Le lieutenant-colonel Ségonne, en tête de ses hommes, sort le premier, et commande au sifflet, pistolet au poing. Mais la résistance allemande est très forte. Des rafales d'obus s'écrasent sur les hommes. Une contre-attaque allemande est lancée. C'est la confusion... Mais le Barren-Kopf est pris au 7^{ème} Corps bavarois. Au soir du 22 juillet, on compte les morts et les blessés : 64 hommes ont été tués, 279 blessés, parmi eux, Raphaël Papaux et 255 autres sont portés disparus, pour la majorité, faits prisonniers. Puis, remis de sa blessure, en octobre et novembre, Raphaël participe à la bataille de Champagne, notamment à la cote 164 et au nord-ouest de Souain, secteurs âprement disputés pendant presque toute la durée de la guerre.

En 1916, le régiment est de nouveau envoyé en Alsace. Puis, avec l'offensive de Verdun, il est immédiatement dirigé vers la célèbre Côte du Poivre. Le régiment est employé dans les combats de Thiaumont en juin et juillet 1916.

Le 29 juillet 1916, Raphaël Papaux passe au 29^{ème} BCP. Avec ce bataillon, il participe à la bataille du Chemin des Dames, et notamment aux carrières de Soupir en avril 1917, ce qui lui permet, dès le 7 mai, de s'avancer jusqu'au Chemin des Dames au secteur de la ferme Saint-Martin. De sérieux engagements se font dans les ravins attenants. Le bataillon est soumis à de nombreux tirs d'artillerie qui rendent impossibles les percées dans ce secteur. Raphaël s'y distingue. Il est d'ailleurs cité à l'ordre du bataillon n° 135 le 19 juin 1917 : *« Chasseur d'un courage et d'un entrain remarquables, s'est particulièrement distingué dans les combats du 7 au 13 mai 1917 »*.

Il passe caporal le 11 octobre 1917. Il est affecté à la Compagnie de Mitrailleuse n° 2 (CM2). Après un court séjour dans les Vosges, le bataillon est envoyé en Picardie en mars 1918. Le 3 avril, une action offensive est prévue à la ferme Adelpare, près de Thory dans la Somme. Le bataillon se met en position sur le plateau. La CM2 se place au bois de la cote 109. Le 4 à 5h30, les positions du bataillon sont bombardées. Les Allemands tentent d'enfoncer le front mais échouent. Dans le



Raphaël Papaux en 1913 (collection Jean-Marc Bochard).



Une mitrailleuse Saint-Etienne de la CM2 (collection particulière).

cahier de marche, le commandant du bataillon écrit « ... *Le plateau est couvert de morts...* ». Le bataillon tient, mais le régiment voisin vient d'être débordé par l'ennemi qui commence à envelopper le 29^{ème} BCP. Les munitions commencent à manquer. La lutte dure toute la journée, notamment au bois de la cote 109. Les Allemands s'infiltrèrent, se retirent, puis reviennent, mais dans la confusion, les pertes sont nombreuses. Lorsqu'il est relevé par le 19^{ème} BCP, le bataillon compte 17 tués, 158 blessés et 55 disparus. La CM2 a perdu 1 mort, 6 blessés et 5 disparus, parmi eux, Raphaël Papaux qui est fait prisonnier. Il est interné en Allemagne et ne sera rapatrié que le 16 décembre 1918.

La guerre n'étant pas finie, il est maintenu au service et sert au 54^{ème} RI de Compiègne. Il est mis en congé de démobilisation le 20 août 1919, après avoir été, entre-temps, dirigé successivement vers les 332^{ème} et 150^{ème} RI.

Il se retire à Clairoix (rue Saint-Simon) où il deviendra chauffeur de camion. Il sera membre de la compagnie d'arc de Clairoix jusqu'à sa mort, en 1981.

[180]

PAYELLE Henri Augustin

Né le 19 octobre 1886 à Margny-lès-Compiègne, orphelin de feu Henri François et de feu Marie Angéla Loquet, il vit à Clairoix chez la famille Sézille et est manouvrier au village.

Exempté au service militaire en 1907 par décision de la commission de réforme de 1917, il est reclassé au service armé et est incorporé au 113^{ème} Régiment d'Infanterie le 11 juin 1917. Il y effectue ses classes, mais, inapte à l'infanterie, il est reclassé au 45^{ème} Régiment d'Artillerie le 15 octobre pour suivre le cours des artilleurs. Il passe ensuite au 81^{ème} RAL (Régiment d'Artillerie Lourde), 80^{ème} batterie, qu'il rejoint à Marly-le-Roi, et installé au Trou d'Enfer. En fait, il est affecté à l'AS (Arme Spéciale), il faut entendre par là l'artillerie sur véhicules chenillés de type Schneider ou Saint-Chamond, puis aux chars légers Renault FT17 à l'AS 353. C'est sur ce dernier type d'engin qu'Henri Payelle va servir. Après la formation technique, le 1^{er} mai 1918, il est dirigé vers la 82^{ème} batterie du 500^{ème} RAL, c'est-à-dire sur l'arme blindée naissante. Il ne sera engagé dans son premier combat qu'en octobre 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 28 mars 1919. À cette occasion, il décide de se retirer à Champigny-sur-Marne où il a pu retrouver un métier.

[181]

PAYEN Gabriel Valentin Joseph

Né le 14 février 1886 à Pont-l'Évêque, il est ouvrier aux Chemins de fer du nord à Clairoix. Fils de Joseph Désiré et de Rosa Marie Lecomte, il est maçon à Clairoix et vit rue Saint Simon.

Il est rappelé au 254^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne le 3 août 1914, et, après une courte remise en forme, le régiment est envoyé à l'est de Maubeuge. L'invasion commence le 22 et il se bat à Jeumont, à la ferme Heurtebise, puis recule devant l'avance allemande. Mais, le 24 à 13h, une contre-attaque des deux bataillons du 254 et d'un du 251, permet au général Néraud de réoccuper Sorle-sur-Sambre et les abords de la Buisnière.

Au cours de cette contre-attaque, il est blessé, et ne pouvant être évacué, il est fait prisonnier le jour même et interné en Allemagne. Il ne sera rapatrié que le 29 juillet 1918 sur Lyon pour raison médicale et admis à l'hôpital complémentaire n° 2 de Tours. Il sera classé dans les services auxiliaires du 68^{ème} RI le 3 novembre 1918 et non plus dans les unités combattantes, une balle étant restée près du fémur gauche qui fut fracturé et diminué de taille.

Il est mis en congé de démobilisation le 11 novembre 1918.

[182]

PAYEN René Gustave Marcel

Né le 11 novembre 1895 à Clairoix. Frère de Gabriel, il est également maçon à Clairoix et vit chez ses parents.

Il est incorporé le 18 décembre 1914 au 67^{ème} Régiment d'Infanterie, et, après avoir fait ses classes, il est dirigé au 404^{ème} RI le 24 mars 1915. De mai à avril 1916, René Payen séjourne sur le front de l'Oise et de l'Aisne, à Tracy-le-Mont, Moulin-sous-Touvent, Nouvron et Vingré (au-dessus de Vic-sur-Aisne).

En juin 1916, il est engagé dans la bataille de la Somme. La guerre industrielle, c'est l'artillerie, avec ses 4 000 pièces françaises et anglaises, qui prépare le terrain avant l'attaque. Jusque-là, l'infanterie menait l'assaut et l'artillerie l'appuyait. Maintenant, elle est censée détruire toute vie sous un tapis d'obus. De juin à juillet le duel d'artillerie écrase des kilomètres de tranchées. René Payen est blessé le 21 juillet 1916 à Estrées (Somme) par éclats d'obus dans la paroi abdominale. Il est évacué. Pour lui, la bataille de la Somme se termine à l'arrière.

Remis sur pied, il passe au 104^{ème} RI le 3 février 1917 et rejoint le front de Lorraine, puis le secteur de Verdun de juin à août.

Il passe, probablement sur sa demande, au 35^{ème} RI le 20 octobre 1917, puis est dirigé vers le 34^{ème} RIC (Colonial) le 29 décembre 1917 pour être formé aux unités destinées aux Balkans.

Il est dirigé vers l'Armée Française d'Orient (AFO) et, après avoir débarqué à Salonique, traverse la Grèce et rejoint la grande ville serbe de Monastir (aujourd'hui Bitola en Macédoine). Le petit détachement auquel il appartient renforce les quelques centaines d'hommes du 34^{ème} RIC déjà en place. L'effectif non renouvelé depuis des mois ne constitue même plus la valeur d'un bataillon. Les régiments coloniaux sur place relèvent de la 11^{ème} Division coloniale. Ces hommes, au loin, sont les grands oubliés de la France en guerre. La division, qui ne dispose que de 4 200 fantassins, fait face aux Bulgares dans la région de Krklina. À la fin du mois de janvier 1918, les hommes du 34^{ème} RIC effectuent des patrouilles dans les lignes bulgares. Les tranchées sont quotidiennement bombardées par l'artillerie bulgare et autrichienne. Des accrochages fréquents ont lieu et se soldent par des pertes qui deviennent sensibles dans la mesure où la division est faible en effectif, et que le 34^{ème} RIC, à deux bataillons, n'en représente que la valeur d'un seul en effectif.

Il est cité le 2 février 1918 à l'ordre du régiment : « *Très bon soldat, dévoué et brave. Au front depuis le début de la campagne, a toujours fait noblement son devoir* ».

Début juin, sur ce front, l'activité ennemie devient plus intense. Les pilonnages d'artillerie touchent notamment le secteur de la 11^{ème} DIC, situé au nord-est de Monastir. Le journal de marche de la 11^{ème} DIC cite sobrement : « *Patrouilles actives. Les unités des quartiers Bizerte et Biskra sont alertées dès le déclenchement du tir ennemi vers 21h30. Barrages par mitrailleuses sur Bratindol, les débouchés de Trnova et le bois de Cobourg ... une patrouille bulgare attaque un de nos petits postes à la corne nord du cimetière de Bratindol, elle y lance quelques grenades mais se replie rapidement sous le tir de nos fusils mitrailleurs et de nos fusils lance-grenades* ». René Payen, d'abord blessé, décède de ses blessures le 6 juin 1918.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoux.

[183] **PÉTEL Gaston Joseph**

Né le 24 avril 1898 à Clairoux. Il est ouvrier agricole et habite chez ses parents à Margny-lès-Compiègne. Il est le fils de Marcien Nicolas et de Marie Dessenin.

Il est incorporé le 3 mai 1917 au 61^{ème} Régiment d'Artillerie et, après ses classes et sa formation de canonnier, il rejoint le 221^{ème} RA de Campagne, 24^{ème} Batterie, le 4 avril 1918. Il participe à la bataille du Matz, à Lassigny, puis à Fère-en-Tardenois en juillet et suit l'avancée des troupes lors du repli allemand.

Il passe au 44^{ème} RA, régiment de camp, le 21 avril 1919.

Il est renvoyé dans ses foyers le 7 juin 1920.

[184] **PÉTEL Victor**

Né le 9 janvier 1883 à Compiègne, il s'installe comme peintre à Clairoux le 30 mars 1910. Il est le fils de Victor et d'Angéline Baille résidant à Compiègne.

Il est rappelé au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne le 11 août 1914, puis dirigé en renfort au 161^{ème} RI le 25 août. Installé à la frontière franco-belge, le régiment se replie, non sans combattre, jusqu'à la Marne. Entre-temps le régiment a perdu plus de mille hommes, tués, blessés ou disparus. Il part le 1^{er} septembre de Cunel et de la cote 299, et la bataille de la Marne débute pour les hommes du 161. Dans le journal de marche du régiment, le colonel écrit : « *Dans la matinée du 2 septembre, le régiment occupe les abords sud-ouest de Montfaucon. Vers 16h, le 5^{ème} Corps*

a été fortement attaqué, il faut contre-attaquer. À la tombée de la nuit le premier bataillon atteint les petits bois de la cote 268 et enlève tous les objectifs au prix de gros efforts, sous une grêle de balles de fusils et de mitrailleuses, d'obus à balles et explosifs ». Victor Petel vient d'être blessé par un éclat d'obus à la poitrine. Il est évacué vers l'ambulance, et, le 11, il est envoyé à l'hôpital civil de Beaumont de Lomagne pour y recevoir des soins approfondis. Le 24 septembre, il rentre au dépôt du régiment. Le 31 décembre 1914, il part en renfort au 361^{ème} RI et rejoint le secteur de l'Artois. En juin 1915, il participe à la bataille d'Hébuterne, puis en septembre à la bataille de Champagne.

Il passe au 29^{ème} BCP (bataillon de chasseurs à pied) le 3 octobre 1915 et reste cantonné dans le même secteur. En 1916, au moment de l'attaque allemande sur Verdun, il passe au 19^{ème} BCP le 20 avril 1916, et, avec cette dernière unité, il combat notamment à Souville. Puis le 16 avril 1917 à la bataille du Chemin des Dames. De novembre à mars 1918, il est envoyé en Alsace. Puis en mai 1918, il est engagé dans la deuxième bataille de la Marne, puis en Champagne. Il finit le conflit armé le 11 novembre à la Bouillardière dans les Ardennes. Il a été de toutes les batailles de métropole, et parmi les plus sanglantes.

Il est mis en congé de démobilisation le 6 mars 1919.

[185]

PETIT Louis Charlemagne

Né le 8 octobre 1889 à Clairoix, il est terrassier et vit chez ses parents à Coudun. Fils de Gustave et de Françoise Thépenier, il est rappelé le 2 août 1914 au 54^{ème} Régiment d'Infanterie à Compiègne.

À peine mis en position, le régiment retraite devant l'avancée allemande. Le 5 septembre, il contre-attaque dans le cadre de la bataille de la Marne. Le 6, il se bat au Vaux-Marie, le 8 à Sommaisne et le 10 à Rembercourt-aux-Pots.

Puis il est envoyé en Woëvre, et le 21 et le 22 septembre se bat à Mouilly, puis aux Éparges. Enfin en décembre le régiment est engagé dans les combats de la tranchée de Calonne, tristement célèbres.

Dans la nuit du 26 décembre 1914, le journal de marche cite : *» À 3h du matin, réveil, puis lecture (aux officiers) d'une proclamation du général Joffre, l'attaque doit être menée par les 2^{ème} et 1^{er} bataillons. Les tranchées de départ sont tenues par le 67^{ème} RI que le régiment doit dépasser. 6h45, arrivée au carrefour de Calonne, à 7h, commencement de la préparation d'artillerie. Après une demi-heure de préparation, à 7h30, l'attaque est déclenchée... »* Louis Petit et ses camarades, précédés par leurs officiers, s'élancent. *« La bataille dure jusqu'à 13h, heure à laquelle elle est arrêtée, le feu des mitrailleuses ennemies et les fils de fer non détruits ayant empêché la progression. À partir de 18h, violent bombardement sur le secteur occupé par le régiment. Ce bombardement continue toute la nuit ».* Après l'attaque avortée, les hommes survivants rejoignent leurs tranchées initiales. Nul ne sait ce qu'il advient des morts et des blessés sur le terrain. Parmi eux, Louis Petit. Ce n'est que le 21 janvier 1915 que son corps sera retrouvé.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Coudun.

[186]

PINCHON Émile Joseph Porphyre

Né à Amiens le 17 avril 1871, il est directeur artistique de l'Opéra de Paris au déclenchement de la guerre. Il est fils de Victor Émile et de Sophie Thérèse Amélie Clémence Lefèvre, résidant à Noyon et Clairoix.

Il est également plus connu comme le créateur du personnage de Bécassine, et par-là, l'un des inventeurs de la bande dessinée. Il a effectué son service militaire au 54^{ème} RI de Compiègne de 1894 à 1895 et en est sorti comme caporal. Il habite à Paris, dans le 9^{ème} arrondissement, mais conserve un atelier à Clairoix. Compte tenu de son âge, en 1905, il est reversé au 13^{ème} RIT. C'est dans ce régiment qu'il aurait dû être rappelé au service au déclenchement du conflit. Il y est effectivement affecté dès le 1^{er} août, mais, détaché, il sera dirigé vers le 13^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne le 1^{er} décembre pour constituer le premier élément des sections de camouflage. Il débute la guerre à l'âge de 42 ans !

Ainsi, avec comme chef le commandant Guirand de Scevola, artiste, il met en place les structures de la première section de camouflage, et crée, conçoit des tenues nouvelles, des décors

camouflants sur le terrain, participe avec les peintres cubistes à la conception du camouflage des pièces d'artillerie et des véhicules automobiles. De cette première section, naîtront d'autres, et un atelier central à Paris où tout devait partir de zéro.

Il devient chef de la section de camouflage de la 10^{ème} Armée le 14 août 1915, et y commandera jusqu'au 12 novembre 1916, non sans avoir connu le feu des armes, puisqu'il est cité à l'ordre du 3^{ème} Corps d'Armée le 18 septembre 1915 : « a réussi à mener à bien sa mission dans la zone d'un corps d'armée, en dépit de grosses difficultés matérielles et sous le feu de

l'ennemi, à 150 mètres à peine des lignes allemandes ; au cours de ce travail exécuté en partie à découvert, a fait preuve de sang-froid et de hardiesse. Homme de devoir, a su, par son exemple, communiquer ces mêmes qualités à l'équipe de choix qu'il dirige ».

Le 25 septembre, il est nommé maréchal-des-logis (sergent). Avec ce nouveau grade, il organise les sections de camouflage de l'armée belge jusqu'en 1916, et se trouve donc engagé dans la bataille de l'Yser. Lorsqu'il quitte la section de camouflage de la 10^{ème} Armée le 12 novembre 1916, il est promu, à titre temporaire, sous-lieutenant, et, est dirigé vers le 1^{er} Régiment de Génie, unité prenant en compte toutes les sections du camouflage.

Le 19 novembre, il est affecté à l'Armée d'Orient, dans les Balkans. Sur place, avec son modeste grade, il

devient le chef des sections de camouflage de l'Armée d'Orient et organise principalement le camouflage des pièces d'artillerie de toutes les unités engagées en Macédoine. Pendant vingt-deux mois, il parcourt ainsi en tous sens les montagnes de cette petite province balkanique, aux routes dangereuses, pilonnées par l'artillerie autrichienne ou bulgare. Le 5 septembre 1918, il est enfin relevé pour bénéficier de sa première permission.

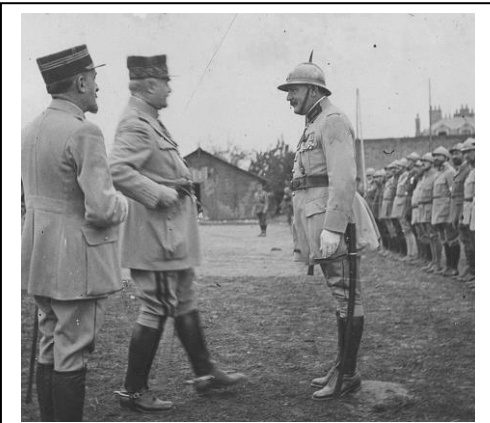
Le 22 octobre 1918, il est rattaché à la section de camouflage de Fontainebleau (1^{er} Génie) pour élaborer des camouflages particuliers aux unités de DCA (Défense Contre Avions). Les principaux artistes, comme Guirand de Scevola, Joseph Pinchon, probablement Forrain, Dunoyer de Segonzac..., s'y retrouvèrent en attente de la démobilisation. Si le camouflage fut primordial pendant la Grande Guerre, celle-ci terminée, la page fut tournée, et le camouflage oublié. En 1940, ce sont les Allemands qui nous rappelleront à l'ingéniosité de ces artistes.

Joseph est mis en congé de démobilisation le 3 février 1919, et trouve enfin le temps de se marier, à 49 ans, avec Suzanne Würtz, à Compiègne.

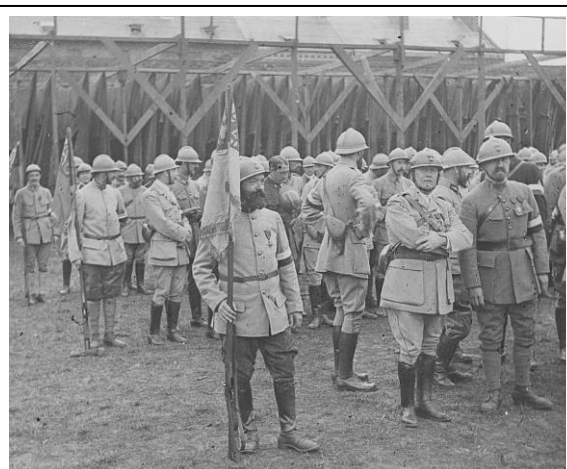
En juillet 1920, Guirand de Scevola prononcera ces paroles : « Le sous-lieutenant Pinchon a été sous mes ordres du 12 février 1915 au 1^{er} novembre 1916 et du 25 octobre 1918 au 3 février 1919. Il fut un collaborateur admirable réunissant les plus belles qualités. Intelligent, laborieux et d'un courage à toute épreuve. Je l'ai désigné pour prendre le commandement de la section de camouflage en Orient où ses chefs ont pu, comme moi, constater la haute valeur de cet officier ».



Portrait du lieutenant Joseph Pinchon en Macédoine (collection privée).

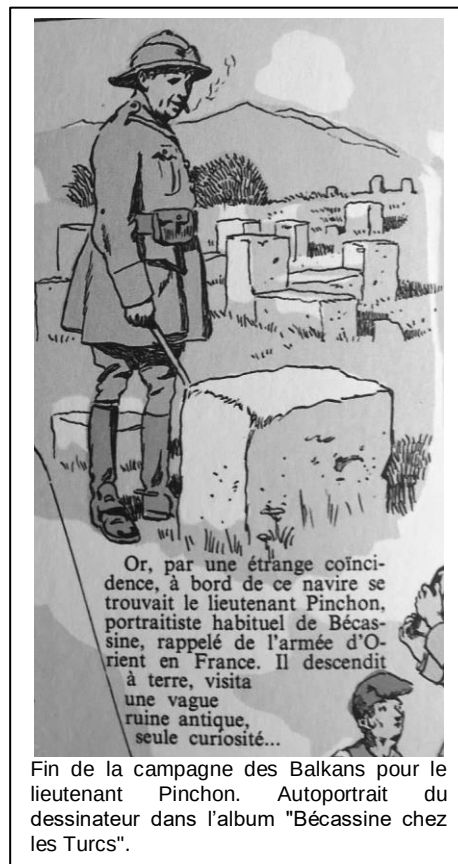
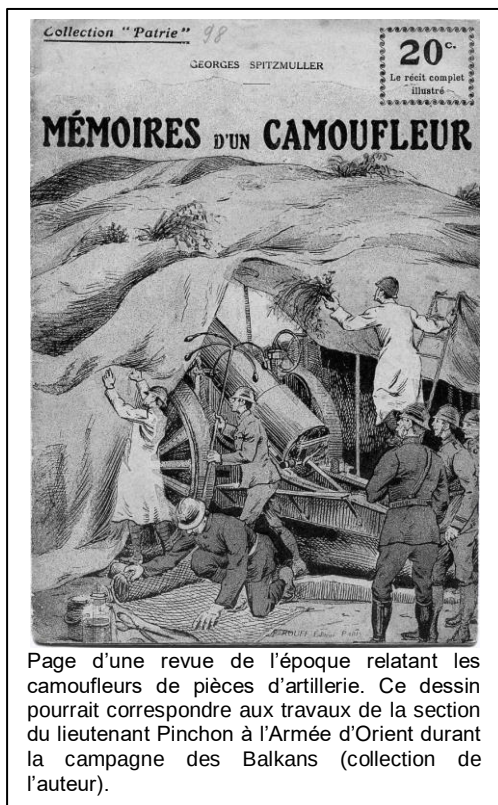


Cérémonie militaire à Amiens le 16 août 1916. Au premier plan, casqué, Guirand de Scevola ; alignés derrière, les membres de la section de camouflage. Pinchon est parmi eux (photo BDIC).



Les camoufleurs après leur remise de décoration. Joseph Pinchon est probablement le soldat du milieu qui vient de retirer son casque (photo BDIC).

Le 1^{er} février 1921, il recevra la Légion d'Honneur. Joseph Pinchon, s'il fut abondamment décoré pour ses mérites artistiques au début du siècle, fut aussi, en 1916, reçu dans l'ordre de Chevalier de Saint-Léopold II pour ses actions accomplies en Flandre, puis, en 1918, dans l'ordre de Chevalier de Saint-Sava pour celles passées auprès de l'armée serbe dans la province de Macédoine.



[187] **PINCHON Émile Léon Clément**

Né le 2 décembre 1872 à Amiens, il est sculpteur, et accessoirement artiste peintre. Il vit à Noyon jusqu'à l'arrivée des Allemands, puis au Havre depuis le 28 août 1914. Il est le frère cadet de Joseph Pinchon.

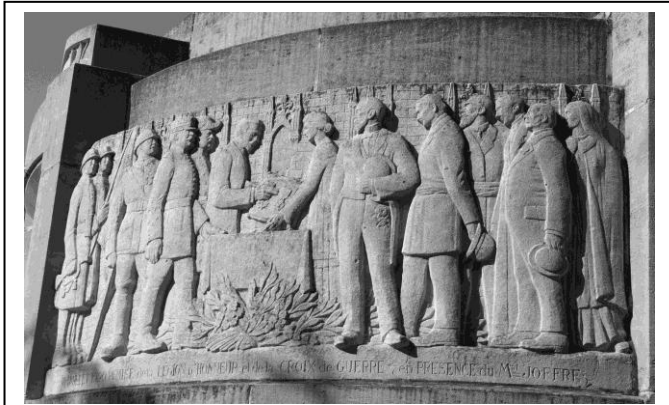
Il s'était engagé au 5^{ème} Régiment de Dragons de Compiègne en avril 1892. Maréchal-des-Logis, il est libéré du service et se retire à Noyon comme artiste sculpteur.

Il est rappelé au service le 11 février 1915 au 13^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne. Comme son frère aîné, il sert dans un premier temps dans une section de camouflage du Groupe des Armées du Nord, probablement dans la même unité que son frère.

Puis les sections de camouflage se multipliant, il rejoint l'est de la France, près de Limey (Meurthe et Moselle).

Il est cité à l'ordre de la Division le 25 décembre 1916. Puis le 1^{er} février 1917, il est affecté au 1^{er} Régiment du Génie, unité qui désormais centralise les actions des sections de camouflage. Il met au





Monument aux morts de la ville de Noyon, réalisé par Émile Pinchon : le panneau intitulé « 10 juillet 1920 : remise de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre en présence du M^{al} Joffre ». En outre, Émile y représente son père, Victor Pinchon, deuxième personnage à partir de la droite, le chapeau à la main, en qualité de président de la Croix-Rouge de Noyon.

point des leurres qui permettent de protéger des observateurs. Comme tous les sculpteurs, il est spécialisé dans la réalisation de faux troncs d'arbre blindés et recouverts de ciment imitant l'écorce, puis peints, qui permettent aux observateurs de s'y glisser à l'intérieur, et après avoir monté quelques échelons, de surveiller les mouvements de l'ennemi. Il est évident que la mise en place de ces leurres au plus près des lignes de l'ennemi, de nuit, est une activité risquée, d'autant que les matériels mis en œuvre sont encombrants.

Émile est libéré de toute obligation militaire le 26 décembre 1918.

Avant la guerre, il avait notamment réalisé la statue (en bronze) du major

Ot(h)enin, sur le cours Guynemer (près du pont), fondue plus tard (en 1941) par les Allemands...

Après la guerre, il réalise des monuments aux morts, dont, parmi les plus aboutis, ceux de Clermont, de Noyon (1925) et de Choisy-le-Roi (1928). Encore plus tard, en 1931, ses talents de sculpteur sont mis à profit pour sculpter une quarantaine de panneaux à la grande exposition coloniale de Paris (1931) ; certains sont exposés dans l'hôtel de ville de Noyon.

Il décède peu après, en 1933, à Saint-Mandé.

[188]

PINCHON Jean Michel Stanislas

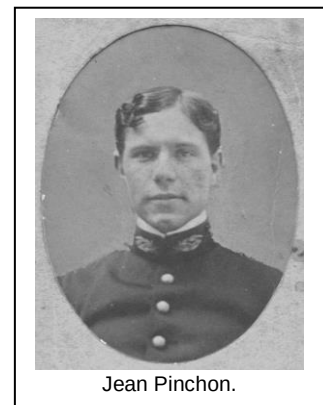
Né le 6 mai 1883 à Amiens (Somme), en même temps qu'un jumeau prénommé Pierre, il est le quatrième fils de Victor et de Thérèse Lefèvre.

Il poursuit des études en médecine, devient médecin, et dans le cadre des lois sur le service national du moment, il souscrit un engagement au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne en 1903. Il est libéré du service actif en 1904 et devient médecin militaire de réserve. Il reçoit officiellement son certificat de médecin en décembre 1910 et, spécialisé dans les maladies du nez, de la gorge et des oreilles, il exerce à Paris en où il est externe aux hôpitaux de Paris, et, enfin à Noyon à partir de mars 1914.

Au déclenchement de la guerre, il est versé le 4 août 1914 à la 2^{ème} Section des infirmiers comme médecin aide-major de 2^{ème} classe et rejoint son corps à Amiens pour constituer l'unité médicale. Comme il est rattaché au 245^{ème} Régiment d'Infanterie, 5^{ème} Bataillon, il embarque pour Laon où est stationné le régiment.

Le 245^{ème} rejoint le secteur de la Meuse pour défendre les passages de cette rivière. Puis, après les premiers combats, le 23 août, le régiment se replie jusqu'à la Fère-Champenoise, lieu de violents combats les 8 et 9 septembre. Le régiment doit prendre cette ville, mais les Allemands avancent résolument. Les pertes sont nombreuses et particulièrement sensibles chez les officiers. Les hommes se réfugient dans les bois à proximité. À découvert, Jean s'élance vers les blessés.

Le colonel Igou, commandant le 245^{ème} RI, qui voit en lui l'homme de valeur, qui n'hésite jamais, sous le feu de l'ennemi, et même parfois dans des situations extrêmement périlleuses, à porter secours aux soldats blessés, dira de lui : « il a réussi à mener à bien sa mission dans la zone du corps d'armée, en dépit de grosses difficultés matérielles et sous le feu de l'ennemi, ... / ... et à 150 mètres à peine des lignes allemandes ; au cours de ce travail, il a exécuté en partie à découvert et a fait preuve de sang-froid et de hardiesse. Homme de devoir, a su, par son exemple, communiquer ces mêmes qualités à l'équipe de choix qu'il dirige ». Une fois le régiment relevé et mis en réserve,



Jean Pinchon.

et après avoir tenu deux jours durant sous le feu intensif de l'ennemi, Jean Pinchon reçoit de l'officier d'ordonnance du général la lettre suivante : *« Je suis heureux de pouvoir vous féliciter de la distinction que le Général commandant le corps d'armée vous a fait décerner. Vous avez bien gagné cette croix qui est le signe par lequel se signalent les gens de cœur aux yeux de leurs concitoyens. Je vous ai vu à l'œuvre vous et votre belle équipe et le Général n'a pas hésité, un seul instant, à vous faire accorder une citation que M... vous remettra en mains propres »* (Progrès de l'Oise - jeudi 30 septembre 1915).

Le mois suivant, il rejoint le secteur de Reims, pendant presque un an, près de la Neuville. Courant septembre, le bataillon du régiment se déplace vers Puisieux, le bois des Zouaves et la ferme d'Alger, puis il occupe les tranchées de La Pompelle. Vers 7h du matin le 19 octobre, les officiers signalent un étrange manège aux parapets des tranchées ennemies. Ils signalent des objets pouvant être pris pour des havresacs, ce qui pouvait paraître pour une relève... Mais bientôt, les observateurs remarquent le lancement de 4 boules lumineuses d'une teinte rose, puis, quelques instants après, un gaz asphyxiant se répand sur les tranchées de la ferme d'Alger au rythme du pas de gymnastique d'un homme. Près de 400 soldats sont tués ou asphyxiés. Engagé dans une nouvelle attaque au fort de la Pompelle, le 20 octobre 1915, Jean porte secours aux blessés alors que les gaz asphyxiants rendent les conditions de travail très difficiles. Il est cité à l'ordre n° 188 du 245^{ème} RI le 23 octobre 1915 : *« Pendant l'attaque allemande du 20 octobre, a prodigué ses soins aux blessés et aux intoxiqués malgré un bombardement très violent et des nuages de gaz asphyxiants très meurtriers »*.

Le 16 janvier 1916, il passe médecin aide-major de 1^{ère} Classe au Groupe des Brancardiers Divisionnaires n° 52 (52^{ème} DI) au sein du 38^{ème} CA de la 2^{ème} Armée. Il rejoint l'ambulance n° 2 le 1^{er} avril. Le 1^{er} juin le Groupe embarque pour Épernay. Le GBD n° 2 doit relever le GBD n° 36 au fort de Souville. Le 6 juin, accompagné de son chef, Jean Pinchon arrive au poste de secours du fort.

Le 7 juin au soir, alors qu'il soigne les blessés, la canonnade se déclenche, les tirs d'obus s'intensifient sur le fort. Les tirs incessants durent toute la nuit, de tous calibres, et certains de gaz lacrymogène. Au lever du jour, ce sont des obus de gros calibres qui s'abattent sur le fort. Un obus allemand s'abat sur le poste de secours. Le médecin-chef, à quelques dizaines de mètres, se précipite dans les décombres. Il découvre Jean Pinchon, complètement écrasé par les éboulis, et absolument méconnaissable. Il est grièvement blessé par des éclats d'obus en plusieurs points du corps. Vers 10h, il décède à l'âge de 33 ans.

Mort pour la France, il est cité une deuxième fois à l'ordre de la Division n° 103 le 21 juin 1916 : *« Aide-major déjà remarqué pour la belle conduite au 245^{ème} RI, a été tué dans son service au poste de secours du fort de Souville par un obus qui a démoli entièrement ce poste de secours. Ce médecin, dont le zèle et le courage ne se sont jamais démentis, était depuis peu au Groupe des brancardiers divisionnaires, où il avait su faire hautement apprécier sa valeur médicale et militaire »*.

Son nom est inscrit aux monuments aux morts de Clairoix et de Noyon.



L'attaque du fort de Souville par les Allemands où Jean trouve la mort (collection de l'auteur).



Partie du fort où Jean Pinchon fut tué le 8 juin 1916 (collection privée).

[189]

PINCHON Philippe Adrien François

Né à Amiens le 25 janvier 1885, il est l'avant-dernier de la fratrie Pinchon.

Comme ses frères, en mars 1903, il contracte un engagement au 5^{ème} Régiment de Dragons de Compiègne, contrat obligatoire dès l'instant où l'on intègre une école nationale en tant qu'étudiant. Il est incorporé en mars 1904 et libéré du service militaire actif en mars 1905. En novembre 1906, il s'installe à Saint-Louis du Sénégal. Il rentre en France en 1907 et s'installe à Clairoux, dans la maison familiale, le Clos de l'Aronde.

Le 12 août 1914, il est rappelé au 3^{ème} Régiment de Hussards à Senlis. Pour une raison ignorée, il bénéficie d'un congé (raison médicale ?) d'un mois le 26 août, séjourne à Saint-Malo, et revient au dépôt de son régiment le 26 septembre. Le 21 octobre, au sein du 6^{ème} escadron du 3^{ème} Hussards, il est engagé sur le front et combat dans l'Yser (Belgique) jusqu'à la fin du mois de novembre. Au cours d'une patrouille, probablement dans le secteur du mont Kemmel, Philippe Pinchon, qui n'est pas un va-t-en-guerre, va pourtant sauver son escadron : « *Ce dernier ... pour avoir tué la sentinelle ennemie et prévenu sa tranchée qu'elle allait être entourée, a d'ailleurs gagné un galon* » (Progrès de l'Oise du 2 avril 1915).

Il passe au 5^{ème} escadron du 3^{ème} Hussards le 1^{er} février 1915 et est engagé cette fois dans la bataille d'Artois.

Comme ses frères, il doit disposer de talents artistiques, puisqu'il passe au 13^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne le 9 juin 1915, unité de rattachement provisoire pour les personnes prédestinées aux sections de camouflage. Cette situation confirmée, il est affecté au 1^{er} Régiment du Génie le 1^{er} novembre 1916.

Jusqu'à la fin du conflit, il mettra en place le camouflage au profit des unités en campagne.

Il est mis en congé de démobilisation le 2 mars 1919 et se retire à Amiens, puis à Rouen, au milieu des années 20.

[190]

PINCHON Auguste Jacques

Né le 25 mars 1887 à Paris, il est architecte à la capitale, et est le plus jeune des frères.

Étudiant, il s'engage en 1905 au 5^{ème} Régiment de Dragons de Compiègne, en vertu de la loi du moment concernant les écoles nationales. Étudiant aux Arts décoratifs, il est libéré du service militaire actif en septembre 1906.

Au déclenchement du conflit, le 4 août 1914, il rejoint le 254^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne, 22^{ème} compagnie.

Il participe à la campagne contre l'Allemagne. En août 1914, il est à l'est de Maubeuge et fait son baptême du feu à Solre-sur-Sambre. Du 5 au 13 septembre, il est engagé dans la bataille de la Marne à Montceaux-lès-Provins, puis rejoint le secteur de la Somme en octobre. En fin d'année 1916, il rejoint le front de l'Aisne à Soupir, lieu de haute lutte, dans lequel il séjournera toute l'année 1915.

Le 3 janvier 1916, retenu pour ses talents d'artiste, et selon les besoins des états-majors, il est dirigé vers les sections de camouflage et rejoint le 13^{ème} Régiment d'Artillerie de campagne, unité de rassemblement des artistes aux armées. Le 1^{er} novembre 1916, il est affecté au 1^{er} Régiment de Génie pour constituer les prochaines sections de camouflage qui seront mises à disposition des états-majors.

Sans attendre cette affectation, au cours d'une action du 1^{er} Génie, il est cité à l'ordre du régiment : « *A organisé de nombreux observatoires dans des circonstances difficiles avec beaucoup d'énergie et de dévouement. Le 2 décembre, et dans la nuit du 8 au 9 décembre 1916, malgré un violent bombardement dirigé contre les postes à construire, a poursuivi l'exécution du travail avec le plus grand sang-froid* ».

Le 1^{er} novembre 1917, il est affecté au Groupe d'Armées du Nord dont l'état-major est implanté à



Artistes au travail, reprenant les couleurs du terrain en vue de préparer les camouflages appropriés (photo BDIC).



Pièce d'artillerie camouflée selon un schéma précis à trois couleurs et aux endroits particuliers permettant de briser les formes du canon (collection de l'auteur).

Chantilly. Il y restera jusqu'au 31 décembre de la même année avant de rejoindre le 1^{er} avril 1918, la 3^{ème} Section de camouflage jusqu'au 11 novembre 1918. Durant cette période, il procèdera au camouflage de pièces d'artillerie et à la mise en œuvre de paravents camouflant les routes.

Il est mis en congé de démobilisation le 17 mars 1919 et se retire à Paris dans le 9^{ème} arrondissement.

[191]

PLY Marcel Edmond Jean Eugène

Né à Clairoux le 4 avril 1890, il est cultivateur à Gournay-sur-Aronde. Il est le fils d'Edmond Eugène et de feu Jeanne Eugénie Belloy, résidant à Gournay. Edmond était boulanger à Clairoux. Après la mort de son épouse en 1889, il se retirera avec ses fils, Marcel et Raymond, à Gournay.

Marcel, appelé au 61^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne en 1911, est libéré le 8 novembre 1913. Il fera les labours et les semailles, mais sera rappelé le 3 août 1914 à la 34^{ème} batterie du 61^{ème} RAC à Verdun. Il n'aura pas l'occasion de voir les fruits de sa récolte.

L'unité d'artillerie est très rapidement engagée au feu fin août à Charleroi en Belgique, puis commencera un long repli. Marcel est engagé du 5 au 13 septembre dans la contre-offensive de la Marne à Soizy-au-Bois et à Villeneuve-les-Charleville, puis au château de Mondemont. Au repos, il écrit à son grand-père le 18 septembre : « *Je n'ai plus de nouvelles depuis le 23 août... nous n'avons pas beaucoup de pertes. J'ai bien reçu un petit éclat avant-hier, mais il n'avait plus de force, et ne m'a nullement incommodé. Je n'ai pas de nouvelles de Raymond depuis que l'ai quitté Gournay...* ». Il ne le sait pas encore, mais son frère venait d'être tué huit jours plus tôt.

De mai à septembre 1915, il est probablement en Argonne, et, sa batterie est engagée dans l'appui-feu de la Gruerie et du Four-de-Paris. En juillet, il échappe de peu à la mort par une bombe larguée par avion. Quatre de ses camarades et des chevaux sont tués. En septembre, il est en Champagne, aux combats d'Auberive.

Il passe brigadier (caporal) le 25 décembre 1915.

En 1916, son unité et sa batterie, qui étaient au repos dans les Vosges, sont engagées à Verdun, et plus particulièrement aux combats meurtriers du Mort-Homme en mars et avril. Agent de liaison, mission particulièrement exposée, il doit établir le contact avec son officier commandant la batterie et celui commandant du groupe d'artillerie rattaché à la division. Le contact téléphonique par fil, souvent défectueux en raison des coupures des câbles dues aux bombardements, doit se doubler d'un ou deux agents chargés de rendre compte et d'apporter les directives en mains propres. Ces pièces d'artillerie sont placées juste derrière les secondes lignes et font l'objet de tirs de destruction de l'ennemi, souvent précis et expose les canonnières. Il s'agit alors d'emprunter des réseaux de tranchées, puis de boyaux, des découverts quand ceux-ci n'existent plus, qui rendent cette mission périlleuse.



Marcel Ply en grande tenue d'artilleur en 1913 (collection Belloy-Ply).

Il est cité à l'ordre de la Division n° 772 le 22 mars 1916 : « *Durant les combats du 21 au 23 février 1916, ne s'est jamais laissé arrêter dans son service d'agent de liaison, même par les bombardements les plus intenses* ». Modeste, et pour rassurer sa famille, il écrira à son grand-père : « *Je n'ai pas besoin de te dire que je ne demande plus à passer le même coup ; j'y ai mouillé ma chemise, et, cependant il neigeait. J'en ai été quitte pour une courbature...* ».

Le régiment est cette fois, à partir de juillet, engagé dans la bataille de la Somme, dans la région de Curlu, Herbecourt et Biaches. Il passe maréchal-des-logis (sergent) le 22 juillet 1916.

Il est cité à l'ordre du Corps d'Armée n° 461 le 15 août 1916 : « *Agent de liaison de la batterie au commandant du groupe, a assuré la liaison en parcourant des chemins très battus et sous les plus violents bombardements avec un zèle et un dévouement de tous les instants* ».

En avril 1917, le régiment est engagé dans la bataille du Chemin des Dames, à Laffaux. « *Je suis toujours à l'échelon et me repose en attendant d'aller cogner...*, écrit-il, *Ici, c'est contre-ordre et contre-ordre, mais nous nous attendons de partir d'un jour à l'autre dans le coin où ça cogne !* ». Il n'en dit pas plus, la presse s'en chargera, non sans en embellir le fiasco...

En 1918, il doit faire face à l'offensive allemande et contrer celle-ci, puis reprendre l'avantage de la manœuvre en Champagne. Le maréchal-des-logis Ply, rattaché à la 24^{ème} batterie, est cette fois responsable de son ravitaillement et doit faire parvenir les sections de munitions au plus près des batteries livrant bataille. Alors que l'offensive du Matz se déclenche, son unité traverse le village de sa famille évacuée : « *5 avril, je vais peut-être voir ta maison*, écrit-il à son grand-père, *mais je ne m'attends à y voir rien de beau... 12 avril, nous défendons ton secteur, nous sommes à l'est de chez toi. 28 avril, je suis maintenant sur le front, logé dans une maison retournée de fond en comble...* » Il est dans le secteur de Rouvillers. « *31 mai, tu ne peux pas te faire une idée de ce qui se passe chez toi en ce moment, Ce n'est plus la ville que tu as connue* ».

Il est doublement cité à l'ordre du 72^{ème} DI n° 28 le 20 juin 1918 lui attribuant la Palme et reprenant la citation ci-après au niveau régimentaire. Il est cité à l'ordre du Régiment n° 55 le 21 juin 1918 : « *Au cours des opérations actives du 8 au 11 juin 1918, parfois sous les plus violents bombardements, a montré dans son service du ravitaillement de la batterie en munitions et en vivres, de belles qualités de courage et de calme bravoure* ».

Il est mis en congé de démobilisation le 12 juillet 1919 après avoir servi dans toutes les grandes batailles et presque sans avoir été blessé. Il se retire à Margny-lès-Compiègne. Par la suite, en 1933, pour récompenser l'ensemble de ses mérites, la Médaille militaire lui sera décernée.

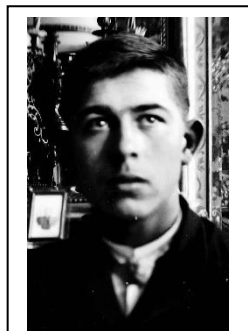
Les lettres de Marcel Ply sont extraites du livre « TIOTSPLY, journal d'un artilleur » documents rassemblés par Mme Danièle Renouf aux éditions Lulu.com.

[192]

PLY Raymond Valéry Hippolyte

Né à Clairoux le 28 juillet 1893, frère de Marcel, il est bourrelier à Gournay-sur-Aronde.

Le 10 octobre 1913, Raymond Ply s'engage pour trois ans au 23^{ème} Régiment de Dragons de Vincennes.



Le jeune Raymond Ply avant son engagement en 1913 (collection Belloy-Ply-Danièle Renouf).

Sur le front belge depuis le début d'août 1914, Le 23^{ème} Régiment de Dragons se trouve tout d'abord à Bouillon, puis à Namur et enfin à Charleroi, quand il finit par établir le contact avec l'ennemi. Il écrit à son grand-père : « *... C'est effrayant le chemin que nous avons parcouru. Nous avons plusieurs fois traversé la Belgique dans tous les sens, cherchant un ennemi qui ne tenait que dans les bois... nous avons fait jusqu'à 120 km par jour...* »

Puis, dès le 22, c'est le repli général. Le jeudi 28 août, au sud de Péronne : « *J'ai bien failli être tué... J'étais en éclaireur avec deux camarades et un officier, lorsque, tout à coup, un régiment d'infanterie ennemi débouche à deux cents mètres de nous et nous accueille par une vive fusillade. Mon camarade eut son cheval tué sous lui, mais enfin, nous avons réussi tout de même à gagner un village distant de quelques centaines de mètres, pendant que notre artillerie leur infligeait des pertes sérieuses* ». Cette lettre du 31 août 1914 sera la dernière.

Le 5 septembre, le régiment reçoit ses ordres. Il doit se porter à Betz, puis Nanteuil-le-Haudouin. La contre-offensive de la Marne débute.

Dans le village de Baron (Oise), le 10 septembre à 6 heures du matin, le 4^{ème} escadron du 23^{ème} Régiment de Dragons est envoyé en détachement de découverte, s'avance dans les rues. Soudain, une fusillade éclate : des traînards allemands viennent de tirer... Cinq Dragons, parmi lesquels les cavaliers Gouy et Ply, tombent plus ou moins grièvement blessés. Transporté chez un habitant, Ply paraît le plus atteint. Un notaire du village raconte : « Je le vois encore, étendu, ses mains se crispent, ses paupières s'entourent de larmes, brouillant ses yeux bleus. Je l'entends murmurer une courte prière ; le doux nom de maman expire sur ses lèvres, et je reçois son dernier regard, sa dernière pensée : le cavalier Ply était mort ! J'ai pleuré sur lui, oui, j'ai pleuré et celui-là n'eût pas été Français qui, devant la souffrance et devant les plaies de ce héros, n'aurait pas versé des larmes de rage et de douleur » (Progrès de l'Oise du 13 décembre 1914). Son camarade Gouy mourra également à ses côtés. Sept autres cavaliers seront blessés et un sera porté disparu.



Le 23^{ème} Régiment de Dragons en marche pour le front le 31 juillet 1914. Raymond Ply serait au premier rang à gauche (collection Belloy-Ply-Danielle Renouf).

Il est cité à l'ordre du régiment : « *Brave cavalier, mortellement blessé en accomplissant une mission de patrouille, le 9 septembre 1914, dans la région de Nanteuil* ».

Son nom est inscrit au monument aux morts de Gournay-sur-Aronde.

[193] **POTIER Fernand Jules Auguste**

Né le 17 juin 1888 à Clairoux, il travaille aux Chemins de fer du Nord à Cambrai depuis 1913. Il est le fils de Louis, Jules et de Juliette, Alexandrine Bricourt résidant à Clairoux.

Le 3 août 1914, il rejoint le 128^{ème} Régiment d'Infanterie à Abbeville, unité qu'il avait quittée en 1911 à la fin du service militaire actif. Le régiment est engagé dans les Ardennes en août 1914, puis doit se replier jusqu'à la contre-offensive de la Marne le 6 septembre. Il est engagé dans le secteur de Sainte-Menheould, puis, jusqu'en janvier 1915 en Argonne.

En février et mars 1915, le 128^{ème} combat en Champagne, notamment à Mesnil-lès-Hurlus et au fortin de Beauséjour où de nombreux soldats y laisseront leur vie. Puis, ensuite ce sont les combats de la Woëvre, et, de nouveau, celui de Champagne en fin d'année.

De janvier à juin 1916, il est dans le secteur de Verdun et participe notamment aux combats de la tranchée de Calonne, de sinistre réputation.

Il passe au 5^{ème} Régiment du Génie le 29 juin 1916, qui, dans ce secteur, est une unité combattante, engagée en première ligne, quand elle n'est pas utilisée à reconstruire partiellement les forts reconquis, comme celui de Souville.

Le 23 septembre 1916, il est remis à la disposition des Chemins de fer du Nord à la 5^{ème} Section des chemins de fer de campagne à Caffiers. Il y restera jusqu'à la fin du conflit.

Il est mis en congé de démobilisation le 20 juillet 1919.

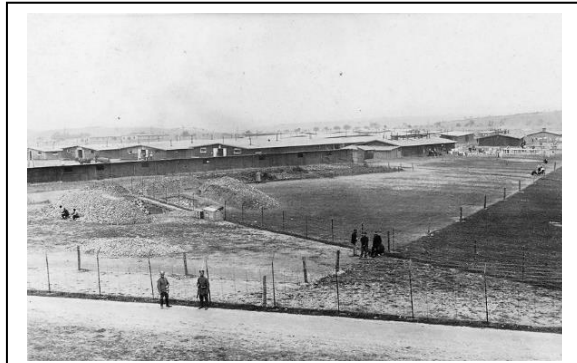
[194] **PRÉCLIN Alcide Léon Victor**

Né à Clairoux le 7 juillet 1894, il est orphelin de feu Arthur Louis et de feu Marie Sidonine Herbin. Il est maçon à Margny-lès-Compiègne lorsqu'il est appelé sous les drapeaux au 67^{ème} Régiment d'Infanterie le 18 décembre 1914. Préalablement, il aurait dû être incorporé en juin, mais il fut ajourné temporairement pour faiblesse.

Envoyé au feu en avril 1915 aux Épargnes, il ne connaîtra qu'un seul combat. Le régiment subit des bombardements depuis plusieurs jours. Le 23, dès 6h du matin, les tranchées françaises du 67^{ème} sont violemment bombardées. Ce bombardement dure et redouble de violence tout au long de la journée et de la nuit. Le 24, l'intensité des tirs ennemis est telle que tout le réseau de tranchées et les boyaux sont totalement bouleversés, les barbelés sont coupés en de nombreux endroits. Le baptême du feu d'Alcide Préclin est total et particulièrement déstabilisant pour les nouvelles recrues. De nombreux hommes sont ensevelis. Les mitrailleuses, qui devaient assurer la couverture en cas d'attaque, également. Les 1^{er} et 3^{ème} bataillons sont quasiment hors d'action. Petit à petit, des bribes de survivants sont regroupées par un officier qui les rassemble sur la cote 372. 16 officiers sont portés disparus, 4 ont été blessés. Le régiment compte 1 646 hommes disparus, présumés prisonniers. Alcide Préclin se trouve parmi eux. Il ne reste plus que 300 hommes et 7 officiers environ sur les trois bataillons.

Par le biais de la Croix Rouge, on apprend qu'il est prisonnier en Allemagne au camp de Würzburg-Galgenberg. Il est rapatrié le 19 décembre 1918 et rejoint le 54^{ème} RI à Compiègne, puis au 45^{ème} RI à Laon.

Il est mis en congé de démobilisation le 18 août 1919 et se retire à Compiègne. Au milieu des années 20, il trouvera un emploi de chauffeur en région parisienne.



Vue générale du camp de prisonniers de Würzburg-Galgenberg (collection particulière).

[195]

PRÉLON Albert Joseph

Né le 15 janvier 1887 à Coudun, il est maçon à Clairoix jusqu'en septembre 1912. Puis, il part sur Courbevoie en région parisienne. Il est le fils d'Albert Roch et de Louise Virginie Lagny, résidant à Clairoix.

Il est rappelé le 2 août 1914 à la 8^{ème} section du COA (Commis Ouvriers et Administration) à Vierzon. Son état physique ne lui permet pas, pour le moment, de rejoindre les unités combattantes. Mais le 14 mai 1916, l'armée manque d'hommes, et il est envoyé au 144^{ème} Régiment d'Infanterie pour recevoir une instruction combattante.

Le 5 décembre 1916, il passe au 162^{ème} RI. De janvier à avril 1917, il combat dans le secteur de Berry-au-Bac. L'attaque est fixée le 16 avril et devra se dérouler en cinq vagues d'assaut. Les bataillons sont sur les parallèles de départ. Le Journal de marche du 162^{ème} relate : « À 6h, le Colonel Bertrand, en tête de la première vague, bondit vers les tranchées allemandes situées au lieu appelé la Courtine du Choléra. ...région chaotique, profondément bouleversée par notre artillerie. Cependant le Boche occupe encore de longues et profondes galeries souterraines d'où notre artillerie n'a pas pu les déloger. Il y a eu là, pendant plus de deux heures, de nombreux combats singuliers, où tout le bataillon (le 3^{ème}), s'emploie à la grenade et au (pistolet) browning pour réduire la résistance acharnée ». Albert Prélon, au cours de ces combats dantesques du 3^{ème} bataillon commandé par le capitaine Roy, est blessé par balle à la cuisse gauche. Le régiment perd plus 1 100 hommes. Les positions sont cependant conquises, au prix de nombreux tués et blessés, notamment parmi les officiers qui, sur les 42 aux effectifs de départ, ne sont plus que 18 valides.

De juillet à septembre, il combat à Verdun dans le secteur des Chambrettes, la ferme des Caurières et le Bois de Chaume près de Verdun. Vers 1h15 le 30 août, les Allemands déclenchent un violent barrage d'artillerie avec une tentative d'incursion sur le front du 3^{ème} bataillon, « sans résultat appréciable », précisera le journal de marche. Albert Prélon vient d'être blessé par balle à la main gauche. Avec seize de ses camarades, il est évacué vers l'hôpital de Chaumont-sur-Aire, Meuse, puis vers Royat et enfin le Puy, avant de prendre deux mois de convalescence. Il rejoint le dépôt du 162^{ème} RI le 13 décembre 1917.

À deux pas de Clairoix : début juin 1918, le régiment est dans l'Oise. Il traverse Monchy-Humières et se dirige vers Vignemont. Le 3^{ème} bataillon commandé par le commandant Roy, récemment promu officier supérieur, est aiguillé vers le nord de la ferme Porte. La mission de la Division est de

tenir à tout prix la position. Le 10 juin, le 3^{ème} bataillon arrive sur la cote 116 (au sud de Ressons) et relève un bataillon su 66^{ème} RI. L'attaque allemande a lieu, en masse. Le débordement des lignes est prévisible. Un combat à la baïonnette s'engage. Le 3^{ème} bataillon est très éprouvé. La ligne de front tient, mais l'ennemi cherche toujours à s'infiltrer... à la faveur des grands blés. « *Nos compagnies résistent vigoureusement, des combats à corps-à-corps s'engagent, nos mitrailleuses crépitent..* », cite le journal de marche. « *Le passage de l'Aronde est interdit à l'ennemi* ». Le commandant Roy est porté disparu. Albert Prélon s'en sort indemne, mais la bataille va continuer jusqu'au 15 juin. Au cours de la journée du 11, les pertes sont très sévères. Le régiment perd à nouveau 1 000 hommes. Le 20 juin, le 3^{ème} bataillon, relevé, va cantonner à Lachelle. Le 15 juillet 1918, le régiment, étrillé dans ses effectifs, traverse Clairoix déserté de ses habitants pour aller bivouaquer à Choisy-au-Bac. Clairoix est piégé de mines aux principaux carrefours. Les canons qui entourent le village, tonnent jour et nuit. Les habitations sont saccagées... Il n'aura pas le temps de voir la maison familiale.

Le 21 juillet 1918, il rejoint le 297^{ème} RI et combat toujours dans l'Oise à Courcelles, au plateau de Méry, puis à Mortemer et Boulogne-la-Grasse. En octobre le régiment est dirigé vers la Lorraine. Le 11 novembre, les combats s'arrêtent dans ce département.

Il est mis en congé de démobilisation le 9 juillet 1919 et se retire à Margny-lès-Compiègne, puis à Clairoix en 1924.

[196] **PRÉLON Albert Roch**

Né le 13 juin 1867 à Clairoix, il est le père d'Albert et de Zacharie Ernest. Il est maçon de profession et, est le fils de François Zacharie et d'Émilie Véronique Goguet, résidant à Clairoix.

Il est rappelé à l'âge de 47 ans au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale. Il participe à la surveillance des ponts de Compiègne avant l'arrivée des Allemands et protège les unités françaises et anglaises chargées de les détruire. Après le repli, puis la reprise de Compiègne, il prend la garde des terrains d'aviation environnants et celle des prisonniers ou la protection des états-majors.

Compte tenu de son âge, il est temporairement renvoyé au foyer et rejoint Clairoix le 12 mai 1915.

Il est définitivement libéré de ses obligations militaires le 30 novembre 1918.

[197] **PRÉLON Zacharie Ernest**

Né le 7 novembre 1896 à Clairoix, frère d'Albert, il est épicier au village.

Il est incorporé le 9 août 1916 au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne pour faire ses classes.

Il passe au 48^{ème} RI le 11 février 1917, et, avec ce régiment rejoint le secteur de la Somme et est engagé dans les batailles du Mont Blond et de Cornillet.

Il passe au 412^{ème} RI le 6 août 1917. Avec ce régiment, il est engagé dans le secteur de Verdun sur la cote 326, la cote 344, sur le Regen, le Trapèze, les tranchées de l'Arc, de Worms et de Trèves, et, enfin, sur l'ouvrage de l'Oursin. 860 hommes du 412^{ème} sont mis hors combat dans ces attaques successives.

Il part au repos en Lorraine, puis en avril 1918, le régiment est envoyé dans l'Oise. Mais, malade, probablement atteint de la grippe espagnole, il est évacué le 15 avril. Remis sur pied, il rejoint son unité engagée dans le secteur de Belloy et de Lataule et la ferme de la Garenne. À la mi-juin, 500 hommes sont mis hors de combat. La bataille du Matz prend fin, l'ennemi a cédé le terrain, et le régiment rejoint le secteur de Soissons en juillet et combat au bois d'Hartennes et à Taux où, de nouveau, 900 hommes sont mis hors de combat. Au mois d'août, il se repositionne à Mortemer.

Il est cité à l'ordre du régiment n° 303 le 1^{er} août 1918 pour son action dans les combats de la mi-juin et des journées des 21, 22 et 23 juillet. Il est nommé caporal le 14 septembre 1918.

Le régiment est envoyé près de Thiescourt et Noyon où la lutte n'a pas encore cessé, puis dans l'Aisne au plateau de Ferrières en octobre.

Zacharie qui a participé aux huit attaques du 19 août au 4 septembre 1918, dans les conditions les plus dures, sur des terrains bombardés abondamment aux toxiques, est cité à l'ordre du 15^{ème} Corps d'Armée n° 344 du 2 octobre 1918 pour ses actions de combat. D'ailleurs la citation du régiment reprend les citations individuelles : « *Superbe régiment, donnant partout où il est engagé le plus bel*

exemple d'endurance, de discipline et d'héroïsme. Sous les ordres de son chef énergique, le lieutenant-colonel THIBAUT, a fait preuve, du 28 septembre au 18 octobre, d'une ténacité et d'un esprit offensif admirables. A forcé le passage de l'Oise, enlevant à l'ennemi une position que celui-ci jugeait inexpugnable. Du 19 au 27 octobre 1918, animé de la volonté de vaincre, a livré sans répit une série de combats acharnés, repoussant chaque jour l'ennemi, crevant la Hermann Stellung et s'emparant de haute lutte des glacis du plateau de Ferrière. A capturé près de 200 prisonniers, dont plusieurs officiers, une centaine de mitrailleuses, un minenwerfer. En combattant sans arrêt, a réalisé une progression de 20 kilomètres ».

Cité à l'ordre du 8^{ème} Corps d'Armée n° 356 du 3 décembre 1918.

Fin décembre, il rejoint le 54^{ème} RI de Compiègne. Il est mis en congé de démobilisation le 3 septembre 1919.

[198]

QUENTIN Étienne Marcel

Né le 2 juin 1889 à Compiègne, il est menuisier à Clairoux mais réside à Compiègne. Il est le fils de Louis Alexandre et de Marie Jeanne Sinol domiciliés à Compiègne.

Le 2 août 1914, il est rappelé au 164^{ème} Régiment d'Infanterie à Verdun. Après une remise en condition physique, les hommes du 164 sont employés à la défense de la région de Verdun. Puis ils se replient et participent à la contre-offensive de la bataille de la Marne du 5 au 13 septembre 1914 à Julvécourt, Souilly et Ippécourt. D'octobre à décembre, le régiment combat en Woëvre et enfin dans les alentours de Verdun.

Le 1^{er} février 1915, Étienne Quentin passe au 166^{ème} RI mais il ne change pas de position géographique, probablement s'agit-il là de recompléter les effectifs de ce régiment. Il est d'ailleurs engagé sur les côtes de Meuse, puis à Fresnes en mars. Le 24 mars, il est dirigé vers le 161^{ème} RI au Bois de la Gruerie. Dans ce régiment surnommé « *Régiment des portes de fer* », les soldats sont soumis aux rudes épreuves du feu ennemi. À peine affecté à l'unité, dès 6h du matin, au moment de la relève des lignes de front, le régiment subit un violent bombardement. Les poilus du 161 attaquent et reprennent le site de Bagatelle, lieu même qui, quelques jours plus tôt, avait été gagné par Étienne et ses camarades.

Cette fois, le bombardement est intense. Il surprend tant par sa soudaineté que son ampleur. Les hommes tombent. Pris de panique, Étienne abandonne son poste et se mute volontairement pour échapper au service au feu. Comme dans toutes ces situations, il n'y a pas de héros, simplement des hommes mis à l'épreuve, une fois de plus. L'homme, s'il est glorieux un jour, peut céder à la panique le lendemain. Il est condamné le 24 août 1915 à trois ans d'emprisonnement. Puis il est immédiatement mis en liberté provisoire et doit rejoindre le 27 août le 150^{ème} RI.

Avec cette unité, se sentant surveillé pour son comportement, à nouveau il doit faire ses preuves vis-à-vis de ses camarades. Il en aura l'occasion. Engagé au feu en Champagne, notamment à Saint-Hilaire, au cours d'un assaut, il est blessé par balle au bras droit, fracturant celui-ci. Il est dirigé vers l'ambulance et est hospitalisé.

De retour à l'unité, il est affecté à la compagnie de mitrailleuses comme tireur. En mars 1916, le régiment est envoyé à la défense de Verdun, notamment le Mort-Homme. Le 21 avril 1916, il est blessé à Verdun. Une balle le touche au flanc droit, mais le projectile ne touche aucun organe vital. « *Blessure en séton* » notera le médecin major.

Il passe au 122^{ème} RI le 25 août 1916 afin de compléter les effectifs de ce régiment qui vient de perdre plus de 1 000 hommes deux semaines plus tôt. Étienne est engagé dans le secteur de Thiaumont et des carrières près de Verdun. Il fait désormais l'objet d'une remise de peine. Il ne quittera jamais le secteur de Verdun. Ayant relevé le 216^{ème} RI le 14 août, les hommes se préparent à l'attaque. Le 19 août, les obus ennemis arrosent les abris. L'un d'eux fait exploser un dépôt de munitions. Dans



Équipe de servants à la mitrailleuse Saint-Étienne. Étienne Quentin servait cette arme collective avec efficacité, ce qui lui valut une remise de peine (collection de l'auteur).

la nuit, les bataillons rejoignent leurs parallèles de départ. L'attaque est déclenchée et à 6h du matin en direction du Mort-Homme. Les premiers objectifs sont atteints. Étienne, qui est au 3^{ème} bataillon, se place avec sa mitrailleuse pour appuyer la progression de ses camarades, lorsque, à 7h45, des avions ennemis, volant très bas, se jettent sur les positions de mitrailleuses. Étienne tient dans sa ligne de mire l'un d'eux et n'arrête pas le tir, mais un projectile l'atteint à la tête.

Il décèdera trois jours plus tard à l'ambulance n° 1/16.

Il est cité à titre posthume le 3 octobre 1917 à l'ordre de la Brigade n° 63 : « *Très bon soldat mitrailleur. Le 20 août 1917, a été grièvement atteint à la tête par un avion ennemi mitraillant la position tandis qu'avec calme et sang-froid il servait sa pièce, contrebattant l'avion* ».

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoux.

[199]

RAFFARD André Jules Auguste

Il est né le 22 juin 1886 à Saint-Quentin. Il est le fils de Louis Alfred Jules et d'Alice Juliette Passet habitant Clairoux. Étudiant à Saint-Quentin, il est incorporé au 67^{ème} Régiment d'Infanterie de Soissons à l'âge de 22 ans. Il est rappelé avec le grade de caporal le 4 août 1914 au 267^{ème} RI, régiment de réserve du 67.

Le régiment est engagé à Solre-sur-Sambre en août 1914, puis dans un coup d'arrêt des armées allemandes à Guise. Ils ne feront pas de quartier vis-à-vis des prisonniers et blessés allemands. Ils n'en ont ni le temps, ni les moyens. Puis c'est la retraite jusqu'à Vailly-sur-Aisne. Dans le cadre de la contre-offensive de la Marne, André et ses hommes sont engagés à Montceaux-lès-Provins les 6 et 7 septembre 1914, jusqu'à Berry-au-Bac à la fin du mois.

En octobre, le régiment est déployé dans la Somme au Quesnoy-en-Santerre.

Il passe sergent le 27 octobre 1914.

Puis le régiment est renvoyé dans l'Aisne, à Soupir.

Il passe au 251^{ème} RI le 2 juin 1915 pour reformer l'encadrement de ce régiment. Il reste dans ce secteur jusqu'en mars 1916.

La bataille de Verdun est engagée. Il rejoint les secteurs de Chattancourt et de Cumières. Ce sont des affrontements quotidiens.

Dans la nuit du 28 au 29 avril, le régiment se redéploie au bois des Caurettes et relève des régiments.

Deux compagnies (22 et 23^{èmes}) sont envoyées soutenir la ligne de front tenue par le 154^{ème} RI. André Raffard et ses hommes, qui appartiennent à la 23^{ème} compagnie, appuient l'attaque du 154^{ème} ; ils tiennent les tranchées conquises.

C'est au cours de la défense de ses tranchées qu'André est blessé. Il est évacué à l'arrière. Le médecin inscrit sur sa fiche : « *plaies fesse gauche par éclats de grenades* ». Il est évacué à l'H.O.E. (hôpital de campagne) n° 6, puis à l'hôpital de Brest pour un traitement plus lourd. Il ne retourne au dépôt du 251^{ème} RI que le 21 juin 1916, régiment qui vient d'être dissous à la suite de terribles pertes. Il est provisoirement placé dans les services auxiliaires.

Le 22 août 1916, il est classé inapte temporaire par la commission de réforme, puis définitif, les éclats à la fesse ayant endommagé des tendons et entraîné des problèmes d'articulation du genou. Il est définitivement affecté dans les services auxiliaires à la 20^{ème} Section des secrétaires d'état-major le 1^{er} juillet 1917.

Il est mis en congé de démobilisation le 21 mars 1919 et se retire à Versailles comme ingénieur chimiste.

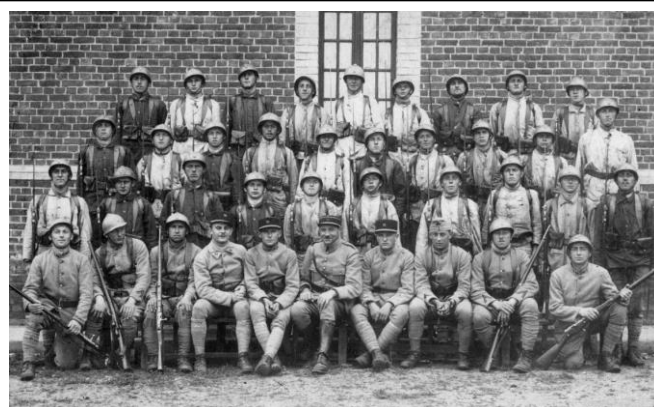


Photo de groupe d'une section de la 23^{ème} compagnie regroupant des soldats du 251^{ème} RI avec des rescapés du 54^{ème}. André Raffard semble se situer au premier rang, troisième à partir de la droite (collection de l'auteur).

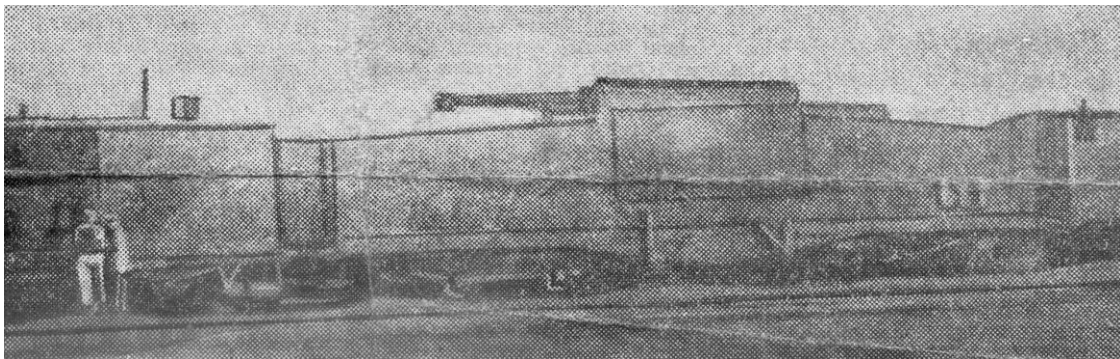
[200]

RAMU Julien Octave

Il est né le 2 janvier 1877 à Roye (Somme) et est cantonnier à Clairoix depuis 1904. Fils d'Auguste, Émile, Désiré et de Marie Léocadie Lalaut, habitants de Roye.

Il effectue son service militaire en 1898 au 51^{ème} Régiment d'Infanterie.

Le 2 août 1914, il est affecté spécial à la 5^{ème} Section des chemins de fer. Comme presque tous les cantonniers, mécaniciens, aiguilleurs et chauffeurs de locomotives de la Compagnie de Chemins de fer du Nord, il est mis à la disposition des transports logistiques des armées. Ils servent sous l'uniforme et sont soumis à la discipline et au règlement militaires.



Un des nombreux trains blindés passant par les aiguillages de Clairoix sur la ligne Compiègne-Montdidier, et se positionnant sur Villers-sur-Coudun pour pilonner les lignes allemandes sur Lassigny et Plessier-de-Roye. Le front s'étant fixé jusqu'en 1917 au nord du département de l'Oise, cette ligne devint d'une importance capitale pour les opérations, d'où la nécessité de disposer de cantonniers, aiguilleurs sous l'uniforme à la 5^{ème} Section des chemins de fer pour assurer l'entretien des voies (photo tirée d'un article de journal ancien non daté, archives AHPC).

Le village de Clairoix comportant de nombreux aiguillages et plusieurs destinations de voies ferrées, il est affecté sur place, mais sera évacué fin août et début septembre 1914. Le rôle de ces aiguilleurs tient toute sa place dans la logistique d'autant que, depuis Clairoix, ce nœud ferroviaire sera souvent la cible de l'artillerie allemande.

Julien est mis en congé de démobilisation le 11 février 1919.

[201]

ROGER Émile Nicolas

Il est né le 28 novembre 1874 à Clairoix. Fils de Nicolas et d'Ismérie Dupuis, domiciliés à Clairoix, il est employé de chemin de fer à Clairoix depuis 1902, puis est affecté à Pont-Sainte-Maxence en juin 1912.



Un « tringlot » du 6^{ème} Escadron du train des équipages quelque part dans la Somme. Il observe le tir d'un obusier longue portée de 370 mm. On notera le camouflage du wagon attelé au canon. Ce convoi qui vient d'être ravitaillé par l'unité d'Émile Roger (collection de l'auteur).

Le 13 août 1914, il est rappelé au 6^{ème} Escadron du train des équipages. Bien que ce ne soit pas une unité combattante, il a contribué pour une large part à la victoire. Il est chargé de convoier le matériel au plus près du front, d'évacuer les blessés, d'assurer le ravitaillement des vivres et des munitions..., si bien que les Allemands eurent tôt fait de comprendre qu'il s'agissait là d'un moyen logistique important et à ne pas négliger dans les objectifs d'artillerie. Durant toute la guerre, ils ne cessèrent de pilonner ces convois ferroviaires, notamment en 1918. Les trains, mais aussi les gares et les bivouacs de cette unité. Malgré tout, le 6^{ème} escadron du train a assuré avec une régularité impeccable le ravitaillement des vivres et munitions aux troupes de l'avant.

Émile participe aux batailles de Champagne, de Verdun et de la Somme jusqu'en 1916. Puis, à partir de 1917, en Argonne, et en 1918 dans le secteur de Noyon-Compiègne.

Il est mis en congé de démobilisation le 3 janvier 1919 et se retire à Villers-sur-Coudun.

[202]

ROLLET Albert Théodore

Né le 3 décembre 1874 à Clairoix, il est le fils d'Édouard et d'Héloïse, Adélaïde Bras domiciliés dans cette commune. Albert est cultivateur.

Réformé au service militaire en 1894, il est cependant rappelé le 31 décembre 1914 à la suite du conseil de révision. Il sert au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale, unité qui l'emploie principalement dans les services de garde.

Le 27 juillet 1915, il passe au 1^{er} Régiment de Chasseurs à cheval. Sa connaissance du cheval en tant que cultivateur y est sûrement pour quelque chose. Avec ce régiment, il sert principalement en Artois jusqu'en septembre 1915. Leur mission est dédiée aux reconnaissances, mais plus principalement à la protection d'états-majors. Puis Albert sert en Champagne en 1916.

Il passe au 26^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne le 1^{er} décembre 1916. Avec ce régiment, il est engagé dans le secteur de Verdun, notamment au Talou, lieu de confrontations intenses.

À partir du 2 juin 1917, il est détaché aux travaux agricoles à Clairoix. Puis il passe au 51^{ème} RI le 10 novembre 1917 pour revenir à Verdun où il est engagé, notamment sur la cote 304. En avril 1918, le 51 est envoyé dans la Somme jusqu'en août, puis de nouveau en Champagne (secteur de Tahure) à partir de septembre. La guerre se termine à cet endroit pour ce régiment.

Il est mis en congé de démobilisation le 21 janvier 1919. Il reprend son emploi d'agriculteur à Clairoix.



Une pause « tabac-pinard ». Des artilleurs du 26^{ème} RAC dans les environs de Verdun. Les canons de 75 sont à l'arrière-plan (collection de l'auteur).

[203]

ROLLET Édouard René



Édouard Rollet, classe 1915, à la 20^{ème} Section des secrétaires d'état-major (collection Guère-Sénépart).

Né le 28 décembre 1895 à Clairoix, Édouard est cultivateur et aide familial. Il est le fils d'Émile et de Marie Meunier, habitant Clairoix.

Il est incorporé au 67^{ème} Régiment d'Infanterie le 18 décembre 1914, par anticipation, comme presque tous ceux de la classe 1915.

Il est réformé n° 2 le 25 janvier 1915, ce qui, en d'autres termes, veut dire qu'il est exempté des unités combattantes en raison d'une flexion permanente des trois doigts de la main droite. Mais il n'est pas écarté pour autant du service. Il est immédiatement reversé dans les services auxiliaires jusqu'au 14 septembre 1915. Il sert à la 20^{ème} Section des secrétaires d'état-major, comme l'indiquent les soutaches de col sur la photographie.

Reversé au 7^{ème} Chasseur le 1^{er} juillet 1917, il est réformé définitif le 7 novembre de la même année.

Il regagne Clairoix et y exerce son métier d'agriculteur comme aide familial, emploi dans lequel il a été reclassé en tant que militaire détaché. Il est, au demeurant, fort utile dans cet emploi pour les ressources de la population et des armées. En effet, les Rollet et les Bochand étant une famille d'agriculteur (Louise Bochand est une fille

Rollet), il aide celle-ci dans l'exploitation qu'elle tient depuis le début du conflit.

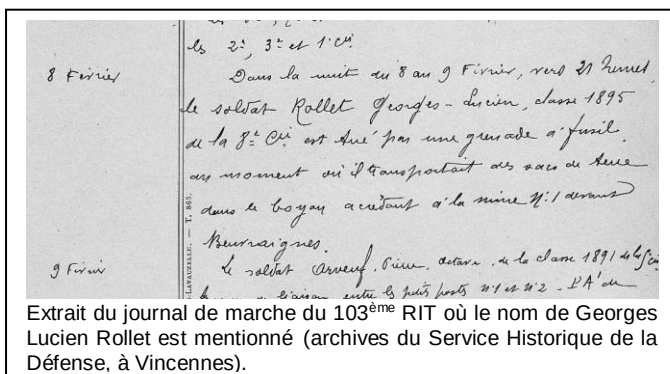
Il est placé en congé de démobilisation le 27 août 1919.

[204]

ROLLET Georges Lucien

Né le 4 février 1875 à Clairoix, il est cultivateur. Fils de Jean Étienne Messidor et de Marie Clémentine Artémise Bruyant, domiciliés à Clairoix.

Il est rappelé le 14 août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale de Compiègne, 4^{ème} compagnie. Avec ce régiment formé de territoriaux âgés, il participe à la défense des ponts de l'Oise, jusqu'à la veille de l'arrivée des Allemands. Ils sont en protection des unités du Génie britannique et français qui s'apprêtent à faire sauter les ponts. Chose faite, ils se replient vers Paris, puis en arrière des unités chargées de lancer la contre-offensive de la Marne. Ils sont mis à la disposition des états-majors pour les gardes et les filtrages, la surveillance de terrains d'aviation et la garde des prisonniers.



Il passe au 103^{ème} RIT le 5 novembre 1915. Georges part à Saint-Galmier dans la Loire, où il est formé pour des actions d'accompagnement des unités combattantes, notamment le creusement de mines, généralement dévolu aux missions du Génie.

Il appartient à la 8^{ème} compagnie qui vient d'être reconstituée. Ordinairement ces hommes ne sont pas engagés dans le combat, mais certains, comme Georges Rollet, viennent en renfort pour faire des travaux de terrassement

et reconstruire des abris. Ils sont alors exposés aux coups de l'artillerie ennemie.

Depuis quelques semaines, ils sont employés à la construction d'une mine destinée à faire sauter les tranchées adverses devant Beuvraignes dans la Somme. Dans la nuit du 8 au 9 février, vers 21 heures, Georges est tué par une grenade à fusil au moment où il transportait des sacs de terre dans le boyau accédant à la mine n° 1.

Son nom est porté au monument aux morts de Clairoix.

[205]

ROLLET Julien Étienne

Né le 26 février 1873 à Clairoix, cultivateur à Lacroix-Saint-Ouen depuis 1909, il est le fils de Jean Étienne Messidor et de Marie Clémentine Artémise Bruyant domiciliés à Clairoix.

Il est rappelé le 26 septembre 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale de Compiègne. Comme son frère Georges, il effectue les mêmes missions. Puis en raison de son âge, Julien est renvoyé au foyer familial le 7 juillet 1915 et retrouve son emploi à La Croix.

En 1920, il reprendra domicile à Clairoix.

[206]

ROLLET Lucien Constant

Né le 25 avril 1897 à Clairoix, il est cultivateur et aide familial. Fils d'Émile et de Marie Meunier, habitant Clairoix, il est le frère d'Édouard.

Il est incorporé le 9 janvier 1916 au 67^{ème} Régiment d'Infanterie. Puis, les classes terminées, il passe au 150^{ème} RI et, le 13 septembre 1916, rejoint le 350^{ème} RI, régiment de réserve du 150. Avec ses camarades, il est engagé dans la Somme dans les secteurs de Comble et de Morval où il reçoit le baptême du feu dans sa première offensive. Lucien restera dans ce secteur jusqu'à la fin de l'année 1916.

En février 1917, le 350^{ème} RI rejoint le secteur de Soupir en vue d'une opération de grande envergure : le Chemin des Dames. Dans la nuit du 16 au 17 avril, le régiment rejoint les secondes lignes dans l'attente d'une attaque qui est prévue le lendemain. Le 19, le régiment relève sur une position qui vient d'être conquise par une unité arrivée à épuisement complet. À partir du 20, le



Lucien Rollet porte les soutaches du 150^{ème} RI. Mais il sera détaché au 350^{ème} pour renforcer ce régiment de réserve du 150^{ème} RI (collection Guère-Sénépart).

régiment creuse des parallèles de départ. Les soldats savent ce que cela signifie. Le secteur est difficile, exposé aux coups ennemis, notamment de l'artillerie.

Le 21 avril 1917, Lucien est blessé par un éclat d'obus à la cuisse gauche, et est évacué sur l'ambulance de Mont-Notre-Dame, puis deux jours plus tard à Forges-les-Eaux. Il rentre au corps le 15 juillet. Cette blessure lui a sauvé la vie, car le régiment sera étrillé au cours de l'offensive. Il rejoint les lignes et retrouve quelques-uns de ses camarades encore vivants. Le 20, il subit deux violentes attaques allemandes. Ce n'est qu'en décembre que le 350^{ème} est relevé du secteur.

Il passe caporal le 26 mars 1918, alors que le régiment se dirige vers Montdidier.

Le 30 mars 1918, le régiment essuie une violente attaque. Au cours de cette action offensive ennemie, il est fait prisonnier dans la Somme. Il est alors interné au camp de Diepholz, puis à celui de Münster.

Il n'est rapatrié que le 2 janvier 1919.

Il est ensuite affecté au 54^{ème} RI de Compiègne, car la paix n'est pas encore signée, puis il est mis en congé de démobilisation le 9 septembre 1919 et se retire à Clairoux, puis à Sermaize (ferme d'Haudival) après son mariage avec Mlle Helle.

[207]

ROMAND Lucien Jean-Baptiste

Il est né le 9 janvier 1897 à Bienville, et est le fils de feu Ernest Jean-Baptiste et de Derocancourt Marie, domiciliée à Clairoux. Lucien est boulanger à Clairoux.

Il s'engage à 18 ans le 30 novembre 1915, effectue ses classes au 49^{ème} Régiment d'Infanterie, et rejoint Bayonne, son lieu de garnison. Il passe au 131^{ème} RI de Pithiviers le 19 mars 1915. Il constitue le renfort du régiment engagé en Argonne.

Depuis plusieurs mois, divers régiments se battaient dans ce secteur. Quand Lucien Romand rejoint les bataillons avec les nouveaux conscrits ou les engagés qui doivent compléter les effectifs, ce régiment est mis en réserve. Néanmoins, les combats ne débouchent sur aucune action concrète et le général commandant le 5^{ème} Corps donne l'ordre de prononcer une attaque pour dégager le front en direction du plateau de la Fille-Morte. Au-delà se tient la ville de Vauquois dont les Français doivent maintenant s'emparer. Le 131^{ème} est donc envoyé dans la fournaise pour débloquer ce secteur du front et emprunte le ravin des Meurissons depuis la Biesme, rivière passant par Vienne-le-Château. Les fantassins du 131^{ème} sont accueillis par des feux violents de mitrailleuses suivis d'un brutal barrage d'artillerie. Ils ne pourront progresser plus avant et se replient en unités complètement disloquées. Au décompte des survivants, Lucien Romand manque à l'appel. Tué ou porté disparu, présumé prisonnier ? L'heure est à la préparation de l'attaque suivante. Au mois d'août, alors que les troupes françaises se sont finalement emparées des objectifs, son corps n'est toujours pas retrouvé.

Le fourrier du régiment va provisoirement le considérer comme étant prisonnier. Alors, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, la liste des prisonniers français est passée au peigne fin. Lucien Romand ne figure sur aucune des listes des camps de détention en Allemagne.

Après la guerre, il sera déclaré « *Mort pour la France* » par le tribunal déclaratif de Compiègne, et ce jugement ne sera retranscrit à la mairie de Clairoux que le 30 janvier 1922.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoux.

[208]

ROQUANCOURT Alfred Raymond

Né le 24 mars 1893 à Clairoux, il est le fils d'Amédée, Alexandre et de Marie, Juliette Trouvain, habitants de Longueil-Annel.

Le 27 novembre 1913, il est incorporé au 67^{ème} Régiment d'Infanterie de Soissons. À la déclaration de la guerre, le régiment est déjà sur ses positions de combat en Belgique près de Charleroi. Puis, après les premières escarmouches et les tirs meurtriers de l'artillerie lourde allemande, le régiment

opère le repli qui le conduit à Nixéville, d'où le régiment lance la contre-attaque de la Marne le 6 septembre 1914. Il combat à Fleury-devant-Douaumont, puis à Louvemont dans la Woëvre. En février et mars 1915, il livre de terribles combats aux Éparges, puis à la tranchée de Calonne en avril.

Le 21 septembre 1915, après quelques jours de repos et d'exercices, le régiment quitte Saint-Quentin à minuit et arrive le 24 au nord-ouest de Suippes en Champagne. Il combat près de Souain dès le 25 où il subit de violents tirs d'artillerie. Puis le troisième bataillon auquel appartient Alfred est dirigé vers le bois Sabot et s'élance sur la tranchée de Lübeck où les combats vont durer six jours. Quatre attaques sont lancées mais se heurtent aux fils barbelés posés et réinstallés après chaque contre-attaque ennemie. Dans la nuit du 29 au 30, le régiment se maintient sur les positions conquises qui sont fortement pilonnées. Au cours de ces combats, Alfred Roquancourt est tué avec cinq de ses camarades. Au total, ce seront 144 hommes qui seront tués dont les officiers, qui paieront le prix fort, notamment le commandant Dolléans qui avait emmené les bataillons à l'assaut. 713 hommes seront blessés et 348 disparus, présumés prisonniers pour la majorité, ce qui correspond au tiers des effectifs du régiment.

Son nom (orthographié Roquencourt au lieu de Roquancourt) est inscrit au monument aux morts de Longueil-Annel.

[209]

ROQUANCOURT Anicet Émile

Il est né le 21 août 1884 à Clairoix et est le fils d'Amédée, Alexandre et de Marie, Juliette Trouvain, domiciliés à Clairoix en 1884. Comme ses parents et frère, il est cultivateur à Longueil-Annel en 1910.

Ayant effectué son service militaire au 17^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne (RAC) de La Fère en 1905, il est logiquement rappelé le 3 août comme servant canonnier dans ce même régiment et sert à la 1^{ère} section des munitions du régiment à partir du 31 octobre. En août 1914, le régiment opère une retraite et, le 27, c'est dans le secteur de Cesse qu'il engage pour la première fois le feu.

Puis, du 6 au 13 septembre, il est employé dans la contre-offensive de la Marne à Vienne-la-Ville, Servon-Melzicourt et Daucourt. Puis, en Champagne, à partir de février 1915, le régiment frappe les lignes allemandes pour appuyer l'infanterie dans le secteur de Beauséjour, notamment le « *fortin du 110* », lieu de haute lutte où notamment de nombreux soldats du 110^{ème} RI perdirent la vie.

En octobre 1916, Anicet est envoyé à Verdun et plus particulièrement dans les combats de Damloup où il doit convoier les obus sous le feu de l'artillerie adverse et sous le tir des avions allemands, ce qui relève de l'exploit.

Le 1^{er} avril 1917, il passe au 229^{ème} RAC qui vient d'être créé à partir de trois groupes de canons de 75 mm. Il sert à la 23^{ème} section de munitions pour acheminer les obus au front depuis des dépôts situés à l'arrière. Au mois de mai, il est envoyé dans le secteur des Vosges jusqu'en septembre, puis dans la Meuse début 1918.

Il est mis à la disposition du colonel de l'état-major de l'Artillerie Divisionnaire 151 (151^{ème} DI) le 27 février 1918 et finira le conflit en servant dans l'Aisne (d'avril à mai), puis en Alsace (mai-août) et en Champagne jusqu'au 11 novembre.

Il est mis en congé de démobilisation le 2 mars 1919.



Dépôt de munitions dans les Vosges (collection de l'auteur).

[210]

ROQUANCOURT Auguste Martin

Fils d'Amédée, Alexandre et de Marie, Juliette Trouvain, domiciliés à Clairoix en 1884, il est né dans ce village le 11 novembre 1899, et est ouvrier à Longueil-Annel en 1916.

Il est incorporé le 22 octobre 1917 comme engagé volontaire pour la durée de la guerre et rejoint le 29^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne (RAC) probablement à Lorient, puisque sa garnison d'origine, Laon, est en zone occupée. Après sa formation de canonnier, il rejoint le 30^{ème} RAC le 11 avril 1918 et sera engagé sur canon de 75 mm dans le secteur de Noyon et du Matz.

Il passe au 26^{ème} RAC le 28 juin 1918, avant d'être mis à la disposition du 210^{ème} RA le 13 juillet 1918. À ce moment, il est engagé en Picardie à Assainvillers et Faverolles en août 1918 et dans l'offensive de Nesle-Ham puis à Essigny-le-Grand et Urvillers en septembre.

Soldat de première classe début 1919, il passe au 207^{ème} Régiment de Chars de Combat (RCC).

Il est placé en congé de démobilisation, passe en réserve active le 22 septembre 1920, et se retire à Longueil-Annel. Il décèdera le 13 août 1923.

[211] ROQUANCOURT Émile Augustin

Il est né le 28 août 1887 à Clairoux et est ouvrier de son état. Il est le fils d'Amédée Alexandre et de Marie Juliette Trouvain, domiciliés à Longueil-Annel.

Il est rappelé le 3 août 1914 au 19^{ème} Bataillon de Chasseurs à Pied de Verdun (19^{ème} BCP), mais il ne rejoint son unité que le 26. Ayant quitté le service militaire en 1910, il reçoit une formation accélérée et est envoyé avec le 9^{ème} BCP dans la bataille des Flandres à Nieuport et à Dixmude. Avec « la course à la mer », l'ennemi tente de s'emparer des ports de Dunkerque et de Calais. L'armée française est dépêchée auprès des Belges et des Britanniques et bloque la percée allemande. Il est évacué pour maladie le 4 décembre 1914 et ne rejoint son unité que le 2 janvier 1915.

Au mois de mai 1915, il est engagé en Argonne dans le secteur de la Gruerie et « le four de Paris ». En septembre, le 19^{ème} BCP est envoyé en Champagne, notamment dans le secteur de la ferme de Navarin.

Le 27 au matin, le 19^{ème} est déployé au bois « U.18 », près de Souain-Sommepy. En milieu de journée, alors que les Chasseurs étaient massés à la hâte dans des trous, attendant sous la pluie, l'ordre d'attaque arrive. Le 19^{ème} constitue la première vague d'assaut. Mais deux minutes avant de s'élancer, les Allemands déclenchent un puissant feu d'artillerie.

Émile Roquancourt est blessé par éclat d'obus à la fesse droite et est évacué. Pour lui, la guerre est finie. Il sera réformé 2^{ème} catégorie du fait d'une claudication permanente du pied droit. Il est renvoyé au domicile familial à Longueil-Annel. Il bénéficiera d'une pension d'invalidité à vie.



[212] ROQUANCOURT Étienne Aurélien

Né le 20 septembre 1877 à Coudun, il est l'un des frères de la fratrie et est le fils d'Amédée, Alexandre et de Marie, Juliette Trouvain, habitants de Clairoux avant de s'installer à Longueil-Annel. Il est maçon à Clairoux puis en 1897 à Margny-lès-Compiègne en 1910.

Il est exempté du service militaire pour raison médicale. Mais le 2 décembre 1914, il passe en commission de réforme à Compiègne qui le juge apte à servir au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale. Il monte des gardes autour des états-majors, des terrains d'aviation et parfois assure la garde des prisonniers allemands.

Le 29 novembre 1915, il est affecté au 228^{ème} Régiment d'Infanterie dans les services auxiliaires. Puis il passe au 4^{ème} Régiment du Génie le 25 décembre 1915. Il est envoyé sur Verdun en février 1916. La mission consiste à creuser des puits de mines depuis les tranchées françaises, puis traversant le terrain en profondeur, de s'arrêter sous les tranchées allemandes. Dans un deuxième temps, il leur faut déposer une grande quantité d'explosifs qu'il faudra amorcer au moment où l'ennemi commencera à se positionner en nombre dans ses tranchées. Le travail est périlleux. Les

effondrements, le repérage par l'ennemi, le bombardement de l'entrée ou le contre-minage par la mise en place d'un « soufflet » sont toujours possibles (le soufflet a pour objectif de faire sauter la mine adverse et nécessite donc de creuser, en toute discrétion, une autre mine sous celle de l'ennemi, d'évaluer le niveau d'avancement par écoute et d'y poser les explosifs). En juillet 1916, les sapeurs du 4^{ème} Génie sont envoyés à Estrées dans la Somme pour préparer l'offensive. Au cours de l'une de ces opérations dangereuses, il est grièvement blessé et est cité le 22 juillet : « *Brave sapeur plein d'énergie pendant les opérations de juillet 1917 au cours desquelles il a été mortellement blessé le 22 juillet 1916, a été cité* ». Il décèdera de ses blessures le 23 juillet 1916. Son nom (Roquencourt au lieu de Roquancourt) est inscrit au monument aux morts de Longueil-Annel.

[213] **ROQUANCOURT Joseph Amédée**

Né le 12 novembre 1875 à Coudun, il est le frère aîné de cette grande fratrie et le fils d'Alexandre et de Marie, Juliette Trouvain, habitants de Clairoix avant de s'installer à Longueil-Annel. Il est journalier à Clairoix, puis à Longueil-Annel.

Le 14 août 1914, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale (13^{ème} RIT) de Compiègne. Faisant partie des vieux mobilisés, il est néanmoins de ceux qui, dans les tous derniers jours d'août 14, vont défendre Compiègne, Clairoix, et protéger les artificiers français et anglais chargés de faire sauter les ponts de l'Oise. Les échelons de tête allemands ne sont qu'à deux ou trois kilomètres.

Puis c'est le repli, vers le sud. Il a pour mission la garde d'états-majors, la garde de terrains d'aviation et des ponts de l'Oise, puis, le 7 janvier 1915, il passe au 26^{ème} RIT. Joseph participe à la défense d'Arras, ville qui ne sera jamais prise par l'ennemi. En juillet 1915, il est à Foucaucourt, puis Frise dans la Somme pour la construction d'abris et de pistes.

Puis, début 1916, il est envoyé dans le secteur de Verdun. Il est principalement employé au déchargement de projectiles divers pour l'artillerie. Avec ses camarades, ils réparent les casemates détruites. Compte tenu de leur âge, ces hommes ne sont pas envoyés systématiquement en première ligne, mais ils essuient tout de même le feu de l'artillerie adverse. En 1917, ils passent pour la plupart d'entre eux au service d'intendance et de santé des armées. En 1918, ils sont dans le secteur de Noyon-Compiègne, puis ils terminent le conflit dans la Marne.

Il est mis en congé de démobilisation le 5 février 1919 et se retire à Longueil-Annel.

[214] **ROQUANCOURT Marcellin Charles**

Né le 9 janvier 1886 à Clairoix, il est le fils d'Amédée, Alexandre et de Marie, Juliette Trouvain, habitants de Clairoix avant de s'installer à Longueil-Annel. Il est couvreur à Clairoix depuis le début du siècle, puis à Venette en avril 1914.

Après avoir effectué son service militaire au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne de 1907 à 1909, il est rappelé le 3 août 1914 au 254^{ème} RI (23^{ème} compagnie), régiment de réserve du 54^{ème} RI à la caserne Royallieu. Après une rapide remise en condition des hommes, le régiment est envoyé sur le secteur de Maubeuge. Fin août, il est bousculé par l'avance allemande et le premier combat se déroule à Solre-sur-Sambre le 23 août 1914. Au cours de ces combats retardateurs, il est blessé par balles au postérieur et à l'épaule droite. Il est hospitalisé au Havre. Les blessures restent superficielles, et, après leur cicatrisation, il rejoint son régiment dans la Somme au Quesnoy-en-Santerre. Dans les combats de Parvillers, il est blessé le 7 octobre 1914 par une balle dans la cuisse droite et par un éclat à l'arcade sourcilière. Il est envoyé à l'Hôpital n° 32 de Saint-Aubin-sur-Mer. Il rentre au dépôt du corps le 22 octobre.

Il est engagé à Soupir dans l'Aisne, puis aux combats du Mont Sapin. Durant les combats de l'Aisne, il est maintenu dans le secteur les cinq premiers mois de 1915 et passe au 115^{ème} RI le 1^{er} juin 1915 à la 1^{ère} compagnie de mitrailleuses (CM1).

Au sein de ce nouveau régiment, il rejoint le front de Champagne, près de Perthes-lès-Hurlus.

Il combat au boyau Drouot et au bois de la Raquette. Le 6 octobre, dans la nuit, à 0h30, le régiment passe à l'attaque du bois de la Raquette. La compagnie de mitrailleuses appuie de tous ses feux les hommes venant de quitter leurs tranchées de départ. Les fusées éclairantes restent inopérantes car le brouillard est dense. Une tranchée allemande résiste encore, non suffisamment détruite par

l'artillerie. L'attaque reprend vers 16h, mais elle ne suffit pas à réduire au silence les ripostes ennemies. Le 7, les bataillons se relèvent de nuit sur les parties conquises. Le 8, alors que Marcellin Roquancourt est en position avec sa mitrailleuse, il est blessé à Tahure, par balle et par des éclats d'obus qui le touchent à la main gauche. Il reste néanmoins à son poste. À la suite d'un violent bombardement il est enseveli par l'explosion d'un obus et la terre, projetée à forte puissance, produit de sérieuses contusions à l'abdomen. Il est évacué sur l'hôpital de Montauban, puis est dirigé sur l'hôpital d'urologie de Toulouse.

Il reçoit la Médaille militaire pour bravoure : « *a montré en toutes circonstances beaucoup de bravoure et de sang-froid. Quatre fois blessé depuis le début de la campagne, a été atteint d'une nouvelle blessure le 8 octobre à son poste de combat* ».

Il est réformé temporaire le 10 avril 1916 par la commission de réforme de Toulouse pour incontinence permanente résultant des contusions produites par l'éboulement de sa tranchée. Cette réforme temporaire sera prolongée jusqu'à la fin de la guerre avec l'attribution d'une pension de réforme à 50 % après le conflit. Il se retire à Longueil-Annel.



La région de Perthes-lès-Hurlus, paysage dévasté du bois de la Raquette. Le poilu Marcellin profite d'un repos au fond de la tranchée (collection de l'auteur).

[215]

ROSIER Louis Charles Auguste

Il né le 20 septembre 1871 à Tracy-le-Val et habite Ribécourt où il exerce la profession d'ouvrier. Il est le fils de Victor et d'Apolline Noé. Il est un cas particulier. Habitant de Ribécourt en 1914, père de six enfants, alors qu'il pouvait être exempté pour charge de famille, il décide de s'engager dans l'armée le 1^{er} août 1914. La famille, qui s'était retirée de la zone des combats, le suit et trouve domicile à Clairoix. Il est incorporé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale. Il fera partie de ces « vieux » qui vont montrer les voies de l'honneur en assurant la protection des unités de Génie françaises et britanniques chargées de faire sauter les ponts de Compiègne, la veille de l'arrivée des Allemands.

Il est démobilisé le 31 août 1914, et rejoint Clairoix après le retour de l'armée française. Il s'installe définitivement à Clairoix, au moins jusqu'au lendemain de la guerre. Ribécourt est quasiment détruite.

Il est définitivement libéré de toutes obligations militaires le 20 décembre 1918.

[216]

De ROUCY Albert Marie Jacques

Né le 11 mars 1890 à Compiègne, il est le fils de Francis et de Marthe Ducamp, et frère de Robert et Pascal. Il passe sa jeunesse au moulin Bacot à Clairoix jusqu'à son appel sous les Drapeaux le 10 octobre 1911.

Libéré en novembre 1913, il est rappelé le 2 août 1914 au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne.

Le 54^{ème} RI est envoyé sur Cutry en Meurthe-et-Moselle. Puis c'est le repli général, avec des combats retardateurs. Fin août, le « 54 » est bombardé tous les jours. Le 1^{er} septembre, la canonnade devient plus intense et débute dès 4 heures du matin. Avec le bénéfice du brouillard, l'ennemi franchit la Meuse et attaque par surprise les compagnies réparties sur les positions défensives. L'attaque s'intensifie vers 8h30, le « 54 » tente une contre-attaque qui échoue. Débordé, il se replie vers les bois près de Dannevoux. Avec son camarade Désiré Siry de Clairoix, Albert est

fait prisonnier à Dannevoux et est interné au camp de Darmstadt. Il ne sera rapatrié en France que le 23 novembre 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 9 août 1919.

[217] **De ROUCY Pascal Gabriel Antoine**

Né le 14 avril 1895 à Compiègne, il est le fils de Francis et de Marthe Ducamp, et frère de Robert et d'Albert. Il passe sa jeunesse au moulin Bacot à Clairoux et se destine à la profession d'artiste lyrique.

Il est incorporé le 18 décembre 1914 au 67^{ème} Régiment d'Infanterie.

Il est blessé d'une commotion cérébrale le 22 janvier 1915 dans le secteur de Verdun où le régiment est à l'instruction. Il ne s'en remettra jamais. Souffrant de névroses, de crises, il est temporairement reversé au 1^{er} Groupe d'aviation le 30 septembre 1915. Puis il est réformé temporaire pour troubles névropathiques.

Il reçoit une pension de réforme et sera retiré du service actif.

[218] **De ROUCY Siméon Marie Robert**

Né à Compiègne le 11 février 1882, il est le fils de Francis et de Marthe Ducamp. Il a vécu son enfance à Clairoux au moulin Bacot. Deux jeunes frères participeront aussi au conflit.

Siméon Marie Robert de Roucy entre à l'École navale le 2 octobre 1889 à l'âge de 17 ans. Enseigne de vaisseau à bord du cuirassé « L'Amiral Tréhouart », il effectue quelques campagnes lointaines en Extrême-Orient. Il est promu lieutenant de vaisseau le 7 janvier 1913. À l'entrée en guerre, étant à l'état-major, rue Royale à Paris, à sa demande, il rejoint le corps des fusiliers marins en cours de constitution pour la défense du camp retranché de Paris.

En effet, lorsque la guerre est déclarée, la Marine française dispose de fusiliers marins inemployés à bord de ses bâtiments, car les principaux combats sont terrestres. Pour utiliser ces hommes, le GQG décide, le 7 août 1914, de transformer une brigade forte de 6 000 hommes organisée en deux régiments qui seront les 1^{er} et 2^{ème} régiments de fusiliers marins. Ces deux régiments rejoignent les Flandres belges pour barrer la route aux ports stratégiques de Dunkerque, Calais et Boulogne-sur-Mer.



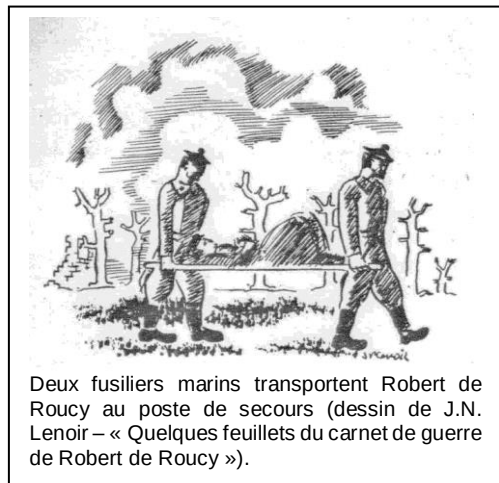
L'enseigne de vaisseau Robert de Roucy (collection Hélène Grange).

Le 19 septembre, les fusiliers marins sont mis en état d'alerte. Mais ils ne partent que le 7 octobre, embarquent en train, passant par Creil et Amiens. Le lendemain, ils rejoignent Dunkerque. « *Continuez jusqu'à Gand où vous trouverez de nouveaux ordres !* », leur dit le régulateur du train. La brigade est transportée en train dans les Flandres, puis elle se dirige vers Anvers où se trouve assiégée l'armée belge. À Gand, la brigade s'arrête vers 19h, la voie étant coupée au-delà. Le capitaine de Roucy commande la 2^{ème} compagnie du 2^{ème} régiment de fusiliers marins. Son unité est constituée de quatre sections numérotées de 5 à 8.

Le 10 octobre : « *Tout de suite en route..., le 2^{ème} demande des mitrailleuses à Melle, et en urgence !* », annonce le chef d'état-major. La veille, les Allemands ont commencé une offensive. Il part en reconnaissance avec l'une des sections. Dans la soirée, il note sur son carnet : « *Ma section est parée, la pétarade commence* ». Celle-ci va durer toute la nuit. Aux aurores, il écrira

sur ce carnet : « *Le spectacle du champ de bataille n'est pas modifié. Tout de même, dans les champs de betteraves, le nombre des tas noirs a un peu augmenté ; parmi eux circulent des brancardiers allemands qui disparaissent à l'approche de nos patrouilles* ».

Ils sont relevés et vont cantonner légèrement à l'arrière près d'un château. Le 14, ils commencent le repli, talonnés par les Allemands. Le 17, ils se positionnent à Dixmude qui est pilonné toute la journée. Le 19, ils tiennent la ligne Dixmude – Keyhem – Furnes. Sur leur gauche, les Belges viennent de céder. Robert et ses hommes se portent sur leur zone. Il fait mettre en place toutes ses mitrailleuses. Au cours du positionnement de la deuxième pièce, Robert de Roucy est touché à la cuisse droite par une balle et revient vers la première pour la déplacer. Quand la deuxième s'enraye, il part la chercher pour mettre ses hommes à l'abri. Cherchant une meilleure position ; « ... *subitement, c'est comme un très fort coup de barre de fer lancée entre mes deux cuisses. Par un assez curieux réflexe, je fais, sur place, un tour complet ; je suis resté debout, mais quand j'essaye de faire un pas, je pique du nez sur l'herbe...* ». Robert est rapatrié vers Calais pour y être soigné.



Deux fusiliers marins transportent Robert de Roucy au poste de secours (dessin de J.N. Lenoir – « Quelques feuillets du carnet de guerre de Robert de Roucy »).

De retour de convalescence, il rejoint ses hommes le 21 décembre à Noordhoek pour occuper, la veille de Noël, les premières lignes devant Bixchoote. Le front est stabilisé mais les lignes font parfois l'objet de pilonnages importants. Le 20 avril, il reçoit une balle à la poitrine et est évacué. Blessure légère qui lui permet de repartir au front pour débiter l'attaque qui sera lancée le 9 mai. Ils font sept prisonniers. Le 10 mai, alors qu'il décide de faire replier ses hommes pris par des tirs d'artillerie intenses, il est de nouveau touché à la poitrine. « *Vous êtes touché mon capitaine ?* », lui crie un de ses hommes. Mais sous le tir d'artillerie, ses hommes sont sans doute touchés à leur tour. « *Tout autour, ronflent et grêlent des éclats de marmites. Ma casquette fiche le camp, le souffle ou la fusée d'un obus – je ne sais pas ?...* », se rappelle-t-il. « *Avec le soir, la lumière change ; je suis les jeux et le déclin aux nuances des colzas, plus dorés, puis, assez vite, neutres. Les marmites s'espacent, puis les mitrailleuses se sont arrêtées ; il n'y a plus que des coups de fusils isolés... / ... voilà trois heures que je suis là. Il me semble que j'ai repris quelque force, assez pour dégager les bretelles de mon revolver et de ma jumelle qui, pesant juste sur ma blessure, m'oppressent. Dans ce mouvement je sens, au trou de la balle, du sang qui gicle, coule abondamment...* ». Parvenant à se sortir du fossé et se trainer sur la route, il entend des chuchotements. « *Voilà deux ombres... ce sont deux hommes de ma compagnie... je les appelle, ma voix est guère forte, mais ils m'ont entendu, viennent à moi et me soulèvent...* ». Il est transporté au poste de secours. Hospitalisé à Zuydcoote, il se remet tout doucement de sa blessure. Il est évacué sur Paris.

L'attaque allemande du 9 mai 1915 est finalement enrayée et dans la soirée, deux points forts, la maison W et la ferme de l'Union, sont occupés. Le 10 mai les positions nouvellement acquises sont violemment bombardées par des projectiles de 155 mm. Un certain nombre d'hommes doivent évacuer ces ouvrages en traversant la route, exposés au feu de plusieurs mitrailleuses. Malgré des pertes nombreuses, l'ensemble des positions restera acquis. Au cours de cette attaque, l'enseigne de vaisseau Boissat-Mazérat et l'enseigne de vaisseau Rolin sont tués. Le lieutenant de vaisseau de Roucy est grièvement blessé.

Pour ces actions de combat, il est cité à l'ordre de l'armée et reçoit la Croix de guerre avec palme pour le motif suivant : « *Blessé une première fois, est resté à son poste, jusqu'à ce qu'une seconde blessure le force à le quitter* ». Le commandement lui décerne également la Légion d'Honneur. Lui sont également décernés l'ordre de Léopold et la Croix de guerre belge et la Distinguished Service Cross britannique.

Le commandement naval décide d'affecter Robert dans une ville du sud de l'Europe afin que celui-ci se remette complètement de ses blessures. Ce sera Rome dans un premier temps, puis Madrid comme attaché militaire. Il épousera Louise Diaz-Baya en 1917, avec qui il aura un fils.

En septembre 1917, alors qu'il est affecté à l'état-major à Paris, il demande à reprendre du service. Il prend le commandement de « La bouffonne » en Méditerranée jusqu'à l'armistice. C'est alors que sa blessure de 1915 se rouvre. Il meurt le 22 mai 1919 à la suite d'une longue et terrible agonie de trois mois.

Le nom de Robert de Roucy est porté au monument du Mémorial des officiers de Marine et inscrit au monument commémoratif du collège Ferdinand-Bac de Compiègne, dans la cour à l'entrée du collège, face au château impérial.

[219]

ROUSSELET Georges Félix

Il né le 4 avril 1893 à Clairoix et est le fils de Louis Augustin et de Denise Flavie Tassin, domiciliés à Margny-lès-Compiègne probablement depuis 1897. Ils étaient installés depuis 1889 à Clairoix, le père travaillant aux Chemins de Fer du Nord. Georges est plombier-zingueur-couvreur et travaille sur Margny-lès-Compiègne principalement.

Il est incorporé au 67^{ème} Régiment d'Infanterie de Soissons le 26 novembre 1913.

Dès le 2 août 1914, le régiment est déjà placé sur le front à Marchéville-en-Woëvre. Il est engagé au feu à Charleroi dès le 22 août. Devant l'avance allemande, c'est le repli jusqu'à la contre-offensive de la Marne du 5 au 13 septembre à partir de Nixéville, puis de Fleury-devant-Douaumont et Louvemont.

En janvier 1915, Georges est positionné sur la Woëvre, notamment dans le tristement célèbre secteur des Éparges, et ce, jusqu'en mars.

Il est nommé soldat de 1^{ère} classe le 23 mars 1915.

Puis après des allers et venues de premières aux secondes lignes puis au repos à l'arrière, en avril, il retourne aux Éparges. Les unités réparties sur tout le secteur du front profitent de journées relativement calmes pour consolider les positions. Ces travaux alternent avec des exercices. Mais à partir de la mi-avril les duels d'artillerie se font de plus en plus intenses. Le point culminant sera les journées du 22 au 26 avril. Mais déjà, dès le 21 sans doute, Georges fut-il grièvement blessé par des éclats d'obus ? Le journal de marche ne le précise pas.

Il décèdera de ses blessures le 24 avril 1915 à l'hôpital temporaire n° 4 de Verdun.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Margny-lès-Compiègne.

[220]

SALUAUX Victor Jean-Baptiste

Né le 28 juin 1880 à Beaumont-en-Beine près de Chauny dans l'Aisne, Victor est domestique de profession. Il est le fils d'Anatole Armand et de Virginie Ernestine Lengelé, habitant Guiscard.

Il s'installe le 9 mars 1913 à Clairoix.

Au déclenchement du conflit, il est rappelé au 54^{ème} Régiment d'Infanterie, 2^{ème} compagnie de Compiègne et rejoint le 12 août le camp de Royallieu.

Victor rejoint le secteur de Maubeuge et, sans avoir eu réellement le temps de se remettre à la pratique des exercices militaires, il subit le feu. Puis c'est le repli général.

Du 5 au 13 septembre, il participe à la contre-offensive de la Marne, notamment à Vaux-Marie, Sommaisne et à Rembercourt-aux-Pôts.

Enfin, le 54^{ème} est engagé dans la Meuse à partir du 22 septembre.

Il ne connaîtra pas de repos. Pas même à Noël où le commandement décide de lancer une attaque le lendemain. Le 26, le régiment est réveillé à 03h du matin. L'attaque doit être menée par les 1^{er} et 2^{ème} bataillons. Victor, de la 2^{ème} compagnie, appartient au 1^{er}. Ces deux bataillons dépassent les tranchées tenues par le 67^{ème} RI. Puis à 06h45, ils arrivent sur le carrefour de Calonne, nom tristement célèbre. Pendant une demi-heure, s'abat devant eux une préparation d'artillerie chargée de réduire le dispositif allemand. 07h45 : c'est l'assaut, le chef de bataillon en tête, à coup de sifflet et pistolet au poing, cet officier enjambe le parapet ; le 2^{ème} bataillon s'élance. Mais l'ennemi tient sa ligne, c'est l'hécatombe. Vient le tour du 1^{er} bataillon. Le commandant observe sa montre et par l'échelle, passe par-dessus le parapet, il siffle, les hommes le suivent. Le feu des mitrailleuses ennemies est intense. Des réseaux de fils barbelés freinent leur avance. Le bataillon tente cet assaut désespéré mais ne réussit pas à franchir les lignes de départ. Les corps des premiers sortis tombent, fauchés par les balles de mitrailleuses sur ceux qui tentent de sortir. Il est 13h, l'attaque a avorté. 18h, bombardement ennemi. Il dure toute la nuit... on compte les blessés et les morts. Victor a été grièvement blessé la veille. Évacué, il décèdera de ses blessures à Mouilly le 26 décembre 1914.

Son nom est porté au monument aux morts de Clairoix.

[221]

SÉNÉPART Louis Émile



Louis Émile Sénépart
44 ans, chauffeur
(collection Guère-
Sénépart).

Né le 6 septembre 1870 à Clairoix, il est maçon de formation. Il est le fils de Louis Alfred et d'Élise, Adèle Delasalle habitant à Clairoix, rue Saint-Simon. Puis, successivement, il est responsable du bateau-lavoir à Creil au début du siècle, puis de nouveau maçon à Clairoix en 1908. Après le décès de son épouse Pacifique Berthe Legrand, il devient chauffeur de maître à Lisieux en 1911, laissant son fils Robert de 15 ans à la charge de ses grands-parents à Clairoix. Louis Émile habite à Paris dans le 7^{ème} arrondissement depuis le 5 septembre 1914, c'est son adresse « *de guerre* », au plus près de son régiment de mobilisation.

Au cours de son service militaire effectué de 1891 à 1894, il passe caporal, puis sergent au 3^{ème} Régiment du Génie.

Il s'engage pour la durée de la guerre à l'âge de 44 ans avec ce grade le 3 août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne (13^{ème} RAC) et rejoint à Paris le dépôt du corps. Il se porte volontaire pour toutes les missions, notamment d'agent de liaison à motocyclette.



Louis Émile Sénépart à motocyclette en 1915. La veste en cuir, de type « aviateur », est portée avec élégance. Il enfourche une moto BSA, engin peu utilisé en France (collection Guère-Sénépart).

Il passe au 111^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde (RAL) le 1^{er} novembre 1915 lorsque celui-ci est formé avec 20 autres régiments d'artillerie lourde. Ce régiment est constitué de pièces de 155 mm longs et courts. Mais Louis, ne disposant pas de qualification de canonnier, est attaché à ce régiment comme chauffeur, soit automobile, soit à motocyclette, quand une liaison nécessite d'être entreprise.

Il passe temporairement au 15^{ème} Escadron du Train le 28 janvier 1916 et retourne à nouveau au 111^{ème} RAL le mois suivant. Ses qualifications de chauffeur sont très demandées. Le premier engagement au feu se fait en Champagne en novembre 1915. Du 1^{er} au 5 mai 1916, le 2^{ème} Groupe, auquel il appartient, est en position près de Souain, au

Bois de Kacavtchéou et au Trou Bricot selon les appellations militaires du moment. Du 6 au 8, il cantonne aux Grandes-Loges, puis il prend position en avant de Mourmelon-le-Grand ; il est de nouveau au repos aux Grandes-Loges du 24 mai au 12 juin. Le Groupe se rend ensuite sur le front de Verdun, et les batteries sont en position au Fort de Belleville le 18 juin 1916. Louis parcourt les plaines, sous le feu des pièces adverses. Il est maintenu dans ce secteur jusqu'à son affectation au 13^{ème} RA, au service des automobiles, le 16 octobre 1916.

C'est ainsi qu'en toute logique, il passe au 14^{ème} Escadron du Train le 16 mai 1917, convoyant les munitions, souvent la nuit, tous feux éteints, vers le front depuis les dépôts de l'arrière. Une affectation qui n'est pas véritablement de tout repos pour un homme de son âge.

Il passe successivement au 19^{ème} ET le 1^{er} décembre 1917 et au 14^{ème} ET le 4 mai 1918.

Il est renvoyé dans ses foyers le 30 novembre 1918.

Ironie du sort, après avoir parcouru les plaines balayées par les obus, Louis Émile sera tué lors du bombardement aérien de Clairoix le 26 août 1944. On ne retrouvera que quelques fragments de son corps qui sera identifié par ses morceaux de vêtements.

[222]

SÉNÉPART Paul Victor Honoré

Né le 22 juin 1891 à Clairoix, il est jardinier dans la commune au Bac à l'Aumône et probablement au Chalet Pluchart, ancien moulin à tan (aujourd'hui quasiment disparu). Il est le fils d'Eugène Lucien et d'Élisa, Joséphine Ancelle, habitant Clairoix.

Il fut réformé en 1911 pour différents problèmes de santé, notamment cardiaques. En 1914, il passe en commission de révision et est mobilisé le 2 août 1914 à la 2^{ème} Section des secrétaires d'état-major et de recrutement. Il passe une deuxième visite au conseil de réforme qui le déclarera cette fois vraiment inapte le 29 décembre 1914.

Preuve d'un certain dévouement en un temps si court, il recevra un certificat de bonne conduite en 1919.

Il fut très connu à Clairoix comme horticulteur et devint un archer de très bon niveau et « empereur » de la compagnie.

[223]

SÉNÉPART Robert Alfred Napoléon

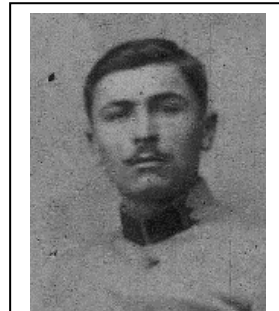
Né à Clairoix le 12 mars 1898, il est le fils de Louis Émile et de feu Pacifique Berthe Legrand. Il vit chez ses grands-parents à Clairoix. Il est mécanicien-tourneur de profession, une spécialité assez recherchée parmi le contingent.

De la classe 1918, il est, comme tous ses camarades de ce contingent, appelé au service des armes par anticipation.

Le 17 avril 1917, il est dirigé vers le 81^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde (RAL) de Versailles comme canonnier de 2^{ème} classe. Ce régiment est le premier à être équipé en tracteurs de pièces d'artillerie, ce qui explique son affectation. Mais sa formation civile le prédestine plus au service des véhicules nécessitant des réparations plus importantes. C'est ainsi qu'il est affecté le 7 juin 1917 au 20^{ème} Escadron du Train des équipages de Versailles, en qualité de mécanicien. Bien que positionné dans les lignes arrières, cet escadron était loin d'être une « planque ». Fin 1917, le 20^{ème} compte environ 3 700 hommes. Au cours du conflit, il perdra 44 officiers et environ 1 744 hommes, pour un grand nombre d'entre eux des chauffeurs.

Le 16 juin 1918, il passe au 6^{ème} Escadron du train. Il appartient à la 7^{ème} compagnie du Train qui est rattachée au Quartier Général d'Armée. Il s'agit de réparer, sur le terrain le plus souvent, des véhicules endommagés, ce qui nécessite d'être positionné au plus près du front.

Sous le commandement du capitaine Pontoise, Robert restera dans le secteur de Verdun jusqu'au 11 novembre 1918. Le 20, la compagnie se dirige sur Mulhouse jusqu'au 15 février 1919, date de sa dissolution. Robert rejoint alors Versailles et finit de réparer les véhicules qui seront conservés pour l'organisation de l'escadron après la guerre.



Robert Sénépart
(collection Guère-Sénépart).



Sur le terrain. Robert Sénépart (deuxième à gauche, assis) porte sur sa soutache le chiffre 7 qui correspond à la 7^{ème} compagnie du Train (collection Guère-Sénépart).



Autre cliché où Robert (accoudé au moteur d'un camion Berliet) apparaît près d'un véhicule de la 7^{ème} compagnie. On notera la disparité des tenues (collection Guère-Sénépart).

Robert est renvoyé dans ses foyers le 20 juin 1920 et se retire à Clairoix, provisoirement chez ses grands-parents (au 32 rue Saint-Simon). Il sera rappelé le 3 septembre 1939 au Centre de Mobilisation du Train n° 2, puis démobilisé le 4 septembre 1940 au Puy-L'évêque dans le Lot.

[224] **SÉZILLE Joseph Edmond**

Il est né le 15 juillet 1890 à Clairoix. Charron de profession, il est le fils d'Edmond, Albert et de Marie, Alphonsine Payelle.

En raison de pieds plats douloureux, il est reclassé dans les services auxiliaires durant son service militaire en 1911.

Il est rappelé à la mobilisation générale le 2 août 1914 au 21^{ème} Régiment de Dragons de Saint-Omer dans le Pas-de-Calais. Son handicap le rend inapte aux unités combattantes, ce qui sera confirmé par plusieurs commissions de réforme, et sera toujours placé dans les services auxiliaires du corps jusqu'à la fin du conflit.

Il passe au 5^{ème} Régiment de Dragons de Compiègne le 20 décembre 1918 et est mis en congé de démobilisation le 25 juillet 1919. Il se retire à Clairoix en 1919, puis à Soissons en 1926.

[225] **SÉZILLE Léon Paul Désiré**

Né le 15 octobre 1893 à Béhéricourt près de Noyon, Léon est maçon et est le fils d'Arthur Fernand et de Marie Louise Caron habitant à Clairoix, rue Saint-Simon.

Il aurait dû accomplir son service militaire en 1913. Mais il fut ajourné pour faiblesse par la commission de réforme.

À la mobilisation générale il est mobilisé le 18 décembre 1914. La saignée de l'été 14 rend en effet la commission moins regardante sur l'état de santé des conscrits.

Il rejoint le 67^{ème} Régiment d'Infanterie à Dreux, où, semble-t-il, le dépôt s'est retiré après l'invasion. Il y fait ses classes de soldat jusqu'à la fin mars 1915.

Puis il est envoyé aux Épargnes le 17 avril avec 350 de ses camarades. Le régiment vient d'essuyer de lourdes pertes dans ce secteur. Dans la nuit du 5 avril, les bataillons du « 6-7 » avaient rejoint la tranchée de Calonne. Au cours d'attaques et de bombardements, le régiment venait déjà de perdre 140 hommes dont dix officiers, près de 400 blessés et environ 130 disparus. C'est donc en effectif diminué que la prochaine offensive se dessine. Le régiment ordinairement commandé par un colonel, n'a plus qu'un commandant à sa tête. Dans la nuit du 20 au 21, l'unité reçoit environ 800 coups d'obus, dont 350 de gros calibres. Les 21, 22 et 23 avril sont des journées identiques. Mais le 24, le bombardement s'intensifie avec l'arrivée de 40 torpilles lancées sur les lignes. Les tranchées et les boyaux sont complètement bouleversés. Plusieurs sections sont ensevelies. Vers 11 heures, un nouveau bombardement d'une violence inouïe s'abat sur les lignes françaises. Une attaque allemande se prépare. Les fils de fer français sont détruits. Les hommes sont à leur poste et tirent jusqu'à midi. Les liaisons téléphoniques avec l'arrière ont été rompues par les obus. En fin de journée, la quasi-totalité des compagnies a disparu. Quelques-unes ont dû retraiter. Seize officiers sont portés disparus, mais les décomptes ne permettent pas encore d'évaluer le nombre de morts, de blessés ou de disparus. Il faudra attendre plusieurs jours pour dresser le sombre inventaire.

Léon Sézille a été tué à la tranchée de Calonne le 23 avril 1915. C'était son premier engagement au feu.

Son nom est porté au monument aux morts de Clairoix.

[226] **SIBIEN Maurice Henri Armand**

Il est né le 1^{er} janvier 1883 à Paris (7^{ème} arrondissement). Il est le fils d'Armand et de Mélanie Duchatelet vivant à Clairoix. Il se destine aux langues orientales. En 1904, il effectue son service militaire au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne.

Le 10 août 1914, il est réappelé au 161^{ème} RI à Saint-Mihiel dans la Meuse. Avec son régiment, il est envoyé en Belgique. Dès les premiers accrochages avec l'ennemi dans les combats de Joppécourt et de Fillières, fin août, le 161 perd près de 1 000 hommes et opère un mouvement de retraite. Il résiste à Cierges-Montfaucon le 2 septembre, ce qui est le prélude à la contre-offensive de la Marne. Le 161 est dans la Woëvre et les Hauts-de-Meuse fin septembre où il se bat à Lacroix-sur-Meuse.

Le 28 octobre, il est blessé et est incapable de se déplacer ; il est fait prisonnier et est envoyé vers Darmstadt entre Frankfort et Mannheim, puis au camp d'Haguenau-Fest en janvier 1915 et enfin à celui de Cellelager en août 1915. Il est rapatrié le 10 décembre 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 10 mars 1919. Il se retire sur Paris où il prend les fonctions de chef de compagnie d'assurance dans l'immobilier.



Le camp de Cellelager où Maurice Sibien sera interné de 1915 à 1918 (collection privée).

[227]

SIBIEN Pierre Marie Édouard

Né le 12 décembre 1885 à Paris (7^{ème} arrondissement), il est le fils d'Armand et de Mélanie Duchatelet vivant à Clairoux et le jeune frère de Maurice.

Il est architecte de formation à l'École Nationale et Spéciale des Beaux-Arts. À ce titre, comme élève de cette institution, il doit souscrire un engagement militaire volontaire pour 3 ans à la mairie de Compiègne le 12 novembre 1904, puis est renvoyé avec le bénéfice « *d'envoi en congé au bout d'un an de service comme élève et conformément à la loi du 11 juillet 1892* ». En 1904 donc, il effectue son service militaire au 67^{ème} Régiment d'Infanterie de Soissons. Il passe 1^{ère} classe le 27 juin 1905, puis caporal le 23 septembre et sergent le 23 mars 1906. Dans la réserve, il passe sous-lieutenant le 30 juin 1910. Entre-temps, il réalise quelques immeubles parisiens, suivant ainsi les traces de son père. Il se marie en mars 1913.

À la mobilisation générale, il est rappelé au 256^{ème} Régiment d'Infanterie de Chalon-sur-Saône le 3 août 1914 et quitte sa jeune épouse qu'il laisse seule à Paris. Placé sous les ordres du lieutenant-colonel Rimaud, il est le commandant de la 23^{ème} compagnie et relève du 6^{ème} bataillon commandé par le Chef de Bataillon Gevrey. S'il commande une compagnie alors que son grade devrait faire qu'il ne commandât qu'une section, c'est que le manque d'effectif en officiers oblige des grades subalternes à exercer à un niveau au-dessus.

Le 2 août 1914, le régiment a commencé à se constituer, Pierre Sibien rejoint l'unité le lendemain et prend ses ordres de route. Transporté en chemin de fer de Chalon au cantonnement de Coberney le 12 août à 3h du matin, le 256^{ème} RI se met à l'exercice. Le 15, le régiment part à 3 heures du matin et rejoint le secteur de Remiremont, puis les cols des Vosges. Le 256^{ème} est en tête de la colonne de la division, direction Slosswihr, et continue à la Schlucht.

Le 20, l'ennemi occupe le front à Schirmeck-Ville. Le « 256 » occupe défensivement la ligne Saulxures-lès-Saales – Champeny, face au nord-est et à sa droite se trouvent les 334^{ème} et 229^{ème} RI ; il reste sur ses positions et augmente la valeur de ses ouvrages. Le 22, le secteur étant tombé au pouvoir des Allemands, le 256^{ème} reçoit l'ordre de porter sa défense au col de Hauz et renforce ses ouvrages.



Mariage de Suzanne et Pierre Sibien en 1913 (collection AHPC).

À 06h le régiment doit laisser sur place un bataillon, le 6^{ème}, et envoyer le deuxième avec son état-major à Provençères à la disposition du Général commandant la 115^{ème} Brigade. Le bataillon laissé sur place est mis à la disposition du Général commandant la 27^{ème} DI.

Ainsi, le 6^{ème} bataillon (affecté au 14^{ème} CA, 53^{ème} Brigade) reste seul pour défendre les tranchées nord-est de Saulxures par suite du départ de l'état-major et du 5^{ème} bataillon. Un duel d'artillerie s'engage sur Trois-Épis. Solbach et Plaine sont en feu.

Le 23, l'artillerie lourde allemande continue ses tirs cette fois sur les positions du 6^{ème} bataillon, mais mal réglés, ils n'occasionnent aucun dégât. À 16h, une patrouille de 15 cavaliers allemands est en vue sur la route Bourg-Bruche à Saint-Blaise. Le petit poste du front tire sans résultat, mais la tranchée du nord abat 4 chevaux. Les hommes peuvent s'enfuir dans le bois, 3 carabines, 2 lances restent avec 4 harnachements et sont rapportés au bataillon. Une violente lutte d'artillerie éclate jusqu'à la nuit.

Le 24, le 5^{ème} bataillon reçoit l'ordre de se reporter sur le massif d'Entre-Deux-Eaux, après une marche pénible de nuit. Restant seul sur ses positions, le 6^{ème} bataillon signale vers 20h un fort rassemblement ennemi vers Plaine. À minuit, mêmes inquiétudes, bruits, lanternes, etc. À 02h, le 99^{ème} RI se présente pour traverser leurs lignes vers Plaine, il se heurte à l'ennemi à la Filature, bat en retraite sur les tranchées de Sibien où il fait une violente contre-attaque à la baïonnette, perd son colonel et de nombreux hommes dans le brouillard. Le 6^{ème} bataillon conserve ses tranchées. L'ennemi évacue la position.

À 10h30, sur l'avis que les tranchées allaient être prises à revers, le bataillon évacue et se replie pour Saulxures sur le château Saint-Louis et creuse de nouvelles tranchées dans la sapinière face à Saulxures. Le capitaine Bonne (24^{ème} Compagnie) et le sous-lieutenant Sibien sont tués au moment où ils quittent ces tranchées.

À 18h, ordre est donné au bataillon de rassembler ses unités et d'aller par le bois du Palais, occuper l'est du bois de Grimaubois. Arrivés à ce point à 23h, quelques hommes fatigués n'ont pas pu suivre. Ainsi s'achève la vie de Pierre Marie. Voici les extraits du récit du capitaine Derriez au capitaine Tattet : « Vers une heure du matin, le 24, le sous-lieutenant Sibien vint me trouver pour me confier ses appréhensions, que je partageais d'ailleurs, sur l'attaque du lendemain. Nous échangeâmes pendant un bon moment des pensées qui n'était pas gaies, mais auxquelles ne se mêlait aucun sombre pressentiment.

Il revint me voir vers 2h30.

C'était une vraie veillée d'armes, et une veillée triste, puisque nous ne nous faisons aucune illusion sur notre faiblesse. Enfin, à trois heures du matin, par un brouillard qui ne permettait pas de voir à dix pas devant soi, des coups de feu de nos sentinelles avancées nous signalaient l'approche de l'ennemi.

Dès ce moment, tout le monde était aux tranchées. Un incident regrettable se produisit alors. Le 99^e régiment d'infanterie se présentait entre nos lignes pour se porter en avant. Le feu dut être interrompu pour permettre son passage. Mais, à peine a-t-il dépassé nos tranchées qu'il est accueilli par une grêle de balles. Le colonel, les chefs de bataillon tombent mortellement frappés, et la tête de la colonne est obligée de rebrousser chemin.

À ce moment, dans la tranchée du lieutenant Sibien - j'ai su cela plus tard - un homme signale un groupe d'Allemands à vingt-cinq mètres, à la corne d'un bois (des tireurs visant tous les officiers), et demande la permission de tirer. Le sous-lieutenant refuse, craignant que le 99^e subisse, dans son mouvement de repli, les effets de ce feu. Or, c'est de ce groupe qu'est partie la balle qui devait le tuer un moment après.

En effet, le brouillard s'étant complètement dissipé, le sous-lieutenant Sibien se leva dans sa tranchée, insoucieux du danger. Il inspectait avec ses jumelles le terrain en avant de lui, et particulièrement le groupe signalé, lorsqu'une balle l'atteignit en plein front. Il resta étendu, respirant encore une demi-heure, mais sans reprendre connaissance.

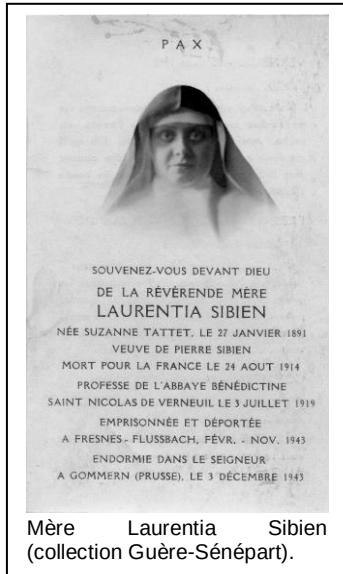
Un sergent et un homme, au moment du signal effrayant de la retraite (et quelle retraite !) l'ont transporté au croisement des chemins, près d'une croix de pierre - il était impossible d'aller plus loin.



La tombe provisoire n° 20 du sous-lieutenant Sibien (collection AHPC).

Prévenu à ce moment, je suis allé le voir : ses traits étaient calmes et attestaient qu'il n'avait pas souffert. Le lieutenant Ledeuil, son ami, auquel il avait fait toutes ses recommandations, lui prit son portefeuille, sa montre et son revolver, afin de les remettre à sa jeune femme. Le combat faisant rage à ce moment, et les balles sifflant de tous côtés, je ne pouvais songer à le faire inhumer. Or, la violence du combat ne fit que s'accroître, et, vers onze heures, débordé sur notre droite, nous reçûmes l'ordre de nous replier et d'abandonner la position.

Cette retraite, qui s'opéra sous un déluge de feu et de fonte, et m'obligea à laisser sur la position les morts et les blessés, sera un des gros chagrins de mon existence. Je dois vous confesser, d'ailleurs, qu'une demi-heure après cette pénible retraite, ainsi au coin d'un bois, je pleurai comme un enfant...



Le sous-lieutenant Sibien a été tué en faisant, avec bravoure, tout son devoir dans la tranchée dont il avait la garde. Les hommes, qui l'adoraient, l'ont pleuré ».

Vraisemblablement, son père, Armand Sibien, ne put supporter la disparition de son fils. Il mourra avant la fin du conflit, début 1918.

Le nom du sous-lieutenant Sibien est inscrit au monument aux morts de Clairoix.

Par la suite, sa jeune épouse entrera dans les ordres. Durant le deuxième conflit mondial, au carmel de Verneuil-sur-Avre, la Révérende Mère Laurentia Sibien œuvrera au profit de la Résistance, avec deux autres sœurs, en hébergeant et faisant passer des pilotes alliés. D'ailleurs, elle écrira dans ses notes en juin 1940 : « *Je supplie le Seigneur d'accepter ma vie en rachat des âmes de la France, en rachat aussi du peuple allemand* ». Arrêtée par la Gestapo, elle sera déportée à Flussbach. Elle décèdera à Gommern, en Prusse le 3 décembre 1943. Ses dernières paroles laissées à ses codétenues seront : « *Je fais l'offrande de ma vie pour que vous reveniez toutes* ».

[228]

SIMART Jules Albert

Né à Russey-Bémont dans l'Oise le 19 janvier 1881, Jules Simart est bourrelier-sellier à Clairoix depuis juin 1906. Il est le fils d'Arsène Alfred et de Marie Aglaé Colfin résidant à Péroy-les-Gombries près de Nanteuil dans l'Oise.

À la mobilisation générale, il est envoyé à Amiens au 2^{ème} Escadron du Train des Équipages le 8 août 1914. Cette unité, qui compte environ 1 500 hommes dont 1 400 conducteurs, dispose de 1 739 chevaux qui ont besoin d'attelage. On comprendra très vite l'intérêt des armées à envoyer un spécialiste de la sellerie vers ces ateliers de fabrication et de réparation, plutôt que vers les premières lignes.

Jules est probablement affecté à la 4^{ème} compagnie puisqu'elle constitue la 3^{ème} Section de convoi administratif d'armée, seule section où puisse se trouver un sellier-bourrelier. À peine ayant rejoint le corps le 8, la 4^{ème} Compagnie se déploie sur Liart le 9 août et va cantonner à Rozoy-sur-Serre dans l'Aisne. Il est alors positionné en Belgique. Avec la percée allemande, c'est la retraite puis la contre-offensive de la Marne à partir de Nogent-sur-Marne. En 1915, il se déplace dans le Somme, participe à l'offensive du même nom en mai 1915 et y reste jusqu'en 1916 pour la deuxième offensive.

Le 28 novembre 1916, il passe à la 17^{ème} Compagnie de l'Escadron en qualité de bourrelier-sellier aux armées. Cette nouvelle



Le besoin en harnachement pour l'artillerie hippomobile oblige le commandement à préserver des maîtres-ouvriers bourrelliers (collection de l'auteur).

compagnie, rattachée à l'état-major du 2^{ème} Corps d'armée, est créée quelques jours plus tôt et regroupe les maîtres-ouvriers spécialisés comme Jules Simart. Cette compagnie est affectée au ravitaillement des éléments non endivisionnés (E.N.E.). Elle participe aux campagnes de la Meuse, de la Marne et de l'Aisne. Jules Simart fera un passage éclair à Clairoux courant juin 1918 avec le 2^{ème} CA. L'unité est dissoute le 27 août 1918. Jules est versé au 6^{ème} Escadron du train à Châlons. Il est mis en congé de démobilisation le 15 février 1919 et se retire à Feigneux dans l'Oise.

[229]

SIMON Raymond Edmond

Il est né à Gournay-sur-Aronde le 31 août 1876. Il est le jardinier de M. Pinchon à Clairoux depuis 1907. Il est le fils d'Aimable Zéphirin et de Marie Philomène Hertaut, domiciliés à Marquégglise.

Il est rappelé le 13 août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale de Compiègne. Avec ce régiment, il participe à la protection des unités du Génie anglais et français chargées de faire sauter les ponts de Compiègne, quelques heures avant l'arrivée des Allemands. Puis c'est le repli et ces hommes, âgés pour le plus grand nombre, seront chargés de garder les états-majors, les terrains d'aviation et les prisonniers allemands.

Le 3 novembre 1915, il passe au 260^{ème} RIT qui vient d'être créé en août. Il est déployé dans l'Oise à Berneuil-sur-Aisne, Birmont et Tracy-le-Mont. En janvier 1916, il est à Cosne et Saint-Léger, toujours dans l'Oise. Puis en mars, il est dirigé Remigny dans la Meuse où il est mis à la disposition de l'arrière pour le trafic routier.

Le 8 octobre 1916, il passe au 8^{ème} bataillon de Chasseurs à pied et, en avril 1917, est envoyé dans l'Aisne dans le cadre de l'attaque de Berry-au-Bac. Courant 1918, il est à Soissons, puis engagé dans la bataille de Champagne, et finit la campagne à Somme-Py quand l'armistice est signé.

Il est mis en congé de démobilisation le 29 janvier 1919.

[230]

SIRY Désiré Étienne

Né le 28 mai 1880 à Clairoux, il est le fils de Siméon et d'Angéline Céline Sonnet, résidant à Courtieux près d'Attichy. Il est domestique à Compiègne en 1904, puis s'installe à Outreau près de Boulogne-sur-Mer en 1907. Il effectue son service militaire en 1901 au 45^{ème} Régiment d'Infanterie.

Il est rappelé au 54^{ème} RI de Compiègne le 2 août 1914, 1^{ère} compagnie. Le 54 est envoyé sur Cutry en Meurthe-et-Moselle. Puis c'est le repli général, avec des combats retardateurs. Fin août, le « 54 » est bombardé tous les jours. Le 1^{er} septembre, la canonnade devient plus intense et débute dès 4 heures du matin. Avec le bénéfice du brouillard, l'ennemi franchit la Meuse et attaque par surprise les compagnies réparties sur les positions défensives. L'attaque s'intensifie vers 8h30, le « 54 » tente une contre-attaque qui échoue. Débordé, il se replie vers les bois près de Dannevoux.

Désiré Siry est fait prisonnier. Il est interné à Mannheim. Il est rapatrié en France le 14 novembre 1918.

Il est mis en congé de démobilisation le 15 mars 1919. Après la guerre, il se retire à Boulogne-sur-Mer et devient encaisseur d'assurance.

[231]

SIRY Jules Henri

Il est le frère de Désiré et, comme lui, est né à Clairoux le 17 décembre 1882. Il est domestique à Compiègne, puis à Paris en 1908.

Le 7 août 1914, il est rappelé au 23^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale encaserné à Paris. Il est déployé en Belgique et est engagé dans son premier combat le 22 août à Neufchâteau. Puis c'est le repli jusqu'à Vitry-le-François et la contre-offensive de la Marne à Écriennes. Mais le 18 septembre, il est hospitalisé à Vichy pour une hernie. Il ne rentre au dépôt que le 14 octobre.

Le 5 février 1915, il est blessé à Massiges par un éclat d'obus à l'épaule gauche et est évacué à l'hôpital de Chalons sur Marne, puis est transféré à l'hôpital de Châtelguyon jusqu'au 25 juin 1915.



À bord du « Provence », au départ de Toulon et pour les Balkans (collection de l'auteur).

Le 17 août 1915, il est envoyé en Orient au sein d'un bataillon d'infanterie coloniale.

Le 9 mai 1916, il est évacué pour maladie à l'ambulance 8/2 de Salonique.

Il rentre en France le 13 mars 1917 pour rejoindre l'hôpital de Clignancourt jusqu'au 16 juin 1917.

Le 13 juillet 1917, il est affecté au 22^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale (RIC), puis au 4^{ème} RIC en février 1918. Mais, très affecté par la maladie contractée dans les Balkans, Jules ne repart sur les lignes de front que le 10 avril 1918 au sein du 67^{ème} Bataillon de tirailleurs sénégalais. Ce bataillon,

constitué de Français, officiers, sous-officiers et soldats et d'une majorité de Sénégalais, est notamment déployé en Champagne, juste au moment de l'attaque allemande du 15 juillet 1918 qui durera jusqu'au 19. C'est lors d'une période d'instruction au tir à Verdun que le régiment apprend la signature de l'armistice. Le 14 novembre, le bataillon s'embarque pour Saint-Raphaël, puis Toulon. Jules Siry est mis en congé de démobilisation le 12 mars 1919 et se retire à Paris.

[232]

SPAYMENT Robert

Il est né le 28 octobre 1898 à Laon. Enfant de Léon Eugène Spayment, premier mari de Léa Lacroix. Cette dernière épousa en secondes noces Denis Rollet. Ils vivent à Clairoux, rue Saint-Simon. Robert est pâtissier à Venette, mais vit encore à Clairoux au déclenchement du conflit.

Il est incorporé à Orléans le 21 avril 1918 au 45^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne (RAC) où il est formé aux classes de canonier.

Il passe au 5^{ème} RAC le 1^{er} octobre 1918 et est engagé dans la dernière bataille de Champagne près de Tahure.

Il passe au 15^{ème} RAC le 22 février 1919, puis au 1^{er} Groupe d'artillerie de campagne le 1^{er} juin 1919.

Il est libéré du service actif le 1^{er} avril 1921 et se retire à la Ferté-sous-Jouarre.

[233]

STRA Fernand Aimable Gaston

Né le 11 décembre 1880 à Ville dans l'Oise, il vit à Bienville puis à Clairoux les quelques années précédant le conflit. Il est le fils de Pierre Aimable et de Marie Joséphine Lefebvre habitant à Bienville. En 1902, il part faire son service militaire au 45^{ème} Régiment d'Infanterie, mais il est réformé.

Au conseil de révision du 21 décembre 1914, il est finalement reconnu apte pour le service et est dirigé vers le 132^{ème} RI le 24 février 1915 pour y effectuer ses classes au 4^{ème} groupe de cyclistes.

Le 14 juillet 1915, il passe au 1^{er} Bataillon de Chasseurs à Pied (BCP) de Saint-Dié. Il est envoyé dans le Pas-de-Calais à Notre-Dame-de-Lorette où le bataillon perd près de 700 hommes.

Mais le 21 janvier 1916, il est reconnu inapte au service armé par la commission de Saint-Pol.

Il est rappelé au service armé le 1^{er} juin 1918 et rejoint le 1^{er} BCP et est engagé immédiatement sur le front de l'Aisne à Armentières-sur-Ourcq. Il se trouve sur la cote 126. Le 2 juin les troupes ennemies multiplient leurs infiltrations dans le dispositif du 1^{er} BCP assurant la liaison défensive entre deux régiments d'infanterie. La pression est telle que les chasseurs de la cote 126 se replient. Quelques-uns tiennent encore le bois de Bussiares. Soudain, un bombardement violent se déclenche sur ce bois. L'ennemi l'attaque par le nord. Il est refoulé à deux reprises ; les Chasseurs tiennent face à la pression allemande. Malgré l'ordre du chef de bataillon de se replier, quelques hommes décident de ne pas décrocher, notamment ceux de la 4^{ème} compagnie, Fernand Stra est parmi eux. Il est fait prisonnier le 3 juin 1918.

Il décède en captivité le 11 novembre 1918 à Merseburg.

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoux et à la Nécropole nationale des prisonniers de guerre à Sarrebourg.

[234]

TASSIN Charles Arthur

Né le 27/04/1896 à Clairoux, il passa sa jeunesse rue Saint-Simon avant que la famille ne s'installe à Janville. Il est le fils de Nicolas Clément et de Marie Célestine Lecala. Il se destine au métier de maçon lorsque la guerre éclate.

Il n'a que 19 ans lorsqu'il est appelé au 94^{ème} Régiment d'Infanterie le 11 avril 1915.

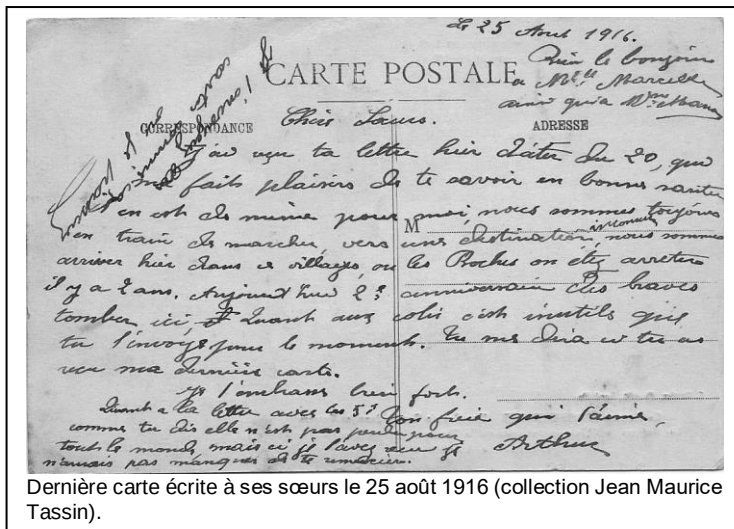
À la suite des classes à Bar-le-Duc, les jeunes recrues rejoignent les bataillons du 94^{ème} RI qui vient de quitter Aubérive en Champagne ; celui-ci vient d'ailleurs de perdre 700 hommes dans la dernière offensive du « saillant F ». Il est affecté à la 9^{ème} compagnie de combat, 3^{ème} Bataillon. Les fantassins français restent dans le secteur de Mourmelon jusqu'en septembre 1915.

Puis Charles Arthur Tassin est envoyé dans le secteur de Suippes.

Le 24, sa compagnie s'apprête à monter à l'assaut. Ils sont placés sous les ordres du capitaine Florentin. Jeunes recrues, ils sont mis en réserve avec la 10^{ème} compagnie dans des boyaux attenants à la parallèle de départ. Dans cette attaque, le 94^{ème} vient de perdre plus de 1 200 hommes, tués, blessés ou disparus. Le 26, ils essuient un violent bombardement. En mars 1916, avec l'attaque allemande sur le secteur de Verdun, le 94^{ème} rejoint Douaumont, puis Cumières, et



Charles Arthur au cours des classes en mai 1915 (collection Jean Maurice Tassin).



Dernière carte écrite à ses sœurs le 25 août 1916 (collection Jean Maurice Tassin).

enfin le Mort-Homme et le ravin des Caurettes. Autant de noms que la mémoire collective retiendra, marquant le sacrifice de toute une jeunesse. Jusque fin avril, leur secteur est sans cesse bombardé. Trois à quatre tués par jour et quelques dizaines de blessés jusqu'à la relève.

En juin et juillet, le régiment stationne en Lorraine.

Puis fin août, il embarque pour le secteur de la Somme et débarque du train à Formerie (Oise) le 13 septembre.

Le 19 septembre, près de Rancourt, il relève trois bataillons de Chasseurs. Les officiers des

sections et de la 9^{ème} compagnie ont tous été soit blessés, soit tués. Ce sont de nouveaux arrivés au régiment. Son chef est le Lieutenant Sancier.

Du 21 au 24, les hommes du 94^{ème} RI prennent leur place respective en vue d'une attaque qui sera prononcée le 25 septembre. Le bataillon de Charles Arthur doit s'emparer de la lisière sud-est du bois de saint Pierre-Waast, ou du moins, de ce qu'il en reste. L'attaque est déclenchée à 12h34. Les hommes enjambent le parapet de la parallèle de départ ; aussitôt, ils sont fauchés par les mitrailleuses. Les soldats du 94^{ème} se replient dans des trous creusés précédemment par les tirailleurs. L'objectif n'est pas atteint. On dénombre 12 officiers et 450 soldats tués et 513 blessés. La nuit qui suit, les officiers font remettre en ordre les dispositions de combat et cherchent à regrouper les isolés. Le lieutenant Sancier compte ses hommes, Charles Arthur Tassin manque à l'appel.

Il est, comme le veut la procédure, porté disparu devant Rancourt dans la Somme le 25 septembre 1916, mais présumé prisonnier.

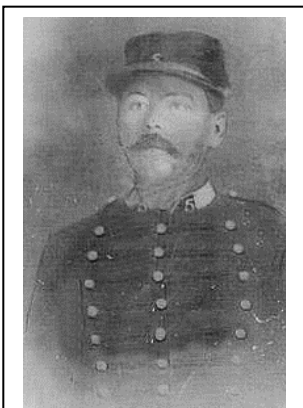
Ne figurant pas sur les listes de la Croix-Rouge parmi les prisonniers internés en Allemagne, un secours est versé en 1917 à sa famille. Il faut attendre le 10 août 1921 pour que le jugement déclaratif et définitif soit rendu pour le déclarer « Mort au Champ d'Honneur ».

Il est inscrit sur le monument aux morts de Janville.

[235]

TASSIN Jules Félicien

Né le 7 février 1887 à Clairoix, comme son frère Charles, il passe sa jeunesse rue Saint-Simon avant que la famille ne s'installe à Janville. Il est le fils de Nicolas Clément et de Marie Célestine Lecala. Il est cocher de profession et exerce sa profession à Choisy-au-Bac avant le déclenchement du conflit.



Jules Félicien Tassin en uniforme de Dragons du 5^{ème} Régiment de Dragons à Compiègne. Portrait probablement tiré lors d'une période de réserve en mai 1912 (collection Jean Maurice Tassin).

Ayant fait son service militaire au 28^{ème} Régiment de Dragons en 1908, il est rappelé le 3 août 1914 au 5^{ème} Régiment de Dragons de Compiègne. En août, il est envoyé en Belgique à Charleroi. Puis, la retraite s'amorce, en direction de Paris, jusqu'à Marquivillers dans l'Oise le 22 septembre. Il est dirigé dans la Somme, puis en Flandres et combat sur l'Yser du 23 octobre au 18 novembre 1914.

Redirigé en Artois, il participe à divers combats en mai.

Le 19 juillet 1915, il passe au 32^{ème} Régiment d'Infanterie pour compléter les effectifs de ce régiment durement éprouvé dans le Pas-de-Calais de mai à juin 1915.

Enfin, le 11 octobre 1915, il rejoint le 409^{ème} RI, faisant partie des 202 hommes qui constituent le renfort. Ils séjournent dans les secteurs de Lihons, Maucourt et de Beuvraignes (Somme). Au cours de l'hiver 1915-1916, ils partent en urgence vers le secteur de Verdun où le 409^{ème} va prendre position le 2 mars dans le village et le ravin de Vaux (Meuse).

Les Allemands occupent les lisières du bois sur la crête d'Hardaumont-Douaumont. Le 2^{ème} bataillon auquel appartient Jules Tassin, commandé par le commandant Proust, doit tenir le village d'Hardaumont. Le 5 mars à 18h, ordre est donné au commandant

Proust de progresser jusqu'au petit bois. Durant une heure, le poste de commandement subit un sérieux bombardement. Le 6, l'ensemble des bataillons sont pilonnés mais de plus en plus intensivement, ce qui ne les empêche pas de s'activer sur l'aménagement des tranchées de première ligne et des boyaux reliant les deuxième lignes. Le 7 mars, à 03h du matin, l'attaque est déclenchée par l'ennemi. La 12^{ème} compagnie évacue l'ouvrage, mais contre-attaque deux heures plus tard. Cet emplacement est repris et la 9^{ème} compagnie, celle de Julien, est chargée d'occuper le terrain et de tenir. 11h : bombardement de gros calibre, le bataillon éprouve des pertes. 15h : le bombardement augmente en intensité. L'ennemi tente une attaque sur le 2^{ème} bataillon ; celle-ci est enrayée. À 17h30, la ligne « Proust » est bouleversée. Un peloton de mitrailleuses maintient difficilement les positions. 18h, le secteur se calme. Dans la nuit du 8, à 04h du matin, une vive fusillade reprend. 06h30, une série de bombardements violents s'abat sur la position. 07h15, bombardement plus intensif par gros calibre, 45 coups à la minute. Vers 09h30, 60 coups à la minute. 12h, attaque allemande sur le bataillon « Proust ». Il faut tenir « coûte que coûte ». Contre-attaque à la grenade, une partie du terrain est repris. Tout le front tient, sauf à Hardaumont dont le commandant du 409^{ème} n'a pas de nouvelles. L'agent de liaison envoyé chez Proust rend compte : « Le front défendu par le commandant Proust avec peu de monde tient. Le bombardement a détruit réseaux et tranchées, le combat se fait à découvert. Huit officiers ont été tués ou blessés. » Les Allemands lancent une attaque qui est repoussée. Des unités du 38^{ème} RI se mettent en route pour renforcer le 409 qui a beaucoup souffert et qui n'existe plus guère au sens tactique. Le 9, à 05h du matin, les compagnies ennemies s'infiltrèrent dans les positions. Elles sont provisoirement repoussées, mais attaquent de nouveau vers 17h. Épuisé, le 409^{ème} RI est relevé.

Après des prodiges d'héroïsme sous l'effroyable bombardement ennemi et dans les violentes attaques d'Hardaumont, Jules est grièvement blessé le 9 mars ; il est relevé par les Allemands et évacué vers l'ambulance de la Landwehr 23.

Le 8 mars 1916, sur les registres du fourrier, il est porté disparu à Vaux, présumé prisonnier.

Il décède à Piennes le 14 mars 1916 à la suite de ses blessures. À titre posthume, il reçoit la citation suivante : « *Soldat aussi dévoué que brave. Mort pour la France le 14 mars 1916, des suites de glorieuses blessures reçues devant Verdun, en combattant vaillamment pour enrayer la progression ennemie* ». Croix de guerre avec étoile d'argent.

Son nom est inscrit au monument de Choisy-au-Bac. Des trois frères, seul l'aîné (qui n'a jamais vécu à Clairoix) surviva.

[236]

TOPART Georges Octave

Né à Margny-lès-Compiègne le 18 juillet 1887, il s'installe à Clairoix en septembre 1912 comme marchand de lait. Il est le fils de Charles Désiré et de Philomène Phalampin résidant à Clairoix.

Le 3 août 1914, il est rappelé au 19^{ème} Bataillon de Chasseurs à Pied (BCP) d'Épernay, bataillon doublé mais relevant de celui de Verdun. Il s'ébranle en direction de Thionville-Metz. Dès le 21 août, il se heurte à deux bataillons allemands à Xivry-Gircourt et à Higny, puis le 22 à Pierrepont. Les pertes sont sévères. À partir du 23 commence la retraite jusqu'à Reims, la Montagne de Reims, pour se retrouver le 5 septembre à Broussy-le-Grand. La bataille de la Marne est déclenchée. Du 6 au 9 septembre, on se bat dans les marais et les bois de Saint-Gond. Le 10, c'est de nouveau la marche en avant par Fère-Champenoise et Normée. Le 14, le BCP est engagé dans les combats d'Auberive. Dans la soirée du 16, il se dirige vers le bois de Baconnes. Avant même les combats du lendemain, Georges Topart est blessé par balle à la jambe droite.

Évacué, soigné, il est reclassé par la commission de réforme du 8 juin 1915 dans les services auxiliaires pour « *fracture de la jambe droite avec raccourcissement de deux centimètres* ». Inapte au combat, il passe à la 4^{ème} Section des infirmiers.

Le 21 janvier 1917, il passe à la 12^{ème} Section des infirmiers, et, le 1^{er} octobre 1917, à la 6^{ème} Section. Il est mis en congé de démobilisation le 10 avril 1919 et se retire à Bienville.

[237]

TROCAZ Eugène Émile

Né le 20 mars 1883 à Soissons, Eugène Émile est le fils d'Antoine Emmanuel et d'Eugénie Labbé habitant Clairoix depuis juillet 1907. Eugène est menuisier de formation et a fait son service militaire au 8^{ème} Régiment de Dragons de 1904 à 1907.

Il est rappelé le 3 août 1914 au 17^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne de La Fère. Le régiment est équipé principalement de canons de 75 mm, mais aussi de pièces lourdes qui sont endivisionnées dans des groupements d'artillerie. Fin août 1914, c'est la retraite de Cesse qui commence jusqu'à la bataille de la Marne du 6 au 13 septembre depuis Vienne-la-Ville, Servon-Melzicourt et Daucourt. La batterie à laquelle il appartient est envoyée en Flandres. En juin 1915, il se trouve dans le secteur de Meaux.

Il passe au 109^{ème} RAL le 1^{er} novembre 1915 lorsque le 1^{er} groupe de ce régiment est formé à Bully-Grenay en Artois. Les pièces d'artillerie sont des canons de 120 et 105 mm. Pour la période hivernale, il est mis au repos près de Saint-Just-en-Chaussée, mais cette pause sera de courte durée.

Il est engagé sur Verdun dès le 23 février 1916, puis dans la bataille de la Somme à partir de l'été. Il passe au 105^{ème} RAL le 23 novembre 1916, probablement au 8^{ème} Groupe armant des pièces de 120 et 105 mm. Il est envoyé dans l'Aisne au sud-ouest de Craonne, puis se déplace en Champagne. Avec ses camarades, il collabore à la reprise de Maison-de-Champagne, à tous les tirs de jour comme de nuit, de neutralisation et de harcèlement et s'acquitte de sa mission avec rapidité.



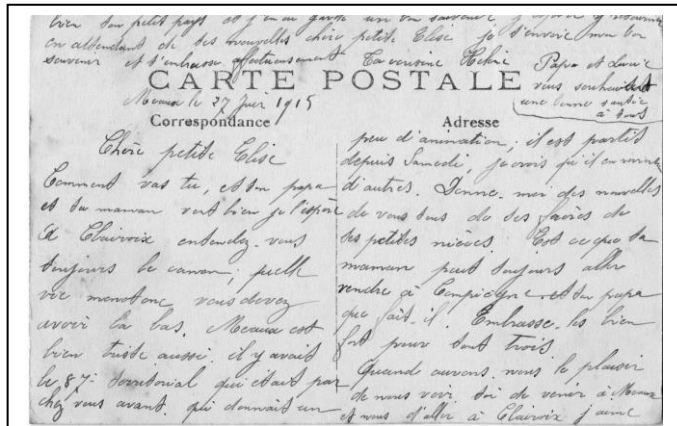
Eugène Émile Trocaz
au 109^{ème} RAL en
1916 (collection Mme
Blom).

Il est relevé aussitôt après, le 14 mars, après avoir parcouru neuf étapes de tirs, celles-ci sont rendues particulièrement pénibles à cause du mauvais temps. Il revient s'installer non loin de son point de départ, sur les pentes nord de « Madagascar » (colline ainsi nommée en raison de sa forme), près de Verneuil-Courtonne.

Il prend part à l'offensive du Chemin des Dames de juin à septembre 1917.

Il passe au 301^{ème} RAL le 16 juillet 1918 à la suite de la transformation du 101^{ème} RAL en 301^{ème}. Le régiment est alors équipé de vieux canons et est engagé dans la Somme.

Il est blessé accidentellement, mais en service commandé, le 8 septembre 1918 au camp Brune, entraînant une fracture de la jambe droite. Hospitalisé à l'ambulance de Bar-le-Duc le 9, il est dirigé vers l'hôpital de Bourg le 15 septembre. Il ne rejoindra son unité que le 10 novembre 1918.



Carte envoyée à sa sœur Élise à Clairoix alors que la batterie se trouve au repos à Meaux (collection Mme Blom).



Sur cette photo, on peut voir des artilleurs copains d'Eugène, appartenant au 132^{ème} RAL, qui se font tirer le portrait sur un camion Berliet de type CBA. Au mois de janvier 1916, la production de camions CBA est de 142, elle est de 424 en décembre 1916 et atteindra finalement le millier en janvier 1918. La noria des 3 500 camions sur la Voie Sacrée de Bar-le-Duc à Verdun est composée pour plus de la moitié de Berliet, de tous types confondus (collection Mme Blom).



Carte envoyée par Eugène à sa famille et intitulée sur la gauche « Souvenir de Verdun, mars, avril, mai, juin 1916 ». Sur l'une des cartes envoyées, Eugène dira : « Le photographe nous a grossi sur les photos, il ferait mieux de grossir nos gamelles ! » (collection Mme Blom).

Il est mis en congé de démobilisation le 11 mars 1919 et rejoint son domicile à Clairoix, rue de l'église, puis il reprend son métier de menuisier.

[238]

VARIN Émile Paul

Né à Clairoix le 10 octobre 1888, il devient opticien et s'installe à Compiègne en 1912. Il est le fils d'Édouard Paul et de Juliette Pauline Igneux résidant à Couloisy.

Il est rappelé le 2 août 1914 au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne, mais dans les services auxiliaires en raison d'une tuberculose pulmonaire.

Il est d'ailleurs réformé en juin 1915.

[239]

VERDÉ de LISLE Robert

Né le 8 décembre 1876 à Paris, il est le fils d'Adolphe et de Sophie Poysson-Seguin domiciliés à Paris dans le 1^{er} arrondissement. Bachelier Es-Lettres et Es-Sciences, il entre à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr le 25 octobre 1895. Il est promu sous-lieutenant au 5^{ème} Régiment de Dragons de Compiègne le 1^{er} octobre 1897. Cette même année, il semblerait qu'il gagne le Prix des Dames



Les Dragons constituaient des unités de combat à part entière. Pour le prestige, ils gardent encore le casque d'avant-guerre, mais passeront vite au modèle standard, le casque Adrian « bleu horizon ». Pour leur emploi au feu, le cheval est progressivement retiré ; ils deviennent des fantassins à part entière (collection de l'auteur).



Le 11^{ème} escadron du 5^{ème} Régiment de Dragons à l'entraînement sous les ordres du capitaine Verdé de Lisle. Quelques cavaliers seront maintenus pour les actions de reconnaissance (collection de l'auteur).

aux courses hippiques. Il poursuit sa formation à l'école de cavalerie de Saumur jusqu'en août 1899. Excellent cavalier et doué pour le dessin, il est excellemment bien noté par sa hiérarchie et dans tous les domaines.

Il passe lieutenant le 1^{er} octobre 1899. En 1902, le colonel commandant le 5^{ème} Régiment de Dragons de Compiègne écrit à son sujet : « *Le talent sérieux de M. Verdé de Lisle, son esprit cultivé, son talent de dessinateur font de lui un homme à part et intéressant. Il est un officier de grande conscience, excellent instructeur et vigoureux cavalier...* » Puis, le 6 octobre 1902, il épouse Jeanne Quatre-Solz de Marolles, fille de la Baronne de Montfort demeurant au château de Chanteloup à Saint-Germain-lès-Arpajon. Jeanne de Marolles, lointaine descendante d'un brigadier des mousquetaires du roi Louis XVI, lui apporte une dote de 150 000 francs, somme considérable pour

l'époque, permettant à Robert d'exercer ses talents de dessinateur et de peintre. Il est vrai que les jeunes officiers sont très mal rémunérés à cette époque, et que la solde ne suffit pas pour vivre. De plus, « *l'affaire des fiches* » du « petit père Combes » (les officiers sont fichés pour leur éventuelle pratique religieuse) entraîne une ambiance délétère dans les rangs de l'armée. Pour ces raisons, Robert demande sa démission le 9 octobre 1902. Il s'installe comme artiste peintre à Compiègne, mais réside à Clairoux, au début de la rue Saint-Simon (aujourd'hui rue Germaine Sibien). Il dispose également d'un appartement à Paris au 5, rue du Pont de Lodi. Il demande à servir dans la réserve. Mais l'armée se prive, à la veille de la guerre, d'un cadre de grand talent.

Rappelé dès le 2 août 1914, il est engagé dans les combats de Sambre. Il effectue la retraite depuis Charleroi (Belgique) et participe à la contre-offensive de Guise, de Benet et de Sérigny. Il est engagé dans la bataille de la Marne à partir de Montceaux-lès-Provins. Viennent ensuite les batailles de Montmirail, du mont Saint-Père, de Jonchery et de Berry-au-Bac, puis de Braine, Vailly et Soupir.

Promu au grade de capitaine le 22 janvier 1915, il est engagé dans les tranchées de Braine.

Le 15 février, le chef de corps écrit à son sujet : « *... d'une activité et d'une endurance exceptionnelles, il est particulièrement apte aux*

NOM : M. *Verdé de Lisle*
 Prénoms : *Robert* Surnom :
 ÉTAT CIVIL.
 Né le *10 Mars 1876* à *Paris* canton d' *St Germain des Près* de la Seine
 fils d' *Adolphe* et de dame *Sophie Boysson Seguin*
 domiciliés à *Paris* canton d' *St Germain des Près* de la Seine
 Marié le : à d
 alors domiciliée à : d' d
 Autorisation n° du : enfants masculin féminin
 (1)
 Profession : *Artiste peintre*
 adresse : *Clairoux (Compiegne) C. 100*
 (1) Indiquer, s'il y a lieu, les renseignements relatifs aux séparations de corps ou de biens, au divorce, au mariage, à un ancien mariage, option, changement de nom (date du décret ou du jugement, etc.)
 SIGNALEMENT.
 Cheveux *et* Soucis *blonds* Yeux *bleus* Front *moyen*
 Nez *moyen* Bouche *moyenne* Menton *roule* Visage *ovale*
 Taille : mètre *1,69* cm. Taille rectifiée :
 A *Compiegne*
 à *Clairoux par*
Compiegne (Oise)
 Livret d'Officier

Le livret militaire indique qu'il se retire à Clairoux en qualité d'artiste peintre (SHD Vincennes).

missions demandant de l'intelligence. Chargé, le 29 août de former l'avant-garde d'un groupe de 4 escadrons, il s'est lancé résolument à l'attaque d'un peloton allemand qu'il a mis en fuite ». Il est évacué sur Château-Thierry le 23 mars 1915 et rejoint son corps le 29, probablement consécutivement à une maladie.

Le 28 novembre 1915, il est provisoirement affecté au 6^{ème} Régiment de Hussards et prend le commandement d'une unité du train régimentaire de la 55^{ème} DI.

Le 15 janvier 1916, au cours d'un repos, il chute de son cheval et se perfore le palais. Il est évacué à l'hôpital Chaptal de Paris jusqu'au 15 septembre 1916, y est soigné et est mis en convalescence.

Il rejoint le dépôt du 5^{ème} Régiment de Dragons le 25 novembre 1916 pour prendre le commandement du 11^{ème} escadron chargé de l'instruction des jeunes cavaliers. Sujet à de régulières infections de la bouche, il ne repartira plus au combat.

Le 29 novembre 1917, il est détaché à l'état-major de la XI^o région et sert alors en qualité d'officier d'ordonnance.

Il est mis en congé de démobilisation le 18 janvier 1919 et se retire à Clairoux.

[240]

VILLARD Claude

Il est né à Cléppé dans le département de la Loire le 20 mars 1878. Fils de Pierre et d'Armèle Messcheler domiciliés à Pierrons (Loire). À 20 ans il est cultivateur. En 1902, à l'issue de son service militaire au 15^{ème} Régiment de Chasseurs à cheval, il devient domestique. Peut-être fit-il connaissance avec le lieutenant Verdé de Lisle ? En tout état de cause, il devint son employé en 1910 et rejoint Clairoux le 26 mars 1910 en qualité de valet de chambre.

Le 3 août 1914, il est rappelé au 36^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne de Clermont-Ferrand. Son régiment est envoyé près de Baccara en août 1914. Le premier accrochage avec l'ennemi a lieu à Sarrebourg et Lorquin les 19 et 20 août. Puis c'est le repli général.



Sur ce cliché de mauvaise qualité on peut apercevoir une pièce de 120 mm long. Claude Villard va être engagé sur la première bataille de Champagne (collection de l'auteur).

Au cours de la contre-offensive de la Marne, il est engagé dans le secteur de l'Oise et Claude Villard, en allant rejoindre le secteur de Ribécourt, aura l'occasion de repasser par Clairoux, tout juste libéré de l'occupation. Le second engagement aura lieu à Plessier-de-Roye et à Lassigny au cours du mois d'octobre.

Puis le 12 novembre 1914, il passe au 4^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde (RAL) et logiquement au 7^{ème} Groupe au regard des dates de sa constitution. En effet, le commandement de l'armée française, ne disposant pas d'une force conséquente en artillerie lourde pour exécuter des tirs courbes sur les objectifs ennemis en profondeur, ponctionne ses effectifs parmi les artilleurs des

régiments d'artillerie de campagne pour composer ses premiers groupes d'artillerie lourde mis à la disposition des divisions. Il sert sur canon de 120 mm long tracté par véhicule automobile. Probablement sert-il comme chauffeur puisqu'il fut formé dans la réserve du 35^{ème} RAC au service automobile. Le 4 janvier le 4^{ème} RAL est engagé en Champagne près de Suippes jusqu'au mois d'avril, après quoi le 7^{ème} Groupe (appelé le 4/7), rejoint le secteur de Verdun à Fresnes-en-Woëvre, puis est engagé sur la tranchée de Calonne jusqu'en août 1915. Il retourne enfin appuyer l'offensive de Champagne en octobre.

Le 1^{er} novembre 1915, il passe au 1^{er} Groupe du 113^{ème} RAL lors de la constitution de ce nouveau régiment. Il est équipé de pièces de 95 mm. Le Groupe 113/1 est envoyé près de Compiègne et rejoint le secteur de Montdidier, dans la Somme.

Le 3 juin 1916 il passe au 5^{ème} Groupe du 86^{ème} RAL et sera de tous les grands engagements jusqu'à la fin du conflit.

Claude Villard est mis en congé de démobilisation le 31 janvier 1919 et se retire à Montélimar.

[241]

VOITANT Louis Georges

Né le 2 mai 1889 à Coudun, Louis est le fils de feu Antoine et d'Émilie Hachet. Louis est ouvrier et vit à Clairoux en 1905 avec sa mère et son frère aîné Paul.

Le 2 août 1914, il est rappelé au 164^{ème} Régiment d'Infanterie (8^{ème} Compagnie) de Bar-le-Duc, régiment de réserve du 64^{ème} RI.

Louis est employé à la défense du secteur de Verdun. Puis le repli général l'entraîne sur la contre-offensive de la bataille de la Marne, d'abord à Julvécourt, puis à Souilly et Ippécourt où il découvre pour la première fois le feu de l'ennemi.

De janvier à mars 1915, avec son régiment, il se bat dans le secteur de la Woëvre, notamment à Gussainville.

Toujours dans le même secteur, à partir d'octobre 1915, le 164^{ème} RI est engagé près de Vaux-lès-Palameix. Alors que les hommes se relaient des secondes aux premières lignes, l'ennemi se renforce chaque jour. Des tirs d'artillerie plus ou moins puissants arrosent les positions du 164. Le 6 novembre, la 8^{ème} Compagnie de Louis monte en première ligne. De jour en jour, les tirs deviennent plus violents. Le 19, ils s'intensifient. Le 20, plus de 1 600 obus de tous calibres s'abattent sur les tranchées. Les dégâts sont importants. Des tranchées ont été complètement retournées. La zone d'implantation tenue par le 164, et nommée « La Raquette », a été complètement nivelée et rasée. À la 8^{ème} Compagnie, on déplore 5 tués et 13 blessés. Parmi eux, Louis Voitant.

Inhumé temporairement au cimetière de Notre-Dame de Palameix à Treyou, sa dépouille est transférée au cimetière de La Croix-sur-Meuse, arrondissement de Commercy, le 7 mars 1924.

Il est inscrit au monument aux morts de Clairoux.

[242]

VOITANT Paul Arthur

Né le 28 mai 1885 à Coudun, Louis est le fils de feu Antoine et d'Émilie Hachet. Paul est ouvrier et vit à Clairoux en 1905 avec sa mère et son jeune frère Louis. En 1906, il est incorporé et, à la suite de son service militaire, il souscrit un contrat d'engagement de 2 ans au sein du 23^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale (23^{ème} RIC). Son régiment formé en bataillon dénommé « Diego Suarès » et assure le maintien de l'ordre à Madagascar de 1908 à 1910. La France assurant le protectorat du Maroc, il subit son baptême du feu au Maroc oriental contre la rébellion des rebelles marocains en partie soutenus par l'Allemagne. Puis il renouvelle ses contrats d'engagement jusqu'à l'entrée en guerre.

Il passe au 5^{ème} RIC le 14 février 1914. Le premier engagement de la guerre a lieu à Walsheid dans les Vosges. 550 hommes sont mis hors de combat le 19 août, puis presque autant 6 jours plus tard à Bazien. Jusqu'en septembre, le 5^{ème} RIC se bat et subit près de 2 000 pertes, soit presque la totalité de l'effectif restant. Au cours du premier semestre 1915, il se bat en Argonne, au bois de la Gruerie, et d'août à septembre, en Champagne dans le secteur de Souain. Plus de 1 300 hommes sont tués, blessés ou portés disparus.

Paul Voitant passe au 42^{ème} RIC le 9 octobre 1915 mais continue d'être engagé dans le même secteur. Son jeune frère est tué le 20 novembre 1915 dans le combat de Vaux-lès-Palameix.

Atteint d'une dysenterie le 25 janvier 1916, Paul est évacué à l'hôpital n° 16 de Compiègne.

Le 10 février 1916 il en sort et bénéficie de 7 jours de permission qu'il passe probablement à Clairoux auprès de sa mère.

Il reçoit la promotion de caporal le 18 juin 1916.

Il est de nouveau évacué pour maladie le 22 juin de la même année à l'hôpital auxiliaire n° 105 de Compiègne et bénéficie d'une convalescence de 7 jours, sûrement passée à Clairoux, puis rejoint son unité le 3 août. Le 29 octobre, alors que son régiment est engagé dans la bataille de la Somme, il tombe à nouveau malade pour diarrhées chroniques et prend un repos de 45 jours, toujours à Clairoux. Il rentre le 2 février 1917 au dépôt du régiment qui se trouve alors à Marseille.

Il passe au 92^{ème} Bataillon des Tirailleurs Sénégalais (BTS), 2^{ème} compagnie, le 20 avril 1917, puis au 43^{ème} BTS, 1^{ère} Compagnie, le 25 mai 1917. Cette fois, il sert dans le secteur de Verdun. Mais Paul Voitant souffre toujours de maladies chroniques. Évacué pour dysenterie le 17 juin 1917 à l'hôpital mixte de Brienne, puis à Troyes, il rejoint son unité le 27 août 1917 dans le secteur de Louvemont.

Blessé le 23 octobre 1917 à la cuisse droite par balle, blessure en séton, c'est-à-dire qu'aucun organe vital n'est touché, il sort de l'hôpital le 5 décembre et est mis en convalescence pour une période de 30 jours. Il est cité à l'ordre du régiment (n° 81) le 24 novembre 1917 : « *Très bon gradé, crâne au feu, a été blessé pendant l'enlèvement du premier objectif le 23 novembre 1917* ».

Il est placé en unité « à l'intérieur » pour récupérer de sa blessure et des différentes maladies qui l'ont profondément affaibli. Puis, le 28 avril 1918, il rejoint le régiment.

Blessé le 18 juillet 1918 par un éclat d'obus à l'œil gauche, il est évacué à l'hôpital de Senlis. Il reçoit une convalescence de 20 jours et passe sergent le 29 septembre 1918.

Mis en congé de démobilisation le 27 mars 1919, il se retire à Corbeny, près de Laon, et devient garde-chasse. Il est pensionné à 10 % en raison de diarrhées chroniques dues à ses séjours en Outre-mer et aux combats de Métropole. Il reçoit la Médaille militaire le 2 janvier 1928.



En août 1917, les « coloniaux » sont au camp de Ventelay, (Marne), lors de remises de décorations (collection de l'auteur).

Postface et annexes

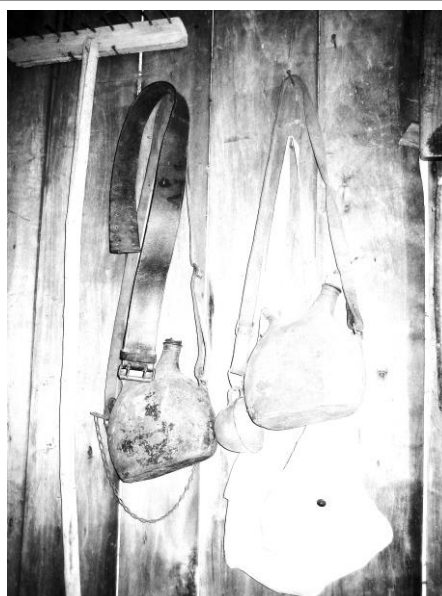
Le retour à la vie civile

Nos soldats ont remisé leurs souvenirs de guerre, dans les armoires, au-dessus de la cheminée pour le casque ou les décorations encadrées.

Autres témoins de cette époque : ceux des granges et remises de jardin. Le bon vieux bidon avec son bec versoir permettant de boire à la régalade, parfois le quart en fer, le ceinturon de cuir qui sera porté sur la ceinture de flanelle aux champs ou au jardin. Enfin, la musette réséda, de multiples fois rapiécée, qui portera le casse-croute du paysan.



Le soldat, une fois mis en congé de démobilisation, conserve quelques objets. Si l'uniforme bleu horizon est usé jusqu'à la trame, seuls quelques petits souvenirs sont pieusement conservés dans l'armoire. Le casque de poilu porte une plaque en laiton « Soldat de la Grande Guerre 1914-1918 », fixée à sa demande sur la visière par le corps de troupe. Parmi ces objets, on retrouve le nécessaire à couture, le ceinturon en cuir, le bonnet de police bleu horizon et quelques décorations (collection de l'auteur).



De façon plus pragmatique, le cultivateur conserve le bidon, parfois le quart en métal, le ceinturon et la musette qui lui serviront pour les travaux des champs (collection de l'auteur).

Sources bibliographiques

Ouvrages

Pierre Boidot, « *Journal de guerre 1917-1918. Des tranchées de Champagne à la vallée de l'Oise, sur les pas d'un officier du Génie* » Imprimvert, 2014.

Philippe Boulanger, « *La France devant la conscription de 1914 à 1922* », Géographie historique d'une institution républicaine, Paris, Economica-Institut de Stratégie Comparée, 2001.

Jules Carbonel, « *Souvenirs de guerre (1914 – 1918) : le 2^{ème} régiment de marche de tirailleurs* », éditeur Jules Carbonel, Alger, 1922. Ce texte est disponible sur le site de la BNF (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6447026p/texteBrut>).

Victor Chatenay, « *Mon journal de quatorze-dix-huit* », imprimerie de l'Anjou, 1968.

François Cochet et Rémy Porte, « *Histoire de l'armée française 1914-1918 – la meilleure armée du monde* », éditions de Noyelles, 2017.

Annie Crépin, « *Histoire de la conscription* », éditions Gallimard, 2009.

Pierre Croidys, « *Notre second Bayard, le général Leclerc* », éditions SPES, 1948.

Emmanuelle Cronier, « *Permissionnaires de la Grande Guerre* », éditions Belin, 2013.

Aimery De Comminges, « *La zone dangereuse* », sous le pseudonyme de Saint-Marcet, éditions Grasset, 1924.

Rémi Duvert, « *Les Sibien à Clairoix (Oise)* », n° 8 de la collection « *Les notices historiques clairoisiennes* », éditée par l'association AHPC, 2015.

F. Gaquère (chanoine), « *Vie populaire du Maréchal Foch* », Œuvres missionnaires, 1929.

Charles Le Goffic, « *Bouguignottes et pompoms rouges* », éditions Grès, 1916.

Collectif, « *L'Oise dans la Guerre 1914-1918* », document des Archives de l'Oise n° 20, service éducatif des archives départementales.

Elizabeth Greenhalgh, « *Foch, chef de guerre* », édité par le Ministère de la Défense – DMPA, 2013.

Jean-Yves Le Naour, « *1917 – La paix impossible* », éditions Perrin, 2015, ainsi que « *1914 - La grande illusion* », « *1915 - L'enlèvement* », « *1916 - L'enfer* » et « *1918- L'étrange victoire* ».

Jean-Robert Lefèvre, « *Compiègne pendant la guerre : 1914-1918* », éditions du Progrès de l'Oise (Compiègne), 1926.

Louis Madelin, « *Les batailles de l'Aisne* », *La revue des deux mondes*, 1918, tome 46, page 829.

Louis Napoléon Panel, « *La Grande Guerre des gendarmes – Forcer, au besoin, leur obéissance ?* », édité par le Ministère de la Défense – DMPA, 2013.

Louis Napoléon Panel, « *Gendarmerie et contre-espionnage (1914-1918)* », collection *Études* (Service historique de la Gendarmerie nationale), Maisons-Alfort, 2004.

Danièle Renouf, « *TIOTSPLY, Fascicule 3.4. du Livre de Famille. Journal d'un artilleur Marcel Ply* ». Version économique publiée et diffusée par Lulu.com, 2015.

André Thérive, « *Noir et or* », éditions Bernard Grasset, 1930. Chapitre « *Du vent !* » consacré à Clairoix, pages 235 à 253.

Presse

Le Progrès de l'Oise, bibliothèque de Compiègne.

Le Gaulois, BNF.

Le journal des débats parlementaires, BNF.

Archives

« Mémoire des hommes », journaux de marche et opérations des régiments et des grandes unités, SHD (Service Historique de la Défense), Vincennes.

Archives du SHD, dossier coté 22 N 894.

Archives départementales de l'Oise, dossiers relatifs au canton de Compiègne nord, et recensements des populations, années 1906 et 1911.

Archives départementales de l'Aisne, de la Somme, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine, des Yvelines, du Gers, de l'Indre, de la Seine-Maritime, du Calvados, de la Haute-Loire, et de Bretagne.

Archives communales de Clairoix, arrêtés municipaux, relevés des réquisitions, et registres d'état-civil des années 1870 à 1920.

Archives de l'association « Art, Histoire et Patrimoine de Clairoix ».

L'association « Art, Histoire et Patrimoine de Clairoix »

Cette association « loi 1901 », créée en 1993, a pour but principal de promouvoir la connaissance de l'histoire, du patrimoine, et de l'environnement de la commune de Clairoix.

Elle acquiert et gère une documentation riche et variée concernant Clairoix et sa région, Joseph Porphyre Pinchon et ses œuvres (La Semaine de Suzette et Bécassine, l'Écho de Paris et Frimousset, Benjamin et Grassouillet, etc.), Émile Pinchon et ses dessins et sculptures, et les autres habitants ou hôtes illustres de Clairoix : Jeanne d'Arc, les Clérel de Tocqueville, le Comte de Comminges, la famille du député Duval-Arnould, Thérèse Delan, etc.

Pour davantage mettre en valeur ce fonds, l'association a aménagé une exposition permanente, dans trois pièces de la « Maison du patrimoine » (inaugurée en avril 2011).

Elle a aussi édité, début 2005, un ouvrage consacré à Clairoix, et a lancé, en 2008, une collection de brochures intitulée « Les notices historiques clairoisiennes », qui compte actuellement 14 numéros (dont 7 consacrés à la guerre de 1914-1918).

Elle a également créé un site Internet dédié à J.P. Pinchon (www.pinchon-illustrateur.info), et alimente une page du site Internet de la mairie de Clairoix (rubrique « Associations »).

D'autre part, depuis 1993, l'association organise diverses manifestations culturelles à Clairoix : visites du patrimoine communal, spectacles, et « salons » et expositions, axés sur le patrimoine artistique local, la presse pour la jeunesse, les collections de certains Clairoisiens, etc. Elle participe également à quelques autres manifestations locales, et organise des voyages visant à faire découvrir ou mieux connaître le patrimoine de la région de Clairoix.

L'association « Art, Histoire et Patrimoine de Clairoix », ouverte à tous ; comprend actuellement une quarantaine d'adhérents.



Décorations françaises

De haut en bas et de gauche à droite :

Légion d'honneur, Médaille militaire, Croix de guerre (avec une citation à l'ordre du régiment et deux à l'ordre de l'armée), Croix du combattant, Croix des engagés volontaires, Médaille des blessés.

Médaille commémorative interalliée, Médaille commémorative de la guerre 1914-1918, Médaille commémorative des Dardanelles, Médaille commémorative d'Orient, Médaille serbe, Médaille commémorative de Verdun.



Décorations allemandes

De haut en bas et de gauche à droite :

Croix de fer de 1^{ère} classe et de 2^{ème} classe, Croix du mérite militaire de 3^{ème} classe, Croix d'ancien combattant, Médailles des blessés de 3^{ème} classe (1 à 2 blessures) et de 2^{ème} classe (3 à 4 blessures).



Le monument aux morts
situé près de l'église de Clairoux,
inauguré le 6 novembre 1921.

Photo de novembre 2006.



En 1926.

Couverture d'un album paru en 1916, illustré par Joseph Porphyre Pinchon, dont la famille possédait à Clairoux le Clos de l'Aronde (l'actuelle mairie).



La Grande Guerre à Clairoix (Oise) et l'histoire de ses combattants

Il s'agit d'une page d'histoire d'un village de notre bonne terre de France. Située à quatre kilomètres au nord-est de Compiègne, Clairoix, commune fortement ruralisée, vit au rythme des saisons.

Le franchissement du siècle semblait l'avoir oubliée. La bourgeoisie locale, ainsi que quelques aristocrates animés par les arts et l'équitation, y mènent une vie paisible... jusqu'au jour où le premier conflit mondial éclate.

Le village n'échappe pas à la guerre. Une brève occupation allemande, une pesante présence des troupes combattantes alliées, l'offensive du Matz de 1918, vont tour à tour désorganiser le village.

Ce livre raconte le quotidien de ses habitants de 1914 à 1919. Dans un deuxième volet, il présente également le parcours de chaque soldat mobilisé.

Dans le désordre ambiant de ce village proche du front, situé dans la « zone des armées », un personnage central, le maire, le comte Aimery de Comminges, est confronté aux bouleversements qu'entraînent la présence de troupes militaires, allemandes puis françaises, et les réquisitions permanentes qui les accompagnent. Il va tenter de résoudre chaque problème, un à un, en exécutant chaque fois un véritable exercice de diplomatie avec la hiérarchie militaire. Une affaire d'espionnage, la prostitution, les restrictions alimentaires, le pillage du village... sont évoqués dans ce livre. Le maire devra fournir un effort surhumain pour soutenir puis redresser sa commune.



Henri LESOIN, ancien militaire, président de l'association « Art, Histoire et Patrimoine de Clairoix », s'appuie notamment sur des archives militaires, pour certaines inédites depuis la fin du premier conflit mondial.



ISBN : 978-2-9523184-0-2

Octobre 2018

Prix : 15 €